



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114709207>

C420N
XB
-B56



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 176

**An Act to amend the Highway
Traffic Act with respect to Slow
Moving Vehicle Signs**

Mr. Hayes

Private Member's Bill

1st Reading June 7, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 176

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui concerne le panneau
de véhicule lent**

M. Hayes

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 juin 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill rewrites section 76 of the *Highway Traffic Act*, dealing with slow moving vehicle signs.

The sign requirement, which currently applies only to farm machines, is extended to all slow moving vehicles (other than bicycles, motor assisted bicycles and cars that are being towed). However, authority is provided to make a regulation exempting horse-drawn vehicles driven by persons whose religious convictions or beliefs prohibit the display of devices such as the slow moving vehicle sign.

Placing the sign on or near a fixed object where it is readily visible from the highway is prohibited, but an exception is made for facsimiles that are displayed for the information of highway users.

It is likewise prohibited to operate a vehicle on a highway if it is not a slow moving vehicle but has a slow moving vehicle sign attached.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi reformule l'article 76 du *Code de la route* qui traite du panneau de véhicule lent.

L'obligation d'afficher le panneau, qui ne s'applique actuellement qu'aux machines agricoles, est étendue à tous les véhicules lents (autres que les bicyclettes, les cyclomoteurs et les automobiles qui sont tractées). Le projet de loi donne toutefois le pouvoir de dispenser de cette obligation, par règlement, le véhicule tracté par un cheval si les convictions ou croyances religieuses de son conducteur lui interdisent l'affichage de dispositifs tels que le panneau de véhicule lent.

Il est interdit de poser le panneau sur un objet fixe et qui peut être facilement aperçu à partir de la voie publique, ou à proximité d'un tel objet, mais une exception est faite pour les facsimilés qui sont affichés afin de renseigner les utilisateurs de la voie publique.

Il est semblablement interdit d'utiliser un véhicule sur une voie publique s'il ne s'agit pas d'un véhicule lent, mais sur lequel est fixé un panneau de véhicule lent.

An Act to amend the Highway Traffic Act with respect to Slow Moving Vehicle Signs

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 76 of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

Slow moving
vehicle sign

76. (1) No person shall operate a slow moving vehicle on a highway unless a slow moving vehicle sign is attached, in accordance with the regulations,

- (a) to the rear of the vehicle, if no trailer is being towed;
- (b) to the rear of the rearmost trailer, if one or more trailers are being towed.

Slow moving
vehicles

(2) The following are slow moving vehicles:

- 1. Farm tractors and self-propelled implements of husbandry.
- 2. Vehicles (other than bicycles, motor assisted bicycles and disabled motor vehicles in tow) that are not capable of attaining and sustaining a speed greater than 40 kilometres per hour on level ground when operated on a highway.

Exception

(3) The slow moving vehicle sign is not required if the vehicle is operated on a highway only to cross it directly.

Prohibition

(4) No person shall place a slow moving vehicle sign on or near a fixed object where it is readily visible from a highway.

Exceptions

(5) Subsection (4) does not apply to a facsimile of a slow moving vehicle sign that is displayed for the information of highway users.

Prohibition

(6) No person shall operate a vehicle on a highway if it is not a slow moving vehicle but a slow moving vehicle sign is attached to the vehicle or to a trailer being towed by it.

Regulations

(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne le panneau de véhicule lent

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 76 du *Code de la route* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

76. (1) Nul ne doit utiliser un véhicule lent sur une voie publique à moins que celui-ci ne porte un panneau de véhicule lent fixé conformément aux règlements :

Panneau de
véhicule lent

- a) à l'arrière du véhicule, si aucune remorque n'est tractée par celui-ci;
- b) à l'arrière de la dernière remorque, si une ou plusieurs remorques sont tractées.

(2) Les véhicules suivants sont des véhicules lents :

Véhicules
lents

- 1. Les tracteurs agricoles et le matériel agricole automoteur.
- 2. Les véhicules (autres que les bicyclettes, les cyclomoteurs et les véhicules automobiles en panne tractés) qui ne peuvent atteindre et conserver une vitesse supérieure à 40 kilomètres à l'heure sur une surface plane lorsqu'ils sont utilisés sur une voie publique.

(3) Le panneau de véhicule lent n'est pas exigé si le véhicule n'est utilisé sur la voie publique que pour la traverser directement.

Exception

(4) Nul ne doit poser le panneau de véhicule lent sur un objet fixe et qui peut être facilement aperçu à partir de la voie publique, ou à proximité d'un tel objet.

Interdiction

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à un fac-similé d'un panneau de véhicule lent qui est affiché afin de renseigner les utilisateurs de la voie publique.

Exceptions

(6) Nul ne doit utiliser un véhicule sur une voie publique s'il ne s'agit pas d'un véhicule lent mais qu'un panneau de véhicule lent y est fixé ou est fixé à une remorque qu'il tracte.

Interdiction

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- (a) prescribing the type and specifications of the slow moving vehicle sign and its location on the vehicle;
- (b) providing that subsection (1) does not apply to a horse-drawn vehicle when driven by a person whose religious convictions or beliefs prohibit the display of devices such as the slow moving vehicle sign.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Slow Moving Vehicle Signs), 1994*.

- a) prescrire le type et les caractéristiques du panneau de véhicule lent et l'endroit où il doit être posé sur le véhicule;
- b) prévoir que le paragraphe (1) ne s'applique pas à un véhicule tracté par un cheval si les convictions ou croyances religieuses de son conducteur lui interdisent l'affichage de dispositifs tels que le panneau de véhicule lent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant le Code de la route (panneau de véhicule lent)*.

Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 176

**An Act to amend the Highway
Traffic Act with respect to Slow
Moving Vehicle Signs**

Mr. Hayes

Private Member's Bill

1st Reading June 7, 1994
2nd Reading June 23, 1994
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Resources
Development Committee and as reported to the
Legislative Assembly December 6, 1994)*

Projet de loi 176

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui concerne le panneau
de véhicule lent**

M. Hayes

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 juin 1994
2^e lecture 23 juin 1994
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
du développement des ressources et rapporté à
l'Assemblée législative le 6 décembre 1994)*



EXPLANATORY NOTE

The Bill rewrites section 76 of the *Highway Traffic Act*, dealing with slow moving vehicle signs.

The sign requirement, which currently applies only to farm machines, is extended to all slow moving vehicles (other than bicycles, motor assisted bicycles and cars that are being towed). However, authority is provided to make regulations exempting horse-drawn vehicles driven by persons whose religious convictions or beliefs prohibit the display of devices such as the slow moving vehicle sign, and requiring that horse-drawn vehicles driven by such persons bear a prescribed marker or device instead of the slow moving vehicle sign.

Placing the sign on or near a fixed object where it is readily visible from the highway is prohibited, but an exception is made for facsimiles that are displayed for the information of highway users.

It is likewise prohibited to operate a vehicle on a highway if it is not a slow moving vehicle but has a slow moving vehicle sign attached.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi reformule l'article 76 du *Code de la route* qui traite du panneau de véhicule lent.

L'obligation d'afficher le panneau, qui ne s'applique actuellement qu'aux machines agricoles, est étendue à tous les véhicules lents (autres que les bicyclettes, les cyclomoteurs et les automobiles qui sont tractées). Le projet de loi donne toutefois le pouvoir de dispenser de cette obligation, par règlements, le véhicule tracté par un cheval si les convictions ou croyances religieuses de son conducteur lui interdisent l'affichage de dispositifs tels que le panneau de véhicule lent et d'exiger que le véhicule tracté par un cheval conduit par cette personne porte une marque ou un dispositif prescrit au lieu du panneau de véhicule lent.

Il est interdit de poser le panneau sur un objet fixe et qui peut être facilement aperçu à partir de la voie publique, ou à proximité d'un tel objet, mais une exception est faite pour les fac-similés qui sont affichés afin de renseigner les utilisateurs de la voie publique.

Il est semblablement interdit d'utiliser un véhicule sur une voie publique s'il ne s'agit pas d'un véhicule lent, mais sur lequel est fixé un panneau de véhicule lent.

An Act to amend the Highway Traffic Act with respect to Slow Moving Vehicle Signs

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne le panneau de véhicule lent

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 76 of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

Slow moving vehicle sign

76. (1) No person shall operate a slow moving vehicle on a highway unless a slow moving vehicle sign is attached, in accordance with the regulations,

- (a) to the rear of the vehicle, if no trailer is being towed;
- (b) to the rear of the rearmost trailer, if one or more trailers are being towed.

Slow moving vehicles

(2) The following are slow moving vehicles:

- 1. Farm tractors and self-propelled implements of husbandry.
- 2. Vehicles (other than bicycles, motor assisted bicycles and disabled motor vehicles in tow) that are not capable of attaining and sustaining a speed greater than 40 kilometres per hour on level ground when operated on a highway.

Exception

(3) The slow moving vehicle sign is not required if the vehicle is operated on a highway only to cross it directly.

Prohibition

(4) No person shall place a slow moving vehicle sign on or near a fixed object where it is readily visible from a highway.

Exceptions

(5) Subsection (4) does not apply to a facsimile of a slow moving vehicle sign that is displayed for the information of highway users.

Prohibition

(6) No person shall operate a vehicle on a highway if it is not a slow moving vehicle

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 76 du *Code de la route* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Panneau de véhicule lent

76. (1) Nul ne doit utiliser un véhicule lent sur une voie publique à moins que celui-ci ne porte un panneau de véhicule lent fixé conformément aux règlements :

- a) à l'arrière du véhicule, si aucune remorque n'est tractée par celui-ci;
- b) à l'arrière de la dernière remorque, si une ou plusieurs remorques sont tractées.

(2) Les véhicules suivants sont des véhicules lents :

Véhicules lents

- 1. Les tracteurs agricoles et le matériel agricole automoteur.
- 2. Les véhicules (autres que les bicyclettes, les cyclomoteurs et les véhicules automobiles en panne tractés) qui ne peuvent atteindre et conserver une vitesse supérieure à 40 kilomètres à l'heure sur une surface plane lorsqu'ils sont utilisés sur une voie publique.

(3) Le panneau de véhicule lent n'est pas exigé si le véhicule n'est utilisé sur la voie publique que pour la traverser directement.

Exception

(4) Nul ne doit poser le panneau de véhicule lent sur un objet fixe et qui peut être facilement aperçu à partir de la voie publique, ou à proximité d'un tel objet.

Interdiction

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à un fac-similé d'un panneau de véhicule lent qui est affiché afin de renseigner les utilisateurs de la voie publique.

Exceptions

(6) Nul ne doit utiliser un véhicule sur une voie publique s'il ne s'agit pas d'un véhicule lent mais qu'un panneau de véhicule lent y

Interdiction

but a slow moving vehicle sign is attached to the vehicle or to a trailer being towed by it.

Regulations

(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing the type and specifications of the slow moving vehicle sign and its location on the vehicle;
- (b) providing that subsection (1) does not apply to a horse-drawn vehicle when driven by a person whose religious convictions or beliefs prohibit the display of devices such as the slow moving vehicle sign;



- (c) prescribing the type and specifications of a marker or device, requiring that it be displayed, instead of the slow moving vehicle sign, on a horse-drawn vehicle when driven by a person described in clause (b), and prescribing the location of the marker or device on the vehicle;

- (d) respecting any matter considered necessary or advisable to carry out the intent and purpose of this section. ▲

Commence-
ment

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Slow Moving Vehicle Signs)*, 1994.

est fixé ou est fixé à une remorque qu'il tracte.

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règle-
ments

- a) prescrire le type et les caractéristiques du panneau de véhicule lent et l'endroit où il doit être posé sur le véhicule;
- b) prévoir que le paragraphe (1) ne s'applique pas à un véhicule tracté par un cheval si les convictions ou croyances religieuses de son conducteur lui interdisent l'affichage de dispositifs tels que le panneau de véhicule lent;



- c) prescrire le type et les caractéristiques d'une marque ou d'un dispositif et exiger qu'il soit affiché, au lieu du panneau de véhicule lent, sur un véhicule tracté par un cheval lorsque le véhicule est conduit par une personne visée à l'alinéa b), et prescrire l'endroit où la marque ou le dispositif doit être posé sur le véhicule;

- d) traiter des matières jugées nécessaires ou opportunes afin d'appliquer efficacement l'objet du présent article. ▲

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant le Code de la route (panneau de véhicule lent)*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 176

(Chapter 28
Statutes of Ontario, 1994)

**An Act to amend the Highway
Traffic Act with respect to Slow
Moving Vehicle Signs**

Mr. Hayes

Projet de loi 176

(Chapitre 28
Lois de l'Ontario de 1994)

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui concerne le panneau
de véhicule lent**

M. Hayes



1st Reading	June 7, 1994
2nd Reading	June 23, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	7 juin 1994
2 ^e lecture	23 juin 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



An Act to amend the Highway Traffic Act with respect to Slow Moving Vehicle Signs

Loi modifiant le Code de la route en ce qui concerne le panneau de véhicule lent

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 76 of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

76. (1) No person shall operate a slow moving vehicle on a highway unless a slow moving vehicle sign is attached, in accordance with the regulations,

- (a) to the rear of the vehicle, if no trailer is being towed;
- (b) to the rear of the rearmost trailer, if one or more trailers are being towed.

(2) The following are slow moving vehicles:

- 1. Farm tractors and self-propelled implements of husbandry.
- 2. Vehicles (other than bicycles, motor assisted bicycles and disabled motor vehicles in tow) that are not capable of attaining and sustaining a speed greater than 40 kilometres per hour on level ground when operated on a highway.

(3) The slow moving vehicle sign is not required if the vehicle is operated on a highway only to cross it directly.

(4) No person shall place a slow moving vehicle sign on or near a fixed object where it is readily visible from a highway.

(5) Subsection (4) does not apply to a facsimile of a slow moving vehicle sign that is displayed for the information of highway users.

(6) No person shall operate a vehicle on a highway if it is not a slow moving vehicle

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 76 du *Code de la route* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

76. (1) Nul ne doit utiliser un véhicule lent sur une voie publique à moins que celui-ci ne porte un panneau de véhicule lent fixé conformément aux règlements :

- a) à l'arrière du véhicule, si aucune remorque n'est tractée par celui-ci;
- b) à l'arrière de la dernière remorque, si une ou plusieurs remorques sont tractées.

(2) Les véhicules suivants sont des véhicules lents :

- 1. Les tracteurs agricoles et le matériel agricole automoteur.
- 2. Les véhicules (autres que les bicyclettes, les cyclomoteurs et les véhicules automobiles en panne tractés) qui ne peuvent atteindre et conserver une vitesse supérieure à 40 kilomètres à l'heure sur une surface plane lorsqu'ils sont utilisés sur une voie publique.

(3) Le panneau de véhicule lent n'est pas exigé si le véhicule n'est utilisé sur la voie publique que pour la traverser directement.

(4) Nul ne doit poser le panneau de véhicule lent sur un objet fixe et qui peut être facilement aperçu à partir de la voie publique, ou à proximité d'un tel objet.

(5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à un fac-similé d'un panneau de véhicule lent qui est affiché afin de renseigner les utilisateurs de la voie publique.

(6) Nul ne doit utiliser un véhicule sur une voie publique s'il ne s'agit pas d'un véhicule lent mais qu'un panneau de véhicule lent y

Slow moving vehicle sign

Slow moving vehicles

Exception

Prohibition

Exceptions

Prohibition

Panneau de véhicule lent

Véhicules lents

Exception

Interdiction

Exceptions

Interdiction

	but a slow moving vehicle sign is attached to the vehicle or to a trailer being towed by it.	est fixé ou est fixé à une remorque qu'il tracte.	
Regulations	<p>(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <p>(a) prescribing the type and specifications of the slow moving vehicle sign and its location on the vehicle;</p> <p>(b) providing that subsection (1) does not apply to a horse-drawn vehicle when driven by a person whose religious convictions or beliefs prohibit the display of devices such as the slow moving vehicle sign;</p> <p>(c) prescribing the type and specifications of a marker or device, requiring that it be displayed, instead of the slow moving vehicle sign, on a horse-drawn vehicle when driven by a person described in clause (b), and prescribing the location of the marker or device on the vehicle;</p> <p>(d) respecting any matter considered necessary or advisable to carry out the intent and purpose of this section.</p>	<p>(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) prescrire le type et les caractéristiques du panneau de véhicule lent et l'endroit où il doit être posé sur le véhicule;</p> <p>b) prévoir que le paragraphe (1) ne s'applique pas à un véhicule tracté par un cheval si les convictions ou croyances religieuses de son conducteur lui interdisent l'affichage de dispositifs tels que le panneau de véhicule lent;</p> <p>c) prescrire le type et les caractéristiques d'une marque ou d'un dispositif et exiger qu'il soit affiché, au lieu du panneau de véhicule lent, sur un véhicule tracté par un cheval lorsque le véhicule est conduit par une personne visée à l'alinéa b), et prescrire l'endroit où la marque ou le dispositif doit être posé sur le véhicule;</p> <p>d) traiter des matières jugées nécessaires ou opportunes afin d'appliquer efficacement l'objet du présent article.</p>	Règle- ments
Commence- ment	2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	3. The short title of this Act is the <i>Highway Traffic Amendment Act (Slow Moving Vehicle Signs)</i>, 1994.	3. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant le Code de la route (panneau de véhicule lent)</i>.	Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 177

**An Act to amend the
Fire Departments Act**

Mr. Morrow

Private Member's Bill

1st Reading June 16, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 177

**Loi modifiant la Loi sur les services
des pompiers**

M. Morrow

Projet de loi de député

1^{re} lecture 16 juin 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill extends certain benefits respecting discharge, remuneration and working conditions that are now enjoyed by full-time firefighters to part-time firefighters.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi étend aux pompiers à temps partiel certains avantages relatifs aux renvois, à la rémunération et aux conditions de travail dont bénéficient présentement les pompiers professionnels.

An Act to amend the Fire Departments Act

Loi modifiant la Loi sur les services des pompiers

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Fire Departments Act* is amended by adding the following definition:

“part-time firefighter” means a person regularly employed in the fire department on a part-time salaried basis and assigned exclusively to fire protection or fire prevention duties, and includes officers and technicians. (“pompiers à temps partiel”)

2. Section 3 of the Act is repealed and the following substituted:

3. No deduction shall be made from the pay or the holidays of a part-time or full-time firefighter by reason of this Act.

3. Subsection 4 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A part-time or full-time firefighter shall not be discharged without being given at least seven days notice in writing of the proposed discharge and the reasons therefor, and may, before the expiry of the notice, require a hearing by delivering a notice in writing to that effect to the clerk of the municipality.

4. The Act is amended by adding the following section:

6.1 A provision in an agreement under section 5 or in a decision or award under section 6,

- (a) respecting working conditions shall apply to part-time firefighters;
- (b) respecting remuneration or pensions shall apply pro rata to part-time firefighters.

5. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 1 de la *Loi sur les services des pompiers* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«pompiers à temps partiel» Personne employée normalement à temps partiel et contre rémunération par un service des pompiers et affectée exclusivement à la prévention des incendies et à la protection contre ceux-ci; s'entend en outre des officiers et des techniciens. («part-time firefighter»)

2. L'article 3 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3. La présente loi n'entraîne pas de déduction sur la paie ou les congés des pompiers à temps partiel ou des pompiers professionnels.

3. Le paragraphe 4 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le pompier à temps partiel ou le pompier professionnel ne doit pas être renvoyé sans recevoir un préavis écrit d'au moins sept jours, accompagné des motifs de ce renvoi. Il peut, avant l'expiration de ce préavis, demander une audience en remettant au secrétaire de la municipalité un avis écrit.

4. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

6.1 La disposition d'une convention visée à l'article 5 ou d'une décision ou sentence visée à l'article 6 :

- a) s'applique aux pompiers à temps partiel si elle porte sur les conditions de travail;
- b) s'applique proportionnellement aux pompiers à temps partiel si elle porte sur la rémunération ou à la pension.

5. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Act not to
affect pay or
holidays

Discharge

Application
to part-time
firefighters

Commence-
ment

Paie ou
congés

Renvoi

Application
aux pompiers
à temps par-
tiel

Entrée en
vigueur

Short title

6. The short title of this Act is the *Fire Departments Amendment Act, 1994*.

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les services des pompiers*. Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 178

Projet de loi 178

**An Act to amend the
Unclaimed Intangible Property Act**

**Loi modifiant la Loi sur les biens
immatériels non réclamés**

The Hon. M. Boyd
Attorney General

L'honorable M. Boyd
Procureure générale

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading June 20, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 20 juin 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

The Bill amends the *Unclaimed Intangible Property Act* which received Royal Assent in 1989 but has not been proclaimed. The following are some of the most significant changes to the Act:

1. The Public Trustee will have a statutory duty to make reasonable efforts to find owners through widespread public notification.
2. A public data base will make it easier for the public to search for unclaimed intangible property.
3. The property on which interest will be paid by the Public Trustee will be expanded.
4. The Public Trustee will be able to make reciprocal agreements with other governments to help locate property and return it to its rightful owners.
5. Authority is added for agreements to provide for joint or multi-jurisdictional unclaimed property programs which will facilitate the harmonization of these programs across Canada.
6. The system of reporting and transferring unclaimed intangible property is simplified to reduce the administrative burden on holders.
7. An administrative objection and review procedure as well as an appeal to the courts will be available to holders required to transfer property to the Public Trustee.
8. Intangible property which became unclaimed before May 18, 1989 (the date of the 1989 Budget in which the program was announced) will no longer be covered by the Act to recognize the difficulty of compliance for holders that do not have extensive or easily accessible historical records.
9. An expanded indemnity provision will cover damages payable by a holder that transfers property to the Public Trustee in good faith.
10. Exceptions to the general five year holding period will be made by regulation to provide greater adaptability to the emergence of new financial instruments.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie la *Loi sur les biens immatériels non réclamés*, qui a reçu la sanction royale en 1989, mais qui n'a pas encore été proclamée. Les plus importantes modifications qui y sont apportées sont les suivantes :

1. Le curateur public aura l'obligation légale de faire des efforts raisonnables pour retrouver les propriétaires par le biais d'avis au public diffusés largement.
2. Une base de données publique permettra aux intéressés de chercher plus facilement des biens immatériels non réclamés.
3. Les biens à l'égard desquels le curateur public paiera des intérêts seront plus nombreux.
4. Le curateur public pourra conclure des accords de réciprocité avec d'autres gouvernements pour l'aider à retrouver des biens et à les restituer à leurs propriétaires légitimes.
5. Des accords pourront dorénavant être conclus pour la création de programmes communs ou intergouvernementaux relatifs aux biens non réclamés, ce qui permettra de mieux harmoniser ces programmes dans tout le Canada.
6. Le système de déclaration et de transfert des biens immatériels non réclamés est simplifié pour alléger le fardeau administratif imposé aux détenteurs.
7. Les détenteurs tenus de transférer des biens au curateur public pourront se prévaloir d'une procédure administrative d'opposition et d'examen et interjeter appel devant les tribunaux.
8. Les biens immatériels qui sont devenus des biens non réclamés avant le 18 mai 1989 (date du budget de 1989 qui annonçait le programme) ne seront plus visés par la Loi en raison de la difficulté qu'auraient les détenteurs sans dossiers historiques détaillés ou facilement accessibles à observer la Loi.
9. La disposition relative à l'exonération de responsabilité, dorénavant élargie, visera les dommages-intérêts payables par un détenteur qui transfère de bonne foi des biens au curateur public.
10. Pour faciliter l'adaptation aux nouveaux instruments financiers qui voient le jour, on pourra dorénavant prévoir des exceptions par règlement à la règle générale de détention pendant cinq ans.

An Act to amend the Unclaimed Intangible Property Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The definition of “financial organization” in section 1 of the *Unclaimed Intangible Property Act* is amended by inserting after “applies,” in the third line “the Bank of Canada”.

(2) Clause (b) of the definition of “governmental organization” in section 1 of the Act is amended by adding at the end “and the County of Oxford”.

(3) The definition of “holder” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“holder”, in respect of intangible property, includes any person, business organization, governmental organization or other entity,

- (a) that is in possession or control of intangible property belonging to another,
- (b) that is an agent, trustee or fiduciary,
- (c) that is indebted to another on an obligation or in respect of the intangible property of another, or
- (d) against whom the owner of intangible property may assert, in respect of the intangible property, a right to the payment of money or the transfer of property. (“détenteur”)

(4) The definition of “intangible property” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“intangible property” means the right of ownership over any personal property that is not a chattel or a mortgage or leasehold of real property and, without limiting the generality of the foregoing, includes,

- (a) the right to receive payment of the amount of a debt or obligation or of any amount payable under a trust or fiduciary arrangement of any kind,

Loi modifiant la Loi sur les biens immatériels non réclamés

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) La définition de «institution financière» à l'article 1 de la *Loi sur les biens immatériels non réclamés* est modifiée par insertion, après «caisse.» à la quatrième ligne, de «S'entend aussi de la Banque du Canada».

(2) L'alinéa b) de la définition de «organisation gouvernementale» à l'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de «et le comté d'Oxford».

(3) La définition de «détenteur» à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«détenteur» En ce qui concerne des biens immatériels, s'entend notamment d'une personne, d'une entreprise commerciale, d'une organisation gouvernementale ou d'une autre entité qui se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) elle a la possession ou le contrôle de biens immatériels appartenant à une autre,
- b) elle est un mandataire, un fiduciaire ou un autre représentant fiduciaire,
- c) elle est redevable, envers une autre, d'une obligation ou à l'égard de biens immatériels d'une autre,
- d) le propriétaire des biens immatériels peut, à l'égard de ceux-ci, lui opposer le droit au paiement d'une somme d'argent ou au transfert de biens. («holder»)

(4) La définition de «bien immatériel» à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«bien immatériel» S'entend du droit de propriété sur tout bien meuble, à l'exception d'un chatel, d'une hypothèque ou de la tenure à bail d'un bien immeuble, et s'entend notamment :

- a) du droit de recevoir le paiement du montant d'une dette ou autre obligation, ou d'un montant payable aux ter-

- (b) the right to receive payment of unpaid wages, income, interest or other money, or the amount of a cheque, deposit, bank draft, money order, traveller's cheque, credit balance, customer overpayment, or the repayable balance of a refund or security deposit,
- (c) the amount of an issued but unused gift certificate or credit memo,
- (d) the right to receive a refund of an amount paid in respect of an unused airline or other transportation ticket,
- (e) a share, including the right to a share certificate, or any other ownership interest in a business organization, or the right to receive payment of a dividend,
- (f) the right to receive intangible property distributable under a trust or fiduciary arrangement of any kind,
- (g) the right to receive money deposited to make a distribution or to redeem a share, a bond, a coupon or other security,
- (h) the right to receive payment of an amount due and payable by an insurer under the terms of an insurance policy or contract including an annuity,
- (i) the right to receive an amount distributable from a trust or custodial fund established under a plan to provide education, health, welfare, vacation, severance, retirement, death, share purchase, profit sharing, employee savings, supplemental unemployment insurance or a similar benefit, and
- (j) any other prescribed right of ownership over personal property that is not a chattel or a mortgage or leasehold of real property. ("bien immatériel")

2. (1) Subsection 4 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Intangible property is unclaimed if no communication is received from the owner by the holder of the property within the time set out, and in the circumstances described, in subsection (2) or in the regulations.

Property
becomes
unclaimed

mes d'un accord de fiducie ou de type fiduciaire quelconque,

- b) du droit de recevoir le paiement d'un salaire impayé ou d'autres sommes, notamment un revenu ou des intérêts, ou du montant d'un chèque, d'un dépôt, d'une traite bancaire, d'un mandat, d'un chèque de voyage, d'un solde créditeur, du trop-perçu d'un client ou du solde remboursable d'une somme à rembourser ou d'un dépôt de garantie,
- c) du montant d'une note de crédit ou d'un bon d'achat établi mais inutilisé,
- d) du droit de recevoir le remboursement d'un montant payé à l'égard d'un billet d'avion ou d'un autre titre de transport inutilisé,
- e) d'une action, y compris le droit à un certificat d'action, d'une entreprise commerciale ou de tout autre droit de propriété sur celle-ci, ou du droit de recevoir le paiement d'un dividende,
- f) du droit de recevoir des biens immatériels distribuables aux termes d'un accord de fiducie ou de type fiduciaire quelconque,
- g) du droit de recevoir une somme d'argent déposée pour faire un placement ou pour racheter une action, une obligation, un coupon ou une autre valeur mobilière,
- h) du droit de recevoir le paiement d'un montant échu et payable par l'assureur aux termes d'une police ou d'un contrat d'assurance, y compris une rente,
- i) du droit de recevoir un montant distribuable, provenant d'un fonds en fiducie ou d'un fonds de dépôt créé aux termes d'un régime prévoyant notamment des avantages ou des prestations liés aux études, à la santé, à l'aide sociale, aux vacances, au licenciement, à la retraite, au décès, à l'actionnariat, à la participation aux bénéfices, à l'épargne chez les salariés et à l'assurance-chômage complémentaire,
- j) de tout autre droit de propriété prescrit sur un bien meuble, à l'exception d'un chatel, d'une hypothèque ou de la tenure à bail d'un bien immeuble. («intangible property»)

2. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Des biens immatériels sont dits non réclamés si leur détenteur ne reçoit aucune communication du propriétaire dans le délai fixé et dans les circonstances mentionnées au paragraphe (2) ou dans les règlements.

Biens non
réclamés

(2) Subsection 4 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Time periods

(2) Subject to the exceptions set out in the regulations, intangible property becomes unclaimed five years after the date on which it becomes payable or distributable by the holder.

(3) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Property payable or distributable

(4) Property is payable or distributable for the purposes of this Act despite the owner's failure to demand payment or transfer or to present any instrument or document required to receive payment or transfer.

3. Subsection 5 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(2) The holder shall send the notice at or within the prescribed time.

4. Subsections 6 (2), (3) and (4) of the Act are repealed and the following substituted:

Transfer of property

(2) Every holder of unclaimed intangible property shall transfer the property to the Public Trustee at the time the report under subsection (1) is required to be filed.

5. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:

Public notice to owners

7. (1) The Public Trustee shall make reasonable efforts through public notification to locate the owners of intangible property whose names are reported and whose property is transferred to the Public Trustee under this Act.

Same

(2) In any year, the Public Trustee may satisfy the obligation imposed by subsection (1) by preparing a notice in the prescribed form listing the names of owners and any other prescribed information relating to the intangible property of the owners reported under this Act in that year, and,

(a) by causing the notice to be published by inserting it in one or more newspapers having general circulation in Ontario; or

(b) by delivering the notice to households in Ontario.

6. Section 8 of the Act is repealed and the following substituted:

Notice in *The Ontario Gazette*

8. (1) Between six and eight months after the notice under subsection 7 (2) is published or delivered, the Public Trustee shall cause a notice in the prescribed form to be published in *The Ontario Gazette* listing the names of owners and any other prescribed information relating to the intangible property of the

(2) Le paragraphe 4 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Délais

(2) Sous réserve des exceptions énoncées dans les règlements, des biens immatériels deviennent des biens non réclamés cinq ans après la date où ils deviennent payables ou distribuables par le détenteur.

(3) L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Biens payables ou distribuables

(4) Des biens sont payables ou distribuables pour l'application de la présente loi même si le propriétaire n'a ni demandé leur paiement ou leur transfert, ni présenté l'effet ou le document exigé à ces fins.

3. Le paragraphe 5 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(2) Le détenteur envoie l'avis au moment ou dans le délai prescrit.

4. Les paragraphes 6 (2), (3) et (4) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Transfert des biens

(2) Le détenteur de biens immatériels non réclamés transfère ces biens au curateur public au moment où le rapport visé au paragraphe (1) doit être déposé.

5. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis au public

7. (1) Le curateur public fait des efforts raisonnables, au moyen d'avis au public, pour retrouver les propriétaires des biens immatériels dont les noms lui sont communiqués et dont les biens lui sont transférés aux termes de la présente loi.

Idem

(2) Au cours d'une année donnée, le curateur public peut s'acquitter de l'obligation imposée par le paragraphe (1) en préparant un avis rédigé selon la formule prescrite, qui donne la liste des noms des propriétaires des biens immatériels qui lui sont communiqués aux termes de la présente loi cette année-là, assortie des autres renseignements prescrits se rapportant aux biens de ces propriétaires, et :

a) soit en faisant publier l'avis dans un ou plusieurs journaux à grande diffusion en Ontario;

b) soit en livrant l'avis aux ménages de l'Ontario.

6. L'article 8 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis dans la *Gazette de l'Ontario*

8. (1) De six à huit mois après la publication ou la livraison de l'avis visé au paragraphe 7 (2), le curateur public fait publier un avis rédigé selon la formule prescrite dans la *Gazette de l'Ontario*, qui donne les noms des propriétaires des biens immatériels et les autres renseignements prescrits se rapportant

owners published in the notice under subsection 7 (2).

Same

(2) Despite subsection (1), the Public Trustee may exclude from the notice the name of the owner and other information relating to property that has been returned to the owner before the notice is prepared.

Public data base

8.1 (1) Not more than six months after the notice under subsection 8 (1) is published in *The Ontario Gazette*, the Public Trustee shall prepare a list in the prescribed form of the names of owners, and any other prescribed information relating to intangible property of the owners in the notice published under subsection 8 (1).

Same

(2) Despite subsection (1), the Public Trustee may exclude or delete from the list the name of the owner and other information relating to property that has been returned to the owner.

Same

(3) The Public Trustee shall make the list and information available for inspection and copying by any person in accordance with the regulations and upon payment of any prescribed fee.

7. Subsections 9 (2) and (3) and sections 11, 14, 15, 16, 17 and 18 of the Act are repealed.

8. The Act is amended by adding the following section:

Delegation of Public Trustee's functions

19.1 The Public Trustee may in writing authorize agents to exercise any of the Public Trustee's powers and perform any of the Public Trustee's duties under this Act or the regulations.

9. The Act is amended by adding the following section:

Extension of time

20.1 (1) If he or she is satisfied that there are reasonable grounds for doing so, the Public Trustee may, at any time, extend the time for filing a report, for transferring unclaimed intangible property, for making an objection under subsection 37.1 (3) or for commencing an appeal under section 37.2.

Same

(2) Where the Public Trustee grants an extension, he or she may,

(a) impose conditions on the holder that are, in the opinion of the Public Trustee, reasonable;

(b) relieve the holder from the obligation to pay interest or a penalty under this Act where, in the opinion of the Public Trustee, special circumstances exist that make it equitable to do so.

10. Section 22 of the Act is amended by striking out "Management Board of Cabinet"

aux biens de ces propriétaires et qui ont été publiés dans l'avis prévu au paragraphe 7 (2).

(2) Malgré le paragraphe (1), le curateur public peut exclure de l'avis le nom du propriétaire d'un bien restitué et les autres renseignements se rapportant à ce bien s'il a été restitué avant la préparation de l'avis.

Idem

8.1 (1) Au plus tard six mois après la publication, dans la *Gazette de l'Ontario*, de l'avis prévu au paragraphe 8 (1), le curateur public dresse, selon la formule prescrite, la liste des noms des propriétaires de biens immatériels et les autres renseignements prescrits se rapportant aux biens de ces propriétaires et qui ont été publiés dans cet avis.

Base de données publique

(2) Malgré le paragraphe (1), le curateur public peut exclure ou supprimer de la liste le nom du propriétaire d'un bien qui a été restitué et les autres renseignements se rapportant à ce bien.

Idem

(3) Le curateur public met la liste et les renseignements à la disposition de toute personne aux fins d'examen et de copie, conformément aux règlements et sur paiement des droits prescrits.

Idem

7. Les paragraphes 9 (2) et (3) et les articles 11, 14, 15, 16, 17 et 18 de la Loi sont abrogés.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

19.1 Le curateur public peut, par écrit, autoriser des mandataires à exercer tout pouvoir et toute fonction que lui attribuent la présente loi ou les règlements.

Délégation des fonctions du curateur public

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

20.1 (1) S'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire, le curateur public peut proroger le délai imparti pour le dépôt d'un rapport, le transfert de biens immatériels non réclamés, la présentation d'une opposition visée au paragraphe 37.1 (3) ou l'introduction d'un appel visé à l'article 37.2.

Prorogation des délais

(2) Si le curateur public accorde une prorogation, il peut :

Idem

a) imposer au détenteur les conditions qui, à son avis, sont raisonnables;

b) dispenser le détenteur de l'obligation de payer les intérêts ou les pénalités prévus par la présente loi s'il existe des circonstances particulières qui, à son avis, rendent cette mesure équitable.

10. L'article 22 de la Loi est modifié par substitution, à «Conseil de gestion du gouver-

in the fourth and fifth lines and substituting “Treasury Board”.

11. (1) Subsection 23 (1) of the Act is amended by striking out “Treasurer of Ontario” in the second line and substituting “Minister of Finance”.

(2) Subsection 23 (2) of the Act is amended by striking out “Treasurer of Ontario” in the third and fourth lines and substituting “Minister of Finance”.

(3) Subsection 23 (3) of the Act is amended by striking out “Treasurer of Ontario” in the fourth line and substituting “Minister of Finance” and by striking out “Treasurer” in the seventh line and substituting “Minister”.

12. The Act is amended by adding the following section:

23.1 (1) The Public Trustee may enter into reciprocal agreements with the Government of Canada or of any province or territory in Canada, or of any state of the United States of America to enable Ontario or the other government to,

- (a) audit or otherwise ascertain unclaimed property to which Ontario or the other government is entitled; and
- (b) exchange information and transfer property to facilitate the return of unclaimed property to its rightful owner.

(2) The Public Trustee may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, enter into an agreement with the Government of Canada or of any province or territory in Canada to provide for a joint or multi-jurisdictional unclaimed property program to be administered by Ontario or by any government that is a party to the agreement.

13. Subsection 27 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) If a claim is allowed, the Public Trustee shall pay interest on the property to the claimant at the prescribed rate or at a rate calculated in the prescribed manner.

14. Subsection 28 (2) of the Act is amended by striking out “claim and legal costs” in the ninth and tenth lines and substituting “claim, damages and legal costs”.

15. The Act is amended by adding the following section to Part VI:

31.1 In this Part, a “holder” includes any person, business organization, governmental organization or other entity that is presumed to be a holder by the Public Trustee or by an

nement de l’Ontario» aux quatrième et cinquième lignes, de «Conseil du Trésor».

11. (1) Le paragraphe 23 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier de l’Ontario» aux deuxième et troisième lignes, de «ministre des Finances».

(2) Le paragraphe 23 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier de l’Ontario» à la quatrième ligne, de «ministre des Finances».

(3) Le paragraphe 23 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier de l’Ontario» à la cinquième ligne, de «ministre des Finances».

12. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

23.1 (1) Le curateur public peut conclure des accords de réciprocité avec le gouvernement du Canada, celui d’une province ou d’un territoire du Canada ou celui d’un État des États-Unis d’Amérique pour permettre à l’Ontario ou à l’autre gouvernement :

- a) d’établir l’existence, notamment au moyen d’une vérification, de biens non réclamés auxquels l’Ontario ou l’autre gouvernement a droit;
- b) d’échanger des renseignements et de transférer des biens pour faciliter la restitution des biens non réclamés à leur propriétaire légitime.

(2) Le curateur public peut, avec l’approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure un accord avec le gouvernement du Canada ou celui d’une province ou d’un territoire du Canada pour la création d’un programme commun ou intergouvernemental relatif aux biens non réclamés qui sera appliqué par l’Ontario ou un autre gouvernement partie à l’accord.

13. Le paragraphe 27 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si une réclamation est accueillie, le curateur public paie au réclamant des intérêts sur les biens calculés au taux prescrit ou à un taux calculé de la manière prescrite.

14. Le paragraphe 28 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «de la réclamation et des frais de justice» aux neuvième et dixième lignes, de «de la réclamation, des dommages-intérêts et des frais de justice».

15. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant à la partie VI :

31.1 Dans la présente partie, «détenteur» s’entend notamment d’une personne, d’une entreprise commerciale, d’une organisation gouvernementale ou d’une autre entité que le

Agreements
with other
jurisdictions

Joint
programs

Interest

Interpreta-
tion

Accords con-
clus avec
d’autres auto-
rités législati-
ves

Programmes
communs

Intérêts

Interprétation

inspector appointed by the Public Trustee for the purposes of this Part.

16. Section 37 of the Act is repealed and the following substituted:

37. The Public Trustee may, for any purpose related to the administration of this Act or the regulations, by registered letter or by a demand served personally, within a reasonable time specified in the letter or demand,

- (a) require a holder to file a report or a supplementary report in the prescribed form in respect of unclaimed intangible property, or to provide any information or additional information specified in the letter or demand;
- (b) require a holder, or any other person or entity, to produce, or produce on oath, any books, letters, accounts, invoices, statements, ledgers, journals, computer programs and data files, or other documents that the Public Trustee may require.

17. The Act is amended by adding the following Part:

**PART VI.1
DETERMINATION AND APPEALS**

37.1 (1) Where a holder has not transferred unclaimed intangible property to the Public Trustee in accordance with this Act, the Public Trustee or an inspector appointed under section 32 may make a provisional determination specifying,

- (a) the unclaimed intangible property transferable by the holder to the Public Trustee;
- (b) the amount of any penalty or interest payable under section 38; and
- (c) the amount of interest which will continue to accrue on a periodic basis until the unclaimed intangible property is transferred to the Public Trustee.

(2) The Public Trustee or the inspector shall provide the holder with a copy of the provisional determination by,

- (a) delivering it personally; or
- (b) sending it to the holder by registered mail.

(3) The holder may object to the provisional determination by providing the Public Trustee in writing with the grounds of objec-

curateur public ou un inspecteur nommé par lui pour l'application de la présente partie présume tel.

16. L'article 37 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

37. À toutes fins liées à l'application de la présente loi ou des règlements, le curateur public peut, par lettre recommandée ou par mise en demeure signifiée à personne, dans un délai raisonnable précisé dans la lettre ou la mise en demeure, exiger :

- a) que le détenteur dépose un rapport ou un rapport supplémentaire rédigé selon la formule prescrite sur des biens immatériels non réclamés ou qu'il fournisse les renseignements ou les renseignements supplémentaires précisés dans la lettre ou la mise en demeure;
- b) que le détenteur ou une autre personne ou entité produise, sous serment ou non, les documents que le curateur public exige, notamment des livres, des lettres, des comptes, des factures, des états, des livres ou journaux comptables, ou des programmes et fichiers de données informatiques.

17. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE VI.1
DÉTERMINATION ET APPELS**

37.1 (1) Si un détenteur n'a pas transféré des biens immatériels non réclamés au curateur public conformément à la présente loi, le curateur public ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 32 peut faire une détermination provisoire qui précise :

- a) les biens immatériels non réclamés que le détenteur doit transférer au curateur public;
- b) le montant de la pénalité ou des intérêts payables aux termes de l'article 38;
- c) le montant des intérêts qui continueront de s'accumuler périodiquement jusqu'à ce que les biens immatériels non réclamés soient transférés au curateur public.

(2) Le curateur public ou l'inspecteur fournit au détenteur une copie de la détermination provisoire :

- a) soit en la lui remettant à personne;
- b) soit en la lui envoyant par courrier recommandé.

(3) Le détenteur peut s'opposer à la détermination provisoire en fournissant par écrit au curateur public ses motifs d'opposition,

Reports,
production
of docu-
ments

Rapports,
production de
documents

Provisional
determina-
tion

Détermina-
tion provi-
soire

Notification

Avis

Objection

Opposition

tion and all relevant facts within 60 days of receiving the provisional determination.

Final determination

(4) Unless the holder objects to the provisional determination in accordance with subsection (3),

- (a) the provisional determination shall be deemed to be a final determination; and
- (b) the holder shall transfer the unclaimed intangible property and pay any interest or penalty to the Public Trustee in accordance with the determination within 60 days of receiving the notification under subsection (2).

Review and determination

(5) Where the holder objects to the provisional determination, the Public Trustee shall, as soon as practicable, review the objection and shall either decide that no property is transferable by the holder or shall make a determination specifying,

- (a) the unclaimed intangible property transferable by the holder to the Public Trustee;
- (b) the amount of any interest and penalty payable under section 38; and
- (c) the amount of interest which will continue to accrue on a periodic basis until the unclaimed intangible property is transferred to the Public Trustee.

Notification

(6) The Public Trustee shall send a copy of the decision or determination to the holder by registered mail.

Transfer of property

(7) The holder shall transfer the unclaimed intangible property and pay any interest or penalties determined under subsection (5) to the Public Trustee within 30 days of receiving the notification under subsection (6).

Enforcement

(8) Where a holder has not transferred the property or paid any penalty and interest determined under subsection (1) or (5) within the time set out in this section, the determination shall be enforceable under this Act despite any appeal taken under this Act.

Appeal

37.2 (1) Where the Public Trustee has made a determination under subsection 37.1 (5), the holder may appeal to the Ontario Court (General Division) to have the determination vacated or varied.

Limitation

(2) An appeal to the Ontario Court (General Division) shall be instituted by,

- (a) sending to the Public Trustee by registered mail a notice of appeal in duplicate in the prescribed form, within 30

ainsi que tous les faits pertinents, dans les 60 jours qui suivent la réception de cette détermination.

(4) Si le détenteur ne s'oppose pas à la détermination provisoire conformément au paragraphe (3) :

- a) la détermination provisoire est réputée une détermination définitive;
- b) le détenteur transfère les biens immatériels non réclamés au curateur public et lui paie les intérêts ou la pénalité précisés dans la détermination dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe (2).

(5) Si le détenteur s'oppose à la détermination provisoire, le curateur public examine l'opposition le plus tôt possible et soit décide que le détenteur n'a pas à transférer de biens, soit fait une détermination précisant les éléments suivants :

- a) les biens immatériels non réclamés que le détenteur doit transférer au curateur public;
- b) le montant des intérêts et de la pénalité payables aux termes de l'article 38;
- c) le montant des intérêts qui continueront de s'accumuler périodiquement jusqu'au transfert des biens immatériels non réclamés au curateur public.

(6) Le curateur public envoie au détenteur une copie de la décision ou de la détermination par courrier recommandé.

(7) Le détenteur transfère les biens immatériels non réclamés et paie les intérêts ou la pénalité déterminés aux termes du paragraphe (5) au curateur public dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe (6).

(8) Si le détenteur n'a pas transféré les biens ou n'a pas payé les intérêts et la pénalité déterminés aux termes du paragraphe (1) ou (5) dans le délai précisé au présent article, la détermination est exécutoire en vertu de la présente loi malgré tout appel interjeté en vertu de celle-ci.

37.2 (1) Si le curateur public a fait une détermination aux termes du paragraphe 37.1 (5), le détenteur peut interjeter appel devant la Cour de l'Ontario (Division générale) pour faire annuler ou modifier la détermination.

(2) Il est interjeté appel devant la Cour de l'Ontario (Division générale) :

- a) d'une part, par envoi au curateur public, par courrier recommandé, d'un avis d'appel en double exemplaire rédigé selon la formule prescrite, dans

Détermination définitive

Examen et détermination

Avis

Transfert de biens

Exécution

Appel

Restriction

days of receipt of the notification under subsection 37.1 (6); and

- (b) issuing a notice of application in the Ontario Court (General Division) within 60 days of receipt of the notification under subsection 37.1 (6).

Notice of appeal

(3) The holder shall set out in the notice of appeal the grounds for the appeal, and a statement of the facts and law that the holder intends to rely on in support of the appeal.

Application record

(4) The holder shall serve on the Public Trustee at least 90 days before the date set for the hearing of the application an application record containing:

- (a) the notice of application;
- (b) an affidavit setting out the facts in support of the appeal;
- (c) the notice of appeal; and
- (d) all other material that the holder intends to rely on.

Procedure

37.3 (1) The holder, the Public Trustee and any other party to the application shall have the same rights and obligations of production and discovery as if the proceeding had been commenced as an action under the Rules of Civil Procedure of the Ontario Court (General Division).

Same

(2) Except as otherwise provided in this Act, the Rules of Civil Procedure apply to applications commenced under this Part, including the right to further appeal and the enforcement of any decision of the Court.

Jurisdiction of the Court

37.4 The Court may dispose of the appeal by,

- (a) dismissing it;
- (b) allowing it and vacating or varying the determination; or
- (c) referring the determination back to the Public Trustee for reconsideration and redetermination.

Return of property

37.5 Where, following the final resolution of the matter, the Court varies or vacates the determination of the Public Trustee made under section 37.1, the Public Trustee shall, in accordance with the judgment of the Court, return any property transferred or any penalty or interest paid by the holder with interest at the prescribed rate or calculated in the prescribed manner.

Warrant

37.6 (1) Where a holder has not transferred unclaimed intangible property or paid any amount to the Public Trustee as required under this Act, the Public Trustee may issue a warrant, directed to the sheriff of an area

les 30 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe 37.1 (6);

- b) d'autre part, par délivrance d'un avis de requête à la Cour de l'Ontario (Division générale) dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe 37.1 (6).

Avis d'appel

(3) Le détenteur donne, dans son avis d'appel, les motifs de celui-ci ainsi qu'un exposé des faits et du droit qu'il entend invoquer à l'appui de son appel.

Dossier de requête

(4) Au moins 90 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête, le détenteur signifie au curateur public un dossier de requête qui contient les documents suivants :

- a) l'avis de requête;
- b) un affidavit exposant les faits à l'appui de l'appel;
- c) l'avis d'appel;
- d) tous les autres documents sur lesquels le détenteur entend s'appuyer.

Procédure

37.3 (1) Le détenteur, le curateur public et les autres parties à la requête ont les mêmes droits et obligations en matière de production et de communication que si l'instance avait été introduite comme une action aux termes des Règles de procédure civile de la Cour de l'Ontario (Division générale).

Idem

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, les Règles de procédure civile s'appliquent aux requêtes introduites aux termes de la présente partie, y compris le droit d'interjeter un nouvel appel et l'exécution d'une décision de la Cour.

Compétence de la Cour

37.4 La Cour peut statuer sur l'appel :

- a) en le rejetant;
- b) en l'accueillant et en annulant ou en modifiant la détermination;
- c) en renvoyant la détermination au curateur public en vue d'un nouvel examen et d'une nouvelle détermination.

Restitution des biens

37.5 Si, à la suite de la résolution définitive de la question, la Cour modifie ou annule la détermination que le curateur public a faite aux termes de l'article 37.1, celui-ci restitue, conformément au jugement de la Cour, les biens transférés ou les intérêts ou pénalités payés par le détenteur, majorés des intérêts calculés au taux prescrit ou de la manière prescrite.

Mandat

37.6 (1) Si le détenteur n'a pas transféré les biens immatériels non réclamés ou n'a pas payé un montant au curateur public comme l'exige la présente loi, celui-ci peut décerner, à l'adresse du shérif du secteur où se trouve un bien quelconque du détenteur, un mandat

in which any property of the holder is located or situate, for,

- (a) the value of the property to be transferred by the holder;
- (b) the amount of any interest and penalty;
- (c) interest on the total of (a) and (b) from the date of the issue of the warrant; and
- (d) the expenses and fees of the sheriff.

Same

(2) A warrant under this section has the same force and effect as a writ of execution issued out of the Ontario Court (General Division).

Value of property

(3) The Public Trustee may determine the value of the unclaimed intangible property for the purposes of this section.

Security

37.7 Where the Public Trustee considers it advisable to do so, the Public Trustee may accept security for the value of the property to be transferred, or any amount to be paid to the Public Trustee under this Act, in any form that the Public Trustee considers satisfactory.

18. Section 38 of the Act is repealed and the following substituted:

Penalty and interest

38. (1) A holder who has not transferred unclaimed intangible property to the Public Trustee at the time the report in respect of the property must be filed under section 6 shall pay,

- (a) a penalty equal to 10 per cent of the value of the property calculated on the date when the holder was required to transfer the property to the Public Trustee; and
- (b) interest on the value of the property at the prescribed rate or at a rate calculated in the prescribed manner from the date the holder was required to transfer the property to the Public Trustee up to and including the date on which the property is transferred to the Public Trustee.

Value of property

(2) The Public Trustee may determine the value of the unclaimed intangible property for the purposes of this section.

Payment

(3) Any penalty and interest payable under this section shall be paid to the Public Trustee and shall form part of the Unclaimed Intangible Property Account.

19. Section 39 of the Act is repealed and the following substituted:

Application to Court

39. Upon application by the Public Trustee, a judge of the Ontario Court (General Division) may order a holder of

lui permettant d'obtenir les montants suivants :

- a) la valeur des biens que le détenteur doit transférer;
- b) le montant des intérêts et des pénalités;
- c) les intérêts sur le total de a) et de b) courus à compter de la date où le mandat a été décerné;
- d) les dépenses et la commission du shérif.

(2) Le mandat visé au présent article a le même effet et la même valeur qu'un bref d'exécution décerné par la Cour de l'Ontario (Division générale).

Idem

(3) Le curateur public peut déterminer la valeur des biens immatériels non réclamés pour l'application du présent article.

Valeur des biens

37.7 Le curateur public peut, s'il l'estime opportun, accepter des garanties pour la valeur des biens qui doivent lui être transférés ou pour tout montant qui doit lui être payé aux termes de la présente loi, sous la forme qu'il estime satisfaisante.

Garanties

18. L'article 38 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

38. (1) Le détenteur qui n'a pas transféré des biens immatériels non réclamés au curateur public au moment où le rapport sur ces biens doit être déposé aux termes de l'article 6 paie :

Pénalité et intérêts

- a) une pénalité égale à 10 pour cent de la valeur des biens, calculée à la date où le détenteur était tenu de les transférer au curateur public;
- b) des intérêts sur la valeur des biens, calculés au taux prescrit ou à un taux calculé de la manière prescrite à compter de la date où le détenteur était tenu de transférer les biens au curateur public jusqu'à la date de leur transfert effectif à celui-ci inclusive-ment.

(2) Le curateur public peut déterminer la valeur des biens immatériels non réclamés pour l'application du présent article.

Valeur des biens

(3) Les pénalités et les intérêts payables aux termes du présent article sont payés au curateur public et sont portés au crédit du compte des biens immatériels non réclamés.

Paiement

19. L'article 39 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

39. Sur requête du curateur public, un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) peut ordonner au détenteur de biens

Requête présentée à la Cour

unclaimed intangible property or any other person or entity to transfer property or pay any amount in accordance with this Act or the regulations, or to otherwise comply with the Act and the regulations.

20. (1) Subsection 42 (1) of the Act is amended by inserting “knowingly” after “who” in the first line.

(2) Subsection 42 (2) of the Act is amended by inserting “knowingly” after “who” in the first line.

(3) Subsection 42 (3) of the Act is amended by striking out “who” in the first line and substituting “who, without reasonable excuse,”.

(4) Subsection 42 (4) of the Act is amended by inserting “knowingly” after “who” in the third line.

(5) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:

Filing (5) Every person who fails, without reasonable excuse, to file a report as required by this Act or the regulations is guilty of an offence.

Demand (6) Every person who fails, without reasonable excuse, to comply with a demand of the Public Trustee under section 37 is guilty of an offence.

Disclosure of information (7) Every person who contravenes section 45.1 is guilty of an offence.

21. (1) Subsection 44 (1) of the Act is amended by striking out “20” in the seventh line and substituting “10”.

(2) Subsection 44 (2) of the Act is amended by inserting “a power of attorney or similar instrument or” after “existence of” in the first line.

22. Section 45 of the Act is repealed and the following substituted:

Collection of information **45. (1)** Information may be collected by or on behalf of the Public Trustee to administer this Act from,

- (a) a holder, in accordance with this Act;
- (b) another government;
- (c) any person employed by the Government of Ontario, in accordance with a request made under subsection (2);
- (d) any person making a claim under this Act;

immatériels non réclamés ou à toute autre personne ou entité de transférer des biens ou de payer un montant conformément à la présente loi ou aux règlements, ou de se conformer de toute autre manière à la présente loi et aux règlements.

20. (1) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «quiconque» aux première et deuxième lignes, de «, sciemment,».

(2) Le paragraphe 42 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «quiconque» aux première et deuxième lignes, de «, sciemment,».

(3) Le paragraphe 42 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «omet» à la deuxième ligne, de «omet, sans excuse raisonnable,».

(4) Le paragraphe 42 (4) de la Loi est modifié par insertion, après «qui» à la quatrième ligne, de «, sciemment,» et par suppression de «qui» à la cinquième ligne.

(5) L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(5) Est coupable d'une infraction quiconque omet, sans excuse raisonnable, de déposer un rapport conformément à la présente loi ou aux règlements. **Dépôt**

(6) Est coupable d'une infraction quiconque omet, sans excuse raisonnable, de se conformer à la mise en demeure du curateur public visée à l'article 37. **Mise en demeure**

(7) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient à l'article 45.1. **Divulgence de renseignements**

21. (1) Le paragraphe 44 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «20» à la septième ligne, de «10».

(2) Le paragraphe 44 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «existence» à la première ligne, de «d'une procuration ou d'un acte similaire ou».

22. L'article 45 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

45. (1) Pour l'application de la présente loi, des renseignements peuvent être recueillis par le curateur public ou pour son compte auprès des personnes ou entités suivantes : **Collecte de renseignements**

- a) un détenteur, conformément à la présente loi;
- b) un autre gouvernement;
- c) une personne employée par le gouvernement de l'Ontario, conformément à une demande présentée en vertu du paragraphe (2);
- d) une personne qui présente une réclamation en vertu de la présente loi;

	(e) any other person, to determine whether a claim under this Act is to be allowed.	e) toute autre personne, pour déterminer si une réclamation présentée en vertu de la présente loi doit être accueillie.	
Same	(2) The Public Trustee may make a request of any person employed by the Government of Ontario for information necessary for the administration of this Act.	(2) Le curateur public peut demander à une personne employée par le gouvernement de l'Ontario les renseignements nécessaires à l'application de la présente loi.	Idem
Same	(3) A person receiving a request under subsection (2) shall comply with the request.	(3) La personne qui reçoit la demande visée au paragraphe (2) doit s'y conformer.	Idem
Use of information	(4) Any information, record or thing communicated or furnished under this section may be used only for,	(4) Les renseignements, les dossiers et les objets communiqués ou fournis en vertu du présent article ne peuvent être utilisés qu'à l'une ou l'autre des fins suivantes :	Utilisation des renseignements
	(a) the administration of this Act;	a) l'application de la présente loi;	
	(b) the administration of an Act that is administered by the person receiving the information, record or thing; or	b) l'application d'une loi qui est appliquée par la personne qui les reçoit;	
	(c) the development of government policy.	c) l'élaboration des politiques gouvernementales.	
Disclosure of information	(5) The Public Trustee may communicate or furnish, or allow to be communicated or furnished, any information, record or thing to,	(5) Le curateur public peut communiquer ou fournir ou permettre que soient communiqués ou fournis des renseignements, des dossiers ou des objets à l'une ou l'autre des personnes ou entités suivantes :	Divulgence des renseignements
	(a) a holder, to determine the property required to be reported or transferred by the holder;	a) un détenteur, pour déterminer les biens qu'il doit déclarer ou transférer;	
	(b) another government if,	b) un autre gouvernement, dans les conditions suivantes :	
	(i) similar information, records and things obtained by that government for the purpose of any similar law are communicated or furnished on a reciprocal basis to the Public Trustee, and	(i) des renseignements, des dossiers et des objets similaires obtenus par ce gouvernement pour l'application d'une loi similaire sont communiqués ou fournis au curateur public à titre réciproque,	
	(ii) the information, record or thing will not be used for any purpose other than the administration of a similar law;	(ii) les renseignements, les dossiers ou les objets ne seront pas utilisés à d'autres fins que l'application d'une loi similaire;	
	(c) another person employed by the Government of Ontario in the administration of any law, if the person to whom the information is disclosed communicates or furnishes to the Public Trustee on a reciprocal basis any information, record or thing obtained by the person that affects the administration of this Act;	c) une autre personne employée par le gouvernement de l'Ontario à l'application d'une loi, si la personne à qui les renseignements sont divulgués communique ou fournit au curateur public, à titre réciproque, les renseignements, les dossiers ou les objets qu'elle obtient et qui ont une incidence sur l'application de la présente loi;	
	(d) the legal representative of a person mentioned in clause (a) or (g), or an agent of the person authorized in writing to obtain the information;	d) le représentant légal d'une personne mentionnée à l'alinéa a) ou g), ou le mandataire de la personne autorisée par écrit à obtenir les renseignements;	
	(e) an employee of the Government of Ontario, for the purpose of evaluating and formulating government policy;	e) un employé du gouvernement de l'Ontario, aux fins de l'évaluation et de l'élaboration des politiques gouvernementales;	

- (f) an agent of the Public Trustee appointed under section 19.1; or
- (g) any person, where it is reasonably required for the administration of this Act.

Agent of the
Public
Trustee

- (6) An agent of the Public Trustee may,
 - (a) where necessary for purposes related to those for which the agent was appointed under section 19.1, collect, use or disclose information in the same manner as the Public Trustee; and
 - (b) communicate or allow to be communicated to the Public Trustee, or allow the Public Trustee to inspect, all information, records or things obtained as an agent of the Public Trustee.

Confiden-
tiality

45.1 (1) Except as authorized by this Act or otherwise by law, neither the Public Trustee nor a person employed by the Government of Ontario,

- (a) may knowingly,
 - (i) communicate or allow to be communicated to any person any information obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act, or
 - (ii) allow any person to inspect or have access to any record or thing obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act; or
- (b) may be required, in connection with legal proceedings,
 - (i) to give evidence relating to any information obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act, or
 - (ii) to produce any record or thing obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act.

Exception

- (2) Subsection (1) does not apply in respect of,
 - (a) criminal proceedings under any Act of the Parliament of Canada;
 - (b) proceedings relating to an offence under an Act of the Legislature; or
 - (c) proceedings relating to the administration of this Act.

23. The Act is amended by adding the following section:

- f) le mandataire du curateur public nommé en vertu de l'article 19.1;
- g) toute personne, si cela est raisonnablement nécessaire à l'application de la présente loi.

(6) Le mandataire du curateur public peut :

Mandataire
du curateur
public

- a) si cela est nécessaire aux fins pour lesquelles il a été nommé en vertu de l'article 19.1, recueillir, utiliser ou divulguer des renseignements de la même manière que le curateur public;
- b) communiquer ou permettre que soient communiqués au curateur public les renseignements, les dossiers ou les choses qu'il a obtenus en sa qualité de mandataire du curateur public, ou permettre à celui-ci de les examiner.

45.1 (1) Sauf si la présente loi ou le droit l'autorise, ni le curateur public ni une personne employée par le gouvernement de l'Ontario :

Confidentia-
lité

- a) ne peut sciemment :
 - (i) ni communiquer ni permettre que soient communiqués à qui que ce soit des renseignements obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi,
 - (ii) ni permettre à qui que ce soit d'inspecter un dossier ou un objet obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi, ou d'y avoir accès;
- b) ne peut être tenu, en rapport avec des poursuites judiciaires :
 - (i) ni de témoigner au sujet de renseignements obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi,
 - (ii) ni de produire un dossier ou un objet obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard :

Exception

- a) de poursuites criminelles intentées aux termes d'une loi du Parlement du Canada;
- b) d'instances reliées à une infraction à une loi de la Législature;
- c) d'instances reliées à l'application de la présente loi.

23. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

*Pension
Benefits Act*

45.2 With respect to intangible property,

- (a) in the event of a conflict between this Act and the *Pension Benefits Act*, or a regulation made under that Act, this Act prevails; and
- (b) in the event of a conflict between a regulation made under section 46 of this Act and the *Pension Benefits Act*, or a regulation made under that Act, the regulation made under section 46 of this Act prevails.

24. (1) Clause 46 (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) requiring that reports to the Public Trustee respecting unclaimed intangible property be accompanied by certificates verifying their accuracy and completeness as reflecting the records of the holder making the report, and prescribing by whom the certificates shall be signed.

(2) Clause 46 (k) of the Act is repealed and the following substituted:

- (k) prescribing the times at or within which, and the manner or circumstances in which, intangible property becomes unclaimed for the purposes of section 4 and any special related rules.

(3) Section 46 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (m) prescribing rates of interest or a method or formula for computing rates of interest and the frequency of calculating interest, including whether it is simple or compounded;
- (n) prescribing the information required in reports, the form and medium for reports and the manner in which the reports are to be filed or requiring that the form and manner be acceptable to the Public Trustee;
- (o) prescribing the form and manner in which intangible property or a class of property is required or permitted to be transferred to the Public Trustee or requiring that the form and manner be acceptable to the Public Trustee;
- (p) prescribing circumstances or events that are or are not, for the purposes of this Act, a claim against a holder in respect of a kind or class of intangible property;

45.2 Relativement aux biens immatériels :

*Loi sur les
régimes de
retraite*

- a) les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur les régimes de retraite* ou d'un règlement pris en application de cette loi;
- b) les dispositions d'un règlement pris en application de l'article 46 de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la *Loi sur les régimes de retraite*.

24. (1) L'alinéa 46 c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) exiger que les rapports présentés au curateur public concernant des biens immatériels non réclamés s'accompagnent de certificats attestant qu'ils sont exacts et complets, et confirmant qu'ils sont conformes aux registres des détenteurs qui les présentent, et prescrire les personnes qui doivent signer ces certificats.

(2) L'alinéa 46 k) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- k) prescrire à quel moment ou dans quel délai et de quelle manière ou dans quelles circonstances des biens immatériels deviennent des biens non réclamés pour l'application de l'article 4 et de toute règle spéciale connexe.

(3) L'article 46 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- m) prescrire les taux d'intérêt ou une méthode ou formule permettant de les calculer, ainsi que la fréquence de calcul des intérêts, y compris s'il s'agit d'intérêts simples ou d'intérêts composés;
- n) prescrire les renseignements que doivent contenir les rapports, la forme et le support de ceux-ci et la manière dont ils doivent être déposés, ou exiger que la forme et le support soient acceptables aux yeux du curateur public;
- o) prescrire dans quelle forme et de quelle manière des biens immatériels ou une catégorie de biens doivent ou peuvent être transférés au curateur public ou exiger que cette forme et cette manière soient acceptables aux yeux du curateur public;
- p) prescrire les circonstances ou les événements qui constituent ou ne constituent pas, pour l'application de la présente loi, une réclamation opposa-

- (q) exempting, in whole or in part, a holder or class of holders from the application of section 5;
 - (r) prescribing the holder of a class of property for the purposes of this Act where more than one person or entity meets the definition of “holder” in section 1;
 - (s) prescribing the owner of a class of property for the purposes of this Act where more than one person meets the definition of “owner” in section 1;
 - (t) delaying the application of this Act to property of a prescribed class or held by a prescribed holder or class of holders;
 - (u) prescribing,
 - (i) classes of property which the holder is required or may be permitted to convert to money before the transfer to the Public Trustee,
 - (ii) conditions which apply to the conversion, and
 - (iii) where the conversion is required by the regulations, fees which apply to the conversion and relief from or indemnity for liability associated with the conversion;
 - (v) defining, for the purposes of the Act and the regulations, “transfer”, “payable”, “distributable”, and any of the types of personal property referred to in the definition of “intangible property” in section 1;
 - (w) authorizing the Public Trustee to recover the value of property or any amount that holders owe to the Public Trustee under this Act,
 - (i) from persons who are or may become indebted or liable to make a payment to holders, and
 - (ii) from persons who are about to loan or advance money to or make payments on behalf of holders;
 - (x) providing for the manner in which the Public Trustee is to recover the value of property or any amount under clause (w) and requiring persons to
- ble à un détenteur à l’égard de sortes ou de catégories de biens immatériels;
 - q) soustraire, en totalité ou en partie, un détenteur ou une catégorie de détenteurs à l’application de l’article 5;
 - r) prescrire le détenteur d’une catégorie de biens pour l’application de la présente loi si plus d’une personne ou d’une entité répond à la définition de «détenteur» à l’article 1;
 - s) prescrire le propriétaire d’une catégorie de biens pour l’application de la présente loi si plus d’une personne répond à la définition de «propriétaire» à l’article 1;
 - t) retarder l’application de la présente loi aux biens d’une catégorie prescrite ou aux biens détenus par un détenteur prescrit ou par une catégorie prescrite de détenteurs;
 - u) prescrire :
 - (i) les catégories de biens que le détenteur doit ou peut éventuellement convertir en espèces avant de les transférer au curateur public,
 - (ii) les conditions qui s’appliquent à la conversion,
 - (iii) si la conversion est exigée par les règlements, les conditions qui s’appliquent à la conversion et l’exonération de toute responsabilité découlant de la conversion ou le versement d’une indemnité;
 - v) définir, pour l’application de la présente loi et des règlements, «distribuable», «payable» et «transfert», ainsi que tout type de bien meuble mentionné dans la définition de «bien immatériel» à l’article 1;
 - w) autoriser le curateur public à recouvrer la valeur de biens ou tout montant que des détenteurs lui doivent aux termes de la présente loi auprès de personnes :
 - (i) qui sont ou sont susceptibles de devenir créancières de détenteurs ou qui leur sont redevables d’un paiement ou sont susceptibles de le devenir,
 - (ii) qui sont sur le point de prêter ou d’avancer une somme d’argent à des détenteurs, ou de faire des paiements pour leur compte;
 - x) prévoir la manière dont le curateur public doit recouvrer la valeur de biens ou un montant aux termes de l’alinéa w) et obliger les personnes à

remit the amounts to the Public Trustee for the purposes of clause (w);

- (y) prescribing conditions or restrictions on the extent of the search to be conducted by holders through records for the purposes of determining whether there has been communication with the owners for the purposes of subsection 4 (1);
- (z) exempting an agreement or class of agreements from the application of subsection 47 (3).

25. (1) Subsection 47 (2) of the Act is amended by striking out “whether made before or after the coming into force of this Act” in the fourth and fifth lines and substituting “made on or after May 18, 1989”.

(2) Subsection 47 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

(3) A provision in an agreement made after May 18, 1989 is void if it,

- (a) extinguishes or forfeits an owner’s interest in intangible property before it is to be transferred to the Public Trustee; or
- (b) purports to exclude property from the application of this Act.

(3) Subsection 47 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

(5) This Act does not apply to the interest of an owner in intangible property if that interest has been extinguished or made unenforceable before May 18, 1989.

(6) This Act does not apply to intangible property which would have become unclaimed under this Act before May 18, 1989.

26. Section 48 of the Act is repealed and the following substituted:

48. This Act comes into force on the day that the *Unclaimed Intangible Property Amendment Act, 1994* receives Royal Assent.

27. Section 220 of the *Loan and Trust Corporations Act* is repealed.

28. On the day that section 25 of the *Consent and Capacity Statute Law Amendment Act, 1992* comes into force, the *Unclaimed Intangible Property Act*, as amended by this Act, is further amended by striking out “Public Trustee” wherever it occurs and substituting in each case “Public Guardian and Trustee”, and by striking out “*Public Trustee Act*” wherever it occurs and substituting in each case “*Public Guardian and Trustee Act*”.

restituer les montants au curateur public pour l’application de l’alinéa w);

- y) prescrire les conditions ou les restrictions relatives à l’étendue des recherches que les détenteurs doivent effectuer dans les dossiers en vue de déterminer s’il y a eu des communications avec les propriétaires pour l’application du paragraphe 4 (1);
- z) soustraire un accord ou une catégorie d’accords à l’application du paragraphe 47 (3).

25. (1) Le paragraphe 47 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «passés avant ou après l’entrée en vigueur de la présente loi» aux cinquième et sixième lignes, de «passés le 18 mai 1989 ou après cette date».

(2) Le paragraphe 47 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Sont nulles les clauses de tout accord conclu après le 18 mai 1989 si, selon le cas :

- a) elles ont pour effet d’éteindre ou de faire perdre le droit d’un propriétaire sur des biens immatériels avant leur transfert au curateur public;
- b) elles ont pour but manifeste de soustraire des biens à l’application de la présente loi.

(3) Le paragraphe 47 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) La présente loi ne s’applique pas au droit d’un propriétaire sur des biens immatériels si ce droit a été éteint ou rendu inopposable avant le 18 mai 1989.

(6) La présente loi ne s’applique pas aux biens immatériels qui seraient devenus des biens non réclamés aux termes de la présente loi avant le 18 mai 1989.

26. L’article 48 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

48. La présente loi entre en vigueur le jour où la *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les biens immatériels non réclamés* reçoit la sanction royale.

27. L’article 220 de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* est abrogé.

28. Le jour de l’entrée en vigueur de l’article 25 de la *Loi de 1992 modifiant des lois en ce qui concerne le consentement et la capacité*, la *Loi sur les biens immatériels non réclamés*, telle qu’elle est modifiée par la présente loi, est modifiée de nouveau par substitution, à «curateur public» partout où figure cette expression, de «Tuteur et curateur public» et par substitution, à «*Loi sur le curateur public*» partout où figure cette expression, de «*Loi sur le Tuteur et curateur public*».

No contracting out

Interest not revived

Application

Commencement

Impossibilité de se soustraire

Impossibilité de rétablir le droit

Application

Entrée en vigueur

Commence-
ment

29. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

29. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Same

(2) Section 23 of this Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) L'article 23 de la présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

Short title

30. The short title of this Act is the *Unclaimed Intangible Property Amendment Act, 1994*.

30. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les biens immatériels non réclamés*.

Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 179

**An Act to amend the
Highway Traffic Act**

Mr. Hansen

Private Member's Bill

1st Reading June 21, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 179

Loi modifiant le Code de la route

M. Hansen

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 juin 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

An Act to amend the Highway Traffic Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 126 of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

126. Every consignor of goods, or the consignor's agent or employee, who causes a vehicle or combination of vehicles not owned by the consignor to be loaded so that when operated on a highway,

- (a) the weight on any millimetre in the width of the tire exceeds a limit set out in subsection 115 (1) or in the regulations;
- (b) the axle unit weight on an axle unit exceeds a limit set out in section 116 or 119 or in the regulations;
- (c) an axle group weight exceeds a limit set out in section 117 or 119 or in the regulations;
- (d) the gross vehicle weight exceeds a limit set out in section 118 or 119 or in the regulations; or
- (e) the gross vehicle weight exceeds the gross vehicle weight specified in a permit referred to in section 121

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine as if the consignor had been convicted under section 125.

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act, 1994*.

Loi modifiant le Code de la route

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 126 du *Code de la route* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

126. Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende de la même façon que s'il avait été déclaré coupable en vertu de l'article 125 l'expéditeur de marchandises ou son mandataire ou employé qui fait procéder au chargement d'un véhicule ou d'un ensemble de véhicules dont l'expéditeur n'est pas le propriétaire de sorte que, lorsqu'ils sont utilisés sur une voie publique, selon le cas :

- a) le poids exercé sur un millimètre de la largeur du pneu dépasse un poids limite indiqué au paragraphe 115 (1) ou aux règlements;
- b) le poids d'unité d'essieu exercé sur une unité d'essieu dépasse un poids limite indiqué à l'article 116 ou 119 ou aux règlements;
- c) le poids d'un ensemble d'essieux dépasse un poids limite indiqué à l'article 117 ou 119 ou aux règlements;
- d) le poids brut du véhicule dépasse un poids limite indiqué à l'article 118 ou 119 ou aux règlements;
- e) le poids brut du véhicule dépasse celui indiqué dans le certificat visé à l'article 121.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant le Code de la route*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act* to provide that shippers of goods, as well as carriers, must comply with the provisions in the Act respecting allowable truck axle weights.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code de la route* de façon à prévoir que les expéditeurs de marchandises, ainsi que les transporteurs, doivent se conformer aux dispositions du Code concernant les poids admis des essieux de camions.

Overloading
by consignor

Expéditeur
responsable
de la sur-
charge

Commence-
ment

Entrée en
vigueur

Short title

Titre abrégé

C42 ON
XB
-B56



Government
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 179

(Chapter 29
Statutes of Ontario, 1994)

An Act to amend the Highway Traffic Act

Mr. Hansen

1st Reading	June 21, 1994
2nd Reading	December 7, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

Projet de loi 179

(Chapitre 29
Lois de l'Ontario de 1994)

Loi modifiant le Code de la route

M. Hansen

1 ^{re} lecture	21 juin 1994
2 ^e lecture	7 décembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



An Act to amend the Highway Traffic Act

Loi modifiant le Code de la route

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 126 of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

Overloading
by consignor

126. Every consignor of goods, or the consignor's agent or employee, who causes a vehicle or combination of vehicles not owned by the consignor to be loaded so that when operated on a highway,

- (a) the weight on any millimetre in the width of the tire exceeds a limit set out in subsection 115 (1) or in the regulations;
- (b) the axle unit weight on an axle unit exceeds a limit set out in section 116 or 119 or in the regulations;
- (c) an axle group weight exceeds a limit set out in section 117 or 119 or in the regulations;
- (d) the gross vehicle weight exceeds a limit set out in section 118 or 119 or in the regulations; or
- (e) the gross vehicle weight exceeds the gross vehicle weight specified in a permit referred to in section 121,

is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine as if the consignor had been convicted under section 125.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act, 1994*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'article 126 du *Code de la route* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Expéditeur
responsable
de la
surcharge

126. (1) Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende de la même façon que s'il avait été déclaré coupable en vertu de l'article 125 l'expéditeur de marchandises ou son mandataire ou employé qui fait procéder au chargement d'un véhicule ou d'un ensemble de véhicules dont l'expéditeur n'est pas le propriétaire de sorte que, lorsqu'ils sont utilisés sur une voie publique, selon le cas :

- a) le poids exercé sur un millimètre de la largeur du pneu dépasse un poids limite indiqué au paragraphe 115 (1) ou aux règlements;
- b) le poids d'unité d'essieu exercé sur une unité d'essieu dépasse un poids limite indiqué à l'article 116 ou 119 ou aux règlements;
- c) le poids d'un ensemble d'essieux dépasse un poids limite indiqué à l'article 117 ou 119 ou aux règlements;
- d) le poids brut du véhicule dépasse un poids limite indiqué à l'article 118 ou 119 ou aux règlements;
- e) le poids brut du véhicule dépasse celui indiqué dans le certificat visé à l'article 121.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant le Code de la route*.

Titre abrégé

Chapter 18
18
-B22



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 180

**An Act to amend the
Municipality of Metropolitan
Toronto Act**



Mr. Marchese

Private Member's Bill

1st Reading June 21, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Projet de loi 180

**Loi modifiant la Loi sur la
municipalité de la communauté
urbaine de Toronto**

M. Marchese

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 juin 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

EXPLANATORY NOTE

The Bill provides for a maximum fine of \$10,000 for those persons convicted of operating a business without a licence contrary to a by-law of the Metropolitan Council or the Metropolitan Licensing Commission. The Council may refuse to issue, suspend, revoke or impose conditions on a licence where there are reasonable grounds for believing that the applicant or licensee will not carry on the business in accordance with law. A condition of a licence may be that the hours of operation of the business be restricted. The refusal to issue, the suspension or the revocation of a licence or the imposition of conditions on a licence may be appealed to the Divisional Court.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit une amende maximale de 10 000 \$ dans le cas des personnes déclarées coupables d'exploiter une activité commerciale sans permis, contrairement à un règlement municipal du conseil de la communauté urbaine ou de la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine. Le conseil peut refuser de délivrer un permis, le suspendre, le révoquer ou y imposer des conditions s'il y a des motifs raisonnables de croire que l'auteur de la demande ou le titulaire du permis n'exercera pas l'activité commerciale conformément à la loi. Une des conditions du permis peut être la restriction des heures d'exploitation de l'activité commerciale. Il peut être interjeté appel devant la Cour divisionnaire du refus de délivrer un permis, de sa suspension, de sa révocation ou de l'imposition de conditions à un permis.

**An Act to amend the
Municipality of Metropolitan
Toronto Act**

**Loi modifiant la Loi sur la
municipalité de la communauté
urbaine de Toronto**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Subsection 212 (3) of the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by inserting after “exercise” in the third line “its powers under section 212.1 and”.

1. (1) Le paragraphe 212 (3) de la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est modifié par insertion, après «exercer» à la quatrième ligne, de «les pouvoirs que lui confère l'article 212.1 et».

(2) Section 212 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) L'article 212 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(4) A person who is convicted of carrying on or engaging in a trade, calling, business or occupation without a licence in contravention of a by-law of the Licensing Commission or the Metropolitan Council is liable to a fine of not more than \$10,000, unless a higher amount is provided by this or any other Act.

(4) Quiconque est reconnu coupable d'exercer un commerce, un métier, une activité commerciale ou une profession sans permis contrairement à un règlement municipal de la Commission de délivrance de permis ou du conseil de la communauté urbaine est passible d'une amende d'au plus 10 000 \$, à moins que la présente loi ou une autre loi ne prévoit un montant plus élevé.

2. The Act is amended by adding the following section:

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

212.1 (1) In this section,

212.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

“applicant” means any person who has applied for the issuance or renewal of a licence; (“auteur de la demande”)

«activité commerciale» S'entend en outre d'un commerce, d'un métier ou d'une profession. («business»)

“business” includes a trade, calling or occupation. (“activité commerciale”)

«auteur de la demande» Personne qui a demandé la délivrance ou le renouvellement d'un permis. («applicant»)

(2) Except where otherwise expressly stated, the powers granted by this section do not limit the powers granted to the Metropolitan Council or the Licensing Commission by this or any other Act.

(2) Sauf disposition contraire expresse, les pouvoirs que le présent article confère ne limitent pas les pouvoirs que la présente loi ou toute autre loi confère au conseil de la communauté urbaine ou à la Commission de délivrance de permis.

(3) The Metropolitan Council may, after hearing an applicant or licensee,

(3) Le conseil de la communauté urbaine peut, après avoir entendu l'auteur de la demande ou le titulaire d'un permis :

(a) refuse to issue a licence or suspend temporarily or revoke the licence of the applicant or licensee at any time during the term of the licence; or

a) soit refuser de délivrer un permis, ou suspendre temporairement ou révoquer le permis de l'auteur de la demande ou du titulaire du permis en tout temps pendant la durée du permis;

Fine

Powers of Council respecting licences

Powers not limited

Powers respecting licences

Amende

Pouvoirs du conseil à l'égard des permis

Pouvoirs non limités

Pouvoirs en matière de permis

	(b) impose conditions on the licence of the licensee or applicant at the time it is issued or during the term of the licence.	b) soit imposer des conditions au permis du titulaire du permis ou de l'auteur de la demande au moment où le permis est délivré ou pendant sa durée.	
Powers, when to be used	(4) The Metropolitan Council may exercise the powers set out in subsection (3) if,	(4) Le conseil de la communauté urbaine peut exercer les pouvoirs prévus au paragraphe (3) à la condition que :	Conditions d'exercice des pouvoirs
	(a) the conduct of the applicant or licensee affords reasonable grounds for belief that the applicant or licensee will not carry on the business in accordance with the law or with honesty or integrity;	a) la conduite de l'auteur de la demande ou du titulaire du permis offre des motifs raisonnables de croire que celui-ci n'exercera pas l'activité commerciale conformément à la loi ou avec honnêteté ou intégrité;	
	(b) the applicant or licensee is a corporation and the conduct of its officers, directors, employees or agents affords reasonable grounds for belief that the business will not be carried on in accordance with the law or with honesty or integrity.	b) si l'auteur de la demande ou le titulaire du permis est une personne morale, et la conduite de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires offre des motifs raisonnables de croire que l'activité commerciale ne sera pas exercée conformément à la loi ou avec honnêteté ou intégrité.	
Same	(5) The Metropolitan Council may suspend or revoke a licence if the licensee has breached a condition of the licence imposed under clause (3) (b).	(5) Le conseil de la communauté urbaine peut suspendre ou révoquer un permis si son titulaire a enfreint une condition du permis imposée en vertu de l'alinéa (3) b).	Idem
Restriction on hours of operation	(6) Despite any by-law of the Metropolitan Council or of any area municipality, the power to impose conditions under clause (3) (b) includes the power to restrict the hours of operation of the business of a licensee or applicant.	(6) Malgré tout règlement municipal du conseil de la communauté urbaine ou d'une municipalité de secteur, le pouvoir d'imposer des conditions prévu à l'alinéa (3) b) comprend le pouvoir de restreindre les heures d'exploitation de l'activité commerciale du titulaire du permis ou de l'auteur de la demande.	Restriction portant sur les heures d'exploitation
Reasons	(7) Despite subsection 109 (6) of the <i>Municipal Act</i> , the Metropolitan Council shall, at the request of a licensee or applicant, give reasons for a decision under subsection (3) to suspend, revoke, impose conditions on or refuse to issue a licence.	(7) Malgré le paragraphe 109 (6) de la <i>Loi sur les municipalités</i> , le conseil de la communauté urbaine donne, à la demande du titulaire du permis ou de l'auteur de la demande, les motifs de la décision visée au paragraphe (3), de suspendre un permis, de le révoquer, d'y imposer des conditions ou de refuser de le délivrer.	Motifs
Location of business	(8) The Metropolitan Council shall not refuse to issue a licence for the carrying on of any business by reason only of the location of the business if the business was being carried on at that location at the time the by-law requiring the licence came into force.	(8) Le conseil de la communauté urbaine ne doit pas refuser de délivrer un permis en vue de l'exercice d'une activité commerciale pour le seul motif de son emplacement si l'activité commerciale était exercée à cet emplacement au moment de l'entrée en vigueur du règlement municipal qui exige le permis.	Emplacement de l'activité commerciale
Refund	(9) If a licence is revoked, the licensee is entitled to a refund of that part of the licence fee that is proportionate to the unexpired portion of the term for which it was issued.	(9) Si le permis est révoqué, son titulaire a droit au remboursement de la fraction des droits exigibles pour ce permis qui est proportionnelle à la partie non écoulée de la durée pour laquelle il a été délivré.	Remboursement
Appeal	(10) A decision of the Metropolitan Council to suspend, revoke, impose conditions on or refuse to issue a licence may be appealed to the Divisional Court in accordance with	(10) Il peut être interjeté appel devant la Cour divisionnaire, conformément aux règles de pratique de celle-ci, de la décision du conseil de la communauté urbaine de suspendre le permis, de le révoquer, d'y imposer des	Appel

the rules of court, and the decision of the Divisional Court is final.

conditions ou de refuser de le délivrer. La décision de la Cour divisionnaire est définitive.

Commencement	3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	4. The short title of this Act is the <i>Municipality of Metropolitan Toronto Amendment Act, 1994.</i>	4. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto.</i>	Titre abrégé

012011
XB
-556

Government
Publications



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 181

*(Chapter 20
Statutes of Ontario, 1994)*

An Act to regulate the Purchase, Sale and Provision of Ammunition

The Hon. D. Christopherson
Solicitor General

1st Reading	June 23, 1994
2nd Reading	June 23, 1994
3rd Reading	June 23, 1994
Royal Assent	June 23, 1994

Projet de loi 181

*(Chapitre 20
Lois de l'Ontario de 1994)*

Loi réglementant l'achat, la vente et la fourniture de munitions

L'honorable D. Christopherson
Solliciteur général

1 ^{re} lecture	23 juin 1994
2 ^e lecture	23 juin 1994
3 ^e lecture	23 juin 1994
Sanction royale	23 juin 1994



An Act to regulate the Purchase, Sale and Provision of Ammunition

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act, “ammunition” means a cartridge, shot shell or pellet.

Restriction
re purchase
of ammuni-
tion

2. (1) No person shall purchase ammunition unless the person is at least 18 years old and at the time of purchase presents valid identification that has his or her photograph and age or date of birth or other valid identification prescribed by regulation.

Same

(2) Despite subsection (1), a person under 18 years old may purchase ammunition if he or she presents at the time of purchase the valid identification required under subsection (1) and a valid permit issued to him or her under subsection 110 (6) of the *Criminal Code* (Canada).

Same

(3) Despite subsection (1), a person 16 or 17 years old may purchase ammunition if he or she presents at the time of purchase the valid identification required under subsection (1) and a valid permit issued to him or her under subsection 110 (7) of the *Criminal Code* (Canada).

Improper
documenta-
tion

(4) No person shall present, for the purpose of purchasing ammunition, identification or a permit other than that which was lawfully issued to him or her.

Offence

(5) A person who contravenes subsection (1), except as permitted by subsection (2) or (3), is guilty of an offence and on conviction is liable,

- (a) for a first offence, to a fine of not more than \$5,000;
- (b) for a second or subsequent offence, to a fine of not more than \$10,000.

Same

(6) A person who contravenes subsection (4) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$10,000.

Loi réglementant l'achat, la vente et la fourniture de munitions

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définition

1. Dans la présente loi, «munitions» s'entend de cartouches ou de plombs.

Restriction :
achat de
munitions

2. (1) Nul ne doit acheter de munitions à moins d'être âgé de 18 ans ou plus et de présenter, au moment de l'achat, une pièce d'identité valide sur laquelle figurent sa photo ainsi que son âge ou sa date de naissance ou une autre pièce d'identité valide prescrite par les règlements.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), une personne de moins de 18 ans peut acheter des munitions si elle présente, au moment de l'achat, la pièce d'identité valide exigée par le paragraphe (1) et un permis valide qui lui a été délivré en vertu du paragraphe 110 (6) du *Code criminel* (Canada).

Idem

(3) Malgré le paragraphe (1), une personne de 16 ou de 17 ans peut acheter des munitions si elle présente, au moment de l'achat, la pièce d'identité valide exigée par le paragraphe (1) et un permis valide qui lui a été délivré en vertu du paragraphe 110 (7) du *Code criminel* (Canada).

Document
irrégulier

(4) Nul ne doit présenter, dans le but d'acheter des munitions, une pièce d'identité ou un permis qui ne lui a pas été légalement délivré.

Infraction

(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1), sauf dans la mesure permise par le paragraphe (2) ou (3), est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

- a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 5 000 \$;
- b) pour une infraction subséquente, d'une amende maximale de 10 000 \$.

Idem

(6) Quiconque contrevient au paragraphe (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 10 000 \$.

Interpre-
tation

(7) Identification for the purposes of this section must be issued by,

- (a) the Government of Canada;
- (b) the government of a province or territory in Canada;
- (c) a municipality in Canada;
- (d) an agency, board or commission of a government or municipality described in clause (a), (b) or (c); or
- (e) a foreign government or agency of a foreign government.

Restriction
re sale of
ammunition

3. (1) No person shall knowingly sell or provide ammunition to any person unless that person produces documentation as required under subsection 2 (1), (2) or (3).

Same

(2) Despite subsection (1), a person may provide ammunition to a person who is 12 years old or over and under 16 years old if that person holds a permit issued to him or her under subsection 110 (7) of the *Criminal Code* (Canada).

Reliance on
documenta-
tion

(3) A person who sells or provides ammunition to another person on the basis of the documentation described in section 2 is not in contravention of subsection (1) or (2) if there is no apparent reason to doubt the authenticity of the documentation or that it was issued to the person providing it.

Offence

(4) A person who contravenes subsection (1), except as permitted by subsection (2), is guilty of an offence and on conviction is liable,

- (a) for a first offence, to a fine of not more than \$25,000;
- (b) for a second or subsequent offence, to a fine of not more than \$50,000.

Exception

(5) Despite subsection (4), it is not an offence for a person to provide ammunition in contravention of subsection (1) if the ammunition is being provided in circumstances described in subparagraph 97 (2) (a) (i) of the *Criminal Code* (Canada).

Record
keeping

4. (1) A person who holds a permit issued under subsection 110 (5) of the *Criminal Code* (Canada) to carry on a business described in subparagraph 105 (2) (b) (i) of that Act shall keep a record of the following information for all ammunition sales:

- 1. The date and time of the purchase.
- 2. The name, age and address of the purchaser.
- 3. The type of identification and permit produced and their serial numbers.

Définition

(7) Pour l'application du présent article, la pièce d'identité doit être délivrée par l'une ou l'autre des entités suivantes :

- a) le gouvernement du Canada;
- b) le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada;
- c) une municipalité du Canada;
- d) un organisme, un conseil ou une commission d'un gouvernement ou d'une municipalité visé à l'alinéa a), b) ou c);
- e) un gouvernement étranger ou un de ses organismes.

Restriction :
vente de
munitions

3. (1) Nul ne doit sciemment vendre ni fournir des munitions à une personne à moins que celle-ci ne présente les documents exigés par le paragraphe 2 (1), (2) ou (3).

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), une personne peut fournir des munitions à une personne de 12 ans ou plus mais de moins de 16 ans si elle détient un permis qui lui a été délivré en vertu du paragraphe 110 (7) du *Code criminel* (Canada).

Documenta-
tion fiable à
première vue

(3) Quiconque vend ou fournit des munitions à une personne sur la foi d'un document visé à l'article 2 ne contrevient pas au paragraphe (1) ou (2) s'il n'y a aucun motif apparent de croire que le document n'est pas authentique ou n'a pas été délivré à la personne qui le présente.

Infraction

(4) Quiconque contrevient au paragraphe (1), sauf dans la mesure permise par le paragraphe (2), est coupable d'une infraction et épassible, sur déclaration de culpabilité :

- a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 25 000 \$;
- b) pour une infraction subséquente, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Exception

(5) Malgré le paragraphe (4), la personne qui fournit des munitions contrairement au paragraphe (1) ne commet pas d'infraction si elle le fait dans les circonstances mentionnées au sous-alinéa 97 (2) a) (i) du *Code criminel* (Canada).

Tenue de
registres

4. (1) Quiconque détient un permis délivré en vertu du paragraphe 110 (5) du *Code criminel* (Canada) pour l'exploitation d'une entreprise visée au sous-alinéa 105 (2) b) (i) de ce code tient un registre comprenant les renseignements suivants à l'égard de toutes les ventes de munitions :

- 1. La date et l'heure de l'achat.
- 2. Le nom, l'âge et l'adresse de l'acheteur.
- 3. Les types de pièces d'identité et de permis qui ont été présentés et leur numéro de série.

	4. The calibre and quantity of ammunition purchased.	4. Le calibre des munitions achetées et la quantité.	
Inspection of records	(2) The chief provincial firearms officer for Ontario, designated under the <i>Criminal Code</i> (Canada), or any person authorized by him or her for the purposes of this section, may conduct an inspection of the records required to be kept under subsection (1).	(2) Le chef provincial des préposés aux armes à feu de l'Ontario, désigné aux termes du <i>Code criminel</i> (Canada), ou la personne qu'il autorise pour l'application du présent article, peut effectuer une inspection des registres qui doivent être tenus aux termes du paragraphe (1).	Inspection des registres
Powers on inspection	(3) In conducting an inspection under this section, the chief provincial firearms officer for Ontario or a person authorized by him or her, (a) may enter any place at any reasonable time; (b) may request the production of the records for inspection; (c) upon giving a receipt, may remove the records produced pursuant to a request under clause (b) for the purpose of making copies or extracts and shall promptly return them to the person who produced them.	(3) Lorsqu'il effectue une inspection en vertu du présent article, le chef provincial des préposés aux armes à feu de l'Ontario ou la personne qu'il autorise : a) peut pénétrer dans un lieu à toute heure raisonnable; b) peut demander la production des registres aux fins d'inspection; c) après avoir donné un récépissé à cet effet, peut enlever les registres dont il a demandé la production en vertu de l'alinéa b) afin d'en tirer des copies ou des extraits, après quoi il les rend promptement à la personne qui les a produits.	Pouvoirs d'inspection
Identification	(4) A person conducting an inspection under this section shall on request produce identification and, if appropriate, proof of his or her authorization.	(4) La personne qui effectue une inspection en vertu du présent article produit, sur demande, une pièce d'identité et, s'il y a lieu, une attestation de son autorisation.	Identification
Dwellings	(5) No person conducting an inspection under this section may enter a place that is also a dwelling without the consent of the occupier or without first obtaining and producing a warrant.	(5) Aucune personne effectuant une inspection en vertu du présent article ne peut pénétrer dans un lieu qui sert aussi de logement sans le consentement de l'occupant ou sans avoir d'abord obtenu et produit un mandat.	Logements
Warrant	(6) If a justice of the peace is satisfied on evidence upon oath that there are in a place documents that there is reasonable ground to believe will afford evidence relevant to conducting an inspection under this section, and entry has been denied or will be denied, the justice of the peace may issue a warrant authorizing the person named in the warrant to do anything described in subsection (3).	(6) Si un juge de paix est convaincu sur la foi de témoignages recueillis sous serment qu'il existe des motifs raisonnables de croire que des documents qui se trouvent dans un lieu fourniront des preuves en ce qui concerne la conduite d'une inspection prévue par le présent article et que l'entrée dans ce lieu a été refusée ou le sera, il peut décerner un mandat autorisant la personne qui y est nommée à faire les choses mentionnées au paragraphe (3).	Mandat
Execution and expiry	(7) A warrant issued under this section, (a) shall specify the hours and days during which it may be executed; and (b) shall name the date on which it expires, which date shall not be later than 15 days after its issue.	(7) Le mandat décerné en vertu du présent article précise ce qui suit : a) les heures et jours où il peut être exécuté; b) sa date d'expiration, qui ne peut tomber plus de 15 jours après la date à laquelle il est décerné.	Exécution et expiration
Admissibility of copies	(8) Copies of, or extracts from, records removed from any place under this section and certified as being true copies of or extracts from the original by the person who made them are admissible in evidence to the same extent as, and have the same evidenti-	(8) Les copies ou extraits des registres enlevés d'un lieu en vertu du présent article et certifiés conformes aux originaux par la personne qui les a tirés sont admissibles en preuve au même titre que les originaux et ont la même valeur probante qu'eux.	Admissibilité des copies

ary value as, the records of which they are copies or extracts.

Obstruction

(9) No person shall hinder or obstruct a person lawfully conducting an inspection under this section.

(9) Nul ne doit gêner ni entraver le travail d'une personne qui effectue légalement une inspection en vertu du présent article.

Entrave

Offence

(10) A person who contravenes subsection (1) or (9) or a regulation made under clause 5 (b) is guilty of an offence and on conviction is liable,

(10) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (9) ou à un règlement pris en application de l'alinéa 5 b) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité :

Infraction

(a) for a first offence, to a fine of not more than \$25,000;

a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 25 000 \$;

(b) for a second or subsequent offence, to a fine of not more than \$50,000.

b) pour une infraction subséquente, d'une amende maximale de 50 000 \$.

Regulations

5. The Minister may make regulations,

5. Le ministre peut, par règlement :

Règlements

(a) prescribing other documentation that is acceptable for the purposes of section 2 and, in doing so, may prescribe documentation that does not have a photograph of the holder;

a) prescrire d'autres documents qui sont acceptables pour l'application de l'article 2 et, ce faisant, prescrire des documents sur lesquels ne figure pas la photo du détenteur;

(b) governing the records to be kept under section 4, including prescribing the form of the records, additional information to be kept, where the records are to be kept and the length of time for which the records are to be kept.

b) régir les registres qui doivent être tenus aux termes de l'article 4, notamment prescrire leur forme, les renseignements supplémentaires qui doivent y être versés, l'endroit où ils doivent être conservés et leur durée de conservation.

Commence-
ment

6. This Act comes into force on the day that is 30 days after the day this Act receives Royal Assent.

6. La présente loi entre en vigueur le trentième jour qui suit celui où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

7. The short title of this Act is the *Ammunition Regulation Act, 1994*.

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 sur la réglementation des munitions*.

Titre abrégé

C-201
XB
-856



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 182

Projet de loi 182

**An Act to regulate
Franchise Agreements**

**Loi visant à réglementer les
contrats de franchisage**

Mr. Wiseman

M. Wiseman



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 31, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 31 octobre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Act provides a comprehensive scheme to regulate the entering into of franchise agreements and the on-going relationship between the franchisor and the franchisee.

Part I sets out the purpose of the Act.

Part II provides that a prospective franchisor must first file with the Director of the Ontario Securities Commission a notice of intent to offer or sell a franchise and a disclosure document. The person offering or selling the franchise must be named in the notice of intent and must be registered as a salesperson under the Act.

The disclosure document must disclose all of the material facts relating to the franchise which is being offered for sale and must include a copy of the proposed franchise agreement.

Part III provides that the disclosure document relating to a franchise must be delivered to a prospective franchisee at least 14 days before the franchise agreement is entered into or any consideration is paid for the franchise.

Part IV exempts certain offers for the sale of a franchise from the operation of the Act.

Part V sets out the minimum standards of conduct required to be maintained by the parties to a franchise agreement throughout its operation. A franchisee may use its own sources of goods and services except where these are substantially associated with a trademark or patent of the franchisor. A franchisor is prohibited from terminating the franchise agreement or refusing to approve a transfer of the franchise without “good cause”, which is defined for these purposes. If a franchisor proposes not to renew a franchise agreement, it must give six months notice of the non-renewal and provide appropriate compensation to the franchisee.

Part VI deals with dispute resolution and rights of action. Disputes must first be referred to mediation. If mediation fails, either party may start court proceedings. The franchisee has a right of action for damages against the franchisor for losses suffered as a result of a misrepresentation in a disclosure document or for a breach of the standards of conduct required by Part V.

Part VII provides for investigations into any matters arising from the administration of the Act and hearings by the Commission.

Part VIII provides that a decision of the Director may be appealed to the Commission. The Commission’s decisions may be appealed to the Divisional Court.

Part IX sets out the offences and penalties for breach of the provisions of the Act. The sale of “pyramid franchises”, which is defined for these purposes, is prohibited.

Part X Franchise agreements must be written in plain language.

Part XI provides that the parties cannot contract out of the provisions of the Act.

Part XII The Act will come into force on proclamation.

NOTES EXPLICATIVES

La Loi prévoit un plan exhaustif visant à réglementer la conclusion de contrats de franchisage et les rapports courants entre les franchiseurs et les franchiseés.

La **partie I** énonce l’objet de la Loi.

La **partie II** prévoit qu’un franchiseur éventuel doit d’abord déposer un avis d’intention d’offrir ou de vendre une franchise, ainsi qu’un document d’information, auprès du directeur de la Commission des valeurs mobilières de l’Ontario. La personne qui offre ou qui vend la franchise doit être désignée dans l’avis d’intention et être inscrite en qualité de représentant aux termes de la Loi.

Le document d’information doit divulguer tous les faits importants touchant à la franchise mise en vente et comprendre une copie du contrat de franchisage proposé.

La **partie III** prévoit que le document d’information touchant à la franchise doit être délivré au franchiseé éventuel au moins 14 jours avant la conclusion du contrat de franchisage ou le paiement d’une contrepartie au titre de la franchise.

La **partie IV** soustrait certaines offres de vente d’une franchise à l’application de la Loi.

La **partie V** énonce les normes minimales de conduite que doivent respecter les parties au contrat de franchisage tout au long de la période d’effet de celui-ci. Le franchiseé peut avoir recours à ses propres sources de biens et de services, sauf si ceux-ci sont associés essentiellement à une marque de commerce ou à un brevet d’invention du franchiseur. Il est interdit au franchiseur de résilier le contrat de franchisage ou de refuser d’approuver la cession de la franchise sans «motif valable», terme qui est défini à ces fins. Si le franchiseur envisage de ne pas renouveler le contrat de franchisage, il doit donner un préavis de non-renouvellement de six mois et offrir une indemnisation appropriée au franchiseé.

La **partie VI** traite du règlement des différends et du droit d’intenter une poursuite. Les différends doivent d’abord être soumis à la médiation. Si celle-ci échoue, l’une ou l’autre des parties peut introduire une instance judiciaire. Le franchiseé a le droit d’intenter une action en dommages-intérêts contre le franchiseur au titre des pertes subies en raison d’une présentation inexacte des faits dans un document d’information ou d’un manquement aux normes de conduites imposées par la partie V.

La **partie VII** prévoit la tenue d’enquêtes sur toute question découlant de l’application de la Loi, ainsi que la tenue d’audiences par la Commission.

La **partie VIII** prévoit qu’il peut être interjeté appel d’une décision du directeur devant la Commission. Il peut être interjeté appel des décisions de la Commission devant la Cour divisionnaire.

La **partie IX** énonce les infractions et les pénalités lorsqu’il y a contravention aux dispositions de la Loi. La vente de «franchises pyramidales», terme qui est défini à ces fins, est interdite.

Partie X Les contrats de franchisage doivent être rédigés en un langage clair.

La **partie XI** prévoit que les parties ne peuvent renoncer par contrat à l’application des dispositions de la Loi.

Partie XII La Loi entre en vigueur sur proclamation.

An Act to regulate Franchise Agreements

Loi visant à réglementer les contrats de franchisage

CONTENTS

PART I GENERAL

1. Definitions
2. Purpose
3. Application of Act

PART II FILING BY FRANCHISOR AND REGISTRATION OF SALESPERSONS

4. Filing and registration
5. Change in material fact
6. Filing requirements cease
7. Application for registration
8. Registration
9. Restrictions on registration
10. Bonds
11. Notice of changes
12. Registration takes effect
13. Registration ceases

PART III DELIVERY OF DISCLOSURE DOCUMENT TO PROSPECTIVE FRANCHISEE

14. Delivery of disclosure document

PART IV EXEMPTIONS

15. Exemptions
16. Discretionary exemptions

PART V STANDARDS OF CONDUCT

17. Good faith
18. Source of supplies and services
19. Payments into trust
20. Non-renewal of franchise agreement
21. Termination of franchise agreement
22. Transfer of franchise
23. Notices
24. Right to associate
25. Disclosure by prospective franchisee
26. Continuing obligations of franchisee
27. Obligations of salesperson

PART VI DISPUTE RESOLUTION AND JUDICIAL REMEDIES

28. Mediation
29. Litigation
30. Misrepresentation in disclosure document
31. Defence to liability

SOMMAIRE

PARTIE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Définitions
2. Objet
3. Champ d'application de la Loi

PARTIE II DÉPÔT DU FRANCHISEUR ET INSCRIPTION DES REPRÉSENTANTS

4. Dépôt et inscription
5. Changement d'un fait important
6. Perte d'effet des exigences relatives au dépôt
7. Demande d'inscription
8. Inscription
9. Restrictions imposées à l'inscription
10. Cautionnement
11. Avis de modification
12. Prise d'effet de l'inscription
13. Fin de l'effet de l'inscription

PARTIE III DÉLIVRANCE DU DOCUMENT D'INFORMATION AU FRANCHISÉ ÉVENTUEL

14. Délivrance du document d'information

PARTIE IV EXEMPTIONS

15. Exemptions
16. Exemptions discrétionnaires

PARTIE V NORMES DE CONDUITE

17. Bonne foi
18. Source de fournitures et de services
19. Paiements en fiducie
20. Non-renouvellement du contrat de franchisage
21. Résiliation du contrat de franchisage
22. Cession de la franchise
23. Avis
24. Droit d'association
25. Divulgence d'un franchisé éventuel
26. Obligations courantes du franchisé
27. Obligations du représentant

PARTIE VI RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET RECOURS EN JUSTICE

28. Médiation
29. Poursuite
30. Présentation inexacte des faits dans le document d'information
31. Défense

- 32. Breach of standards
- 33. Breach of obligations by salesperson
- 34. Effect of obligations
- 35. Joint and several liability
- 36. Unconscionable agreements
- 37. Failure to file
- 38. Failure to give disclosure document
- 39. Effect of cancellation
- 40. Rights at law
- 41. Action by franchisee association

PART VII ENFORCEMENT

- 42. Investigations
- 43. Power to enter and search
- 44. Seizure of property
- 45. Variation of order
- 46. Confidentiality
- 47. Orders by the Commission
- 48. Rules governing hearings
- 49. Interim orders
- 50. Revocation or variation of decisions
- 51. Enforcement of order
- 52. Undertakings
- 53. Failure to comply
- 54. Limitation period

PART VIII APPEALS

- 55. Appeal to Commission
- 56. Appeal to Divisional Court

PART IX OFFENCES AND PENALTIES

- 57. Offences
- 58. Representations prohibited
- 59. Pyramid franchises
- 60. Penalties

PART X PLAIN LANGUAGE FRANCHISE AGREEMENTS

- 61. Plain language agreements

PART XI ADMINISTRATION AND REGULATIONS

- 62. Filing of documents
- 63. Maintenance of records
- 64. Delegation of Director's powers
- 65. Sending of documents
- 66. Admissibility of certified statements
- 67. Waiver not permitted
- 68. Jurisdiction
- 69. Regulations

PART XII COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

- 70. Commencement
- 71. Short title

- 32. Manquement aux normes
- 33. Manquement aux obligations du représentant
- 34. Effet des obligations
- 35. Responsabilité solidaire
- 36. Contrats exorbitants
- 37. Dépôt non effectué
- 38. Document d'information non remis
- 39. Effet de la résiliation
- 40. Droits
- 41. Action de l'association de franchisés

PARTIE VII EXÉCUTION

- 42. Enquêtes
- 43. Pouvoir de perquisitionner
- 44. Saisie de biens
- 45. Modification de l'ordonnance
- 46. Confidentialité
- 47. Ordonnances de la Commission
- 48. Règles régissant les audiences
- 49. Ordonnances provisoires
- 50. Révocation ou modification des décisions
- 51. Exécution de l'ordonnance
- 52. Engagements
- 53. Non-conformité
- 54. Prescription

PARTIE VIII APPELS

- 55. Appel à la Commission
- 56. Appel à la Cour divisionnaire

PARTIE IX INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

- 57. Infractions
- 58. Déclaration interdite
- 59. Franchises pyramidales
- 60. Pénalités

PARTIE X CONTRATS DE FRANCHISAGE EN LANGAGE CLAIR

- 61. Contrats en langage clair

PARTIE XI APPLICATION ET RÈGLEMENTS

- 62. Dépôt de documents
- 63. Tenue des dossiers
- 64. Délégation des pouvoirs du directeur
- 65. Envoi de documents
- 66. Admissibilité des déclarations certifiées conformes
- 67. Renonciation interdite
- 68. Territoire de compétence
- 69. Règlements

PARTIE XII ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 70. Entrée en vigueur
- 71. Titre abrégé

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

PART I GENERAL

Definitions

1. (1) In this Act,

“associate”, when used to indicate a relationship with any person, means,

- (a) a corporation of which the person beneficially owns or controls, directly or indirectly, voting securities entitling the person to more than 10 per cent of the voting rights attached to the outstanding securities of the corporation,
- (b) an affiliate within the meaning of subsection (2),
- (c) a trust or estate,
 - (i) in which the person has a beneficial interest, or
 - (ii) in respect of which the person serves as trustee or in a similar capacity,
- (d) in the case of an individual,
 - (i) the spouse or child of the individual, or
 - (ii) any relative of the individual or of the spouse of the individual who has the same residence as the individual, or
- (e) a partner or joint trustee; (“personne qui a un lien”)

“change in a material fact” includes,

- (a) a change in the business, operations, capital or control of the franchisor or its associate, including a decision to implement the change made by the franchisor or its associate, or
- (b) a change in the franchise system, including a decision to implement the change made by the franchisor or its associate,

that would reasonably be expected to have a significant effect on the value or price of the franchise offered or the decision to purchase the franchise; (“changement d’un fait important”)

“Commission” means the Ontario Securities Commission; (“Commission”)

“Director” means the Director of the Commission; (“directeur”)

“franchise” means,

- (a) a right to engage in a business,

PARTIE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«changement d’un fait important» S’entend notamment de l’un ou l’autre des changements suivants s’il est raisonnable de s’attendre qu’il aura une incidence importante sur la valeur ou le prix de la franchise offerte ou sur la décision d’acheter la franchise :

- a) d’un changement dans l’activité commerciale, l’exploitation, le capital ou le contrôle du franchiseur ou d’une personne qui a un lien avec lui, y compris la décision d’effectuer ce changement, prise par le franchiseur ou par une personne qui a un lien avec lui;
- b) d’un changement dans le système de franchisage, y compris la décision d’effectuer ce changement, prise par le franchiseur ou par une personne qui a un lien avec lui. («change in a material fact»)

«Commission» La Commission des valeurs mobilières de l’Ontario. («Commission»)

«contrat de franchisage» Entente écrite concernant une franchise et conclue d’une part par le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui et, d’autre part, par le franchisé ou le franchisé éventuel, selon le cas. («franchise agreement»)

«directeur» Le directeur de la Commission. («Director»)

«dirigeant» S’entend, selon le cas :

- a) du président ou du vice-président du conseil d’administration, ou du président, du vice-président, du secrétaire, du secrétaire adjoint, du contrôleur, du contrôleur adjoint, du trésorier, du trésorier adjoint ou du directeur général d’une personne morale;
- b) d’un particulier qui remplit des fonctions analogues ou qui agit dans une qualité analogue à celles des particuliers visés à l’alinéa a);
- c) d’un particulier désigné comme dirigeant d’une personne morale en vertu d’un règlement administratif de celle-ci ou d’une autorisation ayant le même effet. («officer»)

«fait important» Renseignement dont il est raisonnable de s’attendre qu’il aura une incidence sur une décision du franchisé ou du franchisé éventuel relativement à la franchise. («material fact»)

- (i) in which goods or services are sold or offered for sale or are distributed under a marketing or business plan required or suggested in substantial part by the franchisor or its associate,
 - (ii) that is substantially associated with a trademark, trade name, trade secret or advertising or commercial symbol of the franchisor or its associate or designating the franchisor or its associate, or with a patent owned by or licensed to the franchisor or its associate, and
 - (iii) in which there is a continuing financial interest between the franchisor or its associate and the franchisee with respect to the operation of the franchised business or that required or requires the payment of a franchise fee to the franchisor or its associate,
- (b) a master franchise, or
- (c) any business or arrangement prescribed to be a franchise for the purposes of this Act; ("franchise")
- "franchise agreement" means a written agreement between a franchisor or its associate and the franchisee or prospective franchisee, as the case may be, that relates to a franchise; ("contrat de franchisement")
- "franchise fee" means a direct or indirect payment to purchase a franchise or to operate the franchised business, but does not include,
- (a) a purchase of or an agreement to purchase a reasonable quantity of goods at a reasonable wholesale price for which there is an established market, other than the franchisees of that franchise, or
 - (b) a payment of a reasonable service charge to the issuer of a credit card by an establishment accepting the credit card; ("redevances de franchisement")
- "franchisee" means a person to whom a franchise is granted and includes, in relation to a master franchise agreement,
- (a) a subfranchisor with regard to the subfranchisor's relationship with a franchisor, and
 - (b) a subfranchisee with regard to the subfranchisee's relationship with a subfranchisor; ("franchisé")
- "franchisor" means a person who grants a franchise and includes, in relation to a master franchise agreement, a subfranchisor with

«franchise» S'entend, selon le cas :

- a) du droit de se livrer à une activité commerciale :
 - (i) qui consiste à vendre, mettre en vente ou distribuer des biens ou des services aux termes d'un plan de commercialisation ou d'entreprise exigé ou suggéré en grande partie par le franchiseur ou par une personne qui a un lien avec lui,
 - (ii) qui est associée essentiellement soit à une marque de commerce, à un nom commercial à un secret industriel ou à un symbole publicitaire ou commercial qui appartient au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui ou qui désigne celui-ci ou celle-ci, soit à un brevet d'invention qui appartient au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui, ou que l'un ou l'autre peut exploiter aux termes d'une licence,
 - (iii) dans laquelle le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui et le franchisé ont un intérêt financier continu en ce qui concerne l'exploitation de l'activité commerciale franchisée, ou qui exigeait ou qui exige le paiement de redevances de franchisement au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui;
 - b) d'une franchise maîtresse;
 - c) d'une activité commerciale ou d'un arrangement prescrit comme étant une franchise pour l'application de la présente loi. («franchise»)
- «franchisé» Personne à qui une franchise est concédée. S'entend en outre, relativement à un contrat de franchisement concernant une franchise maîtresse :
- a) du sous-franchiseur en ce qui a trait à ses rapports avec le franchiseur;
 - b) du sous-franchisé en ce qui a trait à ses rapports avec le sous-franchiseur. («franchisee»)
- «franchise maîtresse» Droit, concédé par le franchiseur au sous-franchiseur, de vendre ou d'offrir des franchises pour le propre compte de ce dernier. («master franchise»)
- «franchiseur» Personne qui concède une franchise. S'entend en outre, relativement à un contrat de franchisement concernant une franchise maîtresse, du sous-franchiseur en ce qui a trait à ses rapports avec le sous-franchisé. («franchisor»)
- «intérêt dans une franchise» S'entend notamment de la propriété d'actions de la personne

regard to its relationship with a subfranchisee; ("franchiseur")

"interest in a franchise" includes the ownership of shares in the corporation that owns the franchise; ("intérêt dans une franchise")

"marketing or business plan" means a plan or system concerning a material aspect of conducting business, including, without limitation,

- (a) price specification, special pricing systems or discount plans,
- (b) sales or display equipment or merchandising devices,
- (c) sales techniques,
- (d) promotional or advertising materials or co-operative advertising,
- (e) training in the promotion, operation or management of the business, or
- (f) operational, managerial, technical or financial guidelines or assistance; ("plan de commercialisation ou d'entreprise")

"master franchise" means the right granted by a franchisor to a subfranchisor to sell or offer franchises for the subfranchisor's own account; ("franchise maîtresse")

"material fact" means any information that would reasonably be expected to affect a decision of the franchisee or prospective franchisee relating to the franchise; ("fait important")

"misrepresentation" includes,

- (a) an untrue statement of a material fact,
- (b) an omission to state a material fact,
- (c) an omission to state a fact that is necessary to be stated in order for a statement not to be misleading; ("présentation inexacte des faits")

"offer" means,

- (a) an attempt to sell a franchise or an interest in a franchise, or
- (b) a solicitation of an offer to buy a franchise or an interest in a franchise; ("offre")

"officer" means,

- (a) the chair or vice-chair of the board of directors, or the president, vice-president, secretary, assistant secretary, comptroller, assistant comptroller, treasurer, assistant treasurer or general manager of a corporation,

morale qui est propriétaire de la franchise. («interest in a franchise»)

«offre» S'entend :

- a) soit de la tentative de vendre une franchise ou un intérêt dans celle-ci;
- b) soit de la sollicitation d'une offre d'achat d'une franchise ou d'un intérêt dans celle-ci. («offer»)

«personne» Particulier, société en nom collectif, personne morale, association non constituée en personne morale, entreprise non constituée en personne morale, fiduciaire, exécuteur testamentaire, administrateur successoral ou autre ayant droit. («person»)

«personne qui a un lien» S'il s'agit d'indiquer un rapport avec une personne, s'entend, selon le cas :

- a) d'une personne morale dont la personne est propriétaire bénéficiaire ou a le contrôle, directement ou indirectement, de valeurs mobilières avec droit de vote représentant plus de 10 pour cent des voix rattachées aux valeurs mobilières de la personne morale qui sont en circulation;
- b) d'un membre du même groupe au sens du paragraphe (2);
- c) d'une fiducie ou d'une succession :
 - (i) soit dans laquelle la personne a un intérêt bénéficiaire,
 - (ii) soit à l'égard de laquelle la personne remplit des fonctions de fiduciaire ou des fonctions analogues;
- d) dans le cas d'un particulier :
 - (i) soit de son conjoint ou de son enfant,
 - (ii) soit d'un de ses parents ou d'un parent de son conjoint qui habite le même domicile que lui,
- e) d'un associé ou d'un cofiduciaire. («associate»)

«plan de commercialisation ou d'entreprise» Plan ou système concernant un aspect important de l'exploitation d'une activité commerciale, notamment l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) les prix imposés, ainsi que les systèmes d'établissement de prix ou les plans de remise spéciaux;
- b) le matériel de vente ou d'étalage, ou les appareils de merchandising;
- c) les techniques de vente;
- d) les aides promotionnelles ou publicitaires ou la publicité à frais partagés;

(b) an individual who performs functions or acts in a capacity similar to the function or capacity of the individuals referred to in clause (a), or

(c) an individual designated as an officer of a corporation by by-law or similar authority of the corporation; (“dirigeant”)

“person” means an individual, partnership, corporation, unincorporated association, unincorporated organization, trustee, executor, administrator or other legal representative; (“personne”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“registered salesperson” means an individual registered under section 8; (“représentant inscrit”)

“regulations” means the regulations made under this Act; (“règlements”)

“salesperson” means a person who offers or sells franchises; (“représentant”)

“sell” means selling or disposing of a franchise or an interest in a franchise. (“vendre”)

e) la formation en promotion, exploitation ou gestion de l’activité commerciale;

f) les lignes directrices ou l’aide relatives à l’exploitation ou à la gestion, ou d’ordre technique ou financier. («marketing or business plan»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«présentation inexacte des faits» S’entend notamment :

a) d’une déclaration erronée sur un fait important;

b) de l’omission de relater un fait important;

c) de l’omission de relater un fait dont la mention est nécessaire pour qu’une déclaration ne soit pas trompeuse. («misrepresentation»)

«redevances de franchisage» Paiement direct ou indirect effectué en vue d’acheter une franchise ou d’exploiter l’activité commerciale franchisée. Est toutefois exclu de la présente définition :

a) soit l’achat, ou l’entente conclue à cette fin, d’une quantité raisonnable de biens à un prix de gros raisonnable pour lesquels il existe un marché établi, qui ne se limite pas aux franchisés de cette franchise;

b) soit le paiement d’une commission raisonnable à l’émetteur d’une carte de crédit par un établissement qui accepte cette carte. («franchise fee»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations»)

«représentant» Personne qui offre ou qui vend des franchises. («salesperson»)

«représentant inscrit» Particulier inscrit en vertu de l’article 8. («registered salesperson»)

«vendre» Vendre ou aliéner une franchise ou un intérêt dans celle-ci. («sell»)

Meaning of “affiliate”

(2) A corporation is an affiliate of another corporation where one of them is the subsidiary of the other, where both are subsidiaries of the same corporation or where each of them is controlled by the same person.

(2) Une personne morale est membre du même groupe qu’une autre si l’une d’elles est la filiale de l’autre, si les deux sont des filiales de la même personne morale ou si chacune d’elles est sous le contrôle de la même personne.

Sens de «membre du même groupe»

Meaning of “control”

(3) A corporation is controlled by another person where,

(a) the voting securities of the corporation carrying more than 50 per cent of the votes that may be cast to elect directors are held, other than for the purpose of collateral for a debt, by or for the benefit of the other person; and

(3) Une personne morale est sous le contrôle d’une autre personne si :

a) d’une part, les valeurs mobilières avec droit de vote de la personne morale représentant plus de 50 pour cent des voix qui peuvent être exprimées lors de l’élection des administrateurs sont détenues, autrement qu’à titre de garantie

Sens de «contrôle»

		d'une dette, par cette autre personne ou à son profit;	
	(b) the votes carried by the securities referred to in clause (a) are sufficient, if exercised, to elect a majority of the board of directors of the corporation.	b) d'autre part, le nombre de voix rattachées aux valeurs mobilières visées à l'alinéa a) est suffisant pour élire la majorité des membres du conseil d'administration de la personne morale.	
Meaning of "subsidiary"	(4) A corporation is a subsidiary of another corporation where,	(4) Une personne morale est la filiale d'une autre si, selon le cas :	Sens de «filiale»
	(a) it is controlled by,	a) elle est sous le contrôle :	
	(i) the other corporation,	(i) soit de cette autre personne morale,	
	(ii) the other corporation and one or more corporations, each of which is controlled by the other corporation, or	(ii) soit de cette autre personne morale et d'une ou de plusieurs personnes morales qui sont toutes sous le contrôle de cette autre personne morale,	
	(iii) two or more corporations, each of which is controlled by the other corporation; or	(iii) soit de deux personnes morales ou plus qui sont toutes sous le contrôle de cette autre personne morale;	
	(b) it is a subsidiary of a corporation that is the other corporation's subsidiary.	b) elle est la filiale d'une personne morale qui est elle-même la filiale de cette autre personne morale.	
Purpose	2. The purpose of this Act is,	2. La présente loi a pour objet :	Objet
	(a) to require franchisors to disclose information about the franchise, the franchisor and its associates and the intended franchise relationship so that prospective franchisees can make informed investment decisions;	a) d'obliger les franchiseurs à divulguer des renseignements sur la franchise, sur le franchiseur et les personnes qui ont un lien avec lui ainsi que sur les rapports de franchisage projetés de sorte que les franchisés éventuels puissent prendre leurs décisions en matière de placement en toute connaissance de cause;	
	(b) to establish minimum standards of fair dealing between franchisors and their associates and franchisees throughout franchise relationships; and	b) d'établir des normes minimales de rapports équitables entre les franchiseurs et les personnes qui ont un lien avec eux, d'une part, et les franchisés, d'autre part, tant qu'existent entre eux des rapports de franchisage;	
	(c) to provide remedies so that disputes between franchisors or their associates and franchisees can be dealt with efficiently and effectively.	c) de prévoir des recours qui permettent de régler efficacement les différends entre les franchiseurs ou les personnes qui ont un lien avec eux, d'une part, et les franchisés, d'autre part.	
Application of Act	3. (1) This Act applies,	3. (1) La présente loi s'applique :	Champ d'application de la Loi
	(a) to an offer or sale of a franchise made in Ontario if the franchised business is to be operated either partly or wholly in Ontario or if the purchaser is an Ontario resident; or	a) soit à l'offre ou à la vente d'une franchise effectuée en Ontario si l'activité commerciale franchisée doit être exploitée en tout ou en partie en Ontario ou que l'acheteur est un résident de l'Ontario;	
	(b) to an offer or sale of a franchise made outside Ontario if it is offered or sold to a resident of Ontario and the franchised business is to be operated either partly or wholly in Ontario.	b) soit à l'offre ou à la vente d'une franchise effectuée à l'extérieur de l'Ontario si celle-ci est offerte ou vendue à un résident de l'Ontario et que l'activité commerciale franchisée doit être exploitée en tout ou en partie en Ontario.	

Same	<p>(2) An offer or sale of a franchise is made in Ontario if,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) an offer to sell or a sale is made in Ontario; (b) an offer to buy is accepted in Ontario; (c) an offer to sell is made from Ontario; or (d) an offer to sell or an offer to buy is accepted by communicating the acceptance to a person in Ontario either directly or through an agent in Ontario. 	<p>(2) L'offre ou la vente d'une franchise est effectuée en Ontario si, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'offre de vente ou la vente est effectuée en Ontario; b) l'offre d'achat est acceptée en Ontario; c) l'offre de vente est effectuée à partir de l'Ontario; d) l'offre de vente ou l'offre d'achat est acceptée en communiquant cette acceptation à une personne en Ontario soit directement, soit par l'intermédiaire d'un mandataire en Ontario. 	Idem
Same	<p>(3) Despite subsection (2), this Act does not apply to an offer to sell a franchise that is located outside of Ontario if</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the offer appears in a newspaper or other publication of general and regular circulation that had more than two-thirds of its circulation outside Ontario during the past 12 months; or (b) the offer appears in a broadcast or transmission originating outside Ontario. 	<p>(3) Malgré le paragraphe (2), la présente loi ne s'applique pas à l'offre de vente d'une franchise située à l'extérieur de l'Ontario si, selon le cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'offre paraît dans un journal ou dans une autre publication à diffusion générale et régulière dont la diffusion au cours des 12 derniers mois s'est effectuée à plus des deux tiers à l'extérieur de l'Ontario; b) l'offre est radiodiffusée, télédiffusée ou transmise à partir d'un point situé à l'extérieur de l'Ontario. 	Idem
<div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div style="text-align: center;"> <p>PART II</p> <p>FILING BY FRANCHISOR AND</p> <p>REGISTRATION OF SALESPERSONS</p> </div> <div style="text-align: center;"> <p>PARTIE II</p> <p>DÉPÔT DU FRANCHISEUR ET</p> <p>INSCRIPTION DES REPRÉSENTANTS</p> </div> </div>			
Filing and registration	<p>4. (1) No person shall offer or sell a franchise unless,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the franchisor has filed with the Director in accordance with this section, <ul style="list-style-type: none"> (i) a notice of intent to offer or sell, and (ii) a disclosure document; and (b) the person is a registered salesperson. 	<p>4. (1) Nul ne doit offrir ou vendre une franchise sans que soient réunies les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le franchiseur a déposé les documents suivants auprès du directeur conformément au présent article : <ul style="list-style-type: none"> (i) un avis d'intention d'offrir ou de vendre une franchise, (ii) un document d'information; b) la personne est un représentant inscrit. 	Dépôt et inscription
Exception	<p>(2) For the purposes of this section, a person is not offering or selling a franchise solely because the person finds, introduces or brings together a prospective franchisee and a franchisor.</p>	<p>(2) Pour l'application du présent article, le seul fait de trouver un franchisé éventuel, de le présenter à un franchiseur ou de mettre ces deux personnes en contact ne constitue pas l'offre ou la vente d'une franchise.</p>	Exception
Notice of intent	<p>(3) A notice of intent to offer or sell shall contain the information required by the regulations.</p>	<p>(3) L'avis d'intention d'offrir ou de vendre une franchise contient les renseignements exigés par les règlements.</p>	Avis d'intention
Disclosure document	<p>(4) A disclosure document shall,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) provide full, true and plain disclosure of all material facts relating to the franchise proposed to be offered or sold; (b) contain the information required by the regulations; 	<p>(4) Le document d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) divulgue complètement, fidèlement et clairement tous les faits importants se rapportant à la franchise dont l'offre ou la vente est proposée; b) contient les renseignements exigés par les règlements; 	Document d'information

- (c) contain copies of all proposed franchise agreements; and
- (d) contain financial statements, reports and other documents in accordance with the regulations.

Periodic filings

(5) A franchisor shall file with the Director, on a periodic basis in accordance with the regulations, the prescribed financial statements, reports and other documents.

Change in material fact

5. (1) If a change in a material fact in the information required to be filed under section 4 occurs, the franchisor shall file the change with the Director in accordance with the regulations and subsection (2).

Same

(2) A change referred to in subsection (1) shall be filed,

- (a) before further offers or sales are made; and
- (b) within 10 days from the day on which the change occurs.

Exception

(3) Subsection (1) does not apply to a change in a term of a franchise agreement that was negotiated at the request of the prospective franchisee.

Filing requirements cease

6. The requirements to file under sections 4 and 5 cease when,

- (a) the franchisor gives a notice to the Director that it no longer offers or sells franchises under this Act; or
- (b) the Director makes an order stating that the franchisor is prohibited from offering or selling franchises under this Act.

Application for registration

7. An individual who wishes to be registered as a salesperson must file an application with the Director.

Registration

8. (1) The Director may register an applicant if the applicant,

- (a) is an individual;
- (b) is listed in the franchisor's notice of intent to sell;
- (c) is an officer or employee of the franchisor; and
- (d) in the opinion of the Director, is suitable for registration and meets the requirements of the regulations.

Term of registration

(2) A registration is valid for the prescribed term unless the term is restricted under clause 9 (1) (c).

c) contient des copies de tous les contrats de franchisage proposés;

d) contient les états financiers, rapports et autres documents prévus par les règlements.

(5) Le franchiseur dépose périodiquement auprès du directeur, conformément aux règlements, les états financiers, rapports et autres documents prescrits.

Dépôts périodiques

5. (1) En cas de changement d'un fait important faisant partie des renseignements qui doivent être déposés aux termes de l'article 4, le franchiseur dépose ce changement auprès du directeur conformément aux règlements et au paragraphe (2).

Changement d'un fait important

(2) Le changement visé au paragraphe (1) est déposé :

Idem

- a) d'une part, avant que ne soient effectuées de nouvelles offres ou de nouvelles ventes;
- b) d'autre part, dans les 10 jours qui suivent le changement.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas au changement qui est apporté à une clause d'un contrat de franchisage et qui a été négocié à la demande du franchisé éventuel.

Exception

6. Les exigences relatives au dépôt prévues aux articles 4 et 5 ne s'appliquent plus si, selon le cas :

Perte d'effet des exigences relatives au dépôt

- a) le franchiseur donne au directeur un avis indiquant qu'il n'offre plus ni ne vend de franchises aux termes de la présente loi;
- b) le directeur donne un ordre indiquant qu'il est interdit au franchiseur d'offrir ou de vendre des franchises aux termes de la présente loi.

7. Le particulier qui souhaite s'inscrire comme représentant doit déposer une demande auprès du directeur.

Demande d'inscription

8. (1) Le directeur peut inscrire l'auteur de la demande si ce dernier remplit les conditions suivantes :

Inscription

- a) il est un particulier;
- b) il figure dans l'avis d'intention de vendre du franchiseur;
- c) il est un dirigeant ou un employé du franchiseur;
- d) il est, de l'avis du directeur, admissible à l'inscription et satisfait aux exigences des règlements.

(2) L'inscription est valide pendant la période prescrite, sauf si celle-ci est restreinte en vertu de l'alinéa 9 (1) c).

Durée de l'inscription

Restrictions
on registra-
tion

9. (1) The Director may, if he or she considers it necessary, restrict,

- (a) the registration of an applicant or registered salesperson by imposing terms and conditions on the registration;
- (b) the registration of an applicant or registered salesperson to offers or sales in certain types or classes of franchises;
- (c) the term of the registration of an applicant or registered salesperson.

Applicant's
right to be
heard

(2) The Director shall not refuse to grant or amend a registration or impose terms and conditions on a registration without giving the applicant or registered salesperson an opportunity to be heard.

Bonds

10. (1) The Director may require any applicant or registered salesperson to deliver a bond, or an additional bond, to him or her within a specified time.

Same

(2) The bond or additional bond shall be in the amount, in the form and subject to the terms and conditions set out in the regulations.

Notice of
changes

11. (1) Every registered salesperson shall, within seven days of the change, notify the Director of the following:

- 1. A change in the registered salesperson's business address.
- 2. The commencement of employment with a franchisor.
- 3. The termination of employment with a franchisor.
- 4. Any other change specified in the regulations.

Amendment
of registra-
tion

(2) The Director may amend the registration of the registered salesperson on receipt of the information under subsection (1) or if there is a change in the restrictions referred to in section 9.

Registration
takes effect

12. Registration of a salesperson does not take effect until the applicant has received written notice from the Director that registration has been granted.

Registration
ceases

13. (1) Registration of a salesperson ceases to have effect,

- (a) when the term of the registration expires;
- (b) when the registered salesperson gives a notice to the Director that he or she is no longer offering or selling franchises under this Act;

9. (1) Le directeur peut, s'il l'estime nécessaire, restreindre :

- a) l'inscription de l'auteur de la demande ou du représentant inscrit en l'assortissant de conditions;
- b) l'inscription de l'auteur de la demande ou du représentant inscrit à l'offre ou à la vente de certaines sortes ou catégories de franchises;
- c) la durée de l'inscription de l'auteur de la demande ou du représentant inscrit.

(2) Le directeur ne doit pas refuser d'accorder ou de modifier une inscription ni l'assortir de conditions sans donner à l'auteur de la demande ou au représentant inscrit l'occasion d'être entendu.

10. (1) Le directeur peut exiger que l'auteur de la demande ou le représentant inscrit lui délivre un cautionnement ou un cautionnement supplémentaire dans un délai donné.

(2) Le montant, la forme et les conditions du cautionnement ou du cautionnement supplémentaire sont ceux précisés dans les règlements.

11. (1) Chaque représentant inscrit avise le directeur de chacun des changements suivants dans les sept jours du changement :

- 1. Le changement d'adresse commerciale du représentant inscrit.
- 2. L'entrée en service chez le franchiseur.
- 3. La cessation de l'emploi chez le franchiseur.
- 4. Tout autre changement précisé dans les règlements.

(2) Le directeur peut modifier l'inscription du représentant inscrit sur réception des renseignements visés au paragraphe (1) ou en cas de modification des restrictions visées à l'article 9.

12. L'inscription du représentant ne prend effet que lorsque l'auteur de la demande a reçu un avis écrit du directeur selon lequel l'inscription a été accordée.

13. (1) L'inscription du représentant cesse d'avoir effet à l'un ou l'autre des moments suivants :

- a) lorsque l'inscription vient à expiration;
- b) lorsque le représentant inscrit donne au directeur un avis indiquant qu'il n'offre plus ni ne vend de franchises aux termes de la présente loi;

Restrictions
imposées à
l'inscription

Droit de l'auteur de la demande d'être entendu

Cautionnement

Idem

Avis de modification

Modification de l'inscription

Prise d'effet de l'inscription

Fin de l'effet de l'inscription

- (c) when the registered salesperson is no longer employed by the franchisor to offer or sell franchises or is no longer an officer of the franchisor;
- (d) when the franchisor who employs the registered salesperson or for whom the registered salesperson is an officer gives the Director a notice under clause 6 (a);
- (e) when the registration is cancelled by the Commission; or
- (f) during the period that the registration has been suspended by the Commission.

(2) The franchisor shall notify the Director within 10 days when a registered salesperson ceases to be employed by the franchisor or ceases to be an officer of the franchisor.

PART III
DELIVERY OF DISCLOSURE
DOCUMENT TO PROSPECTIVE
FRANCHISEE

14. (1) A franchisor shall give a prospective franchisee a copy of the most recent disclosure document and other documents referred to in section 4 and any changes required to be filed under section 5.

(2) The disclosure document, other documents and changes must be received by the prospective franchisee at the earlier of,

- (a) the first personal business meeting that is held for the purpose of discussing the offer or sale of a franchise; or
- (b) a day that is at least 14 days before the prospective franchisee,
 - (i) enters into an agreement relating to the franchise, or
 - (ii) pays any consideration relating to the franchise.

(3) A franchisor shall give a prospective franchisee a statement of any changes in a material fact that occurs after the disclosure document, other documents and changes have been given to the prospective franchisee.

(4) The changes shall be given as soon as possible after they have occurred, but not later than 24 hours before the earlier of,

- (a) the entering into by the prospective franchisee of an agreement relating to the franchise; or
- (b) the payment of any consideration by the prospective franchisee relating to the franchise.

- c) lorsque le franchiseur n'emploie plus le représentant inscrit pour offrir ou vendre des franchises ou que ce dernier n'est plus un dirigeant du franchiseur;
- d) lorsque le franchiseur qui emploie le représentant inscrit ou dont ce dernier est un dirigeant donne au directeur l'avis visé à l'alinéa 6 a);
- e) lorsque la Commission annule l'inscription;
- f) au cours de la période de suspension de l'inscription par la Commission.

(2) Lorsqu'il n'emploie plus le représentant inscrit ou que ce dernier n'est plus l'un de ses dirigeants, le franchiseur en avise le directeur dans les 10 jours suivants.

PARTIE III
DÉLIVRANCE DU DOCUMENT
D'INFORMATION AU FRANCHISÉ
ÉVENTUEL

14. (1) Le franchiseur remet au franchisé éventuel une copie du document d'information et des autres documents visés à l'article 4 les plus récents, et une copie de tous les changements qui doivent être déposés aux termes de l'article 5.

(2) Le franchisé éventuel doit recevoir le document d'information, les autres documents et les changements à celui des moments suivants qui survient en premier :

- a) à la première réunion d'affaires tenue par les parties pour discuter de l'offre ou de la vente d'une franchise;
- b) au moins 14 jours avant que le franchisé éventuel :
 - (i) soit conclue une entente relativement à la franchise,
 - (ii) soit paie une contrepartie relativement à la franchise.

(3) Le franchiseur remet au franchisé éventuel une déclaration faisant état de tout changement d'un fait important survenu après que le document d'information, les autres documents et les changements lui ont été remis.

(4) Les changements sont remis le plus tôt possible après le moment où ils sont survenus, mais au moins 24 heures avant celui des événements suivants qui survient en premier :

- a) la conclusion par le franchisé éventuel d'une entente relativement à la franchise;
- b) le paiement par le franchisé éventuel d'une contrepartie relativement à la franchise.

Avis de la
cessation de
l'emploi

Délivrance du
document
d'information

Moment de la
délivrance

Changement
d'un fait
important

Moment de
la remise des
changements

Notice of end
of employ-
ment

Delivery of
disclosure
document

Time for
delivery

Changes in
material fact

Time for de-
livery of
changes

PART IV EXEMPTIONS

Exemptions

15. (1) Sections 4, 5, 11 and 14 do not apply to,

- (a) an offer or sale of a franchise by a franchisee if,
 - (i) the franchisee is not the franchisor or an associate of the franchisor or a director, officer or employee of the franchisor or its associate,
 - (ii) the offer or sale is for the franchisee's own account,
 - (iii) in the case of a master franchise, the entire franchise is offered or sold,
 - (iv) the offer or sale is not effected by or through the franchisor, and
 - (v) in the five years before making an offer to sell, the franchisee has not sold a franchise;
- (b) an offer or sale of a franchise to a person who has been for at least two years an officer or director of the franchisor or its associate for that person's own account;
- (c) an offer or sale of an additional franchise to an existing franchisee if that additional franchise is substantially the same as the franchise that the franchisee has operated for at least two years at the time of the offer or sale;
- (d) a renewal or extension of an existing franchise agreement if there is no interruption in the operation of the franchised business and there is no material change in the franchise relationship;
- (e) an offer or sale of a franchise if the franchisee is required to make a total annual investment of \$1,000 or less to acquire and operate the franchise;
- (f) an offer or sale of a franchise by an executor, administrator, sheriff, receiver, trustee, trustee in bankruptcy or guardian on behalf of a person other than the franchisor or the estate of the franchisor;
- (g) an offer or sale of a right to a person to sell goods or services within or adjacent

PARTIE IV EXEMPTIONS

Exemptions

15. (1) Les articles 4, 5, 11 et 14 ne s'appliquent pas aux éléments suivants :

- a) l'offre ou la vente d'une franchise par un franchisé si les conditions suivantes sont réunies :
 - (i) le franchisé n'est pas le franchiseur ni une personne qui a un lien avec lui, ni un administrateur, un dirigeant ou un employé du franchiseur ou d'une personne qui a un lien avec lui,
 - (ii) l'offre ou la vente est effectuée pour le propre compte du franchisé,
 - (iii) dans le cas d'une franchise maîtresse, la totalité de la franchise est offerte ou vendue,
 - (iv) l'offre ou la vente n'est pas effectuée par le franchiseur ni par son intermédiaire,
 - (v) le franchisé n'a pas vendu de franchise au cours des cinq ans qui précèdent son offre de vente;
- b) l'offre ou la vente d'une franchise à un particulier qui a été pendant au moins deux ans un dirigeant ou un administrateur du franchiseur ou d'une personne qui a un lien avec lui pour le propre compte de ce particulier;
- c) l'offre ou la vente d'une franchise supplémentaire à un franchisé si cette dernière est essentiellement la même que la franchise que le franchisé exploite depuis au moins deux ans au moment de l'offre ou de la vente;
- d) le renouvellement ou la prorogation d'un contrat de franchisage s'il n'y a pas d'interruption dans l'exploitation de l'activité commerciale franchisée et qu'il n'y a pas de changement important dans les rapports de franchisage;
- e) l'offre ou la vente d'une franchise si le franchisé est tenu de faire un investissement total annuel de 1 000 \$ ou moins pour acquérir et exploiter la franchise;
- f) l'offre ou la vente d'une franchise par un exécuteur testamentaire, un administrateur successoral, un shérif, un séquestre, un fiduciaire, un syndic de faillite ou un tuteur au nom d'une personne autre que le franchiseur ou la succession de ce dernier;
- g) l'offre ou la vente, à une personne, du droit de vendre des biens ou des services

to a retail establishment as a department or division of the establishment, if the person is not required to purchase goods or services from the operator of the retail establishment.

dans un établissement de commerce de détail ou dans un endroit qui lui est adjacent comme un service ou une division de l'établissement, si la personne n'est pas tenue d'acheter des biens ou des services de l'exploitant de cet établissement.

Sale not effected through franchisor

- (2) For the purpose of subclause (1) (a) (iv), a sale is not effected by or through a franchisor if,
- (a) the prospective franchisee merely signs franchise agreements with terms that do not differ in a material way from the franchise agreements with the existing franchisee; or
 - (b) the franchisor has a reasonable right to approve or disapprove the sale or requires payment of a reasonable transfer fee.

- (2) Pour l'application du sous-alinéa (1) a) (iv), la vente n'est pas effectuée par le franchisseur ni par son intermédiaire si, selon le cas :
- a) le franchisé éventuel ne fait que signer des contrats de franchisage dont les conditions ne diffèrent pas de façon importante de celles des contrats de franchisage conclus avec le franchisé actuel;
 - b) le franchiseur a un droit raisonnable d'approuver ou non la vente ou exige le paiement de droits de cession raisonnables.

La vente n'est pas effectuée par l'intermédiaire du franchisseur

Interruption in operation of franchise

- (3) For the purpose of clause (1) (d), an interruption in the operation of the franchised business solely for the purpose of renovating the premises or relocating the business is not a material change in the franchise relationship or an interruption in the operation of the franchised business.

- (3) Pour l'application de l'alinéa (1) d), l'interruption de l'exploitation de l'activité commerciale franchisée aux seules fins d'en rénover les locaux ou de déménager celle-ci ne constitue pas un changement important dans les rapports de franchisage ni une interruption de l'exploitation de cette activité.

Interruption de l'exploitation de la franchise

Discretionary exemptions

16. (1) If it is satisfied that to do so would not be prejudicial to the public interest, the Commission may make an order exempting an offer or sale of a franchise or a class or type of offer, sale or franchise from any one or more of sections 4, 5, 11 and 14 or all or any part of a regulation made under this Act.

16. (1) Si elle est convaincue que cela ne nuirait pas à l'intérêt public, la Commission peut rendre une ordonnance soustrayant l'offre ou la vente d'une franchise, ou une catégorie ou une sorte d'offre, de vente ou de franchise, à l'application d'un ou de plusieurs des articles 4, 5, 11 et 14 ou de l'une quelconque ou de l'ensemble des dispositions d'un règlement pris en application de la présente loi.

Exemptions discrétionnaires

Terms or conditions

- (2) The order may be subject to any terms or conditions that the Commission considers necessary.

- (2) L'ordonnance peut être assortie des conditions que la Commission estime nécessaires.

Conditions

Effective date

- (3) An order may provide that it is effective as of a date before it was made.

- (3) L'ordonnance peut prévoir qu'elle a un effet rétroactif.

Date d'entrée en vigueur

PART V
STANDARDS OF CONDUCT

PARTIE V
NORMES DE CONDUITE

Good faith

17. (1) Every party to a franchise agreement shall perform the obligations and exercise the rights under the agreement in good faith.

17. (1) Toutes les parties à un contrat de franchisage exécutent les obligations et exercent les droits prévus au contrat de bonne foi.

Bonne foi

Same

- (2) Good faith means honesty in fact and the observance of commercially reasonable standards of fair dealing throughout the franchise relationship.

- (2) L'expression «de bonne foi» s'entend de l'honnêteté de fait et de l'observation de normes raisonnables sur le plan commercial de rapports équitables tant qu'existent des rapports de franchisage.

Idem

Reasonable performance standards

- (3) Neither the franchisor or its associate nor the franchisee may impose unreasonable performance standards on the other with respect to the franchise.

- (3) Ni le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui ni le franchisé ne peut imposer à l'autre des normes de rendement déraisonnables en ce qui a trait à la franchise.

Normes de rendement raisonnables

Commercially reasonable standard

(4) If a franchise agreement contains any unilateral, arbitrary or discretionary right, the party exercising the right must exercise it in a commercially reasonable manner, balancing the interests of the franchisor, the franchisee and the collective interests of the franchisor and all the franchisees of that franchisor.

Encroachment prohibited

(5) A franchisor or its associate shall not establish a point of sale for the same or similar goods or services offered for sale by the franchisee within the area specified in the franchise agreement or, if no such area is specified, within an area that is likely to adversely affect the sales of the franchisee.

Source of supplies and services

18. (1) A franchisor or its associate shall not, directly or indirectly, prohibit a franchisee from obtaining equipment, fixtures, supplies or services used in the setting up or operating of the franchised business from sources chosen by the franchisee, except that the equipment, fixtures, supplies or services may be required to meet uniform system-wide standards that are consistently applied and enforced by the franchisor.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of reasonable quantities of equipment, fixtures, supplies or services that the franchisee is required to obtain from the franchisor or its associate where the equipment, fixtures, supplies or services are substantially associated with a trademark, trade name, trade secret or advertising or commercial symbol of the franchisor or its associate or designating the franchisor or its associate, or with a patent owned by or licensed to the franchisor or its associate.

Payments into trust

19. At the request of a franchisor, its associate or a prospective franchisee, investments or other funds to be paid by any of those parties to another shall be placed in trust in accordance with the regulations.

Non-renewal of franchise agreement

20. (1) A franchisor or its associate shall not refuse to renew a franchise agreement unless the franchisee has received six months' notice of the refusal and,

(a) the franchisee will be entitled to continue to conduct substantially the same type of business in the same area after the expiration of the franchise agreement; or

(4) Si un contrat de franchisage prévoit un droit unilatéral, arbitraire ou discrétionnaire, la partie qui l'exerce doit le faire d'une manière raisonnable sur le plan commercial en conciliant les intérêts du franchiseur et du franchiseé, ainsi que les intérêts collectifs du franchiseur et de tous ses franchiseés.

Normes raisonnables sur le plan commercial

(5) Le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui ne doit pas établir un point de vente pour des biens ou services identiques ou semblables à ceux que le franchiseé met en vente dans le secteur précisé dans le contrat de franchisage ou, si ce dernier ne précise pas de secteur, dans un secteur qui nuira probablement aux ventes du franchiseé.

Empiètement interdit

18. (1) Ni le franchiseur ni une personne qui a un lien avec lui ne doit, directement ou indirectement, interdire au franchiseé de se procurer auprès de sources de son choix du matériel des accessoires fixes, des fournitures ou des services nécessaires à l'établissement ou à l'exploitation de l'activité commerciale franchisee. Toutefois, il peut être exigé que le matériel, les accessoires fixes, les fournitures ou les services respectent des normes uniformes à l'échelle du réseau, que le franchiseur applique et fait respecter de façon uniforme.

Source de fournitures et de services

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à des quantités raisonnables de matériel, d'accessoires fixes, de fournitures ou de services que le franchiseé est tenu de se procurer auprès du franchiseur ou d'une personne qui a un lien avec lui si l'équipement, les accessoires fixes, les fournitures ou les services sont associés essentiellement soit à une marque de commerce, à un nom commercial, à un secret industriel ou à un symbole publicitaire ou commercial qui appartient au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui ou qui désigne celui-ci ou celle-ci, soit à un brevet d'invention qui appartient au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui, ou que l'un ou l'autre peut exploiter aux termes d'une licence.

Exception

19. À la demande du franchiseur, d'une personne qui a un lien avec lui ou d'un franchiseé éventuel, les sommes investies ou autres fonds qu'une de ces parties doit payer à l'autre sont placés en fiducie conformément aux règlements.

Paiements en fiducie

20. (1) Ni le franchiseur ni une personne qui a un lien avec lui ne doit refuser de renouveler un contrat de franchisage, sauf si le franchiseé a reçu un préavis de six mois du refus et que selon le cas :

Non-renouvellement du contrat de franchisage

a) le franchiseé aura le droit de continuer à exercer essentiellement la même sorte d'activité commerciale dans la même région après l'expiration du contrat de franchisage;

- (b) the franchisee will be compensated either by repurchase or by other means for the fair market value of the franchised business, as if the franchise agreement had been renewed for the same period as in the original franchise agreement.

Fair market value

(2) The fair market value of a franchised business shall be,

- (a) determined by an impartial appraiser whose appointment is acceptable to the franchisor or its associate and the franchisee; and
- (b) based on a method of valuation that is recognized as being appropriate for that industry.

Use of trademarks, etc.

(3) Unless the franchisor or its associate agrees, clause (1) (a) does not give the right to the franchisee to use any trademark or other proprietary information of the franchisor or its associate.

Terms of renewal

(4) If the parties cannot agree on the terms of the renewal, the terms of the renewal shall be at least substantially the same as the terms being offered to prospective franchisees, provided that the terms do not materially change the rights and duties of the parties.

Termination of franchise agreement

21. (1) A franchisor or its associate shall not unilaterally terminate a franchise agreement before its expiration unless,

- (a) there is good cause; and
- (b) the franchisor has notified the franchisee in accordance with section 23.

Meaning of "good cause"

(2) For the purposes of this section, "good cause" includes,

- (a) the failure of the franchisee,
 - (i) to comply with a lawful material provision of the franchise agreement after receiving a notice and a 10-day period to cure the default, or
 - (ii) if the default cannot be cured within the 10-day period, to initiate within the 10-day period substantial continuing action to cure the default;
- (b) any case where the franchisee,

- b) le franchiseé sera indemnisé, par rachat ou autrement, de la juste valeur marchande de l'activité commerciale franchisée, comme si le contrat de franchisage avait été renouvelé pour la même période que celle prévue dans le contrat de franchisage initial.

(2) La juste valeur marchande de l'activité commerciale franchisée réunit les conditions suivantes :

Juste valeur marchande

- a) elle est fixée par un estimateur impartial que le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui et le franchiseé jugent acceptable;
- b) elle est fondée sur une méthode d'évaluation qui est reconnue comme étant appropriée dans ce secteur.

(3) Sauf si le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui y consent, l'alinéa (1) a) ne donne pas au franchiseé le droit d'utiliser une marque de commerce de l'un ou de l'autre ou d'autres informations couvertes par des droits de propriété.

Utilisation des marques de commerce

(4) Si les parties ne peuvent s'entendre sur les conditions du renouvellement, ces conditions sont au moins essentiellement les mêmes que celles offertes aux franchiseés éventuels, à la condition qu'elles ne modifient pas de façon importante les droits et les obligations des parties.

Conditions du renouvellement

21. (1) Le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui ne doit pas résilier unilatéralement le contrat de franchisage avant son expiration sauf si les conditions suivantes sont réunies :

Résiliation du contrat de franchisage

- a) il existe un motif valable de ce faire;
- b) le franchiseur a avisé le franchiseé conformément à l'article 23.

(2) Pour l'application du présent article, «motif valable» s'entend notamment des éléments suivants :

Sens de «motif valable»

- a) le défaut du franchiseé :
 - (i) de se conformer à une disposition importante légitime du contrat de franchisage après avoir reçu un avis et après avoir joui d'une période de 10 jours pour remédier à la situation,
 - (ii) s'il ne peut être remédié à la situation au cours de la période de 10 jours, de prendre, au cours de cette période, des mesures courantes significatives pour y remédier;
- b) toute situation où le franchiseé, selon le cas :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> (i) is bankrupt or is declared legally insolvent, (ii) makes an assignment for the benefit of creditors or a similar disposition of the assets of the franchised business, (iii) voluntarily abandons the franchised business, (iv) is convicted of an offence under a law in force in Ontario that substantially impairs the goodwill associated with the franchisor's or its associate's trademark, trade name or trade secret, or an advertising or commercial symbol of or designating the franchisor or its associate, or with a patent owned by or licensed to the franchisor or its associate, (v) fails, on two or more occasions, to comply with a lawful, material provision of the franchise agreement, if the enforcement of the provision is similar to that imposed on all other franchisees, or (vi) operates the franchised business in a manner that endangers public health or safety. | <ul style="list-style-type: none"> (i) fait faillite ou est déclaré légalement insolvable, (ii) fait une cession des biens de l'activité commerciale franchisée au profit des créanciers ou aliène ces biens de façon semblable, (iii) abandonne volontairement l'activité commerciale franchisée, (iv) est déclaré coupable d'une infraction à une loi en vigueur en Ontario qui compromet considérablement l'achalandage associé soit à une marque de commerce, à un nom commercial, à un secret industriel ou à un symbole publicitaire ou commercial qui appartient au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui ou qui désigne celui-ci ou celle-ci, soit à un brevet d'invention qui appartient au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui, ou que l'un ou l'autre peut exploiter aux termes d'une licence, (v) ne se conforme pas, à deux reprises ou plus, à une disposition importante légitime du contrat de franchisage si la disposition est exécutoire de la même façon pour tous les franchisés, (vi) exploite l'activité commerciale franchisée d'une manière qui met en danger la santé ou la sécurité du public. |
|---|---|

Transfer of
franchise

22. (1) A franchisor or its associate shall not refuse to approve a transfer of a franchise or an interest in a franchise unless,

- (a) there is good cause; and
- (b) the franchisor has notified the franchisee in accordance with section 23.

Meaning of
"good cause"

(2) For the purposes of this section, "good cause" includes any case where,

- (a) the prospective franchisee fails to meet the franchisor's written reasonable standards then in effect for a new franchisee;
- (b) the prospective franchisee or its associate is a competitor of the franchisor or its associate;
- (c) the prospective franchisee is unable or unwilling to be bound by a lawful obligation imposed by the existing franchise agreement;

22. (1) Le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui ne doit pas refuser d'approuver la cession d'une franchise ou d'un intérêt dans celle-ci sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) il existe un motif valable de ce faire;
- b) le franchiseur a avisé le franchisé conformément à l'article 23.

(2) Pour l'application du présent article, «motif valable» s'entend notamment des cas suivants :

- a) le franchisé éventuel ne satisfait pas aux normes raisonnables écrites du franchiseur qui sont alors en vigueur pour un nouveau franchisé;
- b) le franchisé éventuel ou une personne qui a un lien avec lui est un concurrent du franchiseur ou d'une personne qui a un lien avec lui;
- c) le franchisé éventuel ne peut pas ou ne veut pas être lié par une obligation légitime imposée par le contrat de franchisage existant;

Cession de la
franchise

Sens de «mo-
tif valable»

- (d) the franchisee or prospective franchisee fails to cure a default under a franchise agreement with the franchisor or its associate existing at the time of the proposed transfer.

Approval of transfer

(3) If approval of a transfer is required by the franchise agreement, the franchisor or its associate shall not unreasonably withhold that approval.

Deemed approval

(4) A franchisor or its associate shall be deemed to have approved a transfer unless the franchisee receives written notice of the reasons for disapproval within 30 days of the franchisor's or its associate's receipt of the written notice of the proposed transfer.

Notices

23. (1) A notice under section 20, 21 or 22 must,

- (a) be in writing; and
- (b) contain a statement of the intention not to renew, to terminate or to refuse to approve the transfer of the franchise, as the case may be, together with,
 - (i) the reasons for the non-renewal, termination or refusal to approve the transfer, and
 - (ii) the effective date of the non-renewal or termination.

Request to transfer

(2) A notice of a request for approval to transfer a franchise by a franchisee must be in writing.

Notice void for non-compliance

(3) A notice which does not comply with this section is void.

Right to associate

24. (1) A franchisor shall not, directly or indirectly, prohibit or restrict a franchisee from forming an organization of franchisees or from associating with other franchisees in any organization of franchisees.

Same

(2) A franchisor shall not directly or indirectly penalize a franchisee for engaging in the activities described in subsection (1).

Disclosure by prospective franchisee

25. A prospective franchisee shall give information to the franchisor that the franchisee knows or should know is relevant to, or would have an effect on, the decision of the franchisor to enter into a franchise agreement with that franchisee.

Continuing obligations of franchisee

26. A franchisee who becomes aware of a contravention of this Act or the regulations by a franchisor or its associate or salesperson that causes a loss to the franchisee shall,

- d) au moment de la cession proposée, il y avait manquement à un contrat de franchise conclu avec le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui, situation à laquelle le franchisé ou le franchisé éventuel ne remédie pas.

(3) Si le contrat de franchise exige l'approbation de la cession, le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui ne doit pas refuser cette approbation pour des motifs déraisonnables.

(4) Le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui est réputé avoir approuvé la cession sauf si le franchisé reçoit un avis écrit des motifs du refus de l'approuver dans les 30 jours de la réception, par le franchiseur ou par une personne qui a un lien avec lui, de l'avis écrit de la cession proposée.

23. (1) L'avis prévu à l'article 20, 21 ou 22 doit :

- a) d'une part, être donné par écrit;
- b) d'autre part, contenir une déclaration de l'intention de ne pas renouveler la franchise, de la résilier ou de refuser d'en approuver la cession, selon le cas, ainsi que les éléments suivants :
 - (i) les motifs du non-renouvellement, de la résiliation ou du refus d'approuver la cession,
 - (ii) la date d'entrée en vigueur du non-renouvellement ou de la résiliation.

(2) Le franchisé doit donner par écrit l'avis d'une demande d'approbation de la cession d'une franchise.

(3) L'avis qui n'est pas conforme au présent article est nul.

24. (1) Le franchiseur ne doit pas, directement ou indirectement, interdire au franchisé de former un organisme de franchisés ou de s'associer à d'autres franchisés au sein d'un organisme de franchisés, ni lui imposer des restrictions à cet égard.

(2) Le franchiseur ne doit pas, directement ou indirectement, pénaliser le franchisé qui se livre aux activités visées au paragraphe (1).

25. Le franchisé éventuel donne au franchiseur les renseignements dont il sait ou devrait savoir qu'ils se rapportent à la décision du franchiseur de conclure un contrat de franchise avec lui ou auraient une incidence sur celle-ci.

26. Le franchisé qui apprend que le franchiseur, une personne qui a un lien avec lui ou son représentant a commis une contravention à la présente loi ou aux règlements qui lui fait subir une perte fait ce qui suit :

Approbation de la cession

Approbation réputée

Avis

Demande de cession

Nullité de l'avis

Droit d'association

Idem

Divulgence d'un franchisé éventuel

Obligations courantes du franchisé

- (a) take reasonable steps to minimize the loss; and
- (b) promptly take reasonable steps to resolve the matter with the franchisor, associate or salesperson who the franchisee believes is responsible for the loss.

Obligations
of salesperson

27. A salesperson shall act in good faith in dealings with a prospective franchisee and shall not knowingly mislead or make any misrepresentations to a prospective franchisee.

PART VI DISPUTE RESOLUTION AND JUDICIAL REMEDIES

Mediation

28. (1) If a dispute relating to a franchise arises between the franchisee and the franchisor or its associate and has not been resolved by agreement between the parties, then either party may refer the matter in dispute to a mediator.

Starting the
process

(2) The party seeking mediation shall file an application for the appointment of a mediator with the Commission.

Mediator's
appointment

(3) The Director shall ensure that a mediator is appointed promptly in accordance with the regulations.

Mediation

(4) The mediator shall enquire into the issues in dispute and attempt to effect a settlement of as many of the issues as possible within the prescribed time.

Extension of
time

(5) The parties may by agreement extend the time for the completion of the mediation process, even if the time for completion has expired.

Notice of
failure

(6) If at any time before a settlement is effected the mediator is of the opinion that mediation will fail, he or she shall promptly notify the parties.

Same

(7) Mediation has failed when the mediator has given notice to the parties that in his or her opinion mediation will fail, or when the prescribed or agreed time for mediation has expired and no settlement has been reached.

Mediator's
report

(8) If mediation fails, the mediator, in addition to any notice required to be given, shall prepare and give to the parties a report setting out the mediator's description of the issues that remain in dispute.

Litigation

29. (1) If mediation fails, either party may start proceedings in the Ontario Court (General Division).

- a) il prend des mesures raisonnables pour minimiser la perte;
- b) il prend promptement des mesures raisonnables pour résoudre la question avec le franchiseur, la personne qui a un lien avec lui ou le représentant qu'il croit responsable de la perte.

27. Le représentant agit de bonne foi dans ses rapports avec le franchisé éventuel et ne doit pas sciemment induire ce dernier en erreur ni lui faire des présentations inexactes des faits.

PARTIE VI RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET RECOURS EN JUSTICE

Obligations
du représentant

Médiation

28. (1) Si un différend touchant à la franchise survient entre le franchisé et le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui et qu'il n'a pu être résolu par entente entre les parties, l'une ou l'autre de celles-ci peut renvoyer la question en litige à un médiateur.

(2) La partie qui demande la médiation dépose auprès de la Commission une requête pour qu'un médiateur soit désigné.

Commencement de la
procédure

(3) Le directeur veille à ce qu'un médiateur soit désigné promptement conformément aux règlements.

Désignation
d'un médiateur

(4) Le médiateur examine les questions en litige et tente d'amener les parties à accepter un règlement sur le plus grand nombre possible de questions dans le délai prescrit.

Médiation

(5) Les parties peuvent, par entente, proroger le délai de clôture de la procédure de médiation, même si celui-ci a expiré.

Prorogation
du délai

(6) Si, avant qu'un règlement soit conclu, le médiateur estime que la médiation échouera, il en avise promptement les parties.

Avis d'échec

(7) La médiation a échoué lorsque le médiateur a donné aux parties un avis portant que, selon lui, la médiation échouera, ou lorsque le délai prescrit ou convenu pour la médiation a expiré et que les parties ne sont parvenues à aucun règlement.

Idem

(8) En cas d'échec de la médiation, le médiateur, outre les avis qui doivent être donnés, prépare un rapport qu'il remet aux parties et dans lequel il énonce les questions qui restent en litige.

Rapport du
médiateur

29. (1) En cas d'échec de la médiation, l'une ou l'autre des parties peut introduire une instance devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

Poursuite

Limitation	(2) No person may bring proceedings in court unless mediation has first been sought and has failed.	(2) Nul ne doit introduire une instance devant le tribunal à moins qu'il n'y ait eu d'abord médiation et que celle-ci n'ait échoué.	Restriction
Misrepresentation in disclosure document	30. (1) If a franchisee suffers a loss because of a misrepresentation contained in a disclosure document filed under section 4 or 5 or given under section 14, the franchisee has a right of action for damages, rescission or other appropriate relief against any or all of, <ul style="list-style-type: none"> (a) the franchisor; (b) every director of the franchisor at the time the disclosure document was filed or was given; (c) any other person who signed the disclosure document. 	30. (1) Si le franchisé subit une perte en raison d'une présentation inexacte des faits dans le document d'information déposé aux termes de l'article 4 ou 5 ou remis aux termes de l'article 14, il a le droit d'intenter une action en dommages-intérêts, résolution ou autre redressement approprié contre toutes les personnes suivantes ou certaines d'entre elles : <ul style="list-style-type: none"> a) le franchiseur; b) les administrateurs du franchiseur au moment où le document d'information a été déposé ou remis; c) les autres personnes qui ont signé le document d'information. 	Présentation inexacte des faits dans le document d'information
Deemed reliance on misrepresentation	(2) If a disclosure document filed under section 4 or 5 or given under section 14 contains a misrepresentation, a franchisee who purchases a franchise to which the disclosure document relates during the period that the filing is in effect shall be deemed to have relied on the misrepresentation.	(2) Si le document d'information déposé aux termes de l'article 4 ou 5 ou remis aux termes de l'article 14 contient une présentation inexacte des faits, le franchisé qui achète la franchise visée par le document au cours de la période où le dépôt est en vigueur est réputé s'être fié à la présentation inexacte des faits.	Fait de se fier à la présentation inexacte des faits
Defence to liability	31. (1) No person is liable in an action under section 30 if the person proves that the franchisee purchased the franchise with knowledge of the misrepresentation.	31. (1) Aucune personne n'est tenue responsable dans une action intentée en vertu de l'article 30 si elle prouve que le franchisé a acheté la franchise en ayant connaissance de la présentation inexacte des faits.	Défense
Same	(2) No person, other than the franchisor, is liable in an action under section 30 if the person proves that the disclosure document was filed without his or her knowledge or consent and that on becoming aware of its filing the person promptly filed a notice with the Director that the disclosure document was filed without his or her knowledge or consent.	(2) Aucune personne, à l'exclusion du franchiseur, n'est tenue responsable dans une action intentée en vertu de l'article 30 si elle prouve que le document d'information a été déposé à son insu ou sans son consentement et qu'elle a promptement déposé un avis à cet effet auprès du directeur dès qu'elle a eu connaissance du dépôt.	Idem
Breach of standards	32. If a franchisee suffers a loss because of a contravention of section 19, 20, 21, 22 or 24 or any ruling or order of the Commission under this Act by the franchisor or its associate, the franchisee has a right of action for damages, rescission or other appropriate relief against, <ul style="list-style-type: none"> (a) the franchisor or its associate, as the case may be; and (b) every director of the franchisor or its associate, as the case may be. 	32. Si le franchisé subit une perte du fait que le franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui a contravenu à l'article 19, 20, 21, 22 ou 24 ou à une décision ou ordonnance de la Commission visée par la présente loi, il a le droit d'intenter une action en dommages-intérêts, résolution ou autre redressement approprié contre les personnes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) le franchiseur ou la personne qui a un lien avec lui, selon le cas; b) les administrateurs du franchiseur ou de la personne qui a un lien avec lui, selon le cas. 	Manquement aux normes
Breach of obligations by salesperson	33. If a franchisee suffers a loss because of a contravention of section 27, the franchisee has a right of action for damages, rescission or other appropriate relief against the salesperson, the franchisor and every director of the franchisor.	33. Si le franchisé subit une perte en raison d'une contravention à l'article 27, il a le droit d'intenter une action en dommages-intérêts, résolution ou autre redressement approprié contre le représentant, le franchiseur et les administrateurs de ce dernier.	Manquement aux obligations du représentant

Effect of obligations

34. Failure by a franchisee or franchisor or its associate to fulfil the responsibilities referred to in Part V may be considered in assessing or apportioning damages.

34. Le défaut, par le franchisé, le franchiseur ou une personne qui a un lien avec ce dernier, de s'acquitter des responsabilités visées à la partie V peut être pris en considération lors de l'évaluation ou de la répartition des dommages-intérêts.

Effet des obligations

Joint and several liability

35. Where two or more persons are found to be liable or accept liability, they are jointly and severally liable.

35. Si deux personnes ou plus sont tenues responsables ou acceptent une responsabilité, elles sont solidairement responsables.

Responsabilité solidaire

Unconscionable agreements

36. If in an action a court finds a franchise agreement or any part of it to be unconscionable, the court may,

36. Si un tribunal conclut, dans le cadre d'une action, que le contrat de franchisage ou l'une de ses parties est exorbitant, il peut, selon le cas :

Contrats exorbitants

- (a) refuse to enforce the franchise agreement;
- (b) refuse to enforce the unconscionable clause;
- (c) enforce the franchise agreement or clause in a way that will avoid any unconscionable result; or
- (d) make any other order it considers appropriate in the circumstances.

- a) refuser d'ordonner l'exécution du contrat de franchisage;
- b) refuser d'ordonner l'exécution de la clause exorbitante;
- c) ordonner l'exécution du contrat de franchisage ou de la clause d'une manière qui éviterait un résultat exorbitant;
- d) rendre toute autre ordonnance qu'il estime appropriée dans les circonstances.

Failure to file

37. If a franchisor fails to file a disclosure document under clause 4 (1) (a) or subsection 4 (5), or changes under section 5, a franchisee may withdraw an offer to purchase or terminate the franchise agreement by sending a notice to the franchisor or its associate, as the case may be, no later than 180 days after discovering the contravention.

37. Si le franchiseur ne dépose pas de document d'information aux termes de l'alinéa 4 (1) a) ou du paragraphe 4 (5), ou de changement aux termes de l'article 5, le franchisé peut retirer une offre d'achat ou résilier le contrat de franchisage en envoyant un avis au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui, selon le cas, au plus tard 180 jours après la découverte de la contravention.

Dépôt non effectué

Failure to give disclosure document

38. If a franchisor contravenes section 14, a franchisee may withdraw the offer to purchase or terminate the franchise agreement by giving a notice to the franchisor or its associate, as the case may be, no later than 60 days after receiving the documents referred to in section 14.

38. Si le franchiseur contrevient à l'article 14, le franchisé peut retirer l'offre d'achat ou résilier le contrat de franchisage en remettant un avis au franchiseur ou à une personne qui a un lien avec lui, selon le cas, au plus tard 60 jours après la réception des documents visés à l'article 14.

Document d'information non remis

Effect of termination

39. (1) A notice given under section 37 or 38 operates,

39. (1) L'avis remis aux termes de l'article 37 ou 38 a comme effet, selon le cas :

Effet de la résiliation

- (a) to terminate the franchise agreement; or
- (b) to withdraw the offer to purchase.

- a) de résilier le contrat de franchisage;
- b) de retirer l'offre d'achat.

Compensation

(2) The franchisor or its associate, as the case may be, must, within 30 days of receiving a notice of termination under section 37 or 38, compensate the franchisee for any losses that the franchisee has incurred in acquiring, setting up and operating the franchised business including,

(2) Le franchiseur ou la personne qui a un lien avec lui, selon le cas, doit, dans les 30 jours de la réception de l'avis de résiliation visé à l'article 37 ou 38, indemniser le franchisé des pertes que ce dernier a subies en acquérant, en établissant et en exploitant l'activité commerciale franchisée. L'un ou l'autre, selon le cas, doit notamment :

Indemnisation

- (a) repaying all money that has been paid to the franchisor, its associate and the salesperson in respect of the franchise;

- a) rembourser toutes les sommes d'argent qui ont été payées au franchiseur, à la personne qui a un lien avec lui et au représentant en ce qui a trait à la franchise;

(b) compensating the franchisee for the expenses that the franchisee has incurred in setting up the franchised business.

Rights at law

40. A right of action or the right to terminate a franchise agreement conferred by this Part is in addition to and does not derogate from any other right a franchisee may have at law.

Action by franchisee association

41. (1) In this section, “franchisee association” means a corporation that has as its primary objective the protection or advancement of the interests of franchisees.

Same

(2) A franchisee association may start proceedings in the Ontario Court (General Division) against a franchisor in respect of an activity that the franchisee association alleges contravenes this Act in the same manner that a franchisee could start those proceedings.

Same

(3) A franchisee association does not need to have an interest in or be affected by the subject-matter of the proceedings in order to start proceedings under subsection (2).

Security for costs

(4) When proceedings are started under this section, the Court may order a franchisee association to give security for the costs of the proceedings in an amount the Court considers proper.

Powers of Court

(5) If a franchisee association is successful in its claim, the Court may do any or all of the following:

1. Declare that the franchisor has contravened this Act or the regulations.
2. Grant an injunction restraining the franchisor from engaging in the activity or a similar activity that would or could contravene this Act.
3. Award costs.

PART VII ENFORCEMENT

Investigations

42. (1) The Director may make any investigations that he or she considers necessary,

- (a) in respect of the administration of this Act and the regulations; or
- (b) into any matter relating to the offer or sale of franchises.

Same

(2) In conducting an investigation, the Director may require a person,

- (a) to give written replies to questions; and
- (b) to give to the Director any information the Director considers necessary for the investigation.

b) indemniser le franchisé des dépenses que ce dernier a engagées en établissant l'activité commerciale franchisée.

Droits

40. Le droit d'intenter une action ou de résilier un contrat de franchisage que confère la présente partie ne porte pas atteinte aux autres droits qu'a le franchisé en droit, mais s'y ajoute.

41. (1) Dans le présent article, «association de franchisés» s'entend d'une personne morale dont l'objectif premier est la protection ou la promotion des intérêts des franchisés.

Action de l'association de franchisés

(2) Une association de franchisés peut, comme le pourrait un franchisé, intenter une poursuite devant la Cour de l'Ontario (Division générale) contre un franchiseur en ce qui a trait à une activité qui, selon elle, contrevient à la présente loi.

Idem

(3) L'association de franchisés n'a pas besoin d'avoir un intérêt dans l'objet de la poursuite ni d'être touchée par celui-ci pour intenter une poursuite en vertu du paragraphe (2).

Idem

(4) Lorsqu'une poursuite est intentée en vertu du présent article, la Cour peut ordonner à l'association de franchisés de verser un cautionnement pour les dépens de la poursuite selon un montant qu'elle estime juste.

Cautionnement pour dépens

(5) Si l'association de franchisés remporte gain de cause, la Cour peut prendre l'une quelconque ou l'ensemble des mesures suivantes :

Pouvoirs de la Cour

1. Déclarer que le franchiseur a contrevenu à la présente loi ou aux règlements.
2. Accorder une injonction pour empêcher le franchiseur de se livrer à l'activité ou à une activité semblable qui contreviendrait ou qui pourrait contrevenir à la présente loi.
3. Adjuger les dépens.

PARTIE VII EXÉCUTION

42. (1) Le directeur peut faire les enquêtes qu'il estime nécessaires sur l'un ou l'autre des éléments suivants :

Enquêtes

- a) l'application de la présente loi et des règlements;
- b) toute question touchant à l'offre ou à la vente de franchises.

(2) Dans le cadre de l'enquête, le directeur peut exiger d'une personne :

Idem

- a) d'une part, qu'elle réponde par écrit à des questions;
- b) d'autre part, qu'elle donne au directeur les renseignements qu'il estime nécessaires à l'enquête.

Power to enter and search	43. (1) If the Director has reason to believe that this Act is not being complied with, the Director may apply to the Divisional Court for an order authorizing the Director to enter and search anywhere for evidence that this Act has been contravened or of the extent of the contravention.	43. (1) Si le directeur a des motifs de croire que la présente loi n'a pas été observée, il peut, par voie de requête, demander à la Cour divisionnaire de rendre une ordonnance l'autorisant à perquisitionner n'importe où à la recherche de preuves qu'il y a eu contravention à la présente loi ou de l'étendue de cette contravention.	Pouvoir de perquisitionner
Notice not required	(2) The application may be made without notice to any person.	(2) La requête peut se faire sans préavis.	Préavis non nécessaire
Order	(3) The Court may make any order it considers appropriate, with or without conditions.	(3) La Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime appropriée et l'assortir ou non de conditions.	Ordonnance
Seizure of property	44. (1) If an entry and search order is made, the Director may look at, take away, take extracts from or copy anything relevant to the search.	44. (1) Si une ordonnance de perquisition a été rendue, le directeur peut examiner toute chose pertinente à la perquisition, l'emporter et en tirer des extraits ou en faire des copies.	Saisie de biens
Return of original documents	(2) The Director must give to the person who is in control of the premises that have been entered and searched a receipt for anything taken away after a search and must return the original as soon as possible after it is removed.	(2) Le directeur doit remettre à la personne qui a le contrôle des locaux ayant fait l'objet de la perquisition un reçu pour toute chose emportée au moment de la perquisition. Il doit également retourner l'original le plus tôt possible après l'avoir retiré.	Retour des documents originaux
Variation of order	45. (1) A person may apply to the Ontario Court (General Division), (a) to have an entry and search order changed or cancelled; or (b) for an order declaring that an entry and search order was improperly made.	45. (1) Une personne peut, par voie de requête, demander à la Cour de l'Ontario (Division générale) : a) soit de modifier ou d'annuler l'ordonnance de perquisition; b) soit de rendre une ordonnance déclarant que l'ordonnance de perquisition a été rendue incorrectement.	Modification de l'ordonnance
Same	(2) The Court may make any order it considers appropriate, with or without conditions.	(2) La Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime appropriée et l'assortir ou non de conditions.	Idem
Confidentiality	46. (1) No person shall disclose, except to his or her counsel, information or evidence obtained in an investigation under this Part without the consent of the Director.	46. (1) Nul ne doit divulguer sans le consentement du directeur, sauf à son avocat, des renseignements ou des preuves obtenues au cours d'une enquête faite en vertu de la présente partie.	Confidentialité
Disclosure permitted	(2) Where the Director considers it in the public interest to do so, he or she may by order at any time authorize, on any terms or conditions that he or she considers appropriate, the release of information, records, documents or things obtained in an investigation under this Part, or copies of them, to, (a) any person; or (b) any government, government agency or regulatory body that is empowered by the laws of a jurisdiction to regulate franchises.	(2) Si le directeur estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire, il peut, par ordre, autoriser, aux conditions qu'il estime appropriées, la divulgation de renseignements ou la remise de dossiers, de documents ou d'objets obtenus au cours d'une enquête faite en vertu de la présente partie, ou de copies de ceux-ci : a) soit à une personne; b) soit à un gouvernement, à un organisme gouvernemental ou à un organisme de réglementation qui est habilité, en vertu des lois d'une autorité législative, à réglementer des franchises.	Divulgence permise
Orders by the Commission	47. (1) The Commission may, on its own motion or on the application of any person, order that,	47. (1) La Commission peut, de sa propre initiative ou à la requête d'une personne, ordonner ce qui suit :	Ordonnances de la Commission

- (a) offers or sales of franchises cease in respect of any franchise;
- (b) a person be prohibited from offering or selling franchises;
- (c) the registration of a salesperson be suspended, cancelled, restricted or made subject to terms or conditions;
- (d) any or all of the exemptions contained in section 15 do not apply to the person or franchise named in the order;
- (e) any exemption given under section 16 be suspended or revoked.

Hearing

(2) Before making an order under subsection (1), the Commission shall conduct a hearing.

Rules governing hearings

48. (1) The Commission may by regulation make rules respecting the conduct of hearings under this Act.

Same

(2) For the purposes of a hearing before the Commission, in addition to the rules made under subsection (1),

- (a) the Board has the same power as is vested in the Ontario Court (General Division) for the trial of civil actions,
 - (i) to summon and enforce the attendance of witnesses,
 - (ii) to compel witnesses to give evidence under oath or otherwise, and
 - (iii) to compel witnesses to produce documents, records and things;
- (b) the failure or refusal of a person summoned as a witness to attend a hearing, to answer questions or to produce documents, records and things that are in that person's custody or possession makes the person liable to be committed for contempt by a judge of the Ontario Court (General Division) as if in breach of an order or judgment of that Court;
- (c) the rules of evidence applicable to judicial proceedings do not apply.

Interim orders

49. (1) Despite anything in this Act, the Commission may make an interim order at any time without conducting or concluding a hearing which would otherwise be required where, in the opinion of the Commission, the length of time required to conduct a hearing and

- a) que les offres ou les ventes de franchises cessent en ce qui concerne une franchise;
- b) qu'il soit interdit à une personne d'offrir ou de vendre des franchises;
- c) que l'inscription d'un représentant soit suspendue, annulée, restreinte ou assortie de conditions;
- d) que l'une ou l'ensemble des exemptions prévues à l'article 15 ne s'appliquent pas à la personne ou à la franchise désignée dans l'ordonnance;
- e) qu'une exemption accordée en vertu de l'article 16 soit suspendue ou révoquée.

(2) Avant de rendre une ordonnance en vertu du paragraphe (1), la Commission tient une audience.

Audience

48. (1) La Commission peut, par règlement, adopter des règles relatives au déroulement des audiences prévues par la présente loi.

Règles régissant les audiences

(2) Aux fins d'une audience tenue devant la Commission, outre les règles adoptées en vertu du paragraphe (1) :

Idem

- a) la Commission est investie des mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés à la Cour de l'Ontario (Division générale) en matière d'instruction d'actions civiles pour faire ce qui suit :
 - (i) assigner des témoins et les obliger à comparaître,
 - (ii) obliger des témoins à témoigner sous serment ou autrement,
 - (iii) obliger des témoins à produire des documents, des dossiers et d'autres objets;
- b) la personne assignée comme témoin qui omet ou refuse de comparaître, de répondre à des questions ou de produire des documents, des dossiers ou des objets dont elle a la garde ou la possession est passible d'une peine d'emprisonnement pour outrage au tribunal imposée par un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) au même titre que si elle ne s'était pas conformée à une ordonnance ou à un jugement de cette Cour;
- c) les règles de preuve applicables aux instances judiciaires ne s'appliquent pas.

Ordonnances provisoires

49. (1) Malgré toute disposition de la présente loi, la Commission peut rendre une ordonnance provisoire sans tenir une audience qui serait par ailleurs exigée ni en mener une à terme si la Commission est d'avis que la tenue d'une audience et la prise d'une décision cau-

make a decision could be prejudicial to the public interest.

Same (2) An interim order expires 15 days from the day it was made.

Same (3) Despite subsection (2), the Commission may, without conducting a hearing, extend the interim order until a hearing is conducted or concluded and a decision is made, if the Commission is of the opinion that it would not be prejudicial to the public interest to do so.

Same (4) Where the Commission makes an interim order, the Commission shall send a copy of the interim order and an accompanying notice of hearing to any person that, in the opinion of the Commission, is substantially affected by the order.

Revocation or variation of decisions **50.** If the Commission is of the opinion that to do so would not be prejudicial to the public interest, the Commission may make an order revoking or varying any decision made by it.

Enforcement of order **51.** An order made under this Part may be enforced in the same manner as an order of the Ontario Court (General Division).

Undertakings **52.** (1) In this section and in section 53, “undertaking” means a written commitment to the Director or the Commission by,

(a) a franchisor or its associate or any directors, officers or employees of the franchisor or its associate; or

(b) a salesperson.

Same (2) If the Director is of the opinion that a person referred to in clause (1) (a) or (b) is not complying with this Act or the regulations, the person may enter into an undertaking with the Director or the Commission.

Same (3) An undertaking may require the person to do any one or more of the following:

1. To stop engaging in the practice described in the undertaking or to change the practice.
2. To provide compensation to franchisees who have incurred a loss.
3. To publicize the undertaking or the action being taken to stop or change a former practice.
4. To pay the costs of an investigation, hearing and any costs associated with the undertaking.
5. To do or cease to do anything else the Director or the Commission and the person agree on.

seraient un retard susceptible de nuire à l'intérêt public.

(2) L'ordonnance provisoire expire 15 jours après avoir été rendue. Idem

(3) Malgré le paragraphe (2), la Commission peut, sans tenir d'audience, proroger l'ordonnance provisoire jusqu'à ce qu'une audience soit tenue ou menée à terme et qu'une décision soit prise si elle est d'avis que cela ne nuirait pas à l'intérêt public. Idem

(4) Si la Commission rend une ordonnance provisoire, elle en envoie une copie, accompagnée d'un avis d'audience, aux personnes que, à son avis, l'ordonnance touche de façon importante. Idem

50. Si la Commission est d'avis que cela ne nuirait pas à l'intérêt public, elle peut, par ordonnance, révoquer ou modifier une de ses décisions. Révocation ou modification des décisions

51. L'ordonnance rendue en vertu de la présente partie peut être exécutée de la même manière qu'une ordonnance de la Cour de l'Ontario (Division générale). Exécution de l'ordonnance

52. (1) Au présent article et à l'article 53, «engagement» s'entend d'une promesse écrite faite au directeur ou à la Commission par l'une ou l'autre des personnes suivantes : Engagements

a) un franchiseur ou une personne qui a un lien avec lui, ou un administrateur, dirigeant ou employé de celui-ci ou de celle-ci;

b) un représentant.

(2) Si le directeur est d'avis qu'une personne visée à l'alinéa (1) a) ou b) ne se conforme pas à la présente loi ou aux règlements, cette personne peut prendre un engagement envers le directeur ou la Commission. Idem

(3) L'engagement peut obliger la personne à prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes : Idem

1. Mettre fin à la pratique décrite dans l'engagement ou la modifier.
2. Indemniser les franchisés qui ont subi une perte.
3. Faire connaître l'engagement ou la mesure pris pour mettre fin à une ancienne pratique ou pour la modifier.
4. Payer les frais associés à l'engagement de même que les frais d'enquête et d'audience.
5. Faire ou cesser de faire quoi que ce soit d'autre dont conviennent le directeur ou la Commission et la personne.

Same	(4) The contents and form of the undertaking must be satisfactory to the Director or the Commission.	(4) Le contenu et la forme de l'engagement doivent satisfaire le directeur et la Commission.	Idem
Public record	(5) The Director shall keep a public record of undertakings given under this section.	(5) Le directeur tient un dossier public des engagements pris en vertu du présent article.	Dossier public
Failure to comply	53. (1) If it appears to the Director that a person has failed to comply with or is contravening an undertaking made by the person under section 52, the Director may apply to the Commission for an order.	53. (1) S'il semble au directeur qu'une personne ne s'est pas conformée à un engagement pris en vertu de l'article 52 ou qu'elle y contrevient, il peut, par voie de requête, demander à la Commission de rendre une ordonnance.	Non-conformité
Order	(2) The Commission may, (a) order the person to comply with the undertaking; (b) restrain the person from contravening the undertaking; or (c) make any other order that it considers appropriate.	(2) La Commission peut : a) soit ordonner à la personne de se conformer à l'engagement; b) soit empêcher la personne de contrevenir à l'engagement; c) soit rendre toute autre ordonnance qu'elle estime appropriée.	Ordonnance
Limitation period	54. No proceeding under Part VI or this Part may be commenced more than three years after the day of the occurrence of the event that gave rise to the proceeding.	54. Est irrecevable la poursuite prévue à la partie VI ou à la présente partie intentée plus de trois ans après la naissance de la cause d'action.	Prescription

PART VIII APPEALS

PARTIE VIII APPELS

Appeal to Commission	55. (1) Any person directly affected by a decision of the Director may appeal the decision to the Commission within 30 days from the day the notice of the decision was sent to the person.	55. (1) Quiconque est touché directement par une décision du directeur peut interjeter appel de cette décision auprès de la Commission dans les 30 jours qui suivent le jour où l'avis de la décision lui a été envoyé.	Appel à la Commission
Same	(2) On appeal, the Commission may by order confirm the decision or make any other order the Commission considers proper.	(2) Lors d'un appel, la Commission peut, par ordonnance, confirmer la décision ou rendre toute autre ordonnance qu'elle estime appropriée.	Idem
Appeal to Divisional Court	56. (1) Any person directly affected by a decision or order of the Commission, other than an order under section 16, may appeal to the Divisional Court.	56. (1) Quiconque est touché directement par une décision ou par une ordonnance de la Commission, à l'exclusion d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 16, peut interjeter appel auprès de la Cour divisionnaire.	Appel à la Cour divisionnaire
Same	(2) The Divisional Court may, (a) confirm, vary or reject the decision or order of the Commission; (b) direct the Commission to re-hear or re-view the matter; or (c) make any decision or order that the Commission could have made.	(2) La Cour divisionnaire peut : a) soit confirmer, modifier ou rejeter la décision ou l'ordonnance de la Commission; b) soit ordonner à la Commission de tenir une nouvelle audience sur la question ou d'examiner celle-ci; c) soit rendre toute autre décision ou ordonnance que la Commission aurait pu rendre.	Idem

PART IX OFFENCES AND PENALTIES

PARTIE IX INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

Offences	57. (1) Every person who,	57. (1) Est coupable d'une infraction quiconque, selon le cas :	Infractions
----------	----------------------------------	--	-------------

- (a) makes a misrepresentation in respect of any material submitted or given under this Act or the regulations to the Commission, its representative, the Director or any person appointed to make an investigation or audit under this Act;
- (b) makes a misrepresentation in any information, report or other document required to be filed or furnished under this Act or the regulations;
- (c) fails to comply with any order of the Commission or the Director made under this Act;
- (d) fails to file within the time limits prescribed by this Act or the regulations, any document, record or report required to be filed under this Act or the regulations;
- (e) contravenes section 4, 5, 11, 14, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 27, 58, 59, 61 or 63;
- (f) interferes with an investigation under section 42;
- (g) fails to comply with an undertaking given under section 52; or
- (h) contravenes a regulation made under section 69,

is guilty of an offence.

Defence

(2) No person is guilty of an offence under clause (1) (a) or (b) if the person did not know and in the exercise of reasonable diligence could not have known that the statement was a misrepresentation.

Representations prohibited

58. No person shall make a representation that the Commission, the Director, or an employee of the Commission has in any manner expressed an opinion or passed judgment on,

- (a) the financial standing, fitness or conduct of a franchisor or its associate; or
- (b) the merits of a franchise.

Definitions

59. (1) In this section,

“compensation” means money, credits, discounts, goods or any other right or thing of value; (“rémunération”)

“pyramid franchise” means a franchise in which,

- (a) a participant is required or receives the right to recruit one or more other persons

- a) fait une présentation inexacte des faits en ce qui a trait à une pièce présentée ou remise, aux termes de la présente loi ou des règlements, à la Commission ou à une personne qui la présente, ou encore au directeur ou à une personne chargée de faire une enquête ou une vérification aux termes de la présente loi;
- b) fait une présentation inexacte des faits dans des renseignements, un rapport ou un autre document qui doivent être déposés ou fournis aux termes de la présente loi ou des règlements;
- c) ne se conforme pas à une ordonnance rendue par la Commission ou à un ordre donné par le directeur en vertu de la présente loi;
- d) ne dépose pas dans le délai prescrit par la présente loi ou par les règlements un document, un dossier ou un rapport qui doit être déposé aux termes de la présente loi ou des règlements;
- e) contrevient à l'article 4, 5, 11, 14, 17, 19, 20, 21, 22, 24, 27, 58, 59, 61 ou 63;
- f) entrave une enquête faite en vertu de l'article 42;
- g) ne se conforme pas à un engagement pris en vertu de l'article 52;
- h) contrevient à un règlement pris application de l'article 69.

(2) Aucune personne n'est coupable d'une infraction visée à l'alinéa (1) a) ou b) si elle ne savait pas et, en faisant preuve d'une diligence raisonnable, ne pouvait savoir que la déclaration constituait une présentation inexacte des faits.

Moyen de défense

58. Nul ne doit faire de déclaration selon laquelle la Commission, le directeur ou un employé de la Commission a exprimé un avis ou s'est prononcé, d'une façon ou d'une autre :

Déclaration interdite

- a) soit sur la situation financière, l'aptitude ou la conduite d'un franchiseur ou d'une personne qui a un lien avec lui;
- b) soit sur les mérites d'une franchise.

59. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

«franchise pyramidale» S'entend de la franchise à l'égard de laquelle les conditions suivantes sont réunies :

- a) un participant est tenu de recruter ou reçoit le droit de recruter une ou plusieurs autres personnes comme participants qui sont assujettis à une obligation semblable ou qui reçoivent un droit semblable;

as participants who are subject to a similar requirement or who obtain a similar right,

- (b) a participant has the right to receive compensation, the amount of which is dependent on the number of participants, and
- (c) any one or more of the following exists:
 - (i) the majority of the compensation to the participants involved will not be derived from the sale of goods or services to the public,
 - (ii) participants who obtain goods under the franchise do not receive a refund of the cost price of unsold inventory on termination of the franchise agreement,
 - (iii) there is no reasonable limitation on the number of participants to be located in any area in relation to the population within the area. (“franchise pyramidale”)

- b) un participant a le droit de recevoir une rémunération dont le montant dépend du nombre de participants;
- c) il est satisfait à l’une ou plusieurs des exigences suivantes :
 - (i) la plus grande partie de la rémunération versée aux participants ne proviendra pas de la vente de biens ou de services au public,
 - (ii) les participants qui obtiennent des biens aux termes de la franchise ne reçoivent aucun remboursement du prix coûtant de leurs stocks invendus lors de la résiliation du contrat de franchisage,
 - (iii) aucune limite raisonnable n’est imposée au nombre de participants qui sont établis dans un secteur par rapport à la population de ce secteur. («pyramid franchise»)

«rémunération» S’entend de tout droit ou de toute chose de valeur, notamment une somme d’argent, des crédits, une ristourne ou des biens. («compensation»)

(2) No person shall offer or sell a pyramid franchise.

60. (1) A person convicted of an offence under this Act is liable,

- (a) in the case of an individual, to a fine of not more than \$100,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both;
- (b) in the case of a corporation, to a fine of not more than \$250,000.

(2) Where a corporation or a person other than an individual is guilty of an offence under this Act, every director or officer of the corporation or person who authorized, permitted or acquiesced in the offence is also guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$100,000 or to imprisonment for a term of not more than two years, or to both.

(2) Nul ne doit offrir ou vendre une franchise pyramidale.

60. (1) Quiconque est déclaré coupable d’une infraction à la présente loi est passible :

- a) dans le cas d’un particulier, d’une amende d’au plus 100 000 \$ et d’un emprisonnement d’au plus deux ans, ou d’une seule de ces peines;
- b) dans le cas d’une personne morale, d’une amende d’au plus 250 000 \$.

(2) Si une personne morale ou une personne, à l’exception d’un particulier, est coupable d’une infraction à la présente loi, tout administrateur ou dirigeant de cette personne morale ou de cette personne qui a autorisé ou permis l’infraction ou y a acquiescé est également coupable d’une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d’une amende d’au plus 100 000 \$ et d’un emprisonnement d’au plus deux ans, ou d’une seule de ces peines.

PART X
PLAIN LANGUAGE
FRANCHISE AGREEMENTS

PARTIE X
CONTRATS DE FRANCHISAGE
EN LANGAGE CLAIR

61. (1) Every franchisor shall ensure that every franchise agreement to which the franchisor or its associate is a party is in readily understandable language and form.

61. (1) Le franchiseur s’assure que le contrat de franchisage auquel lui-même ou une personne qui a un lien avec lui est partie est rédigé dans un langage et dans une forme facilement compréhensibles.

(2) A franchisor who can show that reasonable efforts have been made to comply with

(2) Le franchiseur qui peut montrer que des efforts raisonnables ont été faits pour se

Pyramid franchises prohibited	Penalties	Interdiction	Pénalités
Directors' and officers' liability		Responsabilité des administrateurs et des dirigeants	
Plain language agreements		Contrats en langage clair	
Compliance		Conformité	

subsection (1) shall be deemed to be in compliance with that subsection.

PART XI ADMINISTRATION AND REGULATIONS

Filing of documents

62. (1) A document is filed under section 4, 5 or 7 when it is received by the Director with the prescribed fee.

Documents public

(2) A document filed under this Act, except information required to be filed under section 7, is public unless the Director specifies otherwise.

Maintenance of records

63. A franchisor must, in accordance with the regulations, at all times keep, and make available to the Director when requested, a complete, up-to-date set of books, records and accounts of its offers and sales of franchises.

Delegation of Director's powers

64. The Director may delegate any of his or her duties or powers under this Act or the regulations to any employee of the Commission.

Sending of documents

65. (1) Unless otherwise provided by this Act or ordered by the Director, any document required to be sent or given under this Act or the regulations may be,

- (a) personally delivered to the person that is to receive it;
- (b) sent by mail to the person that is to receive it; or
- (c) sent to the person that is to receive it by electronic means that produces a printed copy.

Same

(2) A document sent to a person under clause (1) (b) or (c) is to be sent to the person,

- (a) at the most recent address for that person known by the sender of the document; or
- (b) in the case of a franchisor or salesperson, at the address for service in Ontario filed by that person with the Director.

Deemed receipt

(3) A document that is sent by the Commission or the Director by mail shall be deemed, unless the contrary is proved, to have been received by the person to whom it is sent on the seventh day from the day that the document is sent.

Admissibility of certified statements

- 66.** A statement as to,
- (a) the registration or non-registration of any person;

conformer au paragraphe (1) est réputé s'y être conformé.

PARTIE XI APPLICATION ET RÈGLEMENTS

62. (1) Un document est déposé aux termes de l'article 4, 5 ou 7 lorsque le directeur le reçoit accompagné des droits prescrits.

Dépôt de documents

(2) Sauf indication contraire du directeur, est public le document déposé aux termes de la présente loi, à l'exclusion des renseignements qui doivent être déposés aux termes de l'article 7.

Documents publics

63. Le franchiseur doit en tout temps, conformément aux règlements, tenir un ensemble complet et à jour des livres, dossiers et comptes concernant ses offres et ventes de franchises. Il doit également, sur demande, le mettre à la disposition du directeur.

Tenue des dossiers

64. Le directeur peut déléguer à un employé de la Commission les pouvoirs ou les fonctions que lui confèrent la présente loi ou les règlements.

Délégation des pouvoirs du directeur

65. (1) Sauf disposition contraire de la présente loi ou ordre contraire du directeur, le document qui doit être envoyé ou remis aux termes de la présente loi ou des règlements peut être :

Envoi de documents

- a) soit remis à personne au destinataire;
- b) soit envoyé par la poste au destinataire;
- c) soit envoyé au destinataire par un moyen électronique qui produit une copie imprimée.

(2) Le document envoyé au destinataire en vertu de l'alinéa (1) b) ou c) doit lui être envoyé, selon le cas :

Idem

- a) à sa plus récente adresse connue de l'expéditeur du document;
- b) dans le cas d'un franchiseur ou d'un représentant, à son adresse aux fins de signification située en Ontario et déposée par lui auprès du directeur.

(3) Le document que la Commission ou le directeur envoie par la poste est réputé, jusqu'à preuve du contraire, avoir été reçu par le destinataire le septième jour qui suit le jour de son envoi.

Réception réputée

66. Est admissible en preuve, à toutes fins, dans toute action, audience, poursuite ou autre instance, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature ou la qualité officielle de la personne qui l'a certifiée confor-

Admissibilité des déclarations certifiées conformes

- (b) the filing or non-filing of any document or material with the Director; or
- (c) any other matter relating to the registration, non-registration, filing or non-filing or to any person, document or material,

purporting to be certified by the Director or the Commission is, without proof of the office or signature of the person certifying the statement, admissible in evidence for all purposes in any action, hearing, prosecution or other proceeding.

Waiver not permitted

67. Any waiver by a franchisee of a right or obligation contained in this Act, the regulations or any order made under this Act is void.

Jurisdiction

68. A provision in a franchise agreement restricting jurisdiction or venue to any forum outside Ontario is void with respect to a claim otherwise enforceable under this Act in Ontario.

Regulations

69. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing a business or arrangement to be a franchise for the purposes of this Act;
- (b) respecting the form and content of any notice, statement, report, agreement or other document or information required to be filed or given under this Act;
- (c) respecting the giving of information to the public, the Commission or the Director by a registrant in connection with franchises or offers or sales of them;
- (d) respecting the preparation and filing of financial statements and the audit requirements with respect to the financial statements;
- (e) respecting the periods for which the documents referred to in section 5 are to be filed;
- (f) respecting the requirements for being registered as a salesperson and any changes in information required to be given to the Director;
- (g) respecting the term of registration as a salesperson;
- (h) respecting the keeping and updating of franchisors' books, records and accounts, and their availability for inspection;

me, la déclaration qui se présente comme certifiée conforme par le directeur ou par la Commission concernant, selon le cas :

- a) l'inscription ou la non-inscription d'une personne;
- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document ou d'une pièce auprès du directeur;
- c) toute autre question relative à l'inscription, à la non-inscription, au dépôt ou au non-dépôt, ou à des personnes, documents ou pièces.

67. Est nulle toute renonciation, par un franchisé, à une obligation ou à un droit prévu par la présente loi, par les règlements ou par une ordonnance rendue ou un ordre donné en vertu de la présente loi.

Renonciation interdite

68. Est nulle, à l'égard d'une réclamation qui pourrait par ailleurs être exécutée en Ontario aux termes de la présente loi, la disposition d'un contrat de franchisage qui restreint la compétence ou le lieu de l'audience à un tribunal situé hors de l'Ontario.

Territoire de compétence

69. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

- a) prescrire que des activités commerciales ou des arrangements sont des franchises pour l'application de la présente loi;
- b) traiter de la forme et du contenu des avis, déclarations, rapports, contrats et autres documents ou renseignements qui doivent être déposés ou remis aux termes de la présente loi;
- c) traiter de la communication de renseignements au public, à la Commission ou au directeur par une personne inscrite en rapport avec des franchises ou avec des offres ou des ventes de franchises;
- d) traiter de l'établissement et du dépôt d'états financiers, ainsi que des exigences en matière de vérification relatives aux états financiers;
- e) traiter des périodes pour lesquelles les documents visés à l'article 5 doivent être déposés;
- f) traiter des exigences relatives à l'inscription en qualité de représentant et des changements touchant aux renseignements qui doivent être remis au directeur;
- g) traiter de la durée de l'inscription en qualité de représentant;
- h) traiter de la tenue et de la mise à jour des livres, dossiers et comptes des franchisés, ainsi que de leur disponibilité aux fins d'inspection;

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> (i) respecting the amount, form and contents of a bond and the terms and conditions of a bond; (j) restricting any exemptions set out in section 15; (k) respecting the establishment, form and contents of a trust for the purposes of section 19; (l) respecting the qualifications and appointment of mediators and prescribing rules of procedure and setting time limits in respect of mediation proceedings under section 28; (m) prescribing the practice and procedure of investigations under section 42; (n) governing costs of investigations under section 42; (o) prescribing the fees payable to the Commission including fees for filing, fees upon applications for registration, fees in respect of audits made by the Commission and other fees in connection with the administration of this Act and the regulations; (p) prescribing rules for the purposes of section 48; (q) governing costs in respect of matters heard before the Commission; (r) governing undertakings referred to in section 52. | <ul style="list-style-type: none"> i) traiter du montant, de la forme et du contenu des cautionnements ainsi que des conditions de ceux-ci; j) restreindre les exemptions prévues à l'article 15; k) traiter de la constitution, de la forme et du contenu des fiducies pour l'application de l'article 19; l) traiter des qualités requises et de la désignation des médiateurs, ainsi que prescrire des règles de procédure et fixer des délais pour la médiation visée à l'article 28; m) prescrire la procédure des enquêtes visées à l'article 42; n) régir les coûts des enquêtes visées à l'article 42; o) prescrire les droits payables à la Commission, y compris les droits découlant de l'application de la présente loi et des règlements, notamment les droits de dépôt, les droits liés aux demandes d'inscription et ceux liés aux vérifications faites par la Commission; p) prescrire les règles pour l'application de l'article 48; q) régir les coûts touchant aux questions faisant l'objet d'audiences tenues devant la Commission; r) régir les engagements visés à l'article 52. |
|--|---|

**PART XII
COMMENCEMENT
AND SHORT TITLE**

**Commence-
ment** **70. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.**

Short title **71. The short title of this Act is the *Franchises Act, 1994*.**

**PARTIE XII
ENTRÉE EN VIGUEUR
ET TITRE ABRÉGÉ**

70. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation. **Entrée en
vigueur**

71. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 sur les franchises*. **Titre
abrégé**

1201
x8
- 536

C
Publications



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 183

Projet de loi 183

**An Act to amend the Municipality
of Metropolitan Toronto Act**

**Loi modifiant la Loi sur la municipalité
de la communauté urbaine de Toronto**

Mrs. Caplan

M^{me} Caplan

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 31, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



1^{re} lecture 31 octobre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Metropolitan Council and the councils of each area municipality are given the power to pass by-laws regulating street vendors, including establishing a permit system.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet au conseil de la communauté urbaine et à celui de chaque municipalité de secteur d'adopter des règlements municipaux qui réglementent la vente dans la rue, y compris par l'établissement d'un système d'octroi de licences.

**An Act to amend the
Municipality of
Metropolitan Toronto Act**

**Loi modifiant
la Loi sur la municipalité de la
communauté urbaine de Toronto**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by adding the following sections:

90.1 The Metropolitan Council and the council of each area municipality may pass by-laws,

- (a) designating all or any part of a highway under their jurisdiction, including the sidewalk portion, as a removal zone;
- (b) designating all highways under their jurisdiction, or portions of them, in any area as a removal zone;
- (c) prohibiting the placing, stopping or parking in a removal zone of any object or vehicle used to sell or offer for sale goods or refreshments;
- (d) designating spaces in removal zones within which, despite clause (c), goods or refreshments may be sold or offered for sale; and
- (e) establishing a permit system granting the exclusive use of any designated space to the owner of an object or vehicle used to sell goods or refreshments.

90.2 (1) A by-law passed under section 90.1 may,

- (a) prescribe the types of goods or refreshments that may be offered for sale or sold and the types of objects and vehicles permitted in the designated space which may be different for each designated space, and prohibit any type;
- (b) establish design criteria for the object or vehicle permitted in the designated space;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est modifiée par adjonction des articles suivants :

90.1 Le conseil de la communauté urbaine et le conseil de chaque municipalité de secteur peuvent, par règlement municipal :

- a) désigner comme zone d'enlèvement tout ou partie d'une voie publique relevant de leur compétence, y compris les trottoirs;
- b) désigner comme zone d'enlèvement la totalité des voies publiques relevant de leur compétence dans quelque secteur que ce soit;
- c) interdire l'installation, l'arrêt ou le stationnement dans une zone d'enlèvement de tout objet ou véhicule servant à la vente ou à la mise en vente de marchandises ou de boissons et mets légers;
- d) désigner, dans les zones d'enlèvement, des espaces dans lesquels, malgré l'alinéa c), des marchandises ou des boissons et mets légers peuvent être vendus ou mis en vente;
- e) établir un système d'octroi de licences accordant l'usage exclusif d'un espace désigné au propriétaire d'un objet ou d'un véhicule servant à la vente de marchandises ou de boissons et mets légers.

90.2 (1) Tout règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1 peut :

- a) prescrire les types de marchandises ou de boissons et mets légers qui peuvent être mis en vente ou vendus, ainsi que les types d'objets et de véhicules autorisés dans l'espace désigné, lesquels peuvent varier d'un espace désigné à l'autre, et interdire quelque type que ce soit;
- b) fixer des critères de conception à l'égard des objets ou véhicules autorisés dans l'espace désigné;

By-laws
respecting
street
vending

Contents of
by-law

Règlements
municipaux
relatifs à la
vente dans la
rue

Contenu du
règlement
municipal

	<p>(c) define “goods”, “owner” and “refreshments”; and</p> <p>(d) exempt any type of vendor from all or part of the by-law.</p>	<p>c) définir les termes «marchandises», «propriétaire» et «boissons et mets légers»;</p> <p>d) exempter quelque type de vendeur que ce soit de l'application de la totalité ou d'une partie du règlement municipal.</p>	
Permits	<p>(2) A by-law passed under section 90.1 may,</p> <p>(a) prescribe conditions for the issuance and continued use of a permit;</p> <p>(b) establish permit fees which may vary by location or type of goods sold;</p> <p>(c) fix the term of the permit which may vary with each permit;</p> <p>(d) provide for the issuance of identifying markers in connection with the permits and specify the manner in which they are to be applied;</p> <p>(e) prohibit or restrict the transfer of permits;</p> <p>(f) establish the method of allocating designated spaces;</p> <p>(g) require that the applicant for a permit hold, or be eligible to hold, a valid licence issued by the Metropolitan Licensing Commission for selling the goods or refreshments proposed to be sold from the designated space;</p> <p>(h) regulate the hours of operation permitted under the permit, which may vary according to the location of the designated space; and</p> <p>(i) restrict the issuance of defined classes of permits to vendors who are the owners or occupants of abutting property.</p>	<p>(2) Tout règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1 peut :</p> <p>a) prescrire les conditions relatives à la délivrance et à l'usage continu des licences;</p> <p>b) déterminer les droits rattachés aux licences, lesquels peuvent varier selon le lieu ou le type de marchandises vendues;</p> <p>c) fixer la durée des licences, laquelle peut varier en fonction de chaque licence;</p> <p>d) prévoir la délivrance de marques d'identification relativement aux licences et préciser la manière de les apposer;</p> <p>e) interdire ou restreindre la cession de licences;</p> <p>f) déterminer la méthode à utiliser pour attribuer les espaces désignés;</p> <p>g) exiger que l'auteur d'une demande de licence soit titulaire ou soit admissible à être titulaire d'un permis valide, délivré par la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine, pour la vente des marchandises ou des boissons et mets légers qu'il se propose de vendre à partir de l'espace désigné;</p> <p>h) réglementer les heures d'activité autorisées en vertu de la licence, lesquelles peuvent varier selon le lieu où se trouve l'espace désigné;</p> <p>i) restreindre la délivrance de catégories définies de licences aux vendeurs qui sont propriétaires d'un bien attenant ou qui l'occupent.</p>	Licences
Suspension, revocation	<p>90.3 (1) The Metropolitan Council and the council of each area municipality, or a committee of such council, may suspend or revoke a permit issued by it if the conditions for its issuance or use are not complied with or for any other reason specified by the by-law.</p>	<p>90.3 (1) Le conseil de la communauté urbaine et le conseil de chaque municipalité de secteur, ou l'un de leurs comités, peuvent suspendre ou révoquer toute licence qu'ils ont délivrée si les conditions de sa délivrance ou de son usage ne sont pas respectées, ou pour tout autre motif que le règlement municipal précise.</p>	Suspension ou révocation
Hearing	<p>(2) Before suspending or revoking a permit, the council or the committee shall give the permit holder an opportunity to be heard.</p>	<p>(2) Avant de suspendre ou de révoquer une licence, le conseil ou le comité donne au titulaire de la licence la possibilité d'être entendu.</p>	Audience
Refund	<p>(3) If a permit is revoked under subsection (1), that part of the fee paid for the permit proportionate to the unexpired part of the term</p>	<p>(3) En cas de révocation d'une licence en vertu du paragraphe (1), la partie des droits acquittés pour l'obtention de la licence qui est proportionnelle à la partie non expirée de la</p>	Remboursement

for which the permit was granted shall be refunded to the permit holder.

Special circumstances

(4) A municipal official named in the by-law may suspend, without holding a hearing, the designation of all or part of a removal zone, the designation of a space or the operation of a permit for such time and subject to such conditions as the by-law may provide, due to,

- (a) the holding of special events;
- (b) the construction, maintenance or repair of any public highway;
- (c) the installation, maintenance or repair of public utilities and services; or
- (d) matters relating to pedestrian, vehicular or public safety.

Duration

(5) A suspension under subsection (4) shall not exceed four weeks from the date of suspension.

Enforcement

90.4 (1) In this section, "Municipality" means the municipality which has enacted a by-law passed under section 90.1 in respect of a particular highway, and includes the Metropolitan Corporation.

Inspection, removal

(2) A police officer, police cadet, municipal by-law enforcement officer or any person authorized by by-law to enforce a by-law passed under section 90.1 who has reason to believe that any object or vehicle is placed, stopped or parked in a designated space or a removal zone in contravention of the by-law,

- (a) may, upon producing appropriate identification, require that a valid permit issued by the Municipality be produced for reasonable inspection; and
- (b) if no valid permit is produced, may, after informing the person, if any, in charge of the object or vehicle that it is in a removal zone or designated space contrary to the by-law and upon giving a receipt for it to that person, cause the object or vehicle to be moved and stored in a suitable place.

Lien

(3) Subject to subsections (4) and (5), all costs and charges for the removal, care and storage of any object or vehicle under the by-law are a lien upon it which may be enforced by the Municipality in the manner provided by the *Repair and Storage Liens Act*.

durée pour laquelle la licence a été accordée est remboursée au titulaire de la licence.

Circonstances particulières

(4) Le fonctionnaire municipal nommé dans le règlement municipal peut suspendre, sans tenir d'audience, la désignation de la totalité ou d'une partie d'une zone d'enlèvement, la désignation d'un espace ou l'application d'une licence pour la durée et sous réserve des conditions que le règlement municipal peut prévoir, pour l'une des causes suivantes :

- a) la tenue d'événements spéciaux;
- b) la construction, l'entretien ou la réparation d'une voie publique;
- c) la mise en place, l'entretien ou la réparation de services publics;
- d) des questions touchant à la sécurité des piétons, des véhicules ou du public.

Durée

(5) La durée de toute suspension visée au paragraphe (4) ne doit pas dépasser quatre semaines à compter de la date de la suspension.

Exécution

90.4 (1) Dans le présent article, «municipalité» s'entend de la municipalité qui a adopté le règlement municipal visé à l'article 90.1 à l'égard d'une voie publique donnée et s'entend en outre de la municipalité de la communauté urbaine.

Inspection, enlèvement

(2) Tout agent de police, cadet de la police ou préposé à l'application des règlements municipaux ou toute personne autorisée, par règlement municipal, à appliquer un règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1, qui a des motifs de croire qu'un objet ou véhicule est installé, arrêté ou stationné dans un espace désigné ou dans une zone d'enlèvement contrairement au règlement municipal :

- a) d'une part, peut, sur présentation d'une pièce d'identité appropriée, exiger la production d'une licence valide, délivrée par la municipalité, en vue de procéder à une inspection raisonnable;
- b) d'autre part, si aucune licence valide n'est produite, peut, après avoir informé la personne responsable de l'objet ou du véhicule, s'il y en a une, que celui-ci se trouve placé dans une zone d'enlèvement ou dans un espace désigné contrairement au règlement municipal et, sur remise d'un récépissé à cet effet à la personne, faire enlever l'objet ou le véhicule et le faire remiser dans un lieu convenable.

Privilège

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les dépenses et frais occasionnés par l'enlèvement, la garde et le remisage de tout objet ou véhicule en vertu du règlement municipal constituent un privilège sur celui-ci, qui peut être réalisé par la municipalité de la manière

Unclaimed objects	(4) An object or vehicle removed and stored in accordance with subsection (2) and not claimed by the owner within 60 days is the property of the Municipality and may be sold and the proceeds shall form part of the general funds of the Municipality.	prévues par la <i>Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs</i> .	Objets non réclamés
Perishable objects	(5) Any perishable object is the property of the Municipality upon being removed from the removal zone or designated space in accordance with subsection (2) and may be destroyed or given to a charitable institution.	(5) Tout objet périssable devient la propriété de la municipalité dès qu'il est déplacé de la zone d'enlèvement ou de l'espace désigné conformément au paragraphe (2), et peut être détruit ou donné à un établissement de bienfaisance.	Objet périssable
Metropolitan highways	90.5 A by-law passed by an area municipality under section 90.1 may apply to any highway or portion of a highway within the metropolitan road system if the Metropolitan Council has passed a by-law with respect to that highway under section 90.	90.5 Le règlement municipal adopté par une municipalité de secteur en vertu de l'article 90.1 peut s'appliquer à toute voie publique ou partie d'une voie publique du réseau routier de la communauté urbaine si le conseil de la communauté urbaine a adopté un règlement municipal à l'égard de cette voie publique en vertu de l'article 90.	Voies publiques de la communauté urbaine
Commencement	2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	3. The short title of this Act is the <i>Municipality of Metropolitan Toronto Amendment Act (Street Vending), 1994</i> .	3. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto (vente dans la rue)</i> .	Titre abrégé

CAZON
XB
-1356



Government
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 183

An Act to amend the Municipality of Metropolitan Toronto Act

Mrs. Caplan

Private Member's Bill

1st Reading October 31, 1994
2nd Reading November 24, 1994
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Committee of the
Whole House and as reported to the Legislative
Assembly December 7, 1994)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 183

Loi modifiant la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto

M^{me} Caplan

Projet de loi de député

1^{re} lecture 31 octobre 1994
2^e lecture 24 novembre 1994
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le comité
plénier et rapporté à l'Assemblée
législative le 7 décembre 1994)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Metropolitan Council and the councils of each area municipality are given the power to pass by-laws regulating street vendors, including establishing a permit system.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet au conseil de la communauté urbaine et à celui de chaque municipalité de secteur d'adopter des règlements municipaux qui réglementent la vente dans la rue, y compris par l'établissement d'un système d'octroi de licences.

**An Act to amend the
Municipality of
Metropolitan Toronto Act**

**Loi modifiant
la Loi sur la municipalité de la
communauté urbaine de Toronto**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by adding the following sections:

90.1 The Metropolitan Council and the council of each area municipality may pass by-laws,

- (a) designating all or any part of a highway under their jurisdiction, including the sidewalk portion, as a removal zone;
- ↓
- (b) designating any area in which all highways under their jurisdiction, or portions thereof, are removal zones; ▲
- (c) prohibiting the placing, stopping or parking in a removal zone of any object or vehicle used to sell or offer for sale goods or refreshments;
- (d) designating spaces in removal zones within which, despite clause (c), goods or refreshments may be sold or offered for sale; and
- (e) establishing a permit system granting the exclusive use of any designated space to the owner of an object or vehicle used to sell goods or refreshments.

90.2 (1) A by-law passed under section 90.1 may,

- (a) prescribe the types of goods or refreshments that may be offered for sale or sold and the types of objects

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est modifiée par adjonction des articles suivants :

90.1 Le conseil de la communauté urbaine et le conseil de chaque municipalité de secteur peuvent, par règlement municipal :

- a) désigner comme zone d'enlèvement tout ou partie d'une voie publique relevant de leur compétence, y compris les trottoirs;
- ↓
- b) désigner les secteurs dans lesquels les voies publiques relevant de leur compétence sont, en totalité ou en partie, des zones d'enlèvement; ▲
- c) interdire l'installation, l'arrêt ou le stationnement dans une zone d'enlèvement de tout objet ou véhicule servant à la vente ou à la mise en vente de marchandises ou de boissons et mets légers;
- d) désigner, dans les zones d'enlèvement, des espaces dans lesquels, malgré l'alinéa c), des marchandises ou des boissons et mets légers peuvent être vendus ou mis en vente;
- e) établir un système d'octroi de licences accordant l'usage exclusif d'un espace désigné au propriétaire d'un objet ou d'un véhicule servant à la vente de marchandises ou de boissons et mets légers.

90.2 (1) Tout règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1 peut :

- a) prescrire les types de marchandises ou de boissons et mets légers qui peuvent être mis en vente ou vendus, ainsi que

By-laws
respecting
street
vending

Contents of
by-law

Règle-
ments mu-
nicipaux
relatifs à
la vente
dans la rue

Contenu
du règle-
ment mu-
nicipal

and vehicles permitted in the designated space which may be different for each designated space, and prohibit any type;

- (b) establish design criteria for the object or vehicle permitted in the designated space;
- (c) define “goods”, “owner” and “refreshments”; and
- (d) exempt any type of vendor from all or part of the by-law.

Permits

(2) A by-law passed under section 90.1 may,

- (a) prescribe conditions for the issuance and continued use of a permit;
- (b) establish permit fees which may vary by location or type of goods sold;
- (c) fix the term of the permit which may vary with each permit;
- (d) provide for the issuance of identifying markers in connection with the permits and specify the manner in which they are to be applied;
- (e) prohibit or restrict the transfer of permits;
- (f) establish the method of allocating designated spaces;
- (g) require that the applicant for a permit hold, or be eligible to hold, any applicable licence issued by the Metropolitan Licensing Commission for selling the goods or refreshments proposed to be sold from the designated space;
- (h) regulate the hours of operation permitted under the permit, which may vary according to the location of the designated space; and
- (i) restrict the issuance of defined classes of permits to vendors who are the owners or occupants of abutting property.

Suspension,
revocation

90.3 (1) The Metropolitan Council and the council of each area municipality, or a committee of such council, may suspend or revoke a permit issued by it if the conditions

les types d'objets et de véhicules autorisés dans l'espace désigné, lesquels peuvent varier d'un espace désigné à l'autre, et interdire quelque type que ce soit;

- b) fixer des critères de conception à l'égard des objets ou véhicules autorisés dans l'espace désigné;
- c) définir les termes «marchandises», «propriétaire» et «boissons et mets légers»;
- d) exempter quelque type de vendeur que ce soit de l'application de la totalité ou d'une partie du règlement municipal.

(2) Tout règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1 peut :

Licences

- a) prescrire les conditions relatives à la délivrance et à l'usage continu des licences;
- b) déterminer les droits rattachés aux licences, lesquels peuvent varier selon le lieu ou le type de marchandises vendues;
- c) fixer la durée des licences, laquelle peut varier en fonction de chaque licence;
- d) prévoir la délivrance de marques d'identification relativement aux licences et préciser la manière de les apposer;
- e) interdire ou restreindre la cession de licences;
- f) déterminer la méthode à utiliser pour attribuer les espaces désignés;
- g) exiger que l'auteur d'une demande de licence soit titulaire ou soit admissible à être titulaire d'un permis applicable, délivré par la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine, pour la vente des marchandises ou des boissons et mets légers qu'il se propose de vendre à partir de l'espace désigné;
- h) réglementer les heures d'activité autorisées en vertu de la licence, lesquelles peuvent varier selon le lieu où se trouve l'espace désigné;
- i) restreindre la délivrance de catégories définies de licences aux vendeurs qui sont propriétaires d'un bien attenant ou qui l'occupent.

90.3 (1) Le conseil de la communauté urbaine et le conseil de chaque municipalité de secteur, ou l'un de leurs comités, peuvent suspendre ou révoquer toute licence qu'ils

Suspension ou
révocation

for its issuance or use are not complied with or for any other reason specified by the by-law.

Hearing

(2) Before suspending or revoking a permit, the council or the committee shall give the permit holder an opportunity to be heard.

Refund

(3) If a permit is revoked under subsection (1), that part of the fee paid for the permit proportionate to the unexpired part of the term for which the permit was granted shall be refunded to the permit holder.

Special circumstances

(4) A municipal official named in the by-law may suspend, without holding a hearing, the designation of all or part of a removal zone, the designation of a space or the operation of a permit for such time and subject to such conditions as the by-law may provide, due to,

- (a) the holding of special events;
- (b) the construction, maintenance or repair of any public highway;
- (c) the installation, maintenance or repair of public utilities and services; or
- (d) matters relating to pedestrian, vehicular or public safety.

Duration

(5) A suspension under subsection (4) shall not exceed four weeks from the date of suspension.

Enforcement

90.4 (1) In this section, "Municipality" means the municipality which has enacted a by-law passed under section 90.1 in respect of a particular highway, and includes the Metropolitan Corporation.

Inspection, removal

(2) A police officer, police cadet, municipal by-law enforcement officer or any person authorized by by-law to enforce a by-law passed under section 90.1 who has reason to believe that any object or vehicle is placed, stopped or parked in a designated space or a removal zone in contravention of the by-law,

- (a) may, upon producing appropriate identification, require that a valid permit issued by the Municipality be produced for reasonable inspection; and

ont délivrée si les conditions de sa délivrance ou de son usage ne sont pas respectées, ou pour tout autre motif que le règlement municipal précise.

Audience

(2) Avant de suspendre ou de révoquer une licence, le conseil ou le comité donne au titulaire de la licence la possibilité d'être entendu.

Remboursement

(3) En cas de révocation d'une licence en vertu du paragraphe (1), la partie des droits acquittés pour l'obtention de la licence qui est proportionnelle à la partie non expirée de la durée pour laquelle la licence a été accordée est remboursée au titulaire de la licence.

Circonstances particulières

(4) Le fonctionnaire municipal nommé dans le règlement municipal peut suspendre, sans tenir d'audience, la désignation de la totalité ou d'une partie d'une zone d'enlèvement, la désignation d'un espace ou l'application d'une licence pour la durée et sous réserve des conditions que le règlement municipal peut prévoir, pour l'une des causes suivantes :

- a) la tenue d'événements spéciaux;
- b) la construction, l'entretien ou la réparation d'une voie publique;
- c) la mise en place, l'entretien ou la réparation de services publics;
- d) des questions touchant à la sécurité des piétons, des véhicules ou du public.

Durée

(5) La durée de toute suspension visée au paragraphe (4) ne doit pas dépasser quatre semaines à compter de la date de la suspension.

Exécution

90.4 (1) Dans le présent article, «municipalité» s'entend de la municipalité qui a adopté le règlement municipal visé à l'article 90.1 à l'égard d'une voie publique donnée et s'entend en outre de la municipalité de la communauté urbaine.

Inspection, enlèvement

(2) Tout agent de police, cadet de la police ou préposé à l'application des règlements municipaux ou toute personne autorisée, par règlement municipal, à appliquer un règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1, qui a des motifs de croire qu'un objet ou véhicule est installé, arrêté ou stationné dans un espace désigné ou dans une zone d'enlèvement contrairement au règlement municipal :

- a) d'une part, peut, sur présentation d'une pièce d'identité appropriée, exiger la production d'une licence valide, délivrée par la municipalité, en vue de procéder à une inspection raisonnable;

(b) if no valid permit is produced, may, after informing the person, if any, in charge of the object or vehicle that it is in a removal zone or designated space contrary to the by-law and upon giving a receipt for it to that person, cause the object or vehicle to be moved and stored in a suitable place.

b) d'autre part, si aucune licence valide n'est produite, peut, après avoir informé la personne responsable de l'objet ou du véhicule, s'il y en a une, que celui-ci se trouve placé dans une zone d'enlèvement ou dans un espace désigné contrairement au règlement municipal et, sur remise d'un récépissé à cet effet à la personne, faire enlever l'objet ou le véhicule et le faire remettre dans un lieu convenable.

Lien

(3) Subject to subsections (4) and (5), all costs and charges for the removal, care and storage of any object or vehicle under the by-law are a lien upon it which may be enforced by the Municipality in the manner provided by the *Repair and Storage Liens Act*.

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les dépenses et frais occasionnés par l'enlèvement, la garde et le remisage de tout objet ou véhicule en vertu du règlement municipal constituent un privilège sur celui-ci, qui peut être réalisé par la municipalité de la manière prévue par la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entrepreneurs*.

Privilège

Unclaimed objects

(4) An object or vehicle removed and stored in accordance with subsection (2) and not claimed by the owner within 60 days is the property of the Municipality and may be sold and the proceeds shall form part of the general funds of the Municipality.

(4) Tout objet ou véhicule enlevé et remisé conformément au paragraphe (2) et qui n'est pas réclamé par son propriétaire dans les 60 jours qui suivent devient la propriété de la municipalité et peut être vendu. Le produit de la vente est alors versé au fonds d'administration générale de la municipalité.

Objets non réclamés

Perishable objects

(5) Any perishable object is the property of the Municipality upon being removed from the removal zone or designated space in accordance with subsection (2) and may be destroyed or given to a charitable institution.

(5) Tout objet périssable devient la propriété de la municipalité dès qu'il est déplacé de la zone d'enlèvement ou de l'espace désigné conformément au paragraphe (2), et peut être détruit ou donné à un établissement de bienfaisance.

Objet périssable

Metropolitan highways

90.5 A by-law passed by an area municipality under section 90.1 may apply to any highway or portion of a highway within the metropolitan road system if the Metropolitan Council has passed a by-law with respect to that highway under section 90.

90.5 Le règlement municipal adopté par une municipalité de secteur en vertu de l'article 90.1 peut s'appliquer à toute voie publique ou partie d'une voie publique du réseau routier de la communauté urbaine si le conseil de la communauté urbaine a adopté un règlement municipal à l'égard de cette voie publique en vertu de l'article 90.

Voies publiques de la communauté urbaine

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Municipality of Metropolitan Toronto Amendment Act (Street Vending), 1994*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto (vente dans la rue)*.

Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 183

*(Chapter 30
Statutes of Ontario, 1994)*

**An Act to amend the Municipality
of Metropolitan Toronto Act**

Projet de loi 183

*(Chapitre 30
Lois de l'Ontario de 1994)*

**Loi modifiant la Loi sur la municipalité
de la communauté urbaine de Toronto**

Mrs. Caplan



M^{me} Caplan

1st Reading	October 31, 1994
2nd Reading	November 24, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	31 octobre 1994
2 ^e lecture	24 novembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994

**An Act to amend the
Municipality of
Metropolitan Toronto Act**

**Loi modifiant
la Loi sur la municipalité de la
communauté urbaine de Toronto**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by adding the following sections:

90.1 The Metropolitan Council and the council of each area municipality may pass by-laws,

- (a) designating all or any part of a highway under their jurisdiction, including the sidewalk portion, as a removal zone;
- (b) designating any area in which all highways under their jurisdiction, or portions thereof, are removal zones;
- (c) prohibiting the placing, stopping or parking in a removal zone of any object or vehicle used to sell or offer for sale goods or refreshments;
- (d) designating spaces in removal zones within which, despite clause (c), goods or refreshments may be sold or offered for sale; and
- (e) establishing a permit system granting the exclusive use of any designated space to the owner of an object or vehicle used to sell goods or refreshments.

90.2 (1) A by-law passed under section 90.1 may,

- (a) prescribe the types of goods or refreshments that may be offered for sale or sold and the types of objects and vehicles permitted in the design-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est modifiée par adjonction des articles suivants :

90.1 Le conseil de la communauté urbaine et le conseil de chaque municipalité de secteur peuvent, par règlement municipal :

- a) désigner comme zone d'enlèvement tout ou partie d'une voie publique relevant de leur compétence, y compris les trottoirs;
- b) désigner les secteurs dans lesquels les voies publiques relevant de leur compétence sont, en totalité ou en partie, des zones d'enlèvement;
- c) interdire l'installation, l'arrêt ou le stationnement dans une zone d'enlèvement de tout objet ou véhicule servant à la vente ou à la mise en vente de marchandises ou de boissons et mets légers;
- d) désigner, dans les zones d'enlèvement, des espaces dans lesquels, malgré l'alinéa c), des marchandises ou des boissons et mets légers peuvent être vendus ou mis en vente;
- e) établir un système d'octroi de licences accordant l'usage exclusif d'un espace désigné au propriétaire d'un objet ou d'un véhicule servant à la vente de marchandises ou de boissons et mets légers.

90.2 (1) Tout règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1 peut :

- a) prescrire les types de marchandises ou de boissons et mets légers qui peuvent être mis en vente ou vendus, ainsi que les types d'objets et de véhicules auto-

By-laws
respecting
street
vending

Contents of
by-law

Règle-
ments mu-
nicipaux
relatifs à la
vente dans
la rue

Contenu
du règle-
ment mu-
nicipal

nated space which may be different for each designated space, and prohibit any type;

- (b) establish design criteria for the object or vehicle permitted in the designated space;
- (c) define “goods”, “owner” and “refreshments”; and
- (d) exempt any type of vendor from all or part of the by-law.

Permits

(2) A by-law passed under section 90.1 may,

- (a) prescribe conditions for the issuance and continued use of a permit;
- (b) establish permit fees which may vary by location or type of goods sold;
- (c) fix the term of the permit which may vary with each permit;
- (d) provide for the issuance of identifying markers in connection with the permits and specify the manner in which they are to be applied;
- (e) prohibit or restrict the transfer of permits;
- (f) establish the method of allocating designated spaces;
- (g) require that the applicant for a permit hold, or be eligible to hold, any applicable licence issued by the Metropolitan Licensing Commission for selling the goods or refreshments proposed to be sold from the designated space;
- (h) regulate the hours of operation permitted under the permit, which may vary according to the location of the designated space; and
- (i) restrict the issuance of defined classes of permits to vendors who are the owners or occupants of abutting property.

Suspension,
revocation

90.3 (1) The Metropolitan Council and the council of each area municipality, or a committee of such council, may suspend or revoke a permit issued by it if the conditions for its issuance or use are not complied with

risés dans l'espace désigné, lesquels peuvent varier d'un espace désigné à l'autre, et interdire quelque type que ce soit;

- b) fixer des critères de conception à l'égard des objets ou véhicules autorisés dans l'espace désigné;
- c) définir les termes «marchandises», «propriétaire» et «boissons et mets légers»;
- d) exempter quelque type de vendeur que ce soit de l'application de la totalité ou d'une partie du règlement municipal.

(2) Tout règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1 peut :

Licences

- a) prescrire les conditions relatives à la délivrance et à l'usage continu des licences;
- b) déterminer les droits rattachés aux licences, lesquels peuvent varier selon le lieu ou le type de marchandises vendues;
- c) fixer la durée des licences, laquelle peut varier en fonction de chaque licence;
- d) prévoir la délivrance de marques d'identification relativement aux licences et préciser la manière de les apposer;
- e) interdire ou restreindre la cession de licences;
- f) déterminer la méthode à utiliser pour attribuer les espaces désignés;
- g) exiger que l'auteur d'une demande de licence soit titulaire ou soit admissible à être titulaire d'un permis applicable, délivré par la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine, pour la vente des marchandises ou des boissons et mets légers qu'il se propose de vendre à partir de l'espace désigné;
- h) réglementer les heures d'activité autorisées en vertu de la licence, lesquelles peuvent varier selon le lieu où se trouve l'espace désigné;
- i) restreindre la délivrance de catégories définies de licences aux vendeurs qui sont propriétaires d'un bien attenant ou qui l'occupent.

90.3 (1) Le conseil de la communauté urbaine et le conseil de chaque municipalité de secteur, ou l'un de leurs comités, peuvent suspendre ou révoquer toute licence qu'ils ont délivrée si les conditions de sa délivrance

Suspension
ou révo-
cation

	or for any other reason specified by the by-law.	ou de son usage ne sont pas respectées, ou pour tout autre motif que le règlement municipal précise.	
Hearing	(2) Before suspending or revoking a permit, the council or the committee shall give the permit holder an opportunity to be heard.	(2) Avant de suspendre ou de révoquer une licence, le conseil ou le comité donne au titulaire de la licence la possibilité d'être entendu.	Audience
Refund	(3) If a permit is revoked under subsection (1), that part of the fee paid for the permit proportionate to the unexpired part of the term for which the permit was granted shall be refunded to the permit holder.	(3) En cas de révocation d'une licence en vertu du paragraphe (1), la partie des droits acquittés pour l'obtention de la licence qui est proportionnelle à la partie non expirée de la durée pour laquelle la licence a été accordée est remboursée au titulaire de la licence.	Remboursement
Special circumstances	(4) A municipal official named in the by-law may suspend, without holding a hearing, the designation of all or part of a removal zone, the designation of a space or the operation of a permit for such time and subject to such conditions as the by-law may provide, due to, <ul style="list-style-type: none"> (a) the holding of special events; (b) the construction, maintenance or repair of any public highway; (c) the installation, maintenance or repair of public utilities and services; or (d) matters relating to pedestrian, vehicular or public safety. 	(4) Le fonctionnaire municipal nommé dans le règlement municipal peut suspendre, sans tenir d'audience, la désignation de la totalité ou d'une partie d'une zone d'enlèvement, la désignation d'un espace ou l'application d'une licence pour la durée et sous réserve des conditions que le règlement municipal peut prévoir, pour l'une des causes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) la tenue d'événements spéciaux; b) la construction, l'entretien ou la réparation d'une voie publique; c) la mise en place, l'entretien ou la réparation de services publics; d) des questions touchant à la sécurité des piétons, des véhicules ou du public. 	Circonstances particulières
Duration	(5) A suspension under subsection (4) shall not exceed four weeks from the date of suspension.	(5) La durée de toute suspension visée au paragraphe (4) ne doit pas dépasser quatre semaines à compter de la date de la suspension.	Durée
Enforcement	90.4 (1) In this section, "Municipality" means the municipality which has enacted a by-law passed under section 90.1 in respect of a particular highway, and includes the Metropolitan Corporation.	90.4 (1) Dans le présent article, «municipalité» s'entend de la municipalité qui a adopté le règlement municipal visé à l'article 90.1 à l'égard d'une voie publique donnée et s'entend en outre de la municipalité de la communauté urbaine.	Exécution
Inspection, removal	(2) A police officer, police cadet, municipal by-law enforcement officer or any person authorized by by-law to enforce a by-law passed under section 90.1 who has reason to believe that any object or vehicle is placed, stopped or parked in a designated space or a removal zone in contravention of the by-law, <ul style="list-style-type: none"> (a) may, upon producing appropriate identification, require that a valid permit issued by the Municipality be produced for reasonable inspection; and (b) if no valid permit is produced, may, after informing the person, if any, in 	(2) Tout agent de police, cadet de la police ou préposé à l'application des règlements municipaux ou toute personne autorisée, par règlement municipal, à appliquer un règlement municipal adopté en vertu de l'article 90.1, qui a des motifs de croire qu'un objet ou véhicule est installé, arrêté ou stationné dans un espace désigné ou dans une zone d'enlèvement contrairement au règlement municipal : <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, peut, sur présentation d'une pièce d'identité appropriée, exiger la production d'une licence valide, délivrée par la municipalité, en vue de procéder à une inspection raisonnable; b) d'autre part, si aucune licence valide n'est produite, peut, après avoir infor- 	Inspection, enlèvement

charge of the object or vehicle that it is in a removal zone or designated space contrary to the by-law and upon giving a receipt for it to that person, cause the object or vehicle to be moved and stored in a suitable place.

mé la personne responsable de l'objet ou du véhicule, s'il y en a une, que celui-ci se trouve placé dans une zone d'enlèvement ou dans un espace désigné contrairement au règlement municipal et, sur remise d'un récépissé à cet effet à la personne, faire enlever l'objet ou le véhicule et le faire remiser dans un lieu convenable.

Lien

(3) Subject to subsections (4) and (5), all costs and charges for the removal, care and storage of any object or vehicle under the by-law are a lien upon it which may be enforced by the Municipality in the manner provided by the *Repair and Storage Liens Act*.

(3) Sous réserve des paragraphes (4) et (5), les dépenses et frais occasionnés par l'enlèvement, la garde et le remisage de tout objet ou véhicule en vertu du règlement municipal constituent un privilège sur celui-ci, qui peut être réalisé par la municipalité de la manière prévue par la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*.

Privilège

Unclaimed objects

(4) An object or vehicle removed and stored in accordance with subsection (2) and not claimed by the owner within 60 days is the property of the Municipality and may be sold and the proceeds shall form part of the general funds of the Municipality.

(4) Tout objet ou véhicule enlevé et remisé conformément au paragraphe (2) et qui n'est pas réclamé par son propriétaire dans les 60 jours qui suivent devient la propriété de la municipalité et peut être vendu. Le produit de la vente est alors versé au fonds d'administration générale de la municipalité.

Objets non réclamés

Perishable objects

(5) Any perishable object is the property of the Municipality upon being removed from the removal zone or designated space in accordance with subsection (2) and may be destroyed or given to a charitable institution.

(5) Tout objet périssable devient la propriété de la municipalité dès qu'il est déplacé de la zone d'enlèvement ou de l'espace désigné conformément au paragraphe (2), et peut être détruit ou donné à un établissement de bienfaisance.

Objet périssable

Metropolitan highways

90.5 A by-law passed by an area municipality under section 90.1 may apply to any highway or portion of a highway within the metropolitan road system if the Metropolitan Council has passed a by-law with respect to that highway under section 90.

90.5 Le règlement municipal adopté par une municipalité de secteur en vertu de l'article 90.1 peut s'appliquer à toute voie publique ou partie d'une voie publique du réseau routier de la communauté urbaine si le conseil de la communauté urbaine a adopté un règlement municipal à l'égard de cette voie publique en vertu de l'article 90.

Voies publiques de la communauté urbaine

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Municipality of Metropolitan Toronto Amendment Act (Street Vending), 1994*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto (vente dans la rue)*.

Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 184

Projet de loi 184

**An Act to provide for the Licensing
of Persons involved in providing
Adult Entertainment**

**Loi prévoyant la délivrance de permis
aux personnes impliquées dans la
fourniture de divertissements pour
adultes**

Mrs. Witmer

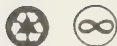
M^{me} Witmer

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 2, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 2 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill requires individuals who perform adult entertainment services and persons who carry on a business of providing or who arrange for such performances to obtain a licence. Individuals are not entitled to a licence if they are not at least 18 years of age.

The Bill confers powers of search without warrant on police officers who believe on reasonable grounds that a person does not hold the required licence.

It is an offence for a person to fail to hold the required licence or to refuse to produce it to a police officer upon request. Offences are punishable by fine. In addition, the licence of a person convicted of an offence can be suspended or revoked.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi oblige les particuliers qui fournissent des services de divertissement pour adultes et les personnes qui exercent l'activité commerciale de fournir ces services ou qui organisent la fourniture de ces services à obtenir un permis. N'ont pas droit au permis les particuliers qui ne sont pas âgés d'au moins 18 ans.

Le projet de loi confère le pouvoir de perquisitionner sans mandat aux agents de police qui ont des motifs raisonnables de croire qu'une personne ne détient pas le permis obligatoire.

Est coupable d'une infraction la personne qui ne détient pas le permis obligatoire ou qui refuse de le présenter à un agent de police qui lui en fait la demande. Quiconque commet des infractions est passible d'une amende. En outre, le permis d'une personne déclarée coupable d'une infraction peut être suspendu ou révoqué.

**An Act to provide for
the Licensing of Persons involved
in providing Adult Entertainment**

**Loi prévoyant la délivrance
de permis aux personnes impliquées
dans la fourniture de divertissements
pour adultes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definition

1. In this Act, "adult entertainment services" means services that are designed to appeal to erotic or sexual appetites or inclinations, including services of which a principal feature or characteristic is the nudity or partial nudity of the individual performing the services.

Définition

1. Dans la présente loi, «services de divertissement pour adultes» s'entend des services qui sont conçus pour s'adresser aux appétits ou aux tendances sexuels ou érotiques, notamment des services dont la caractéristique principale est la nudité intégrale ou partielle du particulier qui fournit les services.

Licence required

2. (1) No individual shall, for valuable consideration, perform or contract to perform adult entertainment services unless he or she holds a licence issued under section 3.

Permis obligatoire

2. (1) Nul particulier ne doit, moyennant une contrepartie de valeur, fournir des services de divertissement pour adultes ou s'engager à fournir ces services à moins de détenir un permis délivré en vertu de l'article 3.

Business

(2) A person who does not hold a licence issued under section 3 shall not carry on a business or manage a business where an individual for valuable consideration provides adult entertainment services.

Activité commerciale

(2) La personne qui ne détient pas un permis délivré en vertu de l'article 3 ne doit pas exercer ou gérer une activité commerciale dans laquelle un particulier fournit des services de divertissement pour adultes moyennant une contrepartie de valeur.

Arrangers

(3) A person who does not hold a licence issued under section 3 shall not, whether for valuable consideration or not, arrange for a performance or assist in arranging for a performance where an individual for valuable consideration provides adult entertainment services.

Organisateurs

(3) La personne qui ne détient pas un permis délivré en vertu de l'article 3 ne doit pas, que ce soit moyennant une contrepartie de valeur ou non, organiser des spectacles dans lesquels un particulier fournit des services de divertissement pour adultes moyennant une contrepartie de valeur ou aider à organiser ces spectacles.

Issuance of licences

3. (1) The Minister of Consumer and Commercial Relations or a person authorized in writing by the Minister shall issue a licence for the purpose of subsection 2 (1), (2) or (3) to a person who,

Délivrance de permis

3. (1) Le ministre de la Consommation et du Commerce ou la personne que celui-ci autorise par écrit délivre un permis pour l'application du paragraphe 2 (1), (2) ou (3) à quiconque :

- (a) is at least 18 years of age, in the case of an individual;
- (b) submits an application made in accordance with the regulations made under this Act that states whether the licence

- a) est âgé d'au moins 18 ans dans le cas d'un particulier;
- b) en fait la demande qui est conforme aux règlements pris en application de la présente loi et qui énonce si le permis doit

	is to be issued under subsection 2 (1), (2) or (3); and	être délivré en vertu du paragraphe 2 (1), (2) ou (3);	
	(c) pays the fee prescribed by the regulations made under this Act.	(c) verse les droits prescrits par les règlements pris en application de la présente loi.	
Form of licence	(2) A licence issued under subsection (1) to an individual shall contain a photograph of the individual.	(2) Le permis délivré à un particulier en vertu du paragraphe (1) comporte sa photographie.	Forme du permis
Search without warrant	4. (1) A police officer who believes on reasonable grounds that a person has contravened section 2 may, (a) subject to subsection (2), enter any place that the police officer believes on reasonable grounds may afford evidence of the contravention; (b) demand the production for inspection of anything, including records, that the police officer believes on reasonable grounds may afford evidence of the contravention; and (c) inspect anything described in clause (b).	4. (1) L'agent de police qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne a contravenu à l'article 2 peut : (a) sous réserve du paragraphe (2), pénétrer dans tout lieu s'il a des motifs raisonnables de croire que le lieu peut fournir une preuve de la contravention; (b) exiger la présentation, aux fins d'examen, de tout élément pertinent, notamment des dossiers, s'il a des motifs raisonnables de croire que l'élément peut fournir une preuve de la contravention; (c) examiner tout élément visé à l'alinéa b).	Perquisition sans mandat
Entry to dwellings	(2) A police officer shall not, without the consent of the occupier, exercise a power to enter a place that is being used as a dwelling unless he or she believes on reasonable grounds that, (a) there is sufficient evidence for the issue of a search warrant under section 158 of the <i>Provincial Offences Act</i> ; and (b) delay in obtaining the warrant could lead to the destruction, removal or loss of the evidence.	(2) L'agent de police ne doit pas, sans le consentement de l'occupant, exercer le pouvoir de pénétrer dans un lieu qui est utilisé comme logement à moins d'avoir des motifs raisonnables de croire ce qui suit : (a) d'une part, il existe suffisamment de preuves pour qu'un mandat de perquisition soit décerné en vertu de l'article 158 de la <i>Loi sur les infractions provinciales</i> ; (b) d'autre part, tout retard dans la délivrance du permis pourrait entraîner la destruction, l'enlèvement ou la perte des preuves.	Accès à un logement
Use of force	(3) A police officer may use such force as is necessary to exercise the powers described in subsection (1).	(3) L'agent de police peut recourir à la force qui est nécessaire pour exercer les pouvoirs visés au paragraphe (1).	Recours à la force
Time for exercising powers	(4) A police officer shall exercise the powers only during normal business hours for the place that he or she has entered.	(4) L'agent de police n'exerce les pouvoirs que pendant les heures habituelles d'ouverture du lieu dans lequel il a pénétré.	Heures d'exercice des pouvoirs
Written demand	(5) A demand mentioned in clause (1) (b) shall be in writing and shall include a statement of the nature of the things required.	(5) L'exigence visée à l'alinéa (1) b) est formulée par voie de demande écrite et explique la nature des choses à présenter.	Exigence par écrit
Obligation to produce	(6) If a police officer makes a demand, the person having custody of the things shall produce them to the police officer.	(6) Si l'agent de police en fait la demande, la personne qui a la garde des choses les lui présente.	Obligation de présenter des choses
Removal of things produced	(7) On issuing a written receipt, the police officer may remove the things that are produced and may, (a) review or copy any of them; or (b) bring them before a justice of the peace, in which case section 159 of the <i>Provincial Offences Act</i> applies.	(7) Après avoir donné un récépissé écrit à cet effet, l'agent de police peut enlever les choses qui sont présentées et peut : (a) soit les examiner ou les copier; (b) soit les apporter devant un juge de paix, auquel cas l'article 159 de la <i>Loi sur les infractions provinciales</i> s'applique.	Enlèvement de choses présentées

Return of things produced	(8) The police officer shall carry out the reviewing or copying of things with reasonable dispatch, and shall forthwith after the reviewing or copying return the things to the person who produced them.	(8) L'agent de police examine ou copie les choses avec une diligence raisonnable et les remet sans délai après les avoir examinées ou copiées à la personne qui les a présentées.	Remise des choses présentées
Admissibility of copies	(9) A copy certified by a police officer as a copy made under clause (7) (a) is admissible in evidence to the same extent, and has the same evidentiary value, as the thing copied.	(9) La copie qu'un agent de police certifie comme étant une copie faite en vertu de l'alinéa (7) a) est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante que lui.	Admissibilité des copies
Assistance	(10) A police officer may call upon any expert for such assistance as he or she considers necessary in exercising the powers described in subsection (1).	(10) L'agent de police peut demander à un expert l'aide qu'il juge nécessaire pour les besoins de l'exercice des pouvoirs visés au paragraphe (1).	Aide
Computer search	(11) For the purpose of exercising the powers, a police officer may use any data storage, processing or retrieval device or system belonging to the persons being investigated in order to produce a record in readable form.	(11) Pour les besoins de l'exercice de ses pouvoirs, l'agent de police peut, pour présenter un document sous une forme lisible, utiliser les dispositifs ou systèmes de mise en mémoire, de traitement ou d'extraction des données qui appartiennent aux personnes faisant l'objet de l'enquête.	Recherche informatisée
Production of licence	5. (1) Despite subsection 4 (5), every person to whom a licence has been issued under this Act shall produce it when requested to do so by a police officer.	5. (1) Malgré le paragraphe 4 (5), le détenteur du permis délivré en vertu de la présente loi le présente à l'agent de police qui lui en fait la demande.	Présentation du permis
Duty to identify self	(2) A person who holds a licence and who is unable to produce the licence to a police officer upon request or who refuses to do so shall give the person's name and address to the police officer upon request.	(2) Le détenteur du permis qui ne peut présenter son permis à un agent de police qui lui en fait la demande ou qui refuse de le faire, doit donner son nom et son adresse à l'agent de police qui lui en fait la demande.	Devoir de s'identifier
Arrest without warrant	(3) A police officer who on reasonable and probable grounds believes that an individual has contravened subsection (2) may arrest the individual without a warrant.	(3) L'agent de police qui a des motifs raisonnables de croire qu'un particulier a contrevenu au paragraphe (2) peut procéder, sans mandat, à son arrestation.	Arrestation sans mandat
Offences	6. (1) Every person who contravenes subsection 2 (1), 5 (1) or (2) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$100 and not more than \$1,000.	6. (1) Quiconque contrevient au paragraphe 2 (1), 5 (1) ou (2) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 1 000 \$.	Infractions
Same	(2) Every person who contravenes subsection 2 (2) or (3) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$10,000 and not more than \$50,000.	(2) Quiconque contrevient au paragraphe 2 (2) ou (3) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 50 000 \$.	Idem
Directors, officers	(3) It is an offence for a director or officer of a corporation to cause, authorize, permit, or participate or acquiesce in the commission by the corporation of an offence mentioned in subsection (1) or (2).	(3) Commet une infraction l'administrateur ou le dirigeant d'une personne morale qui cause, autorise ou permet la commission, par la personne morale, d'une infraction mentionnée au paragraphe (1) ou (2), y acquiesce ou y participe.	Administrateurs, dirigeants
Penalty	(4) A director or an officer of a corporation who is convicted of an offence under subsection (3) is liable to, (a) a fine of not less than \$100 and not more than \$1,000, if the corporation is	(4) L'administrateur ou le dirigeant d'une personne morale qui est déclaré coupable d'une infraction aux termes du paragraphe (3) est passible : a) d'une amende d'au moins 100 \$ et d'au plus 1 000 \$, si la personne morale est	Peine

	convicted of contravening subsection 5 (1) or (2); or	déclarée coupable d'une contravention au paragraphe 5 (1) ou (2);	
	(b) a fine of not less than \$10,000 and not more than \$50,000, if the corporation is convicted of contravening subsection 2 (2) or (3).	b) d'une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 50 000 \$, si la personne morale est déclarée coupable d'une contravention au paragraphe 2 (2) ou (3).	
Suspension or revocation of licence	(5) The Minister of Consumer and Commercial Relations or a person authorized in writing by the Minister may suspend or revoke the licence of a person who is convicted of an offence under subsection (1) or (2), in addition to the fine that is imposed on the person.	(5) Le ministre de la Consommation et du Commerce ou la personne que celui-ci autorise par écrit peut suspendre ou révoquer le permis d'une personne qui est déclarée coupable d'une infraction aux termes du paragraphe (1) ou (2), en plus de l'amende qui est imposée à la personne.	Suspension ou révocation
Regulations	7. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,	7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :	Règlements
	(a) governing applications for licences or the renewal of licences issued under this Act;	a) régir les demandes de permis délivrés en vertu de la présente loi ou de renouvellement de ces permis;	
	(b) providing for the expiry of licences issued or renewed under this Act;	b) prévoir la date d'expiration des permis délivrés ou renouvelés en vertu de la présente loi;	
	(c) prescribing forms and providing for their use;	c) prescrire des formules et prévoir les modalités de leur emploi;	
	(d) prescribing anything that is mentioned in this Act as being prescribed by the regulations made under this Act; and	d) prescrire tout ce que la présente loi mentionne comme étant prescrit par des règlements pris en application de la présente loi;	
	(e) exempting any person or class of persons from any or all of the provisions of this Act and the regulations made under this Act.	e) soustraire des personnes ou des catégories de personnes à l'application des dispositions de la présente loi et des règlements pris en application de celle-ci.	
Commencement	8. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	8. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	9. The short title of this Act is the <i>Adult Entertainment Licensing Act, 1994</i> .	9. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 prévoyant la délivrance de permis relatifs au divertissement pour adultes</i> .	Titre abrégé

CAZ
ON
XB
-B56



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 185

**An Act to amend the
Power Corporation Act**

The Hon. B. Wildman
Minister of Environment and Energy

Government Bill

1st Reading November 3, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

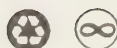
Projet de loi 185

**Loi modifiant la Loi sur la
Société de l'électricité**

L'honorable B. Wildman
Ministre de l'Environnement et de l'Énergie

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 3 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

The Bill provides the framework for municipal electrical power commissions to add to the areas that they service and to accept a transfer of facilities and staff from Ontario Hydro with respect to the added areas. This will permit a municipality to move toward one electricity supplier for the whole municipality.

The process is triggered by a municipality passing a by-law setting out new areas within its municipal boundaries to be serviced that are contiguous to an existing area supplied with power by the municipality's commission. Generally, such a by-law may be passed only once in a five-year period. Alternatively, if such a by-law is not passed, a request for it may be made after six years.

There are provisions dealing with the coming into force of these by-laws, appeals, notices and hearings. (New section 83.2 of the Act)

A process is set out for establishing the date for the transfer of facilities and staff by Ontario Hydro to a commission. A method of arriving at the compensation to be paid by a commission for assets transferred to it is set out. (New section 83.3 of the Act) Provision is made for arbitration if a price cannot be agreed upon. (New section 83.5 of the Act)

Provision is made for Ontario Hydro to provide financial assistance to a commission and the method of calculating the amount of financial assistance is set out. (New section 83.6 of the Act)

Provision is made for determining which Ontario Hydro employees should be transferred to a commission. This includes a system that allows some employees to be designated to receive an offer of employment and others to voluntarily enter into the employ of a commission. Ontario Hydro's obligations and the commission's obligations are set out. Employee benefit, pension and wage guarantees are provided. (New section 83.7 of the Act)

The Act currently provides that the chair of the Corporation shall be the chief executive officer. Section 1 of the Bill changes this. Section 1 is self-explanatory.

Section 24 of the Act deals with contributions to the Pension and Insurance Fund. Section 2 of the Bill provides for a change in the contributions for 1994 and 1995.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi prévoit le cadre nécessaire pour que les commissions municipales d'électricité puissent ajouter de nouveaux secteurs à ceux qu'elles desservent et accepter le transfert d'installations et de membres du personnel d'Ontario Hydro à l'égard des secteurs ajoutés. Ces mesures permettront à une municipalité de n'avoir plus qu'un seul fournisseur d'électricité pour toute la municipalité.

Le processus est déclenché lorsqu'une municipalité adopte un règlement municipal définissant, à l'intérieur de ses limites, de nouveaux secteurs à desservir qui sont contigus à un secteur existant qu'approvisionne en électricité la commission de la municipalité. En général, un seul règlement municipal de ce genre peut être adopté au cours d'une période de cinq ans. En revanche, si un tel règlement municipal n'est pas adopté, une demande d'adoption d'un tel règlement peut être présentée après six ans.

Sont prévues des dispositions portant sur l'entrée en vigueur de ces règlements municipaux, ainsi que sur les appels, avis et audiences. (Nouvel article 83.2 de la Loi.)

Des modalités sont prévues pour fixer la date du transfert par Ontario Hydro des installations et du personnel à une commission. Une méthode pour déterminer le prix qu'une commission doit payer pour les éléments d'actif qui lui sont transférés est énoncée. (Nouvel article 83.3 de la Loi.) Le recours à l'arbitrage est prévu en l'absence d'entente sur le prix. (Nouvel article 83.5 de la Loi.)

Il est prévu qu'Ontario Hydro fournisse une aide financière aux commissions. La méthode de calcul du montant de cette aide financière est énoncée. (Nouvel article 83.6 de la Loi.)

Des dispositions sont prévues pour déterminer quels employés d'Ontario Hydro devraient être transférés à une commission. À cet égard, est prévu un système permettant à certains employés d'être désignés en vue de recevoir une offre d'emploi et à d'autres d'accepter de leur plein gré un emploi au sein d'une commission. Les obligations d'Ontario Hydro et celles de la commission sont énoncées. Des garanties relatives aux avantages sociaux, aux pensions et aux salaires des employés sont prévues. (Nouvel article 83.7 de la Loi.)

Actuellement, la Loi prévoit que le président du conseil d'administration de la Société est le chef de la direction. L'article 1 du projet de loi apporte à cet état de choses une modification qui se passe d'explication.

L'article 24 de la Loi porte sur les cotisations à la Caisse de retraite et d'assurance. L'article 2 du projet de loi prévoit une modification des cotisations pour les années 1994 et 1995.

An Act to amend the Power Corporation Act

Loi modifiant la Loi sur la Société de l'électricité

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 3 (7) of the *Power Corporation Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 10, section 1, is repealed and the following substituted:

Chief Execu-
tive Officer

(7) The Lieutenant Governor in Council, after considering the advice of the Board, shall appoint either the president or the chair as the chief executive officer.

2. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(4.1) Despite subsection (4), in respect of each of 1994 and 1995, the Corporation shall contribute towards the cost of pension benefits under the Ontario Hydro Pension and Insurance Plan an amount that is equal to 4.35 per cent of the aggregate base earnings, as determined by the Plan, of employees who are members of the Plan and have contributed towards the cost of the benefits earned during the respective calendar year.

Transition

(4.2) If a payment is made under subsection (4) in respect of 1994 without taking into account subsection (4.1), any amount that turns out to be an overpayment after the application of subsection (4.1) shall be refunded by the Plan and this subsection prevails despite any law that would have applied except for this subsection.

3. Subsection 83 (12) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(12) Despite this section, no area shall be established that does not serve an entire township.

Provisions
that do not
apply

(13) Despite any provisions of Part IV of the *County of Oxford Act*, Part X of the *District Municipality of Muskoka Act*, Part III of

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 3 (7) de la *Loi sur la Société de l'électricité*, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Chef de la di-
rection

(7) Après avoir tenu compte de ce qui lui a été conseillé par le conseil d'administration, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme soit le président, soit le président du conseil d'administration au poste de chef de la direction.

2. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(4.1) Malgré le paragraphe (4), à l'égard de chacune des années 1994 et 1995, la Société verse, à titre de cotisation en vue des prestations de retraite du Régime de retraite et d'assurance d'Ontario Hydro, une somme égale à 4,35 pour cent du total des gains de base, déterminé par le Régime, des employés qui participent au Régime et qui ont cotisé en vue des prestations acquises pendant chacune de ces années civiles.

Disposition
transitoire

(4.2) Si un paiement est effectué aux termes du paragraphe (4) à l'égard de l'année 1994 sans qu'il soit tenu compte du paragraphe (4.1), toute somme qui devient un paiement en trop après l'application du paragraphe (4.1) est remboursée par le Régime et le présent paragraphe l'emporte malgré toute loi qui se serait appliquée si ce n'était du présent paragraphe.

3. Le paragraphe 83 (12) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(12) Malgré le présent article, il ne doit pas être établi de secteur qui ne dessert pas un canton entier.

Non-applica-
tion de certai-
nes disposi-
tions

(13) Malgré les dispositions de la partie IV de la *Loi sur le comté d'Oxford*, de la partie X de la *Loi sur la municipalité de district de*

the *Regional Municipality of Durham Act*, Part III of the *Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act*, Part III of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act*, Part III of the *Regional Municipality of Niagara Act*, Part III of the *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act*, Part III of the *Regional Municipality of Peel Act*, Part III of the *Regional Municipality of Sudbury Act*, Part III of the *Regional Municipality of York Act*, the *London-Middlesex Act, 1992*, the *Township of Aldborough and Village of Rodney Act, 1993* and the *County of Simcoe Act, 1993* that limit or preclude incremental expansion of an established area or deal with boundary adjustment process, price determination, employee transfers or arbitration process, sections 83, 83.1, 83.2, 83.3, 83.4, 83.5 and 83.7 prevail.

4. The Act is amended by adding the following sections:

Application
of ss. 83.2 to
83.7

83.1 (1) Sections 83.2, 83.3, 83.4, 83.5, 83.6 and 83.7 apply to,

- (a) subject to subsection (2), townships in which a commission established under section 82 is dissolved and its powers and duties for the control and management of works established for the distribution of power are transferred to the council of the township;
- (b) the municipal corporations of South-West Oxford, Norfolk, West Lincoln, Blandford-Blenheim, East Zorra-Tavistock, Zorra, Nickel Centre, Flamborough, Pelham, Goulbourn, Georgina, Uxbridge, Norwich, Capreol, Ancaster, Huntsville, Lincoln, Bracebridge, Delhi, Scugog, Gravenhurst, Brock, Dunnville, Caledon, Whitchurch-Stouffville, Haldimand, Nanticoke, Clarington, North Dorchester, South Dumfries, Innisfil, Bradford West Gwillimbury, New Tecumseth, Aldborough, Clearview, Town of Collingwood, Essa, Midland, Penetanguishene, Ramara, Severn, Springwater, Tay, Wasaga Beach, City of London and Belmont; and
- (c) subject to subsection (5), municipal corporations described in subsection (3).

Same

(2) If a boundary of a township is prescribed so that it encompasses more than one commission established under section 82 and the township wants to enlarge the area of a former police village, the township must dis-

Muskoka, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Durham*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Niagara*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Peel*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de York*, de la *Loi de 1992 sur London et Middlesex*, de la loi intitulée *Township of Aldborough and Village of Rodney Act, 1993* et de la *Loi de 1993 sur le comté de Simcoe* qui limitent ou empêchent l'élargissement progressif d'un secteur établi ou qui portent sur le rajustement des limites, la fixation de prix, le transfert d'employés ou le processus arbitral, les articles 83, 83.1, 83.2, 83.3, 83.4, 83.5 et 83.7 l'emportent.

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

83.1 (1) Les articles 83.2, 83.3, 83.4, 83.5, 83.6 et 83.7 s'appliquent à ce qui suit :

Champ d'ap-
plication des
art. 83.2 à
83.7

- a) sous réserve du paragraphe (2), les cantons dans lesquels est dissoute une commission créée en vertu de l'article 82 et dont les pouvoirs et fonctions relatifs à la direction et à la gestion des ouvrages érigés pour la distribution de l'électricité sont transférés à leur conseil;
- b) les municipalités de South-West Oxford, de Norfolk, de West Lincoln, de Blandford-Blenheim, d'East Zorra-Tavistock, de Zorra, de Nickel Centre, de Flamborough, de Pelham, de Goulbourn, de Georgina, d'Uxbridge, de Norwich, de Capreol, d'Ancaster, de Huntsville, de Lincoln, de Bracebridge, de Delhi, de Scugog, de Gravenhurst, de Brock, de Dunnville, de Caledon, de Whitchurch-Stouffville, de Haldimand, de Nanticoke, de Clarington, de North Dorchester, de South Dumfries, d'Innisfil, de Bradford West Gwillimbury, de New Tecumseth, d'Aldborough, de Clearview, de la ville de Collingwood, d'Essa, de Midland, de Penetanguishene, de Ramara, de Severn, de Springwater, de Tay, de Wasaga Beach, de la cité de London ainsi que de Belmont;
- c) sous réserve du paragraphe (5), les municipalités visées au paragraphe (3).

(2) Si une des limites d'un canton est prescrite de façon à inclure plus d'une commission créée en vertu de l'article 82 et que le canton veut élargir le secteur d'un ancien village partiellement autonome, le canton doit dissoudre

Idem

solve all commissions within its boundaries and those powers and duties for the control and management of works established for the distribution of power in the police villages are combined and transferred to the council of the township.

Same

(3) A municipal corporation that has a contract with the Corporation relating to the supply of electric power and that alters its boundaries so that the altered municipal area has retail customers of the municipal corporation or a commission of the municipal corporation and of the Corporation is a municipal corporation for the purpose of clause (1) (c).

Same

(4) A municipal corporation described in subsection (3) shall not have more than one commission for the purpose of supplying electric power.

Limited application

(5) Despite subsection (1), only section 83.3 applies to a commission that, by expanding, would not increase,

- (a) the number of its customers by at least 10 per cent;
- (b) the net book value, as estimated by the Corporation on reasonable grounds, of its assets by at least 10 per cent; or
- (c) the number of its customers by at least 400.

Merged commissions

(6) If, as a consequence of subsection (4), commissions are merged, the commissioners of all of the merged commissions are entitled to remain as commissioners of the resulting commission until the next regular municipal election.

Interpretation

(7) For the purposes of sections 83.3 to 83.7, "commission" includes a municipal corporation that is distributing and supplying power in a portion of the corporation.

By-law re additional areas

83.2 (1) Subject to subsection (6), a municipal corporation, without the assent of the municipal electors, may pass a by-law setting out additional areas of that municipal corporation, contiguous to an existing area, to be supplied with power by the municipal corporation or a commission of that municipal corporation.

Application of *Public Utilities Act*

(2) A commission referred to in subsection (1) shall be deemed to be established under Part III of the *Public Utilities Act*.

Supply of power

(3) Power shall be supplied on and after the transfer date.

When by-law comes into force: if no appeal

(4) Subject to subsection (10), a by-law setting out additional areas comes into force on the thirtieth day after the expiry of the appeal period unless a notice of appeal is filed.

toutes les commissions qui se trouvent à l'intérieur de ses limites, et les pouvoirs et fonctions relatifs à la direction et à la gestion des ouvrages érigés pour la distribution de l'électricité dans les villages partiellement autonomes sont réunis et transférés au conseil du canton.

(3) La municipalité qui a déjà conclu avec la Société un contrat d'approvisionnement en électricité et qui modifie ses limites de façon que le secteur municipal modifié ait des clients détaillants de la municipalité ou d'une commission de la municipalité et de la Société est une municipalité pour l'application de l'alinéa (1) c).

(4) La municipalité visée au paragraphe (3) ne doit pas avoir plus qu'une commission qui fournisse de l'électricité.

(5) Malgré le paragraphe (1), seul l'article 83.3 s'applique à une commission qui, en prenant de l'expansion, n'augmenterait pas, selon le cas :

- a) d'au moins 10 pour cent le nombre de ses clients;
- b) d'au moins 10 pour cent la valeur comptable nette de son actif, selon l'estimation raisonnable de cette valeur par la Société;
- c) d'au moins 400 le nombre de ses clients.

(6) Si, pour se conformer au paragraphe (4), des commissions fusionnent, les commissaires de ces commissions ont le droit de demeurer commissaires au sein de la commission issue de la fusion jusqu'à la prochaine élection municipale ordinaire.

(7) Pour l'application des articles 83.3 à 83.7, le terme «commission» s'entend en outre d'une municipalité qui distribue et fournit de l'électricité à une partie de la municipalité.

83.2 (1) Sous réserve du paragraphe (6), une municipalité peut, sans l'assentiment des électeurs municipaux, adopter un règlement municipal qui définit les secteurs additionnels de la municipalité, contigus à un secteur existant, qui doivent être approvisionnés en électricité par la municipalité ou une commission de cette municipalité.

(2) La commission visée au paragraphe (1) est réputée créée en vertu de la partie III de la *Loi sur les services publics*.

(3) L'électricité est fournie à partir de la date du transfert.

(4) Sous réserve du paragraphe (10), tout règlement municipal qui définit des secteurs additionnels entre en vigueur le trentième jour

Idem

Idem

Application limitée

Fusion de commissions

Définition

Règlement municipal relatif aux secteurs additionnels

Application de la *Loi sur les services publics*

Approvisionnement en électricité

Entrée en vigueur du règlement municipal en l'absence d'appel

Same: if appeal	(5) If an appeal is filed, a by-law setting out additional areas, as approved by the Ontario Municipal Board, comes into force on the thirtieth day after the last order of the Ontario Municipal Board is issued disposing of the last appeal with respect to that by-law.	qui suit l'expiration du délai d'appel, sauf si un avis d'appel est déposé.	Idem : s'il y a appel
Subsequent by-laws	(6) A municipal corporation may pass only one by-law under subsection (1) in any five-year period unless the Corporation agrees to another by-law.	(6) Une municipalité ne peut adopter qu'un seul règlement municipal en vertu du paragraphe (1) au cours d'une période de cinq ans, à moins que la Société ne convienne d'un autre règlement municipal.	Règlements municipaux subséquents
Request after six years	(7) Any person, a commission or the Corporation may apply to the council of a municipal corporation asking the council to pass a by-law setting out additional areas if six years have passed without such a by-law coming into force in that municipal corporation.	(7) Toute personne, une commission ou la Société peut demander au conseil d'une municipalité qu'il adopte un règlement municipal définissant des secteurs additionnels si six années se sont écoulées sans qu'un tel règlement municipal soit entré en vigueur dans cette municipalité.	Demande après six ans
Appeal if request not granted	(8) If an application under subsection (7) is refused or the council does not make a decision on the application within 90 days after the application is made, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board and, subject to subsection (25), the Board shall hear the appeal.	(8) En cas de refus d'une demande présentée en vertu du paragraphe (7) ou si le conseil ne prend pas de décision au sujet de la demande dans les 90 jours qui suivent la présentation de la demande, l'auteur de la demande peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario qui, sous réserve du paragraphe (25), entend l'appel.	Appel en cas de refus d'une demande
Powers of OMB: re appeal where no by-law	(9) The Ontario Municipal Board, after hearing an appeal made under subsection (8), may, (a) dismiss the appeal; or (b) direct that the municipality pass a by-law setting out additional areas in accordance with the Board's order.	(9) Après avoir entendu un appel interjeté en vertu du paragraphe (8), la Commission des affaires municipales de l'Ontario, peut : (a) soit rejeter l'appel; (b) soit enjoindre, conformément à son ordonnance, à la municipalité d'adopter un règlement municipal définissant des secteurs additionnels.	Pouvoirs de la C.A.M.O. : appel en l'absence de règlement municipal
When by-law comes into force	(10) A by-law made under subsection (9) comes into force 30 days after it is passed by the municipal corporation.	(10) Le règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (9) entre en vigueur 30 jours après son adoption par la municipalité.	Entrée en vigueur du règlement municipal
Condition precedent to passing by-law	(11) Before passing a by-law under this section, a municipal corporation shall hold a public meeting, notice of which shall be given to the secretaries of the Corporation and the commission, by personal service, and to such other persons and agencies as are prescribed and in the manner and in the form prescribed, but this subsection does not apply to a by-law passed pursuant to an order of the Ontario Municipal Board made under subsection (9).	(11) Avant d'adopter un règlement municipal en vertu du présent article, une municipalité tient une réunion publique, dont avis est donné aux secrétaires de la Société et de la commission, par signification à personne, ainsi qu'aux autres personnes et organismes prescrits, de la façon et selon la formule prescrites. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas à un règlement municipal adopté conformément à une ordonnance rendue par la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu du paragraphe (9).	Condition préalable à l'adoption d'un règlement municipal
Notice requirement for meeting	(12) A meeting required by subsection (11) shall not be held sooner than 20 days after the notice requirements have been met.	(12) La réunion exigée par le paragraphe (11) ne doit pas être tenue moins de 20 jours après que les exigences relatives à l'avis ont été observées.	Exigences relatives à l'avis

Opportunity to make representations	(13) Every person who attends a meeting required by subsection (11) is entitled to an opportunity to make representations in respect of the proposed by-law.	(13) Quiconque assiste à la réunion exigée par le paragraphe (11) doit avoir la possibilité de présenter des observations sur le projet de règlement municipal.	Possibilité de présenter des observations
Notice after change	(14) Unless a substantial change is made in a proposed by-law after the meeting required by subsection (11), the municipal corporation is not required to give any further public notice in respect of the proposed by-law.	(14) À moins qu'une modification importante ne soit apportée à un projet de règlement municipal après la réunion exigée par le paragraphe (11), la municipalité n'est pas tenue de donner de nouvel avis public à l'égard du projet de règlement municipal.	Avis à la suite d'une modification
Same	(15) A municipal corporation shall give notice, by personal service, to the secretaries of the Corporation and the commission of any change made in a proposed by-law after the meeting required by subsection (11).	(15) La municipalité avise, par signification à personne, les secrétaires de la Société et de la commission de toute modification apportée à un projet de règlement municipal après la réunion exigée par le paragraphe (11).	Idem
Notice of by-law	(16) The clerk of a municipal corporation that passes a by-law setting out additional areas shall give notice of the passing of the by-law to, (a) the secretaries of the Corporation and the commission, by personal service; and (b) to such other persons and agencies as are prescribed in the manner and in the form prescribed.	(16) Le secrétaire de la municipalité qui adopte un règlement municipal définissant des secteurs additionnels donne avis de son adoption : a) d'une part, aux secrétaires de la Société et de la commission, par signification à personne; b) d'autre part, aux autres personnes et organismes prescrits, de la façon et selon la formule prescrites.	Avis de règlement municipal
Notice, re appeal	(17) The notice must specify the last date to appeal the by-law.	(17) L'avis doit préciser la date limite à laquelle il peut être interjeté appel du règlement municipal.	Avis : appel
Service of notice	(18) Notice of a by-law shall be deemed to be served, (a) if given by publication in a newspaper, on the day that the notice is published; and (b) if given by mail, on the day after the last notice is mailed.	(18) L'avis concernant un règlement municipal est réputé signifié : a) s'il est publié dans un journal, le jour de sa parution dans celui-ci; b) s'il est envoyé par la poste, le lendemain du jour où le dernier avis est mis à la poste.	Signification de l'avis
Appeal to OMB	(19) Subject to subsection (21), any person, a commission or the Corporation may appeal the passing of a by-law, other than a by-law passed pursuant to an order of the Ontario Municipal Board made under subsection (9), to the Ontario Municipal Board within 21 days after being served with the notice.	(19) Sous réserve du paragraphe (21), toute personne, une commission ou la Société peut interjeter appel de l'adoption d'un règlement municipal, à l'exclusion d'un règlement municipal adopté conformément à une ordonnance rendue par la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu du paragraphe (9), devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario au plus tard 21 jours après avoir reçu signification de l'avis.	Appel devant la C.A.M.O.
What must be in appeal	(20) An appeal must state what the objections to the by-law are and the reasons for the objections.	(20) L'appel doit exposer la nature de l'opposition au règlement municipal et les motifs à l'appui de celle-ci.	Contenu de l'appel
Notice of appeal	(21) An appeal cannot be filed until a notice of the appeal is filed with the clerk of the municipal corporation.	(21) L'appel ne peut être interjeté tant qu'un avis d'appel n'est pas déposé auprès du secrétaire de la municipalité.	Avis d'appel
Clerk's declaration	(22) A declaration of the clerk of the municipal corporation that the required notices of the passing of a by-law were given or that no notice of appeal was filed within the 21 days	(22) La déclaration du secrétaire de la municipalité attestant que les avis exigés relativement à l'adoption d'un règlement municipal ont été donnés ou qu'aucun avis d'appel n'a	Déclaration du secrétaire

allowed for appeal is conclusive evidence, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated therein.

Record for
appeal

(23) The municipal clerk, upon a notice of appeal being filed, shall compile a record consisting of,

- (a) a copy of the by-law certified by the clerk;
- (b) a declaration that the required notices have been given; and
- (c) the original or a copy of all written submissions, and material in support of the submissions, received in respect of the by-law.

Material
provided to
OMB

(24) The municipal clerk shall forward the notice of appeal and the record for the appeal to the secretary of the Ontario Municipal Board within 15 days after the expiry of the appeal period and shall provide such other information or material as the Ontario Municipal Board may require in respect of the appeal.

Hearing by
OMB

(25) Subject to subsection (26), the Ontario Municipal Board shall hear the appeal after giving notice of it or directing notice to be given to the secretaries of the Corporation and the commission, by personal service, and to such other persons or agencies and in such manner as the Board may determine.

Where
hearing not
required

(26) If the Ontario Municipal Board is of the opinion that the reasons given for an appeal are insufficient, the Board may dismiss the appeal without holding a full hearing after giving the appellant an opportunity to make representations as to the merits of the appeal.

Powers of
OMB: re ap-
peal where
by-law
passed

(27) The Ontario Municipal Board may,

- (a) dismiss the appeal;
- (b) allow the appeal, in whole or in part;
- (c) repeal the by-law;
- (d) amend the by-law; or
- (e) direct that the municipality pass a by-law setting out additional areas in accordance with the Board's order.

Matters to be
considered

(28) In considering a by-law setting out additional areas, the council of a municipal corporation or the Ontario Municipal Board shall have regard to the long-term potential growth and development of the municipal corporation, the effects on the adjoining rural power district and the supply of power to adjacent municipal corporations.

été déposé dans le délai de 21 jours imparti pour interjeter appel constitue une preuve concluante, en l'absence de preuve contraire, des faits énoncés dans la déclaration.

(23) Une fois qu'un avis d'appel est déposé, le secrétaire municipal constitue un dossier qui réunit les documents suivants :

- a) une copie du règlement municipal qu'il certifie conforme;
- b) une déclaration selon laquelle les avis exigés ont été donnés;
- c) l'original ou une copie de toutes les observations écrites et de la documentation à l'appui de celles-ci, qui ont été reçues à l'égard du règlement municipal.

(24) Le secrétaire municipal fait parvenir l'avis d'appel et le dossier d'appel au secrétaire de la Commission des affaires municipales de l'Ontario dans les 15 jours suivant l'expiration du délai d'appel et fournit tous autres renseignements ou toute autre documentation que la Commission peut exiger à l'égard de l'appel.

(25) Sous réserve du paragraphe (26), la Commission des affaires municipales de l'Ontario entend l'appel après en avoir donné avis ou avoir ordonné qu'il en soit donné avis aux secrétaires de la Société et de la commission, par signification à personne, ainsi qu'aux autres personnes ou organismes qu'elle désigne, de la façon qu'elle précise.

(26) Si elle est d'avis que les motifs à l'appui d'un appel sont insuffisants, la Commission des affaires municipales de l'Ontario peut rejeter l'appel sans tenir une audience complète, après avoir donné à l'appelant la possibilité de présenter ses observations sur le fond de l'appel.

(27) La Commission des affaires municipales de l'Ontario peut, selon le cas :

- a) rejeter l'appel;
- b) faire droit à l'appel en tout ou en partie;
- c) abroger le règlement municipal;
- d) modifier le règlement municipal;
- e) enjoindre, conformément à son ordonnance, à la municipalité d'adopter un règlement municipal définissant des secteurs additionnels.

(28) Lors de son étude d'un règlement municipal définissant des secteurs additionnels, le conseil d'une municipalité ou la Commission des affaires municipales de l'Ontario tient compte de la croissance et de la mise en valeur potentielles à long terme de la municipalité, des effets sur le district contigu de raccordement électrique en milieu rural et de l'approvi-

Dossier
d'appel

Documents
fournis à la
C.A.M.O.

Audience te-
nue par la
C.A.M.O.

Audience non
obligatoire

Pouvoirs de
la C.A.M.O. :
appel relatif à
un règlement
municipal
adopté

Questions à
prendre en
considération

What is transferred	(29) Except as otherwise agreed by the Corporation and a commission, the commission acquires, on the transfer date, all assets (including equipment rented by the Corporation to those within the expanded area), liabilities, land, works and interests related to the distribution of power within the expanded area supplied by the Corporation.	sionnement en électricité des municipalités limitrophes.	Objet du transfert
Interpretation	(30) In subsection (29), “commission” includes a municipal corporation that supplies power.	(29) Sauf accord contraire de la Société et de la commission, celle-ci acquiert, à la date du transfert, l’actif, y compris le matériel que la Société loue aux personnes qui sont comprises dans le secteur élargi, le passif, les biens-fonds, les ouvrages et les intérêts relatifs à la distribution de l’électricité dans le secteur élargi approvisionné par la Société.	Définition
Exception to subs. (29)	(31) Subsection (29) does not operate to transfer anything, (a) related to the distribution of power, on the day before the transfer date, to a customer as defined in subsection 37 (1) of the <i>Ontario Energy Board Act</i> ; (b) used, or planned by the Corporation for use, in the supply of power outside the expanded service area; (c) normally inside transformer station premises if the station is supplied at voltages in excess of 50 kilovolts; or (d) that has components operating, or designed for operating, at voltages above 50 kilovolts.	(31) Le paragraphe (29) n’a pas pour effet de transférer quoi que ce soit : a) qui se rapporte à la distribution de l’électricité, le jour précédant la date du transfert, aux clients au sens du paragraphe 37 (1) de la <i>Loi sur la Commission de l’énergie de l’Ontario</i> ; b) que la Société utilise ou prévoit d’utiliser pour l’approvisionnement en électricité à l’extérieur du secteur de service élargi; c) qui se trouve normalement à l’intérieur d’un poste de transformation si une tension supérieure à 50 kilovolts est fournie au poste; d) qui ait des composants fonctionnant, ou conçus pour fonctionner, à une tension supérieure à 50 kilovolts.	Exception au par. (29)
Definitions	83.3 (1) In this section, “accumulated net retail equity” means the proportional share based on accumulated depreciation of the equity accumulated through debt retirement appropriations recorded for the rural power district relating to the Corporation’s rural retail system and the portion of the balance recorded for rural retail customers in the stabilization of rates and contingencies reserve account in the books of the Corporation as of the last day of December in the year before the price is provided under subsection (5); (“avoir net cumulatif du réseau de détail”) “transfer date” means the date on which the assets, liabilities, land, works and interests related to the distribution of power within the expanded area supplied by the Corporation become the responsibility of a commission. (“date du transfert”)	83.3 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article. «avoir net cumulatif du réseau de détail» S’entend de la part proportionnelle, basée sur l’amortissement cumulé, de l’avoir accumulé au moyen des affectations de crédits au remboursement de la dette inscrite aux livres pour le district de raccordement électrique en milieu rural relatif au réseau de distribution au détail en milieu rural de la Société et de la fraction du solde inscrite à l’égard des clients détaillants en milieu rural au compte de réserve pour la stabilisation des tarifs et pour les éventualités dans les livres de la Société au dernier jour de décembre de l’année précédant le moment où il est parvenu à un prix conformément au paragraphe (5). («accumulated net retail equity») «date du transfert» La date à laquelle l’actif, le passif, les biens-fonds, les ouvrages et les intérêts relatifs à la distribution de l’électricité dans le secteur élargi qui est approvisionné par la Société deviennent la responsabilité d’une commission. («transfer date»)	Définitions
Transfer date	(2) A transfer date can occur only,	(2) La date du transfert ne peut tomber que l’un ou l’autre des jours suivants :	Date du transfert

	<p>(a) in the absence of agreement, on the 1st day of January or July immediately following the 45-day period after the day that the price payable by the commission is established; or</p> <p>(b) on a day agreed upon by the Corporation and commission.</p>	<p>a) en l'absence d'accord, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suit immédiatement la période de 45 jours suivant le jour où est fixé le prix que doit payer la commission;</p> <p>b) le jour convenu par la Société et la commission.</p>	
Price established	(3) A price is established when it is agreed upon or when determined by arbitration.	(3) Le prix est fixé quand il en est convenu ou quand il est déterminé par arbitrage.	Fixation du prix
Price payable for transferred assets	(4) The price payable by the commission for all transferred assets, liabilities, land, works and interests related to the distribution of power within the expanded area supplied by the Corporation is equal to the original cost of those things less the sum of the accumulated net retail equity and the accumulated depreciation associated with those things as recorded in the books of the Corporation.	(4) Le prix que la commission doit payer pour l'actif, le passif, les biens-fonds, les ouvrages et les intérêts relatifs à la distribution de l'électricité dans le secteur élargi approvisionné par la Société qui sont transférés correspond au coût initial de ces éléments moins la somme de l'avoir net cumulatif du réseau de détail et de l'amortissement cumulé liés à ces éléments, selon les inscriptions faites dans les livres de la Société.	Prix à payer pour l'actif transféré
Price calculation	(5) The Corporation shall calculate and notify the commission of the price referred to in subsection (4) within 180 days after the by-law setting out the additional areas comes into force.	(5) La Société calcule le prix visé au paragraphe (4) et en avise la commission dans les 180 jours qui suivent l'entrée en vigueur du règlement municipal qui définit les secteurs additionnels.	Calcul du prix
Components	(6) The Corporation shall specify the components of the adjustments relating to changes resulting from the ongoing operation that occur between the inventory date and the transfer date.	(6) La Société précise les éléments des rajustements relatifs aux modifications résultant de l'exploitation continue qui sont apportées entre la date de l'inventaire et la date du transfert.	Éléments
Transfer agreement	(7) The Corporation and a commission may enter into a transfer agreement.	(7) La Société peut conclure un accord de transfert avec la commission.	Accord de transfert
Additional price	<p>(8) In addition to the price payable under subsection (4), the commission must pay to the Corporation the costs, excluding the cost of materials, incurred by the Corporation,</p> <p>(a) in making the physical disconnections and connections to separate the Corporation's works in the rural power district;</p> <p>(b) to re-establish the supply of power to the municipal corporation or commission or to the rural power district in the manner the Corporation considers appropriate;</p> <p>(c) to provide such plans and specifications and to prepare such other information as the Corporation considers advisable;</p> <p>(d) to prepare any data required for studies to determine the implications of any boundary adjustment proposals identified by the municipal corporation;</p> <p>(e) to produce and transfer customer data and records in the form required by the acquiring commission; and</p>	<p>(8) En plus du prix payable aux termes du paragraphe (4), la commission doit payer à la Société les frais, à l'exception du coût du matériel, engagés par la Société aux fins suivantes :</p> <p>a) effectuer les débranchements et les raccordements en vue de séparer les ouvrages de la Société situés dans le district de raccordement électrique en milieu rural;</p> <p>b) rétablir l'approvisionnement en électricité de la municipalité, de la commission ou du district de raccordement électrique en milieu rural de la façon que la Société estime appropriée;</p> <p>c) fournir les plans et devis descriptifs et préparer les autres renseignements que la Société estime utiles;</p> <p>d) préparer les données nécessaires aux études visant à déterminer les conséquences des projets de rajustement des limites que précise la municipalité;</p> <p>e) produire et transférer des renseignements et des dossiers sur les clients sous la forme exigée par la commission qui fait l'acquisition;</p>	Prix ajouté

	(f) to register or transfer any works, land or interest.	f) enregistrer ou transférer des ouvrages, des biens-fonds ou des intérêts.	
Price subject to agreement	(9) The amounts arrived at by the application of subsections (4) and (8) are subject to any different price agreed to by the Corporation and the commission.	(9) Tout prix différent convenu par la Société et la commission l'emporte sur les montants obtenus par application des paragraphes (4) et (8).	Montants assujettis au prix convenu
Non-application of <i>Pension Benefits Act</i>	(10) Section 80 of the <i>Pension Benefits Act</i> does not apply to a transfer under this section.	(10) L'article 80 de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> ne s'applique pas aux transferts visés par le présent article.	Non-application de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i>
Regulations	83.4 The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing, for the purpose of section 83.2, classes of persons and agencies that are to be given notice and the manner and form in which notice is to be given.	83.4 Pour l'application de l'article 83.2, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les catégories de personnes et d'organismes à qui il doit être donné un avis, ainsi que la façon dont l'avis doit être donné et la formule à utiliser à cette fin.	Règlements
Disagreement on price	83.5 (1) If the price calculated by the Corporation under subsection 83.3 (5) is not accepted by the commission within 60 days after the calculation, the price shall be deemed to have been accepted unless, within the 60-day period, the commission asks that the price be recalculated and established by an arbitrator agreed on by the commission and the Corporation.	83.5 (1) Si le prix calculé par la Société aux termes du paragraphe 83.3 (5) n'est pas accepté par la commission dans les 60 jours qui suivent le calcul, il est réputé avoir été accepté, sauf si, pendant cette période, la commission demande que le prix soit calculé de nouveau et fixé par un arbitre sur le choix duquel s'entendent la commission et la Société.	Désaccord sur le prix
Board of arbitration	(2) If there is a request for a price to be established by an arbitrator and there is no agreement on the arbitrator within 30 days after the request, either the Corporation or the commission may ask that the price be established by a board of arbitration.	(2) Si une demande est présentée pour qu'un arbitre fixe le prix, mais qu'il n'y a pas d'entente sur le choix de l'arbitre dans les 30 jours qui suivent la demande, la Société ou la commission peut demander que le prix soit fixé par un conseil d'arbitrage.	Conseil d'arbitrage
Appointments to board	(3) If a request is made that the price payable by the commission be established by a board of arbitration, within 14 days after the request, each party to the arbitration shall appoint a member to the board of arbitration and shall give notice to the other party of the name and address of the appointee.	(3) Si une demande est présentée pour qu'un conseil d'arbitrage fixe le prix payable par la commission, chaque partie à l'arbitrage nomme, dans les 14 jours qui suivent la demande, un membre au conseil et avise l'autre partie des nom et adresse de la personne nommée.	Nominations au conseil
Appointment of chair	(4) The two members of the board of arbitration, within 10 days after the notice of appointment of the second of them is given, shall appoint a third member to be chair of the board of arbitration.	(4) Les deux membres du conseil d'arbitrage nomment, au plus tard 10 jours après que l'avis de nomination du deuxième d'entre eux est donné, un troisième membre à la présidence du conseil d'arbitrage.	Nomination à la présidence
Notice of appointment of chair	(5) The person appointed to chair the board of arbitration shall give notice of the appointment to the parties.	(5) La personne nommée pour présider le conseil d'arbitrage avise les parties de sa nomination.	Avis de nomination à la présidence
Failure to appoint	(6) Either party may apply, on notice to the other, to the Ontario Court (General Division) and the court may appoint a member or the chair, as the case may require, if, (a) either party fails to appoint a member to a board of arbitration; (b) the members appointed do not appoint a chair; (c) a member is absent or unable to act; or	(6) L'une ou l'autre partie peut, si elle en avise l'autre partie, présenter une requête à la Cour de l'Ontario (Division générale), qui peut nommer, selon le cas, un membre ou un président, dans l'un ou l'autre des cas suivants : (a) l'une ou l'autre partie ne nomme pas de membre au conseil d'arbitrage; (b) les membres nommés ne nomment pas de président; (c) un membre est absent ou empêché d'agir;	Absence de nomination

(d) there is a vacancy on a board of arbitration.

Definitions

83.6 (1) In this section,

“financial assistance” means the monthly amount provided by the Corporation to the commission under this section; (“aide financière”)

“unit amount” means the maximum monthly cost of the discounts set out in subsection 108 (4) applied to a 1,000 kilowatt hour bill per month for each class of rural residential premises for the first calendar year following the day before the transfer date. (“montant unitaire”)

Application of subs. 108 (1)

(2) The definitions set out in subsection 108 (1) apply to this section.

Financial assistance

(3) The Corporation shall provide financial assistance, monthly (not in advance), in the first calendar year following the day before the transfer date in an amount obtained as follows:

1. Multiply the number of customers in each class of rural residential premises that become municipal residential premises as a result of the expansion by the lesser of,
 - i. the unit amount, or
 - ii. the amount that will maintain the amount payable to the commission for the first 1,000 kilowatt hours of power consumed per month in a municipal residential premises supplied with power by the commission at not less than the forecast weighted average municipal bill.
2. Subtract the amount paid under subsection 83.7 (24).

Payments by Corporation

(4) The Corporation shall provide to the commission,

- (a) in the second year following the transfer date, 80 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3);
- (b) in the third year following the transfer date, 60 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3);
- (c) in the fourth year following the transfer date, 40 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3); and

d) il y a une vacance au sein du conseil d'arbitrage.

83.6 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article. Définitions

«aide financière» La somme mensuelle que la Société fournit à la commission aux termes du présent article. («financial assistance»)

«montant unitaire» Le coût mensuel maximal de la remise énoncée au paragraphe 108 (4) appliqué à une note d'électricité de 1 000 kilowattheures par mois pour chaque catégorie de locaux d'habitation ruraux à l'égard de la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert. («unit amount»)

(2) Les définitions énoncées au paragraphe 108 (1) s'appliquent au présent article. Application du par. 108 (1)

(3) La Société fournit, mensuellement (mais non d'avance), au cours de la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert, une aide financière calculée de la façon suivante : Aide financière

1. En multipliant le nombre de clients de chaque catégorie de locaux d'habitation ruraux qui deviennent des locaux d'habitation municipaux par suite de l'élargissement, par le moindre des montants suivants :
 - i. le montant unitaire,
 - ii. le montant qui maintiendra le montant payable à la commission pour les 1 000 premiers kilowattheures de consommation mensuelle d'électricité dans un local d'habitation municipal approvisionné en électricité par la commission à un montant qui n'est pas inférieur au montant prévu de la note d'électricité municipale moyenne pondérée.
2. En soustrayant le montant versé conformément au paragraphe 83.7 (24).

(4) La Société verse à la commission les montants suivants : Paiements effectués par la Société

- (a) pendant la deuxième année qui suit la date du transfert, 80 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3);
- (b) pendant la troisième année qui suit la date du transfert, 60 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3);
- (c) pendant la quatrième année qui suit la date du transfert, 40 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3);

	(d) in the fifth year following the transfer date, 20 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3).	d) pendant la cinquième année qui suit la date du transfert, 20 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3).	
Use of financial assistance	(5) The commission may use the financial assistance to reduce any of its current operating requirements.	(5) La commission peut utiliser l'aide financière pour réduire n'importe laquelle de ses dépenses d'exploitation courantes.	Utilisation de l'aide financière
Price increase	(6) The Corporation may increase the price for power supplied by it in order to recover the amounts paid as financial assistance.	(6) La Société peut augmenter le prix de l'électricité qu'elle fournit pour recouvrer les montants qu'elle verse à titre d'aide financière.	Augmentation du prix
Price increase protected	(7) Subsection (6) applies despite any contract to the contrary.	(7) Le paragraphe (6) s'applique malgré tout contrat à l'effet contraire.	Augmentation de prix protégée
Exemption from s. 37 of the Ontario Energy Board Act	(8) Section 37 of the <i>Ontario Energy Board Act</i> does not apply to require a review of the rates fixed or altered as a result of an action taken under section 83.	(8) L'article 37 de la <i>Loi sur la Commission de l'énergie de l'Ontario</i> n'a pas pour effet d'exiger un examen des tarifs fixés ou modifiés par suite d'une mesure prise en vertu de l'article 83.	Non-application de l'art. 37 de la <i>Loi sur la Commission de l'énergie de l'Ontario</i>
Commencement	(9) This section shall be deemed to have come into force on July 1, 1993.	(9) Le présent article est réputé être entré en vigueur le 1 ^{er} juillet 1993.	Entrée en vigueur
Definitions	<p>83.7 (1) In this section,</p> <p>“Hydro Fund” means the Ontario Hydro Pension and Insurance Fund; (“caisse d'Ontario Hydro”)</p> <p>“Hydro OMERS Divestment Agreement” means an agreement between the Corporation and the Ontario Municipal Employees Retirement Board setting out common rules and procedures to establish pension credits for those who change membership from the Hydro Fund to the OMERS Fund under this section; (“accord de cession entre la Société et la Commission”)</p> <p>“OMERS Fund” means the Ontario Municipal Employees Retirement Fund; (“caisse des employés municipaux”)</p> <p>“transfer date” has the same meaning as in section 83.3. (“date du transfert”)</p>	<p>83.7 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.</p> <p>«accord de cession entre la Société et la Commission» Accord qui est conclu entre la Société et la Commission du régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario et qui fixe des règles et des modalités communes pour déterminer les droits à pension des membres de la caisse d'Ontario Hydro qui deviennent membres de la caisse des employés municipaux aux termes du présent article. («Hydro OMERS Divestment Agreement»)</p> <p>«caisse d'Ontario Hydro» La Caisse de retraite et d'assurance d'Ontario Hydro. («Hydro Fund»)</p> <p>«caisse des employés municipaux» La Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario. («OMERS Fund»)</p> <p>«date du transfert» S'entend au sens de l'article 83.3. («transfer date»)</p>	Définitions
Employee list to be provided	<p>(2) The Corporation shall, within 45 days after a by-law under section 83.2 setting out an additional area comes into force,</p> <p>(a) advise the commission of the number, by job function or position, of its full-time, non-probationary, non-temporary employees whose status, as determined by the Corporation, may be affected by the transfer; and</p> <p>(b) provide, to the commission, a list of the employees in the vicinity in the job functions or positions referred to under clause (a).</p>	<p>(2) Dans les 45 jours qui suivent l'entrée en vigueur d'un règlement municipal, prévu à l'article 83.2, qui définit un secteur additionnel, la Société :</p> <p>a) d'une part, avise la commission du nombre, selon la fonction ou le poste, de ses employés à plein temps qui ne sont ni à l'essai ni temporaires et dont le statut, déterminé par la Société, peut être touché par le transfert;</p> <p>b) d'autre part, fournit à la commission la liste des employés de la région qui occupent les fonctions ou les postes visés à l'alinéa a).</p>	Liste des employés
Offer of employment	(3) The commission may, for the purpose of this section, offer any employee on the list	(3) Pour l'application du présent article, la commission peut offrir un emploi en son sein à	Offre d'emploi

employment with the commission to take effect on the transfer date.

tout employé mentionné sur la liste qu'il commence à occuper à la date du transfert.

Legal advice

(4) To be an acceptance for the purpose of this section, an offer of employment must be signed by the person to whom it is offered and must be accompanied by a note that the person accepting has received legal advice in respect of the offer or has waived the opportunity to get legal advice.

(4) Pour être acceptée pour l'application du présent article, l'offre d'emploi doit être signée par la personne à qui elle est faite et être accompagnée d'une note indiquant que cette personne a reçu des conseils juridiques en ce qui concerne l'offre ou qu'elle a renoncé à recevoir de tels conseils.

Conseils juridiques

Limit on number of acceptances

(5) For the purpose of this section, a commission cannot attribute more accepted offers of employment to any job function or position than the number for that function or position shown pursuant to clause (2) (a).

(5) Pour l'application du présent article, une commission ne peut attribuer plus d'offres d'emploi acceptées à une fonction ou à un poste que le nombre indiqué pour cette fonction ou ce poste conformément à l'alinéa (2) a).

Limitation du nombre d'acceptations

Copies

(6) The commission shall, within 95 days after the by-law referred to in subsection (2) comes into force, give the Corporation a copy of the accepted offers of employment.

(6) Dans les 95 jours suivant l'entrée en vigueur du règlement municipal visé au paragraphe (2), la commission donne à la Société une copie des offres d'emploi acceptées.

Copies

Employee designation

(7) The Corporation shall designate employees to fill the remaining job functions or positions left unfilled after the accepted offers of employment are received within 120 days after the by-law referred to in subsection (2) comes into force.

(7) La Société désigne, dans les 120 jours suivant l'entrée en vigueur du règlement municipal visé au paragraphe (2), des employés aux fonctions ou aux postes qui sont toujours vacants après la réception des offres d'emploi acceptées.

Désignation d'employés

Who may be designated

(8) The only employees who may be designated are full-time, non-probationary, non-temporary employees employed, in the vicinity, in the distribution and supply of power whose status, as determined by the Corporation, is affected by the transfer.

(8) Les seuls employés qui peuvent être désignés sont des employés à plein temps de la région qui ne sont ni à l'essai ni temporaires, qui sont affectés à la distribution de l'électricité et à l'approvisionnement en électricité, et dont le statut, déterminé par la Société, est touché par le transfert.

Employés pouvant être désignés

Employment offer

(9) A commission shall, for the purpose of this section, offer employment to the designated employees within 21 days after receiving the list of designated employees from the Corporation.

(9) Pour l'application du présent article, une commission offre un emploi aux employés désignés au plus tard 21 jours après qu'elle a reçu de la Société la liste des employés désignés.

Offre d'emploi

Training specified

(10) A commission, in making an offer of employment, must specify, in the offer, the training needed to qualify for the job offered and that the training will be paid for by the commission.

(10) Quand elle fait une offre d'emploi, la commission doit préciser, dans l'offre, quelle est la formation nécessaire pour être admissible à l'emploi offert et que c'est elle qui assumera le coût de la formation.

Formation précisée

Expiry of offer

(11) An offer of employment expires 21 days after it is received.

(11) L'offre d'emploi est valable jusqu'au vingt et unième jour qui suit sa réception.

Expiration de l'offre

Resignation

(12) An acceptance of an offer of employment made for the purpose of this section shall be deemed to be a resignation from the Corporation effective on the day before the transfer date.

(12) L'acceptation d'une offre d'emploi faite aux fins du présent article est réputée une démission d'un emploi à la Société qui prend effet le jour précédant la date du transfert.

Démission

No probation required

(13) Despite any collective agreement or policy of the commission, a person who accepts an offer of employment made for the purpose of this section is not required to serve a probationary period.

(13) Malgré toute convention collective ou politique de la commission, quiconque accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article est dispensé d'une période d'essai.

Période d'essai non nécessaire

Entitlement

(14) A person who accepts an offer of employment made for the purpose of this section is entitled to a minimum base wage or salary

(14) Quiconque accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article a le droit de recevoir de la commission un salaire ou traite-

Droit

from the commission equivalent to the base wage or salary the person received in the 12-month period immediately before the transfer date.

Period of entitlement

(15) The entitlement starts from the transfer date and runs for six months with an additional month for each completed year of service with the Corporation to a combined maximum of 24 months or until the person ceases to be employed by the commission, whichever comes first.

Prepayment

(16) On the first day of employment with the commission and on January 1 in each year, the commission may prepay the difference between an employee's entitlement, as determined under subsection (14), for the current year and that employee's base wage or salary with the commission for that year.

Buyout

(17) On the first day of employment, the commission may offer, as a lump sum prepayment, an agreed amount to compensate for the difference in the employee's entitlement, as determined under subsection (14), and that employee's base wage or salary with the commission for the period of entitlement.

Termination for cause

(18) Subsections (14) and (15) do not apply to an employee who is terminated for cause.

Employee's option

(19) Each person who accepts employment under this section is entitled to,

- (a) a deferred pension in accordance with the Ontario Hydro Pension and Insurance Plan in effect on the day before the transfer date calculated as if the employee were eligible to vest under the Plan; or
- (b) transfer the pension pursuant to subsections (21) to (25).

Corporation's obligation

(20) The Corporation shall provide every person who accepts employment under this section written information about the options under subsection (19) and entitlement under the pension plan.

Same

(21) The Corporation, for each person who accepts an offer made for the purpose of this section and who was a contributor to the Hydro Fund, shall,

- (a) calculate, as of the day before the transfer date, the greater of,

ment de base minimal, équivalant à celui qu'il a reçu au cours des 12 mois précédant immédiatement la date du transfert.

(15) Le droit naît à la date du transfert et est valable pendant une période de six mois à laquelle s'ajoute un mois additionnel pour chaque année de service complète auprès de la Société, jusqu'à concurrence de 24 mois en tout ou, si cet événement se réalise avant, jusqu'à ce que la personne cesse d'être employée par la commission.

(16) Le jour de l'entrée en fonction de l'employé à la commission et le 1^{er} janvier de chaque année, la commission peut payer d'avance la différence entre la rétribution, déterminée aux termes du paragraphe (14), à laquelle a droit un employé pour l'année courante et le salaire ou traitement de base qu'elle lui verse pour cette année.

(17) Le jour de l'entrée en fonction de l'employé, la commission peut offrir, comme paiement anticipé forfaitaire, un montant convenu pour compenser la différence entre la rétribution, déterminée aux termes du paragraphe (14), à laquelle a droit l'employé et le salaire ou traitement de base que lui verse la commission pour la période pendant laquelle il y a droit.

(18) Les paragraphes (14) et (15) ne s'appliquent pas à l'employé qui est licencié pour un motif suffisant.

(19) Chaque personne qui accepte un emploi aux termes du présent article a le droit :

- a) soit de recevoir une pension différée, conformément au Régime de retraite et d'assurance d'Ontario Hydro en vigueur le jour précédant la date du transfert, calculée comme si l'employé avait acquis le droit à la pension aux termes du Régime;
- b) soit de transférer la pension conformément aux paragraphes (21) à (25).

(20) La Société fournit par écrit, à chaque personne qui accepte un emploi aux termes du présent article, des renseignements sur les options prévues au paragraphe (19) et sur les droits acquis au titre du régime de retraite.

(21) Pour chaque personne qui accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article et qui cotisait à la caisse d'Ontario Hydro, la Société :

- a) d'une part, détermine, au jour précédant la date du transfert, celui, des montants suivants, qui est le plus élevé :

Période d'effet du droit

Paiement anticipé

Rachat

Licenciement pour un motif suffisant

Choix de l'employé

Obligation de la Société

Idem

- (i) the actuarial value of the pension earned by the person in the Hydro Fund,
 - (ii) the commuted value of the pension earned by the person in the Hydro Fund, as calculated under the *Pension Benefits Act*, as if the person terminated employment with the Corporation, or
 - (iii) the person's contribution to the Hydro Fund together with interest accumulated on it; and
- (b) transfer to the OMERS Fund from the Hydro Fund the lesser of,
- (i) the amount determined in clause (a), or
 - (ii) the actuarial value of the accrued pension as of the day before the transfer date that would be provided by the OMERS Fund for a period of service equal to the period of service for which the person has credit in the Hydro Fund.
- (i) la valeur actuarielle de la pension acquise par la personne au titre de la caisse d'Ontario Hydro,
 - (ii) la valeur de rachat de la pension acquise par la personne au titre de la caisse d'Ontario Hydro, telle qu'elle est calculée aux termes de la *Loi sur les régimes de retraite*, comme si l'emploi de la personne à la Société avait pris fin,
 - (iii) le montant des cotisations de la personne à la caisse d'Ontario Hydro ainsi que des intérêts accumulés sur celles-ci;
- b) d'autre part, transfère de la caisse d'Ontario Hydro à la caisse des employés municipaux le moindre des montants suivants :
- (i) le montant déterminé à l'alinéa a),
 - (ii) la valeur actuarielle de la pension accumulée, au jour précédant la date du transfert, qui serait accordée par la caisse des employés municipaux pour une période de service égale à celle qui est reconnue à la personne dans la caisse d'Ontario Hydro.

Actuarial
value

(22) For the purpose of subclauses (21) (a) (i) and (21) (b) (ii), "actuarial value" has the meaning set out in the Hydro OMERS Divestment Agreement.

(22) Pour l'application des sous-alinéas (21) a) (i) et (21) b) (ii), l'expression «valeur actuarielle» s'entend au sens qui est attribué à l'expression «actuarial value» dans l'accord de cession entre la Société et la Commission.

Valeur actua-
rielle

Credit for
service

(23) Every person who accepts an offer made for the purpose of this section and who was a contributor to the Hydro Fund is entitled to credit in the OMERS Fund for a period of service equal to the period of service for which the person had credit in the Hydro Fund.

(23) La personne qui accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article et qui cotisait à la caisse d'Ontario Hydro a droit à des crédits dans la caisse des employés municipaux pour une période de service égale à celle qui lui était reconnue dans la caisse d'Ontario Hydro.

Crédits pour
la période de
service

Corporation
makes up
shortfall

(24) The Corporation shall pay into the OMERS Fund any shortfall between the amount transferred under clause (21) (b) and the amount required by the OMERS Fund, as determined under subclause (21) (b) (ii), to provide the equal number of years of pensionable service that an employee had with the Corporation.

(24) La Société verse à la caisse des employés municipaux la différence, le cas échéant, entre le montant qui est transféré aux termes de l'alinéa (21) b) et le montant qu'il faut dans la caisse des employés municipaux, lequel est déterminé aux termes du sous-alinéa (21) b) (ii), pour obtenir le même nombre d'années de service ouvrant droit à pension qu'un employé comptait à la Société.

Différence
comblée par
la Société

Excess funds

(25) If the greater of the amounts determined under subclause (21) (a) (ii) or (21) (a) (iii) exceeds the amount determined under subclause (21) (b) (ii), an employee who transfers under this section is entitled to the excess funds determined and payable in accordance with the applicable provisions of the Hydro Fund and the *Pension Benefits Act*.

(25) Si le plus élevé des montants déterminés aux termes du sous-alinéa (21) a) (ii) ou (21) a) (iii) dépasse le montant déterminé aux termes du sous-alinéa (21) b) (ii), l'employé qui fait l'objet d'un transfert aux termes du présent article a droit aux fonds excédentaires déterminés et payables conformément aux dispositions pertinentes de la *Loi sur les régimes*

Fonds excé-
dentaires

Life insurance	(26) As of the transfer date, the commission shall make life insurance coverage available to every employee who accepts an offer made for the purpose of this section that is at least equivalent to that which the employee had with the Corporation.	<i>de retraite</i> et à celles relatives à la caisse d'Ontario Hydro.	Assurance-vie
Post retirement coverage	(27) Service with the Corporation shall be recognized as service with the commission for the purpose of determining post retirement insurance coverage.	(27) Les services auprès de la Société sont reconnus comme des services auprès de la commission afin de déterminer la garantie d'assurance au moment de la retraite.	Assurance au moment de la retraite
Benefit entitlements	(28) Every person who accepts an offer of employment made for the purpose of this section is, by the acceptance, entitled, at the expense of the commission, on the transfer date,	(28) La personne qui accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article a, de ce fait, le droit de bénéficier aux frais de la commission, à la date du transfert, de ce qui suit :	Droit à des avantages
	(a) to the rights and benefits of the sick leave and long term disability plans of the commission; and	a) les droits, prestations et indemnités prévus par les régimes de congés de maladie et d'invalidité de longue durée de la commission;	
	(b) to allowance or credit in the plan of the commission for all accrued rights and benefits of sick leave entitlements with the Corporation at that time.	b) les allocations ou les crédits au titre du régime de la commission à l'égard des congés de maladie accumulés à la Société à ce moment-là.	
Recognized service	(29) For the purpose of determining entitlement in the sick leave and long term disability plans of the commission, service with the Corporation shall be deemed to be service with the commission.	(29) Pour déterminer les droits reconnus au titre des régimes de congés de maladie et d'invalidité de longue durée de la commission, les services auprès de la Société sont réputés des services auprès de la commission.	Services reconnus
Sick leave benefits	(30) If the commission does not have sick leave and long term disability plans in place on the transfer date but subsequently brings them in, a new employee is entitled, at the expense of the commission, to the rights and benefits of sick leave and long term disability entitlements that were provided by the Corporation until the employee becomes eligible for coverage under a sick leave and a long term disability plan of the commission.	(30) Si la commission n'a pas de régime de congés de maladie ni de régime d'invalidité de longue durée à la date du transfert, mais qu'elle en institue par la suite, un nouvel employé a le droit de bénéficier, aux frais de la commission, des droits, prestations et indemnités en ce qui concerne les congés de maladie et l'invalidité de longue durée qui étaient offerts par la Société jusqu'à ce que l'employé devienne admissible aux régimes de congés de maladie et d'invalidité de longue durée de la commission.	Indemnités de congés de maladie
Benefit carry over	(31) An employee shall receive allowance or credit in the sick leave plan of the commission for all accrued rights and benefits of sick leave entitlements with the Corporation.	(31) Un employé bénéficie d'allocations ou de crédits au titre du régime de congés de maladie de la commission à l'égard des congés de maladie accumulés à la Société.	Report d'avantages
Cash payout	(32) If the commission's plan does not permit accrued sick leave benefits, 270 days after the person becomes eligible for coverage in a sick leave plan of the commission, the accrued sick leave benefits less any sick leave days used since the employee became eligible for coverage in the commission's plan shall be paid, at the expense of the commission, as a cash settlement equal to 8 per cent of the value of the remaining accrued sick leave benefits at the date of the settlement.	(32) Si le régime de la commission ne permet pas l'accumulation de congés de maladie 270 jours après que la personne est devenue admissible à un régime de congés de maladie de la commission, les congés de maladie accumulés moins les jours de congé de maladie utilisés depuis que l'employé est devenu admissible au régime de la commission sont remboursés, aux frais de la commission, sous forme de règlement en espèces égal à huit pour cent de la valeur du reliquat des congés de maladie accumulés à la date du règlement.	Règlement en espèces

Financial
assistance

(33) During the first calendar year after the day before the transfer date, the Corporation shall provide financial assistance to a commission sufficient to cover the sum of the amounts calculated in paragraphs 1, 2 and 3:

1. The least of the cost of,
 - i. the amount paid under subsection (17) or of any wage maintenance calculated as if paid as a prepayment,
 - ii. 175 per cent of the difference, over the first year, between the base wage or salary of an employee with the Corporation and the base wage or salary of the employee with the commission,
 - iii. 25 per cent of the employee's base wage or salary with the Corporation.
2. The amount of sick leave cash settlements paid by the commission during the first 12 months after the transfer date.
3. The training cost paid by the commission incurred during the first 12 months after the transfer date to a maximum of 10 weeks base wage rate with the Corporation for each employee trained.

Limit on
training costs

(34) The training costs referred to in paragraph 3 of subsection (33) do not include fees or salary paid to any person in the regular employ of the commission.

Minimum
assistance

(35) The minimum amount of financial assistance to which a commission is entitled in the first calendar year after the day before the transfer date because of a transfer is the amount payable under subsection (33).

Commence-
ment

5. (1) This Act, except section 2, comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 2 comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

6. The short title of this Act is the *Power Corporation Amendment Act, 1994*.

Aide finan-
cière

(33) Pendant la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert, la Société fournit à la commission une aide financière suffisante pour couvrir le total des montants calculés conformément aux dispositions 1, 2 et 3 :

1. Le moindre des montants suivants :
 - i. le montant versé aux termes du paragraphe (17) ou le montant prévu pour maintenir le salaire ou traitement, calculé comme s'il était versé comme paiement anticipé,
 - ii. 175 pour cent de la différence, au cours de la première année, entre le salaire ou traitement de base qu'un employé touchait à la Société et celui qu'il touche à la commission,
 - iii. 25 pour cent du salaire ou traitement de base que l'employé touchait à la Société.
2. Le montant des règlements en espèces des crédits de congés de maladie versés par la commission au cours des 12 mois qui suivent la date du transfert.
3. Les frais de formation assumés par la commission et engagés au cours des 12 mois qui suivent la date du transfert, jusqu'à concurrence du salaire de base pour 10 semaines de service auprès de la Société pour chaque employé qui est formé.

(34) Les frais de formation visés à la disposition 3 du paragraphe (33) ne comprennent pas les honoraires ou le salaire versés à quiconque est employé régulièrement par la commission.

Limite des
frais de for-
mation

(35) Le montant minimal d'aide financière auquel a droit une commission, en raison d'un transfert, au cours de la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert est le montant payable aux termes du paragraphe (33).

Aide mini-
male

5. (1) La présente loi, à l'exception de l'article 2, entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

(2) L'article 2 entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Idem

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur la Société de l'électricité*.

Titre abrégé

CA2 ON
XB
-B56



Gouvernement
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 185

*(Chapter 31
Statutes of Ontario, 1994)*

An Act to amend the Power Corporation Act

The Hon. B. Wildman

Minister of Environment and Energy

Projet de loi 185

*(Chapitre 31
Lois de l'Ontario de 1994)*

Loi modifiant la Loi sur la Société de l'électricité

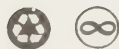
L'honorable B. Wildman

Ministre de l'Environnement et de l'Énergie

1st Reading	November 3, 1994
2nd Reading	December 5, 1994
3rd Reading	December 6, 1994
Royal Assent	December 9, 1994



1 ^{re} lecture	3 novembre 1994
2 ^e lecture	5 décembre 1994
3 ^e lecture	6 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



An Act to amend the Power Corporation Act

Loi modifiant la Loi sur la Société de l'électricité

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 3 (7) of the *Power Corporation Act*, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 10, section 1, is repealed and the following substituted:

(7) The Lieutenant Governor in Council, after considering the advice of the Board, shall appoint either the president or the chair as the chief executive officer.

Chief
Executive
Officer

2. Section 24 of the Act is amended by adding the following subsections:

(4.1) Despite subsection (4), in respect of each of 1994 and 1995, the Corporation shall contribute towards the cost of pension benefits under the Ontario Hydro Pension and Insurance Plan an amount that is equal to 4.35 per cent of the aggregate base earnings, as determined by the Plan, of employees who are members of the Plan and have contributed towards the cost of the benefits earned during the respective calendar year.

Same

(4.2) If a payment is made under subsection (4) in respect of 1994 without taking into account subsection (4.1), any amount that turns out to be an overpayment after the application of subsection (4.1) shall be refunded by the Plan and this subsection prevails despite any law that would have applied except for this subsection.

Transition

3. Subsection 83 (12) of the Act is repealed and the following substituted:

(12) Despite this section, no area shall be established that does not serve an entire township.

Exception

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 3 (7) de la *Loi sur la Société de l'électricité*, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 1 du chapitre 10 des Lois de l'Ontario de 1992, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(7) Après avoir tenu compte de ce qui lui a été conseillé par le conseil d'administration, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme soit le président, soit le président du conseil d'administration au poste de chef de la direction.

Chef de la
direction

2. L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(4.1) Malgré le paragraphe (4), à l'égard de chacune des années 1994 et 1995, la Société verse, à titre de cotisation en vue des prestations de retraite du Régime de retraite et d'assurance d'Ontario Hydro, une somme égale à 4,35 pour cent du total des gains de base, déterminé par le Régime, des employés qui participent au Régime et qui ont cotisé en vue des prestations acquises pendant chacune de ces années civiles.

Idem

(4.2) Si un paiement est effectué aux termes du paragraphe (4) à l'égard de l'année 1994 sans qu'il soit tenu compte du paragraphe (4.1), toute somme qui devient un paiement en trop après l'application du paragraphe (4.1) est remboursée par le Régime et le présent paragraphe l'emporte malgré toute loi qui se serait appliquée si ce n'était du présent paragraphe.

Dispo-
sition
transitoire

3. Le paragraphe 83 (12) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(12) Malgré le présent article, il ne doit pas être établi de secteur qui ne dessert pas un canton entier.

Exception

Provisions
that do not
apply

(13) Despite any provisions of Part IV of the *County of Oxford Act*, Part X of the *District Municipality of Muskoka Act*, Part III of the *Regional Municipality of Durham Act*, Part III of the *Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act*, Part III of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act*, Part III of the *Regional Municipality of Niagara Act*, Part III of the *Regional Municipality of Ottawa-Carleton Act*, Part III of the *Regional Municipality of Peel Act*, Part III of the *Regional Municipality of Sudbury Act*, Part III of the *Regional Municipality of York Act*, the *London-Middlesex Act, 1992*, the *Township of Aldborough and Village of Rodney Act, 1993* and the *County of Simcoe Act, 1993* that limit or preclude incremental expansion of an established area or deal with boundary adjustment process, price determination, employee transfers or arbitration process, sections 83, 83.1, 83.2, 83.3, 83.4, 83.5 and 83.7 prevail.

4. The Act is amended by adding the following sections:

83.1 (1) Sections 83.2, 83.3, 83.4, 83.5, 83.6 and 83.7 apply to,

- (a) subject to subsection (2), townships in which a commission established under section 82 is dissolved and its powers and duties for the control and management of works established for the distribution of power are transferred to the council of the township;
- (b) the municipal corporations of South-West Oxford, Norfolk, West Lincoln, Blandford-Blenheim, East Zorra-Tavistock, Zorra, Nickel Centre, Flamborough, Pelham, Goulbourn, Georgina, Uxbridge, Norwich, Capreol, Ancaster, Huntsville, Lincoln, Bracebridge, Delhi, Scugog, Gravenhurst, Brock, Dunnville, Caledon, Whitchurch-Stouffville, Haldimand, Nanticoke, Clarington, North Dorchester, South Dumfries, Innisfil, Bradford West Gwillimbury, New Tecumseth, Aldborough, Clearview, Town of Collingwood, Essa, Midland, Penetanguishene, Ramara, Severn, Springwater, Tay, Wasaga Beach, City of London and Belmont; and

Application
of ss. 83.2
to 83.7

(13) Malgré les dispositions de la partie IV de la *Loi sur le comté d'Oxford*, de la partie X de la *Loi sur la municipalité de district de Muskoka*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Durham*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Niagara*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Peel*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury*, de la partie III de la *Loi sur la municipalité régionale de York*, de la *Loi de 1992 sur London et Middlesex*, de la loi intitulée *Township of Aldborough and Village of Rodney Act, 1993* et de la *Loi de 1993 sur le comté de Simcoe* qui limitent ou empêchent l'élargissement progressif d'un secteur établi ou qui portent sur le rajustement des limites, la fixation de prix, le transfert d'employés ou le processus arbitral, les articles 83, 83.1, 83.2, 83.3, 83.4, 83.5 et 83.7 l'emportent.

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

83.1 (1) Les articles 83.2, 83.3, 83.4, 83.5, 83.6 et 83.7 s'appliquent à ce qui suit :

- a) sous réserve du paragraphe (2), les cantons dans lesquels est dissoute une commission créée en vertu de l'article 82 et dont les pouvoirs et fonctions relatifs à la direction et à la gestion des ouvrages érigés pour la distribution de l'électricité sont transférés à leur conseil;
- b) les municipalités de South-West Oxford, de Norfolk, de West Lincoln, de Blandford-Blenheim, d'East Zorra-Tavistock, de Zorra, de Nickel Centre, de Flamborough, de Pelham, de Goulbourn, de Georgina, d'Uxbridge, de Norwich, de Capreol, d'Ancaster, de Huntsville, de Lincoln, de Bracebridge, de Delhi, de Scugog, de Gravenhurst, de Brock, de Dunnville, de Caledon, de Whitchurch-Stouffville, de Haldimand, de Nanticoke, de Clarington, de North Dorchester, de South Dumfries, d'Innisfil, de Bradford West Gwillimbury, de New Tecumseth, d'Aldborough, de Clearview, de la ville de Collingwood, d'Essa, de Midland, de Penetanguishene, de Ramara, de Severn, de Springwater, de Tay, de Wasaga Beach, de la cité de London ainsi que de Belmont;

Non-appli-
cation de
certaines
disposi-
tions

Champ
d'applica-
tion des
art. 83.2
à 83.7

	(c) subject to subsection (5), municipal corporations described in subsection (3).	c) sous réserve du paragraphe (5), les municipalités visées au paragraphe (3).	
Same	(2) If a boundary of a township is prescribed so that it encompasses more than one commission established under section 82 and the township wants to enlarge the area of a former police village, the township must dissolve all commissions within its boundaries and those powers and duties for the control and management of works established for the distribution of power in the police villages are combined and transferred to the council of the township.	(2) Si une des limites d'un canton est prescrite de façon à inclure plus d'une commission créée en vertu de l'article 82 et que le canton veut élargir le secteur d'un ancien village partiellement autonome, le canton doit dissoudre toutes les commissions qui se trouvent à l'intérieur de ses limites, et les pouvoirs et fonctions relatifs à la direction et à la gestion des ouvrages érigés pour la distribution de l'électricité dans les villages partiellement autonomes sont réunis et transférés au conseil du canton.	Idem
Same	(3) A municipal corporation that has a contract with the Corporation relating to the supply of electric power and that alters its boundaries so that the altered municipal area has retail customers of the municipal corporation or a commission of the municipal corporation and of the Corporation is a municipal corporation for the purpose of clause (1) (c).	(3) La municipalité qui a déjà conclu avec la Société un contrat d'approvisionnement en électricité et qui modifie ses limites de façon que le secteur municipal modifié ait des clients détaillants de la municipalité ou d'une commission de la municipalité et de la Société est une municipalité pour l'application de l'alinéa (1) c).	Idem
Same	(4) A municipal corporation described in subsection (3) shall not have more than one commission for the purpose of supplying electric power.	(4) La municipalité visée au paragraphe (3) ne doit pas avoir plus qu'une commission qui fournisse de l'électricité.	Idem
Limited application	(5) Despite subsection (1), only section 83.3 applies to a commission that, by expanding, would not increase,	(5) Malgré le paragraphe (1), seul l'article 83.3 s'applique à une commission qui, en prenant de l'expansion, n'augmenterait pas, selon le cas :	Application limitée
	(a) the number of its customers by at least 10 per cent;	a) d'au moins 10 pour cent le nombre de ses clients;	
	(b) the net book value, as estimated by the Corporation on reasonable grounds, of its assets by at least 10 per cent; or	b) d'au moins 10 pour cent la valeur comptable nette de son actif, selon l'estimation raisonnable de cette valeur par la Société;	
	(c) the number of its customers by at least 400.	c) d'au moins 400 le nombre de ses clients.	
Merged commissions	(6) If, as a consequence of subsection (4), commissions are merged, the commissioners of all of the merged commissions are entitled to remain as commissioners of the resulting commission until the next regular municipal election.	(6) Si, pour se conformer au paragraphe (4), des commissions fusionnent, les commissaires de ces commissions ont le droit de demeurer commissaires au sein de la commission issue de la fusion jusqu'à la prochaine élection municipale ordinaire.	Fusion de commissions
Interpretation	(7) For the purposes of sections 83.3 to 83.7, "commission" includes a municipal corporation that is distributing and supplying power in a portion of the corporation.	(7) Pour l'application des articles 83.3 à 83.7, le terme «commission» s'entend en outre d'une municipalité qui distribue et fournit de l'électricité à une partie de la municipalité.	Définition
By-law re additional areas	83.2 (1) Subject to subsection (6), a municipal corporation, without the assent of the municipal electors, may pass a by-law setting out additional areas of that municipal corporation, contiguous to an existing area, to be supplied with power by the municipal	83.2 (1) Sous réserve du paragraphe (6), une municipalité peut, sans l'assentiment des électeurs municipaux, adopter un règlement municipal qui définit les secteurs additionnels de la municipalité, contigus à un secteur existant, qui doivent être approvisionnés en	Règlement municipal relatif aux secteurs additionnels

	corporation or a commission of that municipal corporation.	électricité par la municipalité ou une commission de cette municipalité.	
Application of <i>Public Utilities Act</i>	(2) A commission referred to in subsection (1) shall be deemed to be established under Part III of the <i>Public Utilities Act</i> .	(2) La commission visée au paragraphe (1) est réputée créée en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les services publics</i> .	Application de la <i>Loi sur les services publics</i>
Supply of power	(3) Power shall be supplied on and after the transfer date.	(3) L'électricité est fournie à partir de la date du transfert.	Approvisionnement en électricité
When by-law comes into force: if no appeal	(4) Subject to subsection (10), a by-law setting out additional areas comes into force on the thirtieth day after the expiry of the appeal period unless a notice of appeal is filed.	(4) Sous réserve du paragraphe (10), tout règlement municipal qui définit des secteurs additionnels entre en vigueur le trentième jour qui suit l'expiration du délai d'appel, sauf si un avis d'appel est déposé.	Entrée en vigueur du règlement municipal en l'absence d'appel
Same: if appeal	(5) If an appeal is filed, a by-law setting out additional areas, as approved by the Ontario Municipal Board, comes into force on the thirtieth day after the last order of the Ontario Municipal Board is issued disposing of the last appeal with respect to that by-law.	(5) S'il est interjeté appel, tout règlement municipal qui définit des secteurs additionnels, tels que les a approuvés la Commission des affaires municipales de l'Ontario, entre en vigueur le trentième jour après que celle-ci a rendu sa dernière ordonnance qui statue sur le dernier appel portant sur ce règlement municipal.	Idem : s'il y a appel
Subsequent by-laws	(6) A municipal corporation may pass only one by-law under subsection (1) in any five-year period unless the Corporation agrees to another by-law.	(6) Une municipalité ne peut adopter qu'un seul règlement municipal en vertu du paragraphe (1) au cours d'une période de cinq ans, à moins que la Société ne convienne d'un autre règlement municipal.	Règlements municipaux subséquents
Request after six years	(7) Any person, a commission or the Corporation may apply to the council of a municipal corporation asking the council to pass a by-law setting out additional areas if six years have passed without such a by-law coming into force in that municipal corporation.	(7) Toute personne, une commission ou la Société peut demander au conseil d'une municipalité qu'il adopte un règlement municipal définissant des secteurs additionnels si six années se sont écoulées sans qu'un tel règlement municipal soit entré en vigueur dans cette municipalité.	Demande après six ans
Appeal if request not granted	(8) If an application under subsection (7) is refused or the council does not make a decision on the application within 90 days after the application is made, the applicant may appeal to the Ontario Municipal Board and, subject to subsection (25), the Board shall hear the appeal.	(8) En cas de refus d'une demande présentée en vertu du paragraphe (7) ou si le conseil ne prend pas de décision au sujet de la demande dans les 90 jours qui suivent la présentation de la demande, l'auteur de la demande peut interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario qui, sous réserve du paragraphe (25), entend l'appel.	Appel en cas de refus d'une demande
Powers of OMB: re appeal where no by-law	(9) The Ontario Municipal Board, after hearing an appeal made under subsection (8), may, (a) dismiss the appeal; or (b) direct that the municipality pass a by-law setting out additional areas in accordance with the Board's order.	(9) Après avoir entendu un appel interjeté en vertu du paragraphe (8), la Commission des affaires municipales de l'Ontario, peut : a) soit rejeter l'appel; b) soit enjoindre, conformément à son ordonnance, à la municipalité d'adopter un règlement municipal définissant des secteurs additionnels.	Pouvoirs de la C.A.M.O. : appel en l'absence de règlement municipal
When by-law comes into force	(10) A by-law made under subsection (9) comes into force 30 days after it is passed by the municipal corporation.	(10) Le règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (9) entre en vigueur 30 jours après son adoption par la municipalité.	Entrée en vigueur du règlement municipal
Condition precedent to passing by-law	(11) Before passing a by-law under this section, a municipal corporation shall hold a public meeting, notice of which shall be	(11) Avant d'adopter un règlement municipal en vertu du présent article, une municipalité tient une réunion publique, dont avis	Condition préalable à l'adoption d'un règlement municipal

given to the secretaries of the Corporation and the commission, by personal service, and to such other persons and agencies as are prescribed and in the manner and in the form prescribed, but this subsection does not apply to a by-law passed pursuant to an order of the Ontario Municipal Board made under subsection (9).

est donné aux secrétaires de la Société et de la commission, par signification à personne, ainsi qu'aux autres personnes et organismes prescrits, de la façon et selon la formule prescrites. Toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas à un règlement municipal adopté conformément à une ordonnance rendue par la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu du paragraphe (9).

Notice requirement for meeting

(12) A meeting required by subsection (11) shall not be held sooner than 20 days after the notice requirements have been met.

(12) La réunion exigée par le paragraphe (11) ne doit pas être tenue moins de 20 jours après que les exigences relatives à l'avis ont été observées.

Exigences relatives à l'avis

Opportunity to make representations

(13) Every person who attends a meeting required by subsection (11) is entitled to an opportunity to make representations in respect of the proposed by-law.

(13) Quiconque assiste à la réunion exigée par le paragraphe (11) doit avoir la possibilité de présenter des observations sur le projet de règlement municipal.

Possibilité de présenter des observations

Notice after change

(14) Unless a substantial change is made in a proposed by-law after the meeting required by subsection (11), the municipal corporation is not required to give any further public notice in respect of the proposed by-law.

(14) À moins qu'une modification importante ne soit apportée à un projet de règlement municipal après la réunion exigée par le paragraphe (11), la municipalité n'est pas tenue de donner de nouvel avis public à l'égard du projet de règlement municipal.

Avis à la suite d'une modification

Same

(15) A municipal corporation shall give notice, by personal service, to the secretaries of the Corporation and the commission of any change made in a proposed by-law after the meeting required by subsection (11).

(15) La municipalité avise, par signification à personne, les secrétaires de la Société et de la commission de toute modification apportée à un projet de règlement municipal après la réunion exigée par le paragraphe (11).

Idem

Notice of by-law

(16) The clerk of a municipal corporation that passes a by-law setting out additional areas shall give notice of the passing of the by-law to,

(16) Le secrétaire de la municipalité qui adopte un règlement municipal définissant des secteurs additionnels donne avis de son adoption :

Avis de règlement municipal

(a) the secretaries of the Corporation and the commission, by personal service; and

a) d'une part, aux secrétaires de la Société et de la commission, par signification à personne;

(b) to such other persons and agencies as are prescribed in the manner and in the form prescribed.

b) d'autre part, aux autres personnes et organismes prescrits, de la façon et selon la formule prescrites.

Notice, re appeal

(17) The notice must specify the last date to appeal the by-law.

(17) L'avis doit préciser la date limite à laquelle il peut être interjeté appel du règlement municipal.

Avis : appel

Service of notice

(18) Notice of a by-law shall be deemed to be served,

(18) L'avis concernant un règlement municipal est réputé signifié :

Signification de l'avis

(a) if given by publication in a newspaper, on the day that the notice is published; and

a) s'il est publié dans un journal, le jour de sa parution dans celui-ci;

(b) if given by mail, on the day after the last notice is mailed.

b) s'il est envoyé par la poste, le lendemain du jour où le dernier avis est mis à la poste.

Appeal to OMB

(19) Subject to subsection (21), any person, a commission or the Corporation may appeal the passing of a by-law, other than a by-law passed pursuant to an order of the Ontario Municipal Board made under subsection (9), to the Ontario Municipal Board

(19) Sous réserve du paragraphe (21), toute personne, une commission ou la Société peut interjeter appel de l'adoption d'un règlement municipal, à l'exclusion d'un règlement municipal adopté conformément à une ordonnance rendue par la Commission des

Appel devant la C.A.M.O.

within 21 days after being served with the notice.

affaires municipales de l'Ontario en vertu du paragraphe (9), devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario au plus tard 21 jours après avoir reçu signification de l'avis.

What must be in appeal

(20) An appeal must state what the objections to the by-law are and the reasons for the objections.

(20) L'appel doit exposer la nature de l'opposition au règlement municipal et les motifs à l'appui de celle-ci.

Contenu de l'appel

Notice of appeal

(21) An appeal cannot be filed until a notice of the appeal is filed with the clerk of the municipal corporation.

(21) L'appel ne peut être interjeté tant qu'un avis d'appel n'est pas déposé auprès du secrétaire de la municipalité.

Avis d'appel

Clerk's declaration

(22) A declaration of the clerk of the municipal corporation that the required notices of the passing of a by-law were given or that no notice of appeal was filed within the 21 days allowed for appeal is conclusive evidence, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated therein.

(22) La déclaration du secrétaire de la municipalité attestant que les avis exigés relativement à l'adoption d'un règlement municipal ont été donnés ou qu'aucun avis d'appel n'a été déposé dans le délai de 21 jours imparti pour interjeter appel constitue une preuve concluante, en l'absence de preuve contraire, des faits énoncés dans la déclaration.

Déclaration du secrétaire

Record for appeal

(23) The municipal clerk, upon a notice of appeal being filed, shall compile a record consisting of,

(23) Une fois qu'un avis d'appel est déposé, le secrétaire municipal constitue un dossier qui réunit les documents suivants :

Dossier d'appel

- (a) a copy of the by-law certified by the clerk;
- (b) a declaration that the required notices have been given; and
- (c) the original or a copy of all written submissions, and material in support of the submissions, received in respect of the by-law.

- a) une copie du règlement municipal qu'il certifie conforme;
- b) une déclaration selon laquelle les avis exigés ont été donnés;
- c) l'original ou une copie de toutes les observations écrites et de la documentation à l'appui de celles-ci, qui ont été reçues à l'égard du règlement municipal.

Material provided to OMB

(24) The municipal clerk shall forward the notice of appeal and the record for the appeal to the secretary of the Ontario Municipal Board within 15 days after the expiry of the appeal period and shall provide such other information or material as the Ontario Municipal Board may require in respect of the appeal.

(24) Le secrétaire municipal fait parvenir l'avis d'appel et le dossier d'appel au secrétaire de la Commission des affaires municipales de l'Ontario dans les 15 jours suivant l'expiration du délai d'appel et fournit tous autres renseignements ou toute autre documentation que la Commission peut exiger à l'égard de l'appel.

Documents fournis à la C.A.M.O.

Hearing by OMB

(25) Subject to subsection (26), the Ontario Municipal Board shall hear the appeal after giving notice of it or directing notice to be given to the secretaries of the Corporation and the commission, by personal service, and to such other persons or agencies and in such manner as the Board may determine.

(25) Sous réserve du paragraphe (26), la Commission des affaires municipales de l'Ontario entend l'appel après en avoir donné avis ou avoir ordonné qu'il en soit donné avis aux secrétaires de la Société et de la commission, par signification à personne, ainsi qu'aux autres personnes ou organismes qu'elle désigne, de la façon qu'elle précise.

Audience tenue par la C.A.M.O.

Where hearing not required

(26) If the Ontario Municipal Board is of the opinion that the reasons given for an appeal are insufficient, the Board may dismiss the appeal without holding a full hearing after giving the appellant an opportunity to make representations as to the merits of the appeal.

(26) Si elle est d'avis que les motifs à l'appui d'un appel sont insuffisants, la Commission des affaires municipales de l'Ontario peut rejeter l'appel sans tenir une audience complète, après avoir donné à l'appelant la possibilité de présenter ses observations sur le fond de l'appel.

Audience non obligatoire

Powers of OMB: re appeal where by-law passed

(27) The Ontario Municipal Board may,

(27) La Commission des affaires municipales de l'Ontario peut, selon le cas :

Pouvoirs de la C.A.M.O. : appel relatif à un règlement municipal adopté

- (a) dismiss the appeal;
- (b) allow the appeal, in whole or in part;
- (c) repeal the by-law;
- (d) amend the by-law; or
- (e) direct that the municipality pass a by-law setting out additional areas in accordance with the Board's order.

- a) rejeter l'appel;
- b) faire droit à l'appel en tout ou en partie;
- c) abroger le règlement municipal;
- d) modifier le règlement municipal;
- e) enjoindre, conformément à son ordonnance, à la municipalité d'adopter un règlement municipal définissant des secteurs additionnels.

Matters to be considered

(28) In considering a by-law setting out additional areas, the council of a municipal corporation or the Ontario Municipal Board shall have regard to the long-term potential growth and development of the municipal corporation, the effects on the adjoining rural power district and the supply of power to adjacent municipal corporations.

(28) Lors de son étude d'un règlement municipal définissant des secteurs additionnels, le conseil d'une municipalité ou la Commission des affaires municipales de l'Ontario tient compte de la croissance et de la mise en valeur potentielles à long terme de la municipalité, des effets sur le district contigu de raccordement électrique en milieu rural et de l'approvisionnement en électricité des municipalités limitrophes.

Questions à prendre en considération

What is transferred

(29) Except as otherwise agreed by the Corporation and a commission, the commission acquires, on the transfer date, all assets (including equipment rented by the Corporation to those within the expanded area), liabilities, land, works and interests related to the distribution of power within the expanded area supplied by the Corporation.

(29) Sauf accord contraire de la Société et de la commission, celle-ci acquiert, à la date du transfert, l'actif, y compris le matériel que la Société loue aux personnes qui sont comprises dans le secteur élargi, le passif, les biens-fonds, les ouvrages et les intérêts relatifs à la distribution de l'électricité dans le secteur élargi approvisionné par la Société.

Objet du transfert

Interpretation

(30) In subsection (29), "commission" includes a municipal corporation that supplies power.

(30) Au paragraphe (29), le terme «commission» s'entend en outre d'une municipalité qui fournit de l'électricité.

Définition

Exception to subs. (29)

(31) Subsection (29) does not operate to transfer anything,

(31) Le paragraphe (29) n'a pas pour effet de transférer quoi que ce soit :

Exception au par. (29)

- (a) related to the distribution of power, on the day before the transfer date, to a customer as defined in subsection 37 (1) of the *Ontario Energy Board Act*;
- (b) used, or planned by the Corporation for use, in the supply of power outside the expanded service area;
- (c) normally inside transformer station premises if the station is supplied at voltages in excess of 50 kilovolts; or
- (d) that has components operating, or designed for operating, at voltages above 50 kilovolts.

- a) qui se rapporte à la distribution de l'électricité, le jour précédant la date du transfert, aux clients au sens du paragraphe 37 (1) de la *Loi sur la Commission de l'énergie de l'Ontario*;
- b) que la Société utilise ou prévoit d'utiliser pour l'approvisionnement en électricité à l'extérieur du secteur de service élargi;
- c) qui se trouve normalement à l'intérieur d'un poste de transformation si une tension supérieure à 50 kilovolts est fournie au poste;
- d) qui ait des composants fonctionnant, ou conçus pour fonctionner, à une tension supérieure à 50 kilovolts.

Definitions

83.3 (1) In this section,

83.3 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

Définitions

"accumulated net retail equity" means the proportional share based on accumulated depreciation of the equity accumulated through debt retirement appropriations recorded for the rural power district relating to the Corporation's rural retail system and

«avoir net cumulatif du réseau de détail» S'entend de la part proportionnelle, basée sur l'amortissement cumulé, de l'avoir accumulé au moyen des affectations de crédits au remboursement de la dette inscrite aux livres pour le district de raccordement

the portion of the balance recorded for rural retail customers in the stabilization of rates and contingencies reserve account in the books of the Corporation as of the last day of December in the year before the price is provided under subsection (5); (“avoir net cumulatif du réseau de détail”)

“transfer date” means the date on which the assets, liabilities, land, works and interests related to the distribution of power within the expanded area supplied by the Corporation become the responsibility of a commission. (“date du transfert”)

Transfer date

(2) A transfer date can occur only,

- (a) in the absence of agreement, on the 1st day of January or July immediately following the 45-day period after the day that the price payable by the commission is established; or
- (b) on a day agreed upon by the Corporation and commission.

Price established

(3) A price is established when it is agreed upon or when determined by arbitration.

Price payable for transferred assets

(4) The price payable by the commission for all transferred assets, liabilities, land, works and interests related to the distribution of power within the expanded area supplied by the Corporation is equal to the original cost of those things less the sum of the accumulated net retail equity and the accumulated depreciation associated with those things as recorded in the books of the Corporation.

Price calculation

(5) The Corporation shall calculate and notify the commission of the price referred to in subsection (4) within 180 days after the by-law setting out the additional areas comes into force.

Components

(6) The Corporation shall specify the components of the adjustments relating to changes resulting from the ongoing operation that occur between the inventory date and the transfer date.

Transfer agreement

(7) The Corporation and a commission may enter into a transfer agreement.

Additional price

(8) In addition to the price payable under subsection (4), the commission must pay to the Corporation the costs, excluding the cost of materials, incurred by the Corporation,

électrique en milieu rural relatif au réseau de distribution au détail en milieu rural de la Société et de la fraction du solde inscrite à l'égard des clients détaillants en milieu rural au compte de réserve pour la stabilisation des tarifs et pour les éventualités dans les livres de la Société au dernier jour de décembre de l'année précédant le moment où il est parvenu à un prix conformément au paragraphe (5). («accumulated net retail equity»)

«date du transfert» La date à laquelle l'actif, le passif, les biens-fonds, les ouvrages et les intérêts relatifs à la distribution de l'électricité dans le secteur élargi qui est approvisionné par la Société deviennent la responsabilité d'une commission. («transfer date»)

(2) La date du transfert ne peut tomber que l'un ou l'autre des jours suivants :

- a) en l'absence d'accord, le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet qui suit immédiatement la période de 45 jours suivant le jour où est fixé le prix que doit payer la commission;
- b) le jour convenu par la Société et la commission.

(3) Le prix est fixé quand il en est convenu ou quand il est déterminé par arbitrage.

(4) Le prix que la commission doit payer pour l'actif, le passif, les biens-fonds, les ouvrages et les intérêts relatifs à la distribution de l'électricité dans le secteur élargi approvisionné par la Société qui sont transférés correspond au coût initial de ces éléments moins la somme de l'avoir net cumulatif du réseau de détail et de l'amortissement cumulé liés à ces éléments, selon les inscriptions faites dans les livres de la Société.

(5) La Société calcule le prix visé au paragraphe (4) et en avise la commission dans les 180 jours qui suivent l'entrée en vigueur du règlement municipal qui définit les secteurs additionnels.

(6) La Société précise les éléments des rajustements relatifs aux modifications résultant de l'exploitation continue qui sont apportées entre la date de l'inventaire et la date du transfert.

(7) La Société peut conclure un accord de transfert avec la commission.

(8) En plus du prix payable aux termes du paragraphe (4), la commission doit payer à la Société les frais, à l'exception du coût du matériel, engagés par la Société aux fins suivantes :

Date du transfert

Fixation du prix

Prix à payer pour l'actif transféré

Calcul du prix

Éléments

Accord de transfert

Prix ajouté

- (a) in making the physical disconnections and connections to separate the Corporation's works in the rural power district;
- (b) to re-establish the supply of power to the municipal corporation or commission or to the rural power district in the manner the Corporation considers appropriate;
- (c) to provide such plans and specifications and to prepare such other information as the Corporation considers advisable;
- (d) to prepare any data required for studies to determine the implications of any boundary adjustment proposals identified by the municipal corporation;
- (e) to produce and transfer customer data and records in the form required by the acquiring commission; and
- (f) to register or transfer any works, land or interest.

Price subject to agreement

(9) The amounts arrived at by the application of subsections (4) and (8) are subject to any different price agreed to by the Corporation and the commission.

Non-application of *Pension Benefits Act*

(10) Section 80 of the *Pension Benefits Act* does not apply to a transfer under this section.

Regulations

83.4 The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing, for the purpose of section 83.2, classes of persons and agencies that are to be given notice and the manner and form in which notice is to be given.

Disagreement on price

83.5 (1) If the price calculated by the Corporation under subsection 83.3 (5) is not accepted by the commission within 60 days after the calculation, the price shall be deemed to have been accepted unless, within the 60-day period, the commission asks that the price be recalculated and established by an arbitrator agreed on by the commission and the Corporation.

Board of arbitration

(2) If there is a request for a price to be established by an arbitrator and there is no agreement on the arbitrator within 30 days after the request, either the Corporation or the commission may ask that the price be established by a board of arbitration.

Appointments to board

(3) If a request is made that the price payable by the commission be established by a board of arbitration, within 14 days after the

- a) effectuer les débranchements et les raccordements en vue de séparer les ouvrages de la Société situés dans le district de raccordement électrique en milieu rural;
- b) rétablir l'approvisionnement en électricité de la municipalité, de la commission ou du district de raccordement électrique en milieu rural de la façon que la Société estime appropriée;
- c) fournir les plans et devis descriptifs et préparer les autres renseignements que la Société estime utiles;
- d) préparer les données nécessaires aux études visant à déterminer les conséquences des projets de rajustement des limites que précise la municipalité;
- e) produire et transférer des renseignements et des dossiers sur les clients sous la forme exigée par la commission qui fait l'acquisition;
- f) enregistrer ou transférer des ouvrages, des biens-fonds ou des intérêts.

(9) Tout prix différent convenu par la Société et la commission l'emporte sur les montants obtenus par application des paragraphes (4) et (8).

(10) L'article 80 de la *Loi sur les régimes de retraite* ne s'applique pas aux transferts visés par le présent article.

83.4 Pour l'application de l'article 83.2, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire les catégories de personnes et d'organismes à qui il doit être donné un avis, ainsi que la façon dont l'avis doit être donné et la formule à utiliser à cette fin.

83.5 (1) Si le prix calculé par la Société aux termes du paragraphe 83.3 (5) n'est pas accepté par la commission dans les 60 jours qui suivent le calcul, il est réputé avoir été accepté, sauf si, pendant cette période, la commission demande que le prix soit calculé de nouveau et fixé par un arbitre sur le choix duquel s'entendent la commission et la Société.

(2) Si une demande est présentée pour qu'un arbitre fixe le prix, mais qu'il n'y a pas d'entente sur le choix de l'arbitre dans les 30 jours qui suivent la demande, la Société ou la commission peut demander que le prix soit fixé par un conseil d'arbitrage.

(3) Si une demande est présentée pour qu'un conseil d'arbitrage fixe le prix payable par la commission, chaque partie à l'arbitra-

Montants assujettis au prix convenu

Non-application de la *Loi sur les régimes de retraite*

Règlements

Désaccord sur le prix

Conseil d'arbitrage

Nominations au conseil

request, each party to the arbitration shall appoint a member to the board of arbitration and shall give notice to the other party of the name and address of the appointee.

Appoint-
ment of
chair

(4) The two members of the board of arbitration, within 10 days after the notice of appointment of the second of them is given, shall appoint a third member to be chair of the board of arbitration.

Notice of
appointment
of chair

(5) The person appointed to chair the board of arbitration shall give notice of the appointment to the parties.

Failure to
appoint

(6) Either party may apply, on notice to the other, to the Ontario Court (General Division) and the court may appoint a member or the chair, as the case may require, if,

- (a) either party fails to appoint a member to a board of arbitration;
- (b) the members appointed do not appoint a chair;
- (c) a member is absent or unable to act; or
- (d) there is a vacancy on a board of arbitration.

Definitions

83.6 (1) In this section,

“financial assistance” means the monthly amount provided by the Corporation to the commission under this section; (“aide financière”)

“unit amount” means the maximum monthly cost of the discounts set out in subsection 108 (4) applied to a 1,000 kilowatt hour bill per month for each class of rural residential premises for the first calendar year following the day before the transfer date. (“montant unitaire”)

Application
of subs. 108
(1)

(2) The definitions set out in subsection 108 (1) apply to this section.

Financial
assistance

(3) The Corporation shall provide financial assistance, monthly (not in advance), in the first calendar year following the day before the transfer date in an amount obtained as follows:

1. Multiply the number of customers in each class of rural residential premises that become municipal residential premises as a result of the expansion by the lesser of,
 - i. the unit amount, or

ge nomme, dans les 14 jours qui suivent la demande, un membre au conseil et avise l'autre partie des nom et adresse de la personne nommée.

(4) Les deux membres du conseil d'arbitrage nomment, au plus tard 10 jours après que l'avis de nomination du deuxième d'entre eux est donné, un troisième membre à la présidence du conseil d'arbitrage.

(5) La personne nommée pour présider le conseil d'arbitrage avise les parties de sa nomination.

(6) L'une ou l'autre partie peut, si elle en avise l'autre partie, présenter une requête à la Cour de l'Ontario (Division générale), qui peut nommer, selon le cas, un membre ou un président, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) l'une ou l'autre partie ne nomme pas de membre au conseil d'arbitrage;
- b) les membres nommés ne nomment pas de président;
- c) un membre est absent ou empêché d'agir;
- d) il y a une vacance au sein du conseil d'arbitrage.

83.6 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«aide financière» La somme mensuelle que la Société fournit à la commission aux termes du présent article. («financial assistance»)

«montant unitaire» Le coût mensuel maximal de la remise énoncée au paragraphe 108 (4) appliqué à une note d'électricité de 1 000 kilowattheures par mois pour chaque catégorie de locaux d'habitation ruraux à l'égard de la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert. («unit amount»)

(2) Les définitions énoncées au paragraphe 108 (1) s'appliquent au présent article.

(3) La Société fournit, mensuellement (mais non d'avance), au cours de la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert, une aide financière calculée de la façon suivante :

1. En multipliant le nombre de clients de chaque catégorie de locaux d'habitation ruraux qui deviennent des locaux d'habitation municipaux par suite de l'élargissement, par le moindre des montants suivants :
 - i. le montant unitaire,

Nomina-
tion à la
présidence

Avis de no-
mination à
la prési-
dence

Absence
de nomina-
tion

Définitions

Applica-
tion du par.
108 (1)

Aide finan-
cière

- ii. the amount that will maintain the amount payable to the commission for the first 1,000 kilowatt hours of power consumed per month in a municipal residential premises supplied with power by the commission at not less than the forecast weighted average municipal bill.

2. Subtract the amount paid under subsection 83.7 (24).

Payments
by Corpor-
ation

(4) The Corporation shall provide to the commission,

- (a) in the second year following the transfer date, 80 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3);
- (b) in the third year following the transfer date, 60 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3);
- (c) in the fourth year following the transfer date, 40 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3); and
- (d) in the fifth year following the transfer date, 20 per cent of the amount obtained under paragraph 1 of subsection (3).

Use of
financial
assistance

(5) The commission may use the financial assistance to reduce any of its current operating requirements.

Price
increase

(6) The Corporation may increase the price for power supplied by it in order to recover the amounts paid as financial assistance.

Price
increase
protected

(7) Subsection (6) applies despite any contract to the contrary.

Exemption
from s. 37
of the
*Ontario
Energy
Board Act*

(8) Section 37 of the *Ontario Energy Board Act* does not apply to require a review of the rates fixed or altered as a result of an action taken under section 83.

Commence-
ment

(9) This section shall be deemed to have come into force on July 1, 1993.

Definitions

83.7 (1) In this section,

“Hydro Fund” means the Ontario Hydro Pension and Insurance Fund; (“caisse d’Ontario Hydro”)

- ii. le montant qui maintiendra le montant payable à la commission pour les 1 000 premiers kilowattheures de consommation mensuelle d’électricité dans un local d’habitation municipal approvisionné en électricité par la commission à un montant qui n’est pas inférieur au montant prévu de la note d’électricité municipale moyenne pondérée.

2. En soustrayant le montant versé conformément au paragraphe 83.7 (24).

(4) La Société verse à la commission les montants suivants :

- a) pendant la deuxième année qui suit la date du transfert, 80 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3);
- b) pendant la troisième année qui suit la date du transfert, 60 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3);
- c) pendant la quatrième année qui suit la date du transfert, 40 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3);
- d) pendant la cinquième année qui suit la date du transfert, 20 pour cent du montant obtenu aux termes de la disposition 1 du paragraphe (3).

(5) La commission peut utiliser l’aide financière pour réduire n’importe laquelle de ses dépenses d’exploitation courantes.

(6) La Société peut augmenter le prix de l’électricité qu’elle fournit pour recouvrer les montants qu’elle verse à titre d’aide financière.

(7) Le paragraphe (6) s’applique malgré tout contrat à l’effet contraire.

(8) L’article 37 de la *Loi sur la Commission de l’énergie de l’Ontario* n’a pas pour effet d’exiger un examen des tarifs fixés ou modifiés par suite d’une mesure prise en vertu de l’article 83.

(9) Le présent article est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 1993.

83.7 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«accord de cession entre la Société et la Commission» Accord qui est conclu entre la Société et la Commission du régime de retraite des employés municipaux de

Paiements
effectués
par la
Société

Utilisation
de l’aide
financière

Augmenta-
tion du
prix

Augmenta-
tion de
prix proté-
gée

Non-appli-
cation de
l’art. 37 de
la *Loi sur
la Commis-
sion de
l’énergie
de
l’Ontario*
Entrée en
vigueur

Définitions

“Hydro OMERS Divestment Agreement” means an agreement between the Corporation and the Ontario Municipal Employees Retirement Board setting out common rules and procedures to establish pension credits for those who change membership from the Hydro Fund to the OMERS Fund under this section; (“accord de cession entre la Société et la Commission”)

“OMERS Fund” means the Ontario Municipal Employees Retirement Fund; (“caisse des employés municipaux”)

“transfer date” has the same meaning as in section 83.3. (“date du transfert”)

l’Ontario et qui fixe des règles et des modalités communes pour déterminer les droits à pension des membres de la caisse d’Ontario Hydro qui deviennent membres de la caisse des employés municipaux aux termes du présent article. («Hydro OMERS Divestment Agreement»)

«caisse d’Ontario Hydro» La Caisse de retraite et d’assurance d’Ontario Hydro. («Hydro Fund»)

«caisse des employés municipaux» La Caisse de retraite des employés municipaux de l’Ontario. («OMERS Fund»)

«date du transfert» S’entend au sens de l’article 83.3. («transfer date»)

Employee list to be provided

(2) The Corporation shall, within 45 days after a by-law under section 83.2 setting out an additional area comes into force,

(a) advise the commission of the number, by job function or position, of its full-time, non-probationary, non-temporary employees whose status, as determined by the Corporation, may be affected by the transfer; and

(b) provide, to the commission, a list of the employees in the vicinity in the job functions or positions referred to under clause (a).

(2) Dans les 45 jours qui suivent l’entrée en vigueur d’un règlement municipal, prévu à l’article 83.2, qui définit un secteur additionnel, la Société :

a) d’une part, avise la commission du nombre, selon la fonction ou le poste, de ses employés à plein temps qui ne sont ni à l’essai ni temporaires et dont le statut, déterminé par la Société, peut être touché par le transfert;

b) d’autre part, fournit à la commission la liste des employés de la région qui occupent les fonctions ou les postes visés à l’alinéa a).

Liste des employés

Offer of employment

(3) The commission may, for the purpose of this section, offer any employee on the list employment with the commission to take effect on the transfer date.

(3) Pour l’application du présent article, la commission peut offrir un emploi en son sein à tout employé mentionné sur la liste qu’il commence à occuper à la date du transfert.

Offre d’emploi

Legal advice

(4) To be an acceptance for the purpose of this section, an offer of employment must be signed by the person to whom it is offered and must be accompanied by a note that the person accepting has received legal advice in respect of the offer or has waived the opportunity to get legal advice.

(4) Pour être acceptée pour l’application du présent article, l’offre d’emploi doit être signée par la personne à qui elle est faite et être accompagnée d’une note indiquant que cette personne a reçu des conseils juridiques en ce qui concerne l’offre ou qu’elle a renoncé à recevoir de tels conseils.

Conseils juridiques

Limit on number of acceptances

(5) For the purpose of this section, a commission cannot attribute more accepted offers of employment to any job function or position than the number for that function or position shown pursuant to clause (2) (a).

(5) Pour l’application du présent article, une commission ne peut attribuer plus d’offres d’emploi acceptées à une fonction ou à un poste que le nombre indiqué pour cette fonction ou ce poste conformément à l’alinéa (2) a).

Limitation du nombre d’acceptations

Copies

(6) The commission shall, within 95 days after the by-law referred to in subsection (2) comes into force, give the Corporation a copy of the accepted offers of employment.

(6) Dans les 95 jours suivant l’entrée en vigueur du règlement municipal visé au paragraphe (2), la commission donne à la Société une copie des offres d’emploi acceptées.

Copies

Employee designation

(7) The Corporation shall designate employees to fill the remaining job functions or positions left unfilled after the accepted offers of employment are received within 120 days after the by-law referred to in subsection (2) comes into force.

(7) La Société désigne, dans les 120 jours suivant l’entrée en vigueur du règlement municipal visé au paragraphe (2), des employés aux fonctions ou aux postes qui sont toujours vacants après la réception des offres d’emploi acceptées.

Désignation d’employés

Who may be designated	(8) The only employees who may be designated are full-time, non-probationary, non-temporary employees employed, in the vicinity, in the distribution and supply of power whose status, as determined by the Corporation, is affected by the transfer.	(8) Les seuls employés qui peuvent être désignés sont des employés à plein temps de la région qui ne sont ni à l'essai ni temporaires, qui sont affectés à la distribution de l'électricité et à l'approvisionnement en électricité, et dont le statut, déterminé par la Société, est touché par le transfert.	Employés pouvant être désignés
Employment offer	(9) A commission shall, for the purpose of this section, offer employment to the designated employees within 21 days after receiving the list of designated employees from the Corporation.	(9) Pour l'application du présent article, une commission offre un emploi aux employés désignés au plus tard 21 jours après qu'elle a reçu de la Société la liste des employés désignés.	Offre d'emploi
Training specified	(10) A commission, in making an offer of employment, must specify, in the offer, the training needed to qualify for the job offered and that the training will be paid for by the commission.	(10) Quand elle fait une offre d'emploi, la commission doit préciser, dans l'offre, quelle est la formation nécessaire pour être admissible à l'emploi offert et que c'est elle qui assumera le coût de la formation.	Formation précisée
Expiry of offer	(11) An offer of employment expires 21 days after it is received.	(11) L'offre d'emploi est valable jusqu'au vingt et unième jour qui suit sa réception.	Expiration de l'offre
Resignation	(12) An acceptance of an offer of employment made for the purpose of this section shall be deemed to be a resignation from the Corporation effective on the day before the transfer date.	(12) L'acceptation d'une offre d'emploi faite aux fins du présent article est réputée une démission d'un emploi à la Société qui prend effet le jour précédant la date du transfert.	Démission
No probation required	(13) Despite any collective agreement or policy of the commission, a person who accepts an offer of employment made for the purpose of this section is not required to serve a probationary period.	(13) Malgré toute convention collective ou politique de la commission, quiconque accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article est dispensé d'une période d'essai.	Période d'essai non nécessaire
Entitlement	(14) A person who accepts an offer of employment made for the purpose of this section is entitled to a minimum base wage or salary from the commission equivalent to the base wage or salary the person received in the 12-month period immediately before the transfer date.	(14) Quiconque accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article a le droit de recevoir de la commission un salaire ou traitement de base minimal, équivalent à celui qu'il a reçu au cours des 12 mois précédant immédiatement la date du transfert.	Droit
Period of entitlement	(15) The entitlement starts from the transfer date and runs for six months with an additional month for each completed year of service with the Corporation to a combined maximum of 24 months or until the person ceases to be employed by the commission, whichever comes first.	(15) Le droit naît à la date du transfert et est valable pendant une période de six mois à laquelle s'ajoute un mois additionnel pour chaque année de service complète auprès de la Société, jusqu'à concurrence de 24 mois en tout ou, si cet événement se réalise avant, jusqu'à ce que la personne cesse d'être employée par la commission.	Période d'effet du droit
Prepayment	(16) On the first day of employment with the commission and on January 1 in each year, the commission may prepay the difference between an employee's entitlement, as determined under subsection (14), for the current year and that employee's base wage or salary with the commission for that year.	(16) Le jour de l'entrée en fonction de l'employé à la commission et le 1 ^{er} janvier de chaque année, la commission peut payer d'avance la différence entre la rétribution, déterminée aux termes du paragraphe (14), à laquelle a droit un employé pour l'année courante et le salaire ou traitement de base qu'elle lui verse pour cette année.	Paiement anticipé
Buyout	(17) On the first day of employment, the commission may offer, as a lump sum prepayment, an agreed amount to compensate for the difference in the employee's entitlement, as determined under subsection (14),	(17) Le jour de l'entrée en fonction de l'employé, la commission peut offrir, comme paiement anticipé forfaitaire, un montant convenu pour compenser la différence entre la rétribution, déterminée aux termes du paragraphe (14), à laquelle a droit l'employé et	Rachat

and that employee's base wage or salary with the commission for the period of entitlement.

Termination
for cause

(18) Subsections (14) and (15) do not apply to an employee who is terminated for cause.

Employee's
option

(19) Each person who accepts employment under this section is entitled to,

(a) a deferred pension in accordance with the Ontario Hydro Pension and Insurance Plan in effect on the day before the transfer date calculated as if the employee were eligible to vest under the Plan; or

(b) transfer the pension pursuant to subsections (21) to (25).

Corporation's
obligation

(20) The Corporation shall provide every person who accepts employment under this section written information about the options under subsection (19) and entitlement under the pension plan.

Same

(21) The Corporation, for each person who accepts an offer made for the purpose of this section and who was a contributor to the Hydro Fund, shall,

(a) calculate, as of the day before the transfer date, the greater of,

(i) the actuarial value of the pension earned by the person in the Hydro Fund,

(ii) the commuted value of the pension earned by the person in the Hydro Fund, as calculated under the *Pension Benefits Act*, as if the person terminated employment with the Corporation, or

(iii) the person's contribution to the Hydro Fund together with interest accumulated on it; and

(b) transfer to the OMERS Fund from the Hydro Fund the lesser of,

(i) the amount determined in clause (a), or

(ii) the actuarial value of the accrued pension as of the day before the transfer date that would be provided by the OMERS Fund for a period of service equal to the

le salaire ou traitement de base que lui verse la commission pour la période pendant laquelle il y a droit.

(18) Les paragraphes (14) et (15) ne s'appliquent pas à l'employé qui est licencié pour un motif suffisant.

(19) Chaque personne qui accepte un emploi aux termes du présent article a le droit :

a) soit de recevoir une pension différée, conformément au Régime de retraite et d'assurance d'Ontario Hydro en vigueur le jour précédant la date du transfert, calculée comme si l'employé avait acquis le droit à la pension aux termes du Régime;

b) soit de transférer la pension conformément aux paragraphes (21) à (25).

(20) La Société fournit par écrit, à chaque personne qui accepte un emploi aux termes du présent article, des renseignements sur les options prévues au paragraphe (19) et sur les droits acquis au titre du régime de retraite.

(21) Pour chaque personne qui accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article et qui cotisait à la caisse d'Ontario Hydro, la Société :

a) d'une part, détermine, au jour précédant la date du transfert, celui, des montants suivants, qui est le plus élevé :

(i) la valeur actuarielle de la pension acquise par la personne au titre de la caisse d'Ontario Hydro,

(ii) la valeur de rachat de la pension acquise par la personne au titre de la caisse d'Ontario Hydro, telle qu'elle est calculée aux termes de la *Loi sur les régimes de retraite*, comme si l'emploi de la personne à la Société avait pris fin,

(iii) le montant des cotisations de la personne à la caisse d'Ontario Hydro ainsi que des intérêts accumulés sur celles-ci;

b) d'autre part, transfère de la caisse d'Ontario Hydro à la caisse des employés municipaux le moindre des montants suivants :

(i) le montant déterminé à l'alinéa a),

(ii) la valeur actuarielle de la pension accumulée, au jour précédant la date du transfert, qui serait accordée par la caisse des employés municipaux pour une période de

Licenciement pour un motif suffisant

Choix de l'employé

Obligation de la Société

Idem

period of service for which the person has credit in the Hydro Fund.

service égale à celle qui est reconnue à la personne dans la caisse d'Ontario Hydro.

Actuarial value	(22) For the purpose of subclauses (21) (a) (i) and (21) (b) (ii), "actuarial value" has the meaning set out in the Hydro OMERS Divestment Agreement.	(22) Pour l'application des sous-alinéas (21) a) (i) et (21) b) (ii), l'expression «valeur actuarielle» s'entend au sens qui est attribué à l'expression «actuarial value» dans l'accord de cession entre la Société et la Commission.	Valeur actuarielle
Credit for service	(23) Every person who accepts an offer made for the purpose of this section and who was a contributor to the Hydro Fund is entitled to credit in the OMERS Fund for a period of service equal to the period of service for which the person had credit in the Hydro Fund.	(23) La personne qui accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article et qui cotisait à la caisse d'Ontario Hydro a droit à des crédits dans la caisse des employés municipaux pour une période de service égale à celle qui lui était reconnue dans la caisse d'Ontario Hydro.	Crédits pour la période de service
Corporation makes up shortfall	(24) The Corporation shall pay into the OMERS Fund any shortfall between the amount transferred under clause (21) (b) and the amount required by the OMERS Fund, as determined under subclause (21) (b) (ii), to provide the equal number of years of pensionable service that an employee had with the Corporation.	(24) La Société verse à la caisse des employés municipaux la différence, le cas échéant, entre le montant qui est transféré aux termes de l'alinéa (21) b) et le montant qu'il faut dans la caisse des employés municipaux, lequel est déterminé aux termes du sous-alinéa (21) b) (ii), pour obtenir le même nombre d'années de service ouvrant droit à pension qu'un employé comptait à la Société.	Différence comblée par la Société
Excess funds	(25) If the greater of the amounts determined under subclause (21) (a) (ii) or (21) (a) (iii) exceeds the amount determined under subclause (21) (b) (ii), an employee who transfers under this section is entitled to the excess funds determined and payable in accordance with the applicable provisions of the Hydro Fund and the <i>Pension Benefits Act</i> .	(25) Si le plus élevé des montants déterminés aux termes du sous-alinéa (21) a) (ii) ou (21) a) (iii) dépasse le montant déterminé aux termes du sous-alinéa (21) b) (ii), l'employé qui fait l'objet d'un transfert aux termes du présent article a droit aux fonds excédentaires déterminés et payables conformément aux dispositions pertinentes de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> et à celles relatives à la caisse d'Ontario Hydro.	Fonds excédentaires
Life insurance	(26) As of the transfer date, the commission shall make life insurance coverage available to every employee who accepts an offer made for the purpose of this section that is at least equivalent to that which the employee had with the Corporation.	(26) À la date du transfert, la commission offre à tous les employés qui acceptent une offre d'emploi faite aux fins du présent article une assurance-vie au moins équivalente à celle qu'ils avaient à la Société.	Assurance-vie
Post retirement coverage	(27) Service with the Corporation shall be recognized as service with the commission for the purpose of determining post retirement insurance coverage.	(27) Les services auprès de la Société sont reconnus comme des services auprès de la commission afin de déterminer la garantie d'assurance au moment de la retraite.	Assurance au moment de la retraite
Benefit entitlements	(28) Every person who accepts an offer of employment made for the purpose of this section is, by the acceptance, entitled, at the expense of the commission, on the transfer date, (a) to the rights and benefits of the sick leave and long term disability plans of the commission; and (b) to allowance or credit in the plan of the commission for all accrued rights	(28) La personne qui accepte une offre d'emploi faite aux fins du présent article a, de ce fait, le droit de bénéficier aux frais de la commission, à la date du transfert, de ce qui suit : a) les droits, prestations et indemnités prévus par les régimes de congés de maladie et d'invalidité de longue durée de la commission; b) les allocations ou les crédits au titre du régime de la commission à l'égard	Droit à des avantages

and benefits of sick leave entitlements with the Corporation at that time.

Recognized
service

(29) For the purpose of determining entitlement in the sick leave and long term disability plans of the commission, service with the Corporation shall be deemed to be service with the commission.

Sick leave
benefits

(30) If the commission does not have sick leave and long term disability plans in place on the transfer date but subsequently brings them in, a new employee is entitled, at the expense of the commission, to the rights and benefits of sick leave and long term disability entitlements that were provided by the Corporation until the employee becomes eligible for coverage under a sick leave and a long term disability plan of the commission.

Benefit
carry over

(31) An employee shall receive allowance or credit in the sick leave plan of the commission for all accrued rights and benefits of sick leave entitlements with the Corporation.

Cash payout

(32) If the commission's plan does not permit accrued sick leave benefits, 270 days after the person becomes eligible for coverage in a sick leave plan of the commission, the accrued sick leave benefits less any sick leave days used since the employee became eligible for coverage in the commission's plan shall be paid, at the expense of the commission, as a cash settlement equal to 8 per cent of the value of the remaining accrued sick leave benefits at the date of the settlement.

Financial
assistance

(33) During the first calendar year after the day before the transfer date, the Corporation shall provide financial assistance to a commission sufficient to cover the sum of the amounts calculated in paragraphs 1, 2 and 3:

1. The least of the cost of,
 - i. the amount paid under subsection (17) or of any wage maintenance calculated as if paid as a prepayment,
 - ii. 175 per cent of the difference, over the first year, between the base wage or salary of an employee with the Corporation and the base wage or salary of the employee with the commission,

des congés de maladie accumulés à la Société à ce moment-là.

Services
reconnus

(29) Pour déterminer les droits reconnus au titre des régimes de congés de maladie et d'invalidité de longue durée de la commission, les services auprès de la Société sont réputés des services auprès de la commission.

Indemnités
de congés
de maladie

(30) Si la commission n'a pas de régime de congés de maladie ni de régime d'invalidité de longue durée à la date du transfert, mais qu'elle en institue par la suite, un nouvel employé a le droit de bénéficier, aux frais de la commission, des droits, prestations et indemnités en ce qui concerne les congés de maladie et l'invalidité de longue durée qui étaient offerts par la Société jusqu'à ce que l'employé devienne admissible aux régimes de congés de maladie et d'invalidité de longue durée de la commission.

Report
d'avant-
tages

(31) Un employé bénéficie d'allocations ou de crédits au titre du régime de congés de maladie de la commission à l'égard des congés de maladie accumulés à la Société.

Règlement
en espèces

(32) Si le régime de la commission ne permet pas l'accumulation de congés de maladie 270 jours après que la personne est devenue admissible à un régime de congés de maladie de la commission, les congés de maladie accumulés moins les jours de congé de maladie utilisés depuis que l'employé est devenu admissible au régime de la commission sont remboursés, aux frais de la commission, sous forme de règlement en espèces égal à huit pour cent de la valeur du reliquat des congés de maladie accumulés à la date du règlement.

Aide
financière

(33) Pendant la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert, la Société fournit à la commission une aide financière suffisante pour couvrir le total des montants calculés conformément aux dispositions 1, 2 et 3 :

1. Le moindre des montants suivants :
 - i. le montant versé aux termes du paragraphe (17) ou le montant prévu pour maintenir le salaire ou traitement, calculé comme s'il était versé comme paiement anticipé,
 - ii. 175 pour cent de la différence, au cours de la première année, entre le salaire ou traitement de base qu'un employé touchait à la Société et celui qu'il touche à la commission,

iii. 25 per cent of the employee's base wage or salary with the Corporation.

2. The amount of sick leave cash settlements paid by the commission during the first 12 months after the transfer date.
3. The training cost paid by the commission incurred during the first 12 months after the transfer date to a maximum of 10 weeks base wage rate with the Corporation for each employee trained.

Limit on training costs

(34) The training costs referred to in paragraph 3 of subsection (33) do not include fees or salary paid to any person in the regular employ of the commission.

Minimum assistance

(35) The minimum amount of financial assistance to which a commission is entitled in the first calendar year after the day before the transfer date because of a transfer is the amount payable under subsection (33).

Commencement

5. (1) This Act, except section 2, comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Section 2 comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

6. The short title of this Act is the *Power Corporation Amendment Act, 1994*.

iii. 25 pour cent du salaire ou traitement de base que l'employé touchait à la Société.

2. Le montant des règlements en espèces des crédits de congés de maladie versés par la commission au cours des 12 mois qui suivent la date du transfert.
3. Les frais de formation assumés par la commission et engagés au cours des 12 mois qui suivent la date du transfert, jusqu'à concurrence du salaire de base pour 10 semaines de service auprès de la Société pour chaque employé qui est formé.

(34) Les frais de formation visés à la disposition 3 du paragraphe (33) ne comprennent pas les honoraires ou le salaire versés à quiconque est employé régulièrement par la commission.

(35) Le montant minimal d'aide financière auquel a droit une commission, en raison d'un transfert, au cours de la première année civile qui suit le jour précédant la date du transfert est le montant payable aux termes du paragraphe (33).

5. (1) La présente loi, à l'exception de l'article 2, entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) L'article 2 entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

6. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur la Société de l'électricité*.

Limite des frais de formation

Aide minimale

Entrée en vigueur

Idem

Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 186

**An Act to amend the
Corporations Information Act**

Mr. McClelland

Private Member's Bill

1st Reading November 3, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 186

**Loi modifiant la Loi sur
les renseignements exigés
des personnes morales**

M. McClelland

Projet de loi de député

1^{re} lecture 3 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill provides that corporations that are required to make annual returns under section 3.1 or special filings under section 6 of the Act cannot be charged fees with respect to those filings.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit qu'il ne peut être exigé de droits des personnes morales qui sont tenues de déposer des rapports annuels aux termes de l'article 3.1 ou de faire des dépôts spéciaux aux termes de l'article 6 de la Loi.

An Act to amend the Corporations Information Act

Loi modifiant la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 3.1 (1) of the *Corporations Information Act*, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 35, is amended by striking out “and pay the prescribed fee” in the fourth line.

(2) Subsection 3.1 (4) of the Act, as enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 17, section 35, is amended by striking out “or if the corporation does not pay the prescribed fee for filing the return, but in either case” in the fourth, fifth and sixth lines and substituting “but”.

2. Subsection 6 (2) of the Act is amended by adding at the end “but no fee with respect to a special filing is payable by a corporation required to make such a filing and no fee shall be prescribed therefor under the regulations.”

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 3.1 (1) de la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*, tel qu'il est adopté par l'article 35 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par suppression de «et acquitte les droits prescrits» à la dernière ligne.

(2) Le paragraphe 3.1 (4) de la Loi, tel qu'il est adopté par l'article 35 du chapitre 17 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par substitution, à «ou que la personne morale n'acquitte pas les droits prescrits pour le dépôt du rapport, mais dans l'un ou l'autre cas» aux quatrième, cinquième, sixième et septième lignes, de «mais».

2. Le paragraphe 6 (2) de la Loi est modifié par adjonction de «Toutefois, la personne morale qui est tenue de faire un dépôt spécial ne doit payer aucun droit à cet égard et aucun droit à cet égard ne doit être prescrit en vertu des règlements.»

3. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*.

Commence-
ment

3. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

4. The short title of this Act is the *Corporations Information Amendment Act, 1994*.

Entrée en
vigueur

Titre abrégé

CAZ
ON
XB
-P56



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 187

**An Act to reform the Law
regulating Businesses**

The Hon. M. Churley
Minister of Consumer and
Commercial Relations

Government Bill

1st Reading November 3, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

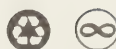
Projet de loi 187

**Loi portant réforme du droit
réglementant les entreprises**

L'honorable M. Churley
Ministre de la Consommation et
du Commerce

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 3 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

The purpose of the Bill is set out in section 1.

The Bill allows the Lieutenant Governor in Council to designate any Act for the purpose of the Bill. The Lieutenant Governor in Council has broad powers to make regulations or orders in council affecting the administration of designated Acts on the recommendation of the Minister responsible for the designated Act.

The regulations or orders in council, as the case may be, can be used to unify filing requirements affecting businesses, adopt forms or business identifiers, deal with the method of filing information, deal with the provision of services, establish databases, prescribe standards relating to information or the provision of services or deal with the disclosure of personal information that persons are required to provide.

In addition, the Minister responsible for the administration of the relevant part of the Bill can authorize businesses to use agents for the purpose of filing under designated Acts. The Minister of Finance can make agreements with financial institutions to allow them to deduct compensation from payments that they collect on behalf of a Minister by their credit cards.

The Bill contains a right of persons to receive compensation for monetary losses suffered and authorizes the Lieutenant Governor in Council to make regulations establishing a compensation fund.

NOTES EXPLICATIVES

L'objet du projet de loi est énoncé à l'article 1.

Pour son application, le projet de loi permet au lieutenant-gouverneur en conseil de désigner des lois. Le lieutenant-gouverneur en conseil est investi de pouvoirs étendus. Il peut ainsi prendre des règlements et des décrets ayant une incidence sur l'application d'une loi désignée, sur recommandation du ministre chargé de son application.

Les règlements ou les décrets, selon le cas, peuvent permettre l'unification des exigences qui touchent les entreprises en ce qui a trait aux dépôts, l'adoption de formules ou d'identificateurs d'entreprises, la détermination du mode de dépôt des renseignements, la prestation de services, l'établissement de bases de données, la prescription de normes relatives aux renseignements ou à la prestation de services, ou la divulgation des renseignements personnels que les personnes sont tenues de fournir.

En outre, le ministre chargé de l'application de la partie pertinente du projet de loi peut autoriser les entreprises à faire appel à des mandataires aux fins du dépôt prévu par les lois désignées. Le ministre des Finances peut conclure des accords avec des institutions financières pour leur permettre de déduire le montant des indemnités des paiements qu'elles perçoivent au nom d'un ministre au moyen de leurs cartes de crédit.

Le projet de loi accorde aux personnes le droit de recevoir une indemnité pour leurs pertes pécuniaires et autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à créer un fonds d'indemnisation par voie de règlement.

An Act to reform the Law regulating Businesses

Loi portant réforme du droit réglementant les entreprises

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Purpose	1. The purpose of this Act is to assist the formation and operation of businesses in Ontario by simplifying government regulatory requirements, eliminating duplication in procedures and improving government organizational arrangements.	Objet	1. La présente loi a pour objet de faciliter la création et l'exploitation d'entreprises en Ontario en simplifiant les exigences réglementaires du gouvernement, en éliminant les procédures qui font double emploi et en améliorant les structures organisationnelles du gouvernement.
Definitions	2. In this Act, “business” means a person within the meaning of the <i>Business Names Act</i> authorized or entitled to carry on business in Ontario; (“enterprise”) “file” means to file, to register, to submit, to deposit, to make an application or to otherwise make available. (“déposer”)	Définitions	2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. «déposer» Rendre accessible, notamment déposer, enregistrer, présenter, ou présenter une demande. («file») «entreprise» Personne, au sens de la <i>Loi sur les noms commerciaux</i> , autorisée à exploiter une entreprise en Ontario ou qui a le droit de le faire. («business»)
Designation of Acts	3. The Lieutenant Governor in Council may designate any Act for the purpose of this Act.	Désignation de lois	3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner toute loi pour l'application de la présente loi.
Minister's recommendation	4. (1) The Lieutenant Governor in Council shall not make a regulation or an order in council or approve a form under this Act that affects the administration of a designated Act except on the recommendation of the Minister responsible for the administration of the designated Act.	Recommandation du ministre	4. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas, aux termes de la présente loi, prendre un règlement ou un décret, ni approuver une formule qui a une incidence sur l'application d'une loi désignée, sauf sur recommandation du ministre chargé de l'application de cette loi.
Same	(2) A Minister shall not make a regulation, approve a form or enter into an agreement under this Act that affects the administration of a designated Act except on the recommendation of the Minister responsible for the administration of the designated Act.	Idem	(2) Un ministre ne doit pas, aux termes de la présente loi, prendre un règlement, approuver une formule ni conclure un accord qui a une incidence sur l'application d'une loi désignée, sauf sur recommandation du ministre chargé de l'application de cette loi.
Conflict	5. (1) A provision of this Act or the regulations or orders in council made under this Act that is mandatory and that conflicts with a provision of a designated Act or the regulations made under that Act prevails if it ex-	Incompatibilité	5. (1) En cas d'incompatibilité entre une disposition obligatoire de la présente loi ou de ses règlements ou décrets d'application et une disposition d'une loi désignée ou de ses règlements d'application, la première disposition

	pressly mentions the provision over which it prevails.	l'emporte à condition de mentionner expressément la deuxième.	
Same, non-mandatory provision	(2) If a provision of this Act or the regulations or orders in council made under this Act conflicts with a provision of a designated Act or the regulations or orders in council made under that Act but is not mandatory, a person may elect under which provision to proceed.	(2) En cas d'incompatibilité entre une disposition facultative de la présente loi ou de ses règlements ou décrets d'application et une disposition d'une loi désignée ou de ses règlements ou décrets d'application, une personne peut choisir la disposition en vertu de laquelle elle procédera.	Idem, disposition facultative
Unified requirements	<p>6. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <p>(a) unifying procedures for businesses to file information under designated Acts;</p> <p>(b) unifying financial and statistical reporting requirements and procedures for businesses under designated Acts;</p> <p>(c) prescribing common dates or time periods for businesses to file information or to pay fees, taxes or other charges under designated Acts;</p> <p>(d) prescribing methods for allocating a payment made by a business of less than the full amount of its liability under the designated Acts in respect of which the payment was made.</p>	<p>6. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <p>a) unifier la procédure que doivent respecter les entreprises pour déposer des renseignements aux termes des lois désignées;</p> <p>b) unifier les exigences et la procédure que doivent respecter les entreprises aux termes des lois désignées relativement à la présentation des rapports statistiques et financiers;</p> <p>c) prescrire aux entreprises des dates ou délais communs pour déposer les renseignements ou payer les droits, taxes, impôts ou autres frais exigés aux termes des lois désignées;</p> <p>d) prescrire des façons de répartir les paiements qu'effectue une entreprise et dont le montant est inférieur au plein montant des sommes dues aux termes des lois désignées dans le cadre desquelles les paiements ont été effectués.</p>	Unification des exigences
Other requirements	(2) In a regulation made under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may prescribe all requirements that are necessary in the circumstances to achieve the objective of the regulation, including adjusting the amount of fees that businesses are required to pay under designated Acts.	(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement pris en application du paragraphe (1), prescrire toutes les exigences qui sont nécessaires dans les circonstances pour réaliser l'objet du règlement, et notamment pour rajuster le montant des droits que les entreprises sont tenues de payer aux termes des lois désignées.	Autres exigences
Funds	(3) Nothing in this section affects a provision in a designated Act with respect to the maintenance of separate funds or the priority of entitlement to funds under the designated Act.	(3) Le présent article n'a pas d'incidence sur les dispositions des lois désignées qui traitent du maintien de fonds distincts ou d'un droit de priorité sur des fonds aux termes des lois désignées.	Fonds
Forms	7. (1) The Lieutenant Governor in Council may approve forms that have the same effect as forms prescribed or approved by the Lieutenant Governor in Council under designated Acts.	7. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver des formules qui ont le même effet que celles qu'il a prescrites ou approuvées en vertu des lois désignées.	Formules
Same, Minister	(2) The Minister responsible for the administration of this section may approve forms that have the same effect as forms prescribed or approved by a Minister, board or agency under designated Acts.	(2) Le ministre chargé de l'application du présent article peut approuver des formules qui ont le même effet que celles qu'un ministre, une commission, un conseil, une régie, un organisme ou une agence a prescrites, ou approuvées en vertu des lois désignées.	Idem, ministre
Variations	(3) Despite subsections (1) and (2), the Minister responsible for the administration of	(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre chargé de l'application du présent article	Dérogation

this section may combine forms prescribed or approved under either of those subsections into a single form and may adapt the form as is necessary in the circumstances for the purposes of a designated Act.

Use of forms (4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for the use of forms that are prescribed or approved under this section.

Business identifiers 8. (1) The Lieutenant Governor in Council may by order in council establish a system of business identifiers and provide for the manner in which they are assigned to a business or a class of businesses.

Use of identifiers (2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for the use that businesses are required to make of the system of business identifiers.

Agreements with Canada (3) The Minister responsible for the administration of this section may enter into agreements providing for the integration of a system of business identifiers established under this section with any system of business identification established by the Government of Canada.

Use of agents 9. (1) Information that businesses are required to file or are authorized to access under a designated Act may be filed or accessed, as the case may be, by a person who is authorized to do so by the Minister responsible for the administration of this section or by a person who is a member of a class of persons that is authorized to do so.

Conditions (2) The Minister responsible for the administration of this section may attach conditions to an authorization given under subsection (1).

Method of filing 10. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) authorizing or requiring information, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be filed and maintained in an electronic or other prescribed format;
- (b) authorizing or requiring information, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be filed by direct electronic transmission to an electronic database;
- (c) authorizing or requiring forms, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be signed by electronic signature or by signature copied or reproduced in the prescribed manner;

peut fondre en une seule des formules prescrites ou approuvées en vertu de l'un ou l'autre de ces paragraphes et il peut adapter cette formule selon ce qui est nécessaire dans les circonstances pour l'application d'une loi désignée.

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir les modalités d'utilisation des formules qui sont prescrites ou approuvées en vertu du présent article.

8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, établir un système d'identificateurs d'entreprises et prévoir la manière dont ceux-ci sont attribués à une entreprise ou à une catégorie d'entreprises.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir la façon dont les entreprises doivent utiliser le système d'identificateurs d'entreprises.

(3) Le ministre chargé de l'application du présent article peut conclure des accords prévoyant l'intégration d'un système d'identificateurs d'entreprises, établi en vertu du présent article, à tout système d'identification d'entreprises établi par le gouvernement du Canada.

9. (1) Les renseignements que les entreprises sont tenues de déposer ou auxquels elles sont autorisées à accéder en vertu d'une loi désignée peuvent être déposés ou il peut y être accédé, selon le cas, par une personne que le ministre chargé de l'application du présent article autorise à ce faire ou par un membre d'une catégorie de personnes ainsi autorisée.

(2) Le ministre chargé de l'application du présent article peut assortir de conditions l'autorisation accordée aux termes du paragraphe (1).

10. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) autoriser ou exiger le dépôt et la tenue, au moyen d'un support prescrit, notamment un support électronique, des renseignements que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;
- b) autoriser ou exiger le dépôt, par transmission électronique directe à une base de données électronique, des renseignements que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;
- c) autoriser ou exiger la signature, au moyen d'une signature électronique ou d'une signature copiée ou reproduite de la manière prescrite, des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;

Utilisation des formules

Identificateurs d'entreprises

Utilisation des identificateurs

Accords avec le Canada

Recours à des mandataires

Conditions

Mode de dépôt

	<p>(d) authorizing or requiring forms, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be filed without signatures;</p> <p>(e) prescribing fees for filing information or forms that businesses are required to file under this Act;</p> <p>(f) prescribing fees for filing information or forms that businesses are required to file under a designated Act to replace the filing fees prescribed under the designated Act.</p>	<p>d) autoriser ou exiger le dépôt, sans qu'elles soient revêtues d'une signature, des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;</p> <p>e) prescrire les droits devant être versés pour le dépôt des renseignements ou des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi;</p> <p>f) prescrire les droits devant être versés pour le dépôt des renseignements ou des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes d'une loi désignée, en remplacement des droits de dépôt prescrits aux termes de la loi désignée.</p>	
Time of filing	(2) If information is filed by direct electronic transmission, the time or date of filing shall be the time or date assigned in the manner prescribed under this Act.	(2) Si le dépôt de renseignements se fait par transmission électronique directe, la date ou l'heure du dépôt sont celles assignées de la manière prescrite aux termes de la présente loi.	Date et heure du dépôt
Effect of electronic form	(3) A form filed in electronic form has the same effect for all purposes as if it had been in writing.	(3) La formule déposée au moyen d'un support électronique a, à toute fin, le même effet que si elle avait été remplie par écrit.	Effet
Effect of unsigned form	(4) A form filed under clause (1) (d) has the same effect for all purposes as if it had been signed by the party or parties that would have been required to sign it, but for a regulation made under that clause.	(4) La formule déposée aux termes de l'alinéa (1) d) a, à toute fin, le même effet que si elle avait été signée par la ou les parties qui auraient été tenues de la signer, si ce n'était le règlement pris en application de cet alinéa.	Effet de la formule non signée
Deduction from payment	11. A chartered bank, trust corporation or other financial institution prescribed by the regulations made under this Act, that receives a payment of fees, taxes, interest, penalties or other charges under this Act or a designated Act on behalf of a Minister by the credit card of the institution, may deduct from the payment the amount of compensation that the Minister of Finance and the institution agree may be deducted.	11. La banque à charte, société de fiducie ou autre institution financière prescrite par les règlements pris en application de la présente loi qui reçoit, au nom d'un ministre, un paiement de droits, taxes, impôts, intérêts, pénalités, amendes ou autres frais prévus par la présente loi ou une loi désignée effectué par carte de crédit de l'institution peut déduire du paiement le montant de l'indemnité dont elle et le ministre des Finances conviennent.	Déduction du paiement
Provision of services	<p>12. (1) The Lieutenant Governor in Council may by order in council,</p> <p>(a) establish an organization in any Ministry or an agency or a corporation to provide any service under this Act or a designated Act and provide for all matters necessary to fund, staff and operate the organization, agency or corporation;</p> <p>(b) if the Lieutenant Governor in Council has made a regulation under subsection 6 (1) unifying procedures for businesses to apply for licences and permits under designated Acts, establish a service to be known in English as Ontario Business Registration Access and in French as Accès à l'enregistrement des entreprises de l'Ontario or by such other name as the Lieutenant Governor in Council assigns to receive the applica-</p>	<p>12. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :</p> <p>a) créer un organisme au sein d'un ministère, une agence ou une société et les charger de fournir les services prévus par la présente loi ou une loi désignée, et prévoir toutes les questions afférentes à leur financement, à leur dotation en personnel et à leur fonctionnement;</p> <p>b) s'il a pris un règlement en application du paragraphe 6 (1) pour unifier la procédure relative aux demandes de licence et de permis présentées par les entreprises aux termes des lois désignées, créer un service appelé Accès à l'enregistrement des entreprises de l'Ontario en français et Ontario Business Registration Access en anglais, ou un autre nom qu'il choisit, afin de recevoir les deman-</p>	Prestation de services

tions and to issue the licences and permits;

- (c) enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to provide a service under this Act or a designated Act in co-operation with that government;
- (d) enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to operate a business regulation service on behalf of that government for the purpose of this Act.

Powers of Minister

(2) The Minister responsible for the administration of this section may appoint a Crown employee or enter into an agreement with any other person to perform any function or service under a designated Act for the purpose of this Act.

Powers of person

(3) A person who, under subsection (2), is appointed or required by an agreement to perform a function or service has the power to perform the function or service mentioned in the appointment or the agreement, as the case may be.

Not a Crown employee

(4) A person who, by an agreement mentioned in subsection (2), is required to perform a function or service shall not be deemed to be a Crown employee for the purpose of the function or service.

Databases

13. The Lieutenant Governor in Council may by order in council,

- (a) establish a unified database to be known in English as the Business Access Registry and in French as Registre d'accès aux entreprises or by such other name as the Lieutenant Governor in Council assigns for information required to be maintained under designated Acts;
- (b) set conditions governing the creation of, maintenance of, access to and use of the database mentioned in clause (a);
- (c) enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to adopt common forms, reporting and filing processes with that government or to share databases with that government.

Standards

14. The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing standards that persons are required to comply with, for the purpose of this Act, in the definition, collection, transmission and presentation of in-

des et de délivrer les licences et les permis;

- c) conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité en vue de la prestation de services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée en collaboration avec l'un de ceux-ci;
- d) conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité en vue de faire fonctionner un service de réglementation des entreprises au nom de l'un de ceux-ci pour l'application de la présente loi.

(2) Le ministre chargé de l'application du présent article peut, pour l'application de la présente loi, nommer un employé de la Couronne ou conclure un accord avec une autre personne et leur confier l'exercice de fonctions ou la prestation de services aux termes d'une loi désignée.

(3) La personne qui, en vertu du paragraphe (2), est nommée pour exercer des fonctions ou fournir des services ou est tenue de le faire aux termes d'un accord est habilitée à exercer les fonctions ou à fournir les services précisés dans l'acte de nomination ou dans l'accord, selon le cas.

(4) La personne qui, aux termes d'un accord visé au paragraphe (2), est tenue d'exercer des fonctions ou de fournir des services n'est pas réputée un employé de la Couronne à ces fins.

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

- a) établir une base de données unifiée appelée Registre d'accès aux entreprises en français et Business Access Registry en anglais, ou un autre nom qu'il choisit, laquelle contient les renseignements dont les lois désignées exigent la tenue;
- b) énoncer les conditions d'accès à la base de données prévue à l'alinéa a) et celles régissant sa création, sa tenue et son utilisation;
- c) conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité en vue de l'adoption de formules et d'une procédure de déclaration et de dépôt communes, ainsi que des bases de données communes.

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des normes que les personnes doivent respecter, pour l'application de la présente loi, relativement à la description, à l'obtention, à la transmission et à la présentation des renseignements visés par la

Pouvoirs du ministre

Pouvoirs de la personne

La personne n'est pas un employé de la Couronne

Bases de données

Normes

formation under this Act or in the provision of services under designated Acts.

Disclosure of personal information

15. (1) The Minister responsible for the administration of this section who receives personal information under this Act or a designated Act may disclose it,

- (a) to a Minister for the purpose of the administration of a designated Act, including the updating of a record or database;
- (b) to the Government of Canada or any province or municipality in accordance with an agreement between that government and the Government of Ontario; or
- (c) to a person,
 - (i) whom the Minister responsible for the administration of this section has authorized to access the information in the prescribed manner, or
 - (ii) with whom the Minister responsible for the administration of this section has entered into an agreement regarding the use of the information.

Limitation

(2) Despite subsection (1), a Minister shall not disclose personal information under that subsection unless the disclosure,

- (a) is authorized by the Minister responsible for the administration of the Act under which the information was collected;
- (b) complies with the regulations made under this Act; and
- (c) complies with the agreement mentioned in clause (1) (b) or (c), if an agreement has been made under that clause.

Personal information received

(3) Personal information provided by the Government of Canada or any province or municipality under an agreement mentioned in clause (1) (b) shall not be used or disclosed to any person except in accordance with the terms of that agreement.

Compensation

16. (1) Subject to subsection (5) and the regulations made under this Act, a person is entitled to compensation from the Crown for any monetary loss that the person suffers that is directly attributable to an error or omission of a Crown employee who performs a duty or provides a service under this Act or a designated Act for the purpose of this Act.

présente loi, ou à la prestation des services prévus par les lois désignées.

15. (1) Le ministre chargé de l'application du présent article qui reçoit des renseignements personnels aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée peut les divulguer, selon le cas :

- a) à un ministre, pour l'application d'une loi désignée, notamment aux fins de la mise à jour d'un dossier ou d'une base de données;
- b) au gouvernement du Canada, à une province ou à une municipalité, conformément à un accord conclu entre l'un de ceux-ci et le gouvernement de l'Ontario;
- c) à une personne qui, selon le cas :
 - (i) est habilitée par lui à accéder aux renseignements de la manière prescrite,
 - (ii) a conclu avec lui un accord concernant l'utilisation des renseignements.

Divulgence de renseignements personnels

(2) Malgré le paragraphe (1), un ministre ne doit pas divulguer de renseignements personnels en vertu de ce paragraphe, à moins que la divulgation ne réunisse les conditions suivantes :

- a) elle est autorisée par le ministre chargé de l'application de la loi aux termes de laquelle les renseignements ont été obtenus;
- b) elle est conforme aux règlements pris en application de la présente loi;
- c) elle est conforme à l'accord conclu, le cas échéant, aux termes de l'alinéa (1) b) ou c).

Restriction

(3) Les renseignements personnels fournis par le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité aux termes d'un accord visé à l'alinéa (1) b) ne doivent être utilisés ou divulgués à une personne qu'en conformité avec les stipulations de cet accord.

Renseignements personnels reçus d'autres sources

16. (1) Sous réserve du paragraphe (5) et des règlements pris en application de la présente loi, une personne a le droit d'être indemnisée par la Couronne pour toute perte pécuniaire qu'elle subit et qui est directement imputable à une erreur ou à une omission d'un employé de la Couronne qui, pour l'application de la présente loi, exerce des fonctions ou fournit des services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée.

Indemnité

Protection
from liability

(2) No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Crown for any monetary loss that a person suffers as a result of,

- (a) an error or omission of a person who is not a Crown employee and who performs a duty or provides a service under this Act or a designated Act for the purpose of this Act; or
- (b) any inaccuracy or incompleteness in a record maintained under this Act or a designated Act for the purpose of this Act.

No personal
liability

(3) No action or other proceeding for damages shall be instituted against a Crown employee for an act done in good faith in the execution or intended execution of a duty or service under this Act or a designated Act for the purpose of this Act or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of the duty or service.

Crown liability

(4) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings against the Crown Act*, subsection (3) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a Crown employee to which it would otherwise be subject.

Exception

(5) Subsections (1) to (4) do not apply to a claim for compensation that relates to the administration of a designated Act if the designated Act contains provisions on the right to compensation and the amount of compensation that is payable to a person who suffers a monetary loss.

Regulations

(6) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) attaching conditions to the right to receive compensation under this section, including specifying cases in which no compensation is payable;
- (b) establishing a compensation fund for the purpose of subsection (1) or a designated Act;
- (c) governing the right to receive compensation out of the fund and the amount of compensation payable out of the fund for a claim or a class of claims;
- (d) governing procedures for making claims against the fund;

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre la Couronne pour une perte pécuniaire que subit une personne par suite :

- a) soit d'une erreur ou d'une omission d'une personne qui n'est pas un employé de la Couronne et qui, pour l'application de la présente loi, exerce des fonctions ou fournit des services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;
- b) soit d'une inexactitude ou d'un inachèvement figurant dans un dossier tenu aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée pour l'application de la présente loi.

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un employé de la Couronne pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de fonctions ou dans la prestation effective ou censée telle de services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée pour l'application de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qui lui sont imputés dans l'exercice de bonne foi des fonctions ou la prestation de bonne foi des services.

(4) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (3) ne dégage par la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un employé de la Couronne.

(5) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas à la demande d'indemnité découlant de l'application d'une loi désignée, si cette loi prévoit le droit à une indemnité et le montant de l'indemnité payable à la personne qui subit une perte pécuniaire.

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) assortir de conditions le droit de recevoir des indemnités en vertu du présent article, et notamment préciser les cas où aucune indemnité n'est payable;
- b) créer un fonds d'indemnisation pour l'application du paragraphe (1) ou d'une loi désignée;
- c) régir le droit de recevoir une indemnité prélevée sur le fonds ainsi que le montant à prélever sur le fonds à cette fin pour une demande d'indemnité ou une catégorie de demandes d'indemnité;
- d) régir la procédure à respecter pour adresser une demande d'indemnité au fonds;

Immunité

Aucune responsabilité
personnelleResponsabilité
de la Couronne

Exception

Règlements

- (e) providing for the appointment of persons to hear claims against the fund and governing the conditions for hearings.

- e) prévoir la nomination de personnes chargées d'entendre les demandes d'indemnité adressées au fonds et régir les conditions pour la tenue des audiences.

Compensation fund

(7) If the regulations made under this Act have established a compensation fund, a claim for compensation under this Act or a designated Act shall be made to the fund.

(7) Si les règlements pris en application de la présente loi ont créé un fonds d'indemnisation, la demande d'indemnité prévue par la présente loi ou une loi désignée est adressée au fonds.

Fonds d'indemnisation

Protection from liability

(8) No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Crown with respect to any matter in relation to which a claim against a compensation fund established under this Act may be filed.

(8) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre la Couronne relativement à une question à l'égard de laquelle peut être déposée une demande d'indemnité adressée à un fonds d'indemnisation créé en vertu de la présente loi.

Immunité

Agreements with Canada

(9) Despite clause (2) (a) or any provision in a designated Act, the Minister responsible for the administration of this section may enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to pay compensation where records are maintained or duties are performed in co-operation with that government.

(9) Malgré l'alinéa (2) a) ou les dispositions d'une loi désignée, le ministre chargé de l'application du présent article peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité relativement au versement d'indemnités lorsque des dossiers sont tenus ou que des fonctions sont exercées en collaboration avec l'un de ceux-ci.

Accords avec le Canada

Payment out of fund

(10) If the Minister responsible for the administration of this section is required to pay compensation under an agreement mentioned in subsection (9) and the regulations made under this Act have established a compensation fund, the payment may be made from the compensation fund.

(10) Si le ministre chargé de l'application du présent article est tenu de verser une indemnité aux termes d'un accord visé au paragraphe (9) et que les règlements pris en application de la présente loi ont créé un fonds d'indemnisation, le montant du versement peut être prélevé sur le fonds.

Prélèvement sur le fonds

Not regulations

17. An order in council made under this Act shall not be deemed to be a regulation within the meaning of the *Regulations Act*.

17. Les décrets pris en application de la présente loi ne sont pas réputés des règlements au sens de la *Loi sur les règlements*.

Les décrets ne sont pas des règlements

General regulations

18. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Pouvoir général de réglementation

- (a) prescribing any matter mentioned in this Act as prescribed;
- (b) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act.

- a) prescrire toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite;
- b) traiter de toute question nécessaire ou utile pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi.

Commencement

19. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

19. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en vigueur

Short title

20. The short title of this Act is the *Business Regulation Reform Act, 1994*.

20. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 portant réforme de la réglementation des entreprises*.

Titre abrégé

C42 ON
XB
-B56



Copyright
Publication

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 187

(Chapter 32
Statutes of Ontario, 1994)

**An Act to reform the Law
regulating Businesses**

Projet de loi 187

(Chapitre 32
Lois de l'Ontario de 1994)

**Loi portant réforme du droit
réglementant les entreprises**

The Hon. M. Churley

Minister of Consumer and
Commercial Relations

L'honorable M. Churley

Ministre de la Consommation et
du Commerce



1st Reading	November 3, 1994
2nd Reading	November 23, 1994
3rd Reading	December 1, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	3 novembre 1994
2 ^e lecture	23 novembre 1994
3 ^e lecture	1 ^{er} décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



An Act to reform the Law regulating Businesses

Loi portant réforme du droit réglementant les entreprises

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Purpose

1. The purpose of this Act is to assist the formation and operation of businesses in Ontario by simplifying government regulatory requirements, eliminating duplication in procedures and improving government organizational arrangements.

1. La présente loi a pour objet de faciliter la création et l'exploitation d'entreprises en Ontario en simplifiant les exigences réglementaires du gouvernement, en éliminant les procédures qui font double emploi et en améliorant les structures organisationnelles du gouvernement.

Objet

Definitions

2. In this Act,

“business” means a person within the meaning of the *Business Names Act* authorized or entitled to carry on business in Ontario; (“entreprise”)

“file” means to file, to register, to submit, to deposit, to make an application or to otherwise make available. (“déposer”)

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«déposer» Rendre accessible, notamment déposer, enregistrer, présenter, ou présenter une demande. («file»)

«entreprise» Personne, au sens de la *Loi sur les noms commerciaux*, autorisée à exploiter une entreprise en Ontario ou qui a le droit de le faire. («business»)

Définitions

Designation
of Acts

3. The Lieutenant Governor in Council may designate any Act for the purpose of this Act.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner toute loi pour l'application de la présente loi.

Désignation
de loisMinister's
recommendation

4. (1) The Lieutenant Governor in Council shall not make a regulation or an order in council or approve a form under this Act that affects the administration of a designated Act except on the recommendation of the Minister responsible for the administration of the designated Act.

4. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas, aux termes de la présente loi, prendre un règlement ou un décret, ni approuver une formule qui a une incidence sur l'application d'une loi désignée, sauf sur recommandation du ministre chargé de l'application de cette loi.

Recommandation
du ministre

Same

(2) A Minister shall not make a regulation, approve a form or enter into an agreement under this Act that affects the administration of a designated Act except on the recommendation of the Minister responsible for the administration of the designated Act.

(2) Un ministre ne doit pas, aux termes de la présente loi, prendre un règlement, approuver une formule ni conclure un accord qui a une incidence sur l'application d'une loi désignée, sauf sur recommandation du ministre chargé de l'application de cette loi.

Idem

Conflict

5. (1) A provision of this Act or the regulations or orders in council made under this Act that is mandatory and that conflicts with a provision of a designated Act or the regulations made under that Act prevails if it

5. (1) En cas d'incompatibilité entre une disposition obligatoire de la présente loi ou de ses règlements ou décrets d'application et une disposition d'une loi désignée ou de ses règlements d'application, la première dispo-

Incompatibilité

expressly mentions the provision over which it prevails.

Same, non-mandatory provision

(2) If a provision of this Act or the regulations or orders in council made under this Act conflicts with a provision of a designated Act or the regulations or orders in council made under that Act but is not mandatory, a person may elect under which provision to proceed.

Unified requirements

6. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) unifying procedures for businesses to file information under designated Acts;
- (b) unifying financial and statistical reporting requirements and procedures for businesses under designated Acts;
- (c) prescribing common dates or time periods for businesses to file information or to pay fees, taxes or other charges under designated Acts;
- (d) prescribing methods for allocating a payment made by a business of less than the full amount of its liability under the designated Acts in respect of which the payment was made.

Other requirements

(2) In a regulation made under subsection (1), the Lieutenant Governor in Council may prescribe all requirements that are necessary in the circumstances to achieve the objective of the regulation, including adjusting the amount of fees that businesses are required to pay under designated Acts.

Funds

(3) Nothing in this section affects a provision in a designated Act with respect to the maintenance of separate funds or the priority of entitlement to funds under the designated Act.

Forms

7. (1) The Lieutenant Governor in Council may approve forms that have the same effect as forms prescribed or approved by the Lieutenant Governor in Council under designated Acts.

Same, Minister

(2) The Minister responsible for the administration of this section may approve forms that have the same effect as forms prescribed or approved by a Minister, board or agency under designated Acts.

sition l'emporte à condition de mentionner expressément la deuxième.

(2) En cas d'incompatibilité entre une disposition facultative de la présente loi ou de ses règlements ou décrets d'application et une disposition d'une loi désignée ou de ses règlements ou décrets d'application, une personne peut choisir la disposition en vertu de laquelle elle procédera.

Idem, disposition facultative

6. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) unifier la procédure que doivent respecter les entreprises pour déposer des renseignements aux termes des lois désignées;
- b) unifier les exigences et la procédure que doivent respecter les entreprises aux termes des lois désignées relativement à la présentation des rapports statistiques et financiers;
- c) prescrire aux entreprises des dates ou délais communs pour déposer les renseignements ou payer les droits, taxes, impôts ou autres frais exigés aux termes des lois désignées;
- d) prescrire des façons de répartir les paiements qu'effectue une entreprise et dont le montant est inférieur au plein montant des sommes dues aux termes des lois désignées dans le cadre desquelles les paiements ont été effectués.

Unification des exigences

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement pris en application du paragraphe (1), prescrire toutes les exigences qui sont nécessaires dans les circonstances pour réaliser l'objet du règlement, et notamment pour rajuster le montant des droits que les entreprises sont tenues de payer aux termes des lois désignées.

Autres exigences

(3) Le présent article n'a pas d'incidence sur les dispositions des lois désignées qui traitent du maintien de fonds distincts ou d'un droit de priorité sur des fonds aux termes des lois désignées.

Fonds

7. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver des formules qui ont le même effet que celles qu'il a prescrites ou approuvées en vertu des lois désignées.

Formules

(2) Le ministre chargé de l'application du présent article peut approuver des formules qui ont le même effet que celles qu'un ministre, une commission, un conseil, une régie, un organisme ou une agence a prescrites, ou approuvées en vertu des lois désignées.

Idem, ministre

Variations	(3) Despite subsections (1) and (2), the Minister responsible for the administration of this section may combine forms prescribed or approved under either of those subsections into a single form and may adapt the form as is necessary in the circumstances for the purposes of a designated Act.	(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le ministre chargé de l'application du présent article peut fonder en une seule des formules prescrites ou approuvées en vertu de l'un ou l'autre de ces paragraphes et il peut adapter cette formule selon ce qui est nécessaire dans les circonstances pour l'application d'une loi désignée.	Dérogation
Use of forms	(4) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for the use of forms that are prescribed or approved under this section.	(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir les modalités d'utilisation des formules qui sont prescrites ou approuvées en vertu du présent article.	Utilisation des formules
Business identifiers	8. (1) The Lieutenant Governor in Council may by order in council establish a system of business identifiers and provide for the manner in which they are assigned to a business or a class of businesses.	8. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, établir un système d'identificateurs d'entreprises et prévoir la manière dont ceux-ci sont attribués à une entreprise ou à une catégorie d'entreprises.	Identificateurs d'entreprises
Use of identifiers	(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations providing for the use that businesses are required to make of the system of business identifiers.	(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir la façon dont les entreprises doivent utiliser le système d'identificateurs d'entreprises.	Utilisation des identificateurs
Agreements with Canada	(3) The Minister responsible for the administration of this section may enter into agreements providing for the integration of a system of business identifiers established under this section with any system of business identification established by the Government of Canada.	(3) Le ministre chargé de l'application du présent article peut conclure des accords prévoyant l'intégration d'un système d'identificateurs d'entreprises, établi en vertu du présent article, à tout système d'identification d'entreprises établi par le gouvernement du Canada.	Accords avec le Canada
Use of agents	9. (1) Information that businesses are required to file or are authorized to access under a designated Act may be filed or accessed, as the case may be, by a person who is authorized to do so by the Minister responsible for the administration of this section or by a person who is a member of a class of persons that is authorized to do so.	9. (1) Les renseignements que les entreprises sont tenues de déposer ou auxquels elles sont autorisées à accéder en vertu d'une loi désignée peuvent être déposés ou il peut y être accédé, selon le cas, par une personne que le ministre chargé de l'application du présent article autorise à ce faire ou par un membre d'une catégorie de personnes ainsi autorisée.	Recours à des mandataires
Conditions	(2) The Minister responsible for the administration of this section may attach conditions to an authorization given under subsection (1).	(2) Le ministre chargé de l'application du présent article peut assortir de conditions l'autorisation accordée aux termes du paragraphe (1).	Conditions
Method of filing	10. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) authorizing or requiring information, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be filed and maintained in an electronic or other prescribed format; (b) authorizing or requiring information, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be filed by direct electronic transmission to an electronic database; (c) authorizing or requiring forms, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be	10. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) autoriser ou exiger le dépôt et la tenue, au moyen d'un support prescrit, notamment un support électronique, des renseignements que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée; b) autoriser ou exiger le dépôt, par transmission électronique directe à une base de données électronique, des renseignements que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée; c) autoriser ou exiger la signature, au moyen d'une signature électronique ou d'une signature copiée ou reprodui-	Mode de dépôt

	signed by electronic signature or by signature copied or reproduced in the prescribed manner;	te de la manière prescrite, des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;	
	(d) authorizing or requiring forms, that businesses are required to file under this Act or a designated Act, to be filed without signatures;	d) autoriser ou exiger le dépôt, sans qu'elles soient revêtues d'une signature, des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;	
	(e) prescribing fees for filing information or forms that businesses are required to file under this Act;	e) prescrire les droits devant être versés pour le dépôt des renseignements ou des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes de la présente loi;	
	(f) prescribing fees for filing information or forms that businesses are required to file under a designated Act to replace the filing fees prescribed under the designated Act.	f) prescrire les droits devant être versés pour le dépôt des renseignements ou des formules que les entreprises sont tenues de déposer aux termes d'une loi désignée, en remplacement des droits de dépôt prescrits aux termes de la loi désignée.	
Time of filing	(2) If information is filed by direct electronic transmission, the time or date of filing shall be the time or date assigned in the manner prescribed under this Act.	(2) Si le dépôt de renseignements se fait par transmission électronique directe, la date ou l'heure du dépôt sont celles assignées de la manière prescrite aux termes de la présente loi.	Date et heure du dépôt
Effect of electronic form	(3) A form filed in electronic form has the same effect for all purposes as if it had been in writing.	(3) La formule déposée au moyen d'un support électronique a, à toute fin, le même effet que si elle avait été remplie par écrit.	Effet
Effect of unsigned form	(4) A form filed under clause (1) (d) has the same effect for all purposes as if it had been signed by the party or parties that would have been required to sign it, but for a regulation made under that clause.	(4) La formule déposée aux termes de l'alinéa (1) d) a, à toute fin, le même effet que si elle avait été signée par la ou les parties qui auraient été tenues de la signer, si ce n'était le règlement pris en application de cet alinéa.	Effet de la formule non signée
Deduction from payment	11. A chartered bank, trust corporation or other financial institution prescribed by the regulations made under this Act, that receives a payment of fees, taxes, interest, penalties or other charges under this Act or a designated Act on behalf of a Minister by the credit card of the institution, may deduct from the payment the amount of compensation that the Minister of Finance and the institution agree may be deducted.	11. La banque à charte, société de fiducie ou autre institution financière prescrite par les règlements pris en application de la présente loi qui reçoit, au nom d'un ministre, un paiement de droits, taxes, impôts, intérêts, pénalités, amendes ou autres frais prévus par la présente loi ou une loi désignée effectué par carte de crédit de l'institution peut déduire du paiement le montant de l'indemnité dont elle et le ministre des Finances conviennent.	Déduction du paiement
Provision of services	12. (1) The Lieutenant Governor in Council may by order in council, (a) establish an organization in any Ministry or an agency or a corporation to provide any service under this Act or a designated Act and provide for all matters necessary to fund, staff and operate the organization, agency or corporation; (b) if the Lieutenant Governor in Council has made a regulation under subsec-	12. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret : a) créer un organisme au sein d'un ministère, une agence ou une société et les charger de fournir les services prévus par la présente loi ou une loi désignée, et prévoir toutes les questions afférentes à leur financement, à leur dotation en personnel et à leur fonctionnement; b) s'il a pris un règlement en application du paragraphe 6 (1) pour unifier la	Prestation de services

tion 6 (1) unifying procedures for businesses to apply for licences and permits under designated Acts, establish a service to be known in English as Ontario Business Registration Access and in French as Accès à l'enregistrement des entreprises de l'Ontario or by such other name as the Lieutenant Governor in Council assigns to receive the applications and to issue the licences and permits;

- (c) enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to provide a service under this Act or a designated Act in co-operation with that government;
- (d) enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to operate a business regulation service on behalf of that government for the purpose of this Act.

Powers of
Minister

(2) The Minister responsible for the administration of this section may appoint a Crown employee or enter into an agreement with any other person to perform any function or service under a designated Act for the purpose of this Act.

Powers of
person

(3) A person who, under subsection (2), is appointed or required by an agreement to perform a function or service has the power to perform the function or service mentioned in the appointment or the agreement, as the case may be.

Not a
Crown em-
ployee

(4) A person who, by an agreement mentioned in subsection (2), is required to perform a function or service shall not be deemed to be a Crown employee for the purpose of the function or service.

Databases

13. The Lieutenant Governor in Council may by order in council,

- (a) establish a unified database to be known in English as the Business Access Registry and in French as Registre d'accès aux entreprises or by such other name as the Lieutenant Governor in Council assigns for information required to be maintained under designated Acts;
- (b) set conditions governing the creation of, maintenance of, access to and use of the database mentioned in clause (a);

procédure relative aux demandes de licence et de permis présentées par les entreprises aux termes des lois désignées, créer un service appelé Accès à l'enregistrement des entreprises de l'Ontario en français et Ontario Business Registration Access en anglais, ou un autre nom qu'il choisit, afin de recevoir les demandes et de délivrer les licences et les permis;

- c) conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité en vue de la prestation de services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée en collaboration avec l'un de ceux-ci;
- d) conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité en vue de faire fonctionner un service de réglementation des entreprises au nom de l'un de ceux-ci pour l'application de la présente loi.

(2) Le ministre chargé de l'application du présent article peut, pour l'application de la présente loi, nommer un employé de la Couronne ou conclure un accord avec une autre personne et leur confier l'exercice de fonctions ou la prestation de services aux termes d'une loi désignée.

(3) La personne qui, en vertu du paragraphe (2), est nommée pour exercer des fonctions ou fournir des services ou est tenue de le faire aux termes d'un accord est habilitée à exercer les fonctions ou à fournir les services précisés dans l'acte de nomination ou dans l'accord, selon le cas.

(4) La personne qui, aux termes d'un accord visé au paragraphe (2), est tenue d'exercer des fonctions ou de fournir des services n'est pas réputée un employé de la Couronne à ces fins.

13. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret :

- a) établir une base de données unifiée appelée Registre d'accès aux entreprises en français et Business Access Registry en anglais, ou un autre nom qu'il choisit, laquelle contient les renseignements dont les lois désignées exigent la tenue;
- b) énoncer les conditions d'accès à la base de données prévue à l'alinéa a) et celles régissant sa création, sa tenue et son utilisation;

Pouvoirs
du ministre

Pouvoirs
de la per-
sonne

La person-
ne n'est
pas un em-
ployé de la
Couronne

Bases de
données

- (c) enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to adopt common forms, reporting and filing processes with that government or to share databases with that government.

Standards

14. The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing standards that persons are required to comply with, for the purpose of this Act, in the definition, collection, transmission and presentation of information under this Act or in the provision of services under designated Acts.

Disclosure of personal information

15. (1) The Minister responsible for the administration of this section who receives personal information under this Act or a designated Act may disclose it,

- (a) to a Minister for the purpose of the administration of a designated Act, including the updating of a record or database;
- (b) to the Government of Canada or any province or municipality in accordance with an agreement between that government and the Government of Ontario; or
- (c) to a person,
 - (i) whom the Minister responsible for the administration of this section has authorized to access the information in the prescribed manner, or
 - (ii) with whom the Minister responsible for the administration of this section has entered into an agreement regarding the use of the information.

Limitation

(2) Despite subsection (1), a Minister shall not disclose personal information under that subsection unless the disclosure,

- (a) is authorized by the Minister responsible for the administration of the Act under which the information was collected;
- (b) complies with the regulations made under this Act; and
- (c) complies with the agreement mentioned in clause (1) (b) or (c), if an agreement has been made under that clause.

Personal information received

(3) Personal information provided by the Government of Canada or any province or municipality under an agreement mentioned

- c) conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité en vue de l'adoption de formules et d'une procédure de déclaration et de dépôt communes, ainsi que des bases de données communes.

Normes

14. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des normes que les personnes doivent respecter, pour l'application de la présente loi, relativement à la description, à l'obtention, à la transmission et à la présentation des renseignements visés par la présente loi, ou à la prestation des services prévus par les lois désignées.

Divul-gation de renseignements personnels

15. (1) Le ministre chargé de l'application du présent article qui reçoit des renseignements personnels aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée peut les divulguer, selon le cas :

- a) à un ministre, pour l'application d'une loi désignée, notamment aux fins de la mise à jour d'un dossier ou d'une base de données;
- b) au gouvernement du Canada, à une province ou à une municipalité, conformément à un accord conclu entre l'un de ceux-ci et le gouvernement de l'Ontario;
- c) à une personne qui, selon le cas :
 - (i) est habilitée par lui à accéder aux renseignements de la manière prescrite,
 - (ii) a conclu avec lui un accord concernant l'utilisation des renseignements.

Restriction

(2) Malgré le paragraphe (1), un ministre ne doit pas divulguer de renseignements personnels en vertu de ce paragraphe, à moins que la divulgation ne réunisse les conditions suivantes :

- a) elle est autorisée par le ministre chargé de l'application de la loi aux termes de laquelle les renseignements ont été obtenus;
- b) elle est conforme aux règlements pris en application de la présente loi;
- c) elle est conforme à l'accord conclu, le cas échéant, aux termes de l'alinéa (1) b) ou c).

Renseignements personnels reçus d'autres sources

(3) Les renseignements personnels fournis par le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité aux termes d'un ac-

in clause (1) (b) shall not be used or disclosed to any person except in accordance with the terms of that agreement.

cord visé à l'alinéa (1) b) ne doivent être utilisés ou divulgués à une personne qu'en conformité avec les stipulations de cet accord.

Compensation

16. (1) Subject to subsection (5) and the regulations made under this Act, a person is entitled to compensation from the Crown for any monetary loss that the person suffers that is directly attributable to an error or omission of a Crown employee who performs a duty or provides a service under this Act or a designated Act for the purpose of this Act.

16. (1) Sous réserve du paragraphe (5) et des règlements pris en application de la présente loi, une personne a le droit d'être indemnisée par la Couronne pour toute perte pécuniaire qu'elle subit et qui est directement imputable à une erreur ou à une omission d'un employé de la Couronne qui, pour l'application de la présente loi, exerce des fonctions ou fournit des services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée.

Indemnité

Protection from liability

(2) No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Crown for any monetary loss that a person suffers as a result of,

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre la Couronne pour une perte pécuniaire que subit une personne par suite :

Immunité

(a) an error or omission of a person who is not a Crown employee and who performs a duty or provides a service under this Act or a designated Act for the purpose of this Act; or

a) soit d'une erreur ou d'une omission d'une personne qui n'est pas un employé de la Couronne et qui, pour l'application de la présente loi, exerce des fonctions ou fournit des services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée;

(b) any inaccuracy or incompleteness in a record maintained under this Act or a designated Act for the purpose of this Act.

b) soit d'une inexactitude ou d'un inachèvement figurant dans un dossier tenu aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée pour l'application de la présente loi.

No personal liability

(3) No action or other proceeding for damages shall be instituted against a Crown employee for an act done in good faith in the execution or intended execution of a duty or service under this Act or a designated Act for the purpose of this Act or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of the duty or service.

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre un employé de la Couronne pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de fonctions ou dans la prestation effective ou censée telle de services aux termes de la présente loi ou d'une loi désignée pour l'application de la présente loi ou pour une négligence ou un manquement qui lui sont imputés dans l'exercice de bonne foi des fonctions ou la prestation de bonne foi des services.

Aucune responsabilité personnelle

Crown liability

(4) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings against the Crown Act*, subsection (3) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by a Crown employee to which it would otherwise be subject.

(4) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (3) ne dégage par la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un employé de la Couronne.

Responsabilité de la Couronne

Exception

(5) Subsections (1) to (4) do not apply to a claim for compensation that relates to the administration of a designated Act if the designated Act contains provisions on the right to compensation and the amount of compensation that is payable to a person who suffers a monetary loss.

(5) Les paragraphes (1) à (4) ne s'appliquent pas à la demande d'indemnité découlant de l'application d'une loi désignée, si cette loi prévoit le droit à une indemnité et le montant de l'indemnité payable à la personne qui subit une perte pécuniaire.

Exception

Regulations

(6) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

Règlements

	<p>(a) attaching conditions to the right to receive compensation under this section, including specifying cases in which no compensation is payable;</p> <p>(b) establishing a compensation fund for the purpose of subsection (1) or a designated Act;</p> <p>(c) governing the right to receive compensation out of the fund and the amount of compensation payable out of the fund for a claim or a class of claims;</p> <p>(d) governing procedures for making claims against the fund;</p> <p>(e) providing for the appointment of persons to hear claims against the fund and governing the conditions for hearings.</p>	<p>a) assortir de conditions le droit de recevoir des indemnités en vertu du présent article, et notamment préciser les cas où aucune indemnité n'est payable;</p> <p>b) créer un fonds d'indemnisation pour l'application du paragraphe (1) ou d'une loi désignée;</p> <p>c) régir le droit de recevoir une indemnité prélevée sur le fonds ainsi que le montant à prélever sur le fonds à cette fin pour une demande d'indemnité ou une catégorie de demandes d'indemnité;</p> <p>d) régir la procédure à respecter pour adresser une demande d'indemnité au fonds;</p> <p>e) prévoir la nomination de personnes chargées d'entendre les demandes d'indemnité adressées au fonds et régir les conditions pour la tenue des audiences.</p>	
Compensation fund	(7) If the regulations made under this Act have established a compensation fund, a claim for compensation under this Act or a designated Act shall be made to the fund.	(7) Si les règlements pris en application de la présente loi ont créé un fonds d'indemnisation, la demande d'indemnité prévue par la présente loi ou une loi désignée est adressée au fonds.	Fonds d'indemnisation
Protection from liability	(8) No action or other proceeding for damages shall be instituted against the Crown with respect to any matter in relation to which a claim against a compensation fund established under this Act may be filed.	(8) Sont irrecevables les actions ou autres instances en dommages-intérêts introduites contre la Couronne relativement à une question à l'égard de laquelle peut être déposée une demande d'indemnité adressée à un fonds d'indemnisation créé en vertu de la présente loi.	Immunité
Agreements with Canada	(9) Despite clause (2) (a) or any provision in a designated Act, the Minister responsible for the administration of this section may enter into agreements with the Government of Canada or any province or municipality to pay compensation where records are maintained or duties are performed in co-operation with that government.	(9) Malgré l'alinéa (2) a) ou les dispositions d'une loi désignée, le ministre chargé de l'application du présent article peut conclure des accords avec le gouvernement du Canada, une province ou une municipalité relativement au versement d'indemnités lorsque des dossiers sont tenus ou que des fonctions sont exercées en collaboration avec l'un de ceux-ci.	Accords avec le Canada
Payment out of fund	(10) If the Minister responsible for the administration of this section is required to pay compensation under an agreement mentioned in subsection (9) and the regulations made under this Act have established a compensation fund, the payment may be made from the compensation fund.	(10) Si le ministre chargé de l'application du présent article est tenu de verser une indemnité aux termes d'un accord visé au paragraphe (9) et que les règlements pris en application de la présente loi ont créé un fonds d'indemnisation, le montant du versement peut être prélevé sur le fonds.	Prélèvement sur le fonds
Not regulations	17. An order in council made under this Act shall not be deemed to be a regulation within the meaning of the <i>Regulations Act</i> .	17. Les décrets pris en application de la présente loi ne sont pas réputés des règlements au sens de la <i>Loi sur les règlements</i> .	Les décrets ne sont pas des règlements
General regulations	18. The Lieutenant Governor in Council may make regulations,	18. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :	Pouvoir général de réglementation

- | | |
|---|---|
| (a) prescribing any matter mentioned in this Act as prescribed; | a) prescrire toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite; |
| (b) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act. | b) traiter de toute question nécessaire ou utile pour réaliser efficacement l'objet de la présente loi. |

Commencement	19. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	19. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	20. The short title of this Act is the <i>Business Regulation Reform Act, 1994</i> .	20. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 portant réforme de la réglementation des entreprises</i> .	Titre abrégé

CA2
ON
XB
-1356



Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 188

Projet de loi 188

**An Act to amend the
Mental Health Act**

**Loi modifiant la
Loi sur la santé mentale**

Mr. Offer

M. Offer

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 14, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 14 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to provide a mechanism by which the public can be protected against dangerous sexual offenders who are about to be released into the community. The Attorney General will be informed three months in advance of the anticipated release of such persons and may initiate steps leading to the person's confinement in a psychiatric facility.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit le moyen de protéger le public contre les criminels sexuels dangereux qui sont sur le point d'être mis en liberté. Le procureur général sera informé trois mois à l'avance de la mise en liberté prévue de telles personnes et peut prendre des mesures visant à l'internement de celles-ci dans un établissement psychiatrique.

An Act to amend the Mental Health Act

Loi modifiant la Loi sur la santé mentale

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Part II of the *Mental Health Act* is amended by adding the following sections:

Definitions

53.1 (1) In this section and sections 53.2 to 53.6,

“agency with jurisdiction” means the agency that has the authority to direct the release of a person serving a sentence or term of confinement; (“organisme compétent”)

“mental abnormality” means a congenital or acquired condition affecting the emotional or volitional capacity that predisposes a person to commit criminal sexual acts to a degree that makes such a person a threat to the health and safety of others; (“anomalie mentale”)

“sexually violent offence” means an offence or attempt to commit an offence mentioned in section 271 (sexual assault), 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 273 (aggravated sexual assault) of the *Criminal Code* (Canada); (“infraction sexuelle avec violence”)

“sexually violent predator” means any person who has been convicted of or charged with a sexually violent offence and who suffers from a mental abnormality or personality disorder that makes the person likely to engage in predatory acts of sexual violence. (“agresseur sexuel violent”)

Notice to
Attorney
General

(2) If it appears that a person may meet the criteria for determining that a person is a sexually violent predator, the agency having jurisdiction shall notify the Attorney General

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La partie II de la *Loi sur la santé mentale* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Définitions

53.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 53.2 à 53.6.

«agresseur sexuel violent» Personne qui a été inculpée ou déclarée coupable d’une infraction sexuelle avec violence et qui souffre d’une anomalie mentale ou d’un trouble de la personnalité qui la rend vraisemblablement susceptible de commettre des actes de violence sexuelle en série. («sexually violent predator»)

«anomalie mentale» État pathologique congénital ou acquis qui influe sur l’affectivité ou la volonté et qui prédispose une personne à commettre des actes sexuels de nature criminelle au point où cette personne devient une menace pour la santé et la sécurité d’autrui. («mental abnormality»)

«infraction sexuelle avec violence» Infraction visée à l’article 271 (agression sexuelle), à l’article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou à l’article 273 (agression sexuelle grave) du *Code criminel* (Canada), ou tentative de commettre l’une ou l’autre de ces infractions. («sexually violent offence»)

«organisme compétent» Organisme qui a le pouvoir d’ordonner la mise en liberté d’une personne qui purge une peine ou qui est internée. («agency with jurisdiction»)

(2) S’il semble qu’une personne remplisse les critères qui permettent d’établir qu’une personne est un agresseur sexuel violent, l’organisme compétent avise le procureur général par écrit, au moins trois mois à l’avan-

Avis donné
au procu-
reur général

in writing, at least three months in advance, of,

(a) the anticipated release of a person who has been convicted of a sexually violent offence or who was found to have committed a sexually violent offence as a young offender; or

(b) the anticipated release of a person who has been found not guilty of a sexually violent offence by reason of insanity.

Same

(3) The agency shall inform the Attorney General of,

(a) the person's name, identifying factors, anticipated future residence and offence history; and

(b) documentation with respect to any treatment received by the person.

Reasonable grounds for belief

(4) On receiving a notice under subsection (2), the Attorney General may make an application to a judge of the Ontario Court (General Division) for an order declaring that there are reasonable grounds for believing the person to be a sexually violent predator and, in doing so, shall include appropriate documentation in support of the application.

Person to be evaluated

(5) On an application under subsection (4), the judge shall determine whether there are reasonable grounds to believe that the person named in the application is a sexually violent predator and, if it is so determined, shall order the person to be taken into custody and to be transferred to a psychiatric facility for an evaluation to determine whether the person is a sexually violent predator.

Psychiatrist

(6) An evaluation under subsection (5) shall be conducted by a psychiatrist.

Hearing re: sexually violent predator

53.2 (1) Within 45 days after the making of an application under subsection 53.1 (4), there shall be a hearing before a judge of the Ontario Court (General Division) to determine whether the person is a sexually violent predator, and the judge shall determine the matter.

Standard of proof

(2) The judge hearing the matter shall not decide that the person is a sexually violent predator unless he or she is satisfied beyond a reasonable doubt that that is the case.

Confinement for treatment

(3) If the judge determines that the person is a sexually violent predator, the person shall be committed to the custody of the Ministry in a secure psychiatric facility for

ce, de l'un ou l'autre des événements suivants :

a) la mise en liberté prévue d'une personne qui a été déclarée coupable d'une infraction sexuelle avec violence ou qui a été reconnue coupable d'avoir commis une infraction sexuelle avec violence en tant que jeune contrevenant;

b) la mise en liberté prévue d'une personne qui a été reconnue non coupable d'une infraction sexuelle avec violence pour cause d'aliénation mentale.

(3) L'organisme informe le procureur général de ce qui suit :

a) le nom de la personne, les particularités qui permettent de l'identifier, sa résidence future prévue et son casier judiciaire;

b) la documentation relative aux traitements qu'a reçus la personne.

Idem

(4) Sur réception de l'avis prévu au paragraphe (2), le procureur général peut, par voie de requête, demander à un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) de rendre une ordonnance déclarant qu'il y a des motifs raisonnables de croire que la personne est un agresseur sexuel violent et, ce faisant, joint la documentation appropriée à l'appui de la requête.

Motifs raisonnables

(5) Le juge qui est saisi de la requête visée au paragraphe (4) détermine s'il y a des motifs raisonnables de croire que la personne désignée dans la requête est un agresseur sexuel violent. S'il détermine que tel est le cas, le juge ordonne que la personne soit mise sous garde et soit transférée dans un établissement psychiatrique à des fins d'évaluation pour déterminer si elle est un agresseur sexuel violent.

Évaluation de la personne

(6) L'évaluation prévue au paragraphe (5) doit être effectuée par un psychiatre.

Psychiatre

53.2 (1) Dans les 45 jours qui suivent la présentation de la requête visée au paragraphe 53.1 (4), une audience est tenue devant un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) pour déterminer si la personne est un agresseur sexuel violent et le juge tranche la question.

Audience relative à un agresseur sexuel violent

(2) Le juge qui entend l'affaire ne doit pas décider que la personne est un agresseur sexuel violent, sauf s'il est convaincu, hors de tout doute raisonnable, que tel est le cas.

Fardeau de la preuve

(3) Si le juge détermine que la personne est un agresseur sexuel violent, celle-ci est placée sous la garde du ministère dans un établissement psychiatrique en milieu fermé

Internement à des fins de traitement

control, care and treatment until the person's mental abnormality or personality disorder has sufficiently improved that he or she may be released safely into the community.

Different judge

(4) The judge who presides at the hearing under this section shall not be the judge who dealt with the application under subsection 53.1 (4).

Annual examination

53.3 (1) The mental condition of a person committed under section 53.2 shall be examined at least once a year.

Expert

(2) The person may retain a qualified expert or a professional person to examine him or her, or the court may appoint a qualified expert or professional to do so if the person is indigent and requests such an appointment.

Access to records

(3) A person appointed under subsection (2) shall have access to all records concerning the person.

Report to be filed

(4) The report resulting from an examination carried out under this section shall be filed with the court.

Authorization to apply for release given by Minister

53.4 (1) If the Minister determines that a person committed under section 53.2 is not likely to engage in predatory acts of sexual violence if released, the Minister shall authorize the person to apply to court for release.

Hearing

(2) Upon receipt of an application under subsection (1), the court shall conduct a hearing, to be held within 45 days of the filing of the application.

Standard of proof

(3) On the hearing of the application, the burden of proving that the person's mental abnormality or personality disorder is still such that the person should not be released because of a likelihood of the commission of further predatory acts of sexual violence is on the Attorney General, who must provide proof beyond a reasonable doubt.

Expert

(4) For the purpose of subsection (3), the Attorney General may have the person examined by the expert or professional of his or her choice.

Application for release without Minister's authorization

53.5 (1) In addition to the application procedure referred to in section 53.4, a person who is committed may apply to the court for release without the Minister's authorization and, in this regard, the Minister shall notify the person in writing, each year, of his or her right to apply for release.

pour y être soignée, traitée et surveillée jusqu'à ce que son anomalie mentale ou son trouble de la personnalité se soit suffisamment amélioré pour que la personne puisse être mise en liberté en toute sécurité.

(4) Le juge qui préside l'audience prévue au présent article ne peut être celui qui a été saisi de la requête visée au paragraphe 53.1 (4).

53.3 (1) L'état mental de la personne placée sous garde aux termes de l'article 53.2 fait l'objet d'un examen au moins une fois par an.

(2) La personne peut retenir les services d'un expert ayant les qualités requises ou d'un professionnel pour qu'il effectue son examen. Le tribunal peut également nommer un expert ayant les qualités requises ou un professionnel pour ce faire si la personne est indigente et demande une telle nomination.

(3) La personne nommée en vertu du paragraphe (2) a accès à tous les dossiers qui concernent la personne.

(4) Le rapport qui résulte de l'examen effectué aux termes du présent article est déposé auprès du tribunal.

53.4 (1) Si le ministre détermine qu'une personne placée sous garde aux termes de l'article 53.2 ne risque pas vraisemblablement de commettre des actes de violence sexuelle en série si elle est mise en liberté, il autorise cette personne à demander, par voie de requête, sa mise en liberté au tribunal.

(2) Sur réception de la requête prévue au paragraphe (1), le tribunal tient une audience, qui doit avoir lieu dans les 45 jours qui suivent le dépôt de la requête.

(3) Lors de l'audience relative à la requête, il incombe au procureur général de prouver, hors de tout doute raisonnable, que l'anomalie mentale ou le trouble de la personnalité de la personne est toujours tel que celle-ci ne devrait pas être mise en liberté parce qu'elle risquerait vraisemblablement de commettre d'autres actes de violence sexuelle.

(4) Pour l'application du paragraphe (3), le procureur général peut faire examiner la personne par l'expert ou le professionnel de son choix.

53.5 (1) Outre la procédure de requête prévue à l'article 53.4 qu'elle peut suivre, la personne qui est placée sous garde peut demander, par voie de requête, sa mise en liberté au tribunal sans l'autorisation du ministre. Chaque année, le ministre avise par écrit la personne de son droit de présenter une telle requête.

Juge différent

Examen annuel

Expert

Accès aux dossiers

Obligation de déposer un rapport

Autorisation du ministre de présenter une requête en mise en liberté

Audience

Fardeau de la preuve

Expert

Requête en mise en liberté sans l'autorisation du ministre

Hearing on release	(2) If the person does not waive his or her right to apply by signing the notice under subsection (1) in the proper place, the Minister shall forward the notice to the court with the annual report and the court shall fix the date of a hearing to determine if sufficient facts exist to warrant the holding of a hearing on whether the person's condition has improved enough to warrant his or her release.	(2) Si la personne ne renonce pas à son droit de présenter une requête en signant l'avis prévu au paragraphe (1) au bon endroit, le ministre transmet l'avis au tribunal avec le rapport annuel. Le tribunal fixe la date de tenue d'une audience visant à déterminer si les faits suffisent pour justifier la tenue d'une audience sur la question de savoir si l'état de la personne s'est suffisamment amélioré pour justifier sa mise en liberté.	Audience sur la mise en liberté
Same	(3) If a hearing is held pursuant to subsection (2) and the court concludes that there are reasonable grounds for believing that the person's condition has improved enough to warrant his or her release, the court shall fix a date for the hearing of the issue.	(3) Si une audience est tenue conformément au paragraphe (2) et que le tribunal conclut qu'il y a des motifs raisonnables de croire que l'état de la personne s'est suffisamment amélioré pour justifier sa mise en liberté, le tribunal fixe la date de l'audience portant sur cette question.	Idem
Standard of proof	(4) On the hearing, the burden of proof shall be that described in subsection 53.4 (3).	(4) Lors de l'audience, le fardeau de la preuve est celui décrit au paragraphe 53.4 (3).	Fardeau de la preuve
Experts	(5) For the purposes of the hearing held under subsection (2), both the Attorney General and the committed person have the right to have the person examined by their expert or professional.	(5) Aux fins de l'audience tenue aux termes du paragraphe (2), le procureur général et la personne placée sous garde ont tous deux le droit de faire examiner la personne par leur expert ou leur professionnel.	Experts
Jury	(6) The Attorney General has the right to require that the hearing held under subsection (5) be held with a jury.	(6) Le procureur général a le droit d'exiger que l'audience visée au paragraphe (5) soit tenue devant jury.	Jury
Release of information to public	53.6 The Minister may release relevant information that is necessary to protect the public, concerning a specific sexually violent predator committed in accordance with section 53.2.	53.6 Le ministre peut divulguer les renseignements pertinents qui sont nécessaires à la protection du public et qui concernent un agresseur sexuel violent donné, placé sous garde conformément à l'article 53.2.	Divulgence de renseignements au public
Commencement	2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	3. The short title of this Act is the <i>Mental Health Amendment Act, 1994</i>.	3. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur la santé mentale</i>.	Titre abrégé

C A 2
ON
x 13
- 1850



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 189

**An Act to protect certain
rent-geared-to-income Tenants in
publicly funded rental units**

Mr. Henderson

Private Member's Bill

1st Reading November 15, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

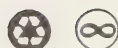
Projet de loi 189

**Loi visant à protéger des locataires de
logements locatifs dont le financement
est public qui paient un loyer indexé
sur le revenu**

M. Henderson

Projet de loi de député

1^{re} lecture 15 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to ensure that the rate of rent and utilities increases for tenants 65 years of age and over who pay rent for units that are publicly funded is not greater than the rate at which their incomes increase.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de faire en sorte que le taux d'augmentation du loyer et des charges des services publics demandés aux locataires qui sont âgés de 65 ans ou plus et qui paient un loyer pour un logement dont le financement est public ne soit pas supérieur à celui de leur revenu.

**An Act to protect certain
rent-geared-to-income Tenants
in publicly funded rental units**

**Loi visant à protéger des
locataires de logements locatifs
dont le financement est public qui
paient un loyer indexé sur le revenu**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. In this Act, “rent”, “rental unit”, “residential complex” and “tenant” have the same meanings as they have in the *Rent Control Act, 1992*.

Définitions

1. Dans la présente loi, «ensemble d'habitation», «locataire», «logement locatif» et «loyer» s'entendent au sens de la *Loi de 1992 sur le contrôle des loyers*.

Application

2. This Act applies to a tenant who occupies a rental unit belonging to one of the following types, who pays rent for that unit in an amount geared-to-income due to public funding and who is at least 65 years old:

Champ d'application

2. La présente loi s'applique au locataire qui occupe un logement locatif de l'un ou l'autre des types suivants, qui paie pour ce logement un loyer indexé sur le revenu en raison d'un financement public et qui est âgé d'au moins 65 ans :

1. A rental unit located in a residential complex owned, operated or administered by or on behalf of the Ontario Housing Corporation or one of its agencies.
2. A rental unit located in a non-profit housing project, which is financially assisted by the Government of Ontario, a municipality or a regional, district or metropolitan municipality or an agency of any of them.

1. Un logement locatif situé dans un ensemble d'habitation qui appartient à la société appelée Ontario Housing Corporation, ou qui est exploité ou administré par cette dernière ou par un organisme qui relève d'elle ou au nom de l'un d'eux.
2. Un logement locatif situé dans un projet d'habitation sans but lucratif qui fait l'objet d'une aide financière de la part du gouvernement de l'Ontario, d'une municipalité ou d'une municipalité régionale, de district ou de communauté urbaine, ou d'un organisme qui relève de l'un d'eux.

No rent increase

3. Despite any other Act, the rate of any proposed increase in rent and utilities charged to a tenant referred to in section 2 for any period of 12 months shall not exceed the rate of increase in the tenant's income during the year immediately preceding the day on which the proposed increase is to take effect.

Pas d'augmentation de loyer

3. Malgré toute autre loi, le taux de toute augmentation proposée du loyer et des charges des services publics demandés au locataire visé à l'article 2 pour toute période de 12 mois ne doit pas dépasser le taux de l'augmentation du revenu du locataire au cours de l'année qui précède immédiatement le jour prévu de l'entrée en vigueur de l'augmentation proposée.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Short title

5. The short title of this Act is the *Publicly Funded Housing Rent Control Act, 1994*.

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 sur le contrôle des loyers des logements dont le financement est public*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 190

**An Act to amend the
Securities Act**

The Hon. F. Laughren
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading November 16, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 190

**Loi modifiant la
Loi sur les valeurs mobilières**

L'honorable F. Laughren
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 16 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

The main purpose of the Bill is to authorize the Commission to make rules of a legislative nature that will be treated as subordinate legislation in the same manner as the regulations on the same subject matter made by the Lieutenant Governor in Council.

The rules, unlike the regulations, will not be subject to the *Regulations Act* and will not be filed with the Registrar of Regulations. They will, however, be published in the Commission's Bulletin and *The Ontario Gazette*.

If there is a conflict or inconsistency between a rule and a regulation, the regulation prevails. When a conflict is identified, the Commission may, with the approval of the Minister, revoke the conflicting regulation.

The rules must go through a notice and comment process before they can come into force. The Bill sets out the process. The process can be bypassed, with the approval of the Minister, if there is a particular urgency for making the rule or if the rule is an amending rule that does not have a substantive effect. A rule, that because of urgency, did not go through the notice and comment process expires, by operation of law, nine months after it comes into force.

All rules, before they come into force, must be sent to the Minister. The Minister may reject a rule or return it to the Commission for further consideration. In either case the rule does not come into force. A rule for which there is a particular urgency comes into force when it is published in the Commission's Bulletin.

The Bill lists a number of orders and rulings that the Commission has issued over the years that are of a general nature. These are considered to be of a legislative nature and are deemed to be rules without having to go through the notice and comment process or to be subject to the Minister's approval or rejection. These rules remain in force for two years from the coming into force of this Act.

Policies of the Commission are, also, subject to a notice and comment process before they are adopted by the Commission. This process is set out in the Bill.

The Bill authorizes the Minister to require the Commission to undertake studies or consider matters specified by the Minister.

The Commission is authorized to enter into agreements with other jurisdictions or self-regulatory bodies with the approval of the Minister.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi vise principalement à autoriser la Commission à établir des règles de nature législative qui seront considérées comme des mesures législatives subordonnées ainsi que le sont les règlements sur le même sujet pris par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Contrairement aux règlements, les règles ne seront pas assujetties à la *Loi sur les règlements* ni déposées auprès du registraire des règlements. Elles seront toutefois publiées dans le bulletin de la Commission et dans la *Gazette de l'Ontario*.

En cas d'incompatibilité entre une règle et un règlement, celui-ci l'emporte. Lorsqu'une incompatibilité est constatée, la Commission peut, avec l'approbation du ministre, abroger le règlement incompatible.

Les règles n'entrent en vigueur qu'après être passées par la procédure relative aux avis et aux commentaires, qui est énoncée dans le projet de loi. Lorsque l'établissement de la règle répond à une urgence particulière ou que la règle est une règle modificative qui n'a pas d'effet sur le fond, il est possible de contourner cette procédure avec l'approbation du ministre. Une règle qui, en raison de son caractère urgent, n'est pas passée par la procédure relative aux avis et aux commentaires devient caduque, par l'effet de la loi, neuf mois après son entrée en vigueur.

Avant leur entrée en vigueur, toutes les règles doivent être envoyées au ministre. Celui-ci peut rejeter une règle ou la retourner à la Commission pour réexamen. Dans l'un ou l'autre cas, la règle n'entre pas en vigueur. Une règle qui répond à une urgence particulière entre en vigueur dès sa publication dans le bulletin de la Commission.

Le projet de loi énumère un certain nombre d'ordonnances et de décisions de nature générale que la Commission a rendues au fil des ans. Elles sont considérées comme étant de nature législative et sont réputées constituer des règles sans devoir passer par la procédure relative aux avis et aux commentaires ni être soumises à l'approbation ou au rejet du ministre. Ces règles demeurent en vigueur pendant deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Avant que la Commission n'adopte ses politiques, celles-ci sont également assujetties à la procédure relative aux avis et aux commentaires, qui est énoncée dans le projet de loi.

Le projet de loi autorise le ministre à obliger la Commission à faire les études ou à examiner les questions qu'il précise.

La Commission peut conclure des accords avec des autorités législatives ou des organes d'autoréglementation, sous réserve de l'approbation du ministre.

An Act to amend the Securities Act

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The definition of “regulations” in subsection 1 (1) of the *Securities Act* is repealed and the following substituted:

“regulations” means the regulations made under this Act and, unless the context otherwise indicates, includes the rules. (“règlements”)

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following definition:

“rules” means,

- (a) the rules made under section 143, and
- (b) orders, rulings and policies listed in the Schedule. (“règles”)

(3) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following subsection:

(1.1) For the purposes of this Act, the regulations and the rules, any of “derivatives”, “future-oriented financial information”, “going private transaction”, “insider bid”, “non-redeemable investment fund”, “penny stocks”, “related party transactions”, and “reverse take-overs” may be defined in the regulations or the rules and if so defined shall have the defined meaning.

2. The Act is amended by adding the following sections:

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) La définition de «règlements» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. S’entend en outre des règles, sauf indication contraire. («regulations»)

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 350 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«règles» S’entend de ce qui suit :

- a) les règles établies en application de l’article 143,
- b) les ordonnances, les décisions et les politiques énumérées à l’annexe. («rules»)

(3) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 350 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Pour l’application de la présente loi, des règlements et des règles, l’une ou l’autre des expressions «actions cotées en cents», «fonds d’investissement à capital fixe», «informations financières prospectives», «offre d’initié», «opérations entre personnes apparentées», «prise de contrôle inversée», «produit dérivé» et «transformation en compagnie fermée» peut être définie dans les règlements ou les règles, auquel cas l’expression a le sens que lui donnent les définitions.

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Same

Idem

Purposes

1.1 The purposes of this Act are,

- (a) to provide protection to investors from unfair, improper or fraudulent practices; and
- (b) to foster fair and efficient capital markets and confidence in capital markets.

1.1 Les objets de la présente loi sont les suivants :

- a) protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, irrégulières ou frauduleuses;
- b) favoriser des marchés financiers justes et efficaces et la confiance en ceux-ci.

Objets

Principles
to consider

2.1 In pursuing the purposes of this Act, the Commission shall have regard to the following fundamental principles:

- 1. Balancing the importance to be given to each of the purposes of this Act may be required in specific cases.
- 2. The primary means for achieving the purposes of this Act are,
 - i. requirements for timely, accurate and efficient disclosure of information,
 - ii. restrictions on fraudulent and unfair market practices and procedures, and
 - iii. requirements for the maintenance of high standards of fitness and business conduct to ensure honest and responsible conduct by market participants.
- 3. Effective and responsive securities regulation requires timely, open and efficient administration and enforcement of this Act by the Commission.
- 4. The Commission should, subject to an appropriate system of supervision, use the enforcement capability and regulatory expertise of recognized self-regulatory organizations.
- 5. The integration of capital markets is supported and promoted by the sound and responsible harmonization and coordination of securities regulation regimes.
- 6. Business and regulatory costs and other restrictions on the business and investment activities of market participants should be proportionate to the significance of the regulatory objectives sought to be realized.

2.1 Dans la réalisation des objets de la présente loi, la Commission tient compte des principes fondamentaux suivants :

- 1. Il peut être nécessaire de peser l'importance à accorder à chacun des objets de la présente loi dans des cas particuliers.
- 2. Les moyens principaux de réaliser les objets de la présente loi sont les suivants :
 - i. des exigences pour veiller à ce que les renseignements soient divulgués en temps utile et avec exactitude et efficience,
 - ii. des restrictions à l'égard des pratiques et procédures frauduleuses et déloyales du marché,
 - iii. des exigences pour veiller à ce que soient maintenues des normes d'aptitude et de conduite professionnelle élevées afin de faire en sorte que les participants au marché se comportent de façon honnête et responsable.
- 3. Une réglementation judicieuse et efficace du domaine des valeurs mobilières exige de la Commission qu'elle applique et exécute la présente loi de façon opportune, ouverte et efficiente.
- 4. Sous réserve d'un système de surveillance adéquat, la Commission devrait faire appel à la capacité des organismes d'autoréglementation reconnus en matière d'application de la loi et à leurs compétences en matière de réglementation.
- 5. L'harmonisation et la coordination saines et responsables des régimes de réglementation des valeurs mobilières favorisent l'intégration des marchés financiers.
- 6. Les restrictions imposées aux activités commerciales et aux investissements des participants au marché, notamment les frais d'entreprise et les frais réglementaires, devraient être fonction

Principes à
prendre en
considération

3. (1) Subsection 37 (1) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the fourth line.

(2) Subsection 37 (2) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the third and fourth lines.

4. (1) Clause 80 (b) of the Act is amended by striking out “or class of reporting issuers” wherever it appears.

(2) The English version of subclause 80 (b) (ii) of the Act is amended by striking out “or their” in the fourth line.

5. Subsection 118 (3) of the Act is amended by striking out “or a class of portfolio managers” in the second and third lines and by striking out “or class of portfolio managers” in the ninth and tenth lines.

6. Subsection 121 (2) of the Act is amended by striking out “class of persons or companies or class of transactions” in the third and second last lines.

7. Section 122 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 373, is amended by adding the following subsection:

(1.1) Clauses 122 (1) (a) and (b) do not apply to a statement made or given to the Commission in a submission in respect of a proposed rule or policy.

8. Section 143 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 56 and 1994, chapter 11, section 379, is repealed and the following substituted:

143. (1) The Commission may make rules in respect of the following matters:

1. Prescribing requirements in respect of applications for registration and the renewal, amendment, expiration or surrender of registration and in respect

de l'importance des objectifs visés en matière de réglementation.

3. (1) Le paragraphe 37 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou d'une catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes.

(2) Le paragraphe 37 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou à la catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

4. (1) L'alinéa 80 b) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie d'émetteurs assujettis» aux deuxième et troisième lignes, par suppression de «ou la catégorie d'émetteurs assujettis» partout où figure cette expression et par les changements grammaticaux qui en découlent.

(2) La version anglaise du sous-alinéa 80 (b) (ii) de la Loi est modifiée par suppression de «or their» à la quatrième ligne.

5. Le paragraphe 118 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de portefeuellistes» aux première et deuxième lignes, par suppression de «ou la catégorie de portefeuellistes» aux huitième et neuvième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

6. Le paragraphe 121 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de personnes et de compagnies» aux cinquième et sixième lignes à partir de la fin et par suppression de «ou qui soustrait une catégorie de transactions à une partie ou à la totalité de ces exigences» aux trois dernières lignes.

7. L'article 122 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 373 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Les alinéas 122 (1) a) et b) ne s'appliquent pas à une déclaration faite ou remise à la Commission dans des observations qui sont présentées à l'égard d'un projet de règle ou de politique.

8. L'article 143 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 56 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 379 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

143. (1) La Commission peut, par règle :

1. Prescrire les conditions relatives aux demandes d'inscription, au renouvellement, à la modification et à l'expiration des inscriptions, à la renonciation à celles-ci et à leur suspension, à leur

Exemption

Dispense

Rules

Règles

- of suspension, cancellation or reinstatement of registration.
2. Prescribing categories or subcategories of registrants, classifying registrants into categories or sub-categories and prescribing the conditions of registration or other requirements for registrants or any category or sub-category, including,
 - i. standards of practice and business conduct of registrants in dealing with their customers and clients and prospective customers and clients,
 - ii. requirements that are advisable for the prevention or regulation of conflicts of interest, and
 - iii. requirements in respect of membership in a self-regulatory organization.
 3. Extending any requirements prescribed under paragraph 2 to unregistered directors, partners, salespersons and officers of registrants.
 4. Prescribing requirements in respect of the residence in Ontario or Canada of registrants.
 5. Prescribing requirements in respect of notification by a registrant or other person or company in respect of a proposed change in beneficial ownership of, or control or direction over, securities of the registrant and authorizing the Commission to make an order that a proposed change may not be effected before a decision by the Commission as to whether it will exercise its powers under paragraph 1 of subsection 127 (1) as a result of the proposed change.
 6. Prescribing requirements for persons and companies in respect of calling at or telephoning to residences for the purposes of trading in securities.
 7. Prescribing requirements in respect of the disclosure or furnishing of information to the public or the Commission by registrants.
- annulation ou à leur remise en vigueur.
2. Prescrire des catégories ou des sous-catégories de personnes ou de compagnies inscrites, classer les personnes ou les compagnies inscrites en catégories ou en sous-catégories et prescrire les conditions d'inscription ou les autres exigences applicables aux personnes ou compagnies inscrites ou aux catégories ou sous-catégories, notamment :
 - i. les normes d'exercice et de conduite professionnelle que doivent suivre les personnes ou les compagnies inscrites dans leurs rapports avec leurs clients actuels et éventuels,
 - ii. les exigences qui sont utiles à la prévention ou à la réglementation des conflits d'intérêts,
 - iii. les exigences relatives à l'adhésion à un organisme d'auto-réglementation.
 3. Étendre les exigences prescrites en application de la disposition 2 aux administrateurs, associés, représentants et dirigeants non inscrits des personnes ou des compagnies inscrites.
 4. Prescrire les conditions de résidence en Ontario ou au Canada des personnes ou des compagnies inscrites.
 5. Prescrire les exigences relatives à l'avis qu'une personne ou compagnie inscrite, ou une autre personne ou compagnie, doit donner dans le cas d'un projet de changement dans la propriété bénéficiaire de valeurs mobilières de la personne ou compagnie inscrite, ou dans le contrôle sur ces valeurs mobilières, et autoriser la Commission à rendre une ordonnance portant que le projet de changement ne peut être réalisé avant qu'elle n'ait décidé si, en raison du projet de changement, elle exercera les pouvoirs que lui confère la disposition 1 du paragraphe 127 (1).
 6. Prescrire les exigences applicables aux personnes et aux compagnies pour ce qui est de faire des visites ou de téléphoner à une résidence dans le but d'effectuer des opérations sur valeurs mobilières.
 7. Prescrire les exigences relatives à la divulgation ou à la communication de renseignements au public ou à la

8. Providing for exemptions from the registration requirements under this Act or for the removal of exemptions from those requirements.
 9. Providing for exemptions from the requirements of sections 41 and 42 in respect of dealers.
 10. Prescribing requirements in respect of the books, records and other documents required by subsection 19 (1) to be kept by market participants, including the form in which and the period for which the books, records and other documents are to be kept.
 11. Regulating the listing or trading of publicly traded securities including requiring reporting of trades and quotations.
 12. Regulating recognized stock exchanges, recognized self-regulatory organizations and recognized clearing agencies, including prescribing requirements in respect of the review or approval by the Commission of any by-law, rule, regulation, policy, procedure, interpretation or practice.
 13. Regulating trading or advising in securities to prevent trading or advising that is fraudulent, manipulative, deceptive or unfairly detrimental to investors.
 14. Regulating trading or advising in penny stocks, including prescribing requirements in respect of additional disclosure and suitability for investment.
 15. Prescribing categories or subcategories of issuers for purposes of the prospectus requirements under this Act and classifying issuers into categories or subcategories.
 16. Varying the application of this Act to establish procedures for or requirements in respect of the preparation and filing of preliminary prospectuses and prospectuses and the issuing of receipts therefor that facilitate or ex-
- Commission par les personnes ou les compagnies inscrites.
8. Prévoir des dispenses relatives aux conditions d'inscription prévues par la présente loi, ou le retrait des dispenses relatives à ces conditions.
 9. Prévoir des dispenses relatives aux exigences prévues aux articles 41 et 42 à l'égard des courtiers.
 10. Prescrire les exigences relatives aux livres, dossiers et autres documents que les participants au marché doivent tenir aux termes du paragraphe 19 (1), notamment la forme sous laquelle ils doivent l'être et leur durée de conservation.
 11. Réglementer l'inscription à la cote de valeurs mobilières qui font l'objet d'opérations dans le public ou les opérations sur ces valeurs, notamment exiger la déclaration des opérations et des cours.
 12. Réglementer les Bourses reconnues, les organismes d'autoréglementation reconnus et les agences de compensation reconnues, notamment prescrire les exigences relatives à l'examen ou à l'approbation par la Commission de règlements administratifs, de règles, de règlements, de politiques, de procédures, d'interprétations ou de pratiques.
 13. Réglementer les opérations sur valeurs mobilières ou la fourniture de conseils sur les valeurs mobilières pour éviter que les opérations ou les conseils soient frauduleux, manipulateurs, mensongers ou injustement préjudiciables aux investisseurs.
 14. Réglementer les opérations sur actions cotées en cents ou la fourniture de conseils sur ces actions, notamment prescrire les obligations d'information supplémentaires et les exigences relatives à leur caractère adéquat comme investissement.
 15. Prescrire des catégories ou des sous-catégories d'émetteurs aux fins des exigences relatives aux prospectus prévues par la présente loi, et classer les émetteurs en catégories ou en sous-catégories.
 16. Modifier l'application de la présente loi afin d'établir, relativement à la préparation et au dépôt des prospectus provisoires et des prospectus ainsi qu'à la délivrance d'accusés de réception de ceux-ci, des procédures ou des

pedite the distribution of securities or the issuing of the receipts, including,

- i. requirements in respect of distribution of securities by means of a prospectus incorporating other documents by reference,
- ii. requirements in respect of distribution of securities by means of a simplified or summary prospectus,
- iii. requirements in respect of distribution of securities on a continuous or delayed basis,
- iv. requirements in respect of pricing of distributions of securities after the issuance of a receipt for the prospectus filed in relation thereto, and
- v. procedures for the issuing of receipts for prospectuses after expedited or selective review thereof.

- 17. Prescribing requirements for the escrow of securities in connection with distributions.
- 18. Designating activities, including the use of documents or advertising, in which registrants or issuers are permitted to engage or are prohibited from engaging in connection with distributions.
- 19. Prescribing which distributions and trading in relation to the distributions are distributions and trading outside Ontario.
- 20. Providing for exemptions from the prospectus requirements under this Act and for the removal of exemptions from those requirements.
- 21. Prescribing the circumstances in which the Director must refuse to issue a receipt for a prospectus and prohibiting the Director from issuing a receipt in those circumstances.
- 22. Prescribing requirements in respect of the preparation and dissemination and other use, by reporting issuers, of documents providing for continuous disclosure that are in addition to the

exigences qui facilitent ou accélèrent le placement de valeurs mobilières ou la délivrance d'accusés de réception, notamment :

- i. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus incorporant d'autres documents par renvoi,
- ii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus simplifié ou abrégé,
- iii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières sur une base continue ou différée,
- iv. des exigences relatives à l'établissement du prix des placements de valeurs mobilières après la délivrance d'un accusé de réception du prospectus déposé à leur égard,
- v. des procédures relatives à la délivrance d'accusés de réception de prospectus après leur examen accéléré ou sélectif.

- 17. Prescrire les exigences relatives à l'entiercement de valeurs mobilières dans le cadre de placements.
- 18. Désigner des activités, notamment l'utilisation de documents ou d'annonces publicitaires, que les personnes ou compagnies inscrites ou les émetteurs sont autorisés à exercer ou qu'il leur est interdit d'exercer dans le cadre de placements.
- 19. Prescrire quels placements et quelles opérations rattachées aux placements constituent des placements et des opérations effectués à l'extérieur de l'Ontario.
- 20. Prévoir des dispenses relatives aux exigences applicables aux prospectus qui sont prévues par la présente loi, et prévoir le retrait des dispenses relatives à ces exigences.
- 21. Prescrire les circonstances dans lesquelles le directeur doit refuser d'accuser réception d'un prospectus, et lui interdire d'en accuser réception dans ces circonstances.
- 22. Prescrire, relativement à la préparation, à la diffusion et à toute autre utilisation de documents par les émetteurs assujettis, des obligations d'information continue qui s'ajoutent aux obligations prévues par la présente loi,

requirements under this Act, including requirements in respect of,

- i. an annual report,
- ii. an annual information form, and
- iii. supplemental analysis of financial statements.

23. Exempting reporting issuers from any requirement of Part XVIII (Continuous Disclosure),

- i. if the requirement conflicts with a requirement of the laws of the jurisdiction under which the reporting issuers are incorporated, organized or continued,

- ii. if the reporting issuers ordinarily distribute financial information to holders of their securities in a form, or at times, different from those required by Part XVIII, or

- iii. under circumstances that the Commission considers justify the exemption.

24. Requiring issuers or other persons and companies to comply, in whole or in part, with Part XVIII (Continuous Disclosure), or rules made under paragraph 22.

25. Prescribing requirements in respect of financial accounting, reporting and auditing for purposes of this Act, the regulations and the rules, including,

- i. defining accounting principles and auditing standards acceptable to the Commission,
- ii. financial reporting requirements for the preparation and dissemination of future-oriented financial information and *pro forma* financial statements,
- iii. standards of independence and other qualifications for auditors,
- iv. requirements respecting a change in auditors by a reporting issuer or a registrant, and
- v. requirements respecting a change in the financial year of an issuer

notamment à l'égard des documents suivants :

- i. les rapports annuels,
- ii. les notices annuelles,
- iii. les analyses supplémentaires des états financiers.

23. Dispenser les émetteurs assujettis d'une exigence prévue à la partie XVIII (Information continue) :

- i. soit si l'exigence est incompatible avec une exigence des lois émanant de l'autorité législative du ressort où les émetteurs assujettis sont constitués en personne morale, organisés ou maintenus,

- ii. soit si les émetteurs assujettis communiquent habituellement des renseignements de nature financière aux détenteurs de leurs valeurs mobilières d'une façon ou à des époques différentes de celles exigées par la partie XVIII,

- iii. soit dans des circonstances où la Commission estime qu'il est justifié d'accorder la dispense.

24. Obliger les émetteurs ou d'autres personnes et compagnies à se conformer, en totalité ou en partie, à la partie XVIII (Information continue) ou aux règles établies en application de la disposition 22.

25. Prescrire les exigences relatives à la comptabilité générale, à l'information financière et à la vérification des états financiers pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, et notamment :

- i. définir les principes comptables et les normes de vérification que la Commission juge acceptables,
- ii. prescrire les exigences relatives à l'information financière qui sont applicables à la préparation et à la diffusion des informations financières prospectives et des états financiers *pro forma*,
- iii. prescrire les normes d'indépendance et les autres qualités requises des vérificateurs,
- iv. prescrire les exigences relatives aux changements de vérificateurs par un émetteur assujetti ou une personne ou compagnie inscrite,
- v. prescrire les exigences relatives aux changements dans l'exercice

or in an issuer's status as a reporting issuer under this Act.

d'un émetteur ou dans la qualité d'un émetteur à titre d'émetteur assujéti aux termes de la présente loi.

- | | |
|--|---|
| <p>26. Prescribing requirements for the validity and solicitation of proxies.</p> <p>27. Providing for the application of Part XVIII (Continuous Disclosure) and Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation) in respect of registered holders or beneficial owners of voting securities or equity securities of reporting issuers or other persons or companies on behalf of whom the securities are held, including requirements for reporting issuers, recognized clearing agencies, registered holders, registrants and other persons or companies who hold securities on behalf of persons or companies but who are not the registered holders.</p> <p>28. Regulating take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, including,</p> <ul style="list-style-type: none"> i. providing for exemptions, in addition to those set out in subsections 93 (1) and (3), or removing any exemption set out in those subsections, ii. providing for exemptions from section 94 or removing any exemption set out in that section, iii. varying the requirements set out in section 95, iv. providing exemptions from section 101, v. prescribing requirements in respect of issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, for disclosure, valuations, review by independent committees of boards of directors and approval by minority security holders, and | <p>26. Prescrire les exigences relatives à la validité et à la sollicitation de procurations.</p> <p>27. Prévoir l'application de la partie XVIII (Information continue) et de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations) à l'égard des détenteurs inscrits ou des propriétaires bénéficiaires de valeurs mobilières avec droit de vote ou de valeurs mobilières participantes d'émetteurs assujettis ou à l'égard des autres personnes ou compagnies pour le compte desquelles les valeurs mobilières sont détenues, notamment les exigences applicables aux émetteurs assujettis, aux agences de compensation reconnues, aux détenteurs inscrits, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies qui détiennent des valeurs mobilières pour le compte de personnes ou de compagnies mais qui n'en sont pas les détenteurs inscrits.</p> <p>28. Réglementer les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compagnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. prévoir des dispenses, en plus de celles qui sont prévues aux paragraphes 93 (1) et (3), ou retirer des dispenses prévues à ces paragraphes, ii. prévoir des dispenses de l'application de l'article 94 ou retirer des dispenses prévues à cet article, iii. modifier les exigences prévues à l'article 95, iv. prévoir des dispenses de l'application de l'article 101, v. prescrire les exigences relatives aux offres de l'émetteur, aux offres d'initié, aux transformations en compagnie fermée et aux opérations entre personnes apparentées en matière d'information, d'évaluation, d'examen par des comités indépendants des conseils d'administration et d'approbation par les détenteurs de valeurs mobilières minoritaires, |
|--|---|

- vi. prescribing requirements respecting defensive tactics in connection with take-over bids.
29. Providing for exemptions from any requirement of section 76 or from liability under section 134 and prescribing standards or criteria for determining when a material fact or material change has been generally disclosed.
30. Providing for exemptions from any requirement of Part XXI (Insider Trading and Self-Dealing).
31. Regulating mutual funds or non-redeemable investment funds and the distribution and trading of the securities of the funds, including,
- i. varying the application of Part XV (Prospectuses - Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure) by prescribing additional disclosure requirements in respect of the funds and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with the funds,
 - ii. prescribing permitted investment policy and investment practices for the funds and prohibiting or restricting certain investments or investment practices for the funds,
 - iii. prescribing requirements governing the custodianship of assets of the funds,
 - iv. prescribing minimum initial capital requirements for any of the funds making a distribution and prohibiting or restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of a fund,
 - v. prescribing matters affecting any of the funds that require the approval of security holders of the fund, the Commission or the Director, including, in the case of security holders, the level of approval,
- vi. prescrire les exigences relatives aux mesures défensives dans le cadre des offres d'achat visant à la mainmise.
29. Prévoir des dispenses de l'application des dispositions de l'article 76 ou de la responsabilité visée à l'article 134, et prescrire les normes ou les critères servant à déterminer si un fait important ou un changement important a été divulgué au public.
30. Prévoir des dispenses relatives aux exigences de la partie XXI (Opérations d'initié et transactions internes).
31. Réglementer les fonds mutuels ou les fonds d'investissement à capital fixe, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, et notamment :
- i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus - placement) ou de la partie XVIII (Information continue) en prescrivant des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds et en exigeant ou en permettant l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
 - ii. prescrire la politique et les pratiques en matière d'investissement qui sont autorisées dans le cas des fonds, et interdire ou restreindre certains investissements ou certaines pratiques en matière d'investissement,
 - iii. prescrire les exigences régissant la garde des éléments d'actif des fonds,
 - iv. prescrire le montant minimal de capital initial que doivent avoir les fonds qui effectuent un placement, et interdire ou restreindre le remboursement des frais reliés à l'organisation d'un fonds,
 - v. prescrire les questions concernant un fonds qui exigent l'approbation des détenteurs de valeurs mobilières du fonds, de la Commission ou du directeur, notamment, dans le cas des détenteurs de valeurs mobilières, le niveau d'approbation nécessaire,

- vi. prescribing requirements in respect of the calculation of the net asset value of mutual funds,
 - vii. prescribing requirements in respect of the content and use of sales literature, sales communications or advertising relating to the funds or the securities of funds,
 - viii. designating mutual funds as private mutual funds and prescribing requirements for private mutual funds,
 - ix. respecting sales charges imposed by a distribution company or contractual plan service company under a contractual plan on purchasers of shares or units of a mutual fund, and commissions or sales incentives to be paid to registrants in connection with the securities of a mutual fund,
 - x. prescribing the circumstances in which a planholder under a contractual plan has the right to withdraw from the contractual plan, and
 - xi. prescribing procedures applicable to mutual funds, registrants and any other person or company in respect of sales and redemptions of mutual fund securities and payments for sales and redemptions;
32. Respecting fees payable by an issuer to an adviser as consideration for investment advice, alone or together with administrative or management services provided to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
33. Prescribing requirements relating to the qualification of a registrant to act as an adviser to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
34. Regulating commodity pools, including,
- i. varying the application of Part XV (Prospectuses - Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure)
- vi. prescrire les exigences relatives au calcul de la valeur liquidative des fonds mutuels,
 - vii. prescrire les exigences relatives au contenu et à l'utilisation de documentation commerciale, de communications commerciales ou d'annonces publicitaires concernant les fonds ou leurs valeurs mobilières,
 - viii. désigner des fonds mutuels comme fonds mutuels fermés et prescrire les exigences applicables à ceux-ci,
 - ix. traiter des frais de vente imposés par une compagnie de placement ou une compagnie de service de plans à versements périodiques en vertu d'un plan à versements périodiques aux acheteurs des actions ou des parts d'un fonds mutuel, ainsi que des commissions ou des primes de vente à payer aux personnes ou compagnies inscrites relativement aux valeurs mobilières d'un fonds mutuel,
 - x. prescrire les circonstances dans lesquelles le souscripteur d'un plan à versements périodiques a le droit de s'en retirer,
 - xi. prescrire les procédures applicables aux fonds mutuels, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies relativement aux ventes et aux rachats des valeurs mobilières des fonds mutuels et aux paiements pour les ventes et les rachats.
32. Traiter des honoraires payables par un émetteur à un conseiller en contrepartie de conseils en matière d'investissement et des services administratifs ou de gestion qui peuvent s'y ajouter, fournis à un fonds mutuel ou à un fonds d'investissement à capital fixe.
33. Prescrire les exigences relatives aux qualités requises d'une personne ou compagnie inscrite pour qu'elle puisse agir à titre de conseiller d'un fonds mutuel ou d'un fonds d'investissement à capital fixe.
34. Réglementer les fonds du marché à terme, et notamment :
- i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus - placement) ou de la partie XVIII (Informa-

- to prescribe additional disclosure requirements in respect of commodity pools and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with commodity pools,
- ii. prescribing requirements in respect of, or in relation to, promoters, advisers, persons and companies who administer or participate in the administration of the affairs of commodity pools,
 - iii. prescribing standards in relation to the suitability of investors in commodity pools,
 - iv. prohibiting or restricting the payment of fees, commissions or compensation by commodity pools or holders of securities of commodity pools and restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of commodity pools,
 - v. prescribing requirements with respect to the voting rights of security holders, and
 - vi. prescribing requirements in respect of the redemption of securities of a commodity pool.
35. Regulating or varying this Act in respect of derivatives, including,
- i. providing exemptions from any requirement of this Act,
 - ii. prescribing disclosure requirements and requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents or other documents, and
 - iii. prescribing requirements that apply to mutual funds, non-redeemable investment funds, commodity pools or other issuers.
36. Varying the application of this Act to foreign issuers to facilitate distributions, compliance with requirements applicable or relating to reporting issuers and the making of take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions where the foreign issuers
- tion continue) afin de prescrire des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds du marché à terme, et exiger ou permettre l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
- ii. prescrire les exigences relatives aux promoteurs, aux conseillers, aux personnes et aux compagnies qui administrent les affaires des fonds du marché à terme ou qui prennent part à leur administration,
 - iii. prescrire les normes servant à établir si les fonds du marché à terme conviennent aux investisseurs,
 - iv. interdire ou restreindre le paiement d'honoraires, de commissions ou de rémunération par les fonds du marché à terme ou les détenteurs de valeurs mobilières de tels fonds, et restreindre le remboursement des frais reliés à l'organisation de ces fonds,
 - v. prescrire les exigences relatives aux droits de vote des détenteurs de valeurs mobilières,
 - vi. prescrire les exigences relatives au rachat des valeurs mobilières d'un fonds du marché à terme.
35. Réglementer les produits dérivés ou modifier l'application de la présente loi à leur égard, et notamment :
- i. prévoir des dispenses des exigences de la présente loi,
 - ii. prescrire des obligations d'information et exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou d'autres documents,
 - iii. prescrire les exigences qui s'appliquent aux fonds mutuels, aux fonds d'investissement à capital fixe, aux fonds du marché à terme ou aux autres émetteurs.
36. Modifier l'application de la présente loi dans le cas des émetteurs étrangers en vue de faciliter les placements, le respect des exigences applicables ou relatives aux émetteurs assujettis et les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compa-

are subject to requirements of the laws of other jurisdictions that the Commission considers are adequate in light of the purposes and principles of this Act.

37. Regulating labour sponsored investment fund corporations registered under Part III (Labour Sponsored Investment Fund Corporations) of the *Labour Sponsored Venture Capital Corporations Act, 1992*, and the distribution and trading of the securities of the corporations and varying the application of this Act in respect of the corporations and,

- i. prescribing proficiency requirements that apply in respect of registrants trading in securities of the corporations,
- ii. requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents for or in respect of the securities of the corporations,
- iii. prescribing disclosure requirements for or in respect of the securities of the corporations,
- iv. exempting the corporations from specified requirements or restrictions that ordinarily apply to or in respect of mutual funds, and
- v. prescribing insider reporting requirements for or in respect of the corporations.

38. Prescribing requirements in respect of reverse take-overs including requirements for disclosure that are substantially equivalent to that provided by a prospectus.

39. Requiring or respecting the media, format, preparation, form, content, execution, certification, dissemination and other use, filing and review of all documents required under or governed by this Act, the regulations or the rules and all documents determined by the regulations or the rules to be ancillary to the documents, including,

gnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, lorsque les émetteurs étrangers sont soumis aux exigences des lois d'autres autorités législatives que la Commission estime adéquates compte tenu des objets et des principes de la présente loi.

37. Réglementer les fonds d'investissement des travailleurs inscrits aux termes de la partie III (Fonds d'investissement des travailleurs) de la *Loi de 1992 sur les corporations à capital de risque de travailleurs*, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, modifier l'application de la présente loi à l'égard de ces fonds et :

- i. prescrire les normes de compétence qui s'appliquent aux personnes ou compagnies inscrites qui effectuent des opérations sur les valeurs mobilières de ces fonds,
- ii. exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,
- iii. prescrire des obligations d'information pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,
- iv. dispenser ces fonds d'exigences ou de restrictions précises qui s'appliquent ordinairement aux fonds mutuels ou à l'égard de ceux-ci,
- v. prescrire les exigences concernant les déclarations d'inités pour ces fonds ou à l'égard de ceux-ci.

38. Prescrire les exigences relatives aux prises de contrôle inversées, notamment des obligations d'information qui sont sensiblement équivalentes à celles que doivent respecter les prospectus.

39. Exiger ou prévoir le support, le format, la préparation, la forme, le contenu, l'exécution, la certification, la diffusion et autres utilisations, le dépôt et l'examen de tous les documents qu'exigent ou que régissent la présente loi, les règlements ou les règles, ainsi que de tous les documents qui sont, selon les règlements ou les règles, accessoires à ces documents, notamment :

- i. applications for registration and other purposes,
 - ii. preliminary prospectuses and prospectuses,
 - iii. interim financial statements and financial statements,
 - iv. proxies and information circulars, and
 - v. take-over bid circulars, issuer bid circulars and directors' circulars.
40. Respecting the designation or recognition of any person, company or jurisdiction if advisable for purposes of this Act, including,
- i. recognizing stock exchanges, self-regulatory organizations and clearing agencies,
 - ii. designating, for purposes of subsection 88 (1), the jurisdictions whose requirements are substantially similar to the requirements of Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation), and
 - iii. designating a person or company for the purpose of the definition of "market participant".
41. Respecting the conduct of the Commission and its employees in relation to duties and responsibilities and discretionary powers under this Act, including,
- i. the conduct of investigations and examinations carried out under Part VI (Investigations and Examinations), and
 - ii. the conduct of hearings.
42. Establishing conditions for any exemption that the Commission is authorized to give by subsection 46 (4) or 190 (6) or section 113 of the *Business Corporations Act* and, despite those provisions, dispensing with applications for exemption when the conditions are met.
43. Prescribing the fees payable to the Commission, including those for filing, for applications for registration or exemptions, for trades in securities, in respect of audits made by the Commission, and in connection with the
- i. les demandes d'inscription et autres,
 - ii. les prospectus provisoires et les prospectus,
 - iii. les états financiers périodiques et les états financiers,
 - iv. les procurations et les circulaires d'information,
 - v. les circulaires d'offre d'achat visant à la mainmise, les circulaires d'offre de l'émetteur et les circulaires de la direction.
40. Traiter de la désignation ou de la reconnaissance de toute personne, compagnie ou autorité législative, lorsque cela est indiqué pour l'application de la présente loi, et notamment :
- i. reconnaître les Bourses, les organismes d'autoréglementation et les agences de compensation,
 - ii. désigner, pour l'application du paragraphe 88 (1), les autorités législatives dont les exigences sont sensiblement semblables à celles de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations),
 - iii. désigner une personne ou une compagnie pour l'application de la définition de «participant au marché».
41. Traiter de la conduite de la Commission et de ses employés quant aux fonctions, aux responsabilités et aux pouvoirs discrétionnaires prévus par la présente loi, notamment :
- i. la tenue des enquêtes et des examens effectués aux termes de la partie VI (Enquêtes et examens),
 - ii. le déroulement des audiences.
42. Établir les conditions applicables aux dispenses que la Commission est autorisée à accorder en vertu du paragraphe 46 (4) ou 190 (6) ou de l'article 113 de la *Loi sur les sociétés par actions* et, malgré ces dispositions, exempter de la présentation de demandes de dispense lorsque les conditions sont remplies.
43. Prescrire les droits payables à la Commission, notamment les droits de dépôt, les droits à verser avec une demande d'inscription ou de dispense, les droits d'opérations sur valeurs mobilières, les droits relatifs aux vérifica-

administration of Ontario securities law.

44. Varying the application of this Act to permit or require the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of,

i. documents or information required under or governed by this Act, the regulations or rules, and

ii. documents determined by the regulations or rules to be ancillary to documents required under or governed by this Act, the regulations or rules.

45. Establishing requirements for and procedures in respect of the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of documents or information.

46. Prescribing the circumstances in which persons or companies shall be deemed to have signed or certified documents on an electronic or computer-based system for any purpose of this Act.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of,

(a) any matter in respect of which the Commission may make rules, with necessary modifications; and

(b) any matter advisable for carrying out the purposes of this Act.

Revoking regulations

(3) Subject to the approval of the Minister, the Commission may make a regulation that revokes any provision of a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act that has been identified by the Commission for the purposes of the notice and comment process as conflicting with a rule made by the Commission.

Effective date

(4) A regulation made under subsection (3) cannot come into force or have effect before the conflicting rule comes into force.

Retroactive

(5) Subject to subsection (4), a regulation made under subsection (3), if it so provides, is effective with reference to a period before it was filed.

Incorporation by reference

(6) A regulation or rule authorized by this section may incorporate by reference, in whole or in part, any standard, procedure or guideline and may require compliance with

tions effectuées par la Commission et les droits relatifs à l'application du droit ontarien des valeurs mobilières.

44. Modifier l'application de la présente loi pour permettre ou exiger l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise :

i. des documents ou renseignements exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles,

ii. des documents qui, selon les règlements ou les règles, sont accessoires aux documents exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles.

45. Fixer les exigences relatives à l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise des documents ou des renseignements, ainsi que la procédure à suivre à cet égard.

46. Prescrire les circonstances dans lesquelles des personnes ou des compagnies sont réputées, pour l'application de la présente loi, avoir signé ou certifié conformes des documents qui se trouvent dans un système électronique ou informatisé.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) traiter des questions à l'égard desquelles la Commission peut établir des règles, avec les adaptations nécessaires;

b) traiter des questions utiles à la réalisation des objets de la présente loi.

(3) Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut, par règlement, abroger une disposition d'un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi si, aux fins de la procédure relative aux avis et aux commentaires, la Commission a déterminé que cette disposition est incompatible avec une règle qu'elle a établie.

(4) Le règlement pris en application du paragraphe (3) ne peut entrer en vigueur ni prendre effet avant la règle incompatible.

(5) Sous réserve du paragraphe (4), le règlement pris en application du paragraphe (3) qui comporte une disposition en ce sens a un effet rétroactif.

(6) Les règlements ou les règles qui sont permis par le présent article peuvent incorporer par renvoi, en totalité ou en partie, toute norme, procédure ou ligne directrice et exi-

Règlements

Abrogation de règlements

Entrée en vigueur

Effet rétroactif

Incorporation par renvoi

	any standard, procedure or guideline adopted.	ger le respect de toute norme, procédure ou ligne directrice ainsi adoptée.	
Classes	(7) Regulations or rules in respect of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades, or other matters or things, may be made in respect of any class or category of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades or other matters or things.	(7) Les règlements qui sont pris ou les règles qui sont établies au sujet des personnes ou des compagnies inscrites, des émetteurs, des autres personnes ou compagnies, des valeurs mobilières, des opérations ou d'autres questions ou choses peuvent porter sur une catégorie de ceux-ci.	Catégories
Scope	(8) A regulation or a rule may be general or particular in its application, may be limited as to time or place or both and may exclude any place from the application of the regulation or rule.	(8) Les règlements ou les règles peuvent avoir une portée générale ou particulière, avoir une portée restreinte quant au temps et au lieu ou à l'un d'eux et exclure un lieu quelconque de leur champ d'application.	Champ d'application
Exemptions	(9) A regulation or rule may authorize the Commission or the Director to grant an exemption to it.	(9) Les règlements ou les règles peuvent autoriser la Commission ou le directeur à accorder une dispense de leur application.	Dispense
Same	(10) An exemption or a removal of an exemption, (a) may be granted or made in whole or in part; and (b) may be granted or made subject to conditions or restrictions.	(10) Une dispense ou le retrait d'une dispense peut : a) être total ou partiel; b) être assujéti à des conditions ou à des restrictions.	Idem
<i>Regulations Act does not apply</i>	(11) The <i>Regulations Act</i> does not apply to the rules.	(11) La <i>Loi sur les règlements</i> ne s'applique pas aux règles.	Non-application de la <i>Loi sur les règlements</i>
Same	(12) A regulation made under subsection (3) is subject to the <i>Regulations Act</i> .	(12) Les règlements pris en application du paragraphe (3) sont assujettis à la <i>Loi sur les règlements</i> .	Idem
L.G. in C. prevails	(13) If there is a conflict or an inconsistency between a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act and a rule, the regulation prevails but in all other respects a rule has the same force and effect as a regulation.	(13) En cas d'incompatibilité entre un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi et une règle, le règlement l'emporte. Toutefois, une règle a la même valeur et le même effet qu'un règlement à tous autres égards.	Prépondérance des règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil
Deemed rules	143.1 (1) Every order and ruling of the Commission listed in Part A of the Schedule and every policy relating to an order or ruling and listed in Part B of the Schedule shall be deemed to be a rule validly made under this section and to have come into force on the day this section comes into force.	143.1 (1) Les ordonnances et les décisions de la Commission qui sont énumérées à la partie A de l'annexe ainsi que les politiques qui se rapportent à une ordonnance ou à une décision et qui sont énumérées à la partie B de la même annexe sont réputées constituer des règles établies valablement en application du présent article et être entrées en vigueur le même jour que celui-ci.	Ordonnances et décisions réputées des règles
Revocation	(2) Every rule that became a rule by virtue of subsection (1) is revoked on the second anniversary of the day on which this section comes into force.	(2) Les règles qui deviennent des règles par l'effet du paragraphe (1) sont abrogées deux ans après l'entrée en vigueur du présent article.	Abrogation
Publication	143.2 (1) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every rule that it proposes to make under section 143.	143.2 (1) La Commission publie dans son bulletin un avis des règles qu'elle se propose d'établir en application de l'article 143.	Publication
Notice	(2) The notice must include the following: 1. The proposed rule.	(2) L'avis doit comprendre les éléments suivants : 1. Le projet de règle.	Avis

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 2. A statement of the substance and purpose of the proposed rule. 3. A summary of the proposed rule. 4. A reference to the authority under which the rule is proposed. 5. A discussion of all alternatives to the proposed rule that were considered by the Commission and the reasons for not proposing the adoption of the alternatives considered. 6. A reference to any significant unpublished study, report or other written materials on which the Commission relies in proposing the rule. 7. A description of the anticipated costs and benefits of the proposed rule. 8. A reference to every regulation or provision in a regulation to be revoked because it conflicts with the proposed rule. | <ol style="list-style-type: none"> 2. L'énoncé de la substance et de l'objet du projet de règle. 3. Un résumé du projet de règle. 4. Un renvoi à la disposition habilitante en vertu de laquelle la règle est proposée. 5. L'exposé de toutes les solutions de rechange au projet de règle que la Commission a examinées et les raisons pour ne pas en avoir proposé l'adoption. 6. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la règle. 7. La description des coûts et avantages prévus du projet de règle. 8. Un renvoi à chaque règlement ou disposition de règlement qui sera abrogé pour cause d'incompatibilité avec le projet de règle. |
|--|--|

Exception

(3) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.

Representations

(4) Upon publication of a notice under subsection (1), the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed rule within a period of at least 90 days after the publication.

Exceptions to notice requirement

(5) Publication of a notice is not required if,

- (a) all persons and companies who would be subject to the proposed rule are named, the information set out in subsection (2) is sent to each of them and they and any other person or company whose interests are likely to be substantially affected by the proposed rule are given an opportunity to make written representations with respect to it;
- (b) the proposed rule grants an exemption or removes a restriction and is not likely to have a substantial effect on the interests of persons or companies other than those who benefit under it;

Exception

(3) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.

Observations

(4) Lors de la publication de l'avis visé au paragraphe (1), la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de règle, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 90 jours suivant la publication.

(5) La publication d'un avis n'est pas exigée dans les cas suivants :

- a) toutes les personnes et compagnies qui seraient assujetties au projet de règle sont nommées, les renseignements énoncés au paragraphe (2) sont envoyés à chacune d'elles et celles-ci, ainsi que toute autre personne ou compagnie dont les intérêts seront vraisemblablement touchés considérablement par le projet de règle, ont l'occasion de présenter des observations écrites;
- b) le projet de règle accorde une dispense ou supprime une restriction et n'aura vraisemblablement pas un effet considérable sur les intérêts de personnes

Exceptions à l'obligation de publier un avis

- (c) what is proposed is only an amendment that does not materially change an existing rule;
- (d) the Commission,
 - (i) believes that there is an urgent need for the proposed rule and that, without it, there is a substantial risk of material harm to investors or to the integrity of the capital markets, and
 - (ii) has the approval of the Minister to make the rule without publication of notice; or
- (e) the proposed rule remakes an order, ruling or policy that was deemed to be a rule by the operation of section 143.1 without materially changing the effect or intent of the rule.

Publication

(6) When a rule to which clause (5) (d) applies comes into force, the Commission shall publish in its Bulletin a statement setting out the substance and purpose of the rule and the nature of the urgency and the risk.

Changes to proposal

(7) If, following publication of the notice and consideration of the submissions, the Commission proposes material changes to the proposed rule, the Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed changes.

Notice

(8) The notice must include the following:

1. The proposed rule with the changes incorporated.
2. A concise statement of the purpose of the changes.
3. The reasons for the changes.

Representations re changes

(9) Upon publication of a notice of changes, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the changes within such period as the Commission considers appropriate.

Making rule

(10) In cases where a notice and comment process is required, the Commission may make the rule only at the end of the notice and comment process and after considering all representations made as a result of that process.

Inspection of material

(11) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.

ou de compagnies autres que celles qui en retirent un avantage;

- c) le projet ne fait qu'apporter une modification qui ne change pas de façon importante une règle existante;

d) la Commission :

- (i) d'une part, croit que le projet de règle répond à un besoin urgent et que, sans celle-ci, les investisseurs ou l'intégrité des marchés financiers risqueraient fortement de subir un préjudice important,

- (ii) d'autre part, a reçu l'approbation du ministre pour établir la règle sans publier d'avis;

- e) le projet de règle reprend une ordonnance, une décision ou une politique qui était réputée une règle par l'effet de l'article 143.1 sans changer de façon importante ni l'effet ni l'objet de la règle.

Publication

(6) Lors de l'entrée en vigueur d'une règle à laquelle s'applique l'alinéa (5) d), la Commission publie dans son bulletin une déclaration exposant la substance et l'objet de la règle ainsi que la nature de l'urgence et du risque.

Change-ments apportés au projet

(7) Si, après publication de l'avis et examen des observations, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de règle, elle publie dans son bulletin un avis des changements proposés.

Avis

(8) L'avis doit comprendre les éléments suivants :

1. Le projet de règle auquel ont été intégrés les changements.
2. Un bref énoncé de l'objet des changements.
3. Les motifs des changements.

Observations sur les changements

(9) Lors de la publication de l'avis de changements, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les changements, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.

Établissement de la règle

(10) Dans les cas où la procédure relative aux avis et aux commentaires est exigée, la Commission peut uniquement établir la règle à la fin de la procédure et après examen des observations qui en résultent.

Examen des pièces

(11) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du pré-

Interpreta- tion	(12) In this section and in section 143.3, “rule” includes an amendment to and a revocation of a rule.	sent article comme s’il s’agissait de pièces dont le dépôt est exigé.	Interpréta- tion
Delivery of rules to Minister	143.3 (1) The Commission must deliver to the Minister a copy of every rule made by it together with the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. A copy of the notices published under section 143.2, unless publication of notice was not required, and copies of all documents referred to in the notices. 2. A summary of the representations made and other documents submitted in respect of the rule as proposed. 3. All other material information that was considered by the Commission in connection with the making of the rule. 	143.3 (1) La Commission remet au ministre une copie de toutes les règles qu’elle établit ainsi que les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Une copie des avis publiés aux termes de l’article 143.2, sauf si la publication n’était pas exigée, ainsi que de tous les documents mentionnés dans les avis. 2. Un résumé des observations présentées, ainsi que des autres documents soumis, à l’égard du projet de règle. 3. Tous les autres renseignements importants que la Commission a examinés dans le cadre de l’établissement de la règle. 	Remise des règles au ministre
Publication	(2) The Commission shall publish in its Bulletin every rule made by it as soon after the rule is made as practicable together with the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. The date on which a rule and the material required under subsection (1) were delivered to the Minister. 2. The date the rule is to come into force if an action is not taken by the Minister under subsection (3). 3. A statement of the substance and purpose of the rule. 4. A summary of the written comments received during the comment periods if notice and comment were required. 5. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods. 	(2) Aussitôt que possible après avoir établi une règle, la Commission la publie dans son bulletin avec les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. La date à laquelle la règle et les pièces exigées aux termes du paragraphe (1) ont été remises au ministre. 2. La date à laquelle la règle entrera en vigueur si le ministre ne prend aucune des mesures prévues au paragraphe (3). 3. L’énoncé de la substance et de l’objet de la règle. 4. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin si des avis et des commentaires étaient exigés. 5. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires. 	Publication
Action by Minister	(3) Within 60 days after a rule is delivered to the Minister, the Minister may, <ol style="list-style-type: none"> (a) approve the rule; (b) reject the rule; or (c) return it to the Commission for further consideration. 	(3) Dans les 60 jours qui suivent la remise d’une règle au ministre, celui-ci peut : <ol style="list-style-type: none"> a) soit approuver la règle; b) soit rejeter la règle; c) soit retourner la règle à la Commission pour réexamen. 	Mesures prises par le ministre
When rules effective	143.4 (1) A rule that is approved by the Minister comes into force 15 days after it is approved unless there is a later day specified	143.4 (1) Les règles qu’approuve le ministre entrent en vigueur 15 jours après leur approbation ou à la date ultérieure qu’elles précisent.	Entrée en vigueur des règles

in the rule in which case it comes into force on that later day.

Same	<p>(2) If the Minister does not approve a rule, reject it or return it to the Commission for further consideration and a coming into force day,</p> <p>(a) that is at least 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the specified day;</p> <p>(b) is not specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister; or</p> <p>(c) that is within 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister.</p>	<p>(2) Si le ministre n'approuve pas la règle, ne la rejette pas ou ne la retourne pas à la Commission pour réexamen et qu'une date d'entrée en vigueur :</p> <p>a) qui suit d'au moins 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur à cette date;</p> <p>b) n'est pas précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75^e jour qui suit sa remise au ministre;</p> <p>c) qui suit de moins de 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75^e jour qui suit sa remise au ministre.</p>	Idem
Same	<p>(3) A rule that is returned to the Commission for further consideration cannot come into force until it is returned by the Commission to the Minister at which time this section applies as if the rule were delivered for the first time.</p>	<p>(3) La règle qui est retournée à la Commission pour réexamen ne peut entrer en vigueur avant que la Commission ne la retourne au ministre, auquel moment le présent article s'applique comme si la règle était remise pour la première fois.</p>	Idem
Same	<p>(4) A rule that is rejected by the Minister does not come into force.</p>	<p>(4) La règle que rejette le ministre n'entre pas en vigueur.</p>	Idem
Same	<p>(5) A rule to which clause 143.2 (5) (d) (urgency provision) applies that is approved by the Minister comes into force on the day it is published in the Commission's Bulletin.</p>	<p>(5) La règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) (besoin urgent) et qu'approuve le ministre entre en vigueur le jour de sa publication dans le bulletin de la Commission.</p>	Idem
Revocation by operation of law	<p>(6) Every rule to which clause 143.2 (5) (d) applies is revoked on the 275th day after it comes into force.</p>	<p>(6) Toute règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) est abrogée le 275^e jour qui suit son entrée en vigueur.</p>	Abrogation par l'effet de la loi
Publication	<p>(7) The Commission shall publish every rule that comes into force in <i>The Ontario Gazette</i> and in its Bulletin.</p>	<p>(7) La Commission publie chaque règle qui entre en vigueur dans la <i>Gazette de l'Ontario</i> et dans son bulletin.</p>	Publication
Deemed notice	<p>(8) Every person or company affected by a rule shall be deemed to have notice of it when it is published in the Commission's Bulletin.</p>	<p>(8) Chaque personne ou compagnie touchée par une règle est réputée avoir été avisée de celle-ci lors de sa publication dans le bulletin de la Commission.</p>	Avis réputé donné
Returned for consideration	<p>143.5 (1) If the Minister returns a rule to the Commission for further consideration, the Minister may specify what is to be considered, the conditions that apply and the process to be followed.</p>	<p>143.5 (1) Si le ministre retourne une règle à la Commission pour réexamen, il peut préciser les points qui doivent être examinés, les conditions qui s'appliquent et la procédure à suivre.</p>	Règle retournée pour réexamen
Same	<p>(2) Subject to any instruction that the Commission receives under subsection (1), the Commission shall consider any rule returned to it in the manner and following the process that it feels is appropriate.</p>	<p>(2) Sous réserve des instructions qu'elle reçoit en vertu du paragraphe (1), la Commission examine les règles qui lui sont retournées de la manière et selon la procédure qu'elle juge appropriées.</p>	Idem
Publication	<p>143.6 The Commission shall publish in its Bulletin notice of,</p> <p>(a) any action taken by the Minister under subsection 143.3 (3) in respect of</p>	<p>143.6 La Commission publie dans son bulletin un avis :</p> <p>a) d'une part, des mesures prises par le ministre en vertu du paragraphe</p>	Publication

every rule that the Commission has delivered to the Minister; and

- (b) any matters specified by the Minister under subsection 143.5 (1) to be considered.

Studies

143.7 (1) The Minister may in writing require the Commission,

- (a) to study and make recommendations in respect of any matter of a general nature under or affecting this Act, the regulations or the rules; and
- (b) to consider making a rule in respect of a matter specified by the Minister.

Publication

(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every requirement from the Minister made under subsection (1).

Notice

(3) The notice must include the following:

1. A statement of the substance of the requirement.
2. A reference to every unpublished study, report or other written materials provided to the Commission by the Minister other than materials that the Minister has asked the Commission to treat as confidential.

Policy

143.8 (1) In this Act, “policy” means a written statement of the Commission of,

- (a) principles, standards, criteria or factors that relate to a decision or exercise of a discretion by the Commission or the Director under this Act, the regulations or the rules;
- (b) the manner in which a provision of this Act, the regulations or the rules is interpreted or applied by the Commission or the Director;
- (c) the practices generally followed by the Commission or the Director in the performance of duties and responsibilities under this Act; and
- (d) something that is not of a legislative nature.

Publication

(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed adoption of a policy.

143.3 (3) à l’égard de toute règle que lui a remise la Commission;

- b) d’autre part, de toute question que le ministre précise d’examiner en vertu du paragraphe 143.5 (1).

143.7 (1) Le ministre peut exiger par écrit que la Commission :

- a) d’une part, étudie des questions de nature générale qui sont visées par la présente loi, les règlements ou les règles, ou qui ont une incidence sur ceux-ci, et fasse des recommandations à leur égard;
- b) d’autre part, examine la possibilité d’établir une règle sur une question qu’il précise.

Études

(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de toutes les exigences imposées par le ministre en vertu du paragraphe (1).

Publication

(3) L’avis doit comprendre les éléments suivants :

Avis

1. L’énoncé de la substance de l’exigence.
2. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites non publiés que le ministre a fournis à la Commission, à l’exclusion des pièces dont il a demandé à la Commission de protéger le caractère confidentiel.

143.8 (1) Dans la présente loi, «politique» s’entend d’une déclaration écrite de la Commission énonçant l’un ou l’autre des éléments suivants :

Politiques

- a) les principes, les normes, les critères ou les facteurs qui se rapportent à la prise d’une décision ou à l’exercice d’un pouvoir discrétionnaire par la Commission ou le directeur en vertu de la présente loi, des règlements ou des règles;
- b) la façon dont la Commission ou le directeur applique ou interprète une disposition de la présente loi, des règlements ou des règles;
- c) les pratiques que la Commission ou le directeur suit généralement dans l’exercice des fonctions et l’exécution des responsabilités que lui attribue la présente loi;
- d) une chose qui n’est pas de nature législative.

(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de ses projets de politique.

Publication

Notice	<p>(3) The notice must include the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The proposed policy. 2. A statement of the purpose of the proposed policy. 3. A summary of the proposed policy. 4. A reference to any significant unpublished study, report, decision or other written materials on which the Commission relies in proposing the policy. 5. A reference to any provision of this Act, a regulation or a rule to which the proposed policy relates. 	<p>(3) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de politique. 2. L'énoncé de l'objet du projet de politique. 3. Un résumé du projet de politique. 4. Un renvoi aux études, rapports, décisions ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la politique. 5. Un renvoi à toute disposition de la présente loi, d'un règlement ou d'une règle à laquelle se rapporte le projet de politique. 	Avis
Exception	<p>(4) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.</p>	<p>(4) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.</p>	Exception
Representations	<p>(5) Upon publication of the notice, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed policy within a period of at least 60 days after the publication.</p>	<p>(5) Lors de la publication de l'avis, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de politique, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 60 jours suivant la publication.</p>	Observations
Exceptions to notice requirement	<p>(6) Publication of a notice is not required if the proposed policy would make no material substantive change to an existing policy.</p>	<p>(6) La publication d'un avis n'est pas exigée si le projet de politique n'apporte aucun changement de fond important à une politique existante.</p>	Exceptions à l'obligation de publier un avis
Changes to proposal	<p>(7) If, following publication of the notice, the Commission proposes material changes to the proposed policy, the Commission shall publish in its Bulletin,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) the proposed policy with the changes incorporated; (b) a concise statement of the purpose for the changes; and (c) the reasons for the changes. 	<p>(7) Si, après publication de l'avis, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de politique, elle publie dans son bulletin les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le projet de politique auquel ont été intégrés les changements; b) un bref énoncé de l'objet des changements; c) les motifs des changements. 	Changements apportés au projet
Representations re changes	<p>(8) Upon publication of a notice of change, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the change within such period as the Commission considers appropriate.</p>	<p>(8) Lors de la publication de l'avis de changement, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le changement, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.</p>	Observations sur les changements
Publication in Bulletin	<p>(9) The Commission shall publish in its Bulletin every policy adopted by it as soon</p>	<p>(9) Aussitôt que possible après avoir adopté une politique, la Commission la pu-</p>	Publication dans le bulletin

after the policy is adopted as practicable together with the following:

1. The date the policy comes into effect.
2. A statement of the substance and purpose of the policy.
3. A summary of the written comments received during the comment periods.
4. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods and the reasons for any changes made to the proposed policy following its publication.

Inspection
of material

(10) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.

Restriction

(11) The Commission shall not adopt a policy that, by reason of its prohibitive or mandatory character, is of a legislative nature.

Interpreta-
tion

(12) In this section, "policy" includes a change to and a rescission of a policy.

Priorities

143.9 (1) The Commission shall, by June 30, 1995, and each year thereafter, within 90 days after the end of its financial year, deliver to the Minister and publish in its Bulletin a statement of the Chair of the Commission setting out the proposed priorities of the Commission in connection with the administration of this Act, the regulations and the rules, together with a summary of the reasons for the adoption of the priorities.

Same

(2) The Commission shall, at least 60 days before the publication date of the statement, publish a notice in its Bulletin inviting interested persons or companies to make written representations as to the matters that should be identified as priorities.

Memoran-
dum of un-
derstanding

143.10 (1) The Commission must first deliver to the Minister and then publish in the Commission's Bulletin every agreement, memorandum of understanding or arrangement between the Commission and,

- (a) another securities or financial regulatory authority;
- (b) any self-regulatory body or organization; or
- (c) any jurisdiction.

blie dans son bulletin avec les éléments suivants :

1. La date d'entrée en vigueur de la politique.
2. L'énoncé de la substance et de l'objet de la politique.
3. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin.
4. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires, ainsi que les motifs des changements qui ont été apportés au projet de politique après sa publication.

(10) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du présent article comme s'il s'agissait de pièces dont le dépôt est exigé.

(11) La Commission ne peut adopter de politique qui, en raison de son caractère prohibitif ou obligatoire, est de nature législative.

(12) Dans le présent article, «politique» s'entend en outre d'une modification apportée à une politique ou de son annulation.

143.9 (1) Au plus tard le 30 juin 1995, et chaque année par la suite, dans les 90 jours qui suivent la fin de son exercice, la Commission remet au ministre et publie dans son bulletin une déclaration du président de la Commission énonçant les priorités proposées par celle-ci pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, ainsi qu'un résumé des raisons pour les adopter.

(2) Au moins 60 jours avant la date de publication de la déclaration, la Commission publie dans son bulletin un avis invitant les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les questions qui devraient être reconnues comme des priorités.

143.10 (1) La Commission doit d'abord remettre au ministre puis publier dans son bulletin chaque accord, protocole d'entente ou arrangement qu'elle conclut :

- a) soit avec une autre autorité de réglementation des valeurs mobilières ou de réglementation financière;
- b) soit avec un organisme autonome ou un organisme d'autoréglementation;
- c) soit avec une autorité législative.

Examen des
pièces

Restriction

Interpréta-
tion

Priorités

Idem

Protocole
d'entente

Minister's option	(2) The Minister may approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement within 60 days after it is published in the Bulletin.	(2) Le ministre peut approuver ou rejeter l'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement dans les 60 jours qui suivent sa publication dans le bulletin.	Pouvoir du ministre
Coming into effect	(3) If the Minister approves the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the day it is approved.	(3) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre approuve entre en vigueur le jour de son approbation.	Entrée en vigueur
Same	(4) If the Minister does not approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the 60th day after its publication in the Bulletin.	(4) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre n'approuve ni ne rejette entre en vigueur le 60 ^e jour qui suit sa publication dans le bulletin.	Idem
Same	(5) If the Minister rejects the agreement, memorandum of understanding or arrangement before it comes into effect by the operation of subsection (4), it does not come into effect.	(5) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre rejette avant qu'il n'entre en vigueur par l'effet du paragraphe (4) n'entre pas en vigueur.	Idem
General orders prohibited	143.11 The Commission shall not make any orders or rulings of general application.	143.11 La Commission ne doit pas rendre d'ordonnance ni de décision d'application générale.	Ordonnances générales interdites
Review by committee	143.12 (1) Within five years after this section comes into force and within each five year period after that, the Minister shall appoint an advisory committee to review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and the legislative needs of the Commission.	143.12 (1) Au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent article et au cours de chaque période de cinq ans subséquente, le ministre constitue un comité consultatif qu'il charge d'examiner les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission et les besoins législatifs de celle-ci.	Examen par un comité
Same	(2) The committee shall review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and the legislative needs of the Commission and solicit the views of the public in respect of these matters by means of a notice and comment process.	(2) Le comité examine les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission ainsi que les besoins législatifs de celle-ci et sollicite les vues du public à ces égards au moyen d'une procédure relative aux avis et aux commentaires.	Idem
Report	(3) The committee shall prepare for the Minister a report of its review and its recommendations.	(3) Le comité dresse un rapport de son examen et de ses recommandations à l'intention du ministre.	Rapport
Same	(4) The Minister shall table the report in the Legislature.	(4) Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée législative.	Idem
Committee review	(5) Upon the report being tabled, a select or standing committee of the Legislative Assembly shall be appointed to review the report, hear the opinions of interested persons or companies and make recommendations to the Legislative Assembly regarding amendments to this Act.	(5) Dès le dépôt du rapport, un comité spécial ou permanent de l'Assemblée législative est constitué pour l'examiner, entendre les vues des personnes ou des compagnies intéressées et faire des recommandations à l'Assemblée législative à propos de modifications à apporter à la présente loi.	Examen par un comité
Confidential information	143.13 The Minister is entitled to keep confidential any information or documents received from the Commission that the Commission was entitled to keep confidential.	143.13 Le ministre a le droit de garder confidentiels tous renseignements ou documents qu'il reçoit de la Commission et que celle-ci avait le droit de garder confidentiels.	Renseignements confidentiels
	9. The Act is amended by adding the following Schedule:	9. La Loi est modifiée par adjonction de l'annexe suivante :	

SCHEDULE/ANNEXE

PART A/PARTIE A

<u>Blanket Ruling/Décision générale</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of Certain Reporting Issuers, 1980 O.S.C.B. 166	10/04/80
In The Matter of The Automatic Investment of Dividends or Distributions in Shares or Units of Mutual Funds (1983), 6 O.S.C.B. 1078	11/05/83
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1983), 6 O.S.C.B. 3508	19/10/83
In The Matter of Discount Brokerage and The Role of Financial Institutions (1984), 7 O.S.C.B. 458	10/01/84
In The Matter of Order Execution Access Dealers (1984), 7 O.S.C.B. 1520	10/02/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 1913	27/04/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 3247	24/07/84
In The Matter of Zero Coupon Strip Bonds (1984), 7 O.S.C.B. 4085	25/09/84
In The Matter of Eurosecurity Financings (1984), 7 O.S.C.B. 4897	22/11/84
In The Matter of Trades in Securities of a Private Company Under The Execution Act (1985), 8 O.S.C.B. 127	04/01/85
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1985), 8 O.S.C.B. 2915	12/07/85
In The Matter of The Mandatory Investment of Dividends or Distributions In Shares or Units of Mutual Funds (1985), 8 O.S.C.B. 4308	16/10/85
In The Matter of a Policy of The Toronto Stock Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 1455	02/03/87
In The Matter of a Policy of The Montreal Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 4938	18/08/87
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1987), 10 O.S.C.B. 5936	22/09/87
In The Matter of The Business Corporations Act, 1982, S.O. 1982, chapter 4, as amended and In The Matter of The Canadian Depository for Securities (1988), 11 O.S.C.B. 542	25/11/87
In The Matter of Trading in Recognized Options Cleared Through Recognized Clearing Organizations (1988), 11 O.S.C.B. 4895	01/12/88
In The Matter of The Secretaries Act R.S.O. 1980, chapter 466, as amended (1989), 12 O.S.C.B. 2735	07/07/89
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1990), 13 O.S.C.B. 3007	12/07/90
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1990), 13 O.S.C.B. 4793	22/10/90
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1991), 14 O.S.C.B. 881	27/02/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 2157	30/04/91
In The Matter of an Assignment to the Director Pursuant to Section 6 of The Securities Act (1991), 14 O.S.C.B. 3439	25/06/91
In The Matter of First Prospectuses Filed by National Policy Statement No. 36 Mutual Funds and In The Matter of Universal Money Market Fund (1991), 14 O.S.C.B. 3475	03/07/91
In The Matter of Mutual Fund Securities (1991), 14 O.S.C.B. 3763	24/07/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 4234	14/08/91
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1992), 15 O.S.C.B. 613	05/12/91
In The Matter of Certain Advisers (1992), 15 O.S.C.B. 1955	05/05/92
In The Matter of Certain Members of The Toronto Stock Exchange (1992), 15 O.S.C.B. 3354	14/07/92
In The Matter of The Limitations on a Registrant Underwriting Securities of a Related Issuer or Connected Issuer of The Registrant (1992), 15 O.S.C.B. 3645	30/07/92
In The Matter of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3428	30/06/93
In The Matter of Insider Bids, Issuer Bids and Take-Over Bids in Anticipation of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3429	30/06/93
In The Matter of Real Return Bond Strip Bonds (1994), 17 O.S.C.B. 2875	23/11/93

In The Matter of Dividend Reinvestment and Stock Dividend Plans (1993), 16 O.S.C.B. 5928	26/11/93
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1993), 16 O.S.C.B. 5913	01/12/93
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5914	01/12/93
Blanket Permission - International Offerings made by way of Private Placement in Ontario - Subsection 38(3) of The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5938	01/12/93
In The Matter of Regulation 1015, R.R.O. 1990, as amended and In The Matter of Certain International Offerings by Private Placement in Ontario (1993), 16 O.S.C.B. 5931	01/12/93
In The Matter of Networking Arrangements Governed by the Principles of Regulation (1993), 16 O.S.C.B. 6168	15/12/93
In The Matter of a Proposal of The Toronto Stock Exchange to Foster Capital Formation for Junior Resource and Industrial Enterprises (1994), 17 O.S.C.B. 347	10/01/94
In The Matter of Dividend Reinvestment Plans (1994), 17 O.S.C.B. 1178	02/03/94
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1994), 17 O.S.C.B. 1176	08/03/94
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1994), 17 O.S.C.B. 1187	08/03/94
In The Matter of Trades by Issuers In Connection With Securities Exchange Issuer Bids and In The Matter of Trades by Holders of Securities of a Company to Another Company In Connection With an Amalgamation, an Arrangement or a Specified Statutory Procedure (1994), 17 O.S.C.B. 1975	20/04/94
In The Matter of Trades by Issuers Upon Exercise of Certain Conversion or Exchange Rights and In The Matter of The First Trade In Securities Acquired Upon Exercise of Such Conversion or Exchange Rights (1994), 17 O.S.C.B. 2876	07/06/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Financial intermediary registration exemption)	08/11/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Corporate sponsored plans)	08/11/94
In The Matter of Trades by an Issuer in Securities of its own issue to Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans and a Controlling Shareholder in Securities of an Issuer to Employees, Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans	14/11/94
In The Matter of the First Trade in Securities Acquired Pursuant to Certain Exemptions, 26/4/94, 170SCB-1978 "Resale Ruling", amended 14/11/94	14/11/94
In The Matter of Trading in Securities of Labour Sponsored Investment Fund Corporations (Blanket Order/ordonnance générale)	10/11/94

PART B/PARTIE B

<u>Blanket Ruling and Related Policy Statements/Décision générale et politiques connexes</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of a Simplified Prospectus Qualification System for Mutual Funds (1984), 7 O.S.C.B. 5333 [including National Policy Statement No. 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 and National Policy Statement No. 39/y compris l'instruction générale canadienne n° 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 et l'instruction générale canadienne n° 39]	18/12/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1029 [including National Policy Statement No. 41 (1987), 10 O.S.C.B. 4708/y compris l'instruction générale canadienne n° 41 (1987), 10 O.S.C.B. 4708]	01/03/88
In The Matter of Rules for Shelf Prospectus Offerings and for Pricing Offerings after the Prospectus Is Receipted (1991), 14 O.S.C.B. 1824 [including National Policy Statement No. 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844/y compris l'instruction générale canadienne n° 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844]	02/05/91

In The Matter of Regulation 910, R.R.O. 1980, as amended and In The Matter of The Multijurisdictional Disclosure System (1991), 14 O.S.C.B. 2863 [including National Policy Statement No. 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889/y compris l'instruction générale canadienne n° 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889]	24/06/91
In The Matter of The Prompt Offering Qualification System (1993), 16 O.S.C.B. 731, 16 O.S.C.B. 732; 16 O.S.C.B. 949 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765]	17/02/93 & 25/02/93
In The Matter of National Policy Statement No. 47 and The Solicitation of Expressions of Interest (1993), 16 O.S.C.B. 2832 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765]	09/06/93
In The Matter of Certain Trades in Securities of Junior Resource Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1522 [including Ontario Policy No. 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563/y compris la politique de l'Ontario n° 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563]In The Matter of Certain Trades in Securities of Junior Resource Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1522 [including Ontario Policy No. 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563/y compris la politique de l'Ontario n° 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563]	30/03/88

Commence- ment	10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	10. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	11. The short title of this Act is the <i>Securities Amendment Act, 1994</i>.	11. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur les valeurs mobilières</i>.	Titre abrégé

120N
X13
-856



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 190

Projet de loi 190

**An Act to amend the
Securities Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les valeurs mobilières**

The Hon. F. Laughren

Minister of Finance

L'honorable F. Laughren

Ministre des Finances

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading November 16, 1994
2nd Reading November 23, 1994
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 16 novembre 1994
2^e lecture 23 novembre 1994
3^e lecture
Sanction royale

*(Reprinted as amended by the Finance and
Economic Affairs Committee and as reported to
the Legislative Assembly December 5, 1994)*

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité
des finances et des affaires économiques et
rapporté à l'Assemblée législative le 5 décembre 1994)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTES

The main purpose of the Bill is to authorize the Commission to make rules of a legislative nature that will be treated as subordinate legislation in the same manner as the regulations on the same subject matter made by the Lieutenant Governor in Council.

The rules, unlike the regulations, will not be subject to the *Regulations Act* and will not be filed with the Registrar of Regulations. They will, however, be published in the Commission's Bulletin and *The Ontario Gazette*.

If there is a conflict or inconsistency between a rule and a regulation, the regulation prevails. When a conflict is identified, the Commission may, with the approval of the Minister, revoke the conflicting regulation.

The rules must go through a notice and comment process before they can come into force. The Bill sets out the process. The process can be bypassed, with the approval of the Minister, if there is a particular urgency for making the rule or if the rule is an amending rule that does not have a substantive effect. A rule, that because of urgency, did not go through the notice and comment process expires, by operation of law, nine months after it comes into force.

All rules, before they come into force, must be sent to the Minister. The Minister may reject a rule or return it to the Commission for further consideration. In either case the rule does not come into force. A rule for which there is a particular urgency comes into force when it is published in the Commission's Bulletin.

The Bill lists a number of orders and rulings that the Commission has issued over the years that are of a general nature. These are considered to be of a legislative nature and are deemed to be rules without having to go through the notice and comment process or to be subject to the Minister's approval or rejection. These rules remain in force for two years from the coming into force of this Act.

Policies of the Commission are, also, subject to a notice and comment process before they are adopted by the Commission. This process is set out in the Bill.

The Bill authorizes the Minister to require the Commission to undertake studies or consider matters specified by the Minister.

The Commission is authorized to enter into agreements with other jurisdictions or self-regulatory bodies with the approval of the Minister.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi vise principalement à autoriser la Commission à établir des règles de nature législative qui seront considérées comme des mesures législatives subordonnées ainsi que le sont les règlements sur le même sujet pris par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Contrairement aux règlements, les règles ne seront pas assujetties à la *Loi sur les règlements* ni déposées auprès du registraire des règlements. Elles seront toutefois publiées dans le bulletin de la Commission et dans la *Gazette de l'Ontario*.

En cas d'incompatibilité entre une règle et un règlement, celui-ci l'emporte. Lorsqu'une incompatibilité est constatée, la Commission peut, avec l'approbation du ministre, abroger le règlement incompatible.

Les règles n'entrent en vigueur qu'après être passées par la procédure relative aux avis et aux commentaires, qui est énoncée dans le projet de loi. Lorsque l'établissement de la règle répond à une urgence particulière ou que la règle est une règle modificative qui n'a pas d'effet sur le fond, il est possible de contourner cette procédure avec l'approbation du ministre. Une règle qui, en raison de son caractère urgent, n'est pas passée par la procédure relative aux avis et aux commentaires devient caduque, par l'effet de la loi, neuf mois après son entrée en vigueur.

Avant leur entrée en vigueur, toutes les règles doivent être envoyées au ministre. Celui-ci peut rejeter une règle ou la retourner à la Commission pour réexamen. Dans l'un ou l'autre cas, la règle n'entre pas en vigueur. Une règle qui répond à une urgence particulière entre en vigueur dès sa publication dans le bulletin de la Commission.

Le projet de loi énumère un certain nombre d'ordonnances et de décisions de nature générale que la Commission a rendues au fil des ans. Elles sont considérées comme étant de nature législative et sont réputées constituer des règles sans devoir passer par la procédure relative aux avis et aux commentaires ni être soumises à l'approbation ou au rejet du ministre. Ces règles demeurent en vigueur pendant deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Avant que la Commission n'adopte ses politiques, celles-ci sont également assujetties à la procédure relative aux avis et aux commentaires, qui est énoncée dans le projet de loi.

Le projet de loi autorise le ministre à obliger la Commission à faire les études ou à examiner les questions qu'il précise.

La Commission peut conclure des accords avec des autorités législatives ou des organes d'autoréglementation, sous réserve de l'approbation du ministre.

An Act to amend the Securities Act

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The definition of “regulations” in subsection 1 (1) of the *Securities Act* is repealed and the following substituted:

“regulations” means the regulations made under this Act and, unless the context otherwise indicates, includes the rules. (“règlements”)

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following definition:

“rules” means,

- (a) the rules made under section 143, and
- (b) orders, rulings and policies listed in the Schedule. (“règles”)

(3) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following subsection:

(1.1) For the purposes of this Act, the regulations and the rules, any of “derivatives”, “future-oriented financial information”, “going private transaction”, “insider bid”, “non-redeemable investment fund”, “penny stocks”, “related party transactions”, and “reverse take-overs” may be defined in the regulations or the rules and if so defined shall have the defined meaning.

2. The Act is amended by adding the following sections:

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) La définition de «règlements» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. S’entend en outre des règles, sauf indication contraire. («regulations»)

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 350 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«règles» S’entend de ce qui suit :

- a) les règles établies en application de l’article 143,
- b) les ordonnances, les décisions et les politiques énumérées à l’annexe. («rules»)

(3) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 350 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Pour l’application de la présente loi, des règlements et des règles, l’une ou l’autre des expressions «actions cotées en cents», «fonds d’investissement à capital fixe», «informations financières prospectives», «offre d’initié», «opérations entre personnes apparentées», «prise de contrôle inversée», «produit dérivé» et «transformation en compagnie fermée» peut être définie dans les règlements ou les règles, auquel cas l’expression a le sens que lui donnent les définitions.

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Same

Idem

Purposes	<p>1.1 The purposes of this Act are,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) to provide protection to investors from unfair, improper or fraudulent practices; and (b) to foster fair and efficient capital markets and confidence in capital markets. 	<p>1.1 Les objets de la présente loi sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, irrégulières ou frauduleuses; b) favoriser des marchés financiers justes et efficaces et la confiance en ceux-ci. 	Objets
Principles to consider	<p>2.1 In pursuing the purposes of this Act, the Commission shall have regard to the following fundamental principles:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Balancing the importance to be given to each of the purposes of this Act may be required in specific cases. 2. The primary means for achieving the purposes of this Act are, <ul style="list-style-type: none"> i. requirements for timely, accurate and efficient disclosure of information, ii. restrictions on fraudulent and unfair market practices and procedures, and iii. requirements for the maintenance of high standards of fitness and business conduct to ensure honest and responsible conduct by market participants. 3. Effective and responsive securities regulation requires timely, open and efficient administration and enforcement of this Act by the Commission. 4. The Commission should, subject to an appropriate system of supervision, use the enforcement capability and regulatory expertise of recognized self-regulatory organizations. 5. The integration of capital markets is supported and promoted by the sound and responsible harmonization and co-ordination of securities regulation regimes. 6. Business and regulatory costs and other restrictions on the business and investment activities of market participants should be proportionate to the significance of the regulatory objectives sought to be realized. 	<p>2.1 Dans la réalisation des objets de la présente loi, la Commission tient compte des principes fondamentaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Il peut être nécessaire de peser l'importance à accorder à chacun des objets de la présente loi dans des cas particuliers. 2. Les moyens principaux de réaliser les objets de la présente loi sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. des exigences pour veiller à ce que les renseignements soient divulgués en temps utile et avec exactitude et efficience, ii. des restrictions à l'égard des pratiques et procédures frauduleuses et déloyales du marché, iii. des exigences pour veiller à ce que soient maintenues des normes d'aptitude et de conduite professionnelle élevées afin de faire en sorte que les participants au marché se comportent de façon honnête et responsable. 3. Une réglementation judicieuse et efficace du domaine des valeurs mobilières exige de la Commission qu'elle applique et exécute la présente loi de façon opportune, ouverte et efficiente. 4. Sous réserve d'un système de surveillance adéquat, la Commission devrait faire appel à la capacité des organismes d'autoréglementation reconnus en matière d'application de la loi et à leurs compétences en matière de réglementation. 5. L'harmonisation et la coordination saines et responsables des régimes de réglementation des valeurs mobilières favorisent l'intégration des marchés financiers. 6. Les restrictions imposées aux activités commerciales et aux investissements des participants au marché, notamment les frais d'entreprise et les frais réglementaires, devraient être fonction 	Principes à prendre en considération

3. (1) Subsection 37 (1) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the fourth line.

(2) Subsection 37 (2) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the third and fourth lines.

4. (1) Clause 80 (b) of the Act is amended by striking out “or class of reporting issuers” wherever it appears.

(2) The English version of subclause 80 (b) (ii) of the Act is amended by striking out “or their” in the fourth line.

5. Subsection 118 (3) of the Act is amended by striking out “or a class of portfolio managers” in the second and third lines and by striking out “or class of portfolio managers” in the ninth and tenth lines.

6. Subsection 121 (2) of the Act is amended by striking out “class of persons or companies or class of transactions” in the third and second last lines.

7. Section 122 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 373, is amended by adding the following subsection:

(1.1) Clauses 122 (1) (a) and (b) do not apply to a statement made or given to the Commission in a submission in respect of a proposed rule or policy.

8. Section 143 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 56 and 1994, chapter 11, section 379, is repealed and the following substituted:

143. (1) The Commission may make rules in respect of the following matters:

1. Prescribing requirements in respect of applications for registration and the renewal, amendment, expiration or surrender of registration and in respect

de l'importance des objectifs visés en matière de réglementation.

3. (1) Le paragraphe 37 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou d'une catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes.

(2) Le paragraphe 37 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou à la catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

4. (1) L'alinéa 80 b) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie d'émetteurs assujettis» aux deuxième et troisième lignes, par suppression de «ou la catégorie d'émetteurs assujettis» partout où figure cette expression et par les changements grammaticaux qui en découlent.

(2) La version anglaise du sous-alinéa 80 (b) (ii) de la Loi est modifiée par suppression de «or their» à la quatrième ligne.

5. Le paragraphe 118 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de portefeuillistes» aux première et deuxième lignes, par suppression de «ou la catégorie de portefeuillistes» aux huitième et neuvième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

6. Le paragraphe 121 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de personnes et de compagnies» aux cinquième et sixième lignes à partir de la fin et par suppression de «ou qui soustrait une catégorie de transactions à une partie ou à la totalité de ces exigences» aux trois dernières lignes.

7. L'article 122 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 373 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Les alinéas 122 (1) a) et b) ne s'appliquent pas à une déclaration faite ou remise à la Commission dans des observations qui sont présentées à l'égard d'un projet de règle ou de politique.

8. L'article 143 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 56 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 379 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

143. (1) La Commission peut, par règle :

1. Prescrire les conditions relatives aux demandes d'inscription, au renouvellement, à la modification et à l'expiration des inscriptions, à la renonciation à celles-ci et à leur suspension, à leur

Exemption

Dispense

Rules

Règles

of suspension, cancellation or reinstatement of registration.

2. Prescribing categories or subcategories of registrants, classifying registrants into categories or sub-categories and prescribing the conditions of registration or other requirements for registrants or any category or sub-category, including,

- i. standards of practice and business conduct of registrants in dealing with their customers and clients and prospective customers and clients,

- ii. requirements that are advisable for the prevention or regulation of conflicts of interest, and

- iii. requirements in respect of membership in a self-regulatory organization.

3. Extending any requirements prescribed under paragraph 2 to unregistered directors, partners, salespersons and officers of registrants.

4. Prescribing requirements in respect of the residence in Ontario or Canada of registrants.

5. Prescribing requirements in respect of notification by a registrant or other person or company in respect of a proposed change in beneficial ownership of, or control or direction over, securities of the registrant and authorizing the Commission to make an order that a proposed change may not be effected before a decision by the Commission as to whether it will exercise its powers under paragraph 1 of subsection 127 (1) as a result of the proposed change.

6. Prescribing requirements for persons and companies in respect of calling at or telephoning to residences for the purposes of trading in securities.

7. Prescribing requirements in respect of the disclosure or furnishing of information to the public or the Commission by registrants.

annulation ou à leur remise en vigueur.

2. Prescrire des catégories ou des sous-catégories de personnes ou de compagnies inscrites, classer les personnes ou les compagnies inscrites en catégories ou en sous-catégories et prescrire les conditions d'inscription ou les autres exigences applicables aux personnes ou compagnies inscrites ou aux catégories ou sous-catégories, notamment :

- i. les normes d'exercice et de conduite professionnelle que doivent suivre les personnes ou les compagnies inscrites dans leurs rapports avec leurs clients actuels et éventuels,

- ii. les exigences qui sont utiles à la prévention ou à la réglementation des conflits d'intérêts,

- iii. les exigences relatives à l'adhésion à un organisme d'auto-réglementation.

3. Étendre les exigences prescrites en application de la disposition 2 aux administrateurs, associés, représentants et dirigeants non inscrits des personnes ou des compagnies inscrites.

4. Prescrire les conditions de résidence en Ontario ou au Canada des personnes ou des compagnies inscrites.

5. Prescrire les exigences relatives à l'avis qu'une personne ou compagnie inscrite, ou une autre personne ou compagnie, doit donner dans le cas d'un projet de changement dans la propriété bénéficiaire de valeurs mobilières de la personne ou compagnie inscrite, ou dans le contrôle sur ces valeurs mobilières, et autoriser la Commission à rendre une ordonnance portant que le projet de changement ne peut être réalisé avant qu'elle n'ait décidé si, en raison du projet de changement, elle exercera les pouvoirs que lui confère la disposition 1 du paragraphe 127 (1).

6. Prescrire les exigences applicables aux personnes et aux compagnies pour ce qui est de faire des visites ou de téléphoner à une résidence dans le but d'effectuer des opérations sur valeurs mobilières.

7. Prescrire les exigences relatives à la divulgation ou à la communication de renseignements au public ou à la

- | | |
|---|--|
| <p>8. Providing for exemptions from the registration requirements under this Act or for the removal of exemptions from those requirements.</p> <p>9. Providing for exemptions from the requirements of sections 41 and 42 in respect of dealers.</p> <p>10. Prescribing requirements in respect of the books, records and other documents required by subsection 19 (1) to be kept by market participants, including the form in which and the period for which the books, records and other documents are to be kept.</p> <p>11. Regulating the listing or trading of publicly traded securities including requiring reporting of trades and quotations.</p> <p>12. Regulating recognized stock exchanges, recognized self-regulatory organizations and recognized clearing agencies, including prescribing requirements in respect of the review or approval by the Commission of any by-law, rule, regulation, policy, procedure, interpretation or practice.</p> <p>13. Regulating trading or advising in securities to prevent trading or advising that is fraudulent, manipulative, deceptive or unfairly detrimental to investors.</p> <p>14. Regulating trading or advising in penny stocks, including prescribing requirements in respect of additional disclosure and suitability for investment.</p> <p>15. Prescribing categories or subcategories of issuers for purposes of the prospectus requirements under this Act and classifying issuers into categories or subcategories.</p> <p>16. Varying the application of this Act to establish procedures for or requirements in respect of the preparation and filing of preliminary prospectuses and prospectuses and the issuing of receipts therefor that facilitate or ex-</p> | <p>Commission par les personnes ou les compagnies inscrites.</p> <p>8. Prévoir des dispenses relatives aux conditions d'inscription prévues par la présente loi, ou le retrait des dispenses relatives à ces conditions.</p> <p>9. Prévoir des dispenses relatives aux exigences prévues aux articles 41 et 42 à l'égard des courtiers.</p> <p>10. Prescrire les exigences relatives aux livres, dossiers et autres documents que les participants au marché doivent tenir aux termes du paragraphe 19 (1), notamment la forme sous laquelle ils doivent l'être et leur durée de conservation.</p> <p>11. Réglementer l'inscription à la cote de valeurs mobilières qui font l'objet d'opérations dans le public ou les opérations sur ces valeurs, notamment exiger la déclaration des opérations et des cours.</p> <p>12. Réglementer les Bourses reconnues, les organismes d'autoréglementation reconnus et les agences de compensation reconnues, notamment prescrire les exigences relatives à l'examen ou à l'approbation par la Commission de règlements administratifs, de règles, de règlements, de politiques, de procédures, d'interprétations ou de pratiques.</p> <p>13. Réglementer les opérations sur valeurs mobilières ou la fourniture de conseils sur les valeurs mobilières pour éviter que les opérations ou les conseils soient frauduleux, manipulateurs, mensongers ou injustement préjudiciables aux investisseurs.</p> <p>14. Réglementer les opérations sur actions cotées en cents ou la fourniture de conseils sur ces actions, notamment prescrire les obligations d'information supplémentaires et les exigences relatives à leur caractère adéquat comme investissement.</p> <p>15. Prescrire des catégories ou des sous-catégories d'émetteurs aux fins des exigences relatives aux prospectus prévues par la présente loi, et classer les émetteurs en catégories ou en sous-catégories.</p> <p>16. Modifier l'application de la présente loi afin d'établir, relativement à la préparation et au dépôt des prospectus provisoires et des prospectus ainsi qu'à la délivrance d'accusés de réception de ceux-ci, des procédures ou des</p> |
|---|--|

pedite the distribution of securities or the issuing of the receipts, including,

- i. requirements in respect of distribution of securities by means of a prospectus incorporating other documents by reference,
 - ii. requirements in respect of distribution of securities by means of a simplified or summary prospectus,
 - iii. requirements in respect of distribution of securities on a continuous or delayed basis,
 - iv. requirements in respect of pricing of distributions of securities after the issuance of a receipt for the prospectus filed in relation thereto, and
 - v. procedures for the issuing of receipts for prospectuses after expedited or selective review thereof.
17. Prescribing requirements for the escrow of securities in connection with distributions.
 18. Designating activities, including the use of documents or advertising, in which registrants or issuers are permitted to engage or are prohibited from engaging in connection with distributions.
 19. Prescribing which distributions and trading in relation to the distributions are distributions and trading outside Ontario.
 20. Providing for exemptions from the prospectus requirements under this Act and for the removal of exemptions from those requirements.
 21. Prescribing the circumstances in which the Director must refuse to issue a receipt for a prospectus and prohibiting the Director from issuing a receipt in those circumstances.
 22. Prescribing requirements in respect of the preparation and dissemination and other use, by reporting issuers, of documents providing for continuous disclosure that are in addition to the

exigences qui facilitent ou accélèrent le placement de valeurs mobilières ou la délivrance d'accusés de réception, notamment :

- i. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus incorporant d'autres documents par renvoi,
 - ii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus simplifié ou abrégé,
 - iii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières sur une base continue ou différée,
 - iv. des exigences relatives à l'établissement du prix des placements de valeurs mobilières après la délivrance d'un accusé de réception du prospectus déposé à leur égard,
 - v. des procédures relatives à la délivrance d'accusés de réception de prospectus après leur examen accéléré ou sélectif.
17. Prescrire les exigences relatives à l'entiercement de valeurs mobilières dans le cadre de placements.
 18. Désigner des activités, notamment l'utilisation de documents ou d'annonces publicitaires, que les personnes ou compagnies inscrites ou les émetteurs sont autorisés à exercer ou qu'il leur est interdit d'exercer dans le cadre de placements.
 19. Prescrire quels placements et quelles opérations rattachées aux placements constituent des placements et des opérations effectués à l'extérieur de l'Ontario.
 20. Prévoir des dispenses relatives aux exigences applicables aux prospectus qui sont prévues par la présente loi, et prévoir le retrait des dispenses relatives à ces exigences.
 21. Prescrire les circonstances dans lesquelles le directeur doit refuser d'accuser réception d'un prospectus, et lui interdire d'en accuser réception dans ces circonstances.
 22. Prescrire, relativement à la préparation, à la diffusion et à toute autre utilisation de documents par les émetteurs assujettis, des obligations d'information continue qui s'ajoutent aux obligations prévues par la présente loi,

requirements under this Act, including requirements in respect of,

- i. an annual report,
- ii. an annual information form, and
- iii. supplemental analysis of financial statements.

23. Exempting reporting issuers from any requirement of Part XVIII (Continuous Disclosure),

- i. if the requirement conflicts with a requirement of the laws of the jurisdiction under which the reporting issuers are incorporated, organized or continued,

- ii. if the reporting issuers ordinarily distribute financial information to holders of their securities in a form, or at times, different from those required by Part XVIII, or

- iii. under circumstances that the Commission considers justify the exemption.

24. Requiring issuers or other persons and companies to comply, in whole or in part, with Part XVIII (Continuous Disclosure), or rules made under paragraph 22.

25. Prescribing requirements in respect of financial accounting, reporting and auditing for purposes of this Act, the regulations and the rules, including,

- i. defining accounting principles and auditing standards acceptable to the Commission,
- ii. financial reporting requirements for the preparation and dissemination of future-oriented financial information and *pro forma* financial statements,
- iii. standards of independence and other qualifications for auditors,
- iv. requirements respecting a change in auditors by a reporting issuer or a registrant, and
- v. requirements respecting a change in the financial year of an issuer

notamment à l'égard des documents suivants :

- i. les rapports annuels,
- ii. les notices annuelles,
- iii. les analyses supplémentaires des états financiers.

23. Dispenser les émetteurs assujettis d'une exigence prévue à la partie XVIII (Information continue) :

- i. soit si l'exigence est incompatible avec une exigence des lois émanant de l'autorité législative du ressort où les émetteurs assujettis sont constitués en personne morale, organisés ou maintenus,

- ii. soit si les émetteurs assujettis communiquent habituellement des renseignements de nature financière aux détenteurs de leurs valeurs mobilières d'une façon ou à des époques différentes de celles exigées par la partie XVIII,

- iii. soit dans des circonstances où la Commission estime qu'il est justifié d'accorder la dispense.

24. Obliger les émetteurs ou d'autres personnes et compagnies à se conformer, en totalité ou en partie, à la partie XVIII (Information continue) ou aux règles établies en application de la disposition 22.

25. Prescrire les exigences relatives à la comptabilité générale, à l'information financière et à la vérification des états financiers pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, et notamment :

- i. définir les principes comptables et les normes de vérification que la Commission juge acceptables,
- ii. prescrire les exigences relatives à l'information financière qui sont applicables à la préparation et à la diffusion des informations financières prospectives et des états financiers *pro forma*,
- iii. prescrire les normes d'indépendance et les autres qualités requises des vérificateurs,
- iv. prescrire les exigences relatives aux changements de vérificateurs par un émetteur assujetti ou une personne ou compagnie inscrite,
- v. prescrire les exigences relatives aux changements dans l'exercice

or in an issuer's status as a reporting issuer under this Act.

26. Prescribing requirements for the validity and solicitation of proxies.

27. Providing for the application of Part XVIII (Continuous Disclosure) and Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation) in respect of registered holders or beneficial owners of voting securities or equity securities of reporting issuers or other persons or companies on behalf of whom the securities are held, including requirements for reporting issuers, recognized clearing agencies, registered holders, registrants and other persons or companies who hold securities on behalf of persons or companies but who are not the registered holders.

28. Regulating take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, including,

- i. providing for exemptions, in addition to those set out in subsections 93 (1) and (3), or removing any exemption set out in those subsections,
- ii. providing for exemptions from section 94 or removing any exemption set out in that section,
- iii. varying the requirements set out in section 95,
- iv. providing exemptions from section 101,
- v. prescribing requirements in respect of issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, for disclosure, valuations, review by independent committees of boards of directors and approval by minority security holders, and

d'un émetteur ou dans la qualité d'un émetteur à titre d'émetteur assujetti aux termes de la présente loi.

26. Prescrire les exigences relatives à la validité et à la sollicitation de procurations.

27. Prévoir l'application de la partie XVIII (Information continue) et de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations) à l'égard des détenteurs inscrits ou des propriétaires bénéficiaires de valeurs mobilières avec droit de vote ou de valeurs mobilières participantes d'émetteurs assujettis ou à l'égard des autres personnes ou compagnies pour le compte desquelles les valeurs mobilières sont détenues, notamment les exigences applicables aux émetteurs assujettis, aux agences de compensation reconnues, aux détenteurs inscrits, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies qui détiennent des valeurs mobilières pour le compte de personnes ou de compagnies mais qui n'en sont pas les détenteurs inscrits.

28. Réglementer les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compagnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, et notamment :

- i. prévoir des dispenses, en plus de celles qui sont prévues aux paragraphes 93 (1) et (3), ou retirer des dispenses prévues à ces paragraphes,
- ii. prévoir des dispenses de l'application de l'article 94 ou retirer des dispenses prévues à cet article,
- iii. modifier les exigences prévues à l'article 95,
- iv. prévoir des dispenses de l'application de l'article 101,
- v. prescrire les exigences relatives aux offres de l'émetteur, aux offres d'initié, aux transformations en compagnie fermée et aux opérations entre personnes apparentées en matière d'information, d'évaluation, d'examen par des comités indépendants des conseils d'administration et d'approbation par les détenteurs de valeurs mobilières minoritaires,

- vi. prescribing requirements respecting defensive tactics in connection with take-over bids.
29. Providing for exemptions from any requirement of section 76 or from liability under section 134 and prescribing standards or criteria for determining when a material fact or material change has been generally disclosed.
30. Providing for exemptions from any requirement of Part XXI (Insider Trading and Self-Dealing).
31. Regulating mutual funds or non-redeemable investment funds and the distribution and trading of the securities of the funds, including,
- i. varying the application of Part XV (Prospectuses—Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure) by prescribing additional disclosure requirements in respect of the funds and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with the funds,
 - ii. prescribing permitted investment policy and investment practices for the funds and prohibiting or restricting certain investments or investment practices for the funds,
 - iii. prescribing requirements governing the custodianship of assets of the funds,
 - iv. prescribing minimum initial capital requirements for any of the funds making a distribution and prohibiting or restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of a fund,
 - v. prescribing matters affecting any of the funds that require the approval of security holders of the fund, the Commission or the Director, including, in the case of security holders, the level of approval,
- vi. prescrire les exigences relatives aux mesures défensives dans le cadre des offres d'achat visant à la mainmise.
29. Prévoir des dispenses de l'application des dispositions de l'article 76 ou de la responsabilité visée à l'article 134, et prescrire les normes ou les critères servant à déterminer si un fait important ou un changement important a été divulgué au public.
30. Prévoir des dispenses relatives aux exigences de la partie XXI (Opérations d'initié et transactions internes).
31. Réglementer les fonds mutuels ou les fonds d'investissement à capital fixe, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, et notamment :
- i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus - placement) ou de la partie XVIII (Information continue) en prescrivant des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds et en exigeant ou en permettant l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
 - ii. prescrire la politique et les pratiques en matière d'investissement qui sont autorisées dans le cas des fonds, et interdire ou restreindre certains investissements ou certaines pratiques en matière d'investissement,
 - iii. prescrire les exigences régissant la garde des éléments d'actif des fonds,
 - iv. prescrire le montant minimal de capital initial que doivent avoir les fonds qui effectuent un placement, et interdire ou restreindre le remboursement des frais reliés à l'organisation d'un fonds,
 - v. prescrire les questions concernant un fonds qui exigent l'approbation des détenteurs de valeurs mobilières du fonds, de la Commission ou du directeur, notamment, dans le cas des détenteurs de valeurs mobilières, le niveau d'approbation nécessaire,

- vi. prescribing requirements in respect of the calculation of the net asset value of mutual funds,
 - vii. prescribing requirements in respect of the content and use of sales literature, sales communications or advertising relating to the funds or the securities of funds,
 - viii. designating mutual funds as private mutual funds and prescribing requirements for private mutual funds,
 - ix. respecting sales charges imposed by a distribution company or contractual plan service company under a contractual plan on purchasers of shares or units of a mutual fund, and commissions or sales incentives to be paid to registrants in connection with the securities of a mutual fund,
 - x. prescribing the circumstances in which a planholder under a contractual plan has the right to withdraw from the contractual plan, and
 - xi. prescribing procedures applicable to mutual funds, registrants and any other person or company in respect of sales and redemptions of mutual fund securities and payments for sales and redemptions;
32. Respecting fees payable by an issuer to an adviser as consideration for investment advice, alone or together with administrative or management services provided to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
33. Prescribing requirements relating to the qualification of a registrant to act as an adviser to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
34. Regulating commodity pools, including,
- i. varying the application of Part XV (Prospectuses—Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure)
- vi. prescrire les exigences relatives au calcul de la valeur liquidative des fonds mutuels,
 - vii. prescrire les exigences relatives au contenu et à l'utilisation de documentation commerciale, de communications commerciales ou d'annonces publicitaires concernant les fonds ou leurs valeurs mobilières,
 - viii. désigner des fonds mutuels comme fonds mutuels fermés et prescrire les exigences applicables à ceux-ci,
 - ix. traiter des frais de vente imposés par une compagnie de placement ou une compagnie de service de plans à versements périodiques en vertu d'un plan à versements périodiques aux acheteurs des actions ou des parts d'un fonds mutuel, ainsi que des commissions ou des primes de vente à payer aux personnes ou compagnies inscrites relativement aux valeurs mobilières d'un fonds mutuel,
 - x. prescrire les circonstances dans lesquelles le souscripteur d'un plan à versements périodiques a le droit de s'en retirer,
 - xi. prescrire les procédures applicables aux fonds mutuels, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies relativement aux ventes et aux rachats des valeurs mobilières des fonds mutuels et aux paiements pour les ventes et les rachats.
32. Traiter des honoraires payables par un émetteur à un conseiller en contrepartie de conseils en matière d'investissement et des services administratifs ou de gestion qui peuvent s'y ajouter, fournis à un fonds mutuel ou à un fonds d'investissement à capital fixe.
33. Prescrire les exigences relatives aux qualités requises d'une personne ou compagnie inscrite pour qu'elle puisse agir à titre de conseiller d'un fonds mutuel ou d'un fonds d'investissement à capital fixe.
34. Réglementer les fonds du marché à terme, et notamment :
- i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus - placement) ou de la partie XVIII (Informa-

- to prescribe additional disclosure requirements in respect of commodity pools and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with commodity pools,
- ii. prescribing requirements in respect of, or in relation to, promoters, advisers, persons and companies who administer or participate in the administration of the affairs of commodity pools,
 - iii. prescribing standards in relation to the suitability of investors in commodity pools,
 - iv. prohibiting or restricting the payment of fees, commissions or compensation by commodity pools or holders of securities of commodity pools and restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of commodity pools,
 - v. prescribing requirements with respect to the voting rights of security holders, and
 - vi. prescribing requirements in respect of the redemption of securities of a commodity pool.
35. Regulating or varying this Act in respect of derivatives, including,
- i. providing exemptions from any requirement of this Act,
 - ii. prescribing disclosure requirements and requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents or other documents, and
 - iii. prescribing requirements that apply to mutual funds, non-redeemable investment funds, commodity pools or other issuers.
36. Varying the application of this Act to foreign issuers to facilitate distributions, compliance with requirements applicable or relating to reporting issuers and the making of take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions where the foreign issuers
- tion continue) afin de prescrire des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds du marché à terme, et exiger ou permettre l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
- ii. prescrire les exigences relatives aux promoteurs, aux conseillers, aux personnes et aux compagnies qui administrent les affaires des fonds du marché à terme ou qui prennent part à leur administration,
 - iii. prescrire les normes servant à établir si les fonds du marché à terme conviennent aux investisseurs,
 - iv. interdire ou restreindre le paiement d'honoraires, de commissions ou de rémunération par les fonds du marché à terme ou les détenteurs de valeurs mobilières de tels fonds, et restreindre le remboursement des frais liés à l'organisation de ces fonds,
 - v. prescrire les exigences relatives aux droits de vote des détenteurs de valeurs mobilières,
 - vi. prescrire les exigences relatives au rachat des valeurs mobilières d'un fonds du marché à terme.
35. Réglementer les produits dérivés ou modifier l'application de la présente loi à leur égard, et notamment :
- i. prévoir des dispenses des exigences de la présente loi,
 - ii. prescrire des obligations d'information et exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou d'autres documents,
 - iii. prescrire les exigences qui s'appliquent aux fonds mutuels, aux fonds d'investissement à capital fixe, aux fonds du marché à terme ou aux autres émetteurs.
36. Modifier l'application de la présente loi dans le cas des émetteurs étrangers en vue de faciliter les placements, le respect des exigences applicables ou relatives aux émetteurs assujettis et les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compa-

are subject to requirements of the laws of other jurisdictions that the Commission considers are adequate in light of the purposes and principles of this Act.

37. Regulating labour sponsored investment fund corporations registered under Part III (Labour Sponsored Investment Fund Corporations) of the *Labour Sponsored Venture Capital Corporations Act, 1992*, and the distribution and trading of the securities of the corporations and varying the application of this Act in respect of the corporations and,

- i. prescribing proficiency requirements that apply in respect of registrants trading in securities of the corporations,
- ii. requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents for or in respect of the securities of the corporations,
- iii. prescribing disclosure requirements for or in respect of the securities of the corporations,
- iv. exempting the corporations from specified requirements or restrictions that ordinarily apply to or in respect of mutual funds, and
- v. prescribing insider reporting requirements for or in respect of the corporations.

38. Prescribing requirements in respect of reverse take-overs including requirements for disclosure that are substantially equivalent to that provided by a prospectus.

39. Requiring or respecting the media, format, preparation, form, content, execution, certification, dissemination and other use, filing and review of all documents required under or governed by this Act, the regulations or the rules and all documents determined by the regulations or the rules to be ancillary to the documents, including,

gnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, lorsque les émetteurs étrangers sont soumis aux exigences des lois d'autres autorités législatives que la Commission estime adéquates compte tenu des objets et des principes de la présente loi.

37. Réglementer les fonds d'investissement des travailleurs inscrits aux termes de la partie III (Fonds d'investissement des travailleurs) de la *Loi de 1992 sur les corporations à capital de risque de travailleurs*, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, modifier l'application de la présente loi à l'égard de ces fonds et :

- i. prescrire les normes de compétence qui s'appliquent aux personnes ou compagnies inscrites qui effectuent des opérations sur les valeurs mobilières de ces fonds,
- ii. exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,
- iii. prescrire des obligations d'information pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,
- iv. dispenser ces fonds d'exigences ou de restrictions précises qui s'appliquent ordinairement aux fonds mutuels ou à l'égard de ceux-ci,
- v. prescrire les exigences concernant les déclarations d'initiés pour ces fonds ou à l'égard de ceux-ci.

38. Prescrire les exigences relatives aux prises de contrôle inversées, notamment des obligations d'information qui sont sensiblement équivalentes à celles que doivent respecter les prospectus.

39. Exiger ou prévoir le support, le format, la préparation, la forme, le contenu, l'exécution, la certification, la diffusion et autres utilisations, le dépôt et l'examen de tous les documents qu'exigent ou que régissent la présente loi, les règlements ou les règles, ainsi que de tous les documents qui sont, selon les règlements ou les règles, accessoires à ces documents, notamment :

- i. applications for registration and other purposes,
 - ii. preliminary prospectuses and prospectuses,
 - iii. interim financial statements and financial statements,
 - iv. proxies and information circulars, and
 - v. take-over bid circulars, issuer bid circulars and directors' circulars.
40. Respecting the designation or recognition of any person, company or jurisdiction if advisable for purposes of this Act, including,
- i. recognizing stock exchanges, self-regulatory organizations and clearing agencies,
 - ii. designating, for purposes of subsection 88 (1), the jurisdictions whose requirements are substantially similar to the requirements of Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation), and
 - iii. designating a person or company for the purpose of the definition of "market participant".
41. Respecting the conduct of the Commission and its employees in relation to duties and responsibilities and discretionary powers under this Act, including,
- i. the conduct of investigations and examinations carried out under Part VI (Investigations and Examinations), and
 - ii. the conduct of hearings.
42. Establishing conditions for any exemption that the Commission is authorized to give by subsection 46 (4) or 190 (6) or section 113 of the *Business Corporations Act* and, despite those provisions, dispensing with applications for exemption when the conditions are met.
43. Prescribing the fees payable to the Commission, including those for filing, for applications for registration or exemptions, for trades in securities, in respect of audits made by the Commission, and in connection with the
- i. les demandes d'inscription et autres,
 - ii. les prospectus provisoires et les prospectus,
 - iii. les états financiers périodiques et les états financiers,
 - iv. les procurations et les circulaires d'information,
 - v. les circulaires d'offre d'achat visant à la mainmise, les circulaires d'offre de l'émetteur et les circulaires de la direction.
40. Traiter de la désignation ou de la reconnaissance de toute personne, compagnie ou autorité législative, lorsque cela est indiqué pour l'application de la présente loi, et notamment :
- i. reconnaître les Bourses, les organismes d'autoréglementation et les agences de compensation,
 - ii. désigner, pour l'application du paragraphe 88 (1), les autorités législatives dont les exigences sont sensiblement semblables à celles de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations),
 - iii. désigner une personne ou une compagnie pour l'application de la définition de «participant au marché».
41. Traiter de la conduite de la Commission et de ses employés quant aux fonctions, aux responsabilités et aux pouvoirs discrétionnaires prévus par la présente loi, notamment :
- i. la tenue des enquêtes et des examens effectués aux termes de la partie VI (Enquêtes et examens),
 - ii. le déroulement des audiences.
42. Établir les conditions applicables aux dispenses que la Commission est autorisée à accorder en vertu du paragraphe 46 (4) ou 190 (6) ou de l'article 113 de la *Loi sur les sociétés par actions* et, malgré ces dispositions, exempter de la présentation de demandes de dispense lorsque les conditions sont remplies.
43. Prescrire les droits payables à la Commission, notamment les droits de dépôt, les droits à verser avec une demande d'inscription ou de dispense, les droits d'opérations sur valeurs mobilières, les droits relatifs aux vérifica-

administration of Ontario securities law.

44. Varying the application of this Act to permit or require the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of,

i. documents or information required under or governed by this Act, the regulations or rules, and

ii. documents determined by the regulations or rules to be ancillary to documents required under or governed by this Act, the regulations or rules.

45. Establishing requirements for and procedures in respect of the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of documents or information.

46. Prescribing the circumstances in which persons or companies shall be deemed to have signed or certified documents on an electronic or computer-based system for any purpose of this Act.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of,

(a) any matter in respect of which the Commission may make rules, with necessary modifications; and

(b) any matter advisable for carrying out the purposes of this Act.

Revoking regulations

(3) Subject to the approval of the Minister, the Commission may make a regulation that revokes any provision of a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act that has been identified by the Commission for the purposes of the notice and comment process as conflicting with a rule made by the Commission.

Effective date

(4) A regulation made under subsection (3) cannot come into force or have effect before the conflicting rule comes into force.

Retroactive

(5) Subject to subsection (4), a regulation made under subsection (3), if it so provides, is effective with reference to a period before it was filed.

Incorporation by reference

(6) A regulation or rule authorized by this section may incorporate by reference, in whole or in part, any standard, procedure or guideline and may require compliance with

tions effectuées par la Commission et les droits relatifs à l'application du droit ontarien des valeurs mobilières.

44. Modifier l'application de la présente loi pour permettre ou exiger l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise :

i. des documents ou renseignements exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles,

ii. des documents qui, selon les règlements ou les règles, sont accessoires aux documents exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles.

45. Fixer les exigences relatives à l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise des documents ou des renseignements, ainsi que la procédure à suivre à cet égard.

46. Prescrire les circonstances dans lesquelles des personnes ou des compagnies sont réputées, pour l'application de la présente loi, avoir signé ou certifié conformes des documents qui se trouvent dans un système électronique ou informatisé.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) traiter des questions à l'égard desquelles la Commission peut établir des règles, avec les adaptations nécessaires;

b) traiter des questions utiles à la réalisation des objets de la présente loi.

Règlements

(3) Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut, par règlement, abroger une disposition d'un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi si, aux fins de la procédure relative aux avis et aux commentaires, la Commission a déterminé que cette disposition est incompatible avec une règle qu'elle a établie.

Abrogation de règlements

(4) Le règlement pris en application du paragraphe (3) ne peut entrer en vigueur ni prendre effet avant la règle incompatible.

Entrée en vigueur

(5) Sous réserve du paragraphe (4), le règlement pris en application du paragraphe (3) qui comporte une disposition en ce sens a un effet rétroactif.

Effet rétroactif

(6) Les règlements ou les règles qui sont permis par le présent article peuvent incorporer par renvoi, en totalité ou en partie, toute norme, procédure ou ligne directrice et exi-

Incorporation par renvoi

any standard, procedure or guideline adopted.

Classes (7) Regulations or rules in respect of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades, or other matters or things, may be made in respect of any class or category of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades or other matters or things.

Scope (8) A regulation or a rule may be general or particular in its application, may be limited as to time or place or both and may exclude any place from the application of the regulation or rule.

Exemptions (9) A regulation or rule may authorize the Commission or the Director to grant an exemption to it.

Same (10) An exemption or a removal of an exemption,

(a) may be granted or made in whole or in part; and

(b) may be granted or made subject to conditions or restrictions.

Regulations Act does not apply (11) The *Regulations Act* does not apply to the rules.

Same (12) A regulation made under subsection (3) is subject to the *Regulations Act*.

L.G. in C. prevails (13) If there is a conflict or an inconsistency between a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act and a rule, the regulation prevails but in all other respects a rule has the same force and effect as a regulation.



Deemed rules **143.1** (1) Every order and ruling of the Commission and every policy relating to an order or ruling that is listed in the Schedule shall be deemed to be a rule validly made under this Act and to have come into force on the day this section comes into force.

Amended orders or rulings (1.1) For the purposes of subsection (1), a reference to an order, ruling or policy, whether or not it is referred to in the Schedule as amended, is a reference to the order, ruling or policy as it existed on November 16, 1994.

Revocation (2) Every rule that became a rule by virtue of subsection (1) is revoked on the second anniversary of the day on which this section comes into force.

ger le respect de toute norme, procédure ou ligne directrice ainsi adoptée.

(7) Les règlements qui sont pris ou les règles qui sont établies au sujet des personnes ou des compagnies inscrites, des émetteurs, des autres personnes ou compagnies, des valeurs mobilières, des opérations ou d'autres questions ou choses peuvent porter sur une catégorie de ceux-ci.

(8) Les règlements ou les règles peuvent avoir une portée générale ou particulière, avoir une portée restreinte quant au temps et au lieu ou à l'un d'eux et exclure un lieu quelconque de leur champ d'application.

(9) Les règlements ou les règles peuvent autoriser la Commission ou le directeur à accorder une dispense de leur application.

(10) Une dispense ou le retrait d'une dispense peut :

a) être total ou partiel;

b) être assujetti à des conditions ou à des restrictions.

(11) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux règles.

(12) Les règlements pris en application du paragraphe (3) sont assujettis à la *Loi sur les règlements*.

(13) En cas d'incompatibilité entre un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi et une règle, le règlement l'emporte. Toutefois, une règle a la même valeur et le même effet qu'un règlement à tous autres égards.



143.1 (1) Les ordonnances et les décisions de la Commission, ainsi que les politiques se rapportant à une ordonnance ou à une décision, qui sont énumérées à l'annexe sont réputées constituer des règles établies valablement en application de la présente loi et être entrées en vigueur le même jour que le présent article.

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), la mention d'une ordonnance, d'une décision ou d'une politique, que l'annexe la mentionne ou non comme étant modifiée, constitue la mention de l'ordonnance, de la décision ou de la politique telle qu'elle existait le 16 novembre 1994.

(2) Les règles qui deviennent des règles par l'effet du paragraphe (1) sont abrogées deux ans après l'entrée en vigueur du présent article.

Catégories

Champ d'application

Dispense

Idem

Non-application de la *Loi sur les règlements*

Idem

Prépondérance des règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil

Ordonnances et décisions réputées des règles

Ordonnances ou décisions modifiées

Abrogation

Publication	143.2 (1) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every rule that it proposes to make under section 143.	143.2 (1) La Commission publie dans son bulletin un avis des règles qu'elle se propose d'établir en application de l'article 143.	Publication
Notice	<p>(2) The notice must include the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The proposed rule. 2. A statement of the substance and purpose of the proposed rule. 3. A summary of the proposed rule. 4. A reference to the authority under which the rule is proposed. 5. A discussion of all alternatives to the proposed rule that were considered by the Commission and the reasons for not proposing the adoption of the alternatives considered. 6. A reference to any significant unpublished study, report or other written materials on which the Commission relies in proposing the rule. 7. A description of the anticipated costs and benefits of the proposed rule. 8. A reference to every regulation or provision in a regulation to be revoked because it conflicts with the proposed rule. 	<p>(2) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de règle. 2. L'énoncé de la substance et de l'objet du projet de règle. 3. Un résumé du projet de règle. 4. Un renvoi à la disposition habilitante en vertu de laquelle la règle est proposée. 5. L'exposé de toutes les solutions de rechange au projet de règle que la Commission a examinées et les raisons pour ne pas en avoir proposé l'adoption. 6. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la règle. 7. La description des coûts et avantages prévus du projet de règle. 8. Un renvoi à chaque règlement ou disposition de règlement qui sera abrogé pour cause d'incompatibilité avec le projet de règle. 	Avis
Exception	(3) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.	(3) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.	Exception
Representations	(4) Upon publication of a notice under subsection (1), the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed rule within a period of at least 90 days after the publication.	(4) Lors de la publication de l'avis visé au paragraphe (1), la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de règle, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 90 jours suivant la publication.	Observations
Exceptions to notice requirement	<p>(5) Publication of a notice is not required if,</p> <p>(a) all persons and companies who would be subject to the proposed rule are named, the information set out in subsection (2) is sent to each of them and they and any other person or company whose interests are likely to be substantially affected by the proposed rule are given an opportunity to make</p>	<p>(5) La publication d'un avis n'est pas exigée dans les cas suivants :</p> <p>a) toutes les personnes et compagnies qui seraient assujetties au projet de règle sont nommées, les renseignements énoncés au paragraphe (2) sont envoyés à chacune d'elles et celles-ci, ainsi que toute autre personne ou compagnie dont les intérêts seront vraisemblablement touchés considérablement par le projet de règle, ont l'occa-</p>	Exceptions à l'obligation de publier un avis

written representations with respect to it;

- (b) the proposed rule grants an exemption or removes a restriction and is not likely to have a substantial effect on the interests of persons or companies other than those who benefit under it;
- (c) what is proposed is only an amendment that does not materially change an existing rule;
- (d) the Commission,
 - (i) believes that there is an urgent need for the proposed rule and that, without it, there is a substantial risk of material harm to investors or to the integrity of the capital markets, and
 - (ii) has the approval of the Minister to make the rule without publication of notice; or
- (e) the proposed rule remakes an order, ruling or policy that was deemed to be a rule by the operation of section 143.1 without materially changing the effect or intent of the rule.

Publication

(6) When a rule to which clause (5) (d) applies comes into force, the Commission shall publish in its Bulletin a statement setting out the substance and purpose of the rule and the nature of the urgency and the risk.

Changes to proposal

(7) If, following publication of the notice and consideration of the submissions, the Commission proposes material changes to the proposed rule, the Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed changes.

Notice

(8) The notice must include the following:

1. The proposed rule with the changes incorporated.
2. A concise statement of the purpose of the changes.
3. The reasons for the changes.

Representations re changes

(9) Upon publication of a notice of changes, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the changes within such period as the Commission considers appropriate.

Making rule

(10) In cases where a notice and comment process is required, the Commission may make the rule only at the end of the notice

sion de présenter des observations écrites;

- b) le projet de règle accorde une dispense ou supprime une restriction et n'aura vraisemblablement pas un effet considérable sur les intérêts de personnes ou de compagnies autres que celles qui en retirent un avantage;
- c) le projet ne fait qu'apporter une modification qui ne change pas de façon importante une règle existante;
- d) la Commission :
 - (i) d'une part, croit que le projet de règle répond à un besoin urgent et que, sans celle-ci, les investisseurs ou l'intégrité des marchés financiers risqueraient fortement de subir un préjudice important,
 - (ii) d'autre part, a reçu l'approbation du ministre pour établir la règle sans publier d'avis;
- e) le projet de règle reprend une ordonnance, une décision ou une politique qui était réputée une règle par l'effet de l'article 143.1 sans changer de façon importante ni l'effet ni l'objet de la règle.

Publication

(6) Lors de l'entrée en vigueur d'une règle à laquelle s'applique l'alinéa (5) d), la Commission publie dans son bulletin une déclaration exposant la substance et l'objet de la règle ainsi que la nature de l'urgence et du risque.

Changements apportés au projet

(7) Si, après publication de l'avis et examen des observations, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de règle, elle publie dans son bulletin un avis des changements proposés.

Avis

(8) L'avis doit comprendre les éléments suivants :

1. Le projet de règle auquel ont été intégrés les changements.
2. Un bref énoncé de l'objet des changements.
3. Les motifs des changements.

Observations sur les changements

(9) Lors de la publication de l'avis de changements, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les changements, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.

Établissement de la règle

(10) Dans les cas où la procédure relative aux avis et aux commentaires est exigée, la Commission peut uniquement établir la règle

and comment process and after considering all representations made as a result of that process.

Inspection
of material

(11) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.

Interpreta-
tion

(12) In this section and in section 143.3, “rule” includes an amendment to and a revocation of a rule.

Delivery of
rules to
Minister

143.3 (1) The Commission must deliver to the Minister a copy of every rule made by it together with the following:

1. A copy of the notices published under section 143.2, unless publication of notice was not required, and copies of all documents referred to in the notices.
2. A summary of the representations made and other documents submitted in respect of the rule as proposed.
3. All other material information that was considered by the Commission in connection with the making of the rule.

Publication

(2) The Commission shall publish in its Bulletin every rule made by it as soon after the rule is made as practicable together with the following:

1. The date on which a rule and the material required under subsection (1) were delivered to the Minister.
2. The date the rule is to come into force if an action is not taken by the Minister under subsection (3).
3. A statement of the substance and purpose of the rule.
4. A summary of the written comments received during the comment periods if notice and comment were required.
5. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods.

Action by
Minister

(3) Within 60 days after a rule is delivered to the Minister, the Minister may,

- (a) approve the rule;
- (b) reject the rule; or

à la fin de la procédure et après examen des observations qui en résultent.

(11) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du présent article comme s'il s'agissait de pièces dont le dépôt est exigé.

(12) Dans le présent article et à l'article 143.3, «règle» s'entend en outre d'une modification apportée à une règle ou de son abrogation.

143.3 (1) La Commission remet au ministre une copie de toutes les règles qu'elle établit ainsi que les éléments suivants :

1. Une copie des avis publiés aux termes de l'article 143.2, sauf si la publication n'était pas exigée, ainsi que de tous les documents mentionnés dans les avis.
2. Un résumé des observations présentées, ainsi que des autres documents soumis, à l'égard du projet de règle.
3. Tous les autres renseignements importants que la Commission a examinés dans le cadre de l'établissement de la règle.

(2) Aussitôt que possible après avoir établi une règle, la Commission la publie dans son bulletin avec les éléments suivants :

1. La date à laquelle la règle et les pièces exigées aux termes du paragraphe (1) ont été remises au ministre.
2. La date à laquelle la règle entrera en vigueur si le ministre ne prend aucune des mesures prévues au paragraphe (3).
3. L'énoncé de la substance et de l'objet de la règle.
4. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin si des avis et des commentaires étaient exigés.
5. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires.

(3) Dans les 60 jours qui suivent la remise d'une règle au ministre, celui-ci peut :

- a) soit approuver la règle;
- b) soit rejeter la règle;

Examen
des pièces

Interpréta-
tion

Remise
des règles
au minis-
tre

Publica-
tion

Mesures
prises par
le ministre

(c) return it to the Commission for further consideration.

When rules effective

143.4 (1) A rule that is approved by the Minister comes into force 15 days after it is approved unless there is a later day specified in the rule in which case it comes into force on that later day.

Same

(2) If the Minister does not approve a rule, reject it or return it to the Commission for further consideration and a coming into force day,

(a) that is at least 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the specified day;

(b) is not specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister; or

(c) that is within 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister.

Same

(3) A rule that is returned to the Commission for further consideration cannot come into force until it is returned by the Commission to the Minister at which time this section applies as if the rule were delivered for the first time.

Same

(4) A rule that is rejected by the Minister does not come into force.

Same

(5) A rule to which clause 143.2 (5) (d) (urgency provision) applies that is approved by the Minister comes into force on the day it is published in the Commission's Bulletin.

Revocation by operation of law

(6) Every rule to which clause 143.2 (5) (d) applies is revoked on the 275th day after it comes into force.

Publication

(7) The Commission shall publish every rule that comes into force in *The Ontario Gazette* and in its Bulletin.

Deemed notice

(8) Every person or company affected by a rule shall be deemed to have notice of it when it is published in the Commission's Bulletin.

Returned for consideration

143.5 (1) If the Minister returns a rule to the Commission for further consideration, the Minister may specify what is to be considered, the conditions that apply and the process to be followed.

Same

(2) Subject to any instruction that the Commission receives under subsection (1), the Commission shall consider any rule returned to it in the manner and following the process that it feels is appropriate.

c) soit retourner la règle à la Commission pour réexamen.

143.4 (1) Les règles qu'approuve le ministre entrent en vigueur 15 jours après leur approbation ou à la date ultérieure qu'elles précisent.

Entrée en vigueur des règles

Idem

(2) Si le ministre n'approuve pas la règle, ne la rejette pas ou ne la retourne pas à la Commission pour réexamen et qu'une date d'entrée en vigueur :

a) qui suit d'au moins 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur à cette date;

b) n'est pas précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75^e jour qui suit sa remise au ministre;

c) qui suit de moins de 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75^e jour qui suit sa remise au ministre.

Idem

(3) La règle qui est retournée à la Commission pour réexamen ne peut entrer en vigueur avant que la Commission ne la retourne au ministre, auquel moment le présent article s'applique comme si la règle était remise pour la première fois.

Idem

(4) La règle que rejette le ministre n'entre pas en vigueur.

Idem

(5) La règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) (besoin urgent) et qu'approuve le ministre entre en vigueur le jour de sa publication dans le bulletin de la Commission.

Abrogation par l'effet de la loi

(6) Toute règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) est abrogée le 275^e jour qui suit son entrée en vigueur.

Publication

(7) La Commission publie chaque règle qui entre en vigueur dans la *Gazette de l'Ontario* et dans son bulletin.

Avis réputé donné

(8) Chaque personne ou compagnie touchée par une règle est réputée avoir été avisée de celle-ci lors de sa publication dans le bulletin de la Commission.

Règle retournée pour réexamen

143.5 (1) Si le ministre retourne une règle à la Commission pour réexamen, il peut préciser les points qui doivent être examinés, les conditions qui s'appliquent et la procédure à suivre.

Idem

(2) Sous réserve des instructions qu'elle reçoit en vertu du paragraphe (1), la Commission examine les règles qui lui sont retournées de la manière et selon la procédure qu'elle juge appropriées.

Publication	<p>143.6 The Commission shall publish in its Bulletin notice of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) any action taken by the Minister under subsection 143.3 (3) in respect of every rule that the Commission has delivered to the Minister; and (b) any matters specified by the Minister under subsection 143.5 (1) to be considered. 	<p>143.6 La Commission publie dans son bulletin un avis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, des mesures prises par le ministre en vertu du paragraphe 143.3 (3) à l'égard de toute règle que lui a remise la Commission; b) d'autre part, de toute question que le ministre précise d'examiner en vertu du paragraphe 143.5 (1). 	Publication
Studies	<p>143.7 (1) The Minister may in writing require the Commission,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) to study and make recommendations in respect of any matter of a general nature under or affecting this Act, the regulations or the rules; and (b) to consider making a rule in respect of a matter specified by the Minister. 	<p>143.7 (1) Le ministre peut exiger par écrit que la Commission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, étudie des questions de nature générale qui sont visées par la présente loi, les règlements ou les règles, ou qui ont une incidence sur ceux-ci, et fasse des recommandations à leur égard; b) d'autre part, examine la possibilité d'établir une règle sur une question qu'il précise. 	Études
Publication	<p>(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every requirement from the Minister made under subsection (1).</p>	<p>(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de toutes les exigences imposées par le ministre en vertu du paragraphe (1).</p>	Publication
Notice	<p>(3) The notice must include the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. A statement of the substance of the requirement. 2. A reference to every unpublished study, report or other written materials provided to the Commission by the Minister other than materials that the Minister has asked the Commission to treat as confidential. 	<p>(3) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. L'énoncé de la substance de l'exigence. 2. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites non publiés que le ministre a fournis à la Commission, à l'exclusion des pièces dont il a demandé à la Commission de protéger le caractère confidentiel. 	Avis
Policy	<p>143.8 (1) In this Act, "policy" means a written statement of the Commission of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) principles, standards, criteria or factors that relate to a decision or exercise of a discretion by the Commission or the Director under this Act, the regulations or the rules; (b) the manner in which a provision of this Act, the regulations or the rules is interpreted or applied by the Commission or the Director; (c) the practices generally followed by the Commission or the Director in the performance of duties and responsibilities under this Act; and (d) something that is not of a legislative nature. 	<p>143.8 (1) Dans la présente loi, «politique» s'entend d'une déclaration écrite de la Commission énonçant l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les principes, les normes, les critères ou les facteurs qui se rapportent à la prise d'une décision ou à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire par la Commission ou le directeur en vertu de la présente loi, des règlements ou des règles; b) la façon dont la Commission ou le directeur applique ou interprète une disposition de la présente loi, des règlements ou des règles; c) les pratiques que la Commission ou le directeur suit généralement dans l'exercice des fonctions et l'exécution des responsabilités que lui attribue la présente loi; d) une chose qui n'est pas de nature législative. 	Politiques

Publication	(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed adoption of a policy.	(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de ses projets de politique.	Publication
Notice	<p>(3) The notice must include the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The proposed policy. 2. A statement of the purpose of the proposed policy. 3. A summary of the proposed policy. 4. A reference to any significant unpublished study, report, decision or other written materials on which the Commission relies in proposing the policy. 5. A reference to any provision of this Act, a regulation or a rule to which the proposed policy relates. 	<p>(3) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de politique. 2. L'énoncé de l'objet du projet de politique. 3. Un résumé du projet de politique. 4. Un renvoi aux études, rapports, décisions ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la politique. 5. Un renvoi à toute disposition de la présente loi, d'un règlement ou d'une règle à laquelle se rapporte le projet de politique. 	Avis
Exception	(4) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.	(4) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.	Exception
Representations	(5) Upon publication of the notice, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed policy within a period of at least 60 days after the publication.	(5) Lors de la publication de l'avis, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de politique, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 60 jours suivant la publication.	Observations
Exceptions to notice requirement	(6) Publication of a notice is not required if the proposed policy would make no material substantive change to an existing policy.	(6) La publication d'un avis n'est pas exigée si le projet de politique n'apporte aucun changement de fond important à une politique existante.	Exceptions à l'obligation de publier un avis
Changes to proposal	<p>(7) If, following publication of the notice, the Commission proposes material changes to the proposed policy, the Commission shall publish in its Bulletin,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) the proposed policy with the changes incorporated; (b) a concise statement of the purpose for the changes; and (c) the reasons for the changes. 	<p>(7) Si, après publication de l'avis, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de politique, elle publie dans son bulletin les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le projet de politique auquel ont été intégrés les changements; b) un bref énoncé de l'objet des changements; c) les motifs des changements. 	Changements apportés au projet
Representations re changes	(8) Upon publication of a notice of change, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the change	(8) Lors de la publication de l'avis de changement, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le changement, et leur donne une occasion raisonnable	Observations sur les changements

within such period as the Commission considers appropriate.

Publication
in Bulletin

(9) The Commission shall publish in its Bulletin every policy adopted by it as soon after the policy is adopted as practicable together with the following:

1. The date the policy comes into effect.
2. A statement of the substance and purpose of the policy.
3. A summary of the written comments received during the comment periods.
4. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods and the reasons for any changes made to the proposed policy following its publication.

Inspection
of material

(10) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.

Restriction

(11) The Commission shall not adopt a policy that, by reason of its prohibitive or mandatory character, is of a legislative nature.

Interpreta-
tion

(12) In this section, "policy" includes a change to and a rescission of a policy.

Priorities

143.9 (1) The Commission shall, by June 30, 1995, and each year thereafter, within 90 days after the end of its financial year, deliver to the Minister and publish in its Bulletin a statement of the Chair of the Commission setting out the proposed priorities of the Commission in connection with the administration of this Act, the regulations and the rules, together with a summary of the reasons for the adoption of the priorities.

Same

(2) The Commission shall, at least 60 days before the publication date of the statement, publish a notice in its Bulletin inviting interested persons or companies to make written representations as to the matters that should be identified as priorities.

Memoran-
dum of un-
derstanding

143.10 (1) The Commission must first deliver to the Minister and then publish in the Commission's Bulletin every agreement, memorandum of understanding or arrangement between the Commission and,

- (a) another securities or financial regulatory authority;

de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.

(9) Aussitôt que possible après avoir adopté une politique, la Commission la publie dans son bulletin avec les éléments suivants :

1. La date d'entrée en vigueur de la politique.
2. L'énoncé de la substance et de l'objet de la politique.
3. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin.
4. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires, ainsi que les motifs des changements qui ont été apportés au projet de politique après sa publication.

(10) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du présent article comme s'il s'agissait de pièces dont le dépôt est exigé.

(11) La Commission ne peut adopter de politique qui, en raison de son caractère prohibitif ou obligatoire, est de nature législative.

(12) Dans le présent article, «politique» s'entend en outre d'une modification apportée à une politique ou de son annulation.

143.9 (1) Au plus tard le 30 juin 1995, et chaque année par la suite, dans les 90 jours qui suivent la fin de son exercice, la Commission remet au ministre et publie dans son bulletin une déclaration du président de la Commission énonçant les priorités proposées par celle-ci pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, ainsi qu'un résumé des raisons pour les adopter.

(2) Au moins 60 jours avant la date de publication de la déclaration, la Commission publie dans son bulletin un avis invitant les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les questions qui devraient être reconnues comme des priorités.

143.10 (1) La Commission doit d'abord remettre au ministre puis publier dans son bulletin chaque accord, protocole d'entente ou arrangement qu'elle conclut :

- a) soit avec une autre autorité de réglementation des valeurs mobilières ou de réglementation financière;

Publica-
tion dans
le bulletin

Examen
des pièces

Restric-
tion

Interpréta-
tion

Priorités

Idem

Protocole
d'entente

	<p>(b) any self-regulatory body or organization; or</p> <p>(c) any jurisdiction.</p>	<p>b) soit avec un organisme autonome ou un organisme d'autoréglementation;</p> <p>c) soit avec une autorité législative.</p>	
Minister's option	(2) The Minister may approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement within 60 days after it is published in the Bulletin.	(2) Le ministre peut approuver ou rejeter l'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement dans les 60 jours qui suivent sa publication dans le bulletin.	Pouvoir du ministre
Coming into effect	(3) If the Minister approves the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the day it is approved.	(3) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre approuve entre en vigueur le jour de son approbation.	Entrée en vigueur
Same	(4) If the Minister does not approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the 60th day after its publication in the Bulletin.	(4) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre n'approuve ni ne rejette entre en vigueur le 60 ^e jour qui suit sa publication dans le bulletin.	Idem
Same	(5) If the Minister rejects the agreement, memorandum of understanding or arrangement before it comes into effect by the operation of subsection (4), it does not come into effect.	(5) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre rejette avant qu'il n'entre en vigueur par l'effet du paragraphe (4) n'entre pas en vigueur.	Idem
General orders prohibited	143.11 The Commission shall not make any orders or rulings of general application.	143.11 La Commission ne doit pas rendre d'ordonnance ni de décision d'application générale.	Ordonnances générales interdites
Review by committee	143.12 (1) Within five years after this section comes into force and within each five year period after that, the Minister shall appoint an advisory committee to review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and the legislative needs of the Commission.	143.12 (1) Au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent article et au cours de chaque période de cinq ans subséquente, le ministre constitue un comité consultatif qu'il charge d'examiner les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission et les besoins législatifs de celle-ci.	Examen par un comité
Same	(2) The committee shall review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and the legislative needs of the Commission and solicit the views of the public in respect of these matters by means of a notice and comment process.	(2) Le comité examine les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission ainsi que les besoins législatifs de celle-ci et sollicite les vues du public à ces égards au moyen d'une procédure relative aux avis et aux commentaires.	Idem
Report	(3) The committee shall prepare for the Minister a report of its review and its recommendations.	(3) Le comité dresse un rapport de son examen et de ses recommandations à l'intention du ministre.	Rapport
Same	(4) The Minister shall table the report in the Legislature.	(4) Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée législative.	Idem
Committee review	(5) Upon the report being tabled, a select or standing committee of the Legislative Assembly shall be appointed to review the report, hear the opinions of interested persons or companies and make recommendations to the Legislative Assembly regarding amendments to this Act.	(5) Dès le dépôt du rapport, un comité spécial ou permanent de l'Assemblée législative est constitué pour l'examiner, entendre les vues des personnes ou des compagnies intéressées et faire des recommandations à l'Assemblée législative à propos de modifications à apporter à la présente loi.	Examen par un comité
Confidential information	143.13 The Minister is entitled to keep confidential any information or documents received from the Commission that the Commission was entitled to keep confidential.	143.13 Le ministre a le droit de garder confidentiels tous renseignements ou documents qu'il reçoit de la Commission et que celle-ci avait le droit de garder confidentiels.	Renseignements confidentiels

9. The Act is amended by adding the following Schedule:

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'annexe suivante :

SCHEDULE/ANNEXE

PART A/PARTIE A

<u>Blanket Ruling/Décision générale</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of Certain Reporting Issuers, 1980 O.S.C.B. 166	10/04/80
In The Matter of The Automatic Investment of Dividends or Distributions in Shares or Units of Mutual Funds (1983), 6 O.S.C.B. 1078	11/05/83
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1983), 6 O.S.C.B. 3508	19/10/83
In The Matter of Discount Brokerage and The Role of Financial Institutions (1984), 7 O.S.C.B. 458	10/01/84
In The Matter of Order Execution Access Dealers (1984), 7 O.S.C.B. 1520	10/02/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 1913	27/04/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 3247	24/07/84
In The Matter of Zero Coupon Strip Bonds (1984), 7 O.S.C.B. 4085	25/09/84
In The Matter of Eurosecurity Financings (1984), 7 O.S.C.B. 4897	22/11/84
In The Matter of Trades in Securities of a Private Company Under The Execution Act (1985), 8 O.S.C.B. 127	04/01/85
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1985), 8 O.S.C.B. 2915	12/07/85
In The Matter of The Mandatory Investment of Dividends or Distributions In Shares or Units of Mutual Funds (1985), 8 O.S.C.B. 4308	16/10/85
In The Matter of a Policy of The Toronto Stock Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 1455	02/03/87
In The Matter of a Policy of The Montreal Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 4938	18/08/87
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1987), 10 O.S.C.B. 5936	22/09/87
In The Matter of The Business Corporations Act, 1982, S.O. 1982, chapter 4, as amended and In The Matter of The Canadian Depository for Securities (1988), 11 O.S.C.B. 542	25/11/87
In The Matter of Trading in Recognized Options Cleared Through Recognized Clearing Organizations (1988), 11 O.S.C.B. 4895	01/12/88
In The Matter of The Secretaries Act R.S.O. 1980, chapter 466, as amended (1989), 12 O.S.C.B. 2735	07/07/89
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1990), 13 O.S.C.B. 3007	12/07/90
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1990), 13 O.S.C.B. 4793	22/10/90
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1991), 14 O.S.C.B. 881	27/02/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 2157	30/04/91
In The Matter of an Assignment to the Director Pursuant to Section 6 of The Securities Act (1991), 14 O.S.C.B. 3439	25/06/91
In The Matter of First Prospectuses Filed by National Policy Statement No. 36 Mutual Funds and In The Matter of Universal Money Market Fund (1991), 14 O.S.C.B. 3475	03/07/91
In The Matter of Mutual Fund Securities (1991), 14 O.S.C.B. 3763	24/07/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 4234	14/08/91
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1992), 15 O.S.C.B. 613	05/12/91
In The Matter of Certain Advisers (1992), 15 O.S.C.B. 1955	05/05/92
In The Matter of Certain Members of The Toronto Stock Exchange (1992), 15 O.S.C.B. 3354	14/07/92
In The Matter of The Limitations on a Registrant Underwriting Securities of a Related Issuer or Connected Issuer of The Registrant (1992), 15 O.S.C.B. 3645	30/07/92
In The Matter of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3428	30/06/93

In The Matter of Insider Bids, Issuer Bids and Take-Over Bids in Anticipation of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3429	30/06/93
In The Matter of Real Return Bond Strip Bonds (1994), 17 O.S.C.B. 2875	23/11/93
In The Matter of Dividend Reinvestment and Stock Dividend Plans (1993), 16 O.S.C.B. 5928	26/11/93
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1993), 16 O.S.C.B. 5913	01/12/93
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5914	01/12/93
Blanket Permission - International Offerings made by way of Private Placement in Ontario - Subsection 38(3) of The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5938	01/12/93
In The Matter of Regulation 1015, R.R.O. 1990, as amended and In The Matter of Certain International Offerings by Private Placement in Ontario (1993), 16 O.S.C.B. 5931	01/12/93
In The Matter of Networking Arrangements Governed by the Principles of Regulation (1993), 16 O.S.C.B. 6168	15/12/93
In The Matter of a Proposal of The Toronto Stock Exchange to Foster Capital Formation for Junior Resource and Industrial Enterprises (1994), 17 O.S.C.B. 347	10/01/94
In The Matter of Dividend Reinvestment Plans (1994), 17 O.S.C.B. 1178	02/03/94
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1994), 17 O.S.C.B. 1176	08/03/94
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1994), 17 O.S.C.B. 1187	08/03/94
In The Matter of Trades by Issuers In Connection With Securities Exchange Issuer Bids and In The Matter of Trades by Holders of Securities of a Company to Another Company In Connection With an Amalgamation, an Arrangement or a Specified Statutory Procedure (1994), 17 O.S.C.B. 1975	20/04/94
In The Matter of Trades by Issuers Upon Exercise of Certain Conversion or Exchange Rights and In The Matter of The First Trade In Securities Acquired Upon Exercise of Such Conversion or Exchange Rights (1994), 17 O.S.C.B. 2876	07/06/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Financial intermediary registration exemption)	08/11/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Corporate sponsored plans)	08/11/94
In The Matter of Trades by an Issuer in Securities of its own issue to Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans and a Controlling Shareholder in Securities of an Issuer to Employees, Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans	14/11/94
In The Matter of the First Trade in Securities Acquired Pursuant to Certain Exemptions, 26/4/94, 170SCB-1978 "Resale Ruling", amended 14/11/94	14/11/94
In The Matter of Trading in Securities of Labour Sponsored Investment Fund Corporations (Blanket Order/ordonnance générale)	10/11/94

PART B/PARTIE B

<u>Blanket Ruling and Related Policy Statements/Décision générale et politiques connexes</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of a Simplified Prospectus Qualification System for Mutual Funds (1984), 7 O.S.C.B. 5333 [including National Policy Statement No. 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 and National Policy Statement No. 39/y compris l'instruction générale canadienne n° 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 et l'instruction générale canadienne n° 39]	18/12/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1029 [including National Policy Statement No. 41 (1987), 10 O.S.C.B. 6307/y compris l'instruction générale canadienne n° 41 (1987), 10 O.S.C.B. 6307]	01/03/88
In The Matter of Rules for Shelf Prospectus Offerings and for Pricing Offerings after the Prospectus Is Received (1991), 14 O.S.C.B. 1824 [including National Policy Statement No. 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844/y compris l'instruction générale canadienne n° 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844]	02/05/91
In The Matter of Regulation 910, R.R.O. 1980, as amended and In The Matter of The Multijurisdictional Disclosure System (1991), 14 O.S.C.B. 2863 [including National Policy Statement No. 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889/y compris l'instruction générale canadienne n° 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889]	24/06/91

In The Matter of The Prompt Offering Qualification System (1993), 16 O.S.C.B. 731, 16 O.S.C.B. 732; 16 O.S.C.B. 949 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765]	17/02/93 & 25/02/93
In The Matter of National Policy Statement No. 47 and The Solicitation of Expressions of Interest (1993), 16 O.S.C.B. 2832 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765]	09/06/93
In The Matter of Certain Trades in Securities of Junior Resource Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1522 [including Ontario Policy No. 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563/y compris la politique de l'Ontario n° 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563]	30/03/88

Commence-
ment

10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

10. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Short title

11. The short title of this Act is the *Securities Amendment Act, 1994*.

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les valeurs mobilières*.

Titre
abrégé

XB
-BSC



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 190

*(Chapter 33
Statutes of Ontario, 1994)*

An Act to amend the Securities Act

The Hon. F. Laughren
Minister of Finance

Projet de loi 190

*(Chapitre 33
Lois de l'Ontario de 1994)*

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

L'honorable F. Laughren
Ministre des Finances



1st Reading	November 16, 1994
2nd Reading	November 23, 1994
3rd Reading	December 6, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	16 novembre 1994
2 ^e lecture	23 novembre 1994
3 ^e lecture	6 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



An Act to amend the Securities Act

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The definition of “regulations” in subsection 1 (1) of the *Securities Act* is repealed and the following substituted:

“regulations” means the regulations made under this Act and, unless the context otherwise indicates, includes the rules. (“règlements”)

(2) Subsection 1 (1) of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following definition:

“rules” means,

- (a) the rules made under section 143, and
- (b) orders, rulings and policies listed in the Schedule. (“règles”)

(3) Section 1 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 350, is further amended by adding the following subsection:

(1.1) For the purposes of this Act, the regulations and the rules, any of “derivatives”, “future-oriented financial information”, “going private transaction”, “insider bid”, “non-redeemable investment fund”, “penny stocks”, “related party transactions”, and “reverse take-overs” may be defined in the regulations or the rules and if so defined shall have the defined meaning.

2. The Act is amended by adding the following sections:

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) La définition de «règlements» au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. S’entend en outre des règles, sauf indication contraire. («regulations»)

(2) Le paragraphe 1 (1) de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 350 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction de la définition suivante :

«règles» S’entend de ce qui suit :

- a) les règles établies en application de l’article 143,
- b) les ordonnances, les décisions et les politiques énumérées à l’annexe. («rules»)

(3) L’article 1 de la Loi, tel qu’il est modifié par l’article 350 du chapitre 11 des Lois de l’Ontario de 1994, est modifié de nouveau par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Pour l’application de la présente loi, des règlements et des règles, l’une ou l’autre des expressions «actions cotées en cents», «fonds d’investissement à capital fixe», «informations financières prospectives», «offre d’initié», «opérations entre personnes apparentées», «prise de contrôle inversée», «produit dérivé» et «transformation en compagnie fermée» peut être définie dans les règlements ou les règles, auquel cas l’expression a le sens que lui donnent les définitions.

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Same

Idem

Purposes

1.1 The purposes of this Act are,

- (a) to provide protection to investors from unfair, improper or fraudulent practices; and
- (b) to foster fair and efficient capital markets and confidence in capital markets.

Principles to consider

2.1 In pursuing the purposes of this Act, the Commission shall have regard to the following fundamental principles:

1. Balancing the importance to be given to each of the purposes of this Act may be required in specific cases.
2. The primary means for achieving the purposes of this Act are,
 - i. requirements for timely, accurate and efficient disclosure of information,
 - ii. restrictions on fraudulent and unfair market practices and procedures, and
 - iii. requirements for the maintenance of high standards of fitness and business conduct to ensure honest and responsible conduct by market participants.
3. Effective and responsive securities regulation requires timely, open and efficient administration and enforcement of this Act by the Commission.
4. The Commission should, subject to an appropriate system of supervision, use the enforcement capability and regulatory expertise of recognized self-regulatory organizations.
5. The integration of capital markets is supported and promoted by the sound and responsible harmonization and coordination of securities regulation regimes.
6. Business and regulatory costs and other restrictions on the business and investment activities of market participants should be proportionate to the significance of the regulatory objectives sought to be realized.

1.1 Les objets de la présente loi sont les suivants :

- a) protéger les investisseurs contre les pratiques déloyales, irrégulières ou frauduleuses;
- b) favoriser des marchés financiers justes et efficaces et la confiance en ceux-ci.

Objets

2.1 Dans la réalisation des objets de la présente loi, la Commission tient compte des principes fondamentaux suivants :

1. Il peut être nécessaire de peser l'importance à accorder à chacun des objets de la présente loi dans des cas particuliers.
2. Les moyens principaux de réaliser les objets de la présente loi sont les suivants :
 - i. des exigences pour veiller à ce que les renseignements soient divulgués en temps utile et avec exactitude et efficience,
 - ii. des restrictions à l'égard des pratiques et procédures frauduleuses et déloyales du marché,
 - iii. des exigences pour veiller à ce que soient maintenues des normes d'aptitude et de conduite professionnelle élevées afin de faire en sorte que les participants au marché se comportent de façon honnête et responsable.
3. Une réglementation judicieuse et efficace du domaine des valeurs mobilières exige de la Commission qu'elle applique et exécute la présente loi de façon opportune, ouverte et efficiente.
4. Sous réserve d'un système de surveillance adéquat, la Commission devrait faire appel à la capacité des organismes d'autoréglementation reconnus en matière d'application de la loi et à leurs compétences en matière de réglementation.
5. L'harmonisation et la coordination saines et responsables des régimes de réglementation des valeurs mobilières favorisent l'intégration des marchés financiers.
6. Les restrictions imposées aux activités commerciales et aux investissements des participants au marché, notamment les frais d'entreprise et les frais réglementaires, devraient être fonction

Principes à prendre en considération

3. (1) Subsection 37 (1) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the fourth line.

(2) Subsection 37 (2) of the Act is amended by striking out “or class of persons or companies” in the third and fourth lines.

4. (1) Clause 80 (b) of the Act is amended by striking out “or class of reporting issuers” wherever it appears.

(2) The English version of subclause 80 (b) (ii) of the Act is amended by striking out “or their” in the fourth line.

5. Subsection 118 (3) of the Act is amended by striking out “or a class of portfolio managers” in the second and third lines and by striking out “or class of portfolio managers” in the ninth and tenth lines.

6. Subsection 121 (2) of the Act is amended by striking out “class of persons or companies or class of transactions” in the third and second last lines.

7. Section 122 of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 11, section 373, is amended by adding the following subsection:

(1.1) Clauses 122 (1) (a) and (b) do not apply to a statement made or given to the Commission in a submission in respect of a proposed rule or policy.

8. Section 143 of the Act, as amended by the Statutes of Ontario, 1992, chapter 18, section 56 and 1994, chapter 11, section 379, is repealed and the following substituted:

143. (1) The Commission may make rules in respect of the following matters:

1. Prescribing requirements in respect of applications for registration and the renewal, amendment, expiration or surrender of registration and in respect

de l'importance des objectifs visés en matière de réglementation.

3. (1) Le paragraphe 37 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou d'une catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes.

(2) Le paragraphe 37 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou à la catégorie de personnes ou de compagnies» aux quatrième et cinquième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

4. (1) L'alinéa 80 b) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie d'émetteurs assujettis» aux deuxième et troisième lignes, par suppression de «ou la catégorie d'émetteurs assujettis» partout où figure cette expression et par les changements grammaticaux qui en découlent.

(2) La version anglaise du sous-alinéa 80 (b) (ii) de la Loi est modifiée par suppression de «or their» à la quatrième ligne.

5. Le paragraphe 118 (3) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de portefeuillistes» aux première et deuxième lignes, par suppression de «ou la catégorie de portefeuillistes» aux huitième et neuvième lignes et par les changements grammaticaux qui en découlent.

6. Le paragraphe 121 (2) de la Loi est modifié par suppression de «ou une catégorie de personnes et de compagnies» aux cinquième et sixième lignes à partir de la fin et par suppression de «ou qui soustrait une catégorie de transactions à une partie ou à la totalité de ces exigences» aux trois dernières lignes.

7. L'article 122 de la Loi, tel qu'il est adopté de nouveau par l'article 373 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Les alinéas 122 (1) a) et b) ne s'appliquent pas à une déclaration faite ou remise à la Commission dans des observations qui sont présentées à l'égard d'un projet de règle ou de politique.

8. L'article 143 de la Loi, tel qu'il est modifié par l'article 56 du chapitre 18 des Lois de l'Ontario de 1992 et par l'article 379 du chapitre 11 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

143. (1) La Commission peut, par règle :

1. Prescrire les conditions relatives aux demandes d'inscription, au renouvellement, à la modification et à l'expiration des inscriptions, à la renonciation à celles-ci et à leur suspension, à leur

Exemption

Dispense

Rules

Règles

of suspension, cancellation or reinstatement of registration.

2. Prescribing categories or subcategories of registrants, classifying registrants into categories or sub-categories and prescribing the conditions of registration or other requirements for registrants or any category or sub-category, including,
 - i. standards of practice and business conduct of registrants in dealing with their customers and clients and prospective customers and clients,
 - ii. requirements that are advisable for the prevention or regulation of conflicts of interest, and
 - iii. requirements in respect of membership in a self-regulatory organization.
3. Extending any requirements prescribed under paragraph 2 to unregistered directors, partners, salespersons and officers of registrants.
4. Prescribing requirements in respect of the residence in Ontario or Canada of registrants.
5. Prescribing requirements in respect of notification by a registrant or other person or company in respect of a proposed change in beneficial ownership of, or control or direction over, securities of the registrant and authorizing the Commission to make an order that a proposed change may not be effected before a decision by the Commission as to whether it will exercise its powers under paragraph 1 of subsection 127 (1) as a result of the proposed change.
6. Prescribing requirements for persons and companies in respect of calling at or telephoning to residences for the purposes of trading in securities.
7. Prescribing requirements in respect of the disclosure or furnishing of information to the public or the Commission by registrants.

annulation ou à leur remise en vigueur.

2. Prescrire des catégories ou des sous-catégories de personnes ou de compagnies inscrites, classer les personnes ou les compagnies inscrites en catégories ou en sous-catégories et prescrire les conditions d'inscription ou les autres exigences applicables aux personnes ou compagnies inscrites ou aux catégories ou sous-catégories, notamment :
 - i. les normes d'exercice et de conduite professionnelle que doivent suivre les personnes ou les compagnies inscrites dans leurs rapports avec leurs clients actuels et éventuels,
 - ii. les exigences qui sont utiles à la prévention ou à la réglementation des conflits d'intérêts,
 - iii. les exigences relatives à l'adhésion à un organisme d'auto-réglementation.
3. Étendre les exigences prescrites en application de la disposition 2 aux administrateurs, associés, représentants et dirigeants non inscrits des personnes ou des compagnies inscrites.
4. Prescrire les conditions de résidence en Ontario ou au Canada des personnes ou des compagnies inscrites.
5. Prescrire les exigences relatives à l'avis qu'une personne ou compagnie inscrite, ou une autre personne ou compagnie, doit donner dans le cas d'un projet de changement dans la propriété bénéficiaire de valeurs mobilières de la personne ou compagnie inscrite, ou dans le contrôle sur ces valeurs mobilières, et autoriser la Commission à rendre une ordonnance portant que le projet de changement ne peut être réalisé avant qu'elle n'ait décidé si, en raison du projet de changement, elle exercera les pouvoirs que lui confère la disposition 1 du paragraphe 127 (1).
6. Prescrire les exigences applicables aux personnes et aux compagnies pour ce qui est de faire des visites ou de téléphoner à une résidence dans le but d'effectuer des opérations sur valeurs mobilières.
7. Prescrire les exigences relatives à la divulgation ou à la communication de renseignements au public ou à la

- Commission par les personnes ou les compagnies inscrites.
8. Providing for exemptions from the registration requirements under this Act or for the removal of exemptions from those requirements.
 9. Providing for exemptions from the requirements of sections 41 and 42 in respect of dealers.
 10. Prescribing requirements in respect of the books, records and other documents required by subsection 19 (1) to be kept by market participants, including the form in which and the period for which the books, records and other documents are to be kept.
 11. Regulating the listing or trading of publicly traded securities including requiring reporting of trades and quotations.
 12. Regulating recognized stock exchanges, recognized self-regulatory organizations and recognized clearing agencies, including prescribing requirements in respect of the review or approval by the Commission of any by-law, rule, regulation, policy, procedure, interpretation or practice.
 13. Regulating trading or advising in securities to prevent trading or advising that is fraudulent, manipulative, deceptive or unfairly detrimental to investors.
 14. Regulating trading or advising in penny stocks, including prescribing requirements in respect of additional disclosure and suitability for investment.
 15. Prescribing categories or subcategories of issuers for purposes of the prospectus requirements under this Act and classifying issuers into categories or subcategories.
 16. Varying the application of this Act to establish procedures for or requirements in respect of the preparation and filing of preliminary prospectuses and prospectuses and the issuing of receipts therefor that facilitate or ex-
 8. Prévoir des dispenses relatives aux conditions d'inscription prévues par la présente loi, ou le retrait des dispenses relatives à ces conditions.
 9. Prévoir des dispenses relatives aux exigences prévues aux articles 41 et 42 à l'égard des courtiers.
 10. Prescrire les exigences relatives aux livres, dossiers et autres documents que les participants au marché doivent tenir aux termes du paragraphe 19 (1), notamment la forme sous laquelle ils doivent l'être et leur durée de conservation.
 11. Réglementer l'inscription à la cote de valeurs mobilières qui font l'objet d'opérations dans le public ou les opérations sur ces valeurs, notamment exiger la déclaration des opérations et des cours.
 12. Réglementer les Bourses reconnues, les organismes d'autoréglementation reconnus et les agences de compensation reconnues, notamment prescrire les exigences relatives à l'examen ou à l'approbation par la Commission de règlements administratifs, de règles, de règlements, de politiques, de procédures, d'interprétations ou de pratiques.
 13. Réglementer les opérations sur valeurs mobilières ou la fourniture de conseils sur les valeurs mobilières pour éviter que les opérations ou les conseils soient frauduleux, manipulateurs, mensongers ou injustement préjudiciables aux investisseurs.
 14. Réglementer les opérations sur actions cotées en cents ou la fourniture de conseils sur ces actions, notamment prescrire les obligations d'information supplémentaires et les exigences relatives à leur caractère adéquat comme investissement.
 15. Prescrire des catégories ou des sous-catégories d'émetteurs aux fins des exigences relatives aux prospectus prévues par la présente loi, et classer les émetteurs en catégories ou en sous-catégories.
 16. Modifier l'application de la présente loi afin d'établir, relativement à la préparation et au dépôt des prospectus provisoires et des prospectus ainsi qu'à la délivrance d'accusés de réception de ceux-ci, des procédures ou des

pedite the distribution of securities or the issuing of the receipts, including,

- i. requirements in respect of distribution of securities by means of a prospectus incorporating other documents by reference,
 - ii. requirements in respect of distribution of securities by means of a simplified or summary prospectus,
 - iii. requirements in respect of distribution of securities on a continuous or delayed basis,
 - iv. requirements in respect of pricing of distributions of securities after the issuance of a receipt for the prospectus filed in relation thereto, and
 - v. procedures for the issuing of receipts for prospectuses after expedited or selective review thereof.
17. Prescribing requirements for the escrow of securities in connection with distributions.
 18. Designating activities, including the use of documents or advertising, in which registrants or issuers are permitted to engage or are prohibited from engaging in connection with distributions.
 19. Prescribing which distributions and trading in relation to the distributions are distributions and trading outside Ontario.
 20. Providing for exemptions from the prospectus requirements under this Act and for the removal of exemptions from those requirements.
 21. Prescribing the circumstances in which the Director must refuse to issue a receipt for a prospectus and prohibiting the Director from issuing a receipt in those circumstances.
 22. Prescribing requirements in respect of the preparation and dissemination and other use, by reporting issuers, of documents providing for continuous disclosure that are in addition to the

exigences qui facilitent ou accélèrent le placement de valeurs mobilières ou la délivrance d'accusés de réception, notamment :

- i. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus incorporant d'autres documents par renvoi,
 - ii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières au moyen d'un prospectus simplifié ou abrégé,
 - iii. des exigences relatives au placement de valeurs mobilières sur une base continue ou différée,
 - iv. des exigences relatives à l'établissement du prix des placements de valeurs mobilières après la délivrance d'un accusé de réception du prospectus déposé à leur égard,
 - v. des procédures relatives à la délivrance d'accusés de réception de prospectus après leur examen accéléré ou sélectif.
17. Prescrire les exigences relatives à l'entiercement de valeurs mobilières dans le cadre de placements.
 18. Désigner des activités, notamment l'utilisation de documents ou d'annonces publicitaires, que les personnes ou compagnies inscrites ou les émetteurs sont autorisés à exercer ou qu'il leur est interdit d'exercer dans le cadre de placements.
 19. Prescrire quels placements et quelles opérations rattachées aux placements constituent des placements et des opérations effectués à l'extérieur de l'Ontario.
 20. Prévoir des dispenses relatives aux exigences applicables aux prospectus qui sont prévues par la présente loi, et prévoir le retrait des dispenses relatives à ces exigences.
 21. Prescrire les circonstances dans lesquelles le directeur doit refuser d'accuser réception d'un prospectus, et lui interdire d'en accuser réception dans ces circonstances.
 22. Prescrire, relativement à la préparation, à la diffusion et à toute autre utilisation de documents par les émetteurs assujettis, des obligations d'information continue qui s'ajoutent aux obligations prévues par la présente loi,

requirements under this Act, including requirements in respect of,

- i. an annual report,
- ii. an annual information form, and
- iii. supplemental analysis of financial statements.

23. Exempting reporting issuers from any requirement of Part XVIII (Continuous Disclosure),

- i. if the requirement conflicts with a requirement of the laws of the jurisdiction under which the reporting issuers are incorporated, organized or continued,

- ii. if the reporting issuers ordinarily distribute financial information to holders of their securities in a form, or at times, different from those required by Part XVIII, or

- iii. under circumstances that the Commission considers justify the exemption.

24. Requiring issuers or other persons and companies to comply, in whole or in part, with Part XVIII (Continuous Disclosure), or rules made under paragraph 22.

25. Prescribing requirements in respect of financial accounting, reporting and auditing for purposes of this Act, the regulations and the rules, including,

- i. defining accounting principles and auditing standards acceptable to the Commission,
- ii. financial reporting requirements for the preparation and dissemination of future-oriented financial information and *pro forma* financial statements,

- iii. standards of independence and other qualifications for auditors,

- iv. requirements respecting a change in auditors by a reporting issuer or a registrant, and

- v. requirements respecting a change in the financial year of an issuer

notamment à l'égard des documents suivants :

- i. les rapports annuels,
- ii. les notices annuelles,
- iii. les analyses supplémentaires des états financiers.

23. Dispenser les émetteurs assujettis d'une exigence prévue à la partie XVIII (Information continue) :

- i. soit si l'exigence est incompatible avec une exigence des lois émanant de l'autorité législative du ressort où les émetteurs assujettis sont constitués en personne morale, organisés ou maintenus,

- ii. soit si les émetteurs assujettis communiquent habituellement des renseignements de nature financière aux détenteurs de leurs valeurs mobilières d'une façon ou à des époques différentes de celles exigées par la partie XVIII,

- iii. soit dans des circonstances où la Commission estime qu'il est justifié d'accorder la dispense.

24. Obliger les émetteurs ou d'autres personnes et compagnies à se conformer, en totalité ou en partie, à la partie XVIII (Information continue) ou aux règles établies en application de la disposition 22.

25. Prescrire les exigences relatives à la comptabilité générale, à l'information financière et à la vérification des états financiers pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, et notamment :

- i. définir les principes comptables et les normes de vérification que la Commission juge acceptables,

- ii. prescrire les exigences relatives à l'information financière qui sont applicables à la préparation et à la diffusion des informations financières prospectives et des états financiers *pro forma*,

- iii. prescrire les normes d'indépendance et les autres qualités requises des vérificateurs,

- iv. prescrire les exigences relatives aux changements de vérificateurs par un émetteur assujetti ou une personne ou compagnie inscrite,

- v. prescrire les exigences relatives aux changements dans l'exercice

or in an issuer's status as a reporting issuer under this Act.

d'un émetteur ou dans la qualité d'un émetteur à titre d'émetteur assujéti aux termes de la présente loi.

26. Prescribing requirements for the validity and solicitation of proxies.
 27. Providing for the application of Part XVIII (Continuous Disclosure) and Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation) in respect of registered holders or beneficial owners of voting securities or equity securities of reporting issuers or other persons or companies on behalf of whom the securities are held, including requirements for reporting issuers, recognized clearing agencies, registered holders, registrants and other persons or companies who hold securities on behalf of persons or companies but who are not the registered holders.
 28. Regulating take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, including,
 - i. providing for exemptions, in addition to those set out in subsections 93 (1) and (3), or removing any exemption set out in those subsections,
 - ii. providing for exemptions from section 94 or removing any exemption set out in that section,
 - iii. varying the requirements set out in section 95,
 - iv. providing exemptions from section 101,
 - v. prescribing requirements in respect of issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions, for disclosure, valuations, review by independent committees of boards of directors and approval by minority security holders, and
26. Prescrire les exigences relatives à la validité et à la sollicitation de procurations.
 27. Prévoir l'application de la partie XVIII (Information continue) et de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations) à l'égard des détenteurs inscrits ou des propriétaires bénéficiaires de valeurs mobilières avec droit de vote ou de valeurs mobilières participantes d'émetteurs assujettis ou à l'égard des autres personnes ou compagnies pour le compte desquelles les valeurs mobilières sont détenues, notamment les exigences applicables aux émetteurs assujettis, aux agences de compensation reconnues, aux détenteurs inscrits, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies qui détiennent des valeurs mobilières pour le compte de personnes ou de compagnies mais qui n'en sont pas les détenteurs inscrits.
 28. Réglementer les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compagnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, et notamment :
 - i. prévoir des dispenses, en plus de celles qui sont prévues aux paragraphes 93 (1) et (3), ou retirer des dispenses prévues à ces paragraphes,
 - ii. prévoir des dispenses de l'application de l'article 94 ou retirer des dispenses prévues à cet article,
 - iii. modifier les exigences prévues à l'article 95,
 - iv. prévoir des dispenses de l'application de l'article 101,
 - v. prescrire les exigences relatives aux offres de l'émetteur, aux offres d'initié, aux transformations en compagnie fermée et aux opérations entre personnes apparentées en matière d'information, d'évaluation, d'examen par des comités indépendants des conseils d'administration et d'approbation par les détenteurs de valeurs mobilières minoritaires,

- vi. prescribing requirements respecting defensive tactics in connection with take-over bids.
29. Providing for exemptions from any requirement of section 76 or from liability under section 134 and prescribing standards or criteria for determining when a material fact or material change has been generally disclosed.
30. Providing for exemptions from any requirement of Part XXI (Insider Trading and Self-Dealing).
31. Regulating mutual funds or non-redeemable investment funds and the distribution and trading of the securities of the funds, including,
- i. varying the application of Part XV (Prospectuses—Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure) by prescribing additional disclosure requirements in respect of the funds and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with the funds,
 - ii. prescribing permitted investment policy and investment practices for the funds and prohibiting or restricting certain investments or investment practices for the funds,
 - iii. prescribing requirements governing the custodianship of assets of the funds,
 - iv. prescribing minimum initial capital requirements for any of the funds making a distribution and prohibiting or restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of a fund,
 - v. prescribing matters affecting any of the funds that require the approval of security holders of the fund, the Commission or the Director, including, in the case of security holders, the level of approval,
- vi. prescrire les exigences relatives aux mesures défensives dans le cadre des offres d'achat visant à la mainmise.
29. Prévoir des dispenses de l'application des dispositions de l'article 76 ou de la responsabilité visée à l'article 134, et prescrire les normes ou les critères servant à déterminer si un fait important ou un changement important a été divulgué au public.
30. Prévoir des dispenses relatives aux exigences de la partie XXI (Opérations d'initié et transactions internes).
31. Réglementer les fonds mutuels ou les fonds d'investissement à capital fixe, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, et notamment :
- i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus - placement) ou de la partie XVIII (Information continue) en prescrivant des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds et en exigeant ou en permettant l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
 - ii. prescrire la politique et les pratiques en matière d'investissement qui sont autorisées dans le cas des fonds, et interdire ou restreindre certains investissements ou certaines pratiques en matière d'investissement,
 - iii. prescrire les exigences régissant la garde des éléments d'actif des fonds,
 - iv. prescrire le montant minimal de capital initial que doivent avoir les fonds qui effectuent un placement, et interdire ou restreindre le remboursement des frais reliés à l'organisation d'un fonds,
 - v. prescrire les questions concernant un fonds qui exigent l'approbation des détenteurs de valeurs mobilières du fonds, de la Commission ou du directeur, notamment, dans le cas des détenteurs de valeurs mobilières, le niveau d'approbation nécessaire,

- vi. prescribing requirements in respect of the calculation of the net asset value of mutual funds,
 - vii. prescribing requirements in respect of the content and use of sales literature, sales communications or advertising relating to the funds or the securities of funds,
 - viii. designating mutual funds as private mutual funds and prescribing requirements for private mutual funds,
 - ix. respecting sales charges imposed by a distribution company or contractual plan service company under a contractual plan on purchasers of shares or units of a mutual fund, and commissions or sales incentives to be paid to registrants in connection with the securities of a mutual fund,
 - x. prescribing the circumstances in which a planholder under a contractual plan has the right to withdraw from the contractual plan, and
 - xi. prescribing procedures applicable to mutual funds, registrants and any other person or company in respect of sales and redemptions of mutual fund securities and payments for sales and redemptions.
32. Respecting fees payable by an issuer to an adviser as consideration for investment advice, alone or together with administrative or management services provided to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
33. Prescribing requirements relating to the qualification of a registrant to act as an adviser to a mutual fund or non-redeemable investment fund.
34. Regulating commodity pools, including,
- i. varying the application of Part XV (Prospectuses—Distribution) or XVIII (Continuous Disclosure)
- vi. prescrire les exigences relatives au calcul de la valeur liquidative des fonds mutuels,
 - vii. prescrire les exigences relatives au contenu et à l'utilisation de documentation commerciale, de communications commerciales ou d'annonces publicitaires concernant les fonds ou leurs valeurs mobilières,
 - viii. désigner des fonds mutuels comme fonds mutuels fermés et prescrire les exigences applicables à ceux-ci,
 - ix. traiter des frais de vente imposés par une compagnie de placement ou une compagnie de service de plans à versements périodiques en vertu d'un plan à versements périodiques aux acheteurs des actions ou des parts d'un fonds mutuel, ainsi que des commissions ou des primes de vente à payer aux personnes ou compagnies inscrites relativement aux valeurs mobilières d'un fonds mutuel,
 - x. prescrire les circonstances dans lesquelles le souscripteur d'un plan à versements périodiques a le droit de s'en retirer,
 - xi. prescrire les procédures applicables aux fonds mutuels, aux personnes ou compagnies inscrites et aux autres personnes ou compagnies relativement aux ventes et aux rachats des valeurs mobilières des fonds mutuels et aux paiements pour les ventes et les rachats.
32. Traiter des honoraires payables par un émetteur à un conseiller en contrepartie de conseils en matière d'investissement et des services administratifs ou de gestion qui peuvent s'y ajouter, fournis à un fonds mutuel ou à un fonds d'investissement à capital fixe.
33. Prescrire les exigences relatives aux qualités requises d'une personne ou compagnie inscrite pour qu'elle puisse agir à titre de conseiller d'un fonds mutuel ou d'un fonds d'investissement à capital fixe.
34. Réglementer les fonds du marché à terme, et notamment :
- i. modifier l'application de la partie XV (Prospectus - placement) ou de la partie XVIII (Informa-

- to prescribe additional disclosure requirements in respect of commodity pools and requiring or permitting the use of particular forms or types of additional offering or other documents in connection with commodity pools,
- ii. prescribing requirements in respect of, or in relation to, promoters, advisers, persons and companies who administer or participate in the administration of the affairs of commodity pools,
 - iii. prescribing standards in relation to the suitability of investors in commodity pools,
 - iv. prohibiting or restricting the payment of fees, commissions or compensation by commodity pools or holders of securities of commodity pools and restricting the reimbursement of costs in connection with the organization of commodity pools,
 - v. prescribing requirements with respect to the voting rights of security holders, and
 - vi. prescribing requirements in respect of the redemption of securities of a commodity pool.
35. Regulating or varying this Act in respect of derivatives, including,
- i. providing exemptions from any requirement of this Act,
 - ii. prescribing disclosure requirements and requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents or other documents, and
 - iii. prescribing requirements that apply to mutual funds, non-redeemable investment funds, commodity pools or other issuers.
36. Varying the application of this Act to foreign issuers to facilitate distributions, compliance with requirements applicable or relating to reporting issuers and the making of take-over bids, issuer bids, insider bids, going-private transactions and related party transactions where the foreign issuers
- tion continue) afin de prescrire des obligations d'information supplémentaires à l'égard des fonds du marché à terme, et exiger ou permettre l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou autres documents supplémentaires relativement aux fonds,
- ii. prescrire les exigences relatives aux promoteurs, aux conseillers, aux personnes et aux compagnies qui administrent les affaires des fonds du marché à terme ou qui prennent part à leur administration,
 - iii. prescrire les normes servant à établir si les fonds du marché à terme conviennent aux investisseurs,
 - iv. interdire ou restreindre le paiement d'honoraires, de commissions ou de rémunération par les fonds du marché à terme ou les détenteurs de valeurs mobilières de tels fonds, et restreindre le remboursement des frais liés à l'organisation de ces fonds,
 - v. prescrire les exigences relatives aux droits de vote des détenteurs de valeurs mobilières,
 - vi. prescrire les exigences relatives au rachat des valeurs mobilières d'un fonds du marché à terme.
35. Réglementer les produits dérivés ou modifier l'application de la présente loi à leur égard, et notamment :
- i. prévoir des dispenses des exigences de la présente loi,
 - ii. prescrire des obligations d'information et exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre ou d'autres documents,
 - iii. prescrire les exigences qui s'appliquent aux fonds mutuels, aux fonds d'investissement à capital fixe, aux fonds du marché à terme ou aux autres émetteurs.
36. Modifier l'application de la présente loi dans le cas des émetteurs étrangers en vue de faciliter les placements, le respect des exigences applicables ou relatives aux émetteurs assujettis et les offres d'achat visant à la mainmise, les offres de l'émetteur, les offres d'initié, les transformations en compa-

are subject to requirements of the laws of other jurisdictions that the Commission considers are adequate in light of the purposes and principles of this Act.

37. Regulating labour sponsored investment fund corporations registered under Part III (Labour Sponsored Investment Fund Corporations) of the *Labour Sponsored Venture Capital Corporations Act, 1992*, and the distribution and trading of the securities of the corporations and varying the application of this Act in respect of the corporations and,

i. prescribing proficiency requirements that apply in respect of registrants trading in securities of the corporations,

ii. requiring or prohibiting the use of particular forms or types of offering documents for or in respect of the securities of the corporations,

iii. prescribing disclosure requirements for or in respect of the securities of the corporations,

iv. exempting the corporations from specified requirements or restrictions that ordinarily apply to or in respect of mutual funds, and

v. prescribing insider reporting requirements for or in respect of the corporations.

38. Prescribing requirements in respect of reverse take-overs including requirements for disclosure that are substantially equivalent to that provided by a prospectus.

39. Requiring or respecting the media, format, preparation, form, content, execution, certification, dissemination and other use, filing and review of all documents required under or governed by this Act, the regulations or the rules and all documents determined by the regulations or the rules to be ancillary to the documents, including,

gnie fermée et les opérations entre personnes apparentées, lorsque les émetteurs étrangers sont soumis aux exigences des lois d'autres autorités législatives que la Commission estime adéquates compte tenu des objets et des principes de la présente loi.

37. Réglementer les fonds d'investissement des travailleurs inscrits aux termes de la partie III (Fonds d'investissement des travailleurs) de la *Loi de 1992 sur les corporations à capital de risque de travailleurs*, le placement des valeurs mobilières de ces fonds ainsi que les opérations sur ces valeurs, modifier l'application de la présente loi à l'égard de ces fonds et :

i. prescrire les normes de compétence qui s'appliquent aux personnes ou compagnies inscrites qui effectuent des opérations sur les valeurs mobilières de ces fonds,

ii. exiger ou interdire l'utilisation de certaines formules ou de certains types de documents d'offre pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,

iii. prescrire des obligations d'information pour les valeurs mobilières de ces fonds ou à l'égard de celles-ci,

iv. dispenser ces fonds d'exigences ou de restrictions précises qui s'appliquent ordinairement aux fonds mutuels ou à l'égard de ceux-ci,

v. prescrire les exigences concernant les déclarations d'initiés pour ces fonds ou à l'égard de ceux-ci.

38. Prescrire les exigences relatives aux prises de contrôle inversées, notamment des obligations d'information qui sont sensiblement équivalentes à celles que doivent respecter les prospectus.

39. Exiger ou prévoir le support, le format, la préparation, la forme, le contenu, l'exécution, la certification, la diffusion et autres utilisations, le dépôt et l'examen de tous les documents qu'exigent ou que régissent la présente loi, les règlements ou les règles, ainsi que de tous les documents qui sont, selon les règlements ou les règles, accessoires à ces documents, notamment :

- i. applications for registration and other purposes,
 - ii. preliminary prospectuses and prospectuses,
 - iii. interim financial statements and financial statements,
 - iv. proxies and information circulars, and
 - v. take-over bid circulars, issuer bid circulars and directors' circulars.
40. Respecting the designation or recognition of any person, company or jurisdiction if advisable for purposes of this Act, including,
- i. recognizing stock exchanges, self-regulatory organizations and clearing agencies,
 - ii. designating, for purposes of subsection 88 (1), the jurisdictions whose requirements are substantially similar to the requirements of Part XIX (Proxies and Proxy Solicitation), and
 - iii. designating a person or company for the purpose of the definition of "market participant".
41. Respecting the conduct of the Commission and its employees in relation to duties and responsibilities and discretionary powers under this Act, including,
- i. the conduct of investigations and examinations carried out under Part VI (Investigations and Examinations), and
 - ii. the conduct of hearings.
42. Establishing conditions for any exemption that the Commission is authorized to give by subsection 46 (4) or 190 (6) or section 113 of the *Business Corporations Act* and, despite those provisions, dispensing with applications for exemption when the conditions are met.
43. Prescribing the fees payable to the Commission, including those for filing, for applications for registration or exemptions, for trades in securities, in respect of audits made by the Commission, and in connection with the
- i. les demandes d'inscription et autres,
 - ii. les prospectus provisoires et les prospectus,
 - iii. les états financiers périodiques et les états financiers,
 - iv. les procurations et les circulaires d'information,
 - v. les circulaires d'offre d'achat visant à la mainmise, les circulaires d'offre de l'émetteur et les circulaires de la direction.
40. Traiter de la désignation ou de la reconnaissance de toute personne, compagnie ou autorité législative, lorsque cela est indiqué pour l'application de la présente loi, et notamment :
- i. reconnaître les Bourses, les organismes d'autoréglementation et les agences de compensation,
 - ii. désigner, pour l'application du paragraphe 88 (1), les autorités législatives dont les exigences sont sensiblement semblables à celles de la partie XIX (Procurations et sollicitations de procurations),
 - iii. désigner une personne ou une compagnie pour l'application de la définition de «participant au marché».
41. Traiter de la conduite de la Commission et de ses employés quant aux fonctions, aux responsabilités et aux pouvoirs discrétionnaires prévus par la présente loi, notamment :
- i. la tenue des enquêtes et des examens effectués aux termes de la partie VI (Enquêtes et examens),
 - ii. le déroulement des audiences.
42. Établir les conditions applicables aux dispenses que la Commission est autorisée à accorder en vertu du paragraphe 46 (4) ou 190 (6) ou de l'article 113 de la *Loi sur les sociétés par actions* et, malgré ces dispositions, exempter de la présentation de demandes de dispense lorsque les conditions sont remplies.
43. Prescrire les droits payables à la Commission, notamment les droits de dépôt, les droits à verser avec une demande d'inscription ou de dispense, les droits d'opérations sur valeurs mobilières, les droits relatifs aux vérifica-

administration of Ontario securities law.

44. Varying the application of this Act to permit or require the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of,

i. documents or information required under or governed by this Act, the regulations or rules, and

ii. documents determined by the regulations or rules to be ancillary to documents required under or governed by this Act, the regulations or rules.

45. Establishing requirements for and procedures in respect of the use of an electronic or computer-based system for the filing, delivery or deposit of documents or information.

46. Prescribing the circumstances in which persons or companies shall be deemed to have signed or certified documents on an electronic or computer-based system for any purpose of this Act.

Regulations

(2) The Lieutenant Governor in Council may make regulations in respect of,

(a) any matter in respect of which the Commission may make rules, with necessary modifications; and

(b) any matter advisable for carrying out the purposes of this Act.

Revoking regulations

(3) Subject to the approval of the Minister, the Commission may make a regulation that revokes any provision of a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act that has been identified by the Commission for the purposes of the notice and comment process as conflicting with a rule made by the Commission.

Effective date

(4) A regulation made under subsection (3) cannot come into force or have effect before the conflicting rule comes into force.

Retroactive

(5) Subject to subsection (4), a regulation made under subsection (3), if it so provides, is effective with reference to a period before it was filed.

Incorporation by reference

(6) A regulation or rule authorized by this section may incorporate by reference, in whole or in part, any standard, procedure or guideline and may require compliance with

tions effectuées par la Commission et les droits relatifs à l'application du droit ontarien des valeurs mobilières.

44. Modifier l'application de la présente loi pour permettre ou exiger l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise :

i. des documents ou renseignements exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles,

ii. des documents qui, selon les règlements ou les règles, sont accessoires aux documents exigés ou régis par la présente loi, les règlements ou les règles.

45. Fixer les exigences relatives à l'utilisation d'un système électronique ou informatisé pour le dépôt ou la remise des documents ou des renseignements, ainsi que la procédure à suivre à cet égard.

46. Prescrire les circonstances dans lesquelles des personnes ou des compagnies sont réputées, pour l'application de la présente loi, avoir signé ou certifié conformes des documents qui se trouvent dans un système électronique ou informatisé.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

a) traiter des questions à l'égard desquelles la Commission peut établir des règles, avec les adaptations nécessaires;

b) traiter des questions utiles à la réalisation des objets de la présente loi.

Règlements

(3) Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut, par règlement, abroger une disposition d'un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi si, aux fins de la procédure relative aux avis et aux commentaires, la Commission a déterminé que cette disposition est incompatible avec une règle qu'elle a établie.

Abrogation de règlements

(4) Le règlement pris en application du paragraphe (3) ne peut entrer en vigueur ni prendre effet avant la règle incompatible.

Entrée en vigueur

(5) Sous réserve du paragraphe (4), le règlement pris en application du paragraphe (3) qui comporte une disposition en ce sens a un effet rétroactif.

Effet rétroactif

(6) Les règlements ou les règles qui sont permis par le présent article peuvent incorporer par renvoi, en totalité ou en partie, toute norme, procédure ou ligne directrice et exi-

Incorporation par renvoi

any standard, procedure or guideline adopted.

Classes (7) Regulations or rules in respect of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades, or other matters or things, may be made in respect of any class or category of registrants, issuers, other persons or companies, securities, trades or other matters or things.

Scope (8) A regulation or a rule may be general or particular in its application, may be limited as to time or place or both and may exclude any place from the application of the regulation or rule.

Exemptions (9) A regulation or rule may authorize the Commission or the Director to grant an exemption to it.

Same (10) An exemption or a removal of an exemption,

(a) may be granted or made in whole or in part; and

(b) may be granted or made subject to conditions or restrictions.

Regulations Act does not apply (11) The *Regulations Act* does not apply to the rules.

Same (12) A regulation made under subsection (3) is subject to the *Regulations Act*.

L.G. in C. prevails (13) If there is a conflict or an inconsistency between a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under this Act and a rule, the regulation prevails but in all other respects a rule has the same force and effect as a regulation.

Deemed rules **143.1** (1) Every order and ruling of the Commission and every policy relating to an order or ruling that is listed in the Schedule shall be deemed to be a rule validly made under this Act and to have come into force on the day this section comes into force.

Amended orders or rulings (2) For the purposes of subsection (1), a reference to an order, ruling or policy, whether or not it is referred to in the Schedule as amended, is a reference to the order, ruling or policy as it existed on November 16, 1994.

Revocation (3) Every rule that became a rule by virtue of subsection (1) is revoked on the second anniversary of the day on which this section comes into force.

ger le respect de toute norme, procédure ou ligne directrice ainsi adoptée.

(7) Les règlements qui sont pris ou les règles qui sont établies au sujet des personnes ou des compagnies inscrites, des émetteurs, des autres personnes ou compagnies, des valeurs mobilières, des opérations ou d'autres questions ou choses peuvent porter sur une catégorie de ceux-ci.

(8) Les règlements ou les règles peuvent avoir une portée générale ou particulière, avoir une portée restreinte quant au temps et au lieu ou à l'un d'eux et exclure un lieu quelconque de leur champ d'application.

(9) Les règlements ou les règles peuvent autoriser la Commission ou le directeur à accorder une dispense de leur application.

(10) Une dispense ou le retrait d'une dispense peut :

a) être total ou partiel;

b) être assujetti à des conditions ou à des restrictions.

(11) La *Loi sur les règlements* ne s'applique pas aux règles.

(12) Les règlements pris en application du paragraphe (3) sont assujettis à la *Loi sur les règlements*.

(13) En cas d'incompatibilité entre un règlement pris par le lieutenant-gouverneur en conseil en application de la présente loi et une règle, le règlement l'emporte. Toutefois, une règle a la même valeur et le même effet qu'un règlement à tous autres égards.

143.1 (1) Les ordonnances et les décisions de la Commission, ainsi que les politiques se rapportant à une ordonnance ou à une décision, qui sont énumérées à l'annexe sont réputées constituer des règles établies valablement en application de la présente loi et être entrées en vigueur le même jour que le présent article.

(2) Pour l'application du paragraphe (1), la mention d'une ordonnance, d'une décision ou d'une politique, que l'annexe la mentionne ou non comme étant modifiée, constitue la mention de l'ordonnance, de la décision ou de la politique telle qu'elle existait le 16 novembre 1994.

(3) Les règles qui deviennent des règles par l'effet du paragraphe (1) sont abrogées deux ans après l'entrée en vigueur du présent article.

Catégories

Champ d'application

Dispense

Idem

Non-application de la *Loi sur les règlements*

Idem

Prépondérance des règlements pris par le lieutenant-gouverneur en conseil

Ordonnances et décisions réputées des règles

Ordonnances ou décisions modifiées

Abrogation

Publication	143.2 (1) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every rule that it proposes to make under section 143.	143.2 (1) La Commission publie dans son bulletin un avis des règles qu'elle se propose d'établir en application de l'article 143.	Publication
Notice	(2) The notice must include the following: <ol style="list-style-type: none"> 1. The proposed rule. 2. A statement of the substance and purpose of the proposed rule. 3. A summary of the proposed rule. 4. A reference to the authority under which the rule is proposed. 5. A discussion of all alternatives to the proposed rule that were considered by the Commission and the reasons for not proposing the adoption of the alternatives considered. 6. A reference to any significant unpublished study, report or other written materials on which the Commission relies in proposing the rule. 7. A description of the anticipated costs and benefits of the proposed rule. 8. A reference to every regulation or provision in a regulation to be revoked because it conflicts with the proposed rule. 	(2) L'avis doit comprendre les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de règle. 2. L'énoncé de la substance et de l'objet du projet de règle. 3. Un résumé du projet de règle. 4. Un renvoi à la disposition habilitante en vertu de laquelle la règle est proposée. 5. L'exposé de toutes les solutions de rechange au projet de règle que la Commission a examinées et les raisons pour ne pas en avoir proposé l'adoption. 6. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la règle. 7. La description des coûts et avantages prévus du projet de règle. 8. Un renvoi à chaque règlement ou disposition de règlement qui sera abrogé pour cause d'incompatibilité avec le projet de règle. 	Avis
Exception	(3) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.	(3) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.	Exception
Representations	(4) Upon publication of a notice under subsection (1), the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed rule within a period of at least 90 days after the publication.	(4) Lors de la publication de l'avis visé au paragraphe (1), la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de règle, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 90 jours suivant la publication.	Observations
Exceptions to notice requirement	(5) Publication of a notice is not required if, <ol style="list-style-type: none"> (a) all persons and companies who would be subject to the proposed rule are named, the information set out in subsection (2) is sent to each of them and they and any other person or company whose interests are likely to be substantially affected by the proposed rule are given an opportunity to make 	(5) La publication d'un avis n'est pas exigée dans les cas suivants : <ol style="list-style-type: none"> a) toutes les personnes et compagnies qui seraient assujetties au projet de règle sont nommées, les renseignements énoncés au paragraphe (2) sont envoyés à chacune d'elles et celles-ci, ainsi que toute autre personne ou compagnie dont les intérêts seront vraisemblablement touchés considérablement par le projet de règle, ont l'occa- 	Exceptions à l'obligation de publier un avis

written representations with respect to it;

- (b) the proposed rule grants an exemption or removes a restriction and is not likely to have a substantial effect on the interests of persons or companies other than those who benefit under it;
- (c) what is proposed is only an amendment that does not materially change an existing rule;
- (d) the Commission,
 - (i) believes that there is an urgent need for the proposed rule and that, without it, there is a substantial risk of material harm to investors or to the integrity of the capital markets, and
 - (ii) has the approval of the Minister to make the rule without publication of notice; or
- (e) the proposed rule remakes an order, ruling or policy that was deemed to be a rule by the operation of section 143.1 without materially changing the effect or intent of the rule.

Publication

(6) When a rule to which clause (5) (d) applies comes into force, the Commission shall publish in its Bulletin a statement setting out the substance and purpose of the rule and the nature of the urgency and the risk.

Changes to proposal

(7) If, following publication of the notice and consideration of the submissions, the Commission proposes material changes to the proposed rule, the Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed changes.

Notice

- (8) The notice must include the following:
1. The proposed rule with the changes incorporated.
 2. A concise statement of the purpose of the changes.
 3. The reasons for the changes.

Representations re changes

(9) Upon publication of a notice of changes, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the changes within such period as the Commission considers appropriate.

Making rule

(10) In cases where a notice and comment process is required, the Commission may make the rule only at the end of the notice

sion de présenter des observations écrites;

- b) le projet de règle accorde une dispense ou supprime une restriction et n'aura vraisemblablement pas un effet considérable sur les intérêts de personnes ou de compagnies autres que celles qui en retirent un avantage;
- c) le projet ne fait qu'apporter une modification qui ne change pas de façon importante une règle existante;
- d) la Commission :
 - (i) d'une part, croit que le projet de règle répond à un besoin urgent et que, sans celle-ci, les investisseurs ou l'intégrité des marchés financiers risqueraient fortement de subir un préjudice important,
 - (ii) d'autre part, a reçu l'approbation du ministre pour établir la règle sans publier d'avis;
- e) le projet de règle reprend une ordonnance, une décision ou une politique qui était réputée une règle par l'effet de l'article 143.1 sans changer de façon importante ni l'effet ni l'objet de la règle.

Publication

(6) Lors de l'entrée en vigueur d'une règle à laquelle s'applique l'alinéa (5) d), la Commission publie dans son bulletin une déclaration exposant la substance et l'objet de la règle ainsi que la nature de l'urgence et du risque.

Change-ments ap-portés au projet

(7) Si, après publication de l'avis et examen des observations, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de règle, elle publie dans son bulletin un avis des changements proposés.

Avis

- (8) L'avis doit comprendre les éléments suivants :
1. Le projet de règle auquel ont été intégrés les changements.
 2. Un bref énoncé de l'objet des changements.
 3. Les motifs des changements.

Observa-tions sur les change-ments

(9) Lors de la publication de l'avis de changements, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les changements, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.

Établis-sement de la règle

(10) Dans les cas où la procédure relative aux avis et aux commentaires est exigée, la Commission peut uniquement établir la règle

and comment process and after considering all representations made as a result of that process.

(11) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.

(12) In this section and in section 143.3, “rule” includes an amendment to and a revocation of a rule.

143.3 (1) The Commission must deliver to the Minister a copy of every rule made by it together with the following:

1. A copy of the notices published under section 143.2, unless publication of notice was not required, and copies of all documents referred to in the notices.
2. A summary of the representations made and other documents submitted in respect of the rule as proposed.
3. All other material information that was considered by the Commission in connection with the making of the rule.

(2) The Commission shall publish in its Bulletin every rule made by it as soon after the rule is made as practicable together with the following:

1. The date on which a rule and the material required under subsection (1) were delivered to the Minister.
2. The date the rule is to come into force if an action is not taken by the Minister under subsection (3).
3. A statement of the substance and purpose of the rule.
4. A summary of the written comments received during the comment periods if notice and comment were required.
5. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods.

(3) Within 60 days after a rule is delivered to the Minister, the Minister may,

- (a) approve the rule;
- (b) reject the rule; or

à la fin de la procédure et après examen des observations qui en résultent.

(11) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du présent article comme s'il s'agissait de pièces dont le dépôt est exigé.

(12) Dans le présent article et à l'article 143.3, «règle» s'entend en outre d'une modification apportée à une règle ou de son abrogation.

143.3 (1) La Commission remet au ministre une copie de toutes les règles qu'elle établit ainsi que les éléments suivants :

1. Une copie des avis publiés aux termes de l'article 143.2, sauf si la publication n'était pas exigée, ainsi que de tous les documents mentionnés dans les avis.
2. Un résumé des observations présentées, ainsi que des autres documents soumis, à l'égard du projet de règle.
3. Tous les autres renseignements importants que la Commission a examinés dans le cadre de l'établissement de la règle.

(2) Aussitôt que possible après avoir établi une règle, la Commission la publie dans son bulletin avec les éléments suivants :

1. La date à laquelle la règle et les pièces exigées aux termes du paragraphe (1) ont été remises au ministre.
2. La date à laquelle la règle entrera en vigueur si le ministre ne prend aucune des mesures prévues au paragraphe (3).
3. L'énoncé de la substance et de l'objet de la règle.
4. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin si des avis et des commentaires étaient exigés.
5. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires.

(3) Dans les 60 jours qui suivent la remise d'une règle au ministre, celui-ci peut :

- a) soit approuver la règle;
- b) soit rejeter la règle;

Examen
des pièces

Interpré-
tation

Remise des
règles au
ministre

Publication

Mesures
prises par
le ministre

Inspection
of material

Interpreta-
tion

Delivery of
rules to
Minister

Publication

Action by
Minister

(c) return it to the Commission for further consideration.

c) soit retourner la règle à la Commission pour réexamen.

When rules effective

143.4 (1) A rule that is approved by the Minister comes into force 15 days after it is approved unless there is a later day specified in the rule in which case it comes into force on that later day.

143.4 (1) Les règles qu'approuve le ministre entrent en vigueur 15 jours après leur approbation ou à la date ultérieure qu'elles précisent.

Entrée en vigueur des règles

Same

(2) If the Minister does not approve a rule, reject it or return it to the Commission for further consideration and a coming into force day,

(2) Si le ministre n'approuve pas la règle, ne la rejette pas ou ne la retourne pas à la Commission pour réexamen et qu'une date d'entrée en vigueur :

Idem

(a) that is at least 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the specified day;

a) qui suit d'au moins 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur à cette date;

(b) is not specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister; or

b) n'est pas précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75^e jour qui suit sa remise au ministre;

(c) that is within 75 days after the rule is delivered to the Minister is specified in the rule, the rule comes into force on the 75th day after the rule is delivered to the Minister.

c) qui suit de moins de 75 jours la remise de la règle au ministre est précisée dans la règle, celle-ci entre en vigueur le 75^e jour qui suit sa remise au ministre.

Same

(3) A rule that is returned to the Commission for further consideration cannot come into force until it is returned by the Commission to the Minister at which time this section applies as if the rule were delivered for the first time.

(3) La règle qui est retournée à la Commission pour réexamen ne peut entrer en vigueur avant que la Commission ne la retourne au ministre, auquel moment le présent article s'applique comme si la règle était remise pour la première fois.

Idem

Same

(4) A rule that is rejected by the Minister does not come into force.

(4) La règle que rejette le ministre n'entre pas en vigueur.

Idem

Same

(5) A rule to which clause 143.2 (5) (d) (urgency provision) applies that is approved by the Minister comes into force on the day it is published in the Commission's Bulletin.

(5) La règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) (besoin urgent) et qu'approuve le ministre entre en vigueur le jour de sa publication dans le bulletin de la Commission.

Idem

Revocation by operation of law

(6) Every rule to which clause 143.2 (5) (d) applies is revoked on the 275th day after it comes into force.

(6) Toute règle à laquelle s'applique l'alinéa 143.2 (5) d) est abrogée le 275^e jour qui suit son entrée en vigueur.

Abrogation par l'effet de la loi

Publication

(7) The Commission shall publish every rule that comes into force in *The Ontario Gazette* and in its Bulletin.

(7) La Commission publie chaque règle qui entre en vigueur dans la *Gazette de l'Ontario* et dans son bulletin.

Publication

Deemed notice

(8) Every person or company affected by a rule shall be deemed to have notice of it when it is published in the Commission's Bulletin.

(8) Chaque personne ou compagnie touchée par une règle est réputée avoir été avisée de celle-ci lors de sa publication dans le bulletin de la Commission.

Avis réputé donné

Returned for consideration

143.5 (1) If the Minister returns a rule to the Commission for further consideration, the Minister may specify what is to be considered, the conditions that apply and the process to be followed.

143.5 (1) Si le ministre retourne une règle à la Commission pour réexamen, il peut préciser les points qui doivent être examinés, les conditions qui s'appliquent et la procédure à suivre.

Règle retournée pour réexamen

Same

(2) Subject to any instruction that the Commission receives under subsection (1), the Commission shall consider any rule returned to it in the manner and following the process that it feels is appropriate.

(2) Sous réserve des instructions qu'elle reçoit en vertu du paragraphe (1), la Commission examine les règles qui lui sont retournées de la manière et selon la procédure qu'elle juge appropriées.

Idem

Publication	<p>143.6 The Commission shall publish in its Bulletin notice of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) any action taken by the Minister under subsection 143.3 (3) in respect of every rule that the Commission has delivered to the Minister; and (b) any matters specified by the Minister under subsection 143.5 (1) to be considered. 	<p>143.6 La Commission publie dans son bulletin un avis :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, des mesures prises par le ministre en vertu du paragraphe 143.3 (3) à l'égard de toute règle que lui a remise la Commission; b) d'autre part, de toute question que le ministre précise d'examiner en vertu du paragraphe 143.5 (1). 	Publication
Studies	<p>143.7 (1) The Minister may in writing require the Commission,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) to study and make recommendations in respect of any matter of a general nature under or affecting this Act, the regulations or the rules; and (b) to consider making a rule in respect of a matter specified by the Minister. 	<p>143.7 (1) Le ministre peut exiger par écrit que la Commission :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) d'une part, étudie des questions de nature générale qui sont visées par la présente loi, les règlements ou les règles, ou qui ont une incidence sur ceux-ci, et fasse des recommandations à leur égard; b) d'autre part, examine la possibilité d'établir une règle sur une question qu'il précise. 	Études
Publication	<p>(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of every requirement from the Minister made under subsection (1).</p>	<p>(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de toutes les exigences imposées par le ministre en vertu du paragraphe (1).</p>	Publication
Notice	<p>(3) The notice must include the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. A statement of the substance of the requirement. 2. A reference to every unpublished study, report or other written materials provided to the Commission by the Minister other than materials that the Minister has asked the Commission to treat as confidential. 	<p>(3) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. L'énoncé de la substance de l'exigence. 2. Un renvoi aux études, rapports ou autres pièces écrites non publiés que le ministre a fournis à la Commission, à l'exclusion des pièces dont il a demandé à la Commission de protéger le caractère confidentiel. 	Avis
Policy	<p>143.8 (1) In this Act, "policy" means a written statement of the Commission of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) principles, standards, criteria or factors that relate to a decision or exercise of a discretion by the Commission or the Director under this Act, the regulations or the rules; (b) the manner in which a provision of this Act, the regulations or the rules is interpreted or applied by the Commission or the Director; (c) the practices generally followed by the Commission or the Director in the performance of duties and responsibilities under this Act; and (d) something that is not of a legislative nature. 	<p>143.8 (1) Dans la présente loi, «politique» s'entend d'une déclaration écrite de la Commission énonçant l'un ou l'autre des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les principes, les normes, les critères ou les facteurs qui se rapportent à la prise d'une décision ou à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire par la Commission ou le directeur en vertu de la présente loi, des règlements ou des règles; b) la façon dont la Commission ou le directeur applique ou interprète une disposition de la présente loi, des règlements ou des règles; c) les pratiques que la Commission ou le directeur suit généralement dans l'exercice des fonctions et l'exécution des responsabilités que lui attribue la présente loi; d) une chose qui n'est pas de nature législative. 	Politiques

Publication	(2) The Commission shall publish in its Bulletin notice of the proposed adoption of a policy.	(2) La Commission publie dans son bulletin un avis de ses projets de politique.	Publication
Notice	<p>(3) The notice must include the following:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The proposed policy. 2. A statement of the purpose of the proposed policy. 3. A summary of the proposed policy. 4. A reference to any significant unpublished study, report, decision or other written materials on which the Commission relies in proposing the policy. 5. A reference to any provision of this Act, a regulation or a rule to which the proposed policy relates. 	<p>(3) L'avis doit comprendre les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le projet de politique. 2. L'énoncé de l'objet du projet de politique. 3. Un résumé du projet de politique. 4. Un renvoi aux études, rapports, décisions ou autres pièces écrites d'importance, mais non publiés, sur lesquels la Commission se fonde pour proposer la politique. 5. Un renvoi à toute disposition de la présente loi, d'un règlement ou d'une règle à laquelle se rapporte le projet de politique. 	Avis
Exception	(4) The Commission does not have to make reference to written material that, in the opinion of the Commission, should be held in confidence because it discloses intimate financial, personal or other information and the desirability of avoiding disclosure of the substance of it or its existence in the interests of any person or company affected outweighs the desirability of making it or knowledge of its existence available to the public.	(4) La Commission n'est pas tenue de faire un renvoi aux pièces écrites dont, à son avis, le caractère confidentiel devrait être protégé parce qu'elles contiennent des renseignements d'ordre privé, notamment d'ordre financier ou personnel, et que l'importance d'en garder la substance et l'existence secrets dans l'intérêt des personnes ou des compagnies visées l'emporte sur l'importance de permettre au public de les consulter ou d'être informé de leur existence.	Exception
Representations	(5) Upon publication of the notice, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the proposed policy within a period of at least 60 days after the publication.	(5) Lors de la publication de l'avis, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le projet de politique, et leur donne une occasion raisonnable de le faire, dans un délai d'au moins 60 jours suivant la publication.	Observations
Exceptions to notice requirement	(6) Publication of a notice is not required if the proposed policy would make no material substantive change to an existing policy.	(6) La publication d'un avis n'est pas exigée si le projet de politique n'apporte aucun changement de fond important à une politique existante.	Exceptions à l'obligation de publier un avis
Changes to proposal	<p>(7) If, following publication of the notice, the Commission proposes material changes to the proposed policy, the Commission shall publish in its Bulletin,</p> <ol style="list-style-type: none"> (a) the proposed policy with the changes incorporated; (b) a concise statement of the purpose for the changes; and (c) the reasons for the changes. 	<p>(7) Si, après publication de l'avis, la Commission se propose d'apporter des changements importants au projet de politique, elle publie dans son bulletin les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) le projet de politique auquel ont été intégrés les changements; b) un bref énoncé de l'objet des changements; c) les motifs des changements. 	Changements apportés au projet
Representations re changes	(8) Upon publication of a notice of change, the Commission shall invite, and shall give a reasonable opportunity to, interested persons and companies to make written representations with respect to the change	(8) Lors de la publication de l'avis de changement, la Commission invite les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur le changement, et leur donne une occasion raisonnable	Observations sur les changements

within such period as the Commission considers appropriate.

Publication
in Bulletin

(9) The Commission shall publish in its Bulletin every policy adopted by it as soon after the policy is adopted as practicable together with the following:

1. The date the policy comes into effect.
2. A statement of the substance and purpose of the policy.
3. A summary of the written comments received during the comment periods.
4. A statement of the Commission setting out its response to the significant issues and concerns brought to the attention of the Commission during the comment periods and the reasons for any changes made to the proposed policy following its publication.

Inspection
of material

(10) Section 140 applies to all written representations made under this section as if they were material required to be filed.

Restriction

(11) The Commission shall not adopt a policy that, by reason of its prohibitive or mandatory character, is of a legislative nature.

Interpreta-
tion

(12) In this section, "policy" includes a change to and a rescission of a policy.

Priorities

143.9 (1) The Commission shall, by June 30, 1995, and each year thereafter, within 90 days after the end of its financial year, deliver to the Minister and publish in its Bulletin a statement of the Chair of the Commission setting out the proposed priorities of the Commission in connection with the administration of this Act, the regulations and the rules, together with a summary of the reasons for the adoption of the priorities.

Same

(2) The Commission shall, at least 60 days before the publication date of the statement, publish a notice in its Bulletin inviting interested persons or companies to make written representations as to the matters that should be identified as priorities.

Memoran-
dum of
under-
standing

143.10 (1) The Commission must first deliver to the Minister and then publish in the Commission's Bulletin every agreement, memorandum of understanding or arrangement between the Commission and,

- (a) another securities or financial regulatory authority;

de le faire, dans le délai qu'elle juge approprié.

(9) Aussitôt que possible après avoir adopté une politique, la Commission la publie dans son bulletin avec les éléments suivants :

1. La date d'entrée en vigueur de la politique.
2. L'énoncé de la substance et de l'objet de la politique.
3. Un résumé des commentaires écrits reçus au cours des périodes prévues à cette fin.
4. Une déclaration de la Commission exposant sa réponse aux questions et aux inquiétudes importantes qui ont été portées à son attention au cours des périodes prévues pour les commentaires, ainsi que les motifs des changements qui ont été apportés au projet de politique après sa publication.

(10) L'article 140 s'applique aux observations écrites présentées aux termes du présent article comme s'il s'agissait de pièces dont le dépôt est exigé.

(11) La Commission ne peut adopter de politique qui, en raison de son caractère prohibitif ou obligatoire, est de nature législative.

(12) Dans le présent article, «politique» s'entend en outre d'une modification apportée à une politique ou de son annulation.

143.9 (1) Au plus tard le 30 juin 1995, et chaque année par la suite, dans les 90 jours qui suivent la fin de son exercice, la Commission remet au ministre et publie dans son bulletin une déclaration du président de la Commission énonçant les priorités proposées par celle-ci pour l'application de la présente loi, des règlements et des règles, ainsi qu'un résumé des raisons pour les adopter.

(2) Au moins 60 jours avant la date de publication de la déclaration, la Commission publie dans son bulletin un avis invitant les personnes et les compagnies intéressées à présenter des observations écrites sur les questions qui devraient être reconnues comme des priorités.

143.10 (1) La Commission doit d'abord remettre au ministre puis publier dans son bulletin chaque accord, protocole d'entente ou arrangement qu'elle conclut :

- a) soit avec une autre autorité de réglementation des valeurs mobilières ou de réglementation financière;

Publication
dans le
bulletin

Examen
des pièces

Restriction

Interpréta-
tion

Priorités

Idem

Protocole
d'entente

	(b) any self-regulatory body or organization; or	b) soit avec un organisme autonome ou un organisme d'autoréglementation;	
	(c) any jurisdiction.	c) soit avec une autorité législative.	
Minister's option	(2) The Minister may approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement within 60 days after it is published in the Bulletin.	(2) Le ministre peut approuver ou rejeter l'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement dans les 60 jours qui suivent sa publication dans le bulletin.	Pouvoir du ministre
Coming into effect	(3) If the Minister approves the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the day it is approved.	(3) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre approuve entre en vigueur le jour de son approbation.	Entrée en vigueur
Same	(4) If the Minister does not approve or reject the agreement, memorandum of understanding or arrangement, it comes into effect on the 60th day after its publication in the Bulletin.	(4) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre n'approuve ni ne rejette entre en vigueur le 60 ^e jour qui suit sa publication dans le bulletin.	Idem
Same	(5) If the Minister rejects the agreement, memorandum of understanding or arrangement before it comes into effect by the operation of subsection (4), it does not come into effect.	(5) L'accord, le protocole d'entente ou l'arrangement que le ministre rejette avant qu'il n'entre en vigueur par l'effet du paragraphe (4) n'entre pas en vigueur.	Idem
General orders prohibited	143.11 The Commission shall not make any orders or rulings of general application.	143.11 La Commission ne doit pas rendre d'ordonnance ni de décision d'application générale.	Ordonnances générales interdites
Review by committee	143.12 (1) Within five years after this section comes into force and within each five-year period after that, the Minister shall appoint an advisory committee to review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and the legislative needs of the Commission.	143.12 (1) Au plus tard cinq ans après l'entrée en vigueur du présent article et au cours de chaque période de cinq ans subséquente, le ministre constitue un comité consultatif qu'il charge d'examiner les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission et les besoins législatifs de celle-ci.	Examen par un comité
Same	(2) The committee shall review the legislation, regulations and rules relating to matters dealt with by the Commission and the legislative needs of the Commission and solicit the views of the public in respect of these matters by means of a notice and comment process.	(2) Le comité examine les lois, les règlements et les règles se rapportant aux questions dont traite la Commission ainsi que les besoins législatifs de celle-ci et sollicite les vues du public à ces égards au moyen d'une procédure relative aux avis et aux commentaires.	Idem
Report	(3) The committee shall prepare for the Minister a report of its review and its recommendations.	(3) Le comité dresse un rapport de son examen et de ses recommandations à l'intention du ministre.	Rapport
Same	(4) The Minister shall table the report in the Legislature.	(4) Le ministre dépose le rapport devant l'Assemblée législative.	Idem
Committee review	(5) Upon the report being tabled, a select or standing committee of the Legislative Assembly shall be appointed to review the report, hear the opinions of interested persons or companies and make recommendations to the Legislative Assembly regarding amendments to this Act.	(5) Dès le dépôt du rapport, un comité spécial ou permanent de l'Assemblée législative est constitué pour l'examiner, entendre les vues des personnes ou des compagnies intéressées et faire des recommandations à l'Assemblée législative à propos de modifications à apporter à la présente loi.	Examen par un comité
Confidential information	143.13 The Minister is entitled to keep confidential any information or documents received from the Commission that the Commission was entitled to keep confidential.	143.13 Le ministre a le droit de garder confidentiels tous renseignements ou documents qu'il reçoit de la Commission et que celle-ci avait le droit de garder confidentiels.	Renseignements confidentiels

9. The Act is amended by adding the following Schedule:

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'annexe suivante :

SCHEDULE/ANNEXE

PART A/PARTIE A

<u>Blanket Ruling/Décision générale</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of Certain Reporting Issuers, 1980 O.S.C.B. 166	10/04/80
In The Matter of The Automatic Investment of Dividends or Distributions in Shares or Units of Mutual Funds (1983), 6 O.S.C.B. 1078	11/05/83
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1983), 6 O.S.C.B. 3508	19/10/83
In The Matter of Discount Brokerage and The Role of Financial Institutions (1984), 7 O.S.C.B. 458	10/01/84
In The Matter of Order Execution Access Dealers (1984), 7 O.S.C.B. 1520	10/02/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 1913	27/04/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1984), 7 O.S.C.B. 3247	24/07/84
In The Matter of Zero Coupon Strip Bonds (1984), 7 O.S.C.B. 4085	25/09/84
In The Matter of Eurosecurity Financings (1984), 7 O.S.C.B. 4897	22/11/84
In The Matter of Trades in Securities of a Private Company Under The Execution Act (1985), 8 O.S.C.B. 127	04/01/85
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1985), 8 O.S.C.B. 2915	12/07/85
In The Matter of The Mandatory Investment of Dividends or Distributions In Shares or Units of Mutual Funds (1985), 8 O.S.C.B. 4308	16/10/85
In The Matter of a Policy of The Toronto Stock Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 1455	02/03/87
In The Matter of a Policy of The Montreal Exchange on Small Shareholder Selling and Purchase Arrangements (1987), 10 O.S.C.B. 4938	18/08/87
In The Matter of Certain Proposed Amendments (1987), 10 O.S.C.B. 5936	22/09/87
In The Matter of The Business Corporations Act, 1982, S.O. 1982, chapter 4, as amended and In The Matter of The Canadian Depository for Securities (1988), 11 O.S.C.B. 542	25/11/87
In The Matter of Trading in Recognized Options Cleared Through Recognized Clearing Organizations (1988), 11 O.S.C.B. 4895	01/12/88
In The Matter of The Secretaries Act R.S.O. 1980, chapter 466, as amended (1989), 12 O.S.C.B. 2735	07/07/89
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1990), 13 O.S.C.B. 3007	12/07/90
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1990), 13 O.S.C.B. 4793	22/10/90
In The Matter of The Toronto Stock Exchange (1991), 14 O.S.C.B. 881	27/02/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 2157	30/04/91
In The Matter of an Assignment to the Director Pursuant to Section 6 of The Securities Act (1991), 14 O.S.C.B. 3439	25/06/91
In The Matter of First Prospectuses Filed by National Policy Statement No. 36 Mutual Funds and In The Matter of Universal Money Market Fund (1991), 14 O.S.C.B. 3475	03/07/91
In The Matter of Mutual Fund Securities (1991), 14 O.S.C.B. 3763	24/07/91
In The Matter of The Recognized Options Rationalization Order (1991), 14 O.S.C.B. 4234	14/08/91
In The Matter of Self-Directed Registered Education Savings Plans (1992), 15 O.S.C.B. 613	05/12/91
In The Matter of Certain Advisers (1992), 15 O.S.C.B. 1955	05/05/92
In The Matter of Certain Members of The Toronto Stock Exchange (1992), 15 O.S.C.B. 3354	14/07/92
In The Matter of The Limitations on a Registrant Underwriting Securities of a Related Issuer or Connected Issuer of The Registrant (1992), 15 O.S.C.B. 3645	30/07/92
In The Matter of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3428	30/06/93
In The Matter of Insider Bids, Issuer Bids and Take-Over Bids in Anticipation of Going Private Transactions (1993), 16 O.S.C.B. 3429	30/06/93

In The Matter of Real Return Bond Strip Bonds (1994), 17 O.S.C.B. 2875	23/11/93
In The Matter of Dividend Reinvestment and Stock Dividend Plans (1993), 16 O.S.C.B. 5928	26/11/93
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1993), 16 O.S.C.B. 5913	01/12/93
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5914	01/12/93
Blanket Permission - International Offerings made by way of Private Placement in Ontario - Subsection 38(3) of The Securities Act (Ontario) (1993), 16 O.S.C.B. 5938	01/12/93
In The Matter of Regulation 1015, R.R.O. 1990, as amended and In The Matter of Certain International Offerings by Private Placement in Ontario (1993), 16 O.S.C.B. 5931	01/12/93
In The Matter of Networking Arrangements Governed by the Principles of Regulation (1993), 16 O.S.C.B. 6168	15/12/93
In The Matter of a Proposal of The Toronto Stock Exchange to Foster Capital Formation for Junior Resource and Industrial Enterprises (1994), 17 O.S.C.B. 347	10/01/94
In The Matter of Dividend Reinvestment Plans (1994), 17 O.S.C.B. 1178	02/03/94
In The Matter of Ontario Regulation 638/93 and The Disclosure of Executive Compensation and of Indebtedness of Directors, Executive Officers and Senior Officers (1994), 17 O.S.C.B. 1176	08/03/94
Blanket Permission Under Section 81 of The Regulation Under The Securities Act (Ontario) (1994), 17 O.S.C.B. 1187	08/03/94
In The Matter of Trades by Issuers In Connection With Securities Exchange Issuer Bids and In The Matter of Trades by Holders of Securities of a Company to Another Company In Connection With an Amalgamation, an Arrangement or a Specified Statutory Procedure (1994), 17 O.S.C.B. 1975	20/04/94
In The Matter of Trades by Issuers Upon Exercise of Certain Conversion or Exchange Rights and In The Matter of The First Trade In Securities Acquired Upon Exercise of Such Conversion or Exchange Rights (1994), 17 O.S.C.B. 2876	07/06/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Financial intermediary registration exemption)	08/11/94
In The Matter of Certain Amendments to Regulation 1015 of The Revised Regulations of Ontario 1990 made under The Securities Act (Corporate sponsored plans)	08/11/94
In The Matter of Trades by an Issuer in Securities of its own issue to Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans and a Controlling Shareholder in Securities of an Issuer to Employees, Senior Officers, Directors, Personal Holding Companies and Registered Retirement Savings Plans	14/11/94
In The Matter of the First Trade in Securities Acquired Pursuant to Certain Exemptions, 26/4/94, 170SCB-1978 "Resale Ruling", amended 14/11/94	14/11/94
In The Matter of Trading in Securities of Labour Sponsored Investment Fund Corporations (Blanket Order/ordonnance générale)	10/11/94

PART B/PARTIE B

<u>Blanket Ruling and Related Policy Statements/Décision générale et politiques connexes</u>	<u>Date Issued/Date</u>
In The Matter of a Simplified Prospectus Qualification System for Mutual Funds (1984), 7 O.S.C.B. 5333 [including National Policy Statement No. 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 and National Policy Statement No. 39/y compris l'instruction générale canadienne n° 36 (1984), 7 O.S.C.B. 5355 et l'instruction générale canadienne n° 39]	18/12/84
In The Matter of Certain Reporting Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1029 [including National Policy Statement No. 41 (1987), 10 O.S.C.B. 6307/y compris l'instruction générale canadienne n° 41 (1987), 10 O.S.C.B. 6307]	01/03/88
In The Matter of Rules for Shelf Prospectus Offerings and for Pricing Offerings after the Prospectus Is Receipted (1991), 14 O.S.C.B. 1824 [including National Policy Statement No. 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844/y compris l'instruction générale canadienne n° 44 (1991), 14 O.S.C.B. 1844]	02/05/91
In The Matter of Regulation 910, R.R.O. 1980, as amended and In The Matter of The Multijurisdictional Disclosure System (1991), 14 O.S.C.B. 2863 [including National Policy Statement No. 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889/y compris l'instruction générale canadienne n° 45 (1991), 14 O.S.C.B. 2889]	24/06/91
In The Matter of The Prompt Offering Qualification System (1993), 16 O.S.C.B. 731, 16 O.S.C.B. 732; 16 O.S.C.B. 949 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765]	17/02/93 & 25/02/93

In The Matter of National Policy Statement No. 47 and The Solicitation of Expressions of Interest (1993), 16 O.S.C.B. 2832 [including National Policy Statement No. 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765/y compris l'instruction générale canadienne n° 47 (1993), 16 O.S.C.B. 765] 09/06/93

In The Matter of Certain Trades in Securities of Junior Resource Issuers (1988), 11 O.S.C.B. 1522 [including Ontario Policy No. 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563/y compris la politique de l'Ontario n° 5.2 (1988), 11 O.S.C.B. 563] 30/03/88

Commence-
ment

10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

10. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Short title

11. The short title of this Act is the *Securities Amendment Act, 1994*.

11. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les valeurs mobilières*.

Titre
abrégé

CAZON
X/B
-1356



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 191

Projet de loi 191

**An Act to amend the
Municipal Elections Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les élections municipales**

Mr. Runciman

M. Runciman



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 17, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 17 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act to amend the Municipal Elections Act

Loi modifiant la Loi sur les élections municipales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 57 (1) of the *Municipal Elections Act* is repealed and the following substituted:

Hours poll
to be open

(1) Every polling place shall be open for the purpose of taking the poll at every election from 8 o'clock in the forenoon until 8 o'clock in the afternoon of polling day.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Municipal Elections Amendment Act, 1994*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 57 (1) de la *Loi sur les élections municipales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le jour du scrutin, les bureaux de vote sont ouverts de 8 h à 20 h.

Heures
d'ouverture
des bureaux

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les élections municipales*.

Titre
abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill provides that, in an election under the *Municipal Elections Act*, polling stations will open at 8 o'clock in the morning rather than at 10 o'clock, as the Act currently provides.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit que, lors d'une élection visée à la *Loi sur les élections municipales*, les bureaux de vote soient ouverts à compter de 8 h plutôt qu'à compter de 10 h, tel que la loi le prévoit présentement.

CA2 ON

XB

-B56



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 191

**An Act to amend the
Municipal Elections Act**

Mr. Runciman

Private Member's Bill

1st Reading November 17, 1994
2nd Reading December 7, 1994
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Committee of the
Whole House and as reported to the Legislative
Assembly December 8, 1994)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 191

**Loi modifiant la
Loi sur les élections municipales**



M. Runciman

Projet de loi de député

1^{re} lecture 17 novembre 1994
2^e lecture 7 décembre 1994
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
comité plénier et rapporté à l'Assemblée
législative le 8 décembre 1994)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



An Act to amend the Municipal Elections Act

Loi modifiant la Loi sur les élections municipales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 57 (1) of the *Municipal Elections Act* is repealed and the following substituted:

Hours poll
to be open

(1) Every polling place shall be open for the purpose of taking the poll at every election from 8 o'clock in the forenoon until 8 o'clock in the afternoon of polling day.



Commence-
ment

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.



Short title

3. The short title of this Act is the *Municipal Elections Amendment Act, 1994*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 57 (1) de la *Loi sur les élections municipales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le jour du scrutin, les bureaux de vote sont ouverts de 8 h à 20 h.

Heures
d'ouver-
ture des
bureaux



2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur



3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les élections municipales*.

Titre
abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill provides that, in an election under the *Municipal Elections Act*, polling stations will open at 8 o'clock in the morning rather than at 10 o'clock, as the Act currently provides.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit que, lors d'une élection visée à la *Loi sur les élections municipales*, les bureaux de vote soient ouverts à compter de 8 h plutôt qu'à compter de 10 h, tel que la loi le prévoit présentement.

X/B
— 156



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 191

(Chapter 34
Statutes of Ontario, 1994)

An Act to amend the Municipal Elections Act

Mr. Runciman

Projet de loi 191

(Chapitre 34
Lois de l'Ontario de 1994)

Loi modifiant la Loi sur les élections municipales

M. Runciman



1st Reading	November 17, 1994
2nd Reading	December 7, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	17 novembre 1994
2 ^e lecture	7 décembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



**An Act to amend the
Municipal Elections Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les élections municipales**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 57 (1) of the *Municipal Elections Act* is repealed and the following substituted:

Hours poll
to be open

(1) Every polling place shall be open for the purpose of taking the poll at every election from 8 o'clock in the forenoon until 8 o'clock in the afternoon of polling day.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

3. The short title of this Act is the *Municipal Elections Amendment Act, 1994*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 57 (1) de la *Loi sur les élections municipales* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Le jour du scrutin, les bureaux de vote sont ouverts de 8 h à 20 h.

Heures
d'ouver-
ture des
bureaux

2. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les élections municipales*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 192

**An Act to amend the
Highway Traffic Act
respecting Firefighters**

Mr. Arnott

Private Member's Bill

1st Reading November 21, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 192

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui a trait aux pompiers**

M. Arnott

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend the
Highway Traffic Act
respecting Firefighters**

**Loi modifiant le Code de la route
en ce qui a trait aux pompiers**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 62 (16) of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

Vehicles of
firefighters

(16) A full-time or volunteer firefighter under the *Fire Departments Act* may carry, on or in his or her vehicle, a lamp that produces intermittent flashes of green light and may operate the light if the motor vehicle is proceeding to a fire or other emergency.

Same

(16.1) No person other than a person described in subsection (16) shall operate a lamp that produces intermittent flashes of green light.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Firefighters)*, 1994.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 62 (16) du *Code de la route* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Véhicules
de
pompiers

(16) Le véhicule de pompiers professionnels ou de pompiers auxiliaires visés à la *Loi sur les services des pompiers* peut être muni, à l'intérieur ou à l'extérieur, d'un feu vert à lumière intermittente. Ce feu peut être utilisé lorsque ce véhicule automobile est en route vers le lieu d'un incendie ou répond à un appel d'urgence.

Idem

(16.1) Seule l'une des personnes visées au paragraphe (16) peut utiliser un feu vert à lumière intermittente.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant le Code de la route (pompiers)*.

Titre
abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill repeals subsection 62 (16) of the *Highway Traffic Act* that allows volunteer firefighters to operate a white and amber flashing light on the side of a motor vehicle that is proceeding to a fire or other emergency. The Bill allows both full-time and volunteer firefighters to have a flashing green light on or in their motor vehicle when proceeding to a fire or other emergency.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi abroge le paragraphe 62 (16) du *Code de la route* qui permet aux pompiers auxiliaires d'utiliser un feu émettant une lumière jaune et blanche clignotante sur le côté du véhicule automobile qui est en route vers le lieu d'un incendie ou qui répond à un appel d'urgence. Le projet de loi permet aux pompiers professionnels et aux pompiers auxiliaires d'utiliser un feu vert clignotant à l'intérieur ou à l'extérieur de leur véhicule automobile lorsqu'ils sont en route vers le lieu d'un incendie ou qu'ils répondent à un appel d'urgence.

XB
-BSL



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 192

*(Chapter 35
Statutes of Ontario, 1994)*

**An Act to amend the
Highway Traffic Act
respecting Firefighters**

Mr. Arnott

Projet de loi 192

*(Chapitre 35
Lois de l'Ontario de 1994)*

**Loi modifiant le
Code de la route
en ce qui a trait aux pompiers**

M. Arnott



1st Reading	November 21, 1994
2nd Reading	December 7, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	21 novembre 1994
2 ^e lecture	7 décembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



**An Act to amend the
Highway Traffic Act
respecting Firefighters**

**Loi modifiant le
Code de la route
en ce qui a trait aux pompiers**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Subsection 62 (16) of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

1. Le paragraphe 62 (16) du *Code de la route* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vehicles of
firefighters

(16) A full-time or volunteer firefighter under the *Fire Departments Act* may carry, on or in his or her vehicle, a lamp that produces intermittent flashes of green light and may operate the light if the motor vehicle is proceeding to a fire or other emergency.

(16) Le véhicule de pompiers professionnels ou de pompiers auxiliaires visés à la *Loi sur les services des pompiers* peut être muni, à l'intérieur ou à l'extérieur, d'un feu vert à lumière intermittente. Ce feu peut être utilisé lorsque ce véhicule automobile est en route vers le lieu d'un incendie ou répond à un appel d'urgence.

Véhicules
de
pompiers

Same

(16.1) No person other than a person described in subsection (16) shall operate a lamp that produces intermittent flashes of green light.

(16.1) Seule l'une des personnes visées au paragraphe (16) peut utiliser un feu vert à lumière intermittente.

Idem

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act (Firefighters)*, 1994.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant le Code de la route (pompiers)*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 193

**An Act to amend the
Assessment Act**

Mrs. Caplan

Private Member's Bill

1st Reading November 21, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 193

**Loi modifiant la Loi sur
l'évaluation foncière**

M^{me} Caplan

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to allow the Minister, by regulation, to provide for apportioning assessment among the tenants of the shopping malls listed in the Schedule on a basis that is different from that set out in subsection 14 (3) of the Act.

NOTE EXPLICATIVE

L'objectif de ce projet de loi est de permettre au ministre, par voie de règlement, d'effectuer une répartition de l'évaluation parmi les locataires des centres commerciaux figurant sur la liste ci-jointe et cela sur une base différente de celle qui est définie au paragraphe 14 (3) de la Loi.

**An Act to amend the
Assessment Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 2 (2) of the *Assessment Act* is amended by adding the following clause:

- (f) providing for an apportionment on the assessment roll among the occupants of real property described in the Schedule on a basis other than that described in subsection 14 (3).

2. The Act is amended by adding the following Schedule:

SCHEDULE

CITY OF SCARBOROUGH

Roll Number	Shopping Centre
1901 024 280 00300 0000	Eglinton Square
1901 024 280 00400 0000	
1901 024 280 00600 0000	
1901 024 650 00300 0000	Warden Woods
1901 031 010 01200 0000	Golden Mile Super-centre
1901 032 720 01000 0000	Parkway Mall
1901 051 730 00200 0000	Scarborough Town Centre
1901 063 540 00100 0000	Cedarbrae Mall
1901 092 260 00600 0000	Morningside Mall
1901 104 185 00100 0000	Bridlewood Mall
1901 111 270 07950 0000	Agincourt Mall
1901 124 110 00100 0000	Woodside Square
1901 125 206 00100 0000	Malvern Centre

BOROUGH OF EAST YORK

1906 011 010 00100 0000	Shoppers World
1906 041 121 02100 0000	Thorncliffe Mall

**Loi modifiant la
Loi sur l'évaluation foncière**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 2 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- f) établissant une répartition du rôle d'évaluation parmi les occupants des immeubles énumérés dans la liste sur une base autre que celle que l'on retrouve à l'alinéa 14 (3).

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'annexe suivante :

ANNEXE

VILLE DE SCARBOROUGH

Numéro d'évaluation	Centre commercial
1901 024 280 00300 0000	Eglinton Square
1901 024 280 00400 0000	
1901 024 280 00600 0000	
1901 024 650 00300 0000	Warden Woods
1901 031 010 01200 0000	Golden Mile Super-centre
1901 032 720 01000 0000	Parkway Mall
1901 051 730 00200 0000	Scarborough Town Centre
1901 063 540 00100 0000	Cedarbrae Mall
1901 092 260 00600 0000	Morningside Mall
1901 104 185 00100 0000	Bridlewood Mall
1901 111 270 07950 0000	Agincourt Mall
1901 124 110 00100 0000	Woodside Square
1901 125 206 00100 0000	Malvern Centre

MUNICIPALITÉ D'EAST YORK

1906 011 010 00100 0000	Shoppers World
1906 041 121 02100 0000	Thorncliffe Mall

CITY OF NORTH YORK

1908 011 160 01900 0000	Sheridan Mall
1908 011 160 02150 0000	
1908 011 160 02500 0000	
1908 011 310 00200 0000	Jane Finch Mall
1908 012 120 00200 0000	Finch West Mall
1908 013 270 00300 0000	York Gate Mall
1908 043 340 00400 0000	Lawrence Plaza
1908 043 350 00200 0000	
1908 043 420 00100 0000	Lawrence Square
1908 043 560 03100 0000	Yorkdale
1908 043 560 03800 0000	
1908 073 970 01400 0000	Centrepont
1908 101 350 00900 0000	Don Mills Centre
1908 112 770 00300 0000	Fairview Mall
1908 113 080 00100 0000	Bayview Village
1908 113 080 00150 0000	
1908 113 080 00250 0000	
1908 122 010 00450 0000	Victoria Terrace

CITY OF YORK

1914 053 010 00300 0000	Westside Mall
-------------------------	---------------

CITY OF ETOBICOKE

1919 014 120 01500 0000	Sherway Gardens
1919 014 120 01550 0000	
1919 015 135 01000 0000	Queensway/Kipling Mall
1919 031 030 01200 0000	Honeydale Mall
1919 031 070 00100 0000	Cloverdale Mall
1919 041 120 00100 0000	Rexdale Plaza
1919 041 120 00860 0000	
1919 043 420 00200 0000	Shoppers World/Albion Mall
1919 044 470 00500 0000	Woodbine Centre

VILLE DE NORTH YORK

1908 011 160 01900 0000	Sheridan Mall
1908 011 160 02150 0000	
1908 011 160 02500 0000	
1908 011 310 00200 0000	Jane Finch Mall
1908 012 120 00200 0000	Finch West Mall
1908 013 270 00300 0000	York Gate Mall
1908 043 340 00400 0000	Lawrence Plaza
1908 043 350 00200 0000	
1908 043 420 00100 0000	Lawrence Square
1908 043 560 03100 0000	Yorkdale
1908 043 560 03800 0000	
1908 073 970 01400 0000	Centrepont
1908 101 350 00900 0000	Don Mills Centre
1908 112 770 00300 0000	Fairview Mall
1908 113 080 00100 0000	Bayview Village
1908 113 080 00150 0000	
1908 113 080 00250 0000	
1908 122 010 00450 0000	Victoria Terrace

VILLE DE YORK

1914 053 010 00300 0000	Westside Mall
-------------------------	---------------

VILLE D'ETOBICOKE

1919 014 120 01500 0000	Sherway Gardens
1919 014 120 01550 0000	
1919 015 135 01000 0000	Queensway/Kipling Mall
1919 031 030 01200 0000	Honeydale Mall
1919 031 070 00100 0000	Cloverdale Mall
1919 041 120 00100 0000	Rexdale Plaza
1919 041 120 00860 0000	
1919 043 420 00200 0000	Shoppers World/Albion Mall
1919 044 470 00500 0000	Woodbine Centre

Commence-
ment

3. This Act comes into force on December 1, 1994.

Short title

4. The short title of this Act is the *Assessment Amendment Act, 1994*.

3. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} décembre 1994.

Entrée en
vigueur

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur l'évaluation foncière*.

Titre
abrégé

CAZON
XB
- 356



Government
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 194

Projet de loi 194

**An Act to provide for Procedures in
respect of Decisions of the Board of
Parole and for the provision of
Certain Information to Victims**

**Loi établissant des procédures à
l'égard des décisions de la Commission
des libérations conditionnelles et
prévoyant les renseignements que
peuvent obtenir les victimes**

Mr. Murphy

M. Murphy

Private Member's Bill

Projet de loi de député



1st Reading November 21, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 21 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill sets out:

1. Information that the Board of Parole must consider in making a decision on parole.
2. The rights of a victim to be notified of parole hearings, to make oral statements at parole hearings in certain cases and to be notified of the date of an inmate's release.
3. Procedural safeguards for inmates with respect to parole hearings and decisions.
4. Information concerning inmates available on request to victims and others.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi énonce :

1. Les renseignements que la Commission des libérations conditionnelles doit examiner lorsqu'elle prend une décision relativement à une libération conditionnelle.
2. Le droit qu'ont les victimes d'être informées des audiences sur la libération conditionnelle, de faire, dans certains cas, des déclarations verbales et d'être informées de la date de la mise en liberté d'un détenu.
3. Les garanties d'ordre procédural offertes aux détenus en ce qui a trait aux audiences et aux décisions concernant la libération conditionnelle.
4. Les renseignements sur les détenus que les victimes et autres personnes peuvent obtenir sur demande.

**An Act to provide for
Procedures in respect of
Decisions of the Board of Parole
and for the provision of
Certain Information to Victims**

**Loi établissant des procédures
à l'égard des décisions de la
Commission des libérations
conditionnelles et prévoyant les
renseignements que peuvent
obtenir les victimes**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Defini-
tions

1. In this Act, words and expressions used in this Act that are defined in section 1 of the *Ministry of Correctional Services Act* have the same meanings as they have in that Act and "Board" means the Board of Parole continued under section 32 of that Act.

1. Les termes et expressions qui figurent dans la présente loi et qui sont définis à l'article 1 de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels* ont le même sens que dans celle-ci et «Commission» s'entend de la Commission des libérations conditionnelles maintenue aux termes de l'article 32 de cette loi.

Définitions

Informa-
tion to be
considered
by Parole
Board

2. (1) In considering whether or not an inmate is a suitable inmate to be granted parole, the Board of Parole must obtain and consider all useful and relevant information regarding the character, abilities and prospects of the inmate, including,

2. (1) Lorsque la Commission des libérations conditionnelles examine la question de savoir s'il convient d'accorder la libération conditionnelle à un détenu, elle doit obtenir et examiner tous les renseignements utiles et pertinents en ce qui concerne le caractère, les aptitudes et les perspectives d'avenir du détenu, y compris les suivants :

Renseigne-
ments devant
être exami-
nés par la
Commission

- (a) particulars of the inmate's trial, conviction and sentence, including any recommendations on parole made by the court that convicted the inmate;
- (b) particulars of the inmate's criminal record;
- (c) information from persons knowledgeable about the inmate's background and living conditions before the inmate was confined in the institution;
- (d) a report from the Superintendent of the institution assessing the progress made by the inmate towards rehabilitation; and
- (e) a report from a health care professional concerning the inmate's physical

- a) les détails relatifs à son procès, à sa condamnation et à sa sentence, y compris toute recommandation du tribunal l'ayant reconnu coupable concernant sa libération conditionnelle;
- b) les détails relatifs à son casier judiciaire;
- c) les renseignements que fournissent des personnes qui connaissent les antécédents du détenu et ses conditions de vie avant son incarcération;
- d) un rapport du chef d'établissement qui évalue les progrès du détenu dans la voie de la réadaptation;
- e) un rapport d'un professionnel de la santé sur l'état physique et mental du détenu, le cas échéant.

condition and mental health, where appropriate.

Hearings,
oral state-
ments

(2) On a hearing before the Board to determine whether or not an inmate who has been convicted of an offence involving harassment or violence or attempted harassment or violence is a suitable inmate to be granted parole, the Board shall permit victims, victims' friends and relatives, mental health professionals, staff at the institution in which the inmate is confined who have knowledge of the inmate, police officers and Crown Attorneys present at the hearing to make oral statements before the Board,

- (a) when requested by the victim;
- (b) when the offence is an indictable or hybrid offence; and
- (c) when the sentence exceeds 12 months in total.

Notice of
hearing to
victim

(3) Where a hearing has been scheduled to consider whether or not an inmate is a suitable inmate to be granted parole and the offence of which the inmate has been convicted involved harassment or violence or attempted harassment or violence, the Board shall make every reasonable effort to give a victim of the offence at least 10 days notice of the date of the hearing and inform the victim of the right to make submissions and oral statements at the hearing.

Protection
for inma-
tes

(4) On a hearing before the Board to determine whether or not an inmate is a suitable inmate to be granted parole,

- (a) the inmate shall be given at least 48 hours notice of the hearing;
- (b) the inmate shall be given an opportunity to attend before the Board and present arguments and submissions;
- (c) the Board may permit any person, including an interpreter, to be of assistance at the hearing, in any manner that it considers appropriate;
- (d) the Board shall inform the inmate, in the manner it considers appropriate, of any information in the Board's possession that may affect its decision.

Decision

(5) Upon consideration of the matters referred to in subsections (1) and (2), and the

(2) Lors d'une audience tenue par la Commission en vue d'établir s'il convient d'accorder la libération conditionnelle à un détenu qui a été reconnu coupable d'une infraction qui s'accompagnait de harcèlement ou de violence ou d'une tentative de harcèlement ou de violence, la Commission permet aux victimes, aux amis et à la famille des victimes, aux professionnels de la santé mentale, aux membres du personnel de l'établissement dans lequel le détenu est enfermé et qui connaissent celui-ci, aux agents de police et aux procureurs de la Couronne qui assistent à l'audience de faire des déclarations verbales devant la Commission :

- a) à la demande de la victime;
- b) lorsque l'infraction est un acte criminel ou une infraction mixte;
- c) lorsque la durée de la peine est supérieure à un total de 12 mois.

Audiences,
déclarations
verbales

(3) Si une audience a été prévue afin d'examiner la question de savoir s'il convient d'accorder la libération conditionnelle à un détenu et que l'infraction pour laquelle celui-ci a été reconnu coupable s'accompagnait de harcèlement ou de violence ou d'une tentative de harcèlement ou de violence, la Commission fait tous les efforts raisonnables pour donner un préavis de 10 jours de la date de l'audience à la victime de l'infraction et l'informer de son droit de présenter des observations et de faire des déclarations verbales lors de l'audience.

Avis d'au-
dience à la
victime

(4) Lors d'une audience tenue par la Commission en vue d'établir s'il convient d'accorder la libération conditionnelle à un détenu, les mesures suivantes doivent être prises :

- a) le détenu reçoit un préavis de l'audience d'au moins 48 heures;
- b) le détenu a la possibilité de se présenter devant la Commission et de présenter des arguments et des observations;
- c) la Commission peut permettre à une personne, y compris un interprète, d'apporter son aide à l'audience de la façon qu'elle estime appropriée;
- d) la Commission communique au détenu, de la façon qu'elle juge appropriée, tout renseignement qu'elle a en sa possession et qui peut influencer sur la décision de la Commission.

Protection
des détenus

(5) Après avoir examiné les points visés aux paragraphes (1) et (2) ainsi que les argu-

Décision

arguments and submissions of the inmate, the Board may,

- (a) grant parole upon such terms and conditions as it considers necessary;
- (b) defer its decision; or
- (c) refuse to grant parole.

Reasons

(6) If the Board has considered a recommendation on parole made by the court that convicted the inmate and the Board does not follow the recommendation in its decision, the Board shall give reasons for not doing so.

Communication

(7) The Board shall notify the inmate in writing of its decision and the reasons for it.

Notice to victim when inmate paroled

(8) If the Board decides to grant parole to an inmate, the Board shall notify a victim of the offence of the date on which the inmate will be released on parole, where requested by the victim.

Disclosure of information to victims

3. (1) At the request of a victim of an offence committed by an inmate, the chair of the Board,

- (a) shall disclose to the victim,
 - (i) the inmate's name,
 - (ii) the offence of which the inmate was convicted and the court that convicted the inmate,
 - (iii) the date of commencement and length of the sentence that the inmate is serving, and
 - (iv) eligibility dates and review dates applicable to the inmate in respect of parole; and
- (b) where, in the chair's opinion, the interest of the victim in such disclosure outweighs any invasion of the inmate's privacy that could result from the disclosure, may disclose to the victim,
 - (i) the inmate's age,
 - (ii) the location of the institution in which the inmate's sentence is being served,
 - (iii) any of the conditions attached to the inmate's parole,
 - (iv) the destination of the inmate when released on parole, and whether the inmate will be in the vicinity of the victim while travelling to that destination, and

ments et les observations du détenu, la Commission peut :

- a) accorder la libération conditionnelle aux conditions qu'elle estime nécessaires;
- b) différer sa décision;
- c) refuser d'accorder la libération conditionnelle.

(6) Si elle a examiné une recommandation du tribunal ayant reconnu le détenu coupable concernant la libération conditionnelle et qu'elle ne suit pas la recommandation dans sa décision, la Commission en donne les motifs.

(7) La Commission avise le détenu, par écrit, de sa décision et des motifs de celle-ci.

(8) Si la Commission décide d'accorder la libération conditionnelle à un détenu, elle avise la victime de l'infraction, à sa demande, de la date à laquelle le détenu sera mis en liberté.

3. (1) Sur demande de la victime d'une infraction commise par le détenu, le président de la Commission :

- a) d'une part, communique à la victime :
 - (i) le nom du détenu,
 - (ii) l'infraction dont il a été reconnu coupable et le tribunal qui l'a condamné,
 - (iii) la date de début et la durée de la peine qu'il purge,
 - (iv) les dates d'admissibilité et d'examen applicables à sa libération conditionnelle;
- b) d'autre part, si, à son avis, l'intérêt de la victime justifie une éventuelle violation de la vie privée du détenu, peut communiquer à la victime :
 - (i) l'âge du détenu,
 - (ii) l'emplacement de l'établissement où il purge sa peine,
 - (iii) les conditions dont est assortie sa libération conditionnelle,
 - (iv) sa destination lors de sa mise en liberté et si son itinéraire le placera à proximité de la victime,

Motifs

Communication

Victime informée de la libération conditionnelle du détenu

Communication de renseignements à la victime

	(v) whether the inmate is in custody and, if not, the reason that the inmate is not in custody.	(v) s'il est sous garde et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il ne l'est pas.	
Same	(2) Where an inmate has been transferred from a penitentiary to a correctional institution, the chair of the Board may, at the request of a victim of an offence committed by the inmate, disclose to the victim the name of the province in which the provincial facility is located if, in the chair's opinion, the interest of the victim in such disclosure clearly outweighs any invasion of the inmate's privacy that could result from the disclosure.	(2) Dans le cas d'un détenu transféré d'un pénitencier à un établissement correctionnel, le président de la Commission peut, à la demande de la victime, communiquer à celle-ci le nom de la province où l'établissement provincial est situé si, à son avis, l'intérêt de la victime justifie nettement une éventuelle violation de la vie privée du détenu.	Idem
Disclosure of information to other persons	(3) Subsection 2 (8) and subsections (1) and (2) apply, with such modifications as the circumstances require, to a person who satisfies the chair, <ul style="list-style-type: none"> (a) that harm was done to the person, or the person suffered physical or emotional damage, as a result of an act of an inmate, whether or not the inmate was prosecuted for or convicted of that act; and (b) that a complaint was made to the police or the Crown Attorney, or an information was laid under the <i>Criminal Code</i> (Canada) in respect of that act. 	(3) Le paragraphe 2 (8) et les paragraphes (1) et (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, dans le cas de la personne qui convainc le président : <ul style="list-style-type: none"> a) qu'elle a subi un préjudice d'ordre physique ou affectif par suite d'un acte du détenu, qu'il ait ou non été poursuivi pour cet acte ou qu'il en ait ou non été reconnu coupable; b) qu'une plainte a été déposée auprès de la police ou du procureur de la Couronne, ou que cet acte a fait l'objet d'une dénonciation conformément au <i>Code criminel</i> (Canada). 	Communication de renseignements à d'autres personnes
Regulations	(4) The manner and form of making requests to the chair under subsection (1) or (2), and how those requests are to be dealt with, may be provided for by the regulations.	(4) Les modalités d'une demande faite au président aux termes du paragraphe (1) ou (2) et la manière de traiter cette demande peuvent être prévues par règlement.	Règlements
Comment	4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	5. The short title of this Act is the <i>Board of Parole Decisions and Victims' Information Act, 1994</i>.	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 sur les décisions de la Commission des libérations conditionnelles et sur les renseignements destinés aux victimes</i>.	Titre abrégé

CASON
XB
-1356



Government
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 195

**An Act to amend the
Highway Traffic Act**

Mrs. Marland

Private Member's Bill

1st Reading November 21, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

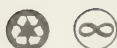
Projet de loi 195

**Loi modifiant le
Code de la route**

M^{me} Marland

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act* to provide for the permanent revocation of a person's driver's licence if the person has been convicted of two or more impaired driving offences. On a first conviction, the licence is suspended for one year. On a second conviction, the licence is revoked unless the person has received a pardon under the *Criminal Records Act* (Canada) for every previous conviction. The Bill also provides for a 90-day licence suspension from the day a person is charged with impaired driving. A person whose licence is suspended under this provision must complete the required educational and rehabilitation programs before his or her driving privileges are reinstated.

The Bill provides that a person who lends a motor vehicle to a disqualified driver, knowing the person to whom the vehicle is lent is disqualified from driving, is guilty of an offence. The penalty for such an offence is a fine of up to \$5,000 or imprisonment of up to six months, or both.

The Bill provides that a police officer may impound the motor vehicle of a person if he believes the person has driven the motor vehicle while disqualified. The motor vehicle will only be impounded if it is the property of the driver. If the person is convicted of an offence based on the facts that gave rise to the impoundment, the motor vehicle becomes the property of the Crown and shall be sold by auction. If the person is not convicted of an offence, the motor vehicle is returned to the owner.

The Bill establishes the Drinking and Driving Trust Fund. The proceeds of the auction of forfeited motor vehicles are to be paid into the Fund and used for the prevention of drinking and driving offences.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie le *Code de la route* de façon à prévoir la révocation permanente du permis de conduire d'une personne si celle-ci a été déclarée coupable d'au moins deux infractions relatives à la conduite avec facultés affaiblies. À la première déclaration de culpabilité, le permis est suspendu pour un an. À la deuxième, le permis est révoqué, sauf si une réhabilitation a été accordée à la personne en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) pour chaque déclaration de culpabilité antérieure. En outre, le projet de loi prévoit la suspension du permis de conduire pour une période de 90 jours à partir du jour où la personne est inculpée pour conduite avec facultés affaiblies. La personne dont le permis est suspendu aux termes de cette disposition doit suivre les programmes éducatifs et de réadaptation exigés avant que ses privilèges de conduire soient rétablis.

Le projet de loi prévoit qu'une personne qui prête un véhicule automobile à un conducteur à qui la conduite est interdite en sachant qu'il est interdit à celui-ci de conduire est coupable d'une infraction. La peine pour cette infraction est une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou une seule de ces peines.

Le projet de loi prévoit qu'un agent de police peut mettre le véhicule automobile d'une personne en fourrière s'il croit que celle-ci a conduit le véhicule pendant qu'il lui était interdit de conduire. Le véhicule automobile n'est mis en fourrière que si le conducteur en est le propriétaire. Si la personne est déclarée coupable d'une infraction sur la foi des faits qui ont donné lieu à la mise en fourrière, le véhicule automobile devient la propriété de la Couronne et est vendu aux enchères. Si la personne n'est pas déclarée coupable d'une infraction, le véhicule automobile est retourné à son propriétaire.

Le projet de loi crée le Fonds de lutte contre l'alcool au volant. Les recettes de la vente aux enchères de véhicules automobiles confisqués sont versées au Fonds et servent à la prévention des infractions relatives à l'alcool au volant.

An Act to amend the Highway Traffic Act

Loi modifiant le Code de la route

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Clause 41 (1) (b) of the *Highway Traffic Act* is amended by striking out “253” in the first line.

2. The Act is amended by adding the following sections:

41.1 (1) This section applies to,

- (a) offences under section 253 of the *Criminal Code* (Canada); and
- (b) offences referred to in subsection 41 (1) for which an offence under section 253 of the *Criminal Code* (Canada) is an included offence.

(2) If a person is charged with an offence referred to in subsection (1), the person's driver's licence shall be suspended from the day the information is laid for a period of 90 days or until the disposition of the charge, whichever is earlier.

(3) If a person is convicted of an offence referred to in subsection (1), the person's driver's licence is,

- (a) upon a first conviction, suspended for a period of one year or until completion of a program referred to in subsection (5), whichever is later; and
- (b) permanently revoked, upon any subsequent conviction.

(4) If a person has been granted a pardon under the *Criminal Records Act* (Canada) in respect of every previous conviction of an offence referred to in subsection (1), a subsequent conviction shall be deemed to be a

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. L'alinéa 41 (1) b) du *Code de la route* est modifié par suppression de «253» à la première ligne.

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

41.1 (1) Le présent article s'applique :

- a) aux infractions visées à l'article 253 du *Code criminel* (Canada);
- b) aux infractions visées au paragraphe 41 (1) à l'égard desquelles une infraction visée à l'article 253 du *Code criminel* (Canada) est une infraction incluse.

(2) Si une personne est inculpée d'une infraction visée au paragraphe (1), son permis de conduire est suspendu pour une période de 90 jours à partir du jour où la dénonciation est déposée ou jusqu'à ce qu'une décision concernant l'accusation soit rendue, selon celui de ces délais qui expire en premier.

(3) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction visée au paragraphe (1), son permis de conduire est :

- a) suspendu pour une période d'un an ou jusqu'à ce qu'elle ait suivi un programme visé au paragraphe (5), selon celui de ces délais qui expire en dernier, à la première déclaration de culpabilité;
- b) révoqué en permanence, à chaque déclaration de culpabilité subséquente.

(4) Si une réhabilitation prévue par la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) est accordée à une personne à l'égard de chaque déclaration de culpabilité antérieure relative à une infraction visée au paragraphe (1), une déclaration de culpabilité subséquente est réputée

Impaired
driving
offences

Suspension
upon
charge

Suspension
upon
conviction

Pardon

Infractions
relatives à
la conduite
avec
facultés
affaiblies

Suspension
à la suite
d'une accu-
sation

Suspension
à la suite
d'une dé-
claration de
culpabilité

Réhabili-
tation

first conviction for the purposes of subsection (3).

Rehabilitation and education programs

(5) A person whose driver's licence is suspended under clause (3) (a) shall, during the term of the suspension, complete,

- (a) a prescribed educational program on topics related to impaired driving; and
- (b) if the evidence produced upon sentencing reveals that the person is suffering from a drug or alcohol dependency and completion of the program is required as part of the person's sentence, a prescribed drug and alcohol rehabilitation program.

Extension of suspension

(6) If a person fails to complete a program required under subsection (5), the term of the suspension shall be extended until the completion of the program.

Regulations

(7) The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing educational programs and drug and alcohol rehabilitation programs for the purposes of subsection (5).

Lending motor vehicle to suspended driver

53.1 Every person who lends a motor vehicle to another person knowing that the other person is currently disqualified from operating a motor vehicle under subsection 259 (4) of the *Criminal Code* (Canada) is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.

Impounding, driving while disqualified

220.1 (1) A police officer may seize, impound and take into the custody of the law a motor vehicle which the police officer has reason to believe was operated by a person while the person was disqualified contrary to subsection 259 (4) of the *Criminal Code* (Canada).

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the motor vehicle used to commit the alleged offence is not the property of the person believed to have operated it.

Where no conviction

(3) A motor vehicle impounded under subsection (1) shall be returned to the owner of the motor vehicle as expeditiously as possible if the person referred to in subsection (1) is not convicted of an offence under this Act or under the *Criminal Code* (Ca-

la première déclaration de culpabilité pour l'application du paragraphe (3).

(5) La personne dont le permis de conduire est suspendu aux termes de l'alinéa (3) a) doit suivre, pendant la période de suspension, les programmes suivants :

- a) un programme éducatif prescrit sur des sujets liés à la conduite avec facultés affaiblies;
- b) si la preuve rendue au moment du prononcé de la sentence démontre que la personne souffre d'une accoutumance aux drogues ou à l'alcool et que sa sentence exige notamment qu'elle termine le programme, un programme prescrit de réadaptation pour les toxicomanes et les alcooliques.

(6) Si une personne ne termine pas le programme exigé aux termes du paragraphe (5), la période de suspension est prolongée jusqu'à ce qu'elle ait terminé le programme.

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire des programmes éducatifs et des programmes de réadaptation pour les toxicomanes et les alcooliques pour l'application du paragraphe (5).

53.1 Est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 5 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines, quiconque permet à une autre personne de conduire un véhicule automobile en sachant qu'il est actuellement interdit, à cette personne aux termes du paragraphe 259 (4) du *Code criminel* (Canada), de conduire un véhicule automobile.

220.1 (1) Un agent de police peut saisir, mettre en fourrière et placer sous garde judiciaire un véhicule automobile au sujet duquel il a des motifs de croire qu'il était conduit par une personne à qui il était interdit de conduire, contrairement au paragraphe 259 (4) du *Code criminel* (Canada).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le véhicule automobile utilisé pour commettre l'infraction prétendue n'appartient pas à la personne qui est présumée avoir conduit le véhicule.

(3) Le véhicule automobile qui est mis en fourrière en vertu du paragraphe (1) est retourné à son propriétaire aussi rapidement que possible si la personne visée au paragraphe (1) n'est pas déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou au *Code crimi-*

Programmes de réadaptation et d'éducation

Prorogation de la suspension

Règlements

Prêt d'un véhicule automobile à un conducteur dont le permis est suspendu

Mise en fourrière, conduite sous le coup d'une interdiction

Exception

Absence de déclaration de culpabilité

nada) based on the facts that gave rise to the impoundment.

Forfeiture

(4) If the person is convicted of an offence under the *Criminal Code* (Canada) or under this Act based on the facts that gave rise to the impoundment, the motor vehicle is forfeited to the Crown and shall be sold by auction.

Establishment of trust fund

(5) A fund known in English as the Drinking and Driving Trust Fund and in French as Fonds de lutte contre l'alcool au volant is hereby established.

Proceeds

(6) The proceeds of an auction referred to in subsection (4) shall be paid to the Fund.

Administration of Fund

(7) The Fund shall be administered by the Ministry of the Attorney General.

Purpose of Fund

(8) The purpose of the Fund is to help educate the public of the dangers of drinking and driving and to prevent and reduce the number of accidents that result directly or indirectly from impaired driving.

Commencement

3. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

4. The short title of this Act is the *Highway Traffic Amendment Act, 1994*.

nel (Canada) sur la foi des faits qui ont donné lieu à la mise en fourrière.

(4) Si la personne est déclarée coupable d'une infraction au *Code criminel* (Canada) ou à la présente loi sur la foi des faits qui ont donné lieu à la mise en fourrière, le véhicule automobile est confisqué par la Couronne et vendu aux enchères.

(5) Est créé un fonds appelé Fonds de lutte contre l'alcool au volant en français et Drinking and Driving Trust Fund en anglais.

(6) Les recettes d'une vente aux enchères visée au paragraphe (4) sont versées au Fonds.

(7) Le Fonds est administré par le ministre du Procureur général.

(8) Le Fonds a pour objet d'aider à sensibiliser le public aux dangers de l'alcool au volant ainsi que d'empêcher les accidents causés directement ou indirectement par la conduite avec facultés affaiblies et d'en réduire le nombre.

3. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant le Code de la route*.

Confiscation

Création d'un fonds en fiducie

Recettes

Administration du Fonds

Objet du Fonds

Entrée en vigueur

Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 196

**An Act to amend the
Ministry of Correctional Services
Act**

Mr. Murphy

Private Member's Bill

1st Reading November 21, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 196

**Loi modifiant la Loi sur le
ministère des Services correctionnels**

M. Murphy

Projet de loi de député

1^{re} lecture 21 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The proposed amendment authorizes the chair of the Ontario Parole Board to recommend to the Minister of Correctional Services that an inquiry be conducted by a judge of the Ontario Court (General Division) to determine whether a Board member should be subject to disciplinary measures.

NOTE EXPLICATIVE

La modification proposée permet au président de la Commission des libérations conditionnelles de l'Ontario de recommander au ministre des Services correctionnels la tenue d'une enquête par un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) afin de déterminer si un membre de la Commission doit faire l'objet de mesures disciplinaires.

An Act to amend the Ministry of Correctional Services Act

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Services correctionnels

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Ministry of Correctional Services Act* is amended by adding the following sections:

23.1 (1) The chair of the Board of Parole continued under section 32 may recommend to the Minister that an inquiry be held to determine whether any member of the Board of Parole should be subject to any disciplinary or remedial measures for any reason set out in any of clauses 23.2 (2) (a) to (d).

(2) Where the Minister considers it appropriate that an inquiry under this section be held, a judge, supernumerary judge or former judge of the Ontario Court (General Division), in this section and in section 23.2 referred to as a “judge”, shall conduct the inquiry.

(3) A judge conducting an inquiry under this section has all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court and, without restricting the generality of the foregoing, has the power,

- (a) to issue to any person a summons requiring the person to appear at the time and place mentioned in the summons to testify with respect to all matters within the person’s knowledge relative to the inquiry and to bring and produce any document, book or paper that the person has or controls relative to the inquiry; and
- (b) to administer oaths and examine any person on oath.

(4) Subject to subsections (5) and (6), an inquiry under this section shall be conducted in public.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La *Loi sur le ministère des Services correctionnels* est modifiée par adjonction des articles suivants :

23.1 (1) Le président de la Commission des libérations conditionnelles maintenue aux termes de l’article 32 peut recommander au ministre la tenue d’une enquête sur les cas de mesures disciplinaires ou correctives au sein de la Commission pour tout motif énoncé aux alinéas 23.2 (2) a) à d).

(2) Si le ministre estime qu’une enquête visée au présent article s’impose, celle-ci est tenue par un juge, juge surnuméraire ou ancien juge de la Cour de l’Ontario (Division générale), désigné «juge» au présent article et à l’article 23.2.

(3) Le juge nommé conformément au présent article a les attributions d’une cour supérieure. Il peut notamment :

- a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance des faits se rapportant à l’affaire dont il est saisi, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d’apporter et de produire tous documents, livres ou pièces, utiles à l’affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité;
- b) faire prêter serment et interroger sous serment.

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (6), l’enquête visée au présent article est publique.

Inquiries
respecting
Board
members

Judge to
conduct
inquiry

Powers

Inquiry
public

Enquête
concernant
les mem-
bres de la
Commis-
sion

Nomination
de l’enqué-
teur

Pouvoirs
d’enquête

Enquête
publique

Confidentiality

(5) A judge conducting an inquiry under this section may, on application, take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of the inquiry where the judge is satisfied that, during the inquiry or as a result of the inquiry being conducted in public, as the case may be,

- (a) matters involving public security may be disclosed;
- (b) financial or personal or other matters may be disclosed of such a nature that the desirability of avoiding public disclosures of those matters in the interest of any person affected or in the public interest outweighs the desirability of adhering to the principle that the inquiry be conducted in public; or
- (c) there is a reasonable likelihood that the life, liberty or security of a person would be endangered.

Same

(6) Where a judge conducting an inquiry under this section considers it appropriate to do so, the judge may take any measures or make any order that the judge considers necessary to ensure the confidentiality of any hearing held in respect of an application referred to in subsection (5).

Rules of evidence

(7) A judge conducting an inquiry under this section is not bound by any legal or technical rules of evidence and, in any proceedings of the inquiry, the judge may receive and base a decision on evidence adduced in the proceedings and considered credible or trustworthy in the circumstances of the case.

Right to be heard

(8) Every person in respect of whom an inquiry under this section is conducted shall be given reasonable notice of the subject-matter of the inquiry and of the time and place of any hearing thereof and shall be given an opportunity, in person or by counsel, to be heard at the hearing, to cross-examine witnesses and to adduce evidence.

Report of inquiry

23.2 (1) After an inquiry under section 23.1 has been completed, the judge who conducted the inquiry shall prepare a report of the conclusions of the inquiry and submit it to the Minister.

Recommendations

(2) Where an inquiry under section 23.1 has been held and, in the opinion of the judge who conducted the inquiry, the member of the Board in respect of whom the inquiry was held,

(5) Le juge qui tient une enquête visée au présent article peut, sur demande en ce sens, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il estime nécessaire pour assurer la confidentialité de l'enquête s'il est convaincu qu'au cours de celle-ci ou qu'en raison de son caractère public, selon le cas :

- a) des questions touchant à la sécurité publique risquent d'être divulguées;
- b) risquent d'être divulguées des questions financières, personnelles ou autres de nature telle qu'il vaut mieux éviter leur divulgation dans l'intérêt des personnes concernées ou dans l'intérêt public qu'adhérer au principe selon lequel l'enquête doit être publique;
- c) il y a une sérieuse possibilité que la vie, la liberté ou la sécurité d'une personne puisse être mise en danger.

(6) Le juge qui tient une enquête visée au présent article peut, s'il l'estime indiqué, prendre toute mesure ou rendre toute ordonnance qu'il estime nécessaire pour assurer la confidentialité de toute audience portant sur une demande mentionnée au paragraphe (5).

(7) Le juge qui tient une enquête visée au présent article n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques de présentation de la preuve. À toute étape de l'enquête, il peut recevoir les éléments de preuve qu'il juge crédibles ou dignes de foi en l'occurrence et fonder sur eux ses conclusions.

(8) Toute personne à l'égard de laquelle se tient une enquête visée au présent article doit être informée, suffisamment à l'avance, de l'objet de l'enquête, ainsi que des date, heure et lieu de l'audience, et avoir la possibilité de se faire entendre, de contre-interroger les témoins et de présenter tous les éléments de preuve utiles à sa décharge, personnellement ou par avocat.

23.2 (1) À l'issue de l'enquête visée à l'article 23.1, le juge présente au ministre un rapport sur ses conclusions.

(2) Le juge qui tient une enquête visée à l'article 23.1 peut, dans son rapport, recommander la révocation, la suspension sans traitement ou toute mesure correctrice qu'il estime nécessaire s'il est d'avis que le membre en cause de la Commission est inapte à remplir utilement ses fonctions pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

Confidentialité

Idem

Règles de la preuve

Avis de l'audience

Rapport au ministre

Recommandations

- (a) has become incapacitated from the due execution of the member's office by reason of infirmity;
- (b) is guilty of misconduct;
- (c) has failed in the due execution of the member's office; or
- (d) has been placed, by conduct or otherwise, in a position that is incompatible with the due execution of the member's office,

the judge may, in the report of the inquiry, recommend that the member be suspended without pay or be removed from office or may recommend that such remedial measure as the judge considers necessary be taken.

L.G. in C.
may sus-
pend or re-
move

(3) Where the Minister receives a report under subsection (1), the Minister shall send a copy of the report to the Lieutenant Governor in Council, who may suspend the member of the Board to whom the report relates without pay, remove the member from office or take any remedial measure.

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Ministry of Correctional Services Amendment Act, 1994*.

- a) invalidité;
- b) inconduite;
- c) manquement aux devoirs de sa charge;
- d) situation d'incompatibilité, qu'elle soit imputable au membre ou à toute autre cause.

(3) Le ministre transmet le rapport visé au paragraphe (1) au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut révoquer le membre en cause, le suspendre sans traitement ou prendre toute mesure corrective.

Transmis-
sion du
dossier au
lieutenant-
gouverneur
en conseil

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur le ministère des Services correctionnels*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 197

**An Act to amend the
Assessment Act**

The Hon. F. Laughren
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading November 23, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 197

**Loi modifiant la
Loi sur l'évaluation foncière**

L'honorable F. Laughren
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 23 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to allow the Minister, by regulation, to provide for apportioning assessment among the tenants of the shopping centres listed in the Schedule on a basis that is different from that set out in subsection 14 (3) of the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet de permettre au ministre de prévoir, par règlement, la répartition de l'évaluation entre les locataires des centres commerciaux énumérés à l'annexe sur une base différente de celle décrite au paragraphe 14 (3) de la Loi.

An Act to amend the Assessment Act

Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 2 (2) of the *Assessment Act* is amended by adding the following clause:

- (f) providing for an apportionment on the assessment roll among the occupants of real property described in the Schedule on a basis other than that described in subsection 14 (3).

2. The Act is amended by adding the following section:

2.1 (1) If The Municipality of Metropolitan Toronto is reassessed under this or any other Act,

- (a) a regulation made under clause 2 (2) (f) ceases to apply in respect of the year in which the reassessment occurs or any subsequent year; and
- (b) the power to make regulations under clause 2(2)(f) is withdrawn.

(2) If The Municipality of Metropolitan Toronto is not reassessed, the Minister shall, when he or she considers it appropriate, refer the regulation made under clause 2 (2) (f) and the regulation-making power under that clause to a standing committee of the Legislature for review.

(3) The standing committee shall review the regulation and the regulation-making power in respect of their effectiveness and the financial impact they have on the anchor and non-anchor tenants of the shopping centres.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 2 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- f) prévoir que la répartition sur le rôle d'évaluation entre les occupants des biens immeubles mentionnés à l'annexe soit effectuée sur une base différente de celle décrite au paragraphe 14 (3).

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

2.1 (1) Si la municipalité de la communauté urbaine de Toronto fait l'objet d'une nouvelle évaluation en vertu de la présente loi ou de toute autre loi :

- a) d'une part, un règlement pris en application de l'alinéa 2 (2) f) cesse de s'appliquer à l'égard de l'année au cours de laquelle la nouvelle évaluation a lieu ou à l'égard de toute année subséquente;
- b) d'autre part, le pouvoir de prendre des règlements que prévoit l'alinéa 2 (2) f) est retiré.

(2) Si la municipalité de la communauté urbaine de Toronto ne fait pas l'objet d'une nouvelle évaluation, le ministre, s'il le juge opportun, soumet à un comité permanent de l'Assemblée législative à des fins d'examen le règlement pris en application de l'alinéa 2 (2) f) et le pouvoir de prendre des règlements prévu à cet alinéa.

(3) Le comité permanent examine le règlement et le pouvoir de prendre des règlements du point de vue de leur efficacité et de leur impact financier sur les locataires importants et sur les petits locataires des centres commerciaux.

Reassess-
ment

Nouvelle
évaluation

Referral

Renvoi

Review

Examen

Report

(4) The standing committee shall report its findings to the Legislative Assembly and shall make a recommendation as to whether the regulation-making power of the Minister under clause 2 (2) (f) should be amended, repealed or continue unchanged.

3. The Act is amended by adding the following Schedule:

SCHEDULE

CITY OF SCARBOROUGH

Roll Number	Shopping Centre
1901 024 280 00300 0000	Eglinton Square
1901 024 280 00400 0000	
1901 024 280 00600 0000	
1901 024 650 00300 0000	Warden Woods
1901 031 010 01200 0000	Golden Mile Supercentre
1901 032 720 01000 0000	Parkway Mall
1901 051 730 00200 0000	Scarborough Town Centre
1901 063 540 00100 0000	Cedarbrae Mall
1901 092 260 00600 0000	Morningside Mall
1901 104 185 00100 0000	Bridlewood Mall
1901 111 270 07950 0000	Agincourt Mall
1901 124 110 00100 0000	Woodside Square
1901 125 206 00100 0000	Malvern Centre

BOROUGH OF EAST YORK

1906 011 010 00100 0000	Shoppers World
1906 041 121 02100 0000	Thorncliffe Mall

CITY OF NORTH YORK

1908 011 160 01900 0000	Sheridan Mall
1908 011 160 02150 0000	
1908 011 160 02500 0000	
1908 011 310 00200 0000	Jane Finch Mall
1908 012 120 00200 0000	Finch West Mall
1908 013 270 00300 0000	York Gate Mall
1908 043 340 00400 0000	Lawrence Plaza
1908 043 350 00200 0000	
1908 043 420 00100 0000	Lawrence Square
1908 043 560 03100 0000	Yorkdale
1908 043 560 03800 0000	
1908 073 970 01400 0000	Centrepont
1908 101 350 00900 0000	Don Mills Centre
1908 112 770 00300 0000	Fairview Mall
1908 113 080 00100 0000	Bayview Village
1908 113 080 00150 0000	
1908 113 080 00250 0000	
1908 122 010 00450 0000	Victoria Terrace

CITY OF YORK

1914 053 010 00300 0000	Westside Mall
-------------------------	---------------

CITY OF ETOBICOKE

1919 014 120 01500 0000	Sherway Gardens
1919 014 120 01550 0000	
1919 015 135 01000 0000	Queensway/Kipling Mall
1919 031 030 01200 0000	Honeydale Mall
1919 031 070 00100 0000	Cloverdale Mall
1919 041 120 00100 0000	Rexdale Plaza
1919 041 120 00860 0000	
1919 043 420 00200 0000	Shoppers World/Albion Mall
1919 044 470 00500 0000	Woodbine Centre

Rapport

(4) Le comité permanent fait part de ses conclusions à l'Assemblée législative et formule une recommandation sur la question de savoir si le pouvoir de prendre des règlements conféré au ministre par l'alinéa 2 (2) f) devrait être modifié, annulé ou demeurer tel quel.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'annexe suivante :

ANNEXE

CITÉ DE SCARBOROUGH

Numéro de rôle	Centre commercial
1901 024 280 00300 0000	Eglinton Square
1901 024 280 00400 0000	
1901 024 280 00600 0000	
1901 024 650 00300 0000	Warden Woods
1901 031 010 01200 0000	Golden Mile Supercentre
1901 032 720 01000 0000	Parkway Mall
1901 051 730 00200 0000	Scarborough Town Centre
1901 063 540 00100 0000	Cedarbrae Mall
1901 092 260 00600 0000	Morningside Mall
1901 104 185 00100 0000	Bridlewood Mall
1901 111 270 07950 0000	Agincourt Mall
1901 124 110 00100 0000	Woodside Square
1901 125 206 00100 0000	Malvern Centre

MUNICIPALITÉ D'EAST YORK

1906 011 010 00100 0000	Shoppers World
1906 041 121 02100 0000	Thorncliffe Mall

CITÉ DE NORTH YORK

1908 011 160 01900 0000	Sheridan Mall
1908 011 160 02150 0000	
1908 011 160 02500 0000	
1908 011 310 00200 0000	Jane Finch Mall
1908 012 120 00200 0000	Finch West Mall
1908 013 270 00300 0000	York Gate Mall
1908 043 340 00400 0000	Lawrence Plaza
1908 043 350 00200 0000	
1908 043 420 00100 0000	Lawrence Square
1908 043 560 03100 0000	Yorkdale
1908 043 560 03800 0000	
1908 073 970 01400 0000	Centrepont
1908 101 350 00900 0000	Don Mills Centre
1908 112 770 00300 0000	Fairview Mall
1908 113 080 00100 0000	Bayview Village
1908 113 080 00150 0000	
1908 113 080 00250 0000	
1908 122 010 00450 0000	Victoria Terrace

CITÉ DE YORK

1914 053 010 00300 0000	Westside Mall
-------------------------	---------------

CITÉ D'ETOBICOKE

1919 014 120 01500 0000	Sherway Gardens
1919 014 120 01550 0000	
1919 015 135 01000 0000	Queensway/Kipling Mall
1919 031 030 01200 0000	Honeydale Mall
1919 031 070 00100 0000	Cloverdale Mall
1919 041 120 00100 0000	Rexdale Plaza
1919 041 120 00860 0000	
1919 043 420 00200 0000	Shoppers World/Albion Mall
1919 044 470 00500 0000	Woodbine Centre

Commence- ment	4. This Act comes into force on December 1, 1994.	4. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} décembre 1994.	Entrée en vigueur
Short title	5. The short title of this Act is the <i>Assessment Amendment Act, 1994</i>.	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur l'évaluation foncière</i>.	Titre abrégé

XB
- B56



Government
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 197

(Chapter 36
Statutes of Ontario, 1994)

An Act to amend the Assessment Act

Projet de loi 197

(Chapitre 36
Lois de l'Ontario de 1994)

Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière

The Hon. F. Laughren
Minister of Finance

L'honorable F. Laughren
Ministre des Finances



1st Reading	November 23, 1994
2nd Reading	December 6, 1994
3rd Reading	December 7, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	23 novembre 1994
2 ^e lecture	6 décembre 1994
3 ^e lecture	7 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



An Act to amend the Assessment Act

Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 2 (2) of the *Assessment Act* is amended by adding the following clause:

- (f) providing for an apportionment on the assessment roll among the occupants of real property described in the Schedule on a basis other than that described in subsection 14 (3).

2. The Act is amended by adding the following section:

2.1 (1) If The Municipality of Metropolitan Toronto is reassessed under this or any other Act,

- (a) a regulation made under clause 2 (2) (f) ceases to apply in respect of the year in which the reassessment occurs or any subsequent year; and
- (b) the power to make regulations under clause 2(2)(f) is withdrawn.

(2) If The Municipality of Metropolitan Toronto is not reassessed, the Minister shall, when he or she considers it appropriate, refer the regulation made under clause 2 (2) (f) and the regulation-making power under that clause to a standing committee of the Legislature for review.

(3) The standing committee shall review the regulation and the regulation-making power in respect of their effectiveness and the financial impact they have on the anchor and non-anchor tenants of the shopping centres.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 2 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- f) prévoir que la répartition sur le rôle d'évaluation entre les occupants des biens immeubles mentionnés à l'annexe soit effectuée sur une base différente de celle décrite au paragraphe 14 (3).

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

2.1 (1) Si la municipalité de la communauté urbaine de Toronto fait l'objet d'une nouvelle évaluation en vertu de la présente loi ou de toute autre loi :

- a) d'une part, un règlement pris en application de l'alinéa 2 (2) f) cesse de s'appliquer à l'égard de l'année au cours de laquelle la nouvelle évaluation a lieu ou à l'égard de toute année subséquente;
- b) d'autre part, le pouvoir de prendre des règlements que prévoit l'alinéa 2 (2) f) est retiré.

(2) Si la municipalité de la communauté urbaine de Toronto ne fait pas l'objet d'une nouvelle évaluation, le ministre, s'il le juge opportun, soumet à un comité permanent de l'Assemblée législative à des fins d'examen le règlement pris en application de l'alinéa 2 (2) f) et le pouvoir de prendre des règlements prévu à cet alinéa.

(3) Le comité permanent examine le règlement et le pouvoir de prendre des règlements du point de vue de leur efficacité et de leur impact financier sur les locataires importants et sur les petits locataires des centres commerciaux.

Reassess-
ment

Nouvelle
évaluation

Referral

Renvoi

Review

Examen

Report

(4) The standing committee shall report its findings to the Legislative Assembly and shall make a recommendation as to whether the regulation-making power of the Minister under clause 2 (2) (f) should be amended, repealed or continue unchanged.

3. The Act is amended by adding the following Schedule:

SCHEDULE	
CITY OF SCARBOROUGH	
Roll Number	Shopping Centre
1901 024 280 00300 0000	Eglinton Square
1901 024 280 00400 0000	
1901 024 280 00600 0000	
1901 024 650 00300 0000	Warden Woods
1901 031 010 01200 0000	Golden Mile Supercentre
1901 032 720 01000 0000	Parkway Mall
1901 051 730 00200 0000	Scarborough Town Centre
1901 063 540 00100 0000	Cedarbrae Mall
1901 092 260 00600 0000	Morningside Mall
1901 104 185 00100 0000	Bridlewood Mall
1901 111 270 07950 0000	Agincourt Mall
1901 124 110 00100 0000	Woodside Square
1901 125 206 00100 0000	Malvern Centre
BOROUGH OF EAST YORK	
1906 011 010 00100 0000	Shoppers World
1906 041 121 02100 0000	Thorncliffe Mall
CITY OF NORTH YORK	
1908 011 160 01900 0000	Sheridan Mall
1908 011 160 02150 0000	
1908 011 160 02500 0000	
1908 011 310 00200 0000	Jane Finch Mall
1908 012 120 00200 0000	Finch West Mall
1908 013 270 00300 0000	York Gate Mall
1908 043 340 00400 0000	Lawrence Plaza
1908 043 350 00200 0000	
1908 043 420 00100 0000	Lawrence Square
1908 043 560 03100 0000	Yorkdale
1908 043 560 03800 0000	
1908 073 970 01400 0000	Centrepont
1908 101 350 00900 0000	Don Mills Centre
1908 112 770 00300 0000	Fairview Mall
1908 113 080 00100 0000	Bayview Village
1908 113 080 00150 0000	
1908 113 080 00250 0000	
1908 122 010 00450 0000	Victoria Terrace
CITY OF YORK	
1914 053 010 00300 0000	Westside Mall
CITY OF ETOBICOKE	
1919 014 120 01500 0000	Sherway Gardens
1919 014 120 01550 0000	
1919 015 135 01000 0000	Queensway/Kipling Mall
1919 031 030 01200 0000	Honeydale Mall
1919 031 070 00100 0000	Cloverdale Mall
1919 041 120 00100 0000	Rexdale Plaza
1919 041 120 00860 0000	
1919 043 420 00200 0000	Shoppers World/Albion Mall
1919 044 470 00500 0000	Woodbine Centre

(4) Le comité permanent fait part de ses conclusions à l'Assemblée législative et formule une recommandation sur la question de savoir si le pouvoir de prendre des règlements conféré au ministre par l'alinéa 2 (2) f) devrait être modifié, annulé ou demeurer tel quel.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'annexe suivante :

ANNEXE	
CITÉ DE SCARBOROUGH	
Numéro de rôle	Centre commercial
1901 024 280 00300 0000	Eglinton Square
1901 024 280 00400 0000	
1901 024 280 00600 0000	
1901 024 650 00300 0000	Warden Woods
1901 031 010 01200 0000	Golden Mile Supercentre
1901 032 720 01000 0000	Parkway Mall
1901 051 730 00200 0000	Scarborough Town Centre
1901 063 540 00100 0000	Cedarbrae Mall
1901 092 260 00600 0000	Morningside Mall
1901 104 185 00100 0000	Bridlewood Mall
1901 111 270 07950 0000	Agincourt Mall
1901 124 110 00100 0000	Woodside Square
1901 125 206 00100 0000	Malvern Centre
MUNICIPALITÉ D' EAST YORK	
1906 011 010 00100 0000	Shoppers World
1906 041 121 02100 0000	Thorncliffe Mall
CITÉ DE NORTH YORK	
1908 011 160 01900 0000	Sheridan Mall
1908 011 160 02150 0000	
1908 011 160 02500 0000	
1908 011 310 00200 0000	Jane Finch Mall
1908 012 120 00200 0000	Finch West Mall
1908 013 270 00300 0000	York Gate Mall
1908 043 340 00400 0000	Lawrence Plaza
1908 043 350 00200 0000	
1908 043 420 00100 0000	Lawrence Square
1908 043 560 03100 0000	Yorkdale
1908 043 560 03800 0000	
1908 073 970 01400 0000	Centrepont
1908 101 350 00900 0000	Don Mills Centre
1908 112 770 00300 0000	Fairview Mall
1908 113 080 00100 0000	Bayview Village
1908 113 080 00150 0000	
1908 113 080 00250 0000	
1908 122 010 00450 0000	Victoria Terrace
CITÉ DE YORK	
1914 053 010 00300 0000	Westside Mall
CITÉ D'ETOBICOKE	
1919 014 120 01500 0000	Sherway Gardens
1919 014 120 01550 0000	
1919 015 135 01000 0000	Queensway/Kipling Mall
1919 031 030 01200 0000	Honeydale Mall
1919 031 070 00100 0000	Cloverdale Mall
1919 041 120 00100 0000	Rexdale Plaza
1919 041 120 00860 0000	
1919 043 420 00200 0000	Shoppers World/Albion Mall
1919 044 470 00500 0000	Woodbine Centre

Rapport

Commence- ment	4. This Act comes into force on December 1, 1994.	4. La présente loi entre en vigueur le 1 ^{er} décembre 1994.	Entrée en vigueur
Short title	5. The short title of this Act is the <i>Assessment Amendment Act, 1994</i> .	5. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur l'évaluation foncière</i> .	Titre abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 198

**An Act to amend the Liquor
Licence Act, the Municipal Act and
the Regional Municipalities Act and
certain other statutes related to
upper tier municipalities**

The Hon. E. Philip
Minister of Municipal Affairs

Government Bill

1st Reading November 24, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

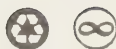
Projet de loi 198

**Loi modifiant la Loi sur les permis
d'alcool, la Loi sur les municipalités, la
Loi sur les municipalités régionales et
certaines autres lois ayant trait aux
municipalités de palier supérieur**

L'honorable E. Philip
Ministre des Affaires municipales

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Parts I, II and III of the Bill amend the *Municipal Act*, the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* and several regional municipality Acts with respect to municipal licensing and licensing enforcement powers.

Part IV of the Bill amends the *Liquor Licence Act* with respect to enforcement powers.

PART I - *Municipal Act*

Sections 1 and 2 of the Bill expand the powers available to municipal councils and police services boards with respect to all business licences to include the powers to impose conditions on a licence and to temporarily suspend or revoke a licence. The power to impose conditions expressly includes the power to restrict the hours of operation. A business licence may be refused, temporarily suspended, revoked or conditions imposed on it if there are reasonable grounds for belief that the business may not be carried on in accordance with the law or with honesty and integrity.

Section 3 of the Bill provides that a licensing by-law may provide that contravention of the by-law is an offence carrying a maximum fine of \$25,000 for individuals and \$50,000 for corporations.

Section 330 of the *Municipal Act* permits a court to order premises closed for contravention of a by-law respecting the licensing of body-rub parlours or adult entertainment parlours or for carrying on those businesses without a licence. Section 4 of the Bill extends the application of this section to any licensing by-law passed under the *Municipal Act*.

In section 5 of the Bill, new section 330.1 of the *Municipal Act* gives municipalities the power to levy by distress upon goods and chattels for nonpayment of fines imposed for contravention of municipal licensing by-laws.

PARTS II, III - *Municipality of Metropolitan Toronto Act, Regional Municipalities Act, Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act, Regional Municipality of Sudbury Act, Regional Municipality of Waterloo Act and Regional Municipality of York Act.*

Amendments are made to the *Municipality of Metropolitan Toronto Act*, the *Regional Municipalities Act* and the *Regional Municipality of Sudbury Act* to parallel the amendments to the *Municipal Act* made in section 2 of the Bill.

Amendments are also made to the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* and certain other regional municipality Acts to provide that the council of an area municipality may require the Metropolitan Licensing Commission or Regional Council, respectively, to investigate and report to it on an alleged contravention of a licensing by-law.

PART IV - *Liquor Licence Act*

Section 13 of the Bill amends the *Liquor Licence Act* to permit police officers or certain designated persons to revoke a special occasion permit if there are reasonable grounds for believing that the Act or a prescribed provision of a regulation under the Act is being contravened in connection with the event for which the permit was issued.

NOTE EXPLICATIVE

Les parties I, II et III du projet de loi modifient la *Loi sur les municipalités*, la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* et plusieurs lois concernant les municipalités régionales en ce qui a trait aux pouvoirs des municipalités de délivrer des permis et d'en assurer l'exécution.

La partie IV du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en ce qui concerne les pouvoirs d'exécution.

PARTIE I - *Loi sur les municipalités*

Les articles 1 et 2 du projet de loi élargissent les pouvoirs dont disposent les conseils municipaux et les commissions de services policiers en ce qui concerne tous les permis d'exercice d'une activité commerciale afin d'inclure les pouvoirs d'imposer des conditions à un permis et de suspendre temporairement ou de révoquer un permis. Le pouvoir de restreindre les heures d'exploitation est compris expressément dans le pouvoir d'imposer des conditions. Un permis d'exercice d'une activité commerciale peut être refusé, suspendu temporairement, révoqué ou assujéti à des conditions s'il existe des motifs raisonnables de croire que l'activité commerciale peut ne pas être exercée conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.

L'article 3 du projet de loi prévoit qu'un règlement municipal relatif aux permis peut prévoir que la contravention à celui-ci constitue une infraction passible d'une amende maximale de 25 000 \$ pour les particuliers et de 50 000 \$ pour les personnes morales.

L'article 330 de la *Loi sur les municipalités* permet à un tribunal d'ordonner la fermeture de lieux pour cause de contravention à un règlement municipal visant à assujettir à l'obtention de permis les salons de massage ou locaux de divertissement pour adultes ou pour avoir exploité ces entreprises sans permis. L'article 4 du projet de loi étend l'application de cet article à tout règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la *Loi sur les municipalités*.

À l'article 5 du projet de loi, le nouvel article 330.1 de la *Loi sur les municipalités* confère aux municipalités le pouvoir de prélever, par voie de saisie-gagerie sur des biens meubles, des amendes impayées imposées pour contravention aux règlements municipaux relatifs aux permis.

PARTIES II ET III - *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto, Loi sur les municipalités régionales, Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth, Loi sur la municipalité régionale de Sudbury, Loi sur la municipalité régionale de Waterloo et Loi sur la municipalité régionale de York*

Des modifications sont apportées à la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto*, à la *Loi sur les municipalités régionales* et à la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* pour tenir compte des modifications apportées à la *Loi sur les municipalités* à l'article 2 du projet de loi.

Des modifications sont également apportées à la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* et à certaines autres lois ayant trait aux municipalités régionales pour prévoir que le conseil d'une municipalité de secteur peut exiger que la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine ou le conseil régional, respectivement, enquêtent sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis et lui présentent un rapport.

PARTIE IV - *Loi sur les permis d'alcool*

L'article 13 du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en vue de permettre aux agents de police ou à certaines personnes désignées de révoquer un permis de circonstance s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est contrevenu à la Loi ou à une disposition prescrite d'un de ses règlements d'application relativement à l'activité pour laquelle le permis a été délivré.

Section 14 of the Bill amends the *Liquor Licence Act* to permit police officers to require that any premises be vacated if there are reasonable grounds for believing that the Act or a prescribed provision of a regulation under the Act is being contravened on the premises.

Section 15 of the Bill amends the *Liquor Licence Act* to extend inspection powers to police officers. The Act is also amended to provide that a search warrant may be issued if there are reasonable grounds to believe that a person is contravening or is likely to contravene the Act or the regulations.

Section 16 of the Bill extends the arrest power set out in section 48 of the *Liquor Licence Act*. Currently these powers can be exercised only in connection with contraventions of the Act. The amendments would permit them to be exercised also in connection with contraventions of prescribed provisions of the regulations under the Act.

Section 17 of the Bill makes it an offence to knowingly possess the proceeds of an offence under the *Liquor Licence Act*.

Section 18 of the Bill provides for greater powers of seizure and forfeiture in connection with contraventions of the *Liquor Licence Act* and the regulations under it.

L'article 14 du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en vue de permettre aux agents de police d'exiger qu'un local soit vidé s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est contrevenu à la Loi ou à une disposition prescrite d'un de ses règlements d'application dans le local.

L'article 15 du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en vue d'accorder des pouvoirs d'inspection aux agents de police. La Loi est également modifiée en vue de permettre la délivrance d'un mandat de perquisition s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne contrevient ou contreviendra vraisemblablement à la Loi ou aux règlements.

L'article 16 du projet de loi étend les pouvoirs d'arrestation énoncés à l'article 48 de la *Loi sur les permis d'alcool*. Actuellement, ces pouvoirs ne peuvent être exercés qu'à l'égard des contraventions à la Loi. Les modifications apportées permettent également l'exercice de ces pouvoirs relativement aux contraventions aux dispositions prescrites des règlements pris en application de la Loi.

En vertu de l'article 17 du projet de loi, constitue une infraction le fait de posséder sciemment le produit de la commission d'une infraction à la *Loi sur les permis d'alcool*.

L'article 18 du projet de loi élargit les pouvoirs de saisie et de confiscation relativement aux contraventions à la *Loi sur les permis d'alcool* et à ses règlements d'application.

**An Act to amend the
Liquor Licence Act,
the Municipal Act and the
Regional Municipalities Act and
certain other statutes related to
upper tier municipalities**

**Loi modifiant la
Loi sur les permis d'alcool, la
Loi sur les municipalités, la
Loi sur les municipalités régionales
et certaines autres lois ayant
trait aux municipalités
de palier supérieur**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PART I
MUNICIPAL ACT**

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. Subsections 109 (6), (7), (8) and (11) of the *Municipal Act* are repealed.

1. Les paragraphes 109 (6), (7), (8) et (11) de la *Loi sur les municipalités* sont abrogés.

2. The Act is amended by adding the following section:

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Definition

109.1 (1) In this section, "business licence" means a licence to carry on a trade, calling, business or occupation.

Définition

109.1 (1) Dans le présent article, «permis d'exercice d'une activité commerciale» s'entend d'un permis autorisant l'exercice d'un commerce, d'un métier, d'une activité commerciale ou d'une profession.

Powers re
granting,
refusing,
etc., of
business
licences

(2) Subject to the *Theatres Act*, a council or police services board may,

(2) Sous réserve de la *Loi sur les cinémas*, un conseil ou une commission de services policiers peuvent :

Pouvoirs
relatifs au
fait d'ac-
corder, de
refuser des
permis
d'exercice
d'une ac-
tivité com-
merciale

(a) grant a business licence to an applicant;

a) soit accorder un permis d'exercice d'une activité commerciale à l'auteur de la demande;

(b) refuse to grant a business licence to an applicant;

b) soit refuser d'accorder un permis d'exercice d'une activité commerciale à l'auteur de la demande;

(c) temporarily suspend or revoke a business licence at any time during its term; or

c) soit suspendre temporairement ou révoquer un permis d'exercice d'une activité commerciale en tout temps pendant la durée du permis;

(d) impose conditions on a business licence at the time it is granted or at any time during its term.

d) soit imposer des conditions au permis d'exercice d'une activité commerciale au moment où celui-ci est accordé ou en tout temps pendant sa durée.

Limitation

(3) A council or police services board shall not refuse to grant a business licence with respect to the carrying on of any busi-

(3) Le conseil ou la commission de services policiers ne doivent pas refuser d'accorder un permis d'exercice d'une activité com-

Limites

ness by reason only of the location of the business if the business was being carried on at that location at the time the by-law requiring the licence came into force.

Power to restrict hours of operation

(4) Despite any by-law of a municipality or police services board, the power to impose conditions under clause (2) (d) includes the power to restrict the hours of operation of the trade, calling, business or occupation.

Discretion, grounds for using subs. (2) powers

(5) The exercise of a power under subsection (2) is in the discretion of the council or police services board and, without limiting such discretion, the council or police services board may exercise its powers under clause (2) (b), (c) or (d) if,

- (a) the conduct of the applicant or licensee affords reasonable grounds for belief that the applicant or licensee will not carry on the trade, calling, business or occupation in accordance with the law or with honesty and integrity;
- (b) in the case of a corporate applicant or licensee, the conduct of its officers, directors, employees or agents affords reasonable grounds for belief that the trade, calling, business or occupation will not be carried on in accordance with the law or with honesty and integrity.

Same

(6) A council or police services board may temporarily suspend or revoke a business licence under clause (2) (c) if the licensee breaches a condition of the licence.

Opportunity to be heard required

(7) A council or police services board shall not exercise its powers under clause (2) (b), (c) or (d) except after giving the applicant or licensee an opportunity to be heard.

Reasons required

(8) A council or police services board shall, at the request of the applicant, licensee or former licensee, give reasons in writing for any action it takes under this section.

Appeal

(9) Any action taken under this section by a council or police services board may be

merciale en vue de l'exercice d'une activité commerciale pour le seul motif de son emplacement si l'activité commerciale était exercée à cet emplacement au moment de l'entrée en vigueur du règlement municipal qui exige le permis.

(4) Malgré tout règlement municipal d'une municipalité ou d'une commission de services policiers, le pouvoir d'imposer des conditions prévu à l'alinéa (2) d) comprend le pouvoir de restreindre les heures d'exploitation du commerce, du métier, de l'activité commerciale ou de la profession.

(5) L'exercice d'un pouvoir prévu au paragraphe (2) est laissé à la discrétion du conseil ou de la commission de services policiers et, sans que soit limité ce pouvoir discrétionnaire, le conseil ou la commission peuvent exercer les pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'alinéa (2) b), c) ou d) si :

- a) la conduite de l'auteur de la demande ou du titulaire du permis offre des motifs raisonnables de croire que celui-ci n'exercera pas le commerce, le métier, l'activité commerciale ou la profession conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité;
- b) dans le cas où l'auteur de la demande ou le titulaire du permis est une personne morale, la conduite de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires offre des motifs raisonnables de croire que l'exercice du commerce, du métier, de l'activité commerciale ou de la profession ne se fera pas conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.

(6) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent suspendre temporairement ou révoquer un permis d'exercice d'une activité commerciale en vertu de l'alinéa (2) c) si le titulaire du permis enfreint une condition du permis.

(7) Un conseil ou une commission de services policiers ne doivent pas exercer les pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'alinéa (2) b), c) ou d) avant d'avoir donné à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis l'occasion d'être entendu.

(8) Un conseil ou une commission de services policiers donnent par écrit, à la demande de l'auteur de la demande, du titulaire du permis ou de l'ancien titulaire du permis, les motifs des mesures qu'ils prennent en vertu du présent article.

(9) Il peut être interjeté appel devant la Cour divisionnaire des mesures prises en vertu du présent article par un conseil ou une

Pouvoir de restreindre les heures d'exploitation

Pouvoir discrétionnaire, motifs pour exercer les pouvoirs prévus au par. (2)

Idem

Obligation de donner l'occasion d'être entendu

Motifs exigés

Appel

appealed to the Divisional Court and the decision of the Divisional Court is final.

Refund

(10) If a business licence is revoked under this section, the former licensee is entitled to a refund of a part of the licence fee proportionate to the unexpired part of the term for which it was granted.

Notice to other persons

(11) A council or police services board may notify the Liquor Licence Board of Ontario or any other licensing authority or other person, as it considers appropriate, of any action it takes under this section.

3. (1) Section 329 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(1.1) A licensing by-law passed under this Act, other than a by-law passed under section 224 or 225 of this Act, may provide that every person who contravenes the by-law, and every director or officer of a corporation who concurs in such contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine not exceeding \$25,000.

(2) Subsection 329 (2) of the Act is amended by inserting “or (1.1)” after “(1)” in the second line.

4. (1) Subsection 330 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Order closing premises

(1) Where an owner is convicted of knowingly carrying on or engaging in a trade, calling, business or occupation on, in or in respect of any premises or part of any premises without a licence required by a by-law passed under this Act, the court shall order that the premises or part of the premises be closed to any use for any period not exceeding two years.

(2) Subsection 330 (2) of the Act is amended by striking out “a by-law passed under section 224 or 225” in the second and third lines and substituting “a licensing by-law passed under this Act”.

(3) Clause 330 (3) (a) of the Act is amended by striking out “any by-law passed under section 224 or 225” in the third and fourth lines and substituting “any licensing by-law passed under this Act”.

commission de services policiers. La décision de la Cour divisionnaire est définitive.

(10) Si un permis d'exercice d'une activité commerciale est révoqué en vertu du présent article, l'ancien titulaire du permis a droit au remboursement d'une partie des droits qu'il a acquittés pour l'obtenir. Le montant de ce remboursement est calculé en fonction de la période de validité restante par rapport à la durée pour laquelle le permis avait été accordé.

Remboursement

(11) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent aviser la Commission des permis d'alcool de l'Ontario ou un autre service de délivrance de permis ou toute autre personne, selon ce qu'ils estiment approprié, des mesures qu'ils prennent en vertu du présent article.

Avis à d'autres personnes

3. (1) L'article 329 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le règlement municipal relatif aux permis qui est adopté en vertu de la présente loi, autre qu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 224 ou 225 de la présente loi, peut prévoir que les contrevenants, ainsi que les administrateurs et dirigeants d'une personne morale qui participent à la contravention commise par celle-ci, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

Idem

(2) Le paragraphe 329 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la troisième ligne.

4. (1) Le paragraphe 330 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si un propriétaire est déclaré coupable d'avoir sciemment exploité un commerce ou une entreprise ou exercé un métier ou une profession dans certains lieux ou partie de ceux-ci, sans le permis exigé par un règlement municipal adopté en vertu de la présente loi, le tribunal ordonne la fermeture des lieux ou de la partie de ceux-ci pour une période maximale de deux ans.

Ordonnance de fermeture des lieux

(2) Le paragraphe 330 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «un règlement municipal adopté en vertu de l'article 224 ou 225» aux deuxième et troisième lignes, de «un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi».

(3) L'alinéa 330 (3) a) de la Loi est modifié par substitution, à «aux règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225» aux troisième et quatrième lignes, de «aux règlements municipaux relatifs aux permis adoptés en vertu de la présente loi».

(4) Clause 330 (4) (b) of the Act is amended by striking out “any by-law passed under section 224 or 225” and substituting “any licensing by-law passed under this Act”.

(5) Subsection 330 (6) of the Act is amended by striking out “a by-law passed under section 224 or 225” in the fourth and fifth lines and substituting “a licensing by-law passed under this Act”.

(6) Subsection 330 (8) of the Act is amended by inserting “licensing” before “by-law” in the second line.

(7) Subsection 330 (9) of the Act is amended by inserting “licensing” before “by-law” in the second line.

5. The Act is amended by adding the following section:

330.1 (1) The council of any municipality may by by-law authorize the collector, clerk or treasurer to carry out the duties set out in this section at the times and in the manner set out in the by-law.

(2) If a fine for a contravention of a licensing by-law passed under this Act remains unpaid after the fine becomes due and payable under section 66 of the *Provincial Offences Act*, including any extension of time for payment ordered under that section, the authorized officer may give the person against whom the fine was imposed a written notice specifying the amount of the fine payable and the final date on which it is payable, which shall be not less than 21 days after the date of the notice, by delivering the notice or causing it to be delivered to that person at the person's residence or place of business.

(3) If the fine remains unpaid after the final date on which it is payable as specified in the notice, the authorized officer may alone or by an agent, subject to the exemptions provided for in subsection 400 (4), levy the unpaid fine with costs by distress,

(a) upon the goods and chattels, wherever found, belonging to or in the possession of the person fined;

(b) upon the interest of the person fined in any goods to the possession of which the person is entitled under a contract

(4) L'alinéa 330 (4) b) de la Loi est modifié par substitution, à «les règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225», de «les règlements municipaux relatifs aux permis adoptés en vertu de la présente loi».

(5) Le paragraphe 330 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «aux règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225» aux deuxième et troisième lignes, de «à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi».

(6) Le paragraphe 330 (8) de la Loi est modifié par insertion de «relatif aux permis» après «règlement municipal» à la troisième ligne.

(7) Le paragraphe 330 (9) de la Loi est modifié par insertion de «relatif aux permis» après «règlement municipal» à la deuxième ligne.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

330.1 (1) Le conseil d'une municipalité peut, par règlement municipal, autoriser le percepteur, le secrétaire ou le trésorier à exercer les fonctions prévues au présent article aux moments et de la façon prévus par le règlement municipal.

(2) Si une amende pour une contravention à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi demeure impayée après qu'elle est devenue exigible aux termes de l'article 66 de la *Loi sur les infractions provinciales*, y compris une prorogation du délai de paiement ordonné aux termes de cet article, l'agent autorisé peut donner à la personne condamnée à l'amende un avis écrit précisant le montant de l'amende payable et la date d'échéance du paiement, laquelle ne doit pas tomber moins de 21 jours après la date de l'avis. L'agent remet ou fait remettre cet avis à la personne à sa résidence ou dans ses locaux commerciaux.

(3) Si l'amende demeure impayée après la date d'échéance fixée pour son paiement dans l'avis, l'agent autorisé peut seul ou par l'intermédiaire d'un mandataire, sous réserve des exemptions prévues au paragraphe 400 (4), prélever l'amende impayée et les frais par voie de saisie-gagerie :

a) des biens meubles où qu'ils se trouvent et qui appartiennent à la personne condamnée à l'amende ou qui sont en sa possession;

b) des droits de la personne condamnée à l'amende sur les biens meubles dont elle a droit à la possession en vertu

By-law authorizing collection of unpaid licensing fines

Notice of unpaid licensing fine

Distress for unpaid licensing fine

Règlement municipal autorisant la perception d'amendes impayées

Avis de défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis

Saisie-gagerie pour le défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis

for purchase, or a contract by which the person may or is to become the owner thereof upon performance of any condition;

- (c) upon any goods and chattels in the possession of the person fined where title to them is claimed,

(i) by virtue of an execution against the person fined,

(ii) by purchase, gift, transfer or assignment from the person fined, whether absolute or in trust, or by way of mortgage or otherwise,

(iii) by the spouse, daughter, son, daughter-in-law or son-in-law of the person fined, or by any of his or her relatives, in case such relative lives as a member of the family, or

(iv) by virtue of any assignment or transfer made for the purpose of defeating distress;

- (d) upon goods and chattels that at the time the fine was imposed were the property and on the premises of the person fined and are still on the same premises, even if such goods and chattels are no longer the property of the person fined.

Levy of fines under warrant

(4) If at any time after the notice is given and before the final date on which the fine is payable as specified in the notice, the authorized officer has good reason to believe that any person in whose hands goods and chattels are subject to distress under subsection (3) is about to remove such goods and chattels out of the province and makes affidavit to that effect before the head of council of the municipality or before any justice of the peace, the head of council or justice shall issue a warrant to the authorized officer authorizing him or her to levy for the fines and costs in the manner provided by this section.

Defect in notice not to invalidate subsequent proceedings

(5) No defect, error or omission in the form or substance of the notice required by this section invalidates any subsequent proceedings for the recovery of a fine.

Application of ss. 400 - 405

(6) Subsections 400 (3), (4), (5), (8), (9), (10), (11) and (12) and sections 402, 403, 404 and 405 apply with necessary modifica-

d'un contrat d'achat ou d'un contrat par lequel elle peut devenir ou deviendra propriétaire à la réalisation d'une condition;

- c) des biens meubles qui sont en la possession de la personne condamnée à l'amende lorsque le titre sur ceux-ci est revendiqué, selon le cas :

(i) en vertu d'une saisie-exécution contre la personne condamnée à l'amende,

(ii) en raison d'une vente, d'une donation, d'un transfert ou d'une cession effectués par la personne condamnée à l'amende, de façon absolue ou en fiducie, par voie d'hypothèque ou autrement,

(iii) par le conjoint, la fille, le fils, la bru ou le gendre de la personne condamnée à l'amende, ou par quiconque a des liens de parenté avec elle et vit à titre de membre de la famille,

(iv) en vertu d'une cession ou d'un transfert effectués afin d'éviter la saisie-gagerie;

- d) des biens meubles qui, au moment de l'imposition de l'amende, appartenaient à la personne condamnée à l'amende et se trouvaient sur les lieux de cette personne et qui demeurent sur les lieux, même s'ils n'appartiennent plus à la personne condamnée à l'amende.

(4) Si, en tout temps entre le moment où l'avis est donné et la date d'échéance fixée pour le paiement de l'amende dans l'avis, l'agent autorisé est fondé à croire que le détenteur de biens meubles saisissables par voie de saisie-gagerie en vertu du paragraphe (3) s'apprête à transporter ces biens meubles à l'extérieur de la province, le président du conseil de la municipalité ou un juge de paix émet à l'agent autorisé qui fait un affidavit à cet effet un mandat l'autorisant à prélever les amendes et les frais selon les modalités prévues au présent article.

(5) Les irrégularités, erreurs ou omissions de forme ou de fond de l'avis exigé par le présent article n'ont pas pour effet d'invalider les recours subséquents en recouvrement d'une amende.

(6) Les paragraphes 400 (3), (4), (5), (8), (9), (10), (11) et (12) et les articles 402, 403, 404 et 405 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la saisie-gagerie, prévue au

Prélèvement des amendes au moyen d'un mandat

Validité des recours subséquents malgré les irrégularités

Champ d'application des par. 400 à 405

tions to the distress for an unpaid licensing fine under this section.

PART II MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

6. The *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by adding the following section:

214.1 Where a by-law of the Licensing Commission passed under a provision of the *Municipal Act* or any other Act is applicable to an area municipality, the council of the area municipality may by resolution require the Licensing Commission to investigate an alleged contravention of the by-law and to report to the council.

7. Section 216 of the Act is amended by inserting “109.1” after “109” in the first line.

PART III OTHER MUNICIPAL ACTS

8. Clause 136 (2) (c) of the *Regional Municipalities Act* is amended by striking out “section 109 applies” in the first line and substituting “sections 109 and 109.1 apply”.

9. Section 48 of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act* is amended by adding the following subsection:

(6) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section by the Regional Council and to report to the area council.

10. (1) Subsection 41 (2) of the *Regional Municipality of Sudbury Act* is repealed and the following substituted:

(2) Sections 109 and 109.1 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Regional Corporation.

(2) Section 41 of the Act is amended by adding the following subsection:

(5) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this

présent article, pour le défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis.

PARTIE II LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

6. La *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

214.1 Lorsque la Commission de délivrance de permis a adopté, en vertu d'une disposition de la *Loi sur les municipalités* ou d'une autre loi, un règlement municipal qui s'applique à une municipalité de secteur, le conseil de la municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que la Commission de délivrance de permis enquête sur une contravention prétendue au règlement municipal et lui présente un rapport.

7. L'article 216 de la *Loi* est modifié par insertion de «109.1» après «109» à la première ligne.

PARTIE III AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX MUNICIPALITÉS

8. L'alinéa 136 (2) c) de la *Loi sur les municipalités régionales* est modifiée par substitution, à «l'article 109 s'applique» à la première ligne, de «les articles 109 et 109.1 s'appliquent».

9. L'article 48 de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article par le conseil régional et lui présente un rapport.

10. (1) Le paragraphe 41 (2) de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Les articles 109 et 109.1 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Municipalité régionale.

(2) L'article 41 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent

Investigation and report re by-law contravention

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

Investigation and report re by-law contravention

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

Same

Idem

Investigation and report re by-law contravention

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

section by the Regional Council and to report to the area council.

11. Section 36 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(3) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section by the Regional Council and to report to the area council.

12. Section 30 of the *Regional Municipality of York Act* is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(6) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section or section 36 by the Regional Council and to report to the area council.

PART IV LIQUOR LICENCE ACT

13. Section 19 of the *Liquor Licence Act* is amended by adding the following subsections:

Same

(14) A police officer or a person designated under subsection 43 (1) may, by giving a notice of revocation in accordance with subsection (15), revoke a special occasion permit issued for an event while the event is under way if he or she reasonably believes that this Act or a prescribed provision of the regulations is being contravened in connection with the event.

Same

(15) The notice of revocation may be given orally or in writing to the permit holder or to a person designated under the regulations by the permit holder to attend the event in the permit holder's place.

Same

(16) A notice of revocation under subsection (14) takes effect immediately.

14. The Act is amended by adding the following section:

Removing persons from premises

34.1 (1) If there are reasonable grounds to believe that this Act or a prescribed provision of the regulations is being contravened on any premises, a police officer may require that all persons vacate the premises.

Same

(2) Subsection (1) does not apply in respect of persons actually residing in the premises.

article par le conseil régional et lui présente un rapport.

11. L'article 36 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

(3) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article par le conseil régional et lui présente un rapport.

12. L'article 30 de la *Loi sur la municipalité régionale de York* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

(6) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article ou de l'article 36 par le conseil régional et lui présente un rapport.

PARTIE IV LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

13. L'article 19 de la *Loi sur les permis d'alcool* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(14) Un agent de police ou une personne désignée en vertu du paragraphe 43 (1) peut, en donnant un avis de révocation conformément au paragraphe (15), révoquer un permis de circonstance délivré pour une activité pendant que celle-ci est en cours, s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il est contrevenu à la présente loi ou à une disposition prescrite des règlements relativement à l'activité.

Idem

(15) L'avis de révocation peut être donné verbalement ou par écrit au titulaire du permis ou à une personne désignée par ce dernier en vertu des règlements pour être présent à l'activité à sa place.

Idem

(16) L'avis de révocation visé au paragraphe (14) entre en vigueur immédiatement.

14. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Expulsion de personnes d'un local

34.1 (1) S'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est contrevenu à la présente loi ou à une disposition prescrite des règlements dans un local, un agent de police peut exiger que toutes les personnes quittent le local.

Idem

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des personnes qui résident effectivement dans le local.

15. (1) Clause 44 (4) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) in the case of a warrant to be issued under clause (3) (a),
 - (i) a person designated under subsection 43 (1) has been prevented from doing anything permitted under clause (1) (a), (c), (e) or (f),
 - (ii) there are reasonable grounds to believe that such a person may be prevented from doing any of those things, or
 - (iii) there are reasonable grounds to believe that there has been or is likely to be a contravention of this Act or the regulations.

(2) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsection:

(13) Every police officer has the powers set out in clauses (1) (a), (b) and (c) and subsections (2) to (12) apply with necessary modifications to police officers as if they were persons designated under subsection 43 (1).

16. Section 48 of the Act is amended by adding “or apparently in contravention of a prescribed provision of the regulations” after “this Act” in the second line.

17. The Act is amended by adding the following section:

46.1 (1) In this section and in section 47, “proceeds”, in relation to an offence under this Act, means,

- (a) personal property, other than money, derived in whole or in part, directly or indirectly, from the commission of the offence; and
- (b) money derived directly or indirectly from the commission of the offence.

(2) No person shall knowingly possess the proceeds of an offence under this Act.

18. (1) Subsection 47 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) A police officer may seize any thing, including liquor, if,

- (a) he or she reasonably believes that the thing will afford evidence of an offence under this Act;

15. (1) L’alinéa 44 (4) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) dans le cas d’un mandat devant être décerné aux termes de l’alinéa (3) a) :
 - (i) soit la personne désignée en vertu du paragraphe 43 (1) a été empêchée d’accomplir l’un ou l’autre des actes autorisés en vertu de l’alinéa (1) a), c), e) ou f),
 - (ii) soit il existe des motifs raisonnables de croire que cette personne peut être empêchée d’accomplir l’un ou l’autre de ces actes,
 - (iii) il existe des motifs raisonnables de croire qu’une contravention à la présente loi ou aux règlements s’est produite ou risque vraisemblablement de se produire.

(2) L’article 44 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(13) Chaque agent de police est investi des pouvoirs énoncés aux alinéas (1) a), b) et c), et les paragraphes (2) à (12) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux agents de police comme s’il s’agissait de personnes désignées en vertu du paragraphe 43 (1).

16. L’article 48 de la Loi est modifié par insertion de «ou à une disposition prescrite des règlements» après «la présente loi» à la troisième ligne.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

46.1 (1) Dans le présent article et dans l’article 47, le terme «produit» s’entend, relativement à une infraction à la présente loi :

- a) des biens meubles, à l’exclusion de l’argent, qui proviennent en tout ou en partie, directement ou indirectement, de la commission de l’infraction;
- b) de l’argent provenant directement ou indirectement de la commission de l’infraction.

(2) Nul ne doit posséder sciemment le produit de la commission d’une infraction à la présente loi.

18. (1) Le paragraphe 47 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Un agent de police peut saisir tout objet, y compris de l’alcool, dans l’un ou l’autre des cas suivants :

- a) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l’objet fournira une preuve d’une infraction à la présente loi;

Police officers

Agents de police

Definition

Définition

Possession of proceeds

Possession du produit

Seizure

Saisie

(b) he or she reasonably believes that,

- (i) the thing was used or is being used in connection with the commission of an offence under this Act, and
- (ii) unless the thing is seized it is likely that it would continue to be used or would be used again in the commission of an offence under this Act; or

(c) he or she reasonably believes that the thing is proceeds from the commission of an offence under this Act.

Same

(1.1) If an offence appears to have been committed under this Act and a police officer reasonably believes, in view of the offence apparently committed and the presence of liquor, that a further offence is likely to be committed, the police officer may seize the liquor and the packages in which it is kept.

(2) Subsection 47 (2) of the Act is amended by inserting “or (1.1)” after “(1)” in the fourth line, by striking out “and” at the end of clause (a) and by adding the following clauses:

- (c) continued detention of the things seized is not necessary to prevent the commission of an offence; and
- (d) it is unlikely that the things will be forfeited on conviction under subsection (5).

(3) Subsection 47 (3) of the Act is amended by striking out “as to the matter mentioned in clause (2) (b)” in the fourth and fifth lines and substituting “as to all of the matters mentioned in clauses (2) (b), (c) and (d)”.

(4) Subsection 47 (4) of the Act is amended by inserting “or (1.1)” after “(1)” in the third line.

(5) Subsection 47 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(5) If a person is convicted of an offence under this Act, the court shall order that any thing seized under subsection (1) or (1.1) in connection with the offence be forfeited to the Crown, unless the court considers that the forfeiture would be unjust in the circumstances.

(6) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:

b) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, ce qui suit :

- (i) l'objet a servi ou sert actuellement relativement à la commission d'une infraction à la présente loi,
- (ii) à moins que l'objet ne soit saisi, il est vraisemblable qu'il continuerait de servir ou qu'il servirait encore à la commission d'une infraction à la présente loi;

c) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l'objet constitue le produit de la commission d'une infraction à la présente loi.

(1.1) Si une infraction à la présente loi paraît avoir été commise et que l'agent de police, en se fondant sur des motifs raisonnables et compte tenu de l'infraction apparemment commise et de la présence d'alcool, croit qu'une autre infraction sera vraisemblablement commise, l'agent de police peut saisir l'alcool et ses contenants.

Idem

(2) Le paragraphe 47 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la quatrième ligne, et par adjonction des alinéas suivants :

- c) la retenue continue des objets saisis n'est pas nécessaire pour empêcher la commission d'une infraction;
- d) il est peu vraisemblable que les objets seront confisqués sur déclaration de culpabilité aux termes du paragraphe (5).

(3) Le paragraphe 47 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «en ce qui concerne ce qui est mentionné à l'alinéa (2) b)» aux quatrième et cinquième lignes, de «en ce qui concerne tout ce qui est mentionné aux alinéas (2) b), c) et d)».

(4) Le paragraphe 47 (4) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la troisième ligne.

(5) Le paragraphe 47 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le tribunal ordonne que tout objet saisi en vertu du paragraphe (1) ou (1.1) relativement à l'infraction soient confisqués au profit de la Couronne, à moins qu'il ne juge que la confiscation ne soit injuste dans les circonstances.

Idem

(6) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Relief
against
forfeiture

(6) Any person with an interest in a thing forfeited under this section may apply to the Ontario Court (General Division) for relief against the forfeiture and the court may make an order providing for any relief that it considers just, including, but not limited to, one or more of the following orders:

1. An order directing that the thing or any part of the thing be returned to the applicant.
2. An order directing that any interest in the thing be vested in the applicant.
3. An order directing that an amount be paid by the Crown to the applicant by way of compensation for the forfeiture.

Same

(7) The court shall not order any relief under subsection (6) unless the court is satisfied that the applicant did not, directly or indirectly, participate in, or benefit from, any offence in connection with which the thing was seized.

PART V COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment

19. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

20. The short title of this Act is the *Municipal and Liquor Licensing Statute Law Amendment Act, 1994*.

Redresse-
ment en
raison de
la confis-
cation

(6) Quiconque ayant un intérêt dans un objet confisqué aux termes du présent article peut demander, par voie de requête, à la Cour de l'Ontario (Division générale), un redressement contre la confiscation et le tribunal peut rendre une ordonnance prévoyant l'octroi d'un redressement qu'il estime juste, notamment une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

1. Une ordonnance portant que l'objet ou une partie de celui-ci doit être rendu au requérant.
2. Une ordonnance portant que tout intérêt sur l'objet doit être dévolu au requérant.
3. Une ordonnance portant que la Couronne doit verser une somme d'argent au requérant à titre compensatoire pour la confiscation.

Idem

(7) Le tribunal ne doit ordonner aucune des mesures de redressement prévues au paragraphe (6) à moins d'être convaincu que le requérant n'a pas participé, directement ou indirectement, à l'infraction qui a donné lieu à la saisie de l'objet, ni tiré avantage de celle-ci.

PARTIE V ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

19. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

20. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait à la délivrance de permis d'alcool et à la délivrance d'autres permis par les municipalités*.

Titre
abrégé

CAZON
XB
2356



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 198

**An Act to amend the Liquor
Licence Act, the Municipal Act and
the Regional Municipalities Act and
certain other statutes related to
upper tier municipalities**

The Hon. E. Philip
Minister of Municipal Affairs

Government Bill

1st Reading November 24, 1994
2nd Reading December 5, 1994
3rd Reading
Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Finance and
Economic Affairs Committee and as reported to the
Legislative Assembly December 7, 1994)*

*(The provisions in this bill will be renumbered after
3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 198

**Loi modifiant la Loi sur les permis
d'alcool, la Loi sur les municipalités,
la Loi sur les municipalités régionales
et certaines autres lois ayant trait aux
municipalités de palier supérieur**

L'honorable E. Philip
Ministre des Affaires municipales

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 24 novembre 1994
2^e lecture 5 décembre 1994
3^e lecture
Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité des
finances et des affaires économiques et rapporté à
l'Assemblée législative le 7 décembre 1994)*

*(Les dispositions du présent projet de loi seront
renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

Parts I, II and III of the Bill amend the *Municipal Act*, the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* and several regional municipality Acts with respect to municipal licensing and licensing enforcement powers.

Part IV of the Bill amends the *Liquor Licence Act* with respect to enforcement powers.

PART I – *Municipal Act*

Sections 1 and 2 of the Bill expand the powers available to municipal councils and police services boards with respect to all business licences to include the powers to impose conditions on a licence and to temporarily suspend or revoke a licence. The power to impose conditions expressly includes the power to restrict the hours of operation. A business licence may be refused, temporarily suspended, revoked or conditions imposed on it if there are reasonable grounds for belief that the business may not be carried on in accordance with the law or with honesty and integrity.

Section 3 of the Bill provides that a licensing by-law may provide that contravention of the by-law is an offence carrying a maximum fine of \$25,000 for individuals and \$50,000 for corporations.

Section 330 of the *Municipal Act* permits a court to order premises closed for contravention of a by-law respecting the licensing of body-rub parlours or adult entertainment parlours or for carrying on those businesses without a licence. Section 4 of the Bill extends the application of this section to any licensing by-law passed under the *Municipal Act*.

In section 5 of the Bill, new section 330.1 of the *Municipal Act* gives municipalities the power to levy by distress upon goods and chattels for nonpayment of fines imposed for contravention of municipal licensing by-laws.

PARTS II, III – *Municipality of Metropolitan Toronto Act, Regional Municipalities Act, Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act, Regional Municipality of Sudbury Act, Regional Municipality of Waterloo Act and Regional Municipality of York Act*

Amendments are made to the *Municipality of Metropolitan Toronto Act*, the *Regional Municipalities Act* and the *Regional Municipality of Sudbury Act* to parallel the amendments to the *Municipal Act* made in section 2 of the Bill.

Amendments are also made to the *Municipality of Metropolitan Toronto Act* and certain other regional municipality Acts to provide that the council of an area municipality may require the Metropolitan Licensing Commission or Regional Council, respectively, to investigate and report to it on an alleged contravention of a licensing by-law.

PART IV – *Liquor Licence Act*

Section 13 of the Bill amends the *Liquor Licence Act* to permit police officers or certain designated persons to revoke a special occasion permit if there are reasonable grounds for believing that the Act or a prescribed provision of a regulation under the Act is being contravened in connection with the event for which the permit was issued.

Section 14 of the Bill amends the *Liquor Licence Act* to permit police officers to require that any premises be vacated if there are reasonable grounds for believing that the Act or a prescribed provision of a regulation under the Act is being contravened on the premises.

Section 15 of the Bill amends the *Liquor Licence Act* to extend inspection powers to police officers. The Act is also amended to provide

NOTE EXPLICATIVE

Les parties I, II et III du projet de loi modifient la *Loi sur les municipalités*, la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* et plusieurs lois concernant les municipalités régionales en ce qui a trait aux pouvoirs des municipalités de délivrer des permis et d'en assurer l'exécution.

La partie IV du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en ce qui concerne les pouvoirs d'exécution.

PARTIE I – *Loi sur les municipalités*

Les articles 1 et 2 du projet de loi élargissent les pouvoirs dont disposent les conseils municipaux et les commissions de services policiers en ce qui concerne tous les permis d'exercice d'une activité commerciale afin d'inclure les pouvoirs d'imposer des conditions à un permis et de suspendre temporairement ou de révoquer un permis. Le pouvoir de restreindre les heures d'exploitation est compris expressément dans le pouvoir d'imposer des conditions. Un permis d'exercice d'une activité commerciale peut être refusé, suspendu temporairement, révoqué ou assujéti à des conditions s'il existe des motifs raisonnables de croire que l'activité commerciale peut ne pas être exercée conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.

L'article 3 du projet de loi prévoit qu'un règlement municipal relatif aux permis peut prévoir que la contravention à celui-ci constitue une infraction passible d'une amende maximale de 25 000 \$ pour les particuliers et de 50 000 \$ pour les personnes morales.

L'article 330 de la *Loi sur les municipalités* permet à un tribunal d'ordonner la fermeture de lieux pour cause de contravention à un règlement municipal visant à assujettir à l'obtention de permis les salons de massage ou locaux de divertissement pour adultes ou pour avoir exploité ces entreprises sans permis. L'article 4 du projet de loi étend l'application de cet article à tout règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la *Loi sur les municipalités*.

À l'article 5 du projet de loi, le nouvel article 330.1 de la *Loi sur les municipalités* confère aux municipalités le pouvoir de prélever, par voie de saisie-gagerie sur des biens meubles, des amendes impayées imposées pour contravention aux règlements municipaux relatifs aux permis.

PARTIES II ET III – *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto, Loi sur les municipalités régionales, Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth, Loi sur la municipalité régionale de Sudbury, Loi sur la municipalité régionale de Waterloo et Loi sur la municipalité régionale de York*

Des modifications sont apportées à la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto*, à la *Loi sur les municipalités régionales* et à la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* pour tenir compte des modifications apportées à la *Loi sur les municipalités* à l'article 2 du projet de loi.

Des modifications sont également apportées à la *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* et à certaines autres lois ayant trait aux municipalités régionales pour prévoir que le conseil d'une municipalité de secteur peut exiger que la Commission de délivrance de permis de la communauté urbaine ou le conseil régional, respectivement, enquêtent sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis et lui présentent un rapport.

PARTIE IV – *Loi sur les permis d'alcool*

L'article 13 du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en vue de permettre aux agents de police ou à certaines personnes désignées de révoquer un permis de circonstance s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est contrevenu à la Loi ou à une disposition prescrite d'un de ses règlements d'application relativement à l'activité pour laquelle le permis a été délivré.

L'article 14 du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en vue de permettre aux agents de police d'exiger qu'un local soit vidé s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est contrevenu à la Loi ou à une disposition prescrite d'un de ses règlements d'application dans le local.

L'article 15 du projet de loi modifie la *Loi sur les permis d'alcool* en vue d'accorder des pouvoirs d'inspection aux agents de police. La

that a search warrant may be issued if there are reasonable grounds to believe that a person is contravening or is likely to contravene the Act or the regulations.

Section 16 of the Bill extends the arrest power set out in section 48 of the *Liquor Licence Act*. Currently these powers can be exercised only in connection with contraventions of the Act. The amendments would permit them to be exercised also in connection with contraventions of prescribed provisions of the regulations under the Act.

Section 17 of the Bill makes it an offence to knowingly possess the proceeds of an offence under the *Liquor Licence Act*.

Section 18 of the Bill provides for greater powers of seizure and forfeiture in connection with contraventions of the *Liquor Licence Act* and the regulations under it.

Loi est également modifiée en vue de permettre la délivrance d'un mandat de perquisition s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une personne contrevient ou contreviendra vraisemblablement à la Loi ou aux règlements.

L'article 16 du projet de loi étend les pouvoirs d'arrestation énoncés à l'article 48 de la *Loi sur les permis d'alcool*. Actuellement, ces pouvoirs ne peuvent être exercés qu'à l'égard des contraventions à la Loi. Les modifications apportées permettent également l'exercice de ces pouvoirs relativement aux contraventions aux dispositions prescrites des règlements pris en application de la Loi.

En vertu de l'article 17 du projet de loi, constitue une infraction le fait de posséder sciemment le produit de la commission d'une infraction à la *Loi sur les permis d'alcool*.

L'article 18 du projet de loi élargit les pouvoirs de saisie et de confiscation relativement aux contraventions à la *Loi sur les permis d'alcool* et à ses règlements d'application.

**An Act to amend the
Liquor Licence Act,
the Municipal Act and the
Regional Municipalities Act and
certain other statutes related to
upper tier municipalities**

**Loi modifiant la
Loi sur les permis d'alcool, la
Loi sur les municipalités, la
Loi sur les municipalités régionales
et certaines autres lois ayant
trait aux municipalités
de palier supérieur**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
MUNICIPAL ACT**

1. Subsections 109 (6), (7), (8) and (11) of the *Municipal Act* are repealed.

2. The Act is amended by adding the following section:

109.1 (1) In this section, "business licence" means a licence to carry on a trade, calling, business or occupation.

(2) Subject to the *Theatres Act*, a council or police services board may,

- (a) grant a business licence to an applicant;
- (b) refuse to grant a business licence to an applicant;
- (c) temporarily suspend or revoke a business licence at any time during its term; or
- (d) impose conditions on a business licence at the time it is granted or at any time during its term.

(3) A council or police services board shall not refuse to grant a business licence with respect to the carrying on of any busi-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. Les paragraphes 109 (6), (7), (8) et (11) de la *Loi sur les municipalités* sont abrogés.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

109.1 (1) Dans le présent article, «permis d'exercice d'une activité commerciale» s'entend d'un permis autorisant l'exercice d'un commerce, d'un métier, d'une activité commerciale ou d'une profession.

(2) Sous réserve de la *Loi sur les cinémas*, un conseil ou une commission de services policiers peuvent :

- a) soit accorder un permis d'exercice d'une activité commerciale à l'auteur de la demande;
- b) soit refuser d'accorder un permis d'exercice d'une activité commerciale à l'auteur de la demande;
- c) soit suspendre temporairement ou révoquer un permis d'exercice d'une activité commerciale en tout temps pendant la durée du permis;
- d) soit imposer des conditions au permis d'exercice d'une activité commerciale au moment où celui-ci est accordé ou en tout temps pendant sa durée.

(3) Le conseil ou la commission de services policiers ne doivent pas refuser d'accorder un permis d'exercice d'une activité com-

Definition

Définition

Powers re
granting,
refusing,
etc., of
business
licences

Pouvoirs
relatifs au
fait d'ac-
corder, de
refuser des
permis
d'exercice
d'une acti-
vité com-
merciale

Limitation

Limites

ness by reason only of the location of the business if the business was being carried on at that location at the time the by-law requiring the licence came into force.

Power to restrict hours of operation

(4) Despite any by-law of a municipality or police services board, the power to impose conditions under clause (2) (d) includes the power to restrict the hours of operation of the trade, calling, business or occupation.

Discretion, grounds for using subs. (2) powers

(5) The exercise of a power under subsection (2) is in the discretion of the council or police services board and, without limiting such discretion, the council or police services board may exercise its powers under clause (2) (b), (c) or (d) if,

- (a) the conduct of the applicant or licensee affords reasonable grounds for belief that the applicant or licensee will not carry on the trade, calling, business or occupation in accordance with the law or with honesty and integrity;
- (b) in the case of a corporate applicant or licensee, the conduct of its officers, directors, employees or agents affords reasonable grounds for belief that the trade, calling, business or occupation will not be carried on in accordance with the law or with honesty and integrity.

Same

(6) A council or police services board may temporarily suspend or revoke a business licence under clause (2) (c) if the licensee breaches a condition of the licence.

Review

(7) A council or police services board may at any time on its own initiative review any action taken by it under subsection (2) and may confirm or vary such action.

Same

(7.1) Subject to subsection (7.2), a council or police services board shall, at the request of a licensee, review any condition imposed by it under clause (2) (d) and may confirm, vary or remove the condition.

Limitation

(7.2) A council or police services board shall not review a condition under subsection

merciale en vue de l'exercice d'une activité commerciale pour le seul motif de son emplacement si l'activité commerciale était exercée à cet emplacement au moment de l'entrée en vigueur du règlement municipal qui exige le permis.

(4) Malgré tout règlement municipal d'une municipalité ou d'une commission de services policiers, le pouvoir d'imposer des conditions prévu à l'alinéa (2) d) comprend le pouvoir de restreindre les heures d'exploitation du commerce, du métier, de l'activité commerciale ou de la profession.

(5) L'exercice d'un pouvoir prévu au paragraphe (2) est laissé à la discrétion du conseil ou de la commission de services policiers et, sans que soit limité ce pouvoir discrétionnaire, le conseil ou la commission peuvent exercer les pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'alinéa (2) b), c) ou d) si :

- a) la conduite de l'auteur de la demande ou du titulaire du permis offre des motifs raisonnables de croire que celui-ci n'exercera pas le commerce, le métier, l'activité commerciale ou la profession conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité;
- b) dans le cas où l'auteur de la demande ou le titulaire du permis est une personne morale, la conduite de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires offre des motifs raisonnables de croire que l'exercice du commerce, du métier, de l'activité commerciale ou de la profession ne se fera pas conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.

(6) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent suspendre temporairement ou révoquer un permis d'exercice d'une activité commerciale en vertu de l'alinéa (2) c) si le titulaire du permis enfreint une condition du permis.

(7) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent en tout temps et de leur propre initiative réexaminer toute mesure qu'ils ont prise en vertu du paragraphe (2) ainsi que la confirmer ou la modifier.

(7.1) Sous réserve du paragraphe (7.2), un conseil ou une commission de services policiers réexaminent, à la demande d'un titulaire du permis, toute condition qu'ils ont imposée en vertu de l'alinéa (2) d) et peuvent la confirmer, la modifier ou la supprimer.

(7.2) Un conseil ou une commission de services policiers ne doivent pas réexaminer une condition en vertu du paragraphe (7.1) si

Pouvoir de restreindre les heures d'exploitation

Pouvoir discrétionnaire, motifs pour exercer les pouvoirs au par. (2)

Idem

Réexamen

Idem

Restriction

(7.1) if the request is made before the condition has been in place for one year.

Opportunity to be heard required

(7.3) A council or police services board shall not exercise its powers under clause (2) (b), (c) or (d) or subsection (7) or (7.1) except after giving the applicant or licensee an opportunity to be heard. ▲

Reasons required

(8) A council or police services board shall, at the request of the applicant, licensee or former licensee, give reasons in writing for any action it takes under this section.

Appeal

(9) Any action taken under this section by a council or police services board may be appealed to the Divisional Court and the decision of the Divisional Court is final.

Refund

(10) If a business licence is revoked under this section, the former licensee is entitled to a refund of a part of the licence fee proportionate to the unexpired part of the term for which it was granted.

Notice to other persons

(11) A council or police services board may notify the Liquor Licence Board of Ontario or any other licensing authority or other person, as it considers appropriate, of any action it takes under this section.

3. (1) Section 329 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(1.1) A licensing by-law passed under this Act, other than a by-law passed under section 224 or 225 of this Act, may provide that every person who contravenes the by-law, and every director or officer of a corporation who concurs in such contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine not exceeding \$25,000.

(2) Subsection 329 (2) of the Act is amended by inserting "or (1.1)" after "(1)" in the second line.

4. (1) Subsection 330 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

(1) Where an owner is convicted of knowingly carrying on or engaging in a trade, calling, business or occupation on, in or in

la demande en ce sens est présentée avant que la condition n'ait été en vigueur pendant un an.

(7.3) Un conseil ou une commission de services policiers ne doivent pas exercer les pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'alinéa (2) b), c) ou d) ou du paragraphe (7) ou (7.1) avant d'avoir donné à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis l'occasion d'être entendu. ▲

(8) Un conseil ou une commission de services policiers donnent par écrit, à la demande de l'auteur de la demande, du titulaire du permis ou de l'ancien titulaire du permis, les motifs des mesures qu'ils prennent en vertu du présent article.

(9) Il peut être interjeté appel devant la Cour divisionnaire des mesures prises en vertu du présent article par un conseil ou une commission de services policiers. La décision de la Cour divisionnaire est définitive.

(10) Si un permis d'exercice d'une activité commerciale est révoqué en vertu du présent article, l'ancien titulaire du permis a droit au remboursement d'une partie des droits qu'il a acquittés pour l'obtenir. Le montant de ce remboursement est calculé en fonction de la période de validité restante par rapport à la durée pour laquelle le permis avait été accordé.

(11) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent aviser la Commission des permis d'alcool de l'Ontario ou un autre service de délivrance de permis ou toute autre personne, selon ce qu'ils estiment approprié, des mesures qu'ils prennent en vertu du présent article.

3. (1) L'article 329 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le règlement municipal relatif aux permis qui est adopté en vertu de la présente loi, autre qu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 224 ou 225 de la présente loi, peut prévoir que les contrevenants, ainsi que les administrateurs et dirigeants d'une personne morale qui participent à la contravention commise par celle-ci, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.

(2) Le paragraphe 329 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la troisième ligne.

4. (1) Le paragraphe 330 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si un propriétaire est déclaré coupable d'avoir sciemment exploité un commerce ou une entreprise ou exercé un métier ou une

Obligation de donner l'occasion d'être entendu

Motifs exigés

Appel

Remboursement

Avis à d'autres personnes

Idem

Ordonnance de fermeture des lieux

Order closing premises

respect of any premises or part of any premises without a licence required by a by-law passed under this Act, the court shall order that the premises or part of the premises be closed to any use for any period not exceeding two years.

(2) Subsection 330 (2) of the Act is amended by striking out “a by-law passed under section 224 or 225” in the second and third lines and substituting “a licensing by-law passed under this Act”.

(3) Clause 330 (3) (a) of the Act is amended by striking out “any by-law passed under section 224 or 225” in the third and fourth lines and substituting “any licensing by-law passed under this Act”.

(4) Clause 330 (4) (b) of the Act is amended by striking out “any by-law passed under section 224 or 225” and substituting “any licensing by-law passed under this Act”.

(5) Subsection 330 (6) of the Act is amended by striking out “a by-law passed under section 224 or 225” in the fourth and fifth lines and substituting “a licensing by-law passed under this Act”.

(6) Subsection 330 (8) of the Act is amended by inserting “licensing” before “by-law” in the second line.

(7) Subsection 330 (9) of the Act is amended by inserting “licensing” before “by-law” in the second line.

5. The Act is amended by adding the following section:

330.1 (1) The council of any municipality may by by-law authorize the collector, clerk or treasurer to carry out the duties set out in this section at the times and in the manner set out in the by-law.

(2) If a fine for a contravention of a licensing by-law passed under this Act remains unpaid after the fine becomes due and payable under section 66 of the *Provincial Offences Act*, including any extension of time for payment ordered under that section, the authorized officer may give the person against whom the fine was imposed a written notice specifying the amount of the fine payable and the final date on which it is payable, which shall be not less than 21 days after the date of the notice, by delivering the notice or

profession dans certains lieux ou partie de ceux-ci, sans le permis exigé par un règlement municipal adopté en vertu de la présente loi, le tribunal ordonne la fermeture des lieux ou de la partie de ceux-ci pour une période maximale de deux ans.

(2) Le paragraphe 330 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «un règlement municipal adopté en vertu de l'article 224 ou 225» aux deuxième et troisième lignes, de «un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi».

(3) L'alinéa 330 (3) a) de la Loi est modifié par substitution, à «aux règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225» aux troisième et quatrième lignes, de «aux règlements municipaux relatifs aux permis adoptés en vertu de la présente loi».

(4) L'alinéa 330 (4) b) de la Loi est modifié par substitution, à «les règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225», de «les règlements municipaux relatifs aux permis adoptés en vertu de la présente loi».

(5) Le paragraphe 330 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «aux règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225» aux deuxième et troisième lignes, de «à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi».

(6) Le paragraphe 330 (8) de la Loi est modifié par insertion de «relatif aux permis» après «règlement municipal» à la troisième ligne.

(7) Le paragraphe 330 (9) de la Loi est modifié par insertion de «relatif aux permis» après «règlement municipal» à la deuxième ligne.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

330.1 (1) Le conseil d'une municipalité peut, par règlement municipal, autoriser le percepteur, le secrétaire ou le trésorier à exercer les fonctions prévues au présent article aux moments et de la façon prévus par le règlement municipal.

(2) Si une amende pour une contravention à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi demeure impayée après qu'elle est devenue exigible aux termes de l'article 66 de la *Loi sur les infractions provinciales*, y compris une prorogation du délai de paiement ordonné aux termes de cet article, l'agent autorisé peut donner à la personne condamnée à l'amende un avis écrit précisant le montant de l'amende payable et la date d'échéance du paiement, laquelle ne doit pas tomber moins de

By-law
authorizing
collection
of unpaid
licensing
fines

Notice of
unpaid
licensing
fine

Règlement
municipal
autorisant
la percep-
tion
d'amendes
impayées

Avis de
défaut de
paiement
d'une
amende à
l'égard
d'un rè-
glement
municipal
relatif aux
permis

causing it to be delivered to that person at the person's residence or place of business.

Distress for
unpaid
licensing
fine

(3) If the fine remains unpaid after the final date on which it is payable as specified in the notice, the authorized officer may alone or by an agent, subject to the exemptions provided for in subsection 400 (4), levy the unpaid fine with costs by distress,

- (a) upon the goods and chattels, wherever found, belonging to or in the possession of the person fined;
- (b) upon the interest of the person fined in any goods to the possession of which the person is entitled under a contract for purchase, or a contract by which the person may or is to become the owner thereof upon performance of any condition;
- (c) upon any goods and chattels in the possession of the person fined where title to them is claimed,
 - (i) by virtue of an execution against the person fined,
 - (ii) by purchase, gift, transfer or assignment from the person fined, whether absolute or in trust, or by way of mortgage or otherwise,
 - (iii) by the spouse, daughter, son, daughter-in-law or son-in-law of the person fined, or by any of his or her relatives, in case such relative lives as a member of the family, or
 - (iv) by virtue of any assignment or transfer made for the purpose of defeating distress;
- (d) upon goods and chattels that at the time the fine was imposed were the property and on the premises of the person fined and are still on the same premises, even if such goods and chattels are no longer the property of the person fined.

Levy of
fines under
warrant

(4) If at any time after the notice is given and before the final date on which the fine is payable as specified in the notice, the authorized officer has good reason to believe that any person in whose hands goods and chattels are subject to distress under subsection

21 jours après la date de l'avis. L'agent remet ou fait remettre cet avis à la personne à sa résidence ou dans ses locaux commerciaux.

(3) Si l'amende demeure impayée après la date d'échéance fixée pour son paiement dans l'avis, l'agent autorisé peut seul ou par l'intermédiaire d'un mandataire, sous réserve des exemptions prévues au paragraphe 400 (4), prélever l'amende impayée et les frais par voie de saisie-gagerie :

- a) des biens meubles où qu'ils se trouvent et qui appartiennent à la personne condamnée à l'amende ou qui sont en sa possession;
- b) des droits de la personne condamnée à l'amende sur les biens meubles dont elle a droit à la possession en vertu d'un contrat d'achat ou d'un contrat par lequel elle peut devenir ou deviendra propriétaire à la réalisation d'une condition;
- c) des biens meubles qui sont en la possession de la personne condamnée à l'amende lorsque le titre sur ceux-ci est revendiqué, selon le cas :
 - (i) en vertu d'une saisie-exécution contre la personne condamnée à l'amende,
 - (ii) en raison d'une vente, d'une donation, d'un transfert ou d'une cession effectués par la personne condamnée à l'amende, de façon absolue ou en fiducie, par voie d'hypothèque ou autrement,
 - (iii) par le conjoint, la fille, le fils, la bru ou le gendre de la personne condamnée à l'amende, ou par quiconque a des liens de parenté avec elle et vit à titre de membre de la famille,
 - (iv) en vertu d'une cession ou d'un transfert effectués afin d'éviter la saisie-gagerie;
- d) des biens meubles qui, au moment de l'imposition de l'amende, appartenaient à la personne condamnée à l'amende et se trouvaient sur les lieux de cette personne et qui demeurent sur les lieux, même s'ils n'appartiennent plus à la personne condamnée à l'amende.

Saisie-gagerie pour le défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis

Prélèvement des amendes au moyen d'un mandat

(4) Si, en tout temps entre le moment où l'avis est donné et la date d'échéance fixée pour le paiement de l'amende dans l'avis, l'agent autorisé est fondé à croire que le détenteur de biens meubles saisissables par voie de saisie-gagerie en vertu du paragraphe

(3) is about to remove such goods and chattels out of the province and makes affidavit to that effect before the head of council of the municipality or before any justice of the peace, the head of council or justice shall issue a warrant to the authorized officer authorizing him or her to levy for the fines and costs in the manner provided by this section.

Defect in notice not to invalidate subsequent proceedings

(5) No defect, error or omission in the form or substance of the notice required by this section invalidates any subsequent proceedings for the recovery of a fine.

Application of ss. 400-405

(6) Subsections 400 (3), (4), (5), (8), (9), (10), (11) and (12) and sections 402, 403, 404 and 405 apply with necessary modifications to the distress for an unpaid licensing fine under this section.

(3) s'apprête à transporter ces biens meubles à l'extérieur de la province, le président du conseil de la municipalité ou un juge de paix émet à l'agent autorisé qui fait un affidavit à cet effet un mandat l'autorisant à prélever les amendes et les frais selon les modalités prévues au présent article.

(5) Les irrégularités, erreurs ou omissions de forme ou de fond de l'avis exigé par le présent article n'ont pas pour effet d'invalidier les recours subséquents en recouvrement d'une amende.

Validité des recours subséquents malgré les irrégularités

(6) Les paragraphes 400 (3), (4), (5), (8), (9), (10), (11) et (12) et les articles 402, 403, 404 et 405 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la saisie-gagerie, prévue au présent article, pour le défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis.

Champ d'application des art. 400 à 405

PART II MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

6. The *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by adding the following section:

Investigation and report re by-law contravention

214.1 Where a by-law of the Licensing Commission passed under a provision of the *Municipal Act* or any other Act is applicable to an area municipality, the council of the area municipality may by resolution require the Licensing Commission to investigate an alleged contravention of the by-law and to report to the council.

7. Section 216 of the Act is amended by inserting "109.1" after "109" in the first line.

PART III OTHER MUNICIPAL ACTS

8. Clause 136 (2) (c) of the *Regional Municipalities Act* is amended by striking out "section 109 applies" in the first line and substituting "sections 109 and 109.1 apply".

9. Section 48 of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act* is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(6) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this

PARTIE II LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

6. La *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

214.1 Lorsque la Commission de délivrance de permis a adopté, en vertu d'une disposition de la *Loi sur les municipalités* ou d'une autre loi, un règlement municipal qui s'applique à une municipalité de secteur, le conseil de la municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que la Commission de délivrance de permis enquête sur une contravention prétendue au règlement municipal et lui présente un rapport.

7. L'article 216 de la *Loi* est modifié par insertion de «109.1» après «109,» à la première ligne.

PARTIE III AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX MUNICIPALITÉS

8. L'alinéa 136 (2) c) de la *Loi sur les municipalités régionales* est modifiée par substitution, à «l'article 109 s'applique» à la première ligne, de «les articles 109 et 109.1 s'appliquent».

9. L'article 48 de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

section by the Regional Council and to report to the area council.

10. (1) Subsection 41 (2) of the *Regional Municipality of Sudbury Act* is repealed and the following substituted:

Same

(2) Sections 109 and 109.1 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Regional Corporation.

(2) Section 41 of the Act is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(5) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section by the Regional Council and to report to the area council.

11. Section 36 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(3) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section by the Regional Council and to report to the area council.

12. Section 30 of the *Regional Municipality of York Act* is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(6) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section or section 36 by the Regional Council and to report to the area council.

PART IV LIQUOR LICENCE ACT

13. Section 19 of the *Liquor Licence Act* is amended by adding the following subsections:

Same

(14) A police officer or a person designated under subsection 43 (1) may, by giving a notice of revocation in accordance with subsection (15), revoke a special occasion permit issued for an event while the event is under way if he or she reasonably believes that this Act or a prescribed provision of the regulations is being contravened in connection with the event.

Same

(15) The notice of revocation may be given orally or in writing to the permit holder or to a person designated under the

article par le conseil régional et lui présente un rapport.

10. (1) Le paragraphe 41 (2) de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(2) Les articles 109 et 109.1 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Municipalité régionale.

(2) L'article 41 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article par le conseil régional et lui présente un rapport.

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

11. L'article 36 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article par le conseil régional et lui présente un rapport.

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

12. L'article 30 de la *Loi sur la municipalité régionale de York* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article ou de l'article 36 par le conseil régional et lui présente un rapport.

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

PARTIE IV LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

13. L'article 19 de la *Loi sur les permis d'alcool* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(14) Un agent de police ou une personne désignée en vertu du paragraphe 43 (1) peut, en donnant un avis de révocation conformément au paragraphe (15), révoquer un permis de circonstance délivré pour une activité pendant que celle-ci est en cours, s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il est contrevenu à la présente loi ou à une disposition prescrite des règlements relativement à l'activité.

(15) L'avis de révocation peut être donné verbalement ou par écrit au titulaire du permis ou à une personne désignée par ce der-

Idem

regulations by the permit holder to attend the event in the permit holder's place.

Same

(16) A notice of revocation under subsection (14) takes effect immediately.

14. The Act is amended by adding the following section:

Removing persons from premises

34.1 (1) If there are reasonable grounds to believe that this Act or a prescribed provision of the regulations is being contravened on any premises, a police officer may require that all persons vacate the premises.

Same

(2) Subsection (1) does not apply in respect of persons actually residing in the premises.

15. (1) Clause 44 (4) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) in the case of a warrant to be issued under clause (3) (a),
 - (i) a person designated under subsection 43 (1) has been prevented from doing anything permitted under clause (1) (a), (c), (e) or (f),
 - (ii) there are reasonable grounds to believe that such a person may be prevented from doing any of those things, or
 - (iii) there are reasonable grounds to believe that there has been or is likely to be a contravention of this Act or the regulations.

(2) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsection:

Police officers

(13) Every police officer has the powers set out in clauses (1) (a), (b) and (c) and subsections (2) to (12) apply with necessary modifications to police officers as if they were persons designated under subsection 43 (1).

16. Section 48 of the Act is amended by adding "or apparently in contravention of a prescribed provision of the regulations" after "this Act" in the second line.

17. The Act is amended by adding the following section:

Definition

46.1 (1) In this section and in section 47, "proceeds", in relation to an offence under this Act, means,

- (a) personal property, other than money, derived in whole or in part, directly or indirectly, from the commission of the offence; and

nier en vertu des règlements pour être présent à l'activité à sa place.

(16) L'avis de révocation visé au paragraphe (14) entre en vigueur immédiatement.

14. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

34.1 (1) S'il existe des motifs raisonnables de croire qu'il est contrevenu à la présente loi ou à une disposition prescrite des règlements dans un local, un agent de police peut exiger que toutes les personnes quittent le local.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard des personnes qui résident effectivement dans le local.

15. (1) L'alinéa 44 (4) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) dans le cas d'un mandat devant être décerné aux termes de l'alinéa (3) a) :
 - (i) soit la personne désignée en vertu du paragraphe 43 (1) a été empêchée d'accomplir l'un ou l'autre des actes autorisés en vertu de l'alinéa (1) a), c), e) ou f),
 - (ii) soit il existe des motifs raisonnables de croire que cette personne peut être empêchée d'accomplir l'un ou l'autre de ces actes,
 - (iii) il existe des motifs raisonnables de croire qu'une contravention à la présente loi ou aux règlements s'est produite ou risque vraisemblablement de se produire.

(2) L'article 44 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(13) Chaque agent de police est investi des pouvoirs énoncés aux alinéas (1) a), b) et c), et les paragraphes (2) à (12) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux agents de police comme s'il s'agissait de personnes désignées en vertu du paragraphe 43 (1).

16. L'article 48 de la Loi est modifié par insertion de «ou à une disposition prescrite des règlements» après «la présente loi» à la troisième ligne.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

46.1 (1) Dans le présent article et dans l'article 47, le terme «produit» s'entend, relativement à une infraction à la présente loi :

- a) des biens meubles, à l'exclusion de l'argent, qui proviennent en tout ou en partie, directement ou indirectement, de la commission de l'infraction;

Idem

Expulsion de personnes d'un local

Idem

Agents de police

Définition

- (b) money derived directly or indirectly from the commission of the offence.

- b) de l'argent provenant directement ou indirectement de la commission de l'infraction.

Possession
of proceeds

- (2) No person shall knowingly possess the proceeds of an offence under this Act.

- (2) Nul ne doit posséder sciemment le produit de la commission d'une infraction à la présente loi.

Possession
du produit

18. (1) Subsection 47 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

18. (1) Le paragraphe 47 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Seizure

- (1) A police officer may seize any thing, including liquor, if,

- (1) Un agent de police peut saisir tout objet, y compris de l'alcool, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

Saisie

- (a) he or she reasonably believes that the thing will afford evidence of an offence under this Act;
- (b) he or she reasonably believes that,
- (i) the thing was used or is being used in connection with the commission of an offence under this Act, and
- (ii) unless the thing is seized it is likely that it would continue to be used or would be used again in the commission of an offence under this Act; or
- (c) he or she reasonably believes that the thing is proceeds from the commission of an offence under this Act.

- a) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l'objet fournira une preuve d'une infraction à la présente loi;
- b) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, ce qui suit :
- (i) l'objet a servi ou sert actuellement relativement à la commission d'une infraction à la présente loi,
- (ii) à moins que l'objet ne soit saisi, il est vraisemblable qu'il continuerait de servir ou qu'il servirait encore à la commission d'une infraction à la présente loi;
- c) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l'objet constitue le produit de la commission d'une infraction à la présente loi.

Same

(1.1) If an offence appears to have been committed under this Act and a police officer reasonably believes, in view of the offence apparently committed and the presence of liquor, that a further offence is likely to be committed, the police officer may seize the liquor and the packages in which it is kept.

(1.1) Si une infraction à la présente loi paraît avoir été commise et que l'agent de police, en se fondant sur des motifs raisonnables et compte tenu de l'infraction apparemment commise et de la présence d'alcool, croit qu'une autre infraction sera vraisemblablement commise, l'agent de police peut saisir l'alcool et ses contenants.

Idem

(2) Subsection 47 (2) of the Act is amended by inserting "or (1.1)" after "(1)" in the fourth line, by striking out "and" at the end of clause (a) and by adding the following clauses:

(2) Le paragraphe 47 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la quatrième ligne, et par adjonction des alinéas suivants :

- (c) continued detention of the things seized is not necessary to prevent the commission of an offence; and
- (d) it is unlikely that the things will be forfeited on conviction under subsection (5).

- c) la retenue continue des objets saisis n'est pas nécessaire pour empêcher la commission d'une infraction;
- d) il est peu vraisemblable que les objets seront confisqués sur déclaration de culpabilité aux termes du paragraphe (5).

(3) Subsection 47 (3) of the Act is amended by striking out "as to the matter mentioned in clause (2) (b)" in the fourth and fifth lines and substituting "as to all of the matters mentioned in clauses (2) (b), (c) and (d)".

(3) Le paragraphe 47 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «en ce qui concerne ce qui est mentionné à l'alinéa (2) b)» aux quatrième et cinquième lignes, de «en ce qui concerne tout ce qui est mentionné aux alinéas (2) b), c) et d)».

(4) Subsection 47 (4) of the Act is amended by inserting "or (1.1)" after "(1)" in the third line.

(5) Subsection 47 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(5) If a person is convicted of an offence under this Act, the court shall order that any thing seized under subsection (1) or (1.1) in connection with the offence be forfeited to the Crown, unless the court considers that the forfeiture would be unjust in the circumstances.

(6) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:

Relief
against for-
feiture

(6) Any person with an interest in a thing forfeited under this section may apply to the Ontario Court (General Division) for relief against the forfeiture and the court may make an order providing for any relief that it considers just, including, but not limited to, one or more of the following orders:

1. An order directing that the thing or any part of the thing be returned to the applicant.
2. An order directing that any interest in the thing be vested in the applicant.
3. An order directing that an amount be paid by the Crown to the applicant by way of compensation for the forfeiture.

Same

(7) The court shall not order any relief under subsection (6) unless the court is satisfied that the applicant did not, directly or indirectly, participate in, or benefit from, any offence in connection with which the thing was seized.

PART V COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment

19. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

20. The short title of this Act is the *Municipal and Liquor Licensing Statute Law Amendment Act, 1994*.

(4) Le paragraphe 47 (4) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la troisième ligne.

(5) Le paragraphe 47 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le tribunal ordonne que tout objet saisi en vertu du paragraphe (1) ou (1.1) relativement à l'infraction soient confisqués au profit de la Couronne, à moins qu'il ne juge que la confiscation serait injuste dans les circonstances.

(6) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Redresse-
ment en
raison de
la confis-
cation

(6) Quiconque ayant un intérêt dans un objet confisqué aux termes du présent article peut demander, par voie de requête, à la Cour de l'Ontario (Division générale), un redressement contre la confiscation et le tribunal peut rendre une ordonnance prévoyant l'octroi d'un redressement qu'il estime juste, notamment une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

1. Une ordonnance portant que l'objet ou une partie de celui-ci doit être rendu au requérant.
2. Une ordonnance portant que tout intérêt sur l'objet doit être dévolu au requérant.
3. Une ordonnance portant que la Couronne doit verser une somme d'argent au requérant à titre compensatoire pour la confiscation.

Idem

(7) Le tribunal ne doit ordonner aucune des mesures de redressement prévues au paragraphe (6) à moins d'être convaincu que le requérant n'a pas participé, directement ou indirectement, à l'infraction qui a donné lieu à la saisie de l'objet, ni tiré avantage de celle-ci.

PARTIE V ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

19. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

20. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait à la délivrance de permis d'alcool et à la délivrance d'autres permis par les municipalités*.

Titre
abrégé

XB
-B56



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 198

*(Chapter 37
Statutes of Ontario, 1994)*

**An Act to amend the Liquor
Licence Act, the Municipal Act and
the Regional Municipalities Act and
certain other statutes related to
upper tier municipalities**

The Hon. E. Philip
Minister of Municipal Affairs



L'honorable E. Philip
Ministre des Affaires municipales

1st Reading	November 24, 1994
2nd Reading	December 5, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	24 novembre 1994
2 ^e lecture	5 décembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



**An Act to amend the
Liquor Licence Act,
the Municipal Act and the
Regional Municipalities Act and
certain other statutes related to
upper tier municipalities**

**Loi modifiant la
Loi sur les permis d'alcool, la
Loi sur les municipalités, la
Loi sur les municipalités régionales
et certaines autres lois ayant
trait aux municipalités
de palier supérieur**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

**PART I
MUNICIPAL ACT**

1. Subsections 109 (6), (7), (8) and (11) of the *Municipal Act* are repealed.

2. The Act is amended by adding the following section:

Definition

109.1 (1) In this section, “business licence” means a licence to carry on a trade, calling, business or occupation.

Powers re
granting,
refusing,
etc., of
business
licences

(2) Subject to the *Theatres Act*, a council or police services board may,

- (a) grant a business licence to an applicant;
- (b) refuse to grant a business licence to an applicant;
- (c) temporarily suspend or revoke a business licence at any time during its term; or
- (d) impose conditions on a business licence at the time it is granted or at any time during its term.

Limitation

(3) A council or police services board shall not refuse to grant a business licence with respect to the carrying on of any busi-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

**PARTIE I
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. Les paragraphes 109 (6), (7), (8) et (11) de la *Loi sur les municipalités* sont abrogés.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Définition

109.1 (1) Dans le présent article, «permis d'exercice d'une activité commerciale» s'entend d'un permis autorisant l'exercice d'un commerce, d'un métier, d'une activité commerciale ou d'une profession.

Pouvoirs
relatifs au
fait d'ac-
corder, de
refuser des
permis
d'exercice
d'une acti-
vité com-
merciale

(2) Sous réserve de la *Loi sur les cinémas*, un conseil ou une commission de services policiers peuvent :

- a) soit accorder un permis d'exercice d'une activité commerciale à l'auteur de la demande;
- b) soit refuser d'accorder un permis d'exercice d'une activité commerciale à l'auteur de la demande;
- c) soit suspendre temporairement ou révoquer un permis d'exercice d'une activité commerciale en tout temps pendant la durée du permis;
- d) soit imposer des conditions au permis d'exercice d'une activité commerciale au moment où celui-ci est accordé ou en tout temps pendant sa durée.

Limites

(3) Le conseil ou la commission de services policiers ne doivent pas refuser d'accorder un permis d'exercice d'une activité com-

ness by reason only of the location of the business if the business was being carried on at that location at the time the by-law requiring the licence came into force.

Power to restrict hours of operation

(4) Despite any by-law of a municipality or police services board, the power to impose conditions under clause (2) (d) includes the power to restrict the hours of operation of the trade, calling, business or occupation.

Discretion, grounds for using subs. (2) powers

(5) The exercise of a power under subsection (2) is in the discretion of the council or police services board and, without limiting such discretion, the council or police services board may exercise its powers under clause (2) (b), (c) or (d) if,

- (a) the conduct of the applicant or licensee affords reasonable grounds for belief that the applicant or licensee will not carry on the trade, calling, business or occupation in accordance with the law or with honesty and integrity;
- (b) in the case of a corporate applicant or licensee, the conduct of its officers, directors, employees or agents affords reasonable grounds for belief that the trade, calling, business or occupation will not be carried on in accordance with the law or with honesty and integrity.

Same

(6) A council or police services board may temporarily suspend or revoke a business licence under clause (2) (c) if the licensee breaches a condition of the licence.

Review

(7) A council or police services board may at any time on its own initiative review any action taken by it under subsection (2) and may confirm or vary such action.

Same

(8) Subject to subsection (9), a council or police services board shall, at the request of a licensee, review any condition imposed by it under clause (2) (d) and may confirm, vary or remove the condition.

Limitation

(9) A council or police services board shall not review a condition under subsection (8) if the request is made before the condition has been in place for one year.

merciale en vue de l'exercice d'une activité commerciale pour le seul motif de son emplacement si l'activité commerciale était exercée à cet emplacement au moment de l'entrée en vigueur du règlement municipal qui exige le permis.

(4) Malgré tout règlement municipal d'une municipalité ou d'une commission de services policiers, le pouvoir d'imposer des conditions prévu à l'alinéa (2) d) comprend le pouvoir de restreindre les heures d'exploitation du commerce, du métier, de l'activité commerciale ou de la profession.

(5) L'exercice d'un pouvoir prévu au paragraphe (2) est laissé à la discrétion du conseil ou de la commission de services policiers et, sans que soit limité ce pouvoir discrétionnaire, le conseil ou la commission peuvent exercer les pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'alinéa (2) b), c) ou d) si :

- a) la conduite de l'auteur de la demande ou du titulaire du permis offre des motifs raisonnables de croire que celui-ci n'exercera pas le commerce, le métier, l'activité commerciale ou la profession conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité;
- b) dans le cas où l'auteur de la demande ou le titulaire du permis est une personne morale, la conduite de ses dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires offre des motifs raisonnables de croire que l'exercice du commerce, du métier, de l'activité commerciale ou de la profession ne se fera pas conformément à la loi ou avec honnêteté et intégrité.

(6) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent suspendre temporairement ou révoquer un permis d'exercice d'une activité commerciale en vertu de l'alinéa (2) c) si le titulaire du permis enfreint une condition du permis.

(7) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent en tout temps et de leur propre initiative réexaminer toute mesure qu'ils ont prise en vertu du paragraphe (2) ainsi que la confirmer ou la modifier.

(8) Sous réserve du paragraphe (9), un conseil ou une commission de services policiers réexaminent, à la demande d'un titulaire du permis, toute condition qu'ils ont imposée en vertu de l'alinéa (2) d) et peuvent la confirmer, la modifier ou la supprimer.

(9) Un conseil ou une commission de services policiers ne doivent pas réexaminer une condition en vertu du paragraphe (8) si la demande en ce sens est présentée avant

Pouvoir de restreindre les heures d'exploitation

Pouvoir discrétionnaire, motifs pour exercer les pouvoirs prévus au par. (2)

Idem

Réexamen

Idem

Restriction

Opportunity to be heard required	(10) A council or police services board shall not exercise its powers under clause (2) (b), (c) or (d) or subsection (7) or (8) except after giving the applicant or licensee an opportunity to be heard.	que la condition n'ait été en vigueur pendant un an.	(10) Un conseil ou une commission de services policiers ne doivent pas exercer les pouvoirs qui leur sont conférés en vertu de l'alinéa (2) b), c) ou d) ou du paragraphe (7) ou (8) avant d'avoir donné à l'auteur de la demande ou au titulaire du permis l'occasion d'être entendu.	Obligation de donner l'occasion d'être entendu
Reasons required	(11) A council or police services board shall, at the request of the applicant, licensee or former licensee, give reasons in writing for any action it takes under this section.		(11) Un conseil ou une commission de services policiers donnent par écrit, à la demande de l'auteur de la demande, du titulaire du permis ou de l'ancien titulaire du permis, les motifs des mesures qu'ils prennent en vertu du présent article.	Motifs exigés
Appeal	(12) Any action taken under this section by a council or police services board may be appealed to the Divisional Court and the decision of the Divisional Court is final.		(12) Il peut être interjeté appel devant la Cour divisionnaire des mesures prises en vertu du présent article par un conseil ou une commission de services policiers. La décision de la Cour divisionnaire est définitive.	Appel
Refund	(13) If a business licence is revoked under this section, the former licensee is entitled to a refund of a part of the licence fee proportionate to the unexpired part of the term for which it was granted.		(13) Si un permis d'exercice d'une activité commerciale est révoqué en vertu du présent article, l'ancien titulaire du permis a droit au remboursement d'une partie des droits qu'il a acquittés pour l'obtenir. Le montant de ce remboursement est calculé en fonction de la période de validité restante par rapport à la durée pour laquelle le permis avait été accordé.	Remboursement
Notice to other persons	(14) A council or police services board may notify the Liquor Licence Board of Ontario or any other licensing authority or other person, as it considers appropriate, of any action it takes under this section.		(14) Un conseil ou une commission de services policiers peuvent aviser la Commission des permis d'alcool de l'Ontario ou un autre service de délivrance de permis ou toute autre personne, selon ce qu'ils estiment approprié, des mesures qu'ils prennent en vertu du présent article.	Avis à d'autres personnes
	3. (1) Section 329 of the Act is amended by adding the following subsection:		3. (1) L'article 329 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Same	(1.1) A licensing by-law passed under this Act, other than a by-law passed under section 224 or 225 of this Act, may provide that every person who contravenes the by-law, and every director or officer of a corporation who concurs in such contravention by the corporation, is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine not exceeding \$25,000.		(1.1) Le règlement municipal relatif aux permis qui est adopté en vertu de la présente loi, autre qu'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 224 ou 225 de la présente loi, peut prévoir que les contrevenants, ainsi que les administrateurs et dirigeants d'une personne morale qui participent à la contravention commise par celle-ci, sont coupables d'une infraction et passibles, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$.	Idem
	(2) Subsection 329(2) of the Act is amended by inserting "or (1.1)" after "(1)" in the second line.		(2) Le paragraphe 329 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la troisième ligne.	
	4. (1) Subsection 330 (1) of the Act is repealed and the following substituted:		4. (1) Le paragraphe 330 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Order closing premises	(1) Where an owner is convicted of knowingly carrying on or engaging in a trade, calling, business or occupation on, in or in respect of any premises or part of any prem-		(1) Si un propriétaire est déclaré coupable d'avoir sciemment exploité un commerce ou une entreprise ou exercé un métier ou une profession dans certains lieux ou partie de	Ordonnance de fermeture des lieux

ises without a licence required by a by-law passed under this Act, the court shall order that the premises or part of the premises be closed to any use for any period not exceeding two years.

(2) Subsection 330 (2) of the Act is amended by striking out “a by-law passed under section 224 or 225” in the second and third lines and substituting “a licensing by-law passed under this Act”.

(3) Clause 330 (3) (a) of the Act is amended by striking out “any by-law passed under section 224 or 225” in the third and fourth lines and substituting “any licensing by-law passed under this Act”.

(4) Clause 330 (4) (b) of the Act is amended by striking out “any by-law passed under section 224 or 225” and substituting “any licensing by-law passed under this Act”.

(5) Subsection 330 (6) of the Act is amended by striking out “a by-law passed under section 224 or 225” in the fourth and fifth lines and substituting “a licensing by-law passed under this Act”.

(6) Subsection 330 (8) of the Act is amended by inserting “licensing” before “by-law” in the second line.

(7) Subsection 330 (9) of the Act is amended by inserting “licensing” before “by-law” in the second line.

5. The Act is amended by adding the following section:

330.1 (1) The council of any municipality may by by-law authorize the collector, clerk or treasurer to carry out the duties set out in this section at the times and in the manner set out in the by-law.

(2) If a fine for a contravention of a licensing by-law passed under this Act remains unpaid after the fine becomes due and payable under section 66 of the *Provincial Offences Act*, including any extension of time for payment ordered under that section, the authorized officer may give the person against whom the fine was imposed a written notice specifying the amount of the fine payable and the final date on which it is payable, which shall be not less than 21 days after the date of the notice, by delivering the notice or

ceux-ci, sans le permis exigé par un règlement municipal adopté en vertu de la présente loi, le tribunal ordonne la fermeture des lieux ou de la partie de ceux-ci pour une période maximale de deux ans.

(2) Le paragraphe 330 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «un règlement municipal adopté en vertu de l'article 224 ou 225» aux deuxième et troisième lignes, de «un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi».

(3) L'alinéa 330 (3) a) de la Loi est modifié par substitution, à «aux règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225» aux troisième et quatrième lignes, de «aux règlements municipaux relatifs aux permis adoptés en vertu de la présente loi».

(4) L'alinéa 330 (4) b) de la Loi est modifié par substitution, à «les règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225», de «les règlements municipaux relatifs aux permis adoptés en vertu de la présente loi».

(5) Le paragraphe 330 (6) de la Loi est modifié par substitution, à «aux règlements municipaux adoptés en vertu de l'article 224 ou 225» aux deuxième et troisième lignes, de «à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi».

(6) Le paragraphe 330 (8) de la Loi est modifié par insertion de «relatif aux permis» après «règlement municipal» à la troisième ligne.

(7) Le paragraphe 330 (9) de la Loi est modifié par insertion de «relatif aux permis» après «règlement municipal» à la deuxième ligne.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

330.1 (1) Le conseil d'une municipalité peut, par règlement municipal, autoriser le percepteur, le secrétaire ou le trésorier à exercer les fonctions prévues au présent article aux moments et de la façon prévus par le règlement municipal.

(2) Si une amende pour une contravention à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu de la présente loi demeure impayée après qu'elle est devenue exigible aux termes de l'article 66 de la *Loi sur les infractions provinciales*, y compris une prorogation du délai de paiement ordonné aux termes de cet article, l'agent autorisé peut donner à la personne condamnée à l'amende un avis écrit précisant le montant de l'amende payable et la date d'échéance du paiement, laquelle ne doit pas tomber moins de 21 jours après la date de l'avis. L'agent re-

Règlement municipal autorisant la perception d'amendes impayées

Avis de défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis

By-law authorizing collection of unpaid licensing fines

Notice of unpaid licensing fine

causing it to be delivered to that person at the person's residence or place of business.

Distress for unpaid licensing fine

(3) If the fine remains unpaid after the final date on which it is payable as specified in the notice, the authorized officer may alone or by an agent, subject to the exemptions provided for in subsection 400 (4), levy the unpaid fine with costs by distress,

- (a) upon the goods and chattels, wherever found, belonging to or in the possession of the person fined;
- (b) upon the interest of the person fined in any goods to the possession of which the person is entitled under a contract for purchase, or a contract by which the person may or is to become the owner thereof upon performance of any condition;
- (c) upon any goods and chattels in the possession of the person fined where title to them is claimed,
 - (i) by virtue of an execution against the person fined,
 - (ii) by purchase, gift, transfer or assignment from the person fined, whether absolute or in trust, or by way of mortgage or otherwise,
 - (iii) by the spouse, daughter, son, daughter-in-law or son-in-law of the person fined, or by any of his or her relatives, in case such relative lives as a member of the family, or
 - (iv) by virtue of any assignment or transfer made for the purpose of defeating distress;
- (d) upon goods and chattels that at the time the fine was imposed were the property and on the premises of the person fined and are still on the same premises, even if such goods and chattels are no longer the property of the person fined.

Levy of fines under warrant

(4) If at any time after the notice is given and before the final date on which the fine is payable as specified in the notice, the authorized officer has good reason to believe that any person in whose hands goods and chattels are subject to distress under subsection (3) is about to remove such goods and chat-

met ou fait remettre cet avis à la personne à sa résidence ou dans ses locaux commerciaux.

(3) Si l'amende demeure impayée après la date d'échéance fixée pour son paiement dans l'avis, l'agent autorisé peut seul ou par l'intermédiaire d'un mandataire, sous réserve des exemptions prévues au paragraphe 400 (4), prélever l'amende impayée et les frais par voie de saisie-gagerie :

- a) des biens meubles où qu'ils se trouvent et qui appartiennent à la personne condamnée à l'amende ou qui sont en sa possession;
- b) des droits de la personne condamnée à l'amende sur les biens meubles dont elle a droit à la possession en vertu d'un contrat d'achat ou d'un contrat par lequel elle peut devenir ou deviendra propriétaire à la réalisation d'une condition;
- c) des biens meubles qui sont en la possession de la personne condamnée à l'amende lorsque le titre sur ceux-ci est revendiqué, selon le cas :
 - (i) en vertu d'une saisie-exécution contre la personne condamnée à l'amende,
 - (ii) en raison d'une vente, d'une donation, d'un transfert ou d'une cession effectués par la personne condamnée à l'amende, de façon absolue ou en fiducie, par voie d'hypothèque ou autrement,
 - (iii) par le conjoint, la fille, le fils, la bru ou le gendre de la personne condamnée à l'amende, ou par quiconque a des liens de parenté avec elle et vit à titre de membre de la famille,
 - (iv) en vertu d'une cession ou d'un transfert effectués afin d'éviter la saisie-gagerie;
- d) des biens meubles qui, au moment de l'imposition de l'amende, appartenaient à la personne condamnée à l'amende et se trouvaient sur les lieux de cette personne et qui demeurent sur les lieux, même s'ils n'appartiennent plus à la personne condamnée à l'amende.

Saisie-gagerie pour le défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis

(4) Si, en tout temps entre le moment où l'avis est donné et la date d'échéance fixée pour le paiement de l'amende dans l'avis, l'agent autorisé est fondé à croire que le détenteur de biens meubles saisissables par voie de saisie-gagerie en vertu du paragraphe (3) s'apprête à transporter ces biens meubles

Prélèvement des amendes au moyen d'un mandat

tels out of the province and makes affidavit to that effect before the head of council of the municipality or before any justice of the peace, the head of council or justice shall issue a warrant to the authorized officer authorizing him or her to levy for the fines and costs in the manner provided by this section.

(5) No defect, error or omission in the form or substance of the notice required by this section invalidates any subsequent proceedings for the recovery of a fine.

(6) Subsections 400 (3), (4), (5), (8), (9), (10), (11) and (12) and sections 402, 403, 404 and 405 apply with necessary modifications to the distress for an unpaid licensing fine under this section.

PART II MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT

6. The *Municipality of Metropolitan Toronto Act* is amended by adding the following section:

214.1 Where a by-law of the Licensing Commission passed under a provision of the *Municipal Act* or any other Act is applicable to an area municipality, the council of the area municipality may by resolution require the Licensing Commission to investigate an alleged contravention of the by-law and to report to the council.

7. Section 216 of the Act is amended by inserting “109.1” after “109” in the first line.

PART III OTHER MUNICIPAL ACTS

8. Clause 136 (2) (c) of the *Regional Municipalities Act* is amended by striking out “section 109 applies” in the first line and substituting “sections 109 and 109.1 apply”.

9. Section 48 of the *Regional Municipality of Hamilton-Wentworth Act* is amended by adding the following subsection:

(6) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section by the Regional Council and to report to the area council.

à l'extérieur de la province, le président du conseil de la municipalité ou un juge de paix émet à l'agent autorisé qui fait un affidavit à cet effet un mandat l'autorisant à prélever les amendes et les frais selon les modalités prévues au présent article.

(5) Les irrégularités, erreurs ou omissions de forme ou de fond de l'avis exigé par le présent article n'ont pas pour effet d'invalidier les recours subséquents en recouvrement d'une amende.

(6) Les paragraphes 400 (3), (4), (5), (8), (9), (10), (11) et (12) et les articles 402, 403, 404 et 405 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la saisie-gagerie, prévue au présent article, pour le défaut de paiement d'une amende à l'égard d'un règlement municipal relatif aux permis.

PARTIE II LOI SUR LA MUNICIPALITÉ DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE TORONTO

6. La *Loi sur la municipalité de la communauté urbaine de Toronto* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

214.1 Lorsque la Commission de délivrance de permis a adopté, en vertu d'une disposition de la *Loi sur les municipalités* ou d'une autre loi, un règlement municipal qui s'applique à une municipalité de secteur, le conseil de la municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que la Commission de délivrance de permis enquête sur une contravention prétendue au règlement municipal et lui présente un rapport.

7. L'article 216 de la *Loi* est modifié par insertion de «109.1» après «109», à la première ligne.

PARTIE III AUTRES LOIS AYANT TRAIT AUX MUNICIPALITÉS

8. L'alinéa 136 (2) c) de la *Loi sur les municipalités régionales* est modifiée par substitution, à «l'article 109 s'applique» à la première ligne, de «les articles 109 et 109.1 s'appliquent».

9. L'article 48 de la *Loi sur la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article par le conseil régional et lui présente un rapport.

Defect in notice not to invalidate subsequent proceedings

Application of ss. 400-405

Investigation and report re by-law contravention

Investigation and report re by-law contravention

Validité des recours subséquents malgré les irrégularités

Champ d'application des art. 400 à 405

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

10. (1) Subsection 41 (2) of the *Regional Municipality of Sudbury Act* is repealed and the following substituted:

Same

(2) Sections 109 and 109.1 of the *Municipal Act* apply with necessary modifications to the Regional Corporation.

(2) Section 41 of the Act is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(5) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section by the Regional Council and to report to the area council.

11. Section 36 of the *Regional Municipality of Waterloo Act* is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(3) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section by the Regional Council and to report to the area council.

12. Section 30 of the *Regional Municipality of York Act* is amended by adding the following subsection:

Investigation and report re by-law contravention

(6) The council of an area municipality may by resolution require the Regional Council to investigate an alleged contravention of a licensing by-law passed under this section or section 36 by the Regional Council and to report to the area council.

PART IV LIQUOR LICENCE ACT

13. Section 19 of the *Liquor Licence Act* is amended by adding the following subsections:

Same

(14) A police officer or a person designated under subsection 43 (1) may, by giving a notice of revocation in accordance with subsection (15), revoke a special occasion permit issued for an event while the event is under way if he or she reasonably believes that this Act or a prescribed provision of the regulations is being contravened in connection with the event.

Same

(15) The notice of revocation may be given orally or in writing to the permit holder or to a person designated under the regulations by the permit holder to attend the event in the permit holder's place.

10. (1) Le paragraphe 41 (2) de la *Loi sur la municipalité régionale de Sudbury* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(2) Les articles 109 et 109.1 de la *Loi sur les municipalités* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la Municipalité régionale.

(2) L'article 41 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(5) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article par le conseil régional et lui présente un rapport.

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

11. L'article 36 de la *Loi sur la municipalité régionale de Waterloo* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article par le conseil régional et lui présente un rapport.

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

12. L'article 30 de la *Loi sur la municipalité régionale de York* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(6) Le conseil d'une municipalité de secteur peut, par résolution, exiger que le conseil régional enquête sur une contravention prétendue à un règlement municipal relatif aux permis adopté en vertu du présent article ou de l'article 36 par le conseil régional et lui présente un rapport.

Enquête et rapport sur la contravention au règlement municipal

PARTIE IV LOI SUR LES PERMIS D'ALCOOL

13. L'article 19 de la *Loi sur les permis d'alcool* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(14) Un agent de police ou une personne désignée en vertu du paragraphe 43 (1) peut, en donnant un avis de révocation conformément au paragraphe (15), révoquer un permis de circonstance délivré pour une activité pendant que celle-ci est en cours, s'il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, qu'il est contrevenu à la présente loi ou à une disposition prescrite des règlements relativement à l'activité.

(15) L'avis de révocation peut être donné verbalement ou par écrit au titulaire du permis ou à une personne désignée par ce dernier en vertu des règlements pour être présent à l'activité à sa place.

Idem

Same

(16) A notice of revocation under subsection (14) takes effect immediately.

14. The Act is amended by adding the following section:

Removing persons from premises

34.1 (1) If there are reasonable grounds to believe that this Act or a prescribed provision of the regulations is being contravened on any premises, a police officer may require that all persons vacate the premises.

Same

(2) Subsection (1) does not apply in respect of persons actually residing in the premises.

15. (1) Clause 44 (4) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) in the case of a warrant to be issued under clause (3) (a),

(i) a person designated under subsection 43 (1) has been prevented from doing anything permitted under clause (1) (a), (c), (e) or (f),

(ii) there are reasonable grounds to believe that such a person may be prevented from doing any of those things, or

(iii) there are reasonable grounds to believe that there has been or is likely to be a contravention of this Act or the regulations.

(2) Section 44 of the Act is amended by adding the following subsection:

Police officers

(13) Every police officer has the powers set out in clauses (1) (a), (b) and (c) and subsections (2) to (12) apply with necessary modifications to police officers as if they were persons designated under subsection 43 (1).

16. Section 48 of the Act is amended by adding “or apparently in contravention of a prescribed provision of the regulations” after “this Act” in the second line.

17. The Act is amended by adding the following section:

Definition

46.1 (1) In this section and in section 47, “proceeds”, in relation to an offence under this Act, means,

(a) personal property, other than money, derived in whole or in part, directly or indirectly, from the commission of the offence; and

(16) L’avis de révocation visé au paragraphe (14) entre en vigueur immédiatement.

14. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

34.1 (1) S’il existe des motifs raisonnables de croire qu’il est contrevenu à la présente loi ou à une disposition prescrite des règlements dans un local, un agent de police peut exiger que toutes les personnes quittent le local.

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique pas à l’égard des personnes qui résident effectivement dans le local.

15. (1) L’alinéa 44 (4) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) dans le cas d’un mandat devant être décerné aux termes de l’alinéa (3) a) :

(i) soit la personne désignée en vertu du paragraphe 43 (1) a été empêchée d’accomplir l’un ou l’autre des actes autorisés en vertu de l’alinéa (1) a), c), e) ou f),

(ii) soit il existe des motifs raisonnables de croire que cette personne peut être empêchée d’accomplir l’un ou l’autre de ces actes,

(iii) il existe des motifs raisonnables de croire qu’une contravention à la présente loi ou aux règlements s’est produite ou risque vraisemblablement de se produire.

(2) L’article 44 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(13) Chaque agent de police est investi des pouvoirs énoncés aux alinéas (1) a), b) et c), et les paragraphes (2) à (12) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux agents de police comme s’il s’agissait de personnes désignées en vertu du paragraphe 43 (1).

16. L’article 48 de la Loi est modifié par insertion de «ou à une disposition prescrite des règlements» après «la présente loi» à la troisième ligne.

17. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

46.1 (1) Dans le présent article et dans l’article 47, le terme «produit» s’entend, relativement à une infraction à la présente loi :

a) des biens meubles, à l’exclusion de l’argent, qui proviennent en tout ou en partie, directement ou indirectement, de la commission de l’infraction;

Idem

Expulsion de personnes d’un local

Idem

Agents de police

Définition

- (b) money derived directly or indirectly from the commission of the offence.

Possession
of proceeds

- (2) No person shall knowingly possess the proceeds of an offence under this Act.

18. (1) Subsection 47 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Seizure

- (1) A police officer may seize any thing, including liquor, if,

- (a) he or she reasonably believes that the thing will afford evidence of an offence under this Act;
- (b) he or she reasonably believes that,
 - (i) the thing was used or is being used in connection with the commission of an offence under this Act, and
 - (ii) unless the thing is seized it is likely that it would continue to be used or would be used again in the commission of an offence under this Act; or
- (c) he or she reasonably believes that the thing is proceeds from the commission of an offence under this Act.

Same

(1.1) If an offence appears to have been committed under this Act and a police officer reasonably believes, in view of the offence apparently committed and the presence of liquor, that a further offence is likely to be committed, the police officer may seize the liquor and the packages in which it is kept.

(2) Subsection 47 (2) of the Act is amended by inserting “or (1.1)” after “(1)” in the fourth line, by striking out “and” at the end of clause (a) and by adding the following clauses:

- (c) continued detention of the things seized is not necessary to prevent the commission of an offence; and
- (d) it is unlikely that the things will be forfeited on conviction under subsection (5).

(3) Subsection 47 (3) of the Act is amended by striking out “as to the matter mentioned in clause (2) (b)” in the fourth and fifth lines and substituting “as to all of the matters mentioned in clauses (2) (b), (c) and (d)”.

- b) de l'argent provenant directement ou indirectement de la commission de l'infraction.

- (2) Nul ne doit posséder sciemment le produit de la commission d'une infraction à la présente loi.

18. (1) Le paragraphe 47 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (1) Un agent de police peut saisir tout objet, y compris de l'alcool, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l'objet fournira une preuve d'une infraction à la présente loi;
- b) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, ce qui suit :
 - (i) l'objet a servi ou sert actuellement relativement à la commission d'une infraction à la présente loi,
 - (ii) à moins que l'objet ne soit saisi, il est vraisemblable qu'il continuerait de servir ou qu'il servirait encore à la commission d'une infraction à la présente loi;
- c) il croit, en se fondant sur des motifs raisonnables, que l'objet constitue le produit de la commission d'une infraction à la présente loi.

Possession
du produit

Saisie

Idem

(1.1) Si une infraction à la présente loi paraît avoir été commise et que l'agent de police, en se fondant sur des motifs raisonnables et compte tenu de l'infraction apparemment commise et de la présence d'alcool, croit qu'une autre infraction sera vraisemblablement commise, l'agent de police peut saisir l'alcool et ses contenants.

(2) Le paragraphe 47 (2) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la quatrième ligne, et par adjonction des alinéas suivants :

- c) la retenue continue des objets saisis n'est pas nécessaire pour empêcher la commission d'une infraction;
- d) il est peu vraisemblable que les objets seront confisqués sur déclaration de culpabilité aux termes du paragraphe (5).

(3) Le paragraphe 47 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «en ce qui concerne ce qui est mentionné à l'alinéa (2) b)» aux quatrième et cinquième lignes, de «en ce qui concerne tout ce qui est mentionné aux alinéas (2) b), c) et d)».

(4) Subsection 47 (4) of the Act is amended by inserting “or (1.1)” after “(1)” in the third line.

(5) Subsection 47 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(5) If a person is convicted of an offence under this Act, the court shall order that any thing seized under subsection (1) or (1.1) in connection with the offence be forfeited to the Crown, unless the court considers that the forfeiture would be unjust in the circumstances.

(6) Section 47 of the Act is amended by adding the following subsections:

Relief
against
forfeiture

(6) Any person with an interest in a thing forfeited under this section may apply to the Ontario Court (General Division) for relief against the forfeiture and the court may make an order providing for any relief that it considers just, including, but not limited to, one or more of the following orders:

1. An order directing that the thing or any part of the thing be returned to the applicant.
2. An order directing that any interest in the thing be vested in the applicant.
3. An order directing that an amount be paid by the Crown to the applicant by way of compensation for the forfeiture.

Same

(7) The court shall not order any relief under subsection (6) unless the court is satisfied that the applicant did not, directly or indirectly, participate in, or benefit from, any offence in connection with which the thing was seized.

PART V COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commence-
ment

19. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

20. The short title of this Act is the *Municipal and Liquor Licensing Statute Law Amendment Act, 1994*.

(4) Le paragraphe 47 (4) de la Loi est modifié par insertion de «ou (1.1)» après «(1)» à la troisième ligne.

(5) Le paragraphe 47 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(5) Si une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le tribunal ordonne que tout objet saisi en vertu du paragraphe (1) ou (1.1) relativement à l'infraction soient confisqués au profit de la Couronne, à moins qu'il ne juge que la confiscation serait injuste dans les circonstances.

(6) L'article 47 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Redresse-
ment en
raison de
la confis-
cation

(6) Quiconque ayant un intérêt dans un objet confisqué aux termes du présent article peut demander, par voie de requête, à la Cour de l'Ontario (Division générale), un redressement contre la confiscation et le tribunal peut rendre une ordonnance prévoyant l'octroi d'un redressement qu'il estime juste, notamment une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

1. Une ordonnance portant que l'objet ou une partie de celui-ci doit être rendu au requérant.
2. Une ordonnance portant que tout intérêt sur l'objet doit être dévolu au requérant.
3. Une ordonnance portant que la Couronne doit verser une somme d'argent au requérant à titre compensatoire pour la confiscation.

Idem

(7) Le tribunal ne doit ordonner aucune des mesures de redressement prévues au paragraphe (6) à moins d'être convaincu que le requérant n'a pas participé, directement ou indirectement, à l'infraction qui a donné lieu à la saisie de l'objet, ni tiré avantage de celle-ci.

PARTIE V ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

19. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

20. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui a trait à la délivrance de permis d'alcool et à la délivrance d'autres permis par les municipalités*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 200

Projet de loi 200

**An Act to amend the
Unclaimed Intangible Property Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les biens immatériels
non réclamés**

The Hon. M. Boyd
Attorney General

L'honorable M. Boyd
Procureure générale

Government Bill

Projet de loi du gouvernement

1st Reading November 24, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 24 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTES

The Bill amends the *Unclaimed Intangible Property Act*, which received Royal Assent in 1989 but has not been proclaimed. The following are some of the most significant changes to the Act:

1. The Public Trustee will have a statutory duty to make reasonable efforts to find owners through widespread public notification.
2. A public data base will make it easier for the public to search for unclaimed intangible property.
3. The categories of property on which interest will be paid by the Public Trustee will be expanded.
4. The Public Trustee will be able to make reciprocal agreements with other governments to help locate property and return it to its rightful owners.
5. Authority is added for agreements to provide for joint or multi-jurisdictional unclaimed property programs, to facilitate the harmonization of these programs across Canada.
6. The system of reporting and transferring unclaimed intangible property is simplified to reduce the administrative burden on holders.
7. An administrative objection and review procedure as well as an appeal to the courts will be available to holders required to transfer property to the Public Trustee.
8. Holders will be permitted to transfer unclaimed intangible property to the Public Trustee voluntarily before the holding period expires.
9. Holders who transfer intangible property to the Public Trustee and later satisfy the owner's claim may be reimbursed by the Public Trustee.
10. In general, intangible property that becomes unclaimed before January 1, 1996 will no longer be covered by the Act. This change recognizes the difficulty of compliance for holders that do not have extensive or easily accessible historical records.
11. An expanded indemnity provision for holders who have acted in good faith will cover all liabilities resulting from the transfer of property to the Public Trustee.
12. Exceptions to the general five-year holding period will be made by regulation, to provide greater adaptability to the emergence of new financial instruments.

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi modifie la *Loi sur les biens immatériels non réclamés*, qui a reçu la sanction royale en 1989, mais qui n'a pas encore été proclamée. Les plus importantes modifications qui y sont apportées sont les suivantes :

1. Le curateur public aura l'obligation légale de faire des efforts raisonnables pour retrouver les propriétaires par le biais d'avis au public diffusés largement.
2. Une base de données publique permettra aux intéressés de chercher plus facilement des biens immatériels non réclamés.
3. Les catégories de biens à l'égard desquels le curateur public paiera des intérêts seront élargies.
4. Le curateur public pourra conclure des accords de réciprocité avec d'autres gouvernements pour l'aider à retrouver des biens et à les restituer à leurs propriétaires légitimes.
5. Des accords pourront dorénavant être conclus pour la création de programmes communs ou intergouvernementaux relatifs aux biens non réclamés, de sorte à mieux harmoniser ces programmes dans tout le Canada.
6. Le système de déclaration et de transfert des biens immatériels non réclamés est simplifié pour alléger le fardeau administratif imposé aux détenteurs.
7. Les détenteurs tenus de transférer des biens au curateur public pourront se prévaloir d'une procédure administrative d'opposition et d'examen et interjeter appel devant les tribunaux.
8. Les détenteurs auront le droit de transférer volontairement au curateur public des biens immatériels non réclamés avant la fin de la période de détention.
9. Les détenteurs qui transfèrent des biens immatériels au curateur public et qui font droit, plus tard, à la réclamation du propriétaire pourront se faire rembourser par le curateur public.
10. En général, les biens immatériels qui deviennent des biens non réclamés avant le 1^{er} janvier 1996 ne seront plus visés par la Loi. Cette modification tient compte de la difficulté qu'auraient les détenteurs sans dossiers historiques détaillés ou facilement accessibles à observer la Loi.
11. La disposition relative à l'indemnisation des détenteurs qui ont agi de bonne foi, dorénavant élargie, visera toute responsabilité découlant du transfert de biens au curateur public.
12. Pour faciliter l'adaptation aux nouveaux instruments financiers qui voient le jour, on pourra dorénavant prévoir des exceptions par règlement à la règle générale de détention pendant cinq ans.

**An Act to amend the
Unclaimed Intangible
Property Act**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) The definitions of “business organization” and “communication” in section 1 of the *Unclaimed Intangible Property Act* are repealed and the following substituted:

“business organization” means a corporation, partnership, sole proprietorship, association, fraternal or mutual benefit organization or other entity, whether operated for profit or not and, without limiting the generality of the foregoing, includes a loan corporation, a trust corporation, a mutual fund, a credit union, an insurer and a public utility; (“entreprise commerciale”)

“communication” means any form of communication, including oral, written and electronic communication, and “communicate” has a corresponding meaning. (“communication”, “communiquer”)

(2) The definition of “financial organization” in section 1 of the Act is repealed.

(3) Clause (b) of the definition of “governmental organization” in section 1 of the Act is amended by adding at the end “and the County of Oxford”.

(4) The definition of “holder” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“holder” includes,

- (a) any person, business organization, governmental organization or other entity,
 - (i) that is in possession or control of intangible property belonging to another,
 - (ii) that is an agent, trustee or fiduciary in respect of intangible property,

**Loi modifiant la
Loi sur les biens immatériels
non réclamés**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Les définitions de «entreprise commerciale» et de «communication» à l'article 1 de la *Loi sur les biens immatériels non réclamés* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«communication» Toute forme de communication, notamment une communication orale, écrite ou électronique. Le verbe «communiquer» a un sens correspondant. («communication», «communicate»)

«entreprise commerciale» Personne morale, société en nom collectif, entreprise à propriétaire unique, association, société fraternelle ou de secours mutuel ou encore autre entité, qu'elle soit exploitée ou non à des fins lucratives, et, notamment, société de prêt, société de fiducie, fonds mutuel, caisse populaire, assureur et entreprise de services publics. («business organization»)

(2) La définition de «institution financière» à l'article 1 de la Loi est abrogée.

(3) L'alinéa b) de la définition de «organisation gouvernementale» à l'article 1 de la Loi est modifié par adjonction de «et le comté d'Oxford».

(4) La définition de «détenteur» à l'article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«détenteur» S'entend notamment de ce qui suit :

- a) une personne, une entreprise commerciale, une organisation gouvernementale ou une autre entité qui se trouve dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- (iii) that is indebted to another on an obligation or in respect of the intangible property of another, or
- (iv) against whom the owner of intangible property may assert, in respect of the intangible property, a right to the payment of money or the transfer of property,
- (b) a corporation, in respect of a security issued by the corporation, and
- (c) an entity other than a corporation, in respect of any ownership interest in the entity. (“détenteur”)

(5) The definition of “insurer” in section 1 of the Act is repealed.

(6) The definition of “intangible property” in section 1 of the Act is repealed and the following substituted:

“intangible property” means any personal property that is not a chattel or a mortgage or leasehold of real property and, without limiting the generality of the foregoing, includes,

- (a) the right to receive payment of the amount of a debt or obligation,
- (b) the right to receive payment of unpaid wages, income, interest or other money, or the amount of a cheque, deposit, bank draft, money order, traveller’s cheque, credit balance, customer overpayment, or the repayable balance of a refund or security deposit,
- (c) the right to receive a refund of an amount paid in respect of an unused airline or other transportation ticket,
- (d) a share, including the right to a share certificate, or any other ownership interest in a business organization, or the right to receive payment of a dividend,
- (e) the right to receive an amount payable or intangible property distributable under a trust or fiduciary arrangement of any kind,
- (f) the right to receive money deposited to make a distribution or to redeem a share, a bond, a coupon or other security,
- (g) the right to receive payment of an amount due and payable by an insurer

- (i) elle a la possession ou le contrôle de biens immatériels appartenant à une autre,
- (ii) elle est un mandataire, un fiduciaire ou un autre représentant fiduciaire à l’égard de biens immatériels,
- (iii) elle est redevable, envers une autre, d’une obligation ou à l’égard de biens immatériels d’une autre,
- (iv) le propriétaire des biens immatériels peut, à l’égard de ceux-ci, lui opposer le droit au paiement d’une somme d’argent ou au transfert de biens,
- b) une personne morale, à l’égard d’une valeur mobilière qu’elle a émise,
- c) une entité autre qu’une personne morale, à l’égard d’un droit de propriété sur l’entité. («holder»)

(5) La définition de «assureur» à l’article 1 de la Loi est abrogée.

(6) La définition de «bien immatériel» à l’article 1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«bien immatériel» S’entend de tout bien meuble, à l’exception d’un chatel, d’une hypothèque ou de la tenure à bail d’un bien immeuble, et s’entend notamment :

- a) du droit de recevoir le paiement du montant d’une dette ou autre obligation,
- b) du droit de recevoir le paiement d’un salaire impayé ou d’autres sommes, notamment un revenu ou des intérêts, ou du montant d’un chèque, d’un dépôt, d’une traite bancaire, d’un mandat, d’un chèque de voyage, d’un solde créditeur, du trop-perçu d’un client ou du solde remboursable d’une somme à rembourser ou d’un dépôt de garantie,
- c) du droit de recevoir le remboursement d’un montant payé à l’égard d’un billet d’avion ou d’un autre titre de transport inutilisé,
- d) d’une action, y compris le droit à un certificat d’action, d’une entreprise commerciale ou de tout autre droit de propriété sur celle-ci, ou du droit de recevoir le paiement d’un dividende,
- e) du droit de recevoir un montant payable ou des biens immatériels distribuables aux termes d’un accord de fiducie ou de type fiduciaire quelconque,
- f) du droit de recevoir une somme d’argent déposée pour faire un placement ou pour racheter une action, une obli-

under the terms of an insurance policy or contract, including an annuity,

- (h) the right to receive an amount distributable from a trust or custodial fund established under,
 - (i) a plan to provide education, health, welfare, vacation, severance, retirement or death benefits,
 - (ii) a share purchase, profit sharing, employee savings or supplemental unemployment insurance plan, or
 - (iii) a similar benefit plan, and
- (i) any other prescribed personal property that is not a chattel or a mortgage or leasehold of real property. (“bien immatériel”)

2. Section 4 of the Act is repealed and the following substituted:

4. (1) Intangible property is unclaimed if no communication is received from the owner by the holder of the property within the time set out, and in the circumstances described, in subsection (2) or in the regulations.

(2) Subject to the exceptions set out in the regulations, intangible property becomes unclaimed five years after the date on which it becomes payable or distributable by the holder.

(3) When any intangible property becomes unclaimed, all interest, income and other accretions to the property held by the holder at the time the property is transferred to the Public Trustee are unclaimed and shall be transferred to the Public Trustee with the property.

(4) Property is payable or distributable for the purposes of this Act despite the owner’s failure to demand payment or transfer or to present any instrument or document required to receive payment or transfer.

3. Subsection 5 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

gation, un coupon ou une autre valeur mobilière,

- g) du droit de recevoir le paiement d’un montant échu et payable par l’assureur aux termes d’une police ou d’un contrat d’assurance, y compris une rente,
- h) du droit de recevoir un montant distribuable provenant d’un fonds en fiducie ou d’un fonds de dépôt créé aux termes :
 - (i) soit d’un régime visant à procurer des allocations d’études, des prestations de maladie, des prestations d’aide sociale, des indemnités de vacances, des indemnités de départ, des prestations de retraite ou des prestations de décès,
 - (ii) soit d’un régime d’actionnariat, de participation aux bénéfices, d’épargne salariale ou d’assurance-chômage complémentaire,
 - (iii) soit d’un régime similaire,
- i) de tout autre bien meuble prescrit, à l’exception d’un chatel, d’une hypothèque ou de la tenure à bail d’un bien immeuble. («intangible property»)

2. L’article 4 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

4. (1) Des biens immatériels sont dits non réclamés si leur détenteur ne reçoit aucune communication du propriétaire dans le délai fixé et dans les circonstances mentionnées au paragraphe (2) ou dans les règlements.

(2) Sous réserve des exceptions énoncés dans les règlements, des biens immatériels deviennent des biens non réclamés cinq ans après la date où ils deviennent payables ou distribuables par le détenteur.

(3) Lorsque des biens immatériels deviennent des biens non réclamés, les intérêts, les revenus et les autres valeurs d’accroissement se rapportant aux biens que détient le détenteur au moment du transfert des biens au curateur public constituent des biens non réclamés et sont transférés au curateur public avec les biens.

(4) Des biens sont payables ou distribuables pour l’application de la présente loi même si le propriétaire n’a ni demandé leur paiement ou leur transfert, ni présenté l’effet ou le document exigé à ces fins.

3. Le paragraphe 5 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Property becomes unclaimed	Biens non réclamés
Time periods	Délais
Interest, etc.	Intérêts et autres
Property payable or distributable	Biens payables ou distribuables

Same	(2) The holder shall send the notice at or within the prescribed time.	(2) Le détenteur envoie l'avis au moment ou dans le délai prescrit.	Idem
	4. Section 6 of the Act is repealed and the following substituted:	4. L'article 6 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Report to Public Trustee	6. (1) Every holder of unclaimed intangible property shall file annually with the Public Trustee a report in respect of the property, within the prescribed time and in the form directed by the Public Trustee.	6. (1) Le détenteur de biens immatériels non réclamés dépose chaque année auprès du curateur public un rapport touchant ces biens dans le délai prescrit et selon la formule précisée par le curateur public.	Rapport présenté au curateur public
Transfer of property	(2) The holder shall transfer the property to the Public Trustee at the time the report is required to be filed.	(2) Le détenteur transfère les biens au curateur public au moment où le rapport doit être déposé.	Transfert des biens
Voluntary transfer	(3) A holder may, with the written consent of and subject to any conditions imposed by the Public Trustee, report and transfer to the Public Trustee intangible property before the property becomes unclaimed under this Act; upon transfer to the Public Trustee under this subsection, the property shall be deemed to be unclaimed.	(3) Le détenteur peut, avec le consentement écrit du curateur public et sous réserve des conditions qu'il impose, déclarer et transférer à ce dernier des biens immatériels avant qu'ils ne deviennent des biens non réclamés aux termes de la présente loi. Les biens sont réputés des biens non réclamés dès leur transfert au curateur public conformément au présent paragraphe.	Transfert volontaire
Same	(4) A holder may, with the written consent of and subject to any conditions imposed by the Public Trustee, report and transfer to the Public Trustee unclaimed intangible property that is exempt under the regulations.	(4) Le détenteur peut, avec le consentement écrit du curateur public et sous réserve des conditions qu'il impose, déclarer et transférer à ce dernier des biens immatériels non réclamés soustraits à l'application des règlements.	Idem
Report and transfer of excluded property	(5) A holder may report and transfer to the Public Trustee intangible property that the holder would have been required to report and transfer under this Act but for the owner's interest having been extinguished, forfeited or made unenforceable before a date specified in subsections 47 (2) to (5).	(5) Le détenteur peut déclarer et transférer au curateur public des biens immatériels que la présente loi l'aurait obligé à déclarer et à transférer, si ce n'était que le droit du propriétaire était éteint, frappé de déchéance ou rendu inopposable avant une date précisée aux paragraphes 47 (2) à (5).	Rapport et transfert de biens exclus
Property deemed unclaimed	(6) Despite subsections 47 (5) and (6), this Act applies to intangible property transferred under subsection (5) of this section.	(6) Malgré les paragraphes 47 (5) et (6), la présente loi s'applique aux biens immatériels transférés en vertu du paragraphe (5) du présent article.	Biens réputés biens non réclamés
	5. Section 7 of the Act is repealed and the following substituted:	5. L'article 7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Public notice to owners	7. (1) The Public Trustee shall make reasonable efforts through public notification to locate the owners of intangible property whose names are reported and whose property is transferred to the Public Trustee under this Act.	7. (1) Le curateur public fait des efforts raisonnables, au moyen d'avis au public, pour retrouver les propriétaires des biens immatériels dont les noms lui sont déclarés et dont les biens lui sont transférés aux termes de la présente loi.	Avis au public
Same	(2) In any year, the Public Trustee may satisfy the obligation imposed by subsection (1) by preparing a notice setting out the names of owners reported under this Act in that year and any other prescribed information relating to their intangible property, and,	(2) Au cours d'une année donnée, le curateur public peut s'acquitter de l'obligation imposée par le paragraphe (1) en préparant un avis qui donne la liste des noms des propriétaires qui lui sont déclarés aux termes de la présente loi cette année-là, assortie des autres renseignements prescrits se rapportant à leurs biens immatériels, et :	Idem
	(a) by causing the notice to be published by inserting it in one or more newspa-	a) soit en faisant publier l'avis dans un ou plusieurs journaux à grande diffusion en Ontario;	

pers having general circulation in Ontario; or

(b) by delivering the notice to households in Ontario.

Exemption

(3) Subsection (1) does not apply in respect of intangible property the holder of which is exempt by the regulations from the obligation of reporting the owner's name to the Public Trustee.

6. Section 8 of the Act is repealed and the following substituted:

Notice in
The Ontario Gazette

8. (1) Between six and eight months after the notice under subsection 7 (2) is published or delivered, the Public Trustee shall cause a notice to be published in *The Ontario Gazette* setting out the names and other information published in the notice under subsection 7 (2), and any other prescribed information relating to the intangible property.

Same

(2) Despite subsection (1), the Public Trustee may exclude from the notice names of owners and other information relating to property that has been returned to them before the notice is prepared.

Public data
base

8.1 (1) Not more than six months after the notice under subsection 8 (1) is published in *The Ontario Gazette*, the Public Trustee shall prepare a list setting out the names and other information listed in the notice published under subsection 8 (1), and any other prescribed information relating to the intangible property.

Same

(2) Despite subsection (1), the Public Trustee may exclude from the list names of owners and other information relating to property that has been returned to them.

Same

(3) The Public Trustee shall make the list and information available for inspection and copying by any person in accordance with the regulations and upon payment of any prescribed fee.

7. Subsections 9 (2) and (3) and sections 11, 14, 15, 16, 17 and 18 of the Act are repealed.

8. The Act is amended by adding the following sections:

Delegation
of Public
Trustee's
functions

19.1 (1) The Public Trustee may delegate to any person any of the Public Trustee's powers and duties under this Act and the regulations.

Same

(2) The delegation shall be in writing and is subject to the limitations and conditions set out in it.

b) soit en livrant l'avis aux ménages de l'Ontario.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux biens immatériels dont les règlements exemptent le détenteur de l'obligation de déclarer le nom du propriétaire au curateur public.

6. L'article 8 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

8. (1) De six à huit mois après la publication ou la livraison de l'avis visé au paragraphe 7 (2), le curateur public fait publier un avis dans la *Gazette de l'Ontario*, qui donne les noms et les autres renseignements qui ont été publiés dans le premier avis, ainsi que tout autre renseignement prescrit se rapportant aux biens immatériels.

(2) Malgré le paragraphe (1), le curateur public peut exclure de l'avis les noms des propriétaires des biens restitués et les autres renseignements se rapportant à ces biens s'ils ont été restitués avant la préparation de l'avis.

8.1 (1) Au plus tard six mois après la publication, dans la *Gazette de l'Ontario*, de l'avis prévu au paragraphe 8 (1), le curateur public dresse une liste qui donne les noms et les autres renseignements figurant dans cet avis, ainsi que tout autre renseignement prescrit se rapportant aux biens immatériels.

(2) Malgré le paragraphe (1), le curateur public peut exclure de la liste les noms des propriétaires des biens qui ont été restitués et les autres renseignements se rapportant à ces biens.

(3) Le curateur public met la liste et les renseignements à la disposition de toute personne aux fins d'examen et de copie, conformément aux règlements et sur paiement des droits prescrits.

7. Les paragraphes 9 (2) et (3) et les articles 11, 14, 15, 16, 17 et 18 de la Loi sont abrogés.

8. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

19.1 (1) Le curateur public peut déléguer à quiconque tout pouvoir et toute fonction que lui attribuent la présente loi et les règlements.

(2) La délégation est formulée par écrit et est assortie des restrictions et des conditions qui sont énoncées dans l'acte de délégation.

Exemption

Avis dans
la *Gazette de l'Ontario*

Idem

Base de
données
publique

Idem

Idem

Délégation des
fonctions
du curateur public

Idem

Restriction, certain powers and duties	(3) Despite subsection (1), the Public Trustee may delegate his or her powers and duties under section 37 and subsections 37.1 (1) and (5) only to Crown employees.	(3) Malgré le paragraphe (1), le curateur public ne peut déléguer les pouvoirs et fonctions que lui attribuent l'article 37 et les paragraphes 37.1 (1) et (5) qu'à des employés de la Couronne.	Restriction, certains pouvoirs et certaines fonctions
Facsimile signature	19.2 The Public Trustee may authorize the use of a facsimile of his or her signature on any document except an affidavit or statutory declaration, and the facsimile is the equivalent of the Public Trustee's original signature for all purposes.	19.2 Le curateur public peut autoriser l'utilisation d'un fac-similé de sa signature sur tout document, à l'exclusion d'un affidavit ou d'une déclaration solennelle. Le fac-similé est, à tous égards, l'équivalent de la signature manuscrite du curateur public.	Fac-similé de signature
	9. The Act is amended by adding the following section:	9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Extension of time	20.1 (1) If he or she is satisfied that there are reasonable grounds for doing so, the Public Trustee may, at any time, extend the time for filing a report, for transferring unclaimed intangible property, for making an objection under subsection 37.1 (3) or for commencing an appeal under section 37.2.	20.1 (1) S'il est convaincu qu'il existe des motifs raisonnables de ce faire, le curateur public peut proroger le délai imparti pour le dépôt d'un rapport, le transfert de biens immatériels non réclamés, la présentation d'une opposition visée au paragraphe 37.1 (3) ou l'introduction d'un appel visé à l'article 37.2.	Prorogation des délais
Same	(2) Where the Public Trustee grants an extension, he or she may, (a) impose conditions on the holder that are, in the Public Trustee's opinion, reasonable; and (b) relieve the holder from the obligation to pay interest or a penalty under this Act where, in the Public Trustee's opinion, special circumstances exist that make it equitable to do so.	(2) Si le curateur public accorde une prorogation, il peut : a) imposer au détenteur les conditions qui, à son avis, sont raisonnables; b) dispenser le détenteur de l'obligation de payer les intérêts ou les pénalités prévus par la présente loi s'il existe des circonstances particulières qui, à son avis, rendent cette mesure équitable.	Idem
	10. Section 22 of the Act is amended by striking out "Management Board of Cabinet" in the fourth and fifth lines and substituting "Treasury Board".	10. L'article 22 de la Loi est modifié par substitution, à «Conseil de gestion du gouvernement de l'Ontario» aux quatrième et cinquième lignes, de «Conseil du Trésor».	
	11. (1) Subsection 23 (1) of the Act is amended by striking out "Treasurer of Ontario" in the second line and substituting "Minister of Finance".	11. (1) Le paragraphe 23 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier de l'Ontario» aux deuxième et troisième lignes, de «ministre des Finances».	
	(2) Subsection 23 (2) of the Act is amended by striking out "Treasurer of Ontario" in the third and fourth lines and substituting "Minister of Finance".	(2) Le paragraphe 23 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier de l'Ontario» à la quatrième ligne, de «ministre des Finances».	
	(3) Subsection 23 (3) of the Act is amended by striking out "Treasurer of Ontario" in the fourth line and substituting "Minister of Finance" and by striking out "Treasurer" in the seventh line and substituting "Minister".	(3) Le paragraphe 23 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «trésorier de l'Ontario» à la cinquième ligne, de «ministre des Finances».	
	12. The Act is amended by adding the following section:	12. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :	
Agreements with other jurisdictions	23.1 (1) The Public Trustee may enter into reciprocal agreements with the Government of Canada or of any province or territory in Canada, or of any state of the United	23.1 (1) Le curateur public peut conclure des accords de réciprocité avec le gouvernement du Canada, celui d'une province ou d'un territoire du Canada ou celui d'un État	Accords conclus avec d'autres autorités législatives

States of America, to enable Ontario or the other government to,

- (a) audit or otherwise ascertain unclaimed property to which Ontario or the other government is entitled; and
- (b) exchange information and transfer property to facilitate the return of unclaimed property to its rightful owner.

Joint programs

(2) The Public Trustee may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, enter into an agreement with the Government of Canada or of any province or territory in Canada to provide for a joint or multi-jurisdictional unclaimed property program to be administered by Ontario or by any government that is a party to the agreement.

13. Section 24 of the Act is amended by striking out “prescribed form” in the last line and substituting “form directed by the Public Trustee”.

14. Subsection 27 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Interest

(1) If a claim is allowed, the Public Trustee shall pay the claimant interest on the property calculated at the prescribed rate or in the prescribed manner.

15. (1) Subsection 28 (2) of the Act is amended by striking out “upon proof of the claim, will indemnify the person who was the holder as to the claim and legal costs” in the last four lines and substituting “shall indemnify the former holder for any liability resulting from the transfer to the Public Trustee”.

(2) Section 28 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2.1) The indemnity in subsection (2) includes interest and penalties imposed by another jurisdiction or a court, any interest accruing on the judgment, and solicitor and client costs incurred by the holder before the Public Trustee defends any action.

(3) Subsection 28 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Rights of Public Trustee

(4) Upon receipt of a written notice from a former holder, the Public Trustee shall, at his or her own expense, defend the claim to which the notice relates.

Same

(5) In defending a claim under subsection (4), the Public Trustee may investigate the claim, may settle or contest it and may make any defence that the person could make.

des États-Unis d'Amérique pour permettre à l'Ontario ou à l'autre gouvernement :

- a) d'établir l'existence, notamment au moyen d'une vérification, de biens non réclamés auxquels l'Ontario ou l'autre gouvernement a droit;
- b) d'échanger des renseignements et de transférer des biens pour faciliter la restitution des biens non réclamés à leur propriétaire légitime.

(2) Le curateur public peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure un accord avec le gouvernement du Canada ou celui d'une province ou d'un territoire du Canada pour la création d'un programme commun ou intergouvernemental relatif aux biens non réclamés qui sera appliqué par l'Ontario ou un autre gouvernement partie à l'accord.

13. L'article 24 de la Loi est modifié par substitution, à «formule prescrite» à la dernière ligne, de «formule qu'il précise».

14. Le paragraphe 27 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(1) Si une réclamation est accueillie, le curateur public paie au réclamant des intérêts sur les biens calculés au taux prescrit ou de la manière prescrite.

15. (1) Le paragraphe 28 (2) de la Loi est modifié par substitution, à «, sur présentation d'une preuve de la réclamation, indemnise de la réclamation et des frais de justice la personne qui était le détenteur» aux quatre dernières lignes, de «indemnise l'ancien détenteur à l'égard de toute responsabilité découlant du transfert au curateur public».

(2) L'article 28 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(2.1) L'indemnité prévue au paragraphe (2) comprend les intérêts et les pénalités imposés par un autre ressort ou un tribunal, les intérêts courus à la suite du jugement et les dépens procureur-client engagés par le détenteur avant que le curateur public ne présente une défense dans une action.

(3) Le paragraphe 28 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(4) À la réception d'un avis écrit de la part d'un ancien détenteur, le curateur public défend à ses frais la réclamation à laquelle se rapporte l'avis.

(5) Lorsqu'il défend une réclamation aux termes du paragraphe (4), le curateur public peut faire enquête sur celle-ci, la régler ou la contester. Il peut également présenter toute défense que pourrait présenter la personne.

Programmes communs

Intérêts

Idem

Droits du curateur public

Idem

Meaning of "good faith"	(6) In this section, a transfer to the Public Trustee is made in good faith if,	(6) Dans le présent article, le transfert au curateur public est fait de bonne foi si les conditions suivantes sont réunies :	Sens de l'expression «de bonne foi»
	(a) the transfer is made in a reasonable attempt to comply with this Act; and	a) le transfert se fait dans une tentative raisonnable de se conformer à la présente loi;	
	(b) the holder is not a fiduciary in breach of trust with respect to the property at the time of the transfer.	b) le détenteur n'est pas un représentant fiduciaire qui a manqué à ses obligations à l'égard des biens au moment du transfert.	
Claim of holder	(7) A holder who satisfies an owner's claim with respect to intangible property that the holder had previously transferred to the Public Trustee may file a claim with the Public Trustee in the form he or she directs.	(7) Le détenteur qui fait droit à la réclamation d'un propriétaire à l'égard de biens immatériels qu'il a déjà transférés au curateur public peut déposer auprès de ce dernier une réclamation rédigée selon la formule qu'il précise.	Réclamation du détenteur
Same	(8) If the holder demonstrates to the Public Trustee that the holder satisfied the owner's claim, the Public Trustee shall transfer the intangible property to the holder or, if the property has been sold, an amount equal to the lesser of,	(8) Si le détenteur prouve au curateur public qu'il a fait droit à la réclamation du propriétaire, le curateur public lui transfère les biens immatériels ou, s'ils ont été vendus, lui verse un montant égal au moindre des montants suivants :	Idem
	(a) the amount the owner would have been entitled to receive from the Public Trustee;	a) le montant que le propriétaire aurait eu le droit de recevoir du curateur public;	
	(b) the amount of money the holder paid to satisfy the owner's claim, or the value of property the holder transferred to the owner for that purpose, as the case may be.	b) le montant que le détenteur a payé pour faire droit à la réclamation du propriétaire ou la valeur des biens que le détenteur a transférés à ce dernier à cette fin, selon le cas.	
	16. The Act is amended by adding the following section to Part VI:	16. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant à la partie VI :	
Interpretation	31.1 In this Part, "holder" includes any person, business organization, governmental organization or other entity that is presumed to be a holder by the Public Trustee or by an inspector appointed by the Public Trustee for the purposes of this Part.	31.1 Dans la présente partie, «détenteur» s'entend notamment d'une personne, d'une entreprise commerciale, d'une organisation gouvernementale ou d'une autre entité que le curateur public ou un inspecteur nommé par lui pour l'application de la présente partie présume tel.	Interprétation
	17. Section 32 of the Act is repealed and the following substituted:	17. L'article 32 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Appointment of inspectors	32. The Public Trustee may, in writing, appoint one or more Crown employees as inspectors.	32. Le curateur public peut, par écrit, nommer inspecteurs un ou plusieurs employés de la Couronne.	Nomination d'inspecteurs
	18. Section 37 of the Act is repealed and the following substituted:	18. L'article 37 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Reports, production of documents	37. The Public Trustee may, for any purpose related to the administration of this Act or the regulations, by registered letter or by a demand served personally, within a reasonable time specified in the letter or demand,	37. À toutes fins liées à l'application de la présente loi ou des règlements, le curateur public peut, par lettre recommandée ou par mise en demeure signifiée à personne, dans un délai raisonnable précisé dans la lettre ou la mise en demeure, exiger :	Rapports, production de documents
	(a) require a holder to file a report or a supplementary report in respect of unclaimed intangible property, in the form directed by the Public Trustee, or	a) que le détenteur dépose un rapport ou un rapport supplémentaire sur des biens immatériels non réclamés, selon la formule précisée par le curateur pu-	

to provide any information or additional information specified in the letter or demand;

- (b) require a holder, or any other person or entity, to produce, or produce on oath, any books, letters, accounts, invoices, statements, ledgers, journals, computer programs and data files, or other documents that the Public Trustee may require.

19. The Act is amended by adding the following Part:

**PART VI.1
DETERMINATION AND APPEALS**

Provisional
determina-
tion

37.1 (1) Where a holder has not transferred unclaimed intangible property to the Public Trustee in accordance with this Act, the Public Trustee or an inspector appointed under section 32 may make a provisional determination specifying,

- (a) the unclaimed intangible property transferable by the holder to the Public Trustee;
- (b) the amount of any penalty or interest payable under section 38; and
- (c) the amount of interest that will continue to accrue on a periodic basis until the unclaimed intangible property is transferred to the Public Trustee.

Notification

(2) The Public Trustee or the inspector shall provide the holder with a copy of the provisional determination by,

- (a) delivering it personally; or
- (b) sending it to the holder by registered mail.

Objection

(3) The holder may object to the provisional determination by providing the Public Trustee with the grounds of objection and all relevant facts, in writing, within 60 days after receiving the provisional determination.

Final de-
termination

(4) Unless the holder objects to the provisional determination in accordance with subsection (3),

- (a) the provisional determination shall be deemed to be a final determination; and
- (b) the holder shall transfer the unclaimed intangible property and pay any interest or penalty to the Public Trustee in accordance with the determination

blic, ou qu'il fournisse les renseignements ou les renseignements supplémentaires précisés dans la lettre ou la mise en demeure;

- b) que le détenteur ou une autre personne ou entité produise, sous serment ou non, les documents que le curateur public exige, notamment des livres, des lettres, des comptes, des factures, des états, des livres ou journaux comptables, ou des programmes et fichiers de données informatiques.

19. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE VI.1
DÉTERMINATION ET APPELS**

37.1 (1) Si un détenteur n'a pas transféré des biens immatériels non réclamés au curateur public conformément à la présente loi, le curateur public ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 32 peut faire une détermination provisoire qui précise :

- a) les biens immatériels non réclamés que le détenteur doit transférer au curateur public;
- b) le montant de la pénalité ou des intérêts payables aux termes de l'article 38;
- c) le montant des intérêts qui continueront de s'accumuler périodiquement jusqu'au transfert des biens immatériels non réclamés au curateur public.

Détermi-
nation
provisoire

(2) Le curateur public ou l'inspecteur fournit au détenteur une copie de la détermination provisoire :

- a) soit en la lui remettant à personne;
- b) soit en la lui envoyant par courrier recommandé.

Avis

(3) Le détenteur peut s'opposer à la détermination provisoire en fournissant par écrit au curateur public ses motifs d'opposition, ainsi que tous les faits pertinents, dans les 60 jours qui suivent la réception de cette détermination.

Opposi-
tion

(4) Si le détenteur ne s'oppose pas à la détermination provisoire conformément au paragraphe (3) :

- a) la détermination provisoire est réputée une détermination définitive;
- b) le détenteur transfère les biens immatériels non réclamés au curateur public et lui paie les intérêts ou la pénalité précisés dans la détermination dans les

Détermi-
nation dé-
finitive

within 60 days after receiving the notification under subsection (2).

60 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe (2).

Review and determination

(5) Where the holder objects to the provisional determination, the Public Trustee shall, as soon as possible in the circumstances, review the objection and shall decide that no property is transferable by the holder or shall make a determination specifying,

(5) Si le détenteur s'oppose à la détermination provisoire, le curateur public examine l'opposition le plus tôt possible dans les circonstances et soit décide que le détenteur n'a pas à transférer de biens, soit fait une détermination précisant les éléments suivants :

Examen et détermination

- (a) the unclaimed intangible property transferable by the holder to the Public Trustee;
- (b) the amount of any interest and penalty payable under section 38; and
- (c) the amount of interest that will continue to accrue on a periodic basis until the unclaimed intangible property is transferred to the Public Trustee.

- a) les biens immatériels non réclamés que le détenteur doit transférer au curateur public;
- b) le montant des intérêts et de la pénalité payables aux termes de l'article 38;
- c) le montant des intérêts qui continueront de s'accumuler périodiquement jusqu'au transfert des biens immatériels non réclamés au curateur public.

Notification

(6) The Public Trustee shall send a copy of the decision or determination to the holder by registered mail.

(6) Le curateur public envoie au détenteur une copie de la décision ou de la détermination par courrier recommandé.

Avis

Transfer of property

(7) Unless the holder appeals the determination in accordance with section 37.2, the holder shall transfer the unclaimed intangible property and pay any interest or penalties determined under subsection (5) to the Public Trustee within 30 days after receiving the notification under subsection (6).

(7) Sauf s'il interjette appel de la détermination conformément à l'article 37.2, le détenteur transfère les biens immatériels non réclamés et paie les intérêts ou la pénalité déterminés aux termes du paragraphe (5) au curateur public dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe (6).

Transfert de biens

Appeal

37.2 (1) Where the Public Trustee has made a determination under subsection 37.1 (5), the holder may appeal to the Ontario Court (General Division) to have the determination vacated or varied.

37.2 (1) Si le curateur public a fait une détermination aux termes du paragraphe 37.1 (5), le détenteur peut interjeter appel devant la Cour de l'Ontario (Division générale) pour faire annuler ou modifier la détermination.

Appel

Limitation

(2) An appeal to the Ontario Court (General Division) shall be instituted by,

(2) Il est interjeté appel devant la Cour de l'Ontario (Division générale) :

Restriction

- (a) sending to the Public Trustee by registered mail a notice of appeal in duplicate in the prescribed form, within 30 days after receipt of the notification under subsection 37.1 (6); and
- (b) issuing a notice of application in the Ontario Court (General Division) within 60 days after receipt of the notification under subsection 37.1 (6).

- a) d'une part, par envoi au curateur public, par courrier recommandé, d'un avis d'appel en double exemplaire rédigé selon la formule prescrite, dans les 30 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe 37.1 (6);
- b) d'autre part, par délivrance d'un avis de requête à la Cour de l'Ontario (Division générale) dans les 60 jours qui suivent la réception de l'avis visé au paragraphe 37.1 (6).

Notice of appeal

(3) The holder shall set out in the notice of appeal the grounds for the appeal and a statement of the facts and law that the holder intends to rely on in support of the appeal.

(3) Le détenteur donne, dans son avis d'appel, les motifs de celui-ci ainsi qu'un exposé des faits et du droit qu'il entend invoquer à l'appui de son appel.

Avis d'appel

Application record

(4) The holder shall serve on the Public Trustee, at least 90 days before the date set for the hearing of the application, an application record containing,

(4) Au moins 90 jours avant la date fixée pour l'audition de la requête, le détenteur signifie au curateur public un dossier de requête qui contient les documents suivants :

Dossier de requête

- (a) the notice of application;

- a) l'avis de requête;

- (b) an affidavit setting out the facts in support of the appeal;
- (c) the notice of appeal; and
- (d) all other material that the holder intends to rely on.

Procédure

37.3 (1) The holder, the Public Trustee and any other party to the application have the same rights and obligations of production and discovery as if the proceeding had been commenced as an action under the Rules of Civil Procedure of the Ontario Court (General Division).

Same

(2) Except as otherwise provided in this Act, the Rules of Civil Procedure apply to applications commenced under this Part, including the right to further appeal and the enforcement of any decision of the Court.

Jurisdiction of the Court

37.4 The Court may dispose of the appeal by,

- (a) dismissing it and ordering the transfer of the unclaimed intangible property to the Public Trustee and payment to him or her of any interest or penalties determined under subsection 37.1 (5);
- (b) allowing it and vacating or varying the determination; or
- (c) referring the determination back to the Public Trustee for reconsideration and redetermination.

Warrant

37.5 (1) Where a holder has not transferred unclaimed intangible property or paid any amount to the Public Trustee as required under this Act, the Public Trustee may issue a warrant, directed to the sheriff of an area in which any property of the holder is located, for,

- (a) the value of the property to be transferred by the holder;
- (b) the amount of any interest and penalty;
- (c) interest on the total of the amounts referred to in clauses (a) and (b), calculated from the date of the issue of the warrant; and
- (d) the expenses and fees of the sheriff.

Same

(2) A warrant under this section has the same force and effect as a writ of execution issued out of the Ontario Court (General Division).

- b) un affidavit exposant les faits à l'appui de l'appel;
- c) l'avis d'appel;
- d) tous les autres documents sur lesquels le détenteur entend s'appuyer.

Procédure

37.3 (1) Le détenteur, le curateur public et les autres parties à la requête ont les mêmes droits et obligations en matière de production et de communication que si l'instance avait été introduite comme une action aux termes des Règles de procédure civile de la Cour de l'Ontario (Division générale).

Idem

(2) Sauf disposition contraire de la présente loi, les Règles de procédure civile s'appliquent aux requêtes introduites aux termes de la présente partie, y compris le droit d'interjeter un nouvel appel et l'exécution d'une décision de la Cour.

Compétence de la Cour

37.4 La Cour peut statuer sur l'appel :

- a) en le rejetant et en ordonnant le transfert des biens immatériels non réclamés et le paiement des intérêts ou des pénalités déterminés aux termes du paragraphe 37.1 (5) au curateur public;
- b) en l'accueillant et en annulant ou en modifiant la détermination;
- c) en renvoyant la détermination au curateur public en vue d'un nouvel examen et d'une nouvelle détermination.

Mandat

37.5 (1) Si le détenteur n'a pas transféré les biens immatériels non réclamés ou n'a pas payé un montant au curateur public comme l'exige la présente loi, celui-ci peut décerner, à l'adresse du shérif du secteur où se trouve un bien quelconque du détenteur, un mandat lui permettant d'obtenir les montants suivants :

- a) la valeur des biens que le détenteur doit transférer;
- b) le montant des intérêts et des pénalités;
- c) les intérêts sur le total des montants visés aux alinéas a) et b), calculés à compter de la date où le mandat a été décerné;
- d) les dépenses et la commission du shérif.

Idem

(2) Le mandat visé au présent article a le même effet et la même valeur qu'un bref d'exécution décerné par la Cour de l'Ontario (Division générale).

Value of property	(3) The Public Trustee may determine the value of the unclaimed intangible property for the purposes of this section.	(3) Le curateur public peut déterminer la valeur des biens immatériels non réclamés pour l'application du présent article.	Valeur des biens
Security	37.6 Where the Public Trustee considers it advisable to do so, the Public Trustee may accept security for the value of the property to be transferred, or any amount to be paid to the Public Trustee under this Act, in any form that the Public Trustee considers satisfactory.	37.6 Le curateur public peut, s'il l'estime opportun, accepter des garanties pour la valeur des biens qui doivent lui être transférés ou pour tout montant qui doit lui être payé aux termes de la présente loi, sous la forme qu'il estime satisfaisante.	Garanties
	20. Section 38 of the Act is repealed and the following substituted:	20. L'article 38 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Penalty and interest	38. (1) A holder who has not transferred unclaimed intangible property to the Public Trustee at the time the report in respect of the property must be filed under section 6 shall pay, (a) a penalty equal to 10 per cent of the value of the property, calculated on the date the holder was required to transfer the property to the Public Trustee; and (b) interest on the value of the property, calculated at the prescribed rate or in the prescribed manner, from the date the holder was required to transfer the property to the Public Trustee up to and including the date on which the property is transferred to the Public Trustee.	38. (1) Le détenteur qui n'a pas transféré des biens immatériels non réclamés au curateur public au moment où le rapport sur ces biens doit être déposé aux termes de l'article 6 paie : a) une pénalité égale à 10 pour cent de la valeur des biens, calculée à la date où le détenteur était tenu de les transférer au curateur public; b) des intérêts sur la valeur des biens, calculés au taux prescrit ou de la manière prescrite, à compter de la date où le détenteur était tenu de transférer les biens au curateur public jusqu'à la date de leur transfert effectif à celui-ci inclusivement.	Pénalité et intérêts
Value of property	(2) The Public Trustee may determine the value of the unclaimed intangible property for the purposes of this section.	(2) Le curateur public peut déterminer la valeur des biens immatériels non réclamés pour l'application du présent article.	Valeur des biens
Payment	(3) Any penalty and interest payable under this section shall be paid to the Public Trustee and shall form part of the Unclaimed Intangible Property Account.	(3) Les pénalités et les intérêts payables aux termes du présent article sont payés au curateur public et sont portés au crédit du compte des biens immatériels non réclamés.	Paiement
	21. Section 39 of the Act is repealed and the following substituted:	21. L'article 39 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Application to court	39. Upon application by the Public Trustee, a judge of the Ontario Court (General Division) may order a holder of unclaimed intangible property or any other person or entity to transfer property or pay any amount in accordance with this Act or the regulations, or otherwise to comply with this Act and the regulations.	39. Sur requête du curateur public, un juge de la Cour de l'Ontario (Division générale) peut ordonner au détenteur de biens immatériels non réclamés ou à toute autre personne ou entité de transférer des biens ou de payer un montant conformément à la présente loi ou aux règlements, ou de se conformer de toute autre manière à la présente loi et aux règlements.	Requête présentée au tribunal
	22. Section 40 of the Act is repealed and the following substituted:	22. L'article 40 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Definition	40. (1) In this section, "record of the Public Trustee" means information that is recorded in any manner and is in the possession of the Public Trustee or a delegate appointed under section 19.1.	40. (1) Dans le présent article, «dossier du curateur public» s'entend de renseignements qui sont consignés sous quelque forme que ce soit et qui sont en la possession du curateur public ou d'un délégué nommé en vertu de l'article 19.1.	Définition

Copies and print-outs as evidence	(2) A copy or print-out of a record of the Public Trustee authenticated by him or her is admissible in evidence and has the same probative force as the record (or the original document, if any, on which the record is based) would have had if the record (or original document) had been proved in the ordinary way.	(2) La copie ou l'imprimé d'un dossier du curateur public qui est authentifié par lui est admissible en preuve et a la même valeur probante que le dossier (ou le document d'origine sur lequel il se fonde éventuellement) aurait eue si la preuve en avait été faite de la manière habituelle.	Admissibilité des copies et imprimés
Authentication	(3) A copy or print-out is sufficiently authenticated if it or a certificate attached to it bears the Public Trustee's purported signature, whether original, facsimile or made in the prescribed electronic manner.	(3) La copie ou l'imprimé est suffisamment authentifié si lui ou un certificat qui y est joint porte la signature présumée du curateur public, que cette signature soit l'original, un fac-similé ou une reproduction établie de la manière électronique prescrite.	Authentification
Business records obtained on inspections	40.1 A copy or print-out of a business record obtained on an inspection and purporting to be certified by an inspector is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the original.	40.1 La copie ou l'imprimé d'un document commercial obtenu lors d'une inspection et se présentant comme étant certifié conforme par un inspecteur est admissible en preuve comme preuve de l'original en l'absence de preuve contraire.	Documents commerciaux obtenus lors d'une inspection
Storage and transfer of information	40.2 (1) The Public Trustee may store information in any form or medium and may at any time transfer or re-transfer it to another form or medium, in whole or in part.	40.2 (1) Le curateur public peut stocker des renseignements sous quelque forme ou au moyen de quelque support que ce soit. Il peut également les transférer ou les retransférer, en tout ou en partie, dans une autre forme ou sur un autre support.	Stockage et transfert des renseignements
Retention of earlier record or document	(2) It is not necessary for the Public Trustee to retain a record or an original document if the information it contains has been stored in some other form or medium.	(2) Il n'est pas nécessaire que le curateur public conserve un dossier ou un original si les renseignements qu'il contient ont été stockés sous une autre forme ou au moyen d'un autre support.	Conservation d'un dossier ou d'un document antérieur
	23. (1) Subsection 42 (1) of the Act is amended by inserting "knowingly" after "who" in the first line.	23. (1) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par insertion, après «quiconque» aux première et deuxième lignes, de «, sciemment,».	
	(2) Subsection 42 (2) of the Act is amended by inserting "knowingly" after "who" in the first line.	(2) Le paragraphe 42 (2) de la Loi est modifié par insertion, après «quiconque» aux première et deuxième lignes, de «, sciemment,».	
	(3) Subsection 42 (3) of the Act is amended by striking out "who" in the first line and substituting "who, without reasonable excuse,".	(3) Le paragraphe 42 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «omet» à la deuxième ligne, de «omet, sans excuse raisonnable,».	
	(4) Subsection 42 (4) of the Act is amended by inserting "knowingly" after "who" in the third line.	(4) Le paragraphe 42 (4) de la Loi est modifié par insertion, après «qui» à la quatrième ligne, de «, sciemment,» et par suppression de «qui» à la cinquième ligne.	
	(5) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:	(5) L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :	
Filing	(5) Every person who fails, without reasonable excuse, to file a report as required by this Act or the regulations is guilty of an offence.	(5) Est coupable d'une infraction quiconque omet, sans excuse raisonnable, de déposer un rapport conformément à la présente loi ou aux règlements.	Dépôt
Demand	(6) Every person who fails, without reasonable excuse, to comply with a demand of the Public Trustee under section 37 is guilty of an offence.	(6) Est coupable d'une infraction quiconque omet, sans excuse raisonnable, de se conformer à la mise en demeure du curateur public visée à l'article 37.	Mise en demeure

Disclosure of information	(7) Every person who contravenes section 45.1 is guilty of an offence.	(7) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient à l'article 45.1.	Divulga-tion de renseignements
	24. Section 44 of the Act is repealed and the following substituted:	24. L'article 44 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Definition	44. (1) In this section, "compensation agreement" means an agreement that provides for compensation or for payment of expenses, or both, for the recovery, location or delivery of intangible property that is or may become unclaimed under this Act, or for assistance in its recovery, location or delivery.	44. (1) Dans le présent article, «accord de rémunération» s'entend d'un accord qui prévoit une rémunération ou le paiement de frais, ou les deux, pour le recouvrement, la localisation ou la livraison de biens immatériels qui sont ou qui peuvent devenir des biens non réclamés aux termes de la présente loi, ou pour une aide en la matière.	Définition
Maximum compensation	(2) A compensation agreement is not valid in respect of the part of the compensation or expenses, or both, that exceeds 10 per cent of the value of the property.	(2) L'accord de rémunération n'est pas valable en ce qui concerne la partie de la rémunération ou des frais ou des deux qui dépasse 10 pour cent de la valeur des biens.	Rémunération maximale
Public Trustee	(3) Despite the existence of a compensation agreement or a power of attorney or similar instrument, the Public Trustee has the right to transfer property or to make payments, or both, directly to the owner of the property.	(3) Malgré l'existence d'un accord de rémunération ou d'une procuration ou d'un acte similaire, le curateur public a le droit de transférer les biens ou d'effectuer un paiement, ou les deux, directement au propriétaire des biens.	Curateur public
Prohibition	(4) No person shall make a compensation agreement with an owner of intangible property that may become unclaimed.	(4) Nul ne doit conclure d'accord de rémunération avec le propriétaire de biens immatériels qui sont susceptibles de devenir des biens non réclamés.	Interdiction
Same	(5) No person shall make a compensation agreement with an owner of intangible property that has become unclaimed until 24 months after the property is transferred to the Public Trustee.	(5) Nul ne doit, dans les 24 mois qui suivent le transfert des biens au curateur public, conclure d'accord de rémunération avec le propriétaire de biens immatériels qui sont devenus des biens non réclamés.	Idem
Requirements	(6) A compensation agreement is valid only if, (a) it is made after the 24-month period has elapsed; (b) it is in writing and signed by the owner; and (c) it clearly sets out the nature and value of the property, and the value of the owner's share after the compensation and expenses are deducted.	(6) L'accord de rémunération n'est valable que si les conditions suivantes sont réunies : a) il est conclu après la période de 24 mois; b) il est formulé par écrit et porte la signature du propriétaire; c) il énonce clairement la nature et la valeur des biens, ainsi que la valeur de la part du propriétaire après déduction de la rémunération et des frais.	Conditions
Power of inspector	(7) An inspector appointed under section 32 may enter and inspect the premises of a business organization that is apparently in the business of making compensation agreements to determine whether the business organization is complying with this Act, and sections 33 to 37 apply with necessary modifications.	(7) L'inspecteur nommé en vertu de l'article 32 peut pénétrer dans les locaux d'une entreprise commerciale dont l'activité semble consister à conclure des accords de rémunération et les inspecter pour déterminer si cette entreprise se conforme à la présente loi. Les articles 33 à 37 s'appliquent alors avec les adaptations nécessaires.	Pouvoir de l'inspecteur
Offence	(8) Every person who contravenes subsection (4) or (5) is guilty of an offence. 25. Section 45 of the Act is repealed and the following substituted:	(8) Est coupable d'une infraction quiconque contrevient au paragraphe (4) ou (5). 25. L'article 45 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	Infraction

Collection of information	<p>45. (1) Information may be collected by or on behalf of the Public Trustee to administer this Act from,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a holder, in accordance with this Act; (b) another government; (c) any person employed by the Government of Ontario, in accordance with a request made under subsection (2); (d) any person making a claim under this Act; (e) any other person, to determine whether a claim under this Act is to be allowed. 	<p>45. (1) Pour l'application de la présente loi, des renseignements peuvent être recueillis par le curateur public ou pour son compte auprès des personnes ou entités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un détenteur, conformément à la présente loi; b) un autre gouvernement; c) une personne employée par le gouvernement de l'Ontario, conformément à une demande présentée en vertu du paragraphe (2); d) une personne qui présente une réclamation en vertu de la présente loi; e) toute autre personne, pour déterminer si une réclamation présentée en vertu de la présente loi doit être accueillie. 	Collecte de renseignements
Same	<p>(2) The Public Trustee may make a request of any person employed by the Government of Ontario for information necessary for the administration of this Act.</p>	<p>(2) Le curateur public peut demander à une personne employée par le gouvernement de l'Ontario les renseignements nécessaires à l'application de la présente loi.</p>	Idem
Same	<p>(3) A person receiving a request under subsection (2) shall comply with the request.</p>	<p>(3) La personne qui reçoit la demande visée au paragraphe (2) doit s'y conformer.</p>	Idem
Use of information	<p>(4) Any information, record or thing communicated or furnished under this section may be used only for,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the administration of this Act; (b) the administration of an Act that is administered by the person receiving the information, record or thing; or (c) the development of government policy. 	<p>(4) Les renseignements, les dossiers et les objets communiqués ou fournis en vertu du présent article ne peuvent être utilisés qu'à l'une ou l'autre des fins suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'application de la présente loi; b) l'application d'une loi qui est appliquée par la personne qui les reçoit; c) l'élaboration des politiques gouvernementales. 	Utilisation des renseignements
Disclosure of information	<p>(5) The Public Trustee may communicate or furnish, or allow to be communicated or furnished, any information, record or thing to,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) a holder, to determine the property required to be reported or transferred by the holder; (b) another government if, <ul style="list-style-type: none"> (i) similar information, records and things obtained by that government for the purpose of any similar law are communicated or furnished on a reciprocal basis to the Public Trustee, and (ii) the information, record or thing will not be used for any purpose other than the administration of a similar law; (c) another person employed by the Government of Ontario in the administra- 	<p>(5) Le curateur public peut communiquer ou fournir ou permettre que soient communiqués ou fournis des renseignements, des dossiers ou des objets à l'une ou l'autre des personnes ou entités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un détenteur, pour déterminer les biens qu'il doit déclarer ou transférer; b) un autre gouvernement, dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> (i) des renseignements, des dossiers et des objets similaires obtenus par ce gouvernement pour l'application d'une loi similaire sont communiqués ou fournis au curateur public à titre réciproque, (ii) les renseignements, les dossiers ou les objets ne seront pas utilisés à d'autres fins que l'application d'une loi similaire; c) une autre personne employée par le gouvernement de l'Ontario à l'appli- 	Divul-gation des renseignements

tion of any law, if the person to whom the information is disclosed communicates or furnishes to the Public Trustee on a reciprocal basis any information, record or thing obtained by the person that affects the administration of this Act;

- (d) the legal representative of a person mentioned in clause (a) or (g), or an agent of the person authorized in writing to obtain the information;
- (e) an employee of the Government of Ontario, for the purpose of evaluating and formulating government policy;
- (f) a delegate of the Public Trustee appointed under section 19.1; or
- (g) any person, where it is reasonably required for the administration of this Act.

(6) A delegate of the Public Trustee may,

- (a) where necessary for purposes related to those for which the delegate was appointed under section 19.1, collect, use or disclose information in the same manner as the Public Trustee; and
- (b) communicate or allow to be communicated to the Public Trustee, or allow the Public Trustee to inspect, all information, records or things obtained as a delegate of the Public Trustee.

45.1 (1) Except as authorized by this Act or otherwise by law, neither the Public Trustee nor a person employed by the Government of Ontario,

- (a) may knowingly,
 - (i) communicate or allow to be communicated to any person any information obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act, or
 - (ii) allow any person to inspect or have access to any record or thing obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act; or
- (b) may be required, in connection with legal proceedings,
 - (i) to give evidence relating to any information obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act, or

cation d'une loi, si la personne à qui les renseignements sont divulgués communique ou fournit au curateur public, à titre réciproque, les renseignements, les dossiers ou les objets qu'elle obtient et qui ont une incidence sur l'application de la présente loi;

- d) le représentant légal d'une personne mentionnée à l'alinéa a) ou g), ou le mandataire de la personne autorisé par écrit à obtenir les renseignements;
- e) un employé du gouvernement de l'Ontario, aux fins de l'évaluation et de l'élaboration des politiques gouvernementales;
- f) le délégué du curateur public nommé en vertu de l'article 19.1;
- g) toute personne, si cela est raisonnablement nécessaire à l'application de la présente loi.

(6) Le délégué du curateur public peut :

- a) si cela est nécessaire aux fins pour lesquelles il a été nommé en vertu de l'article 19.1, recueillir, utiliser ou divulguer des renseignements de la même manière que le curateur public;
- b) communiquer ou permettre que soient communiqués au curateur public les renseignements, les dossiers ou les objets qu'il a obtenus en sa qualité de délégué du curateur public, ou permettre à celui-ci de les examiner.

45.1 (1) Sauf si la présente loi ou le droit l'autorise, ni le curateur public ni une personne employée par le gouvernement de l'Ontario :

- a) ne peut sciemment :
 - (i) communiquer ou permettre que soient communiqués à qui que ce soit des renseignements obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi,
 - (ii) permettre à qui que ce soit d'inspecter un dossier ou un objet obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi, ou d'y avoir accès;
- b) ne peut être tenu, en rapport avec des poursuites judiciaires :
 - (i) de témoigner au sujet de renseignements obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi,

Delegates
of the
Public
Trustee

Délégués
du cura-
teur public

Confiden-
tiality

Confiden-
tialité

(ii) to produce any record or thing obtained by or on behalf of the Public Trustee for the purposes of this Act.

(ii) de produire un dossier ou un objet obtenus par le curateur public ou pour son compte pour l'application de la présente loi.

Exception	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) criminal proceedings under any Act of the Parliament of Canada; (b) proceedings relating to an offence under an Act of the Legislature; or (c) proceedings relating to the administration of this Act. <p>26. The Act is amended by adding the following section:</p> <p>45.2 With respect to intangible property,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) in the event of a conflict between this Act and the <i>Pension Benefits Act</i>, or a regulation made under that Act, this Act prevails; and (b) in the event of a conflict between a regulation made under section 46 of this Act and the <i>Pension Benefits Act</i>, or a regulation made under that Act, the regulation made under section 46 of this Act prevails. <p>27. Section 46 of the Act is repealed and the following substituted:</p> <p>46. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. prescribing any matter referred to in this Act as prescribed; 2. respecting the times within which holders of unclaimed intangible property shall report on it to the Public Trustee; 3. requiring that reports to the Public Trustee respecting unclaimed intangible property be accompanied by certificates verifying their accuracy and completeness as reflecting the records of the holder making the report, and prescribing by whom the certificates shall be signed; 4. exempting holders of unclaimed intangible property of prescribed classes or of less than the prescribed value from reporting the names and addresses of the owners of the property to the Public Trustee; 	Exception
	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de poursuites criminelles intentées aux termes d'une loi du Parlement du Canada; b) d'instances reliées à une infraction à une loi de la Législature; c) d'instances reliées à l'application de la présente loi. <p>26. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :</p> <p>45.2 Relativement aux biens immatériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les dispositions de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> ou d'un règlement pris en application de cette loi; b) les dispositions d'un règlement pris en application de l'article 46 de la présente loi l'emportent sur les dispositions incompatibles de la <i>Loi sur les régimes de retraite</i> ou d'un règlement pris en application de cette loi. <p>27. L'article 46 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :</p> <p>46. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. prescrire les questions que la présente loi mentionne comme étant prescrites; 2. traiter des délais dans lesquels les détenteurs de biens immatériels non réclamés doivent déclarer ceux-ci au curateur public; 3. exiger que les rapports présentés au curateur public concernant des biens immatériels non réclamés s'accompagnent de certificats attestant qu'ils sont exacts et complets et confirmant qu'ils sont conformes aux registres des détenteurs qui les présentent, et prescrire les personnes qui doivent signer ces certificats; 4. exempter les détenteurs de biens immatériels non réclamés faisant partie de catégories prescrites ou dont la valeur est inférieure à la valeur prescrite de l'obligation de déclarer les noms et adresses des propriétaires des biens au curateur public; 	Loi sur les régimes de retraite
Regulations		Règlements

5. exempting kinds or classes of property from the application of this Act and the regulations;
 6. exempting classes of holders from reporting or transferring property under this Act or the regulations;
 7. respecting the records that shall be kept by the Public Trustee in respect of property transferred to him or her under this Act;
 8. respecting the publication of notices by the Public Trustee listing property paid or transferred to him or her under this Act;
 9. respecting the fees and expenses that may be charged by the Public Trustee for the care and administration of property under this Act, and the fees that may be charged by holders upon the transfer of property to the Public Trustee under this Act;
 10. prescribing rules and conditions for determining when intangible property is or is not in Ontario for the purposes of this Act;
 11. prescribing the times at or within which, and the manner or circumstances in which, intangible property becomes unclaimed for the purposes of section 4 and any special related rules;
 12. prescribing for the purposes of subsection 5 (1) an amount other than \$100;
 13. prescribing rates of interest or a method or formula for computing rates of interest and the frequency of calculating interest, including whether it is simple or compounded;
 14. prescribing the information required in reports, the form and medium for reports and the manner in which the reports are to be filed or requiring that the form and manner be acceptable to the Public Trustee;
 15. prescribing the form and manner in which intangible property or a class of property is required or permitted to be transferred to the Public Trustee or requiring that the form and manner be acceptable to the Public Trustee;
5. soustraire des sortes ou catégories de biens à l'application de la présente loi et des règlements;
 6. exempter des catégories de détenteurs de l'obligation de déclarer ou de transférer des biens aux termes de la présente loi ou des règlements;
 7. traiter des dossiers que doit tenir le curateur public relativement aux biens qui lui sont transférés aux termes de la présente loi;
 8. traiter de la publication, par le curateur public, d'avis qui dressent la liste des biens qui lui sont payés ou transférés aux termes de la présente loi;
 9. traiter des droits et frais que peut exiger le curateur public pour la garde et l'administration de biens aux termes de la présente loi, et des droits que peuvent exiger les détenteurs lors du transfert de biens au curateur public aux termes de la présente loi;
 10. prescrire des règles et conditions permettant de déterminer quand des biens immatériels se trouvent ou non en Ontario pour l'application de la présente loi;
 11. prescrire à quel moment ou dans quel délai et de quelle manière ou dans quelles circonstances des biens immatériels deviennent des biens non réclamés pour l'application de l'article 4 et de toute règle spéciale connexe;
 12. prescrire, pour l'application du paragraphe 5 (1), un montant autre que 100 \$;
 13. prescrire les taux d'intérêt ou une méthode ou formule permettant de les calculer, ainsi que la fréquence de calcul des intérêts, y compris s'il s'agit d'intérêts simples ou d'intérêts composés;
 14. prescrire les renseignements que doivent contenir les rapports, la forme et le support de ceux-ci et la manière dont ils doivent être déposés, ou exiger que la forme et la manière soient acceptables aux yeux du curateur public;
 15. prescrire dans quelle forme et de quelle manière des biens immatériels ou une catégorie de biens doivent ou peuvent être transférés au curateur public ou exiger que cette forme et cette manière soient acceptables aux yeux du curateur public;

- | | |
|---|---|
| <p>16. prescribing circumstances or events that are or are not, for the purposes of this Act, a claim against a holder in respect of a kind or class of intangible property;</p> <p>17. exempting, in whole or in part, a holder or class of holders from the application of section 5;</p> <p>18. prescribing the holder of a class of property for the purposes of this Act where more than one person or entity meets the definition of “holder” in section 1;</p> <p>19. prescribing the owner of a class of property for the purposes of this Act where more than one person meets the definition of “owner” in section 1;</p> <p>20. delaying the application of this Act to property of a prescribed class or held by a prescribed holder or class of holders;</p> <p>21. prescribing,</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) classes of property that the holder is required or may be permitted to convert to money before the transfer to the Public Trustee, (ii) conditions that apply to the conversion, and (iii) where the conversion is required by the regulations, fees that apply to the conversion and relief from or indemnity for liability associated with the conversion; <p>22. defining, for the purposes of this Act and the regulations, “distributable”, “payable”, “transfer” and “value”;</p> <p>23. further defining, for the purposes of this Act and the regulations, “intangible property”;</p> <p>24. authorizing the Public Trustee to recover the value of property or any amount that holders owe to the Public Trustee under this Act,</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) from persons who are or may become indebted or liable to make a payment to holders, and | <p>16. prescrire les circonstances ou les événements qui constituent ou ne constituent pas, pour l’application de la présente loi, une réclamation opposable à un détenteur à l’égard de sortes ou de catégories de biens immatériels;</p> <p>17. soustraire, en totalité ou en partie, un détenteur ou une catégorie de détenteurs à l’application de l’article 5;</p> <p>18. prescrire le détenteur d’une catégorie de biens pour l’application de la présente loi si plus d’une personne ou d’une entité répond à la définition de «détenteur» à l’article 1;</p> <p>19. prescrire le propriétaire d’une catégorie de biens pour l’application de la présente loi si plus d’une personne répond à la définition de «propriétaire» à l’article 1;</p> <p>20. retarder l’application de la présente loi aux biens d’une catégorie prescrite ou aux biens détenus par un détenteur prescrit ou par une catégorie prescrite de détenteurs;</p> <p>21. prescrire :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) les catégories de biens que le détenteur doit ou peut éventuellement convertir en espèces avant de les transférer au curateur public, (ii) les conditions qui s’appliquent à la conversion, (iii) si la conversion est exigée par les règlements, les droits qui s’appliquent à la conversion et l’exonération de toute responsabilité découlant de la conversion ou le versement d’une indemnité; <p>22. définir, pour l’application de la présente loi et des règlements, «distribuable», «payable», «transfert» et «valeur»;</p> <p>23. préciser, pour l’application de la présente loi et des règlements, la définition de «bien immatériel»;</p> <p>24. autoriser le curateur public à recouvrer la valeur de biens ou tout montant que des détenteurs lui doivent aux termes de la présente loi auprès de personnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) qui sont ou sont susceptibles de devenir créancières de détenteurs ou qui leur sont redevables d’un paiement ou sont susceptibles de le devenir, |
|---|---|

(ii) from persons who are about to loan or advance money to or make payments on behalf of holders;

25. providing for the manner in which the Public Trustee is to recover the value of property or any amount under paragraph 24 and requiring persons to remit the amounts to the Public Trustee for the purposes of that paragraph;

26. prescribing conditions or restrictions on the extent of the search to be conducted by holders through records for the purposes of determining whether there has been communication with the owners for the purposes of subsection 4 (1);

27. exempting an agreement or class of agreements from the application of subsection 47 (3).

Limited application

(2) If it so provides, a regulation made under paragraph 11 or 26 of subsection (1) applies only with respect to prescribed classes of intangible property, prescribed holders or prescribed classes of holders.

28. (1) Subsection 47 (2) of the Act is amended by adding at the beginning “On or after January 1, 1991,”.

(2) Subsection 47 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

No contracting out

(3) A provision in an agreement made on or after January 1, 1991 is void if it,

(a) extinguishes or forfeits an owner's interest in intangible property before it is to be transferred to the Public Trustee; or

(b) purports to exclude property from the application of this Act.

(3) Subsection 47 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Interest not revived

(5) This Act does not apply to the interest of an owner in intangible property if that interest has been extinguished or made unenforceable before January 1, 1991.

Application

(6) This Act does not apply to intangible property that would have become unclaimed under this Act before January 1, 1996.

Same

(7) Despite subsection (6), if the intangible property is of a type that becomes un-

(ii) qui sont sur le point de prêter ou d'avancer une somme d'argent à des détenteurs, ou de faire des paiements pour leur compte;

25. prévoir la manière dont le curateur public doit recouvrer la valeur de biens ou un montant aux termes de la disposition 24 et obliger les personnes à restituer les montants au curateur public pour l'application de cette disposition;

26. prescrire les conditions ou les restrictions relatives à l'étendue des recherches que les détenteurs doivent effectuer dans les dossiers en vue de déterminer s'il y a eu des communications avec les propriétaires pour l'application du paragraphe 4 (1);

27. soustraire un accord ou une catégorie d'accords à l'application du paragraphe 47 (3).

Application restreinte

(2) Les règlements pris en application de la disposition 11 ou 26 du paragraphe (1) qui comportent une disposition en ce sens s'appliquent uniquement aux catégories prescrites de biens immatériels, aux détenteurs prescrits ou aux catégories prescrites de détenteurs.

28. (1) Le paragraphe 47 (2) de la Loi est modifié par adjonction, au début du paragraphe, de «Le 1^{er} janvier 1991 ou après cette date,».

(2) Le paragraphe 47 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(3) Sont nulles les clauses de tout accord conclu le 1^{er} janvier 1991 ou après cette date si, selon le cas :

Impossibilité de se soustraire

a) elles ont pour effet d'éteindre ou de faire perdre le droit d'un propriétaire sur des biens immatériels avant leur transfert au curateur public;

b) elles ont pour but manifeste de soustraire des biens à l'application de la présente loi.

(3) Le paragraphe 47 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(5) La présente loi ne s'applique pas au droit d'un propriétaire sur des biens immatériels si ce droit a été éteint ou rendu inopposable avant le 1^{er} janvier 1991.

Impossibilité de rétablir le droit

(6) La présente loi ne s'applique pas aux biens immatériels qui seraient devenus des biens non réclamés aux termes de la présente loi avant le 1^{er} janvier 1996.

Application

(7) Malgré le paragraphe (6), la présente loi s'applique aux types de biens immatériels

Idem

claimed less than five years after the last communication is received from the owner by the holder and the last communication was received on or after January 1, 1991, this Act applies to that property.

29. Section 48 of the Act is repealed and the following substituted:

48. This Act comes into force on the day that the *Unclaimed Intangible Property Amendment Act, 1994* receives Royal Assent.

30. Section 220 of the *Loan and Trust Corporations Act* is repealed.

31. On the day that section 25 of the *Consent and Capacity Statute Law Amendment Act, 1992* comes into force, the *Unclaimed Intangible Property Act*, as amended by this Act, is further amended by striking out “Public Trustee” wherever it occurs and substituting in each case “Public Guardian and Trustee”, and by striking out “*Public Trustee Act*” wherever it occurs and substituting in each case “*Public Guardian and Trustee Act*”.

32. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Section 26 comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

33. The short title of this Act is the *Unclaimed Intangible Property Amendment Act, 1994*.

qui deviennent des biens non réclamés moins de cinq ans après que le détenteur a reçu les dernières communications du propriétaire s’il a reçu celles-ci le 1^{er} janvier 1991 ou après cette date.

29. L’article 48 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

48. La présente loi entre en vigueur le jour où la *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les biens immatériels non réclamés* reçoit la sanction royale.

30. L’article 220 de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* est abrogé.

31. Le jour de l’entrée en vigueur de l’article 25 de la *Loi de 1992 modifiant des lois en ce qui concerne le consentement et la capacité*, la *Loi sur les biens immatériels non réclamés*, telle qu’elle est modifiée par la présente loi, est modifiée de nouveau par substitution, à «curateur public» partout où figure cette expression, de «Tuteur et curateur public» et par substitution, à «*Loi sur le curateur public*» partout où figure cette expression, de «*Loi sur le Tuteur et curateur public*».

32. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) L’article 26 entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

33. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les biens immatériels non réclamés*.

Com-
mencement

Entrée en
vigueur

Commence-
ment

Entrée en
vigueur

Same

Idem

Short title

Titre
abrégé

XB
-B56



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 201

Projet de loi 201

**An Act to amend the Regional
Municipality of Durham Act, the
Municipal Act and the
Regional Municipalities Act**

**Loi modifiant la Loi sur la municipalité
régionale de Durham, la Loi sur les
municipalités et la Loi sur les
municipalités régionales**

Mr. Wiseman

M. Wiseman



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 28, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 28 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to require the Regional Council of The Regional Municipality of Durham to elect a member of the council as its chair.

The Bill also requires the council of the area municipality from which the chair of the Regional Council was elected to fill the vacancy on its council by appointment or by holding a by-election.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi a pour objet d'exiger que le conseil régional de la municipalité régionale de Durham élise un membre du conseil à sa présidence.

Le projet de loi exige également que le conseil de la municipalité de secteur au sein duquel le président du conseil régional a été élu comble la vacance à son conseil par voie de nomination ou au moyen d'une élection partielle.

**An Act to amend the
Regional Municipality
of Durham Act,
the Municipal Act and the
Regional Municipalities Act**

**Loi modifiant la
Loi sur la municipalité régionale
de Durham, la Loi sur les
municipalités et la Loi sur les
municipalités régionales**

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Regional Municipality of Durham Act* is amended by adding the following section:

6.1 (1) At the first meeting of the Regional Council after a regular election at which a quorum is present, the Regional Council shall organize as a council and elect as chair one of the members of the Regional Council to hold office for the term of the council and until his or her successor is elected in accordance with this Act, and the clerk shall preside at the first meeting until the chair is elected.

Election of
chair

(2) If a vacancy occurs in the office of a chair who has been elected under subsection (1), the Regional Council shall, at a general or special meeting to be held within 20 days after the vacancy occurs, elect as chair one of the members of the Regional Council to hold office for the remainder of the term of his or her predecessor.

Vacancy,
chair

(3) The member of the Regional Council who becomes chair shall be deemed to have resigned as a member of the council of the area municipality from which he or she was elected, and his or her seat on that council thereby becomes vacant.

Area coun-
cil seat
deemed
vacant

(4) If a vacancy occurs on the council of an area municipality by the operation of subsection (3), the council shall appoint the candidate, if any, who had the most votes of all the unsuccessful candidates in the last election of council members for that seat, if,

Filling
vacancy

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la municipalité régionale de Durham* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

6.1 (1) Lors de la première réunion du conseil régional qui suit une élection ordinaire et à laquelle le quorum est atteint, le conseil régional procède à son organisation en tant que conseil et élit à titre de président l'un de ses membres. Le président occupe sa charge pour la durée du mandat du conseil et jusqu'à l'élection de son successeur conformément à la présente loi. Le secrétaire préside cette première réunion jusqu'à l'élection du président.

Élection
du prési-
dent

(2) Le conseil régional pourvoit à la charge du président qui a été élu aux termes du paragraphe (1), si celle-ci devient vacante, en procédant à l'élection d'un nouveau président lors d'une réunion ordinaire ou extraordinaire qui doit avoir lieu dans les 20 jours qui suivent la date à laquelle la vacance survient. La personne élue doit être membre du conseil régional. Elle termine le mandat de son prédécesseur.

Vacance
de la char-
ge de
président

(3) Le membre du conseil régional qui devient président est réputé avoir démissionné en tant que membre du conseil de la municipalité de secteur au sein duquel il a été élu. Son siège devient par le fait même vacant.

Siège au
conseil de
secteur
réputé
vacant

(4) En cas de vacance à une charge du conseil d'une municipalité de secteur par l'effet du paragraphe (3), le conseil nomme le candidat, s'il en est, qui a reçu le plus grand nombre de voix parmi les candidats non retenus lors de la dernière élection des

Nomina-
tion à un
siège
vacant

		membres du conseil à ce siège si les conditions suivantes sont réunies :	
	(a) the candidate is a person qualified to hold office as a member of the council; and	a) le candidat est compétent pour occuper la charge de membre du conseil;	
	(b) the candidate consents to the appointment.	b) le candidat consent à la nomination.	
Same	(5) The council shall require an election to be held to fill the vacancy and the clerk of the area municipality shall hold a new election to fill the vacancy in accordance with section 108 of the <i>Municipal Elections Act</i> if,	(5) Le conseil exige la tenue d'une élection pour combler la vacance et le secrétaire de la municipalité de secteur tient une nouvelle élection à cette fin conformément à l'article 108 de la <i>Loi sur les élections municipales</i> si, selon le cas :	Idem
	(a) the candidate is not a person qualified to hold office as member of the council; or	a) le candidat n'est pas compétent pour occuper la charge de membre du conseil;	
	(b) the candidate does not consent to the appointment.	b) le candidat ne consent pas à la nomination.	
Limitation	(6) A vacancy occurring on the council of an area municipality by the operation of subsection (3) less than 46 days prior to nomination day in an election year shall not be filled.	(6) La vacance qui survient à une charge du conseil d'une municipalité de secteur par l'effet du paragraphe (3) moins de 46 jours avant le jour de déclaration de candidature au cours d'une année d'élection ne doit pas être comblée.	Restriction
	2. (1) Section 45 of the <i>Municipal Act</i> is amended by adding the following subsection:	2. (1) L'article 45 de la <i>Loi sur les municipalités</i> est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Application	(7) This section does not apply to a vacancy occurring on the council of a local municipality by the operation of subsection 6.1 (3) of the <i>Regional Municipality of Durham Act</i> .	(7) Le présent article ne s'applique pas à une vacance qui survient à une charge du conseil d'une municipalité locale par l'effet du paragraphe 6.1 (3) de la <i>Loi sur la municipalité régionale de Durham</i> .	Champ d'application
	(2) Section 46 of the Act is amended by adding the following subsection:	(2) L'article 46 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :	
Application	(4) Subsections (1) and (3) do not apply to a vacancy occurring on the council of a local municipality by the operation of subsection 6.1 (3) of the <i>Regional Municipality of Durham Act</i> .	(4) Les paragraphes (1) et (3) ne s'appliquent pas à une vacance qui survient à une charge du conseil d'une municipalité locale par l'effet du paragraphe 6.1 (3) de la <i>Loi sur la municipalité régionale de Durham</i> .	Champ d'application
	3. (1) Subsection 6 (4) of the <i>Regional Municipalities Act</i>, as amended by the Statutes of Ontario, 1991, chapter 3, section 2, is repealed and the following substituted:	3. (1) Le paragraphe 6 (4) de la <i>Loi sur les municipalités régionales</i>, tel qu'il est modifié par l'article 2 du chapitre 3 des Lois de l'Ontario de 1991, est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Application	(4) This section does not apply to the regional municipalities of Hamilton-Wentworth and Ottawa-Carleton, subsections (1) and (2) do not apply to The Regional Municipality of Durham and subsection (2) does not apply to The Regional Municipality of Niagara.	(4) Le présent article ne s'applique pas aux municipalités régionales de Hamilton-Wentworth et d'Ottawa-Carleton, les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas à la municipalité régionale de Durham et le paragraphe (2) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Niagara.	Application
	(2) Subsection 9 (3) of the Act is amended by inserting after "subsection (2)" in the second and third lines "or as required by subsection 6.1 (2) of the <i>Regional Municipality of Durham Act</i> ".	(2) Le paragraphe 9 (3) de la Loi est modifié par insertion, après «paragraphe (2)» à la sixième ligne, de «ou au paragraphe 6.1 (2) de la <i>Loi sur la municipalité régionale de Durham</i> ».	

(3) Subsection 9 (11) of the Act, as re-enacted by the Statutes of Ontario, 1994, chapter 1, section 12, is repealed and the following substituted:

(3) Le paragraphe 9 (11) de la Loi, tel qu'il est réadopté par l'article 12 du chapitre 1 des Lois de l'Ontario de 1994, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

(11) Subsections (1), (2) and (3) do not apply to the regional municipalities of Hamilton-Wentworth and Ottawa-Carleton, subsection (2) does not apply to The Regional Municipality of Durham, subsections (6), (7), (8) and (9) do not apply to the regional municipalities of Niagara and Ottawa-Carleton and subsection (10) does not apply to The Regional Municipality of Ottawa-Carleton.

(11) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Hamilton-Wentworth et d'Ottawa-Carleton, le paragraphe (2) ne s'applique pas à la municipalité régionale de Durham, les paragraphes (6), (7), (8) et (9) ne s'appliquent pas aux municipalités régionales de Niagara et d'Ottawa-Carleton et le paragraphe (10) ne s'applique pas à la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton.

Champ
d'applica-
tion

Commence-
ment

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

5. The short title of this Act is the *Regional Municipality of Durham Statute Law Amendment Act, 1994*.

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant des lois en ce qui concerne la municipalité régionale de Durham*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 202

**An Act to amend
the Landlord and Tenant Act**

Projet de loi 202

**Loi modifiant
la Loi sur la location immobilière**

Mr. Murphy

M. Murphy



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading November 29, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 29 novembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The purpose of the Bill is to provide an expedited procedure for obtaining a writ of possession against tenants in publicly supported housing who are alleged to have trafficked in narcotics on the residential premises or to have permitted such trafficking. The Bill sets out two factors to be taken into account by judges in evaluating the evidence on whether or not trafficking has taken place.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit une procédure accélérée permettant l'obtention d'un bref de mise en possession contre les locataires de logements sociaux qui auraient fait le trafic de stupéfiants dans les locaux d'habitation ou qui auraient permis un tel trafic. Le projet de loi précise deux facteurs dont les juges doivent tenir compte lorsqu'ils évaluent la preuve du fait qu'il se soit produit ou non un trafic de stupéfiants.

An Act to amend the Landlord and Tenant Act

Loi modifiant la Loi sur la location immobilière

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. The *Landlord and Tenant Act* is amended by adding the following section:

Definitions

107.1 (1) In this section,

“residential premises” means residential premises as defined in section 1 and includes any part of the building in which the tenant resides and any land adjacent thereto. (“local d’habitation”)

“tenant” means a tenant of residential premises administered for or on behalf of the Government of Canada or Ontario or a municipality or any agency thereof or forming part of a non-profit, limited dividend housing project financed under the *National Housing Act* (Canada); (“locataire”)

Speedy application

(2) If a landlord serves on a tenant a notice of termination of tenancy agreement under clause 107 (1) (b) in which the act or acts complained of are acts of trafficking in a narcotic as defined in the *Narcotic Control Act* (Canada) and thereafter makes an application under section 113 for a writ of possession, the application shall be dealt with within 20 days after the application is made.

Burden of proof

(3) Where a hearing is held on an application under subsection (2), an order for a writ of possession shall be issued if the judge is satisfied on a balance of probabilities that the tenant has trafficked in narcotics, or has permitted such trafficking to occur, in or upon the residential premises or any part thereof.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. La *Loi sur la location immobilière* est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Définitions

107.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article.

«local d’habitation» Local d’habitation au sens de l’article 1. S’entend en outre de toute partie de l’immeuble dans lequel le locataire réside et de tout terrain adjacent. («residential premises»)

«locataire» Locataire de locaux d’habitation administrés pour le compte du gouvernement du Canada ou de l’Ontario, d’une municipalité, ou de l’un de leurs organismes respectifs, ou locataire de locaux d’habitation qui font partie d’un projet de logements à but non lucratif et à dividendes limités financé en vertu de la *Loi nationale sur l’habitation* (Canada). («tenant»)

(2) Si le locateur signifie au locataire, en vertu de l’alinéa 107 (1) b), un avis de résiliation du bail dans lequel le manquement précisé est d’avoir fait le trafic de stupéfiants au sens de la *Loi sur les stupéfiants* (Canada) et qu’il présente par la suite une requête, visée à l’article 113, en vue d’obtenir un bref de mise en possession cette requête est traitée dans les 20 jours qui suivent sa présentation.

Traitement accéléré de la requête

(3) Si la requête visée au paragraphe (2) donne lieu à une audience, le juge rend une ordonnance prévoyant la délivrance d’un bref de mise en possession s’il est convaincu, en se fondant sur la prépondérance des probabilités, que le locataire a fait le trafic de stupéfiants ou a permis qu’un tel trafic soit fait dans ou sur les locaux d’habitation ou une partie quelconque de ceux-ci.

Fardeau de la preuve

Factors to be considered	<p>(4) In evaluating the evidence at the hearing, the judge shall have due regard to,</p> <p>(a) the safety and security of other tenants of the residential premises concerned; and</p> <p>(b) the fact that trafficking in narcotics is a major contributing factor in the incidence of violent crime.</p>	<p>(4) Lorsqu'il évalue la preuve présentée à l'audience, le juge tient compte de ce qui suit :</p> <p>a) la sécurité des autres locataires des locaux d'habitation concernés;</p> <p>b) le fait que le trafic de stupéfiants est l'un des principaux facteurs de la perpétration d'actes de violence criminels.</p>	Facteurs
Non-application of certain provisions	(5) Subsections 113 (8) and (9) and clause 121 (3) (a) do not apply to an application under subsection (2).	(5) Les paragraphes 113 (8) et (9) et l'alinéa 121 (3) a) ne s'appliquent pas à la requête visée au paragraphe (2).	Non-application de certaines dispositions
Abatement of rent	(6) Nothing in this section affects the tenant's right to apply for an abatement of rent.	(6) Le présent article n'a pas pour effet de porter atteinte au droit du locataire de demander une diminution de loyer.	Diminution du loyer
Commencement	2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	3. The short title of this Act is the <i>Landlord and Tenant Amendment Act, 1994</i>.	3. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur la location immobilière</i>.	Titre abrégé

CAZON
XB
-B56



Government
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 203

**An Act to amend the
Pension Benefits Act**

Mr. Hope

Private Member's Bill

1st Reading December 5, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

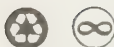
Projet de loi 203

**Loi modifiant la
Loi sur les régimes de retraite**

M. Hope

Projet de loi de député

1^{re} lecture 5 décembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act to amend the Pension Benefits Act

Loi modifiant la Loi sur les régimes de retraite

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 42 (1) of the *Pension Benefits Act* is amended by striking out “on or after the 1st day of January, 1988” in the second and third lines.

(2) Section 42 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same (1.1) The entitlement under subsection (1) applies whether the former member met the criteria set out in that subsection before January 1, 1988 or meets them after that date.

Commence- 2. This Act comes into force on the day it
ment receives Royal Assent.

Short title 3. The short title of this Act is the *Pension Benefits Amendment Act, 1994*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 42 (1) de la *Loi sur les régimes de retraite* est modifié par suppression de « le 1^{er} janvier 1988 ou par la suite, » aux deuxième et troisième lignes.

(2) L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(1.1) Le droit prévu par le paragraphe (1) s'applique que l'ancien participant réponde aux critères énoncés dans ce paragraphe avant le 1^{er} janvier 1988 ou après cette date.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les régimes de retraite*.

Idem

Entrée en
vigueur

Titre
abrégé

EXPLANATORY NOTE

The *Pension Benefits Act* is amended to give persons who terminated employment before January 1, 1988 the same portability rights for their accrued pension benefits as persons who terminated after that date.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi sur les régimes de retraite* est modifiée pour que les prestations de retraite accumulées des personnes qui ont mis fin à leur emploi avant le 1^{er} janvier 1988 soient transférables au même titre que celles des personnes qui y ont mis fin après cette date.

CA2 ON
XB
-BSL



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 204

*(Chapter 40
Statutes of Ontario, 1994)*

**An Act to authorize the payment of
certain amounts for the
Public Service for the fiscal year
ending on March 31, 1995**

The Hon. F. Laughren
Minister of Finance

Projet de loi 204

*(Chapitre 40
Lois de l'Ontario de 1994)*

**Loi autorisant le paiement de certaines
sommes destinées à la fonction
publique pour l'exercice se terminant
le 31 mars 1995**

L'honorable F. Laughren
Ministre des Finances



1st Reading	December 7, 1994
2nd Reading	December 7, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	7 décembre 1994
2 ^e lecture	7 décembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



Bill 204

1994

Projet de loi 204

1994

**An Act to authorize the payment
of certain amounts for the
Public Service for the fiscal year
ending on March 31, 1995**

**Loi autorisant le paiement de
certaines sommes destinées à la
fonction publique pour l'exercice
se terminant le 31 mars 1995**

Preamble	<p>Messages from the Honourable the Lieutenant Governor of the Province of Ontario, accompanied by estimates, indicate that the amounts mentioned in the Schedule are required to pay expenses of the public service of Ontario that are not otherwise provided for, for the fiscal year ending on March 31, 1995;</p> <p>Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:</p>	Il ressort des messages de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province de l'Ontario, accompagnés du budget des dépenses, que les sommes indiquées à l'annexe sont nécessaires pour assumer les dépenses de la fonction publique de l'Ontario auxquelles il n'est pas autrement pourvu pendant l'exercice se terminant le 31 mars 1995; <p>Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :</p>	Préambule
Supply granted	<p>1. (1) For the period from April 1, 1994 to March 31, 1995, amounts not exceeding a total of \$46,174,753,500 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the operating and capital expenses of the public service, as set out in the Schedule, that are not otherwise provided for.</p>	<p>1. (1) Le gouvernement peut, pour la période allant du 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1995, prélever sur le Trésor des sommes ne dépassant pas au total 46 174 753 500 \$ et les affecter aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital de la fonction publique, indiquées à l'annexe, auxquelles il n'est pas autrement pourvu.</p>	Crédits accordés
Votes and items	<p>(2) The money shall be applied in accordance with the votes and items of the estimates.</p>	<p>(2) Cette somme est affectée conformément aux crédits alloués et aux postes du budget des dépenses.</p>	Crédits et postes
Commencement	<p>2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.</p>	<p>2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.</p>	Entrée en vigueur
Short title	<p>3. The short title of this Act is the <i>Supply Act, 1994</i>.</p>	<p>3. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de crédits de 1994</i>.</p>	Titre abrégé

SUPPLY/CRÉDITS

SCHEDULE/ANNEXE

1994-95 Estimates

Budget des dépenses de 1994-1995

	Operating <i>Fonctionnement</i>	Capital <i>Capital</i>	Total <i>Total</i>	
	\$	\$	\$	
Agriculture, Food and Rural Affairs	452 744 300	12 206 000	464 950 300	Agriculture, Alimentation et Affaires rurales
Assembly, Office of the	122 314 900	-	122 314 900	Bureau de l'Assemblée législative
Attorney General	745 084 100	3 364 000	748 448 100	Procureur général
Cabinet Office	9 693 600	-	9 693 600	Bureau du Conseil des ministres
Chief Election Officer, Office of the	1 001 800	-	1 001 800	Bureau du directeur général des élections
Citizenship	81 397 700	7 828 000	89 225 700	Affaires civiques
Community and Social Services	9 408 713 000	83 900 000	9 492 613 000	Services sociaux et communautaires
Consumer and Commercial Relations	161 123 300	-	161 123 300	Consommation et Commerce
Culture, Tourism and Recreation	392 336 100	26 440 000	418 776 100	Culture, Tourisme et Loisirs
Economic Development and Trade	409 698 900	139 266 000	548 964 900	Développement économique et Commerce
Education and Training	8 222 169 500	9 200 000	8 231 369 500	Éducation et Formation
Environment and Energy	300 759 100	75 196 600	375 955 700	Environnement et Énergie
Finance	765 845 100	465 700 000	1 231 545 100	Finances
Francophone Affairs, Office of	3 171 700	-	3 171 700	Office des affaires francophones
Health	17 395 925 100	39 626 000	17 435 551 100	Santé
Housing	1 128 491 700	58 129 000	1 186 620 700	Logement
Intergovernmental Affairs	7 238 300	-	7 238 300	Affaires intergouvernementales
Labour	168 190 100	-	168 190 100	Travail
Lieutenant Governor, Office of the	633 000	-	633 000	Bureau du Lieutenant-gouverneur
Management Board Secretariat	582 755 200	122 368 700	705 123 900	Secrétariat du Conseil de gestion
Municipal Affairs	780 595 700	90 500	780 686 200	Affaires municipales
Native Affairs Secretariat, Ontario	16 751 100	20 000 000	36 751 100	Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
Natural Resources	497 550 700	59 000 000	556 550 700	Richesses naturelles
Northern Development and Mines	74 979 900	192 300 000	267 279 900	Développement du Nord et Mines
Ombudsman Ontario	9 697 800	-	9 697 800	Ombudsman Ontario
Premier, Office of the	2 138 600	-	2 138 600	Cabinet du Premier ministre
Provincial Auditor, Office of the	7 957 800	-	7 957 800	Bureau du vérificateur provincial
Solicitor General and Correctional Services	1 175 611 400	2 895 000	1 178 506 400	Solliciteur général et Services correctionnels
Transportation	807 249 800	1 101 914 000	1 909 163 800	Transports
Women's Issues, Office Responsible for	23 510 400	-	23 510 400	Office de la condition féminine
Total	43 755 329 700	2 419 423 800	46 174 753 500	Total

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Projet de loi 205

Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi

M. O'Connor

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 décembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill allows an employee who has worked for an employer for at least 52 weeks to take an unpaid leave of absence of up to 26 weeks in order to provide palliative care to a family member who is suffering from a terminal illness. At the end of the leave, the employee is entitled to be reinstated to his or her former position or to a comparable position if the former position no longer exists.

During the leave, the employee may continue to participate in benefit plans and seniority continues to accrue. The employer may not discipline or otherwise penalize the employee because he or she intends to take or takes palliative care leave.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi permet aux employés qui travaillent pour un employeur depuis au moins 52 semaines de prendre jusqu'à 26 semaines de congé non payé pour dispenser des soins palliatifs à un membre de la famille qui est atteint d'une maladie en phase terminale. À la fin du congé, les employés ont le droit d'être réintégrés dans les fonctions les plus récentes qu'ils exerçaient ou, si celles-ci n'existent plus, dans des fonctions comparables.

Pendant le congé, les employés peuvent continuer de participer aux régimes d'avantages sociaux et leur ancienneté continue de s'accumuler. Les employeurs ne peuvent imposer une peine disciplinaire à ces employés ni prendre d'autres sanctions à leur égard du fait qu'ils ont l'intention de prendre un congé pour soins palliatifs ou qu'ils en prennent un.

An Act to amend the Employment Standards Act

Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Section 34 of the *Employment Standards Act* is amended by adding the following definitions:

“family member” means, in relation to an employee, the employee’s spouse, partner, parent, mother-in-law, father-in-law, child, stepchild, daughter-in-law, son-in-law, sister, brother, sister-in-law, brother-in-law, grandparent, grandchild, ward or guardian; (“membre de la famille”)

“palliative care” means care given to an individual who is suffering from a terminal illness; (“soins palliatifs”)

“palliative care leave” means a leave of absence under subsection 40.1(1); (“congé pour soins palliatifs”)

“spouse” means a person of the opposite sex,

- (a) to whom the person is married, or
- (b) with whom the person is living in a conjugal relationship outside marriage, if the two persons,
 - (i) have cohabited for at least one year,
 - (ii) are together the parents of a child, or
 - (iii) have together entered into a cohabitation agreement under section 53 of the *Family Law Act*. (“conjoint”)

(2) Section 34 of the Act is amended by adding the following subsection:

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) L’article 34 de la *Loi sur les normes d’emploi* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«congé pour soins palliatifs» Congé prévu au paragraphe 40.1 (1). («palliative care leave»)

«conjoint» Personne du sexe opposé avec laquelle :

- a) la personne est mariée,
- b) la personne vit dans une union conjugale hors du mariage, si les deux personnes, selon le cas :
 - (i) ont cohabité pendant au moins un an,
 - (ii) sont les parents du même enfant,
 - (iii) ont conclu un accord de cohabitation en vertu de l’article 53 de la *Loi sur le droit de la famille*. («spouse»)

«membre de la famille» En ce qui a trait à un employé, s’entend de son conjoint, de son partenaire, de son père, de sa mère, de sa belle-mère, de son beau-père, de sa fille, de son fils, de sa belle-fille, de son beau-fils, de sa bru, de son gendre, de sa sœur, de son frère, de sa belle-sœur, de son beau-frère, de sa grand-mère, de son grand-père, de sa petite-fille, de son petit-fils, de sa ou de son pupille ou de son tuteur. («family member»)

«soins palliatifs» Soins dispensés à un particulier atteint d’une maladie en phase terminale. («palliative care»)

(2) L’article 34 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Partners	<p>(2) Two persons are partners for the purpose of this Part if they have lived together for at least one year and have a close personal relationship that is of primary importance in both persons' lives.</p> <p>2. The Act is amended by adding the following sections:</p>	<p>(2) Deux personnes sont partenaires pour l'application de la présente partie si elles vivent ensemble depuis au moins un an et qu'elles ont des rapports personnels étroits qui sont d'une importance capitale dans la vie des deux personnes.</p> <p>2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :</p>	Partenaires
Palliative care leave	<p>40.1 (1) An employee who has been employed by his or her employer for at least 52 weeks is entitled to a leave of absence without pay for the purpose of providing palliative care to a family member.</p>	<p>40.1 (1) L'employé qui est employé par son employeur depuis au moins 52 semaines a droit à un congé non payé pour dispenser des soins palliatifs à un membre de la famille.</p>	Congé pour soins palliatifs
Notice and medical certificate	<p>(2) The employee must give the employer,</p> <p>(a) at least two weeks written notice of the date the leave is to begin; and</p> <p>(b) a certificate from a legally qualified medical practitioner stating that the family member requires or would benefit from palliative care.</p>	<p>(2) L'employé doit donner à l'employeur :</p> <p>a) un préavis écrit d'au moins deux semaines de la date où le congé doit débuter;</p> <p>b) un certificat d'un médecin dûment qualifié indiquant que le membre de la famille a besoin de soins palliatifs ou que de tels soins lui seraient bénéfiques.</p>	Avis et certificat médical
Relationship of employee to family member	<p>(3) The notice under clause (2) (a) must state the name of the family member and the employee's relationship to the family member.</p>	<p>(3) Le préavis visé à l'alinéa (2) a) doit préciser le nom du membre de la famille, ainsi que son lien avec l'employé.</p>	Lien avec l'employé
Special circumstances	<p>40.2 (1) Subsection 40.1 (2) does not apply in the case of an employee who stops working because the family member requires palliative care sooner than expected.</p>	<p>40.2 (1) Le paragraphe 40.1 (2) ne s'applique pas lorsqu'un employé cesse de travailler parce que le membre de la famille a besoin de soins palliatifs plus tôt que prévu.</p>	Circonstances particulières
When leave in special circumstances begins	<p>(2) The palliative care leave of an employee described in subsection (1) begins on the day the employee stops working.</p>	<p>(2) Le congé pour soins palliatifs de l'employé visé au paragraphe (1) débute le jour où ce dernier cesse de travailler.</p>	Début du congé dans des circonstances particulières
Notice and medical certificate	<p>(3) An employee described in subsection (1) must give the employer, within two weeks after the employee stops working,</p> <p>(a) written notice that the employee wishes to take palliative care leave, including the name of the family member requiring palliative care and the employee's relationship to the family member; and</p> <p>(b) a certificate from a legally qualified medical practitioner stating that the family member requires or would benefit from palliative care.</p>	<p>(3) L'employé visé au paragraphe (1) doit, dans les deux semaines après qu'il a cessé de travailler, donner à l'employeur :</p> <p>a) un avis écrit du fait qu'il souhaite prendre un congé pour soins palliatifs, en précisant le nom du membre de la famille qui a besoin de soins palliatifs et son lien avec lui;</p> <p>b) un certificat d'un médecin dûment qualifié indiquant que le membre de la famille a besoin de soins palliatifs ou que de tels soins lui seraient bénéfiques.</p>	Avis et certificat médical
End of palliative care leave	<p>40.3 Palliative care leave ends 26 weeks after it began or on an earlier day if the employee gives the employer at least four weeks written notice of that day.</p> <p>3. Subsection 41 (1) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:</p>	<p>40.3 Le congé pour soins palliatifs prend fin 26 semaines après qu'il a débuté ou plus tôt si l'employé en avise l'employeur par écrit au moins quatre semaines avant cette nouvelle date.</p> <p>3. Le paragraphe 41 (1) de la Loi est modifié par substitution, au passage qui précède l'alinéa a), de ce qui suit :</p>	Fin du congé pour soins palliatifs

Change of notice to begin leave	(1) An employee who has given notice to begin pregnancy leave, parental leave or palliative care leave may change the notice,	(1) L'employé qui a donné un préavis de début de congé de maternité, de congé parental ou de congé pour soins palliatifs peut modifier le préavis en indiquant une nouvelle date :	Modifica- tion du préavis de début de congé
	4. (1) Subsection 42 (1) of the Act is amended by striking out “During pregnancy leave or parental leave” at the beginning and substituting “During pregnancy leave, parental leave or palliative care leave”.	4. (1) Le paragraphe 42 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «Pendant un congé de maternité ou un congé parental» au début du paragraphe, de «Pendant un congé de maternité, un congé parental ou un congé pour soins palliatifs».	
	(2) Subsection 42 (3) of the Act is amended by striking out “During an employee’s pregnancy leave or parental leave” at the beginning and substituting “During an employee’s pregnancy leave, parental leave or palliative care leave”.	(2) Le paragraphe 42 (3) de la Loi est modifié par substitution, à «Pendant le congé de maternité ou le congé parental» au début du paragraphe, de «Pendant le congé de maternité, le congé parental ou le congé pour soins palliatifs».	
	(3) Subsection 42 (4) of the Act is repealed and the following substituted:	(3) Le paragraphe 42 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Seniority	(4) Seniority continues to accrue during pregnancy leave, parental leave or palliative care leave.	(4) L’ancienneté continue de s’accumuler pendant un congé de maternité, un congé parental ou un congé pour soins palliatifs.	Ancien- neté
	5. Subsection 43 (1) of the Act is amended by striking out “pregnancy leave or parental leave” in the second and third lines and substituting “pregnancy leave, parental leave or palliative care leave”.	5. Le paragraphe 43 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «un congé parental ou un congé de maternité» aux deuxième et troisième lignes, de «un congé de maternité, un congé parental ou un congé pour soins palliatifs».	
	6. Section 44 of the Act is amended by striking out “pregnancy leave or parental leave” in the fifth and sixth lines and substituting “pregnancy leave, parental leave or palliative care leave”.	6. L’article 44 de la Loi est modifié par substitution, à «à un congé de maternité ou à un congé parental» aux sixième et septième lignes, de «à un congé de maternité, à un congé parental ou à un congé pour soins palliatifs».	
Commence- ment	7. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	7. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	8. The short title of this Act is the <i>Employment Standards Amendment Act, 1994</i> .	8. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 modifiant la Loi sur les normes d’emploi</i> .	Titre abrégé

CAZON
XB
- 856



CAZON
XB
- 856

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 206

**An Act to require Consent to
certain types of Transactions**

Mr. Jackson

Private Member's Bill

1st Reading December 7, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 206

**Loi exigeant un consentement pour
effectuer certains genres de
transactions**

M. Jackson

Projet de loi de député

1^{re} lecture 7 décembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill prohibits a person from charging or collecting payment for the provision of products or services to a person unless the person has consented to purchase them. The prohibition attaches where the purchaser is solicited at his or her residence or place of employment by mail or by telephone and is solicited because the person selling the product had access to personal information about the purchaser. The prohibition attaches even though the product or service has already been provided to the purchaser at the time a request for payment for the product or service is made.

The Bill also prohibits a person from using personal information acquired in specified circumstances in order to sell a product or service to the person to whom the information relates.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi interdit à quiconque d'exiger ou de percevoir un paiement pour la fourniture d'un produit ou la prestation d'un service à une personne à moins que celle-ci ait consenti à l'acheter. L'interdiction s'applique lorsque l'acheteur est sollicité à son domicile ou à son lieu de travail par courrier ou par téléphone parce que le vendeur a accès à des renseignements personnels à son sujet. L'interdiction s'applique même si le produit ou le service a déjà été fourni à l'acheteur au moment où la demande de paiement est effectuée.

Le projet de loi interdit également à quiconque d'utiliser des renseignements personnels obtenus dans des cas précis afin de vendre un produit ou un service à la personne visée par les renseignements.

An Act to require Consent to certain types of Transactions

Loi exigeant un consentement pour effectuer certains genres de transactions

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definition

1. In this Act, “personal information” means any information that helps to identify the person to whom the information relates, and includes the person’s name, address, telephone number, citizenship, marital status, sex or occupation.

1. Dans la présente loi, «renseignements personnels» s’entend des renseignements qui aident à identifier la personne à laquelle ils se rapportent, notamment les nom, adresse, numéro de téléphone, citoyenneté, état matrimonial, sexe ou occupation de la personne.

Définition

Application

2. (1) This Act applies to the provision of a product or service to a prospective purchaser where,

2. (1) La présente loi s’applique à la fourniture d’un produit ou à la prestation d’un service à un acheteur éventuel dans les cas suivants :

Champ d’application

- (a) the person providing the product or service contacts the prospective purchaser at his or her residence or place of employment by mail or by telephone; and
- (b) the person providing the product or service identifies and is able to contact the prospective purchaser by virtue of personal information obtained in the course of an employment or in the course of carrying on a business or other activity.

- a) la personne qui fournit le produit ou le service communique avec l’acheteur éventuel à son domicile ou à son lieu de travail par courrier ou par téléphone;
- b) la personne qui fournit le produit ou le service identifie l’acheteur éventuel et est en mesure de communiquer avec lui grâce à des renseignements personnels qu’il a obtenus à son sujet dans le cadre de son emploi ou d’une activité commerciale ou autre.

Non-application

(2) This Act does not apply to retail sales within the meaning of the *Retail Sales Tax Act* that occur at a place of business that specializes in retail sales.

(2) La présente loi ne s’applique pas aux ventes au détail, au sens de la *Loi sur la taxe de vente au détail*, qui s’effectuent dans un établissement commercial qui se spécialise dans ce genre de ventes.

Non-application

Prohibition, sale without consent

3. (1) No person shall charge or collect a charge for the provision of a product or service unless the purchaser or prospective purchaser has given a valid consent to the purchase.

3. (1) Nul ne doit exiger ou percevoir un paiement pour la fourniture d’un produit ou la prestation d’un service à moins que l’acheteur ou l’acheteur éventuel ait donné un consentement valable à l’égard de l’achat.

Interdiction, vente sans consentement

Same

(2) Subsection (1) applies even though the purchaser may have received the product or service before being charged or billed for the product or service.

(2) Le paragraphe (1) s’applique même si l’acheteur a reçu le produit ou le service avant la facture.

Idem

Prohibition, use of personal information	4. No person shall use personal information gained in the course of an employment or in the course of carrying on a business or activity, in order to provide a product or service to the person to whom the information relates, in advance of the sale of the product or service, unless the person has given a valid consent to the purchase of the product or service.	4. Nul ne doit utiliser des renseignements personnels obtenus dans le cadre d'un emploi ou d'une activité commerciale ou autre pour fournir un produit ou un service à la personne à laquelle ils se rapportent avant que le produit ou le service ne soit vendu, à moins que la personne ait donné un consentement valable à l'égard de l'achat.	Interdiction, utilisation de renseignements personnels
Consent	5. For the purposes of sections 3 and 4, a consent is only valid if, (a) the purchaser has received sufficient information about the product or service to enable him or her to decide whether to purchase it; and (b) the consent is given prior to the delivery of the product or service to the purchaser or prospective purchaser.	5. Pour l'application des articles 3 et 4, le consentement n'est valable que si : a) d'une part, l'acheteur a reçu assez de renseignements au sujet du produit ou du service pour lui permettre de décider de l'acheter; b) d'autre part, le consentement est donné avant que le produit ou le service ne soit livré à l'acheteur ou à l'acheteur éventuel.	Consentement
Offence	6. Anyone who contravenes section 3 or 4 of this Act is guilty of an offence and upon conviction liable to a fine not exceeding \$25,000 or to imprisonment of up to six months, or both.	6. Quiconque contrevient à l'article 3 ou 4 de la présente loi est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 25 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines.	Infraction
Conflict	7. If there is a conflict between a provision of this Act and section 36 of the <i>Consumer Protection Act</i> , the latter provision prevails.	7. L'article 36 de la <i>Loi sur la protection du consommateur</i> l'emporte sur toute disposition incompatible de la présente loi.	Incompatibilité
Commencement	8. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.	8. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.	Entrée en vigueur
Short title	9. The short title of this Act is the <i>Consensual Transactions Act, 1994</i> .	9. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 sur les transactions consensuelles</i> .	Titre abrégé

CA 207
XB
-BSG



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 207

**An Act to provide relief from
Municipal Taxes for certain
property owners**

Mr. Henderson

Private Member's Bill

1st Reading December 8, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 207

**Loi prévoyant un allègement des
impôts municipaux à l'intention de
certains propriétaires fonciers**

M. Henderson

Projet de loi de député

1^{re} lecture 8 décembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to provide relief
from Municipal Taxes
for certain property owners**

**Loi prévoyant un allègement
des impôts municipaux
à l'intention de certains
propriétaires fonciers**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Education
portion of
tax bill
payable in
one municipa-
lity only

1. Despite any other Act, where a person owns residential property in more than one local municipality and is liable to pay municipal taxes with respect to such property, the person shall continue to be liable for such taxes in the different local municipalities, except that the person is only liable to pay the education portion of the taxes with respect to the property on which the education portion of the municipal taxes is the highest and not with respect to all such property.

1. Malgré toute autre loi, la personne qui est propriétaire d'immeubles d'habitation situés dans plus d'une municipalité locale et qui est tenue de payer des impôts municipaux à l'égard de ces immeubles continue d'être tenue de payer ces impôts dans les municipalités locales. Toutefois, elle n'est tenue de payer la portion consacrée aux impôts scolaires de ces impôts qu'à l'égard des immeubles pour lesquels la portion consacrée aux impôts scolaires des impôts municipaux est la plus élevée, et non à l'égard de l'ensemble de ces immeubles.

Portion
consacrée
aux im-
pôts sco-
laires du
relevé
d'imposi-
tion dans
une seule
municipa-
lité locale

Commence-
ment

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Entrée en
vigueur

Short title

3. The short title of this Act is the *Municipal Tax Relief Act, 1994*.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 sur l'allègement des impôts municipaux*.

Titre
abrégé

EXPLANATORY NOTE

The Bill provides that where a person owns property in more than one local municipality that is subject to municipal taxation, the person will not be liable to pay education taxes in the different municipalities, but only in the municipality where the education portion of the tax bill is the highest.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi prévoit que si la personne est propriétaire de biens-fonds situés dans plus d'une municipalité locale et que ces biens-fonds sont assujettis aux impôts municipaux, elle n'est pas tenue de payer les impôts scolaires dans toutes les municipalités, mais seulement dans celle où la portion consacrée aux impôts scolaires du relevé d'imposition est la plus élevée.

C42 ON
XB
-B56



Government
Publications

3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 208

Projet de loi 208

**An Act to amend the
Condominium Act**

**Loi modifiant la
Loi sur les condominiums**

Mr. Stockwell

M. Stockwell



Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading December 8, 1994
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 8 décembre 1994
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill gives the board of directors of a condominium corporation the power to make a by-law limiting the number of residential units in the condominium that may be leased by owners.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi donne au conseil d'administration de l'association condominiale le pouvoir d'adopter un règlement administratif limitant le nombre de parties privatives affectées à l'habitation dans le condominium qui peuvent être louées par les propriétaires.

An Act to amend the Condominium Act

Loi modifiant la Loi sur les condominiums

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Subsection 28 (1) of the *Condominium Act* is amended by adding the following clause:

(d.1) to limit the number of residential units that may be leased by the owners.

(2) Section 28 of the Act is amended by adding the following subsections:

(3.1) A by-law passed under clause (1) (d.1) shall specify the number of residential units that may be leased and the manner in which the limitation will be enforced.

(3.2) A by-law passed under clause (1) (d.1) shall not limit the number of residential units that may be leased by the owners to less than 5 per cent of the total number of residential units in the property.

(3.3) Despite any by-law passed under clause (1) (d.1), a written tenancy agreement for the lease of a residential unit that was entered into before the day the by-law is passed is valid until the agreement is terminated or otherwise concluded.

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

3. The short title of this Act is the *Condominium Amendment Act, 1994*.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) Le paragraphe 28 (1) de la *Loi sur les condominiums* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

d.1) limiter le nombre de parties privatives affectées à l'habitation qui peuvent être louées par les propriétaires.

(2) L'article 28 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(3.1) Le règlement administratif adopté en vertu de l'alinéa (1) d.1) précise le nombre de parties privatives affectées à l'habitation qui peuvent être louées et comment cette limite sera appliquée.

(3.2) Le règlement administratif adopté en vertu de l'alinéa (1) d.1) ne doit pas limiter le nombre de parties privatives affectées à l'habitation qui peuvent être louées par les propriétaires à moins de 5 pour cent du nombre total des parties privatives affectées à l'habitation dans la propriété.

(3.3) Malgré tout règlement administratif adopté en vertu de l'alinéa (1) d.1), le bail écrit pour la location d'une partie privative affectée à l'habitation qui a été conclu avant le jour où le règlement administratif est adopté est valide jusqu'à ce qu'il expire ou qu'il y soit mis fin.

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 modifiant la Loi sur les condominiums*.

Limit on
residential
units

Same

Same

Commence-
ment

Short title

Nombre
limité

Idem

Idem

Entrée en
vigueur

Titre
abrégé

L12 ON
X8
B56



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 209

*(Chapter 38
Statutes of Ontario, 1994)*

**An Act to revise the Members'
Conflict of Interest Act and to make
related amendments to the
Legislative Assembly Act**

The Hon. B. Charlton

Chair of the Management Board of Cabinet

Projet de loi 209

*(Chapitre 38
Lois de l'Ontario de 1994)*

**Loi révisant la Loi sur les conflits
d'intérêts des membres de l'Assemblée
et apportant des modifications
connexes à la Loi sur
l'Assemblée législative**

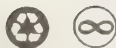
L'honorable B. Charlton

Président du Conseil de gestion du gouvernement



1st Reading	December 8, 1994
2nd Reading	December 8, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

1 ^{re} lecture	8 décembre 1994
2 ^e lecture	8 décembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



EXPLANATORY NOTE

The proposed *Members' Integrity Act, 1994* would replace the *Members' Conflict of Interest Act*. The following are some of the more significant changes:

1. The new title is intended to reflect that the Act deals not only with issues of conflict of interest in the economic sense but also with parliamentary convention.
2. A preamble setting out the underlying principles of the Act is added.
3. Contracts between members of the Assembly (and partnerships and private companies in which they have an interest) and the Government of Ontario are restricted. This replaces sections 10 and 11 of the *Legislative Assembly Act*, which are repealed. A consequential amendment is made to the *Legal Aid Act*. (Section 7, clause 9 (b), sections 37 and 38)
4. The Commissioner may approve individual exceptions to the restrictions that sections 10, 11 and 12 impose on members of the Executive Council. (Section 13)
5. Members of the Executive Council are not permitted to acquire land, except for personal use. (Section 15)
6. Certain restrictions are imposed on former members of the Executive Council. (Section 18)
7. The scope of the private disclosure statement that members of the Assembly are required to file with the Commissioner is expanded, as is the scope of the public disclosure statement that the Commissioner prepares on the basis of the information provided by the member. (Sections 20 and 21)
8. Members of the Assembly are required to file statements of material change in certain circumstances. (Subsection 20 (4))
9. Information contained in a member's private disclosure statement may be withheld from the public disclosure statement if the Commissioner is of the opinion that the information is not relevant to the purpose of this Act and that a departure from the general principle of public disclosure is justified. (Subsection 21 (5))
10. The Commissioner is required to destroy records relating to members ten years after their creation. (Section 22)
11. The provisions relating to inquiries held by the Commissioner are rewritten. (Sections 32, 33 and 34)

NOTES EXPLICATIVES

La *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* remplace la *Loi sur les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée*. Voici certains des changements les plus importants qu'elle prévoit :

1. Comme son nouveau titre l'indique, la Loi ne traite pas seulement des conflits d'intérêts au sens économique, mais aussi des conventions parlementaires.
2. La Loi comprend un préambule qui énonce les principes qui la sous-tendent.
3. Des restrictions s'appliquent aux contrats conclus entre les députés (ainsi que les sociétés en nom collectif et compagnies fermées dans lesquelles ils ont un intérêt) et le gouvernement de l'Ontario. Les dispositions en ce sens remplacent les articles 10 et 11 de la *Loi sur l'Assemblée législative*, qui sont abrogés. Une modification corrélative est apportée à la *Loi sur l'aide juridique*. (Article 7, alinéa 9 b) et articles 37 et 38)
4. Le commissaire peut approuver, dans des cas particuliers, des exceptions aux restrictions que les articles 10, 11 et 12 imposent aux membres du Conseil exécutif. (Article 13)
5. Les membres du Conseil exécutif ne peuvent acquérir des biens-fonds, sauf s'ils les utilisent à des fins personnelles. (Article 15)
6. Certaines restrictions sont imposées aux anciens membres du Conseil exécutif. (Article 18)
7. L'état de divulgation restreinte que les députés sont tenus de déposer auprès du commissaire est étoffé, tout comme l'état de divulgation publique que le commissaire établit en fonction des renseignements fournis par les députés. (Articles 20 et 21)
8. Les députés sont tenus de déposer des états des changements importants dans certaines circonstances. (Paragraphe 20 (4))
9. Des renseignements figurant dans l'état de divulgation restreinte d'un député peuvent ne pas être inclus dans l'état de divulgation publique si le commissaire estime qu'ils ne sont pas pertinents pour l'application de la présente loi et qu'une dérogation au principe général de la divulgation publique est justifiée. (Paragraphe 21 (5))
10. Le commissaire est tenu de détruire les dossiers concernant les députés dix ans après leur constitution. (Article 22)
11. Les dispositions visant les enquêtes menées par le commissaire sont sensiblement remaniées. (Articles 32, 33 et 34)

**An Act to revise the
Members' Conflict of Interest
Act and to make related amendments
to the Legislative Assembly Act**

**Loi révisant la Loi sur les
conflits d'intérêts des membres
de l'Assemblée et apportant des
modifications connexes à la
Loi sur l'Assemblée législative**

CONTENTS

Preamble

1. Definitions

PROVISIONS APPLYING TO ALL MEMBERS OF THE ASSEMBLY

2. Conflict of interest
3. Insider information
4. Influence
5. Activities on behalf of constituents
6. Gifts
7. Government contracts with members
8. Procedure on conflict of interest
9. Rights preserved

PROVISIONS APPLYING TO MEMBERS AND FORMER
MEMBERS OF THE EXECUTIVE COUNCIL

10. Outside activities
11. Investments
12. Partnerships and sole proprietorships
13. Approved exceptions
14. Time for compliance
15. Acquisition of land
16. Procedure on conflict of interest
17. Restrictions applicable to Executive Council
18. Restrictions applicable to former members
19. Parliamentary assistants

DISCLOSURE

20. Private disclosure statement
21. Public disclosure statement
22. Destruction of records

INTEGRITY COMMISSIONER

23. Commissioner
24. Annual report
25. Personal liability
26. Testimony
27. Extension of time
28. Opinion and recommendations
29. Confidentiality

EXECUTION

30. Matter referred to Commissioner
31. Inquiry by Commissioner
32. Police investigation or charge

SOMMAIRE

Préambule

1. Définitions

DISPOSITIONS VISANT TOUS LES DÉPUTÉS

2. Conflit d'intérêts
3. Renseignements d'initiés
4. Influence
5. Activités exercées pour le compte d'électeurs
6. Dons
7. Contrats conclus entre le gouvernement et les députés
8. Procédure en cas de conflit d'intérêts
9. Maintien des droits

DISPOSITIONS VISANT LES MEMBRES ET LES ANCIENS
MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF

10. Activités externes
11. Placements
12. Sociétés en nom collectif et entreprises personnelles
13. Exceptions approuvées
14. Délai
15. Acquisition de biens-fonds
16. Procédure en cas de conflit d'intérêts
17. Restrictions applicables au Conseil exécutif
18. Restrictions applicables aux anciens membres
19. Adjoints parlementaires

DIVULGATION

20. État de divulgation restreinte
21. État de divulgation publique
22. Destruction des dossiers

COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ

23. Commissaire
24. Rapport annuel
25. Immunité
26. Témoignage
27. Prorogation
28. Avis et recommandations
29. Confidentialité

EXÉCUTION

30. Affaire soumise au commissaire
31. Enquête du commissaire
32. Enquête policière ou accusation

- 33. Reference to appropriate authorities
- 34. Recommendation re penalty

MISCELLANEOUS

- 35. Repeal of *Members' Conflict of Interest Act*
- 36. Transition
- 37. Amendment to *Legal Aid Act*
- 38. Amendments to *Legislative Assembly Act*
- 39. Commencement
- 40. Short title

- 33. Renvoi aux responsables intéressés
- 34. Recommandation concernant la pénalité

DISPOSITIONS DIVERSES

- 35. Abrogation de la *Loi sur les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée*
- 36. Dispositions transitoires
- 37. Modification de la *Loi sur l'aide juridique*
- 38. Modification de la *Loi sur l'Assemblée législative*
- 39. Entrée en vigueur
- 40. Titre abrégé

Preamble

It is desirable to provide greater certainty in the reconciliation of the private interests and public duties of members of the Legislative Assembly, recognizing the following principles:

1. The Assembly as a whole can represent the people of Ontario most effectively if its members have experience and knowledge in relation to many aspects of life in Ontario and if they can continue to be active in their own communities, whether in business, in the practice of a profession or otherwise.
2. Members' duty to represent their constituents includes broadly representing their constituents' interests in the Assembly and to the Government of Ontario.
3. Members are expected to perform their duties of office and arrange their private affairs in a manner that promotes public confidence in the integrity of each member, maintains the Assembly's dignity and justifies the respect in which society holds the Assembly and its members.
4. Members are expected to act with integrity and impartiality that will bear the closest scrutiny.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definitions

1. In this Act,

“child” includes a person whom a member of the Assembly has demonstrated a settled intention to treat as a child of his or her family, except under an arrangement where the child is placed for valuable consideration in a foster home by a person having lawful custody; (“enfant”)

Préambule

Il est souhaitable d'empêcher toute incompatibilité entre les intérêts personnels et les devoirs publics des députés à l'Assemblée législative afin de respecter les principes suivants :

1. L'Assemblée dans son ensemble est à même de représenter le plus efficacement la population de l'Ontario si les députés ont une expérience et des connaissances touchant à divers aspects de la vie en Ontario et s'ils peuvent continuer à jouer un rôle actif dans leur collectivité, notamment en œuvrant dans le monde des affaires ou en exerçant une profession.
2. Le devoir des députés de représenter leurs électeurs comprend celui de représenter dans une large mesure les intérêts de ceux-ci à l'Assemblée et auprès du gouvernement de l'Ontario.
3. Les députés doivent exercer les devoirs de leur charge et organiser leurs affaires personnelles d'une manière qui favorise la confiance du public à l'égard de l'intégrité de chaque député, maintient la dignité de l'Assemblée et justifie le respect que la société porte à l'Assemblée et aux députés.
4. Les députés doivent agir d'une façon intègre et impartiale qui soutienne l'examen le plus rigoureux.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«commissaire» et «commissaire à l'intégrité» La personne nommée commissaire à l'intégrité aux termes de l'article 23. («Commissioner», «Integrity Commissioner»)

“Commissioner” and “Integrity Commissioner” mean the person appointed as Integrity Commissioner under section 23; (“commissaire”, “commissaire à l’intégrité”)

“family”, when used with reference to a person, means,

- (a) his or her spouse and minor children, and
- (b) any other adult who is related to the person or his or her spouse, shares a residence with the person and is primarily dependent on the person or spouse for financial support; (“famille”)

“private company” has the same meaning as in the *Securities Act*; (“compagnie fermée”)

“private interest” does not include an interest in a decision,

- (a) that is of general application,
- (b) that affects a member of the Assembly as one of a broad class of persons, or
- (c) that concerns the remuneration or benefits of a member or of an officer or employee of the Assembly; (“intérêt personnel”)

“Speaker” means the Speaker of the Assembly; (“président”)

“spouse” means a person who is the member’s spouse within the meaning of Part III of the *Family Law Act*, but does not include a person from whom the member is separated, whether or not support obligations and family property have been dealt with by a separation agreement or court order. (“conjoint”)

«compagnie fermée» S’entend au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*. («private company»)

«conjoint» Personne qui est le conjoint du député au sens de la partie III de la *Loi sur le droit de la famille*, à l’exclusion toutefois de la personne dont il est séparé, que les obligations alimentaires et les biens familiaux aient ou non fait l’objet d’un accord de séparation ou d’une ordonnance. («spouse»)

«enfant» S’entend en outre de la personne que le député a manifesté l’intention bien arrêtée de traiter comme s’il s’agissait d’un enfant de sa famille, sauf si l’enfant est placé, contre valeur, dans un foyer d’accueil par celui qui en a la garde légitime. («child»)

«famille» En ce qui concerne une personne, s’entend :

- a) de son conjoint et de ses enfants mineurs,
- b) des autres adultes liés à la personne ou à son conjoint, qui partagent la résidence de la personne et qui dépendent essentiellement d’elle ou de son conjoint pour les aliments. («family»)

«intérêt personnel» Ne comprend pas un intérêt dans une décision qui, selon le cas :

- a) est d’application générale,
- b) touche un député en sa qualité de membre d’une vaste catégorie de personnes,
- c) concerne la rémunération ou les avantages d’un député, ou ceux d’un fonctionnaire ou d’un employé de l’Assemblée. («private interest»)

«président» Le président de l’Assemblée. («Speaker»)

PROVISIONS APPLYING TO ALL MEMBERS OF THE ASSEMBLY

DISPOSITIONS VISANT TOUS LES DÉPUTÉS

Conflict of interest

2. A member of the Assembly shall not make a decision or participate in making a decision in the execution of his or her office if the member knows or reasonably should know that in the making of the decision there is an opportunity to further the member’s private interest or improperly to further another person’s private interest.

2. Le député ne doit pas prendre une décision ni participer à celle-ci dans l’exercice de sa charge s’il sait ou devrait raisonnablement savoir, en prenant cette décision, qu’existe la possibilité de favoriser son intérêt personnel ou de favoriser de façon irrégulière celui d’une autre personne.

Conflit d’intérêts

Insider information

3. (1) A member of the Assembly shall not use information that is obtained in his or her capacity as a member and that is not available to the general public to further or seek to further the member’s private interest

3. (1) Le député ne doit pas utiliser les renseignements qu’il obtient en sa qualité de député et qui ne sont pas accessibles au public en général, afin de favoriser ou chercher à favoriser son intérêt personnel ou de favo-

Renseignements d’initiés

or improperly to further or seek to further another person's private interest.

riser ou chercher à favoriser de façon irrégulière celui d'une autre personne.

Same

(2) A member shall not communicate information described in subsection (1) to another person if the member knows or reasonably should know that the information may be used for a purpose described in that subsection.

(2) Le député ne doit pas communiquer les renseignements visés au paragraphe (1) à une autre personne s'il sait ou devrait raisonnablement savoir que ces renseignements peuvent servir à une fin visée à ce paragraphe.

Idem

Influence

4. A member of the Assembly shall not use his or her office to seek to influence a decision made or to be made by another person so as to further the member's private interest or improperly to further another person's private interest.

4. Le député ne doit pas user de sa charge pour chercher à influencer une décision qu'une autre personne a prise ou doit prendre, dans le but de favoriser son intérêt personnel ou de favoriser de façon irrégulière celui d'une autre personne.

Influence

Activities on behalf of constituents

5. This Act does not prohibit the activities in which members of the Assembly normally engage on behalf of constituents in accordance with Ontario parliamentary convention.

5. La présente loi n'interdit pas les activités qu'exercent normalement les députés pour le compte des électeurs conformément aux conventions parlementaires ontariennes.

Activités exercées pour le compte d'électeurs

Gifts,

6. (1) A member of the Assembly shall not accept a fee, gift or personal benefit that is connected directly or indirectly with the performance of his or her duties of office.

6. (1) Le député ne doit pas accepter d'honoraires, de dons ni d'avantages personnels qui sont liés, directement ou indirectement, à l'exercice des devoirs de sa charge.

Dons

Non-application of subs. (1)

- (2) Subsection (1) does not apply to,
- (a) compensation authorized by law;
 - (b) a gift or personal benefit that is received as an incident of the protocol, customs or social obligations that normally accompany the responsibilities of office.

- (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :
- a) dans le cas d'une indemnisation qu'autorise la loi;
 - b) à un don ou à un avantage personnel qui est reçu dans le cadre du protocole, en raison de la coutume ou à l'occasion d'obligations officielles, qui accompagnent habituellement les devoirs de la charge.

Non-application du par. (1)

Disclosure

(3) Within 30 days of receiving a gift or personal benefit referred to in clause (2) (b) that exceeds \$200 in value, the member shall file with the Commissioner a disclosure statement in the form provided by the Commissioner, indicating the nature of the gift or benefit, its source and the circumstances under which it was given and accepted.

(3) Dans les 30 jours qui suivent la réception d'un don ou d'un avantage personnel qui est visé à l'alinéa (2) b) et dont la valeur est supérieure à 200 \$, le député dépose auprès du commissaire un état de divulgation rédigé selon la formule fournie par ce dernier, qui indique la nature du don ou de l'avantage, sa source et les circonstances dans lesquelles il a été remis et accepté.

Divulgation

Same

(4) Subsection (3) also applies to gifts and benefits if the total value of what is received from one source in any 12-month period exceeds \$200.

(4) Le paragraphe (3) s'applique également aux dons et aux avantages qui sont reçus d'une même source et dont la valeur totale au cours d'une période de 12 mois est supérieure à 200 \$.

Idem

Travel points

(5) A member who receives promotional awards or points from airlines, hotels and other commercial enterprises as the result of travel for which he or she is reimbursed by the Government of Ontario shall not use them for personal purposes.

(5) Le député qui reçoit des prix ou crédits promotionnels d'une entreprise commerciale, notamment une compagnie aérienne ou un hôtel, en raison de déplacements dont le gouvernement de l'Ontario lui rembourse les frais ne doit pas les utiliser à des fins personnelles.

Crédits de millage

Government contracts with members

7. (1) No member of the Assembly shall knowingly be a party to a contract with the Government of Ontario under which the member receives a benefit.

7. (1) Aucun député ne doit sciemment être partie à un contrat conclu avec le gouvernement de l'Ontario aux termes duquel le député reçoit un avantage.

Contrats conclus entre le gouvernement et les députés

Partner- ships, pri- vate com- panies	(2) No member shall have an interest in a partnership or in a private company that is a party to a contract with the Government of Ontario under which the partnership or company receives a benefit.	(2) Aucun député ne doit avoir un intérêt dans une société en nom collectif ni dans une compagnie fermée qui est partie à un contrat conclu avec le gouvernement de l'Ontario aux termes duquel la société en nom collectif ou la compagnie reçoit un avantage.	Sociétés en nom collec- tif, compa- gnies fer- mées
Exception, existing contracts	(3) Subsections (1) and (2) do not apply to a contract that existed before the member's election to the Assembly, but they do apply to its renewal or extension.	(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux contrats qui existaient avant l'élection du député à l'Assemblée. Ils s'appliquent toutefois au renouvellement ou à la reconduction de ceux-ci.	Exception, contrats existants
Exception, nature of interest	(4) Subsection (2) does not apply if the Commissioner is of the opinion that the interest is unlikely to affect the member's performance of his or her duties.	(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si le commissaire estime que l'intérêt n'aura vraisemblablement aucune incidence sur l'exercice par le député de ses fonctions.	Exception, nature de l'intérêt
Exception, manage- ment trust	(5) Subsection (2) does not apply if the member has entrusted his or her interest to one or more trustees on the following terms: <ol style="list-style-type: none"> 1. The provisions of the trust shall be approved by the Commissioner. 2. The trustees shall be persons who are at arm's length with the member and approved by the Commissioner. 3. The trustees shall not consult with the member with respect to managing the trust property, but may consult with the Commissioner. 4. Annually, the trustees shall give the Commissioner a written report stating the nature of the assets in the trust, the trust's net income for the preceding year and the trustees' fees, if any. 5. The trustees shall also give the member sufficient information to permit him or her to submit returns as required by the <i>Income Tax Act</i> (Canada) and shall give the same information to Revenue Canada. 	(5) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si le député a confié son intérêt à un ou à plusieurs fiduciaires aux conditions suivantes : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les dispositions de la fiducie sont approuvées par le commissaire. 2. Les fiduciaires n'ont pas de lien de dépendance avec le député et sont approuvés par le commissaire. 3. Les fiduciaires ne doivent pas consulter le député à propos de la gestion des biens en fiducie. Ils peuvent toutefois consulter le commissaire. 4. Tous les ans, les fiduciaires donnent au commissaire un rapport écrit qui précise la nature des éléments d'actif de la fiducie, le revenu net de celle-ci au cours de l'année précédente et leurs honoraires, le cas échéant. 5. Les fiduciaires donnent également au député des renseignements suffisants pour lui permettre de présenter les déclarations exigées par la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada). Ils donnent les mêmes renseignements à Revenue Canada. 	Exception, fiducie
Exception, pensions	(6) Subsection (1) does not prohibit a member from receiving benefits under the <i>Legislative Assembly Retirement Allowances Act</i> , the <i>Public Service Act</i> , the <i>Public Service Pension Act</i> , the <i>Teachers' Pension Act</i> or any other Act that provides for retirement benefits funded wholly or partly by the Government of Ontario.	(6) Le paragraphe (1) n'interdit pas au député de recevoir des prestations de retraite prévues par la <i>Loi sur les allocations de retraite des députés</i> à l'Assemblée législative, la <i>Loi sur la fonction publique</i> , la <i>Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires</i> , la <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i> ou toute autre loi qui prévoit des prestations de retraite financées en totalité ou en partie par le gouvernement de l'Ontario.	Exception, prestations de retraite
Inheritance	(7) Subsection (2) does not apply until the first anniversary of the acquisition if the interest in the partnership or private company was acquired by inheritance.	(7) Le paragraphe (2) ne s'applique pas avant le premier anniversaire de l'acquisition si l'intérêt dans la société en nom collectif ou dans la compagnie fermée a été acquis par héritage.	Héritage
Procedure on conflict of interest	8. A member of the Assembly who has reasonable grounds to believe that he or she	8. Le député qui a des motifs raisonnables de croire qu'il a un conflit d'intérêts	Procédure en cas de conflit d'in- térêts

has a conflict of interest in a matter that is before the Assembly or the Executive Council, or a committee of either of them, shall, if present at a meeting considering the matter,

- (a) disclose the general nature of the conflict of interest; and
- (b) withdraw from the meeting without voting or participating in consideration of the matter.

Rights
preserved

9. Nothing in this Act prohibits a member of the Assembly who is not a member of the Executive Council from,

- (a) engaging in employment or in the practice of a profession;
- (b) receiving fees for providing professional services under the *Legal Aid Act*;
- (c) engaging in the management of a business carried on by a corporation;
- (d) carrying on a business through a partnership or sole proprietorship;
- (e) holding or trading in securities, stocks, futures and commodities;
- (f) holding shares or an interest in any corporation, partnership, syndicate, cooperative or similar commercial enterprise;
- (g) being a director or partner or holding an office, other than an office that a member may not hold under another Act.

PROVISIONS APPLYING TO MEMBERS
AND FORMER MEMBERS
OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Outside
activities

10. A member of the Executive Council shall not,

- (a) engage in employment or the practice of a profession;
- (b) engage in the management of a business carried on by a corporation; or
- (c) hold an office or directorship, unless holding the office or directorship is one of the member's duties as a member of the Executive Council, or the office or directorship is in a social club, religious organization or political party.

dans une affaire qui est devant l'Assemblée, le Conseil exécutif ou un de leurs comités est tenu, s'il est présent à la réunion où l'affaire est étudiée de faire ce qui suit :

- a) divulguer la nature générale du conflit d'intérêts;
- b) se retirer de la réunion sans exercer son droit de vote ni participer à l'étude de l'affaire.

9. La présente loi n'a pas pour effet d'interdire au député qui n'est pas membre du Conseil exécutif de faire ce qui suit :

- a) occuper un emploi ou exercer une profession;
- b) recevoir des honoraires pour la prestation de services professionnels en vertu de la *Loi sur l'aide juridique*;
- c) se livrer à la gestion d'activités commerciales d'une personne morale;
- d) exercer des activités commerciales par l'intermédiaire d'une société en nom collectif ou d'une entreprise personnelle;
- e) détenir des valeurs mobilières, des actions, des contrats à terme et des marchandises ou effectuer des opérations sur ceux-ci;
- f) détenir des parts ou un intérêt dans une personne morale, une société en nom collectif, un consortium, une coopérative ou une entreprise commerciale semblable;
- g) être administrateur ou associé, ou occuper un poste autre qu'un poste qu'un député ne peut pas occuper aux termes d'une autre loi.

Maintien
des droits

DISPOSITIONS VISANT LES MEMBRES ET
LES ANCIENS MEMBRES
DU CONSEIL EXÉCUTIF

10. Le membre du Conseil exécutif ne doit pas :

- a) occuper d'emploi ni exercer de profession;
- b) se livrer à la gestion d'activités commerciales d'une personne morale;
- c) occuper de poste ni faire partie d'un conseil d'administration, sauf s'il s'agit là d'une de ses fonctions à titre de membre du Conseil exécutif, ou sauf dans un club philanthropique, une organisation religieuse ou un parti politique.

Activités
externes

Investments	11. (1) A member of the Executive Council shall not hold or trade in securities, stocks, futures or commodities.	11. (1) Le membre du Conseil exécutif ne doit pas détenir de valeurs mobilières, d'actions, de contrats à terme ou de marchandises, ni effectuer d'opérations sur ceux-ci.	Placements
Exception	(2) Subsection (1) does not apply to assets and liabilities described in subsection 21 (4).	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux éléments d'actif et de passif visés au paragraphe 21 (4).	Exception
Management trust	(3) A member may comply with subsection (1) by entrusting the assets to one or more trustees on the following terms: 1. The provisions of the trust shall be approved by the Commissioner. 2. The trustees shall be persons who are at arm's length with the member and approved by the Commissioner. 3. The trustees shall not consult with the member with respect to managing the trust property, but may consult with the Commissioner. 4. At the end of each calendar year and at one or more intervals during the year, the trustees shall give the member a written report stating the value, but not the nature, of the assets in the trust. The year-end report shall also state the trust's net income for the preceding year and the trustees' fees, if any. 5. The trustees shall also give the member sufficient information to permit him or her to submit returns as required by the <i>Income Tax Act</i> (Canada) and shall give the same information to Revenue Canada. 6. The trustee shall give the Commissioner copies of all information and reports given to the member. 7. The trust shall provide that the member may, at any time, instruct the trustees to liquidate all or part of the trust and pay over the proceeds to the member.	(3) Le membre peut se conformer au paragraphe (1) en confiant les éléments d'actif à un ou à plusieurs fiduciaires aux conditions suivantes : 1. Les dispositions de la fiducie sont approuvées par le commissaire. 2. Les fiduciaires n'ont pas de lien de dépendance avec le membre et sont approuvés par le commissaire. 3. Les fiduciaires ne doivent pas consulter le membre à propos de la gestion des biens en fiducie. Ils peuvent toutefois consulter le commissaire. 4. À la fin de chaque année civile et à une ou à plusieurs reprises au cours de l'année, les fiduciaires donnent au membre un rapport écrit qui précise la valeur, mais non la nature des éléments d'actif de la fiducie. Le rapport de fin d'année précise également le revenu net de la fiducie au cours de l'année précédente et les honoraires des fiduciaires, le cas échéant. 5. Les fiduciaires donnent également au membre des renseignements suffisants pour lui permettre de présenter les déclarations exigées par la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> (Canada). Ils donnent les mêmes renseignements à Revenue Canada. 6. Les fiduciaires donnent au commissaire des copies de tous les renseignements et de tous les rapports donnés au membre. 7. La fiducie prévoit que le membre peut, en tout temps, ordonner aux fiduciaires de liquider tout ou partie de la fiducie et de lui en verser le produit.	Fiducie
Partnerships and sole proprietorships	12. (1) A member of the Executive Council shall not carry on business through a partnership or sole proprietorship.	12. (1) Le membre du Conseil exécutif ne doit pas exercer d'activités commerciales par l'intermédiaire d'une société en nom collectif ou d'une entreprise personnelle.	Sociétés en nom collectif et entreprises personnelles
Management trust	(2) A member may comply with the requirements of subsection (1) by entrusting the business or his or her interest in the business to one or more trustees on the following terms:	(2) Le membre peut se conformer au paragraphe (1) en confiant l'activité commerciale ou son intérêt dans celle-ci à un ou à plusieurs fiduciaires aux conditions suivantes :	Fiducie

1. The provisions of the trust shall be approved by the Commissioner.
2. The trustees shall be persons who are at arm's length with the member and approved by the Commissioner.
3. The trustees shall not consult with the member with respect to managing the trust property, but may consult with the Commissioner.
4. Annually, the trustees shall give the Commissioner a written report stating the nature of the assets in the trust, the trust's net income for the preceding year and the trustees' fees, if any.
5. The trustees shall also give the member sufficient information to permit him or her to submit returns as required by the *Income Tax Act* (Canada) and shall give the same information to Revenue Canada.
6. The member is entitled to be reimbursed from the Consolidated Revenue Fund for reasonable fees and disbursements actually paid for the establishment and administration of the trust, as approved by the Commissioner, but is responsible for any income tax liabilities that may result from the reimbursement.

Approved
exceptions

13. A member of the Executive Council may engage in an activity prohibited by clause 10 (b) or (c) or subsection 11 (1) or 12 (1) if the following conditions are met:

1. The member has disclosed all material facts to the Commissioner.
2. The Commissioner is satisfied that the activity, if carried on in the specified manner, will not create a conflict between the member's private interest and public duty.
3. The Commissioner has given the member his or her approval and has specified the manner in which the activity may be carried out.
4. The member carries the activity out in the specified manner.

Time for
compliance

14. A person who becomes a member of the Executive Council shall comply with section 10 and subsections 11 (1) and 12 (1), or obtain the Commissioner's approval under section 13, within 60 days after the appointment.

Acquisition
of land

15. (1) A member of the Executive Council shall not, directly or indirectly, acquire an interest in real property, except for residen-

1. Les dispositions de la fiducie sont approuvées par le commissaire.
2. Les fiduciaires n'ont pas de lien de dépendance avec le membre et sont approuvés par le commissaire.
3. Les fiduciaires ne doivent pas consulter le membre à propos de la gestion des biens en fiducie. Ils peuvent toutefois consulter le commissaire.
4. Tous les ans, les fiduciaires donnent au commissaire un rapport écrit qui précise la nature des éléments d'actif de la fiducie, le revenu net de celle-ci au cours de l'année précédente et leurs honoraires, le cas échéant.
5. Les fiduciaires donnent également au membre des renseignements suffisants pour lui permettre de présenter les déclarations exigées par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Ils donnent les mêmes renseignements à Revenue Canada.
6. Le membre a droit, selon ce qu'approuve le commissaire, au remboursement, prélevé sur le Trésor, des frais et débours raisonnables qu'il a effectivement payés aux fins de la constitution et de l'administration de la fiducie. Il est toutefois responsable de l'impôt sur le revenu à payer qui découle de ce remboursement.

13. Le membre du Conseil exécutif peut se livrer à une activité interdite à l'alinéa 10 b) ou c) ou au paragraphe 11 (1) ou 12 (1) si les conditions suivantes sont réunies :

1. Le membre a divulgué tous les faits importants au commissaire.
2. Le commissaire est convaincu que l'activité ne créera pas de conflit entre l'intérêt personnel du membre et son devoir public si le membre s'y livre de la manière précisée.
3. Le commissaire a donné son approbation au membre et a précisé la manière dont ce dernier peut se livrer à l'activité.
4. Le membre se livre à l'activité de la manière précisée.

Exceptions
approuvées

14. Quiconque devient membre du Conseil exécutif se conforme à l'article 10 et aux paragraphes 11 (1) et 12 (1), ou obtient l'approbation du commissaire prévue à l'article 13, dans les 60 jours qui suivent sa nomination.

Délai

15. (1) Le membre du Conseil exécutif ne doit pas acquérir, directement ou indirectement, un intérêt dans un bien immeuble, sauf

Acquisition
de biens-
fonds

tial or recreational use by the member or a person who belongs to his or her family.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply to,

- (a) an interest in real property that the member inherits;
- (b) a mortgage that is granted to the member as mortgagee, or an interest in real property that the member acquires by foreclosing on a mortgage; or
- (c) an interest in real property that is acquired to be used as part of an existing farming operation.

Procedure on conflict of interest

16. A member of the Executive Council who has reasonable grounds to believe that he or she has a conflict of interest in a matter requiring the member's decision shall ask the Premier or Deputy Premier to appoint another member of the Executive Council to perform the member's duties in the matter for the purpose of making the decision, and the member who is appointed may act in the matter for the period of time necessary for the purpose.

Restrictions applicable to Executive Council

17. (1) The Executive Council and its members shall not knowingly,

- (a) award or approve a contract with, or grant a benefit to, a former member of the Executive Council until 12 months have passed after the date he or she ceased to hold office;
- (b) award or approve a contract with, or grant a benefit to, a former member of the Executive Council who has, during the 12 months after the date he or she ceased to hold office, made representations to the Government of Ontario in respect of the contract or benefit;
- (c) award or approve a contract with, or grant a benefit to, a person on whose behalf a former member of the Executive Council has, during the 12 months after the date he or she ceased to hold office, made representations to the Government of Ontario in respect of the contract or benefit.

Exception

(2) Clauses (1) (a) and (b) do not apply to contracts or benefits in respect of further duties in the service of the Crown.

si celui-ci est utilisé à des fins de résidence ou de loisirs par le membre ou par une personne qui fait partie de sa famille.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à ce qui suit :

- a) un intérêt dans un bien immeuble dont le membre hérite;
- b) une hypothèque qui est accordée au membre à titre de créancier hypothécaire, ou un intérêt dans un bien immeuble que le membre acquiert par forclusion d'une hypothèque;
- c) un intérêt dans un bien immeuble qui est acquis en vue d'être utilisé dans le cadre d'une exploitation agricole existante.

16. Le membre du Conseil exécutif qui a des motifs raisonnables de croire qu'il a un conflit d'intérêts dans une affaire qui requiert sa décision, demande au premier ministre ou au vice-premier ministre de nommer un autre membre du Conseil pour que celui-ci exerce ses devoirs dans cette affaire en vue de prendre la décision. Le membre ainsi nommé peut exercer ces devoirs pendant le laps de temps nécessaire à cette fin.

17. (1) Le Conseil exécutif et ses membres ne doivent pas sciemment :

- a) accorder ni approuver un contrat en faveur d'un ancien membre du Conseil exécutif, ni lui accorder un avantage, tant que 12 mois ne se sont pas écoulés à compter de la date où il a cessé d'exercer sa charge;
- b) accorder ni approuver un contrat en faveur d'un ancien membre du Conseil exécutif, ni lui accorder un avantage, si celui-ci a fait des observations au gouvernement de l'Ontario concernant ce contrat ou cet avantage au cours des 12 mois qui suivent la date où il a cessé d'exercer sa charge;
- c) accorder ni approuver un contrat en faveur d'une personne, ni lui accorder un avantage, s'il s'agit d'une personne pour le compte de laquelle un ancien membre du Conseil exécutif a fait des observations au gouvernement de l'Ontario concernant ce contrat ou cet avantage au cours des 12 mois qui suivent la date où il a cessé d'exercer sa charge.

(2) Les alinéas (1) a) et b) ne s'appliquent pas aux contrats ni aux avantages concernant d'autres fonctions au service de la Couronne.

Exceptions

Procédure en cas de conflit d'intérêts

Restrictions applicables au Conseil exécutif

Exception

Same	(3) Subsection (1) does not apply if the conditions on which the contract or benefit is awarded, approved or granted are the same for all persons similarly entitled.	(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les conditions selon lesquelles le contrat ou l'avantage est accordé ou approuvé sont les mêmes pour toutes les personnes y ayant semblablement droit.	Idem
Restrictions applicable to former members	<p>18. (1) A former member of the Executive Council shall not knowingly, during the 12 months after the date he or she ceased to hold office,</p> <p>(a) accept a contract or benefit that is awarded, approved or granted by the Executive Council, a member of the Executive Council or an employee of a ministry (other than an employee of an agency, board or commission);</p> <p>(b) make representations to the Government of Ontario on his or her own behalf or on another person's behalf with respect to such a contract or benefit;</p> <p>(c) accept a contract or benefit from any person who received a contract or benefit from a ministry of which the former member was the minister.</p>	<p>18. (1) Au cours des 12 mois qui suivent la date où il a cessé d'exercer sa charge, l'ancien membre du Conseil exécutif ne doit pas sciemment :</p> <p>a) accepter un contrat ou un avantage accordé ou approuvé par le Conseil exécutif, l'un de ses membres ou un employé d'un ministère (à l'exclusion d'un employé d'un organisme, d'un conseil ou d'une commission);</p> <p>b) faire d'observations au gouvernement de l'Ontario pour son propre compte ou pour le compte d'une autre personne concernant un tel contrat ou avantage;</p> <p>c) accepter un contrat ou un avantage d'une personne qui a reçu un contrat ou un avantage du ministère dont l'ancien membre était le ministre.</p>	Restrictions applicables aux anciens membres
Exception	(2) Subsection (1) does not apply to contracts or benefits in respect of further duties in the service of the Crown.	(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux contrats ni aux avantages concernant d'autres fonctions au service de la Couronne.	Exception
Same	(3) Subsection (1) does not apply if the conditions on which the contract or benefit is awarded, approved or granted are the same for all persons similarly entitled.	(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les conditions selon lesquelles le contrat ou l'avantage est accordé ou approuvé sont les mêmes pour toutes les personnes y ayant semblablement droit.	Idem
Ongoing transaction or negotiation	(4) A former member of the Executive Council shall not make representations to the Government of Ontario in relation to a transaction or negotiation to which the Government is a party and in which he or she was previously involved as a member of the Executive Council, if the representation could result in the conferring of a benefit not of general application.	(4) L'ancien membre du Conseil exécutif ne doit pas faire d'observations au gouvernement de l'Ontario en ce qui concerne une opération ou une négociation à laquelle le gouvernement est partie et dans laquelle il a déjà joué un rôle à titre de membre du Conseil exécutif si les observations risquent d'entraîner l'octroi d'un avantage n'ayant pas une application générale.	Opération ou négociation en cours
Offence	(5) A person who contravenes subsection (1) or (4) is guilty of an offence and liable, on conviction, to a fine of not more than \$50,000.	(5) Quiconque contrevient au paragraphe (1) ou (4) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 50 000 \$.	Infraction
Parliamentary assistants	19. Sections 10 to 18 do not apply to parliamentary assistants or to former parliamentary assistants, as the case may be.	19. Les articles 10 à 18 ne s'appliquent pas aux adjoints parlementaires ni aux anciens adjoints parlementaires, selon le cas.	Adjoints parlementaires

DISCLOSURE

20. (1) Every member of the Assembly shall file with the Commissioner a private disclosure statement, in the form provided by the Commissioner,

- (a) within 60 days of being elected; and

DIVULGATION

20. (1) Chaque député dépose auprès du commissaire un état de divulgation restreinte rédigé selon la formule fournie par le commissaire :

- a) dans les 60 jours qui suivent son élection;

État de divulgation restreinte

	(b) thereafter, once in every calendar year on the date established by the Commissioner.	b) par la suite, une fois par année civile à la date fixée par le commissaire.	
Contents	<p>(2) The private disclosure statement shall,</p> <p>(a) identify the assets and liabilities of the member and his or her spouse and minor children, and state the value of the assets and liabilities;</p> <p>(b) state any income the member and his or her spouse and minor children have received during the preceding 12 months or are entitled to receive during the next 12 months, and indicate the source of the income;</p> <p>(c) state all benefits the member, his or her spouse and minor children, and any private company in which any of them has an interest, have received during the preceding 12 months or are entitled to receive during the next 12 months as a result of a contract with the Government of Ontario, and describe the subject-matter and nature of the contract;</p> <p>(d) if the private disclosure statement mentions a private company,</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) include any information about the company's activities and sources of income that the member is able to obtain by making reasonable inquiries, and</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) state the names of any other companies that are its affiliates, as determined under subsections 1 (2) to (6) of the <i>Securities Act</i>;</p> <p>(e) list all corporations and other organizations in which the member is an officer or director or has a similar position; and</p> <p>(f) include any other information that the Commissioner requires.</p> <p>(3) After filing the private disclosure statement, the member, and the member's spouse if available, shall meet with the Commissioner to ensure that adequate disclosure has been made and to obtain advice on the member's obligations under this Act.</p>	<p>(2) L'état de divulgation restreinte :</p> <p>a) énumère les éléments d'actif et de passif du député, de son conjoint et de ses enfants mineurs, et précise la valeur de ces éléments;</p> <p>b) précise le revenu que le député, son conjoint et ses enfants mineurs ont reçu au cours des 12 mois précédents ou sont en droit de recevoir au cours des 12 prochains mois, et indique la source de ce revenu;</p> <p>c) précise tous les avantages que le député, son conjoint et ses enfants mineurs, ainsi que toutes les compagnies fermées dans lesquelles l'un quelconque d'entre eux a un intérêt, ont reçus au cours des 12 mois précédents ou sont en droit de recevoir au cours des 12 prochains mois dans le cadre d'un contrat conclu avec le gouvernement de l'Ontario, et décrit l'objet et la nature du contrat;</p> <p>d) si l'état de divulgation restreinte mentionne une compagnie fermée :</p> <p style="padding-left: 40px;">(i) comprend tous les renseignements sur les activités et les sources de revenu de la compagnie que le député peut obtenir en faisant des enquêtes raisonnables,</p> <p style="padding-left: 40px;">(ii) précise la dénomination sociale des autres compagnies qui sont membres du même groupe que la compagnie, au sens des paragraphes 1 (2) à (6) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i>;</p> <p>e) énumère toutes les personnes morales et les autres organismes dont le député est dirigeant ou administrateur ou dans lesquels il occupe un poste semblable;</p> <p>f) comprend tout autre renseignement exigé par le commissaire.</p> <p>(3) Après avoir déposé l'état de divulgation restreinte, le député et son conjoint, si ce dernier est disponible, rencontrent le commissaire afin de s'assurer que la divulgation est satisfaisante et d'obtenir des conseils concernant les obligations du député aux termes de la présente loi.</p>	Teneur
Meeting with Commissioner			Rencontre avec le commissaire
Statement of material change	(4) The member shall file a statement of material change with the Commissioner, in the form provided by the Commissioner, within 30 days after a change in the income, assets or liabilities of the member or his or her spouse and minor children or an event	(4) Le député dépose auprès du commissaire un état des changements importants, rédigé selon la formule fournie par le commissaire, dans les 30 jours qui suivent un changement survenu dans le revenu, l'actif ou le passif du député, de son conjoint ou de	État des changements importants

that causes a person to become or to cease to be a member of the member's family, if the change or event would reasonably be expected to have a significant effect on the information previously disclosed.

ses enfants mineurs, ou qui suivent un événement qui fait qu'une personne devient ou cesse d'être membre de la famille du député, s'il est raisonnable de s'attendre que le changement ou l'événement ait une incidence importante sur les renseignements divulgués antérieurement.

Public disclosure statement

21. (1) After the meeting referred to in subsection 20 (3), the Commissioner shall prepare a public disclosure statement on the basis of the information provided by the member.

21. (1) Après la rencontre prévue au paragraphe 20 (3), le commissaire établit un état de divulgation publique à partir des renseignements fournis par le député.

État de divulgation publique

Contents

- (2) The public disclosure statement shall,
- (a) state the source and nature, but not the value, of the income, assets and liabilities referred to in subsection 20 (2), except those that are described in subsection (4) of this section;
 - (b) list the names and addresses of all the persons who have an interest in those assets and liabilities;
 - (c) identify any contracts with the Government of Ontario referred to in the private disclosure statement, and describe their subject-matter and nature;
 - (d) list the names of any affiliated companies shown in the private disclosure statement; and
 - (e) contain a statement of any gifts or benefits that have been disclosed to the Commissioner under subsection 6 (3).

(2) L'état de divulgation publique :

- a) précise la source et la nature, mais non la valeur, du revenu et des éléments d'actif et de passif visés au paragraphe 20 (2), à l'exclusion de ceux qui sont décrits au paragraphe (4) du présent article;
- b) donne les nom et adresse de toutes les personnes qui ont un intérêt dans ces éléments d'actif et de passif;
- c) énumère tous les contrats conclus avec le gouvernement de l'Ontario qui figurent dans l'état de divulgation restreinte, et en décrit l'objet et la nature;
- d) donne la dénomination sociale des compagnies membres d'un même groupe qui figurent dans l'état de divulgation restreinte;
- e) contient un état des dons et des avantages qui ont été divulgués au commissaire aux termes du paragraphe 6 (3).

Teneur

Same

(3) In the case of a member of the Executive Council, the public disclosure statement shall also state whether the member has obtained the Commissioner's approval under section 13 for an activity that would otherwise be prohibited and, if the member has done so, shall,

(3) Dans le cas d'un membre du Conseil exécutif, l'état de divulgation publique précise également si le membre a obtenu l'approbation du commissaire prévue à l'article 13 en ce qui a trait à une activité qui serait par ailleurs interdite et, le cas échéant :

Idem

- (a) describe the activity; and
- (b) in the case of a business activity, list the name and address of each person who has a 10 per cent or greater interest in the business, and describe the person's relationship to the member.

- a) décrit l'activité;
- b) donne, dans le cas d'une activité commerciale, les nom et adresse de chaque personne qui possède un intérêt égal ou supérieur à 10 pour cent dans cette activité, et décrit les liens entre cette personne et le membre.

Excluded private interests

(4) The following assets, liabilities and sources of income shall not be shown in the public disclosure statement:

(4) Les éléments d'actif et de passif et les sources de revenu suivants ne doivent pas figurer dans l'état de divulgation publique :

Intérêts personnels exclus

1. An asset or liability worth less than \$2,500.
2. A source of income that yielded less than \$2,500 during the 12 months preceding the relevant date.

1. L'élément d'actif ou de passif dont la valeur est inférieure à 2 500 \$.
2. La source de revenu qui a rapporté moins de 2 500 \$ au cours des 12 mois qui précèdent la date pertinente.

- | | |
|---|---|
| <p>3. Real property that the member or a person who belongs to his or her family uses primarily as a residence or for recreational purposes.</p> <p>4. Personal property that the member or a person who belongs to his or her family uses primarily for transportation, household, educational, recreational, social or aesthetic purposes.</p> <p>5. Cash on hand, or on deposit with a financial institution that is lawfully entitled to accept deposits.</p> <p>6. Fixed value securities issued or guaranteed by a government or by a government agency.</p> <p>7. A registered retirement savings plan that is not self-administered, or a registered home ownership savings plan.</p> <p>8. An interest in a pension plan, employee benefit plan, annuity or life insurance policy.</p> <p>9. An investment in an open-ended mutual fund that has broadly based investments not limited to one industry or one sector of the economy.</p> <p>10. A guaranteed investment certificate or similar financial instrument.</p> <p>11. Any other asset, liability or source of income that the Commissioner approves as an excluded private interest.</p> | <p>3. Le bien immeuble que le député ou une personne qui fait partie de sa famille utilise essentiellement à des fins de résidence ou de loisirs.</p> <p>4. Les biens meubles que le député ou une personne qui fait partie de sa famille utilise essentiellement à des fins de transport, domestiques, éducatives, sociales, décoratives ou de loisirs.</p> <p>5. L'argent en caisse ou en dépôt dans une institution financière légitimement autorisée à accepter des dépôts.</p> <p>6. Les valeurs mobilières à valeur fixe, émises ou garanties par un palier de gouvernement ou l'un de ses organismes.</p> <p>7. Les régimes enregistrés d'épargne-retraite qui ne sont pas autogérés ou les régimes enregistrés d'épargne-logement.</p> <p>8. Un intérêt dans un régime de retraite, un régime de prestations aux employés, une rente ou une police d'assurance-vie.</p> <p>9. Les placements dans des sociétés d'investissement à capital variable dont les placements sont diversifiés et ne se limitent pas à une seule industrie ou à un seul secteur de l'économie.</p> <p>10. Les certificats de placement garantis ou d'autres effets financiers semblables.</p> <p>11. Les autres éléments d'actif ou de passif ou sources de revenu que le commissaire approuve comme étant des intérêts personnels exclus.</p> |
|---|---|

Information withheld

(5) The Commissioner may withhold information from the public disclosure statement if, in his or her opinion,

- (a) the information is not relevant to the purpose of this Act; and
- (b) a departure from the general principle of public disclosure is justified.

Filing

(6) The Commissioner shall file the public disclosure statement with the Clerk of the Assembly.

Public access

(7) The Clerk shall make the public disclosure statement available for examination by members of the public, and shall provide a copy of it to any person who pays the fee fixed by the Clerk.

Destruction of records

22. (1) The Commissioner shall destroy any record in his or her possession that relates to a member or former member of the

(5) Le commissaire peut ne pas divulguer des renseignements dans l'état de divulgation publique s'il estime :

- a) d'une part, que ces renseignements ne sont pas pertinents pour l'application de la présente loi;
- b) d'autre part, qu'une dérogation au principe général de la divulgation publique est justifiée.

(6) Le commissaire dépose l'état de divulgation publique auprès du greffier de l'Assemblée.

(7) Le greffier met l'état de divulgation publique à la disposition du public pour examen et en fournit une copie à quiconque verse les droits qu'il fixe.

22. (1) Le commissaire détruit tout dossier qui est en sa possession et qui concerne un député, un ancien député ou une personne

Non-divul-gation de renseignements

Dépôt

Accès du public

Destruction des dossiers

Assembly, or to a person who belongs to his or her family, during the 12-month period that follows the tenth anniversary of the creation of the record.

Exception

(2) If an inquiry to which a record may relate is being conducted under this Act, or if the Commissioner is aware that a charge to which it may relate has been laid under the *Criminal Code* (Canada) against the member or former member or a person who belongs to his or her family, the record shall not be destroyed until the inquiry or the charge has been finally disposed of.

INTEGRITY COMMISSIONER

Commissioner

23. (1) There shall be an Integrity Commissioner who is an officer of the Assembly.

Appointment

(2) The Lieutenant Governor in Council shall appoint a person to the office of Integrity Commissioner on the address of the Assembly.

Term of office

(3) The person appointed shall hold office for a term of five years and may be reappointed for a further term or terms.

Same

(4) The person appointed continues to hold office after the expiry of the term until reappointed, or until a successor is appointed.

Removal

(5) The person appointed may be removed for cause, before the expiry of the term of office, by the Lieutenant Governor in Council on the address of the Assembly.

Acting Commissioner

(6) The Lieutenant Governor in Council may appoint an acting Integrity Commissioner if,

- (a) the office of Integrity Commissioner becomes vacant during a session of the Assembly, but the Assembly does not make a recommendation under subsection (2) before the end of the session; or
- (b) the office of Integrity Commissioner becomes vacant while the Assembly is not sitting.

Same

(7) The appointment of the acting Commissioner comes to an end when a new Integrity Commissioner is appointed under subsection (2).

Same

(8) If the Integrity Commissioner is unable to act because of illness, the Lieutenant Governor in Council may appoint an acting Commissioner, whose appointment comes to an end when the Integrity Commissioner is

qui fait partie de la famille de celui-ci, au cours de la période de 12 mois qui suit le dixième anniversaire de la constitution du dossier.

Exception

(2) Si est faite aux termes de la présente loi une enquête avec laquelle un dossier peut avoir un rapport ou que le commissaire sait qu'une accusation qui peut avoir un rapport avec ce dossier a été déposée en vertu du *Code criminel* (Canada) contre le député, l'ancien député ou une personne qui fait partie de sa famille, le dossier ne doit pas être détruit tant que l'enquête ou l'accusation n'a pas fait l'objet d'une décision définitive.

COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ

Commissaire

23. (1) Est créé le poste de commissaire à l'intégrité dont le titulaire est un fonctionnaire de l'Assemblée.

Nomination

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une personne au poste de commissaire à l'intégrité sur adresse de l'Assemblée.

Mandat

(3) La personne nommée exerce un mandat de cinq ans qui est renouvelable.

Idem

(4) La personne nommée continue d'exercer ses fonctions après l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'elle soit nommée de nouveau ou jusqu'à la nomination de son successeur.

Révocation

(5) Sur adresse de l'Assemblée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour un motif valable, révoquer la personne nommée avant l'expiration de son mandat.

Commissaire par intérim

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un commissaire à l'intégrité par intérim si :

- a) le poste de commissaire à l'intégrité devient vacant au cours d'une session de l'Assemblée, et que celle-ci ne fait pas de recommandation en vertu du paragraphe (2) avant la fin de la session;
- b) le poste de commissaire à l'intégrité devient vacant lorsque l'Assemblée ne siège pas.

Idem

(7) Les fonctions du commissaire par intérim se terminent lorsqu'un nouveau commissaire à l'intégrité est nommé aux termes du paragraphe (2).

Idem

(8) Si le commissaire à l'intégrité est incapable d'exercer ses fonctions pour cause de maladie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un commissaire par intérim, dont les fonctions se terminent lorsque le commissaire à l'intégrité est de nouveau

again able to act or when the office becomes vacant.

capable d'exercer ses fonctions ou que le poste devient vacant.

(9) The Commissioner shall be paid the remuneration and allowances that are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

(9) Le commissaire reçoit la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

(10) The employees who are necessary for the performance of the Commissioner's duties shall be members of the staff of the Office of the Assembly.

(10) Le personnel nécessaire à l'exécution des fonctions du commissaire se compose de membres du personnel du bureau de l'Assemblée.

24. (1) The Commissioner shall report annually on the affairs of the office to the Speaker, who shall cause the report to be laid before the Assembly.

24. (1) Chaque année, le commissaire présente un rapport de ses travaux au président qui le fait déposer devant l'Assemblée.

(2) The annual report may summarize advice given by the Commissioner, but shall not disclose confidential information or information that could identify a person concerned.

(2) Le rapport annuel peut résumer les conseils donnés par le commissaire. Il ne doit toutefois pas divulguer des renseignements confidentiels ni des renseignements qui permettraient d'identifier la personne concernée.

25. No proceeding shall be commenced against the Commissioner or an employee of his or her office for any act done in good faith in the execution or intended execution of the Commissioner's or employee's duty under this Act.

25. Sont irrecevables les actions introduites contre le commissaire ou un employé de son bureau pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses fonctions aux termes de la présente loi.

26. Neither the Commissioner nor an employee of his or her office is a competent or compellable witness in a civil proceeding outside the Assembly in connection with anything done under this Act.

26. Ni le commissaire ni un employé de son bureau n'est habile à rendre témoignage ni contraignable dans une instance civile introduite hors de l'Assemblée en ce qui concerne un acte accompli en vertu de la présente loi.

27. (1) A member of the Assembly whom this Act requires to do anything within a specified period of time may give the Commissioner a written request for an extension.

27. (1) Le député que la présente loi oblige à faire quoi que ce soit dans un délai précis peut demander par écrit une prorogation au commissaire.

(2) The Commissioner may, by giving the member a written notice, extend the time by a specified number of days, as the Commissioner considers reasonable and consistent with the public interest.

(2) Le commissaire peut, en donnant un avis écrit au député, proroger le délai du nombre précis de jours qu'il estime raisonnable et conforme à l'intérêt public.

(3) The Commissioner may impose on the extension such conditions as he or she considers just.

(3) Le commissaire peut assortir la prorogation des conditions qu'il estime justes.

28. (1) A member of the Assembly may request that the Commissioner give an opinion and recommendations on any matter respecting the member's obligations under this Act and under Ontario parliamentary convention.

28. (1) Le député peut demander que le commissaire donne un avis et formule des recommandations sur toute affaire qui a trait aux obligations du député aux termes de la présente loi et des conventions parlementaires ontariennes.

(2) The Commissioner may make such inquiries as he or she considers appropriate and shall provide the member with an opinion and recommendations.

(2) Le commissaire peut faire les enquêtes qu'il estime pertinentes et fournit au député son avis et ses recommandations.

(3) The Commissioner's opinion and recommendations are confidential, but may be released by the member or with the member's consent.

(3) L'avis et les recommandations du commissaire sont confidentiels. Ils peuvent toutefois être communiqués par le député ou avec son consentement.

Salary

Traitement

Staff

Personnel

Annual report

Rapport annuel

Contents

Teneur

Personal liability

Immunité

Testimony

Témoignage

Extension of time

Prorogation

Same

Idem

Same

Idem

Opinion and recommendations

Avis et recommandations

Inquiries

Enquêtes

Confidentiality

Confidentialité

Writing	(4) The member's request, the Commissioner's opinion and recommendations and the member's consent, if any, shall be in writing.	(4) La demande du député, l'avis et les recommandations du commissaire et le consentement du député, le cas échéant, se font ou se donnent par écrit.	Formalités par écrit
Confidentiality	29. (1) Information disclosed to the Commissioner under this Act is confidential and shall not be disclosed to any person, except, <ul style="list-style-type: none"> (a) by the member, or with his or her consent; (b) in a criminal proceeding, as required by law; or (c) otherwise in accordance with this Act. 	29. (1) Les renseignements divulgués au commissaire aux termes de la présente loi sont confidentiels et ne peuvent être divulgués à personne sauf, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a) par le député ou avec son consentement; b) dans le cadre d'une instance criminelle selon les règles de droit; c) conformément à la présente loi. 	Confidentialité
<i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i>	(2) Subsection (1) prevails over the <i>Freedom of Information and Protection of Privacy Act</i> .	(2) Le paragraphe (1) l'emporte sur la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> .	<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i>
ENFORCEMENT		EXÉCUTION	
Matter-referred by member	30. (1) A member of the Assembly who has reasonable and probable grounds to believe that another member has contravened this Act or Ontario parliamentary convention may request that the Commissioner give an opinion as to the matter.	30. (1) Le député qui a des motifs raisonnables et probables de croire qu'un autre député a contrevenu à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes peut demander que le commissaire donne son avis sur l'affaire.	Soumission d'une affaire par un député
Request	(2) The request shall be in writing and shall set out the grounds for the belief and the contravention alleged.	(2) La demande se fait par écrit et précise les motifs de la conviction et la contravention qui aurait été commise.	Demande
Tabling	(3) The member making the request shall promptly give a copy of it to the Speaker, who shall cause the request to be laid before the Assembly if it is in session or, if not, within 10 days after the beginning of the next session.	(3) Le député qui présente la demande en remet promptement une copie au président, qui fait déposer la demande devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, le président la fait déposer dans les 10 jours qui suivent le début de la session suivante.	Dépôt
Matter referred by Assembly	(4) The Assembly may, by resolution, request that the Commissioner give an opinion as to whether a member has contravened this Act or Ontario parliamentary convention.	(4) L'Assemblée peut, par voie de résolution, demander que le commissaire donne son avis sur la question de savoir si un député a contrevenu à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes.	Affaire soumise par l'Assemblée
Matter referred by Executive Council	(5) The Executive Council may request that the Commissioner give an opinion as to whether a member of the Executive Council has contravened this Act or Ontario parliamentary convention.	(5) Le Conseil exécutif peut demander que le commissaire donne son avis sur la question de savoir si un membre du Conseil exécutif a contrevenu à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes.	Affaire soumise par le Conseil exécutif
Inquiry by Assembly	(6) The Assembly and its committees shall not conduct an inquiry into a matter that has been referred to the Commissioner under subsection (1) or (4).	(6) L'Assemblée et ses comités ne doivent pas enquêter sur une affaire qui a été soumise au commissaire en vertu du paragraphe (1) ou (4).	Enquête de l'Assemblée
Inquiry by Commissioner	31. (1) When a matter is referred to the Commissioner under section 30, the Commissioner may conduct an inquiry, after giving the member whose conduct is concerned reasonable notice.	31. (1) Lorsqu'une affaire est soumise au commissaire en vertu de l'article 30, ce dernier peut faire une enquête après avoir donné un avis raisonnable au député dont la conduite est en cause.	Enquête du commissaire
Same	(2) If the matter was referred by a member or by the Assembly,	(2) Si l'affaire a été soumise par un député ou par l'Assemblée :	Idem

	(a) the Commissioner may elect to exercise the powers of a commission under Parts I and II of the <i>Public Inquiries Act</i> , in which case those Parts apply to the inquiry as if it were an inquiry under that Act; and	a) d'une part, le commissaire peut choisir d'exercer les pouvoirs conférés à une commission par les parties I et II de la <i>Loi sur les enquêtes publiques</i> , auquel cas celles-ci s'appliquent à l'enquête comme s'il s'agissait d'une enquête faite en vertu de cette loi;	
	(b) the Commissioner shall report his or her opinion to the Speaker.	b) d'autre part, le commissaire présente un rapport de son avis au président.	
Same	(3) The Speaker shall,	(3) Le président :	Idem
	(a) give a copy of the opinion to the member whose conduct is concerned and to the leader of each political party that is represented in the Assembly;	a) donne une copie de l'avis au député dont la conduite est en cause et au chef de chaque parti politique représenté à l'Assemblée;	
	(b) if the matter was referred by a member, give a copy of the opinion to that member; and	b) donne une copie de l'avis au député qui a soumis l'affaire, le cas échéant;	
	(c) cause the opinion to be laid before the Assembly if it is in session or, if not, within 10 days after the beginning of the next session.	c) fait déposer l'avis devant l'Assemblée; si celle-ci ne siège pas, il la fait déposer dans les 10 jours qui suivent le début de la session suivante.	
Same	(4) If the matter was referred by the Executive Council, the Commissioner shall report his or her opinion to the Clerk of the Executive Council.	(4) Si l'affaire a été soumise par le Conseil exécutif, le commissaire présente un rapport de son avis au greffier du Conseil exécutif.	Idem
Refusal to conduct inquiry	(5) If the Commissioner is of the opinion that the referral of a matter to him or her is frivolous, vexatious or not made in good faith, or that there are no grounds or insufficient grounds for an inquiry, the Commissioner shall not conduct an inquiry and shall state the reasons for not doing so in the report.	(5) Si le commissaire estime que la soumission d'une affaire est frivole ou vexatoire, ou n'est pas faite de bonne foi, qu'une enquête n'est pas motivée ou que les motifs d'en faire une sont insuffisants, il ne doit pas faire d'enquête et il précise les raisons de sa décision dans le rapport.	Refus de faire une enquête
Member not blame-worthy	(6) If the Commissioner determines that there has been no contravention of this Act or of Ontario parliamentary convention, that a contravention occurred although the member took all reasonable measures to prevent it, or that a contravention occurred that was trivial or committed through inadvertence or an error of judgment made in good faith, the Commissioner shall so state in the report and shall recommend that no penalty be imposed.	(6) Si le commissaire décide qu'il n'y a eu aucune contravention à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes, qu'une contravention s'est produite bien que le député ait pris toutes les précautions raisonnables pour l'empêcher ou que la contravention qui s'est produite est négligeable ou qu'elle a été commise par inadvertance ou à la suite d'une erreur de jugement faite de bonne foi, il le précise dans son rapport et recommande que ne soit imposée aucune pénalité.	Le député est sans reproche
Reliance on Commissioner's advice	(7) If the Commissioner determines that there was a contravention of this Act or of Ontario parliamentary convention but that the member was acting in accordance with the Commissioner's recommendations and had, before receiving those recommendations, disclosed to the Commissioner all the relevant facts that were known to the member, the Commissioner shall so state in the report and shall recommend that no penalty be imposed.	(7) Si le commissaire décide qu'il y a eu contravention à la présente loi ou aux conventions parlementaires ontariennes, mais que le député a agi conformément à ses recommandations et lui a divulgué, avant de recevoir ces recommandations, tous les faits pertinents dont le député avait connaissance, il le précise dans son rapport et recommande que ne soit imposée aucune pénalité.	Foi accordée aux conseils du commissaire

Police investigation or charge	<p>32. If the Commissioner, when conducting an inquiry, discovers that the subject-matter of the inquiry is being investigated by police or that a charge has been laid, the Commissioner shall suspend the inquiry until the police investigation or charge has been finally disposed of, and shall report the suspension to the Speaker.</p>	<p>32. Si le commissaire découvre, lors d'une enquête, que la police enquête sur l'objet de celle-ci ou qu'une accusation a été déposée, il suspend son enquête jusqu'à ce que l'enquête policière ou l'accusation ait fait l'objet d'une décision définitive. Il fait également rapport de la suspension au président.</p>	Enquête policière ou accusation
Reference to appropriate authorities	<p>33. If the Commissioner, when conducting an inquiry, determines that there are reasonable grounds to believe that there has been a contravention of any other Act or of the <i>Criminal Code</i> (Canada), the Commissioner shall immediately refer the matter to the appropriate authorities and suspend the inquiry until any resulting police investigation and charge have been finally disposed of, and shall report the suspension to the Speaker.</p>	<p>33. Si le commissaire décide, lors d'une enquête, qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu contravention à une autre loi ou au <i>Code criminel</i> (Canada), il renvoie immédiatement l'affaire aux responsables intéressés et suspend son enquête jusqu'à ce que l'enquête policière et l'accusation qui peuvent s'ensuivre aient fait l'objet d'une décision définitive. Il fait également rapport de la suspension au président.</p>	Renvoi aux responsables intéressés
Recommendation re penalty	<p>34. (1) Where the Commissioner conducts an inquiry under subsection 31 (1) or (2) and finds that the member has contravened any of sections 2 to 4, 6 to 8, 10 to 12 or 14 to 18, has failed to file a private disclosure statement or a statement of material change within the time provided by section 20, has failed to disclose relevant information in that statement or has contravened Ontario parliamentary convention, the Commissioner shall recommend in his or her report,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) that no penalty be imposed; (b) that the member be reprimanded; (c) that the member's right to sit and vote in the Assembly be suspended for a specified period or until a condition imposed by the Commissioner is fulfilled; or (d) that the member's seat be declared vacant. <p>(2) The Assembly shall consider and respond to the report within 30 days after the day the report is laid before it.</p> <p>(3) If the Commissioner recommends that a penalty be imposed, the Assembly may approve the recommendation and order that the penalty be imposed, or may reject the recommendation, in which case no penalty shall be imposed.</p> <p>(4) Despite section 46 of the <i>Legislative Assembly Act</i>, the Assembly does not have power to inquire further into the contravention, to impose a penalty if the Commissioner recommended that none be imposed, or to impose a penalty other than the one recommended.</p> <p>(5) The Assembly's decision is final and conclusive.</p>	<p>34. (1) Si le commissaire fait une enquête en vertu du paragraphe 31 (1) ou (2) et constate que le député a contrevenu à l'un ou l'autre des articles 2 à 4, 6 à 8, 10 à 12 ou 14 à 18, qu'il n'a pas déposé un état de divulgation restreinte ou un état des changements importants dans le délai imparti à l'article 20, qu'il n'a pas divulgué des renseignements pertinents dans cet état ou qu'il a contrevenu aux conventions parlementaires ontariennes, il fait, dans son rapport, l'une ou l'autre des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) que ne soit imposée aucune pénalité; b) que le député soit réprimandé; c) que le droit du député de siéger et de voter à l'Assemblée soit suspendu pendant une période déterminée ou jusqu'à ce qu'une condition imposée par le commissaire soit remplie; d) que le siège du député soit déclaré vacant. <p>(2) Dans les 30 jours qui suivent le jour où le rapport est déposé devant l'Assemblée, celle-ci l'étudie et y donne suite.</p> <p>(3) Si le commissaire recommande qu'une pénalité soit imposée, l'Assemblée peut soit accepter cette recommandation et ordonner l'imposition de la pénalité, soit rejeter cette recommandation, auquel cas aucune pénalité n'est imposée.</p> <p>(4) Malgré l'article 46 de la <i>Loi sur l'Assemblée législative</i>, l'Assemblée n'a pas le pouvoir d'enquêter plus avant sur la contravention, d'imposer une pénalité si le commissaire recommande que n'en soit imposée aucune, ni d'imposer une pénalité autre que celle qui est recommandée.</p> <p>(5) La décision de l'Assemblée est définitive et concluante.</p>	Recommandation concernant la pénalité
Duty of Assembly			Obligation de l'Assemblée
Response			Suite donnée à la recommandation
Power of Assembly			Pouvoir de l'Assemblée
Decision final			Décision définitive

Vacancy	(6) If the member's seat is declared vacant, section 25 of the <i>Legislative Assembly Act</i> applies, with necessary modifications.	(6) L'article 25 de la <i>Loi sur l'Assemblée législative</i> s'applique, avec les adaptations nécessaires, si le siège du député est déclaré vacant.	Vacance
	MISCELLANEOUS	DISPOSITIONS DIVERSES	
Repeal	35. The <i>Members' Conflict of Interest Act</i> is repealed.	35. La <i>Loi sur les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée</i> est abrogée.	Abrogation
Transition	36. (1) Despite section 35, if the Commissioner's opinion was requested under section 14 or 15 of the <i>Members' Conflict of Interest Act</i> before the day this Act comes into force, the request shall be dealt with in accordance with that Act.	36. (1) Malgré l'article 35, si l'avis du commissaire est demandé en vertu de l'article 14 ou 15 de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts des membres de l'Assemblée</i> avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, la demande est traitée conformément à cette loi.	Dispositions transitoires
Same	(2) The following rules apply to members of the Assembly who are in office on the day this Act comes into force: <ol style="list-style-type: none"> 1. A member need not, until the day that is 60 days after that day, comply with restrictions or fulfil obligations that did not apply before the day this Act came into force. 2. Every member shall file a private disclosure statement under section 20 of this Act within 60 days after the day this Act comes into force. 3. After the filing required by paragraph 2, the member shall file a private disclosure statement once in every calendar year on the date established by the Commissioner. <p>37. Subsection 23 (2) of the <i>Legal Aid Act</i> is repealed.</p> <p>38. (1) Sections 10 and 11 of the <i>Legislative Assembly Act</i> are repealed.</p> <p>(2) Section 12 of the Act is amended by striking out "or 10" in the first and second lines and by striking out "as affecting the cases provided for by subsection 11 (2), nor" in the eighth and ninth lines.</p> <p>(3) Subsection 15 (1) of the Act is amended by striking out "accepting any office or becoming a party to a contract or agreement as in sections 8 and 10 mentioned" in the second, third and fourth lines and substituting "accepting any office as in section 8 mentioned".</p> <p>(4) Subsection 25 (1) of the Act is amended by striking out "or by his or her becoming a party to a contract as mentioned in section 10" in the fourth, fifth and sixth lines.</p>	(2) Les règles suivantes s'appliquent aux députés qui exercent leur charge le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi : <ol style="list-style-type: none"> 1. Les députés ne sont pas tenus, avant le soixantième jour qui suit ce jour-là, de se conformer aux restrictions ni de remplir les obligations qui ne s'appliquaient pas avant le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi. 2. Chaque député dépose l'état de divulgation restreinte prévu à l'article 20 de la présente loi dans les 60 jours qui suivent le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi. 3. Après le dépôt exigé à la disposition 2, le député dépose un état de divulgation restreinte une fois par année civile à la date fixée par le commissaire. <p>37. Le paragraphe 23 (2) de la <i>Loi sur l'aide juridique</i> est abrogé.</p> <p>38. (1) Les articles 10 et 11 de la <i>Loi sur l'Assemblée législative</i> sont abrogés.</p> <p>(2) L'article 12 de la Loi est modifié par suppression de «ou 10» à la troisième ligne et par suppression de «ne vise pas les cas prévus au paragraphe 11 (2), et» aux neuvième et dixième lignes.</p> <p>(3) Le paragraphe 15 (1) de la Loi est modifié par substitution, à «en acceptant un poste ou en devenant partie à un contrat ou à une entente visés aux articles 8 et 10» aux quatrième, cinquième et sixième lignes, de «en acceptant un poste visé à l'article 8».</p> <p>(4) Le paragraphe 25 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou parce qu'il est devenu partie à un contrat visé à l'article 10,» aux cinquième et sixième lignes.</p>	Idem

Commence-
ment

39. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

39. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Entrée en
vigueur

Short title

40. The short title of this Act is the *Members' Integrity Act, 1994*.

40. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*.

Titre
abrégé



3RD SESSION, 35TH LEGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

3^e SESSION, 35^e LÉGISLATURE, ONTARIO
43 ELIZABETH II, 1994

Bill 210

*(Chapter 39
Statutes of Ontario, 1994)*

**An Act to provide for the payment
of money awarded in civil law suits
to victims of crime**

Mr. Jackson

1st Reading	December 8, 1994
2nd Reading	December 8, 1994
3rd Reading	December 8, 1994
Royal Assent	December 9, 1994

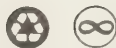
Projet de loi 210

*(Chapitre 39
Lois de l'Ontario de 1994)*

**Loi prévoyant le versement aux
victimes d'actes criminels des sommes
adjudgées dans les poursuites civiles**

M. Jackson

1 ^{re} lecture	8 décembre 1994
2 ^e lecture	8 décembre 1994
3 ^e lecture	8 décembre 1994
Sanction royale	9 décembre 1994



EXPLANATORY NOTE

The Bill deals with the recovery, by a victim of a crime, of money awarded to the victim in a law suit against an accused or convicted person. The purpose of the Bill is to ensure that any money that the accused or convicted person (or a related person) receives relating to the crime is first used to satisfy awards to victims.

Obligations are imposed upon every party to a contract under which the accused or convicted person (or a related person) is to be paid money for such things as information relating to the crime or recollections about the crime. Every party is required to inform the Public Trustee about the details of the contract. Payments under the contract are to be made to the Public Trustee, in trust, instead of to the person otherwise entitled to them under the contract. It is an offence to fail to comply with these requirements.

The limitation period for an action by a victim against the accused or convicted person is extended. The victim may begin a law suit within five years after the first payment, if any, relating to the crime is received by the Public Trustee.

On application, the Public Trustee will pay to the victim, out of money held in trust, the amount of any judgment and costs awarded by the court to the victim in a law suit against the accused or convicted person. However, the Public Trustee cannot make a payment until five and one half years after beginning to receive money payable under a contract relating to the crime.

Also on application, the Public Trustee will pay any remaining money held in trust to the persons otherwise entitled to be paid under the contracts. Some restrictions apply.

The Lieutenant Governor in Council is authorized to make certain regulations concerning the administration of the Act.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi traite du recouvrement, par une victime d'un acte criminel, du montant qui lui est adjugé dans une action intentée contre une personne accusée ou déclarée coupable. Le projet de loi a pour but de veiller à ce que les sommes que la personne accusée ou déclarée coupable (ou une personne liée) reçoit relativement à l'acte criminel servent d'abord à couvrir le montant adjugé aux victimes.

Des obligations sont imposées aux parties à un contrat aux termes duquel la personne accusée ou déclarée coupable (ou une personne liée) doit recevoir un montant, notamment pour des renseignements relatifs à l'acte criminel ou des souvenirs le concernant. Chaque partie est tenue d'informer le curateur public des détails du contrat. Les paiements visés par le contrat doivent être effectués au curateur public, en fiducie, plutôt qu'à la personne qui y aurait normalement droit aux termes du contrat. Commet une infraction quiconque ne se conforme pas à ces exigences.

Le délai de prescription est prorogé dans le cas d'une action intentée par une victime contre la personne accusée ou déclarée coupable. La victime peut introduire une instance dans les cinq ans qui suivent le jour où le curateur public reçoit le premier paiement, le cas échéant, relatif à l'acte criminel.

Sur demande, le curateur public verse à la victime, à même les fonds détenus en fiducie, le montant du jugement et des dépens que le tribunal lui accorde à la suite de l'instance introduite contre la personne accusée ou déclarée coupable. Cependant, il ne peut effectuer aucun paiement avant l'expiration de cinq ans et demi après qu'il commence à recevoir des fonds payables aux termes d'un contrat relatif à l'acte criminel.

Également sur demande, le curateur public verse toute somme restante détenue en fiducie aux personnes qui y auraient autrement droit aux termes des contrats, sous réserve de certaines restrictions.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est habilité à prendre certains règlements concernant l'application de la loi.

**An Act to provide for
the payment of money awarded
in civil law suits
to victims of crime**

**Loi prévoyant le versement
aux victimes d'actes criminels
des sommes adjudgées
dans les poursuites civiles**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Definitions

1. (1) In this Act,

“accused or convicted person” means a person accused or convicted of a crime; (“personne accusée ou déclarée coupable”)

“crime” includes an alleged crime; (“acte criminel”)

“related person” means, in relation to an accused or convicted person,

- (a) an agent or other personal representative of the accused or convicted person,
- (b) an assignee of the accused or convicted person,
- (c) a spouse or former spouse of the accused or convicted person, and
- (d) a person who has at any time been related to the accused or convicted person, whether by birth, adoption or marriage; (“personne liée”)

“victim” means a person who suffers injury within the meaning of the *Compensation for Victims of Crime Act*, harm or pecuniary loss as a direct result of a crime. (“victim”)

Series of crimes

(2) A series of crimes shall be deemed to be a single crime for the purposes of determining a victim's rights to payment and for the purposes of the administration by the Public Trustee of money received.

Définitions

1. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«acte criminel» S'entend notamment d'un acte criminel allégué. («crime»)

«personne accusée ou déclarée coupable» Personne accusée ou déclarée coupable d'un acte criminel. («accused or convicted person»)

«personne liée» S'entend, par rapport à une personne accusée ou déclarée coupable, des personnes suivantes :

- a) un mandataire ou autre ayant droit de la personne accusée ou déclarée coupable;
- b) un cessionnaire de la personne accusée ou déclarée coupable;
- c) le conjoint ou l'ancien conjoint de la personne accusée ou déclarée coupable;
- d) toute personne qui, à un moment donné, a été liée à la personne accusée ou déclarée coupable, soit par la naissance, soit par adoption, soit par mariage. («related person»)

«victim» Personne qui subit une lésion au sens de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* ou un préjudice ou qui encourt une perte pécuniaire directement à la suite d'un acte criminel. («victim»)

Série d'actes criminels

(2) Une série d'actes criminels est réputée un seul acte criminel aux fins de déterminer les droits de la victime à un paiement et aux fins de l'administration par le curateur public des sommes reçues.

Same	(3) The Public Trustee shall determine, in his or her discretion, whether two or more crimes by an accused or convicted person constitutes a series of crimes for the purposes of this Act. In making this determination, the Public Trustee is not required to consider the interests of a person entitled to be paid under a contract described in section 2.	(3) Le curateur public détermine, à sa discrétion, si deux actes criminels ou plus commis par une personne accusée ou déclarée coupable constitue une série d'actes criminels pour l'application de la présente loi. À cette fin, le curateur public n'est pas tenu de tenir compte de l'intérêt d'une personne qui a droit à un paiement aux termes d'un contrat visé à l'article 2.	Idem
Applicable contract	2. (1) This section applies with respect to a contract under which money is to be paid to an accused or convicted person or to a related person, (a) for the use of the recollections of the accused or convicted person respecting a crime; (b) for the use of documents or other things in the possession at any time of the accused or convicted person that may be related to a crime; (c) for an interview with the accused or convicted person or with a related person in which the person recounts matters respecting a crime; (d) for an appearance by the accused or convicted person or by a related person, other than an appearance to address victims' groups or incarcerated persons.	2. (1) Le présent article s'applique au contrat aux termes duquel un montant doit être versé à une personne accusée ou déclarée coupable ou à une personne liée aux fins suivantes : a) l'utilisation des souvenirs de la personne accusée ou déclarée coupable concernant l'acte criminel; b) l'utilisation de documents ou autres objets en la possession de la personne accusée ou déclarée coupable à un moment donné qui peuvent être reliés à l'acte criminel; c) une entrevue avec la personne accusée ou déclarée coupable ou une personne liée au cours de laquelle la personne relate des questions relatives à l'acte criminel; d) une apparition de la personne accusée ou déclarée coupable ou d'une personne liée, à l'exception d'une apparition en vue de prendre la parole devant des groupes de victimes ou des personnes incarcérées.	Contrat applicable
Obligation to inform Public Trustee	(2) Each party to a written contract shall give a copy of it to the Public Trustee. Each of the parties to an oral contract shall reduce it to writing and give a copy to the Public Trustee.	(2) Chaque partie à un contrat écrit en remet une copie au curateur public. Les parties à un contrat oral le mettent par écrit et en remettent une copie au curateur public.	Obligation d'informer le curateur public
Payment to the Public Trustee	(3) A person who is required under a contract to pay money to the accused or convicted person or to a related person shall pay it instead to the Public Trustee.	(3) Quiconque est tenu, aux termes d'un contrat, de verser un montant à la personne accusée ou déclarée coupable ou à une personne liée le verse plutôt au curateur public.	Paiement effectué au curateur public
Same	(4) If the accused or convicted person or a related person receives money under a contract, the person shall be deemed to hold the money in trust for the Public Trustee and shall promptly pay it to the Public Trustee.	(4) Si la personne accusée ou déclarée coupable ou une personne liée reçoit un montant aux termes d'un contrat, elle est réputée détenir le montant en fiducie pour le compte du curateur public et le lui verse promptement.	Idem
Deemed compliance	(5) A person who pays money to the Public Trustee under this section shall be deemed to have complied with the contract in connection with which the payment is made, to the extent of the payment to the Public Trustee.	(5) Quiconque verse un montant au curateur public aux termes du présent article est réputé s'être conformé au contrat à l'égard duquel le paiement est effectué, pour ce qui est du paiement effectué au curateur public.	Conformité réputée
Offence	(6) A person who fails to comply with this section is guilty of an offence and upon conviction is liable to a fine not exceeding \$50,000.	(6) Quiconque ne se conforme pas au présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 50 000 \$.	Infraction

Public Trustee to hold funds	3. (1) The Public Trustee shall hold the money he or she receives under section 2 in trust for the persons specified in this Act.	3. (1) Le curateur public détient les fonds reçus aux termes de l'article 2 en fiducie pour le compte des personnes précisées dans la présente loi.	Le curateur public détient les fonds
Fees and charges	(2) Subsections 8 (2) and (3) of the <i>Public Trustee Act</i> apply, with necessary modifications, with respect to money received by the Public Trustee.	(2) Les paragraphes 8 (2) et (3) de la <i>Loi sur le curateur public</i> s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux fonds que reçoit le curateur public.	Honoraires et frais
List of payors, etc.	(3) The Public Trustee shall make available to the public for inspection on request a list of persons who make payments relating to contracts, the payments received by the Public Trustee and the name of the accused or convicted person in relation to whom the payments are made and received.	(3) Le curateur public met à la disposition du public aux fins de consultation sur demande une liste des personnes qui effectuent des paiements ayant trait à des contrats et des paiements que reçoit le curateur public ainsi que le nom de la personne accusée ou déclarée coupable à l'égard de laquelle les paiements sont effectués et reçus.	Liste des payeurs
Notice to victims	4. (1) Upon first receiving money under section 2 relating to a crime, the Public Trustee shall publish a notice in a newspaper of general circulation in the community in which the crime was committed or was alleged to have been committed indicating that the Public Trustee has received money relating to the crime and advising victims of their rights under this Act.	4. (1) Dès qu'il reçoit pour la première fois aux termes de l'article 2 un montant relativement à un acte criminel, le curateur public fait publier dans un journal diffusé dans la collectivité où l'acte criminel a été commis ou est prétendu avoir été commis, un avis informant les victimes de l'acte criminel qu'il détient des fonds relativement à l'acte criminel et informant celles-ci de leurs droits en vertu de la présente loi.	Avis aux victimes
Same	(2) Despite subsection (1), if the Public Trustee is satisfied that he or she can contact all the victims of a crime otherwise than by advertising, the Public Trustee may use whatever method he or she considers appropriate to notify the victims.	(2) Malgré le paragraphe (1), s'il est convaincu qu'il peut communiquer avec toutes les victimes d'un acte criminel autrement que par des moyens publicitaires, le curateur public peut utiliser la méthode qu'il estime appropriée pour les aviser.	Idem
Same	(3) The Public Trustee may give such further notice to victims as he or she considers advisable.	(3) Le curateur public peut donner aux victimes les avis supplémentaires qu'il juge utiles.	Idem
Advertising cost	(4) The cost of advertising to notify victims may be charged against the money received by the Public Trustee.	(4) Les frais publicitaires engagés pour aviser les victimes peuvent être prélevés sur les fonds que reçoit le curateur public.	Frais publicitaires
Limitation period extended	5. Despite subsection 61 (4) of the <i>Family Law Act</i> and section 45 of the <i>Limitations Act</i> , a person who considers himself to be a victim may bring an action for the recovery of damages against an accused or convicted person if the person does so within five years after the date on which the Public Trustee first receives money under section 2 in respect of the crime.	5. Malgré le paragraphe 61 (4) de la <i>Loi sur le droit de la famille</i> et l'article 45 de la <i>Loi sur la prescription des actions</i> , quiconque se considère comme une victime peut intenter une action en vue de recouvrer des dommages-intérêts contre une personne accusée ou déclarée coupable s'il le fait dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle le curateur public reçoit pour la première fois un montant aux termes de l'article 2 relativement à l'acte criminel.	Prorogation du délai de prescription
Application for payment	6. (1) A person who obtains judgment in an action against an accused or convicted person relating to a crime may apply to the Public Trustee for payment of the amount of the judgment and costs from the money the Public Trustee holds in trust.	6. (1) La personne qui obtient un jugement lors d'une action intentée contre la personne accusée ou déclarée coupable relativement à un acte criminel peut demander au curateur public de lui verser le montant du jugement et les dépens à même les fonds qu'il détient en fiducie.	Demande de paiement
Payment to victim	(2) The Public Trustee shall pay the amount necessary to satisfy the award of	(2) Le curateur public verse le montant nécessaire pour couvrir le montant du juge-	Paiement effectué à la victime

judgment and costs in accordance with this section,

- (a) if the Public Trustee is satisfied that the person is a victim of a crime committed or alleged to have been committed by the accused or convicted person; and
- (b) if the Public Trustee has received money under section 2 relating or possibly relating to the crime.

Insufficient funds

(3) If the amount of the judgment and costs payable to all victims of a crime exceeds the amount of money held in trust in respect of the crime, the Public Trustee shall distribute the money to the victims on a pro-rated basis.

Additional funds

(4) If the Public Trustee receives additional money under section 2 after making a payment under this section, the Public Trustee shall pay the additional money to the victim to the extent necessary to satisfy the award of judgment and costs.

Consequence of acquittal

(5) If the Public Trustee is notified that a person accused of committing a crime has been acquitted while an application under this section is pending and if no further appeal of the acquittal is taken, the Public Trustee shall not make any further payment otherwise required by this section.

Application for release of funds

7. (1) A person entitled to receive money under a contract referred to in section 2 may apply to the Public Trustee for payment from the money the Public Trustee holds in trust relating to the contract.

Payment

(2) The Public Trustee shall pay the amount owing to the person under the contract in accordance with this section,

- (a) if the Public Trustee has paid the judgment and costs payable under section 6 to all victims of the crime who have applied for payment; and
- (b) if the Public Trustee is satisfied as to the entitlement of the person under the contract.

Insufficient funds

(3) If the amount payable under all contracts relating to a crime to persons applying under this section exceeds the amount of money held in trust in respect of the crime, the Public Trustee shall distribute the money to the applicants on a pro-rated basis.

ment et des dépens conformément au présent article si :

- a) d'une part, il est convaincu que la personne est la victime d'un acte criminel commis par la personne accusée ou déclarée coupable ou prétendu avoir été commis par elle;
- b) d'autre part, il a reçu aux termes de l'article 2 un montant qui se rapporte à l'acte criminel ou qui peut s'y rapporter.

(3) Si le montant du jugement et des dépens payable à toutes les victimes d'un acte criminel est supérieur aux fonds détenus en fiducie relativement à l'acte criminel, le curateur public distribue les fonds aux victimes sur une base proportionnelle.

(4) S'il reçoit d'autres fonds aux termes de l'article 2 après avoir effectué un paiement aux termes du présent article, le curateur public les verse à la victime jusqu'à concurrence du montant du jugement et des dépens.

(5) S'il est avisé qu'une personne accusée d'avoir commis un acte criminel a été acquittée avant qu'il ne soit statué sur une demande présentée en vertu du présent article et si aucun autre appel de l'acquittement n'est interjeté, le curateur public ne doit effectuer aucun autre paiement qu'exige autrement le présent article.

7. (1) Quiconque a le droit de recevoir un montant aux termes d'un contrat visé à l'article 2 peut demander au curateur public de le lui verser à même les fonds que le curateur public détient en fiducie relativement au contrat.

(2) Le curateur public verse le montant qui est dû à la personne aux termes du contrat conformément au présent article si :

- a) d'une part, il a versé le montant du jugement et des dépens payable aux termes de l'article 6 à toutes les victimes de l'acte criminel qui l'ont demandé;
- b) d'autre part, il est convaincu que la personne y a droit aux termes du contrat.

(3) Si le montant payable aux termes de tous les contrats relatifs à un acte criminel aux personnes qui le demandent en vertu du présent article est supérieur aux fonds détenus en fiducie relativement à l'acte criminel, le curateur public distribue les fonds aux personnes qui en ont fait la demande sur une base proportionnelle.

Fonds insuffisants

Fonds additionnels

Conséquence d'un acquittement

Demande de remise des fonds

Paiement

Fonds insuffisants

Restriction on payments	8. (1) The Public Trustee shall not make a payment under this Act relating to a crime until five years and six months have elapsed after the Public Trustee first receives money under section 2 relating to the crime.	8. (1) Le curateur public ne doit pas effectuer de paiement aux termes de la présente loi relativement à un acte criminel avant l'expiration de cinq ans et six mois après le jour où il reçoit pour la première fois un montant aux termes de l'article 2 relativement à l'acte criminel.	Restriction
Exception	(2) A person who would be eligible to receive a payment from the Public Trustee but for subsection (1) may apply to court, on notice to the Public Trustee, to authorize a payment before the time provided in subsection (1).	(2) Quiconque serait admissible à recevoir un paiement du curateur public n'eut été le paragraphe (1) peut demander au tribunal, par voie de requête et sur avis donné au curateur public, d'autoriser un paiement avant le délai prévu au paragraphe (1).	Exception
Same	(3) Despite subsection (1), the court may authorize the payment if the court is satisfied that doing so is fair in the circumstances.	(3) Malgré le paragraphe (1), le tribunal peut autoriser le paiement s'il est convaincu qu'une telle mesure est juste dans les circonstances.	Idem
Postponed payment	(4) The Public Trustee, in his or her discretion, may postpone making any payment relating to a crime or a contract, other than a payment authorized under subsection (3), if the Public Trustee has notice of an action against an accused or convicted person that has not been finally disposed of.	(4) Le curateur public peut, à sa discrétion, reporter le paiement d'un montant relativement à un acte criminel ou à un contrat, autre qu'un paiement autorisé en vertu du paragraphe (3), s'il a connaissance qu'une action intentée contre une personne accusée ou déclarée coupable n'a pas été réglée de façon définitive.	Paiement reporté
Notice	(5) The Public Trustee shall be deemed not to have received notice of an action unless a party to the action gives the Public Trustee a copy of the statement of claim.	(5) Le curateur public est réputé ne pas avoir reçu avis d'une action tant qu'une partie à l'action ne lui a pas donné une copie de la déclaration.	Avis
Status of Public Trustee	(6) The Public Trustee shall not be made a party to an action for the sole purpose of enabling a person to make an application for payment under this Act.	(6) Le curateur public ne doit pas être partie à une action à la seule fin de permettre à une personne de demander un paiement aux termes de la présente loi.	Statut du curateur public
Regulations	9. The Lieutenant Governor in Council may make regulations, (a) governing applications under this Act and providing for application fees to be paid to the Public Trustee; (b) governing the payment of money under this Act; (c) respecting such other matters as the Lieutenant Governor in Council considers advisable for the administration of this Act.	9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement : a) régir les demandes présentées en vertu de la présente loi et prévoir des frais à verser au curateur public à leur égard; b) régir le versement de fonds aux termes de la présente loi; c) traiter de toute autre question qu'il estime utile à l'application de la présente loi.	Règlements
Commencement	10. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.	10. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.	Entrée en vigueur
Short title	11. The short title of this Act is the <i>Victims' Right to Proceeds of Crime Act, 1994</i> .	11. Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1994 sur le droit des victimes aux gains réalisés à la suite d'un acte criminel</i> .	Titre abrégé

3 1761 11470920 7

